



# Les nouveaux mouvements sociaux : le cas du mouvement écologique en Bulgarie

Radosveta Krastanova

## ► To cite this version:

Radosveta Krastanova. Les nouveaux mouvements sociaux : le cas du mouvement écologique en Bulgarie. Droit. Université de Bourgogne; Nov b lgarski universitet, 2015. Français. NNT : 2015DI-JOD001 . tel-01336799

**HAL Id: tel-01336799**

**<https://theses.hal.science/tel-01336799>**

Submitted on 23 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE BOURGOGNE

Centre Georges Chevrier (CGC) –UMR CNRS 7366

Faculté de Droit et de Science Politique

NOUVELLE UNIVERSITE BULGARE

Département de Sciences Politiques

THÈSE

Pour obtenir le grade de

Docteur de l'Université de Bourgogne

Discipline : Droit/Sciences politiques

par

Radosveta KRASTANOVA

le 27 juin 2015

**Titre : Les nouveaux mouvements sociaux**  
**Le cas du mouvement écologique en Bulgarie**

Directeur de thèse

M. Serge WOLIKOW, Professeur, Université de Bourgogne

Co-directeur de thèse

M. Antoniy TODOROV, Professeur, Nouvelle université bulgare

Jury:

Mme KRASTEVA Anna, Professeur, Nouvelle université bulgare

M. ROUET Gilles, Professeur, Université Versailles-Saint Quentin-en Yvelines

M. VIGREUX Jean, Professeur, Université de Bourgogne

M. ZNEPOLSKI Boyan, Professeur, Université de Sofia “Saint Clément d’Ohrid”©



*A la mémoire de Boriانا Chivatcheva*  
*Femme exceptionnelle et citoyenne exemplaire*  
*Moteur et âme de la Communauté des Associations de citoyens de Sofia*

*A mes amis, amies et collègues du Mouvement grâce à qui j'ai connu les délices du bonheur*  
*public*





## Remerciements

Mes plus sincères remerciements à Serge WOLIKOW pour la confiance et la bienveillance qu'il a toujours manifestées par rapport à ma recherche. Ses conseils et apports dans la structuration des présents travaux furent d'une richesse personnelle exceptionnelle.

Merci à Antony TODOROV pour son soutien collégial et pour son accompagnement méthodologique pour la réalisation de la thèse. Merci également pour son geste d'accepter de diriger la thèse d'un jeune chercheur possédant une expérience assez modeste dans le domaine des sciences politiques.

Je souhaite à chaque doctorant/e l'opportunité de connaître des co-encadrants de thèse de cette rigueur et compétence.

Merci à Anna KRASTEVA de m'avoir encouragée au début de mon parcours de chercheuse, notamment pour le passage pas évident des sciences du langage aux sciences politiques. C'est grâce à son soutien que j'ai pu effectuer mon premier séjour de recherche à l'Université de Bourgogne.

Merci à Jean VIGREUX et aux collègues du centre Georges Chevrier pour l'accueil chaleureux à Dijon lors de ma première visite en 2006. Ils m'ont assistée dans ma recherche sans laquelle la partie dédiée au surréalisme dans le présent travail serait sans doute moins riche et moins complète.

Merci à Frédérique POIROT, à Emmanuelle GREDIN, à Morgane POGIOLLI et à Mireille QUEYROCHE-MOREAU pour leur soutien bienveillant dans les moments décisifs de mon parcours de doctorante.

Je tiens tout particulièrement à remercier Tania KAMBOUROVA, amie fidèle de longue date, qui m'a aidée lors de la traduction d'un corpus important d'extraits documentaires et biographiques du bulgare en français. Mes plus sincères remerciements aussi à Franck DUBOIS pour avoir eu le courage de lire et de corriger une grande partie du texte et pour m'avoir encouragée tout au long du processus de travail. Leur apport pour l'amélioration de la lisibilité de la thèse est inestimable.

Merci également à l'Institut français de Sofia et notamment à Gilles ROUET dont le soutien amical m'a permis de terminer mes travaux de recherche en France.

Merci de tout mon cœur à mes deux filles DIMITRA et YANA qui ont grandi pendant les sept années de rédaction de la thèse sans m'avoir jamais reproché mes absences et mes périodes d'hésitation et de déprime.

Merci à mon père, Trendafil KRASTANOV, chercheur-explorateur des mondes inconnus de la science dont l'esprit aventurier lui a permis de découvrir le plus ancien manuscrit rédigé en cyrillique dans la Bibliothèque du Vatican, et qui a cultivé en moi l'intérêt pour le monde, l'amour pour la nature et le goût pour le travail scientifique.

Merci enfin à mon mari PETAR, collègue, ami et compagnon de route qui m'a appris de faire confiance à mes intuitions scientifiques. Sa conviction profonde que l'importance de ce travail mérite tous mes efforts, m'a aidée à maîtriser mes craintes et m'a encouragée à surmonter les obstacles que toute recherche sérieuse pose devant les apprentis dans la science.

## Résumé

Le présent travail de thèse étudie le mouvement écologique en Bulgarie (1987-2014) comme un représentant typique et spécifique des nouveaux mouvements sociaux. Il s'agit de questionner en particulier les rapports qui lient l'écologie, la politique et l'engagement. L'évolution du mouvement est observée dans sa continuité historique, au niveau macro (dans sa relation avec les enjeux politiques majeurs de notre temps), au niveau méso (dans son contexte structurel et culturel national) et au niveau micro (celui de l'individu engagé).

L'approche générale à la problématique est interdisciplinaire, elle réunit histoire politique, anthropologie, sociologie, philosophie et psychologie. L'analyse fait combiner les méthodes qualitatives et comparatives avec des données empiriques qualitatives et quantitatives.

Le mouvement écologique en Bulgarie est un acteur sociopolitique d'un nouveau type qui a ancrage profond et une dimension éthique et politique. Dans la logique des nouveaux mouvements sociaux, il est un mouvement contestataire et trans-partisan véhiculant une "politique écologique citoyenne" authentique opposée à "la politique politicienne" du *statu quo*. Il fait promouvoir une culture civique participative révélant de nouvelles motivations et pratiques et de nouveaux modèles comportementaux; la personnalité humaine y joue un rôle fondamental. Il apparaît également comme un facteur déterminant pour la démocratisation *de fait* de la vie politique.

Le mouvement se construit donc en espace de dépassement de la politique héritée du siècle passé annonçant la nécessité d'une «politique planétaire», axée sur l'être humain et fondée sur de nouvelles synthèses de valeurs et de pratiques. Par ailleurs, il reflète une attitude particulière envers la nature liée au contexte culturel et historique national, qui conditionne sa singularité par rapport aux autres nouveaux mouvements citoyens. Le mouvement s'engage en particulier dans la promotion d'un "éco-humanisme", héritage de l'ambiance singulière dans laquelle ont émergé et se sont consolidés les mouvements citoyens en Europe de l'Est communiste et post-communiste.

*Nouveaux mouvements sociaux – mouvements écologiques – démocratie - nouvelle politique – engagement citoyen – nouvelle culture – individu – acteur - authentique – Bulgarie*

# Abstract

This study examines the green movement in Bulgaria (1987-2014) as a typical and specific example of the New Social Movements. It focuses on the interconnection between environmentalism, politics and participation.

We present the movement along with its evolution and analyse it on three levels: macro (through its relation to the most important contemporary issues, phenomena and processes); meso (in the national context during the past three generations); and micro (through the prism of individuals, their experience of and reflection on participation). Our general approach is interdisciplinary, combining qualitative and quantitative research, with an emphasis on semi-structured interviews with green activists.

Bulgaria's green movement is a non-partisan citizen and political movement of a new type. It has several dimensions. Firstly, in the context of the New Social Movements, it is an actor of challenging the *status quo*; a moral corrective of the power, which implements a genuine 'citizen environmental politics.' Secondly, it introduces and fosters a new culture based on a novel set of values, practices and behavioural models: one where the individual is essential. Thirdly, it is one of the pillars of Bulgarian civil society, a key factor in democratizing the socio-political life, with an undeniable contribution to revitalizing the participant civic culture.

The green movement is an actor of New Politics, which are manifested on all levels: from the notions of politics and democracy, to the motivations for participation, to the forms of collective action in defence of the common good. Last but not least, it is a vehicle of a certain type of Eco-humanism originating in the specific environment that gave birth to the citizens' movements in communist and post- communist Eastern Europe. It also embodies a specific national attitude towards nature, traditionally stemming from peculiarities of Bulgarian culture.

*New Social Movements – Green Movements- Democracy – New Politics – Citizen Engagement- New Culture – Individual - Actor – Authentic- Bulgaria*

# Table des matières

Remerciements.....	5
Résumé.....	7
Abstract.....	8
Introduction .....	11
Première partie. Vers une approche d'étude complexe des nouveaux mouvements sociaux ...	33
I. Introduction.....	34
II. Cadre théorique et épistémologique général .....	35
III. Terminologie : Définitions et acceptions d'emploi des concepts utilisés .....	43
IV. Les nouveaux mouvements sociaux .....	50
V. Le nouvel individu. Entre l'individualisme et un nouvel humanisme .....	76
VI. La Nouvelle Culture et les nouveaux mouvements .....	89
VII. Les nouveaux mouvements sociaux d'aujourd'hui et la nouvelle politique.....	99
VIII. Les mouvements écologiques comme acteurs de la nouvelle politique.....	118
Deuxième partie. Le mouvement écologique en Bulgarie comme un nouveau mouvement social .....	134
I. Introduction.....	135
II. Le mouvement écologique en Bulgarie entre le local et le global : contexte historique, influences exogènes, facteurs endogènes .....	137
III. Le mouvement écologique en Bulgarie. Origines, émergence, ruptures et continuité.....	161
IV. Conclusion .....	264
Troisième partie. Le mouvement écologique au singulier. Le nouvel individu et la Nouvelle politique.....	266
I. Introduction.....	268
II. Le nouvel individu au pluriel : les différents visages du militant-écologiste.....	273
III. Au-delà des différences. Le nouvel individu au singulier : le nouvel individu et la nouvelle politique.....	292
IV. Conclusion.....	308
Bibliographie.....	316
Annexes.....	350

# **Introduction**

Aujourd'hui, les mouvements sociaux ont de nouveau le vent en poupe. Les études sur les nouvelles mobilisations citoyennes et les nouveaux mouvements se multiplient au fur et à mesure de l'élargissement de la vague protestataire qui au cours des dernières années, a littéralement envahi différentes parties du globe, assez éloignées de point de vue géographique et culturel. Après avoir déclaré le déclin, voire – la mort du mouvement social, les analystes se précipitent à le redécouvrir et à le réévaluer dans ses avatars les plus actuels, proclamant souvent la renaissance de l'activisme citoyen, la résurrection du politique et le renouveau de la démocratie.

## 1. Objet de recherche

Cela dit, le présent travail de thèse a pour **objet de recherche** les nouveaux mouvements sociaux dans leur pérennité, et dans leur évolution. En effet, la résurgence de la société civile en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, a transformé les mouvements sociaux en “mouvements (de) citoyens”, mouvements sociopolitiques et culturels souhaitant réformer ou transformer radicalement le système en place. L'impact de ces acteurs sur la vie politique, d'une part, et sur la culture civique et politique, d'autre part, étant indéniable, le **champ de la recherche et ses objectifs concrets** se définissent par la synergie entre les nouveaux mouvements sociaux, en tant qu'acteurs du changement social et culturel, et l'émergence d'une “nouvelle politique”, observées et analysées dans le cadre d'un cas concret : **le mouvement écologique en Bulgarie**. Le mouvement sera donc étudié comme un représentant typique et spécifique des nouveaux mouvements sociaux en Europe, dans le contexte notamment de “l'Autre Europe” - l'Europe de l'Est.

Le présent travail vise à analyser notamment :

- a) les particularités socioculturelles et la spécificité politico-historique du mouvement écologique en Bulgarie comme représentant des mouvements citoyens de la “Nouvelle Europe”
- b) l'impact du mouvement sur la vie sociopolitique en Bulgarie durant le dernier quart de siècle au travers de l'analyse des rapports dynamiques et complexes entre engagement citoyen, écologie et politique.



c)le rôle du nouvel individu (le citoyen-sujet) et de la nouvelle culture dans leur rapport avec la nouvelle politique portée par le mouvement.

## **2. Sujet de la recherche. Justification du choix de la problématique et du sujet concret**

**L'intérêt pour le sujet** - le lien entre les mobilisations citoyennes à vocation écologiste en Bulgarie et la politique - se fonde sur trois constats.

Premièrement, **le choix de la problématique et du sujet concret**, se justifie par les évolutions récentes - technologiques, socio-économiques, culturelles et politiques au sein des démocraties contemporaines qui assignent une nouvelle direction et un nouveau rôle aux mouvements de citoyens. La crise financière et économique à impact planétaire, reflète les limites du modèle néolibéral de gouvernance et suscite des angoisses croissantes des citoyens par rapport à la capacité du système à faire face aux problèmes sociaux, politiques, économiques, mais aussi identitaires, culturels et dans un sens plus large – écosystémique qui en découlent<sup>1</sup>. L'accès perturbé d'un nombre croissant de citoyens aux biens publics considérés jadis comme communs et légitimes, fait nourrir des sentiments d'amertume et de désespoir et sape la confiance des citoyens dans le pouvoir, et dans le système, en général. Le fossé séparant de plus en plus visiblement les riches et les pauvres dans les pays du Sud mais aussi dans les sociétés industrielles avancées toujours dominées par l'espoir du retour de l'État-providence, et la privatisation rampante de *res publica*, font approfondir les effets de la frustration sociale et provoquent un désenchantement politique, accompagné d'un “malaise dans la démocratie<sup>2</sup>” qui revêt des habits très divers. La montée des nationalismes en Europe et ailleurs, l'essor des partis conservateurs et xénophobes et l'abstentionnisme au cours des élections, sont autant des indices de la déception croissante d'une “politique politicienne” élitiste, irresponsable et non-transparente, mais aussi désuète (démodée et obsolète), éloignée des préoccupations concrètes des citoyens et ne correspondant pas aux préoccupations majeures de notre époque. En bref, une politique qui ne cherche pas à s'adapter aux enjeux d'une vie déjà planétaire.

Or, ces tendances sont ambiguës, elles incitent aussi les citoyens à structurer des nouveaux espaces publics et font bâtir de nouvelles modalités de citoyenneté et d'engagement

---

<sup>1</sup> Voir par ex. Naomi KLEIN (2001). Reclaiming the Commons. In. - *New Left Review* 9, May-June 2001. En ligne URL: <<http://www.newleftreview.org/II/9/naomi-klein-reclaiming-the-commons>> (23.02.2012).

<sup>2</sup> MERCIER, Jérémy (2012). Malaise dans la démocratie. *Le monde diplomatique*. Octobre 2012. URL: <<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/10/MERCIER/48266>> (12.02.2015).

politique - en opposition ou en complémentarité avec les modèles et formes établies. Qui plus est, ils font revivre les revendications démocratiques, l'idée démocratique, la culture politique démocratique qui, dans leurs nouveaux avatars, dépassent les frontières des États et établissent des réseaux d'action citoyenne et politique transnationaux. L'émergence de la mouvance altermondialiste à la fin des années 1990 œuvrant pour une alternative plus humaine et plus sociale de la mondialisation, et son influence croissante à l'échelle globale, pose de nouveaux défis aux chercheurs en sciences humaines et sociales. L'objectif principal des altermondialistes - "bâtir une société planétaire axée sur l'être humain<sup>3</sup>" - appelle, entre autre, à un réexamen des théories et des approches méthodologiques concernant les enjeux, les formes et les finalités de l'engagement citoyen au sein des mouvements sociaux, au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Par ailleurs**, elle nourrit des interrogations sur le rôle que devons jouer les mouvements de citoyens face à la nouvelle situation et incite des chercheurs de différentes disciplines scientifiques à mettre en commun leurs savoirs, constats et observations, et de diversifier leurs approches afin de mieux cerner la complexité des phénomènes en cours. Les avatars tout récents des nouveaux mouvements sociaux – le mouvement des indignés (*Los Indignados*) en Europe du Sud, les mouvements d'occupation aux États – Unis d'Amérique (*Occupy Wal Street*), les mobilisations des étudiants au Canada et ailleurs, les mouvements citoyens en Afrique du Nord et le «Printemps arabe», les mouvements citoyens contestataires en Turquie, au Brésil, ou encore au Chili<sup>4</sup> et leur écho immédiat et controversé dans les médias et au sein de la communauté savante, attestent non seulement de l'actualité du thème mais aussi du remarquable dynamisme de processus et des acteurs. Ceux-ci rendent obsolètes des modèles théoriques gravés sur le marbre des sciences sociales, cherchant à généraliser les approches à ce phénomène social, mais déjouent également les tentatives d'évaluation "cas par cas" qui refusent à voir les acteurs dans leur évolution et continuité historiques.

Le choix du sujet se justifie **en second lieu** par l'essor des initiatives citoyennes écologistes en Bulgarie pendant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. L'ampleur et l'impact politique de ces initiatives, que certains politistes et journalistes ont prénommé « la nouvelle vague verte en Bulgarie<sup>5</sup> » ont amené à la consolidation du mouvement environnemental autour de la coalition *За да остане природа в България* (For the Nature in Bulgaria) et à la

---

<sup>3</sup> PLAYERS, Geoffrey (2008). Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. Cité par BERTHO, Alain. (2009). Citoyenneté et mondialisation. Perspectives et contradictions de l'altermondialisme. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A. Todorov, A. (dir.) Sofia : Faber Publishers, 167-175 [172].

<sup>4</sup> ROUET, Gilles (dir.) (2014). *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Paris: Harmattan, en particulier l'article consacré au cas chilien de Rodrigo TORRES Espace public et esthétisation des mobilisations. L'exemple des jeunes Chiliens, pp. 141-157.

<sup>5</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2009). Ecologie et contestation. La nouvelle vague verte en Bulgarie. - In. - KRASTEVA, Anna., TODOROV, Antony (dir). *Engagement citoyen*. Sofia: Faber Publishers, 101-112.

fondation d'un nouveau parti vert *Зелените* (*Zelenite* - les Verts), réclamant ouvertement ses liens génétiques avec celui-ci<sup>6</sup>, attestent de l'actualité des enjeux liés à la protection de la nature et la qualité de l'environnement au sein de la société civile bulgare. Qui plus est, les revendications écologiques qui ont présidé à la naissance du mouvement dissident en Bulgarie à la fin du régime totalitaire, ont demeuré pendant les décennies de la transition post – totalitaire un des rares déclencheurs de mobilisations citoyennes authentiques, à la fois dénominateur commun de la contestation du système en place et fédérateur d'énergie sociale pour la défense du bien commun<sup>7</sup>.

**En troisième lieu**, quoique très actuel, le sujet n'est pas encore étudié en profondeur. À part quelques analyses et ouvrages d'archives, traitant des aspects particuliers, telles que l'activité de certaines organisations (le Comité public de Roussé, *Ecoglasnost*) ou se focalisant sur des périodes ponctuelles – surtout la période dissidente<sup>8</sup>, les études approfondies sur le mouvement et ses acteurs, notamment dans leur évolution historique, font défaut en Bulgarie. La plupart des études sont réalisés par des chercheurs étrangers<sup>9</sup>, alors que dans le pays le sujet est abordé le plus souvent sous un angle journalistique. Certains auteurs abordent d'ores et déjà les rapports entre les vieux et les nouveaux mouvements citoyens en Bulgarie, et commencent à s'intéresser aux nouvelles mobilisations écologiques dans leur qualité de mobilisations citoyennes et politiques (surtout après 2012, année de déclenchement de quelques vagues successives d'activisme citoyen contestataire et des plus grandes protestations politiques dans le pays depuis 1997, contre les gouvernements en place<sup>10</sup>). Malgré cela, le travail présent est la première tentative d'étudier le mouvement écologique en Bulgarie dans son évolution, à la lumière des nouveaux mouvements sociaux

---

<sup>6</sup> Le parti politique Зелените (Les Verts, [www.bulgariangreens.org](http://www.bulgariangreens.org)) est fondé en 2008. C'est le second (par ordre d'apparition) parti vert en Bulgarie (après Зелена партия - le Parti vert, fondé en 1989) et le premier parti vert en Bulgarie qui s'est présenté aux élections législatives nationales et européennes (2009) avec une liste indépendante.

<sup>7</sup> GUEORUIEVA, Valentina (2014) Protection des biens communs et mobilisations réactives. Les mouvements de protestation en Bulgarie (2012-2013). In. - *Mobilisations citoyennes dans l'espace public* (2014). Rouet, G. (dir.) Paris: Harmattan, 85-95 [94].

<sup>8</sup> Parmi les plus importants voir АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008). *Демонтаж*. Русе: Авангард Принт, et ДЪРЕВА, Велислава, МИШЕВ, Георги (2002), *Русенският комитет*, документален сборник, София: “Фондация Д-р Желю Желев”.

<sup>9</sup> Voir sur ce sujet BAUMGARTL, Brendt (1993). Environmental Protest as a Vehicle for Transition. The Case of Ekoglasnost in Bulgaria. In. - Vari, Anna and Pal, Tamas (eds). *Environment and Democratic Transition: Politics and Policy in Central Eastern and Eastern Europe*. Kluwer Academic Publishers, Boston, Dordrecht; BAUMGARTL, Brendt (1993). Green Protest against Red Politics. Environmentalists' Contribution to Bulgaria's Transition, *Green Politics* 3, University of Strathclyde ; BAUMGARTL, Bernd (1997). Transition and Sustainability. Interest and Actors in Eastern European Environmental Policy. *Series Environmental Law and Policy*. Kluwer Law International, The Hague, London, Boston; BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (2003) [1996]. *Environmental Policy in an International Context: Prospects*, Elsevier Ltd, Oxford.

<sup>10</sup> GUEORUIEVA, Valentina (2014) Protection des biens communs et mobilisations réactives. Les mouvements de protestation en Bulgarie (2012-2013), Op. cit. et KOLEVA, Svetla (2014). Espace urbain et action citoyenne. Rapports à géométrie variable. In. - ROUET, Gilles (dir.) *Mobilisations citoyennes dans l'espace publics*. Paris : Harmattan, 17-29.

en Europe occidentale mais aussi dans son cadre singulier, conditionné par le contexte culturel et politique local.

Par ailleurs, l'intérêt du chercheur pour le sujet s'inscrit **en quatrième lieu**, dans **un projet individuel**, résultat d'un processus d'accumulation d'expérience et de travaux de recherche dans le domaine étudié. Ainsi, la problématique a-t-elle été développée au cours de quelques projets éducationnels et de recherche interdisciplinaires<sup>11</sup> qui ont conduit à la constitution d'une base de données sur les acteurs du mouvement environnemental en Bulgarie et ont aidé le chercheur à définir la problématique, à clarifier le thème et à en cerner les aspects majeurs. Ce travail a été accompagné de la mise en place de nouveaux programmes et cours éducationnels traitant des articulations entre les nouveaux acteurs sociaux et politiques, l'environnement, la politique et le développement soutenable<sup>12</sup>.

Les contacts réguliers avec des leaders et activistes des organisations environnementalistes en Bulgarie, l'accès à la communication électronique, aux réunions et au processus de prise de décision au sein de la coalition citoyenne *For the Nature*, ainsi que **l'implication personnelle de l'auteure** dans les campagnes écologistes depuis 2005 (la campagne citoyenne pour la solution de la crise du traitement des déchets de la capitale Sofia, les campagnes *Save Irakli*, *NATURA 2000*, *Save Strandja*, *Citoyens pour Rila*) pendant la dernière décennie, représentent **un motif essentiel et structurant** pour le choix du sujet de la recherche, pour l'approche théorique et le choix des instruments d'étude<sup>13</sup>. L'intérêt pour motivation personnelle des acteurs à s'impliquer dans le mouvement est en effet également provoqué par les observations accumulées par l'auteure durant les neuf années d'expérience de terrain et de communication avec les militants.

---

<sup>11</sup> Le projet interdisciplinaire pour la promotion de la participation citoyenne et du développement durable PLACE FOR FUTURE, monté par l'association de citoyens Chtastlivetsa, en partenariat avec la Nouvelle université bulgare, la Faculté de philosophie de l'Université de Sofia "Saint Clément d'Ochrid", L'Université d'architecture et urbanisme, la coalition environnementale *За да остане природа в България* (For the Nature) et la municipalité de Tchiprovtsi (2008-2009); le projet éducationnel interdisciplinaire Université en plein air, monté par une équipe de chercheurs, professeurs et étudiants de la NUB en partenariat avec l'association de citoyens Chtastlivetsa et la direction du parc naturel Vitocha. Pour plus d'information sur le projet PLACE FOR FUTURE et ses résultats.. Voir *Място за бъдеще. Година първа*, Канев, П. Кръстанова, Р. (сътст.), СГС - Щастливеца, София, 2009, et les pages électroniques de la coalition For the Nature [www.forthenature.org](http://www.forthenature.org), l'association Chtastlivetsa [www.placeforfuture.org](http://www.placeforfuture.org) et de la Nouvelle université bulgare (NUB) [www.nbu.bg](http://www.nbu.bg); les informations sur les événements organisés au cours du projet Université en plein air peuvent être consultés sur le site de l'association de citoyens Chtastlivetsa [www.placeforfuture.org](http://www.placeforfuture.org) et le site de la NUB.

<sup>12</sup> Le Master Aménagement de l'environnement, et les cours de Politiques de l'environnement et développement durable, ONG et gouvernance, Politique écologique, et Intellectuels, politique, révolution, faisant part du cursus de la Filière francophone de Sciences politiques de la NUB.

<sup>13</sup> S'y ajoute l'expérience de l'auteure dans les activités du secteur non gouvernemental. Depuis 2006 je dirige l'organisation de citoyens *Chtastlivetsa* (Щастливаца) militant pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants de la capitale Sofia et pour la propagation de la problématique de l'engagement citoyen et du développement durable en milieu académique.

### 3. Champ de recherche

**La présente étude** interroge et analyse les articulations entre engagement, écologie et politique au sein du mouvement écologique en Bulgarie. Cela dit, le mouvement est étudié dans une perspective historique, processuelle, à savoir, au cours des différentes **étapes** de son évolution - de son émergence au sein des formations dissidentes de la fin du régime totalitaire, au travers ses manifestations dans les années de la transition post-totalitaire, jusqu'aux mobilisations les plus récentes au sein de la "nouvelle vague verte" de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est examiné notamment :

- au sein des **acteurs** du mouvement (leaders, militants, ONG, associations, initiatives et réseaux de citoyens non formels) ;
- au sein des différentes **générations de militants** ;
- au niveau de l'**individu – citoyen - sujet**, ses représentations, motivations, attitudes et comportement.

Ceci dit, l'étude s'articule autour de trois niveaux d'approche au sujet :

- **une approche "macro"** qui contextualise l'engagement écologiste dans ses rapports aux grands phénomènes et processus des sociétés démocratiques contemporaines, et leurs implications au niveau national ;
- **une approche "mésos"** qui pose l'engagement et l'action collective dans leur contexte structurel et culturel national et dans son évolution historique et générationnelle ;
- **une approche "micro"** enfin qui tend à asseoir la problématique au niveau de l'individu, porteur et vecteur des transformations en cours, et d'analyser le rôle de l'Homme (de la personnalité humaine) en tant que Sujet - transformateur de l'espace publique et politique.

### 4. Hypothèses de recherche

Les présents travaux se fondent sur l'**hypothèse de recherche** suivante :

Le mouvement écologique en Bulgarie est un exemple à la fois typique et spécifique des nouveaux mouvements sociaux. Il se présente **d'abord** comme acteur d'un changement culturel à implications sociales et politiques majeures créant un espace d'expression de valeurs où la liberté, la responsabilité et la dignité de chaque individu, seul ou collectivement, sont prises en compte. Il se constitue ensuite comme un des acteurs principaux de l'émancipation de la société civile bulgare. Au cours des périodes successives de son évolution, le

mouvement participe à la vie politique du pays en exerçant continuellement un impact palpable sur la politique gouvernementale et les politiques publiques et en faisant produire de nouveaux acteurs citoyens et politiques, tout en contribuant à prise de conscience publique de l'importance des enjeux liés à l'environnement et du milieu de vie. Il se constitue aussi en acteur de l'eupéanisation et de la modernisation de l'agenda politique bulgare et contribue à sa dé-provincialisation.

**En second lieu**, le mouvement écologique en Bulgarie est un mouvement moral – dès ses débuts à la fin du régime totalitaire, il se construit à la fois comme un mouvement d'expression de l'indignation citoyenne par rapport au système politique et ses agents, et comme un correctif citoyen de contrôle démocratique et de surveillance éthique. De cette façon, il se situe à mi-chemin entre la contestation du *statu quo* et l'affirmation d'une participation individuelle et collective plus directe et plus autonome des citoyens dans les processus de prise de décision, dépassant les formes et modalités conventionnelles d'action et d'organisation politique. Il traduit la volonté et la capacité réelle d'une communauté non négligeable de citoyens-sujets, non seulement d'influencer le cours de la politique mais aussi de s'émanciper de la sphère politique instituée et de « faire politique autrement ». En ce sens, il est à la fois un mouvement politique trans-partisan, creuset d'une culture civique participative et **un des agents importants de la démocratisation de la vie politique et sociale en Bulgarie**.

Le mouvement apparaît **enfin** comme vecteur du nouvel esprit du temps du début du XXI<sup>e</sup> siècle : il se construit en espace et en acteur du dépassement de la vieille politique héritée du siècle passé (y compris de la politique écologique) annonçant la nécessité et réalisant les conditions pour une « politique planétaire », axée sur l'être humain et fondée sur de nouvelles synthèses de valeurs et de pratiques. Ceci étant, le mouvement révèle néanmoins des caractéristiques spécifiques, liées au contexte culturel et historique national, qui conditionnent sa singularité par rapport aux autres nouveaux mouvements citoyens.

## **5. Objectifs de la recherche**

La présente recherche poursuit **trois grands objectifs**.

a) **D'abord**, elle vise à élaborer un modèle théorique d'approche à la problématique, fondé sur le cadre conceptuel des nouveaux mouvements sociaux et d'établir leurs rapports avec les nouvelles représentations, formes et pratiques du politique (les nouvelles politiques), liées aux processus de changement socioculturel aux sein des sociétés industrielles avancées.

b) Elle vise à déceler **ensuite**, les caractéristiques majeures du mouvement écologique en Bulgarie et son impact politique :

- durant **les périodes historiques** au sein desquelles évolue le mouvement, révélant la configuration particulière du contexte international et global, et les singularités du contexte local tout en les inscrivant dans sa configuration sociopolitique concrète (niveau acteur-système).

- en contextualisant les rapports entre politique et écologie, propres à chaque génération de militants, et en établissant **une typologie générationnelle de l'engagement** (niveau génération).

- en étudiant les caractéristiques du militantisme vert et son impact politique au travers d'**une analyse et une synthèse des motivations et des comportements individuels** des militants écologistes, toutes périodes confondues, supposant un changement de valeurs qui seraient tout à la fois la base d'une nouvelle attitude vis-à-vis de la politique et le catalyseur d'une nouvelle pratique politique (niveau individu).

- en rapport **avec les singularités de la culture civique et politique nationale**, notamment le rapport très particulier des Bulgares envers leur nature.

c) Elle se propose **enfin**, au-delà des particularités conditionnées par le contexte historique concret, l'appartenance générationnelle et les parcours individuels des militants, de définir certaines caractéristiques **communes propres à toutes les périodes, générations et militants constituant la continuité du mouvement**. En se basant sur **une typologisation de l'engagement individuel**, l'étude va déceler aussi les caractéristiques du paradigme écologiste dans son rapport notamment à la nouvelle politique.

## 6. Limites de la recherche

Or, la recherche ne se pose pour but, ni de constituer une histoire de l'environnementalisme en Bulgarie, ni de proposer une analyse sociopolitique exhaustive et cohérente du militantisme écologiste, au - delà des besoins liés au sujet établi. L'approche historique est utilisée afin de présenter le développement du mouvement comme acteur sociopolitique. Étant donné que l'objet de la recherche traite d'un phénomène contemporain et par conséquent - en évolution permanente, nous avons dû fixer des limites de notre étude pour la période observée : elle englobe le mouvement depuis sa naissance à la fin des années 1980 jusqu'en 2012, année qui peut être envisagée comme la fin de la troisième étape du développement du mouvement et le début d'une nouvelle étape que les présents travaux n'abordent que très superficiellement. En ce sens, l'on peut dire que **l'étude ne cherche pas à aboutir à une histoire du mouvement vert en Bulgarie mais en revanche, elle se trouve**

**en dialogue permanent avec l'histoire** (de la période donnée, de la génération) afin d'en déceler ces faits, événements et acteurs qui nous autorisent à envisager celui-ci comme mouvement social *et* politique et qui nous permettent de mieux saisir celui-ci dans son espace et dans son temps concrets.

Ceci étant, les travaux ne prétendent pas non plus à constituer une recherche sur les organisations de la société civile de protection de la nature et de l'environnement et ne poursuit pas l'objectif d'analyser les partis verts en Bulgarie, leurs résultats électoraux ou encore le profil de leurs adhérents, militants et sympathisants. Une telle analyse requiert un matériel factologique et une démarche méthodologique différente, ce qui ne fait pas partie des tâches principales de cette étude. Tous ces sujets ne sont abordés que dans le contexte du mouvement écologique en Bulgarie comme nouveau mouvement social - à savoir, comme éléments nécessaires pour la compréhension de son émergence, évolution, rôle et particularités; dans leur qualité de **manifestations concrètes et spécifiques du mouvement** au cours des périodes successives de son développement.

Ainsi, conformément à l'approche méthodologique adoptée, elles sont étudiées en tant qu'acteurs issus du mouvement et comme formes particulières, historiques et conjoncturelles, consubstantielles à son évolution et consolidation, l'intérêt de la recherche se focalisant sur le mouvement comme acteur principal et sur le militantisme individuel au sein du mouvement comme révélateur d'une culture politique particulière.

Par ailleurs, malgré sa focalisation sur l'individu, surtout dans la troisième partie, l'analyse ne vise pas en faire un sujet de recherche exclusif, ni ne prétend qu'il puisse être envisagé comme complètement autonome. En ce sens, nous souscrivons sous la pertinence de la remarque de Ronald Inglehart :

« La plupart des phénomènes semblent refléter l'interaction de facteurs qui se situent à deux niveaux: le niveau individuel et le niveau structurel, dont l'importance relative est elle-même variable. Dans le monde réel, l'individu n'est pratiquement jamais confronté à l'un de ces extrêmes (un individu dont le destin est complètement déterminé par le système qu'il ne peut le modifier vs. un individu complètement autonome, maître absolu de son destin). On aboutit à des situations qui reflètent à la fois les motivations internes et les contraintes externes<sup>14</sup> ».

Les objectifs de recherche ci-dessous formulés conditionnent le choix de l'approche théorique et méthodologique et des sources analytiques.

---

<sup>14</sup> INGLEHART, Ronald (1993) [1990]. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Paris : Economica, 7.



## 7. Approche théorique et méthodologie

### 7.1. Approche théorique

L'approche théorique adoptée pour les finalités de la recherche se situe dans le cadre d'une tradition humaniste établie dans les sciences de l'Homme et de la société depuis la Renaissance et les Lumières, qui aborde et interprète les phénomènes et les faits sociaux à la lumière de **l'importance de l'Homme, de la personnalité humaine et de son activité individuelle et collective** en tant que sujet et acteur<sup>15</sup> de sa propre vie. L'inscription dans cette tradition humaniste<sup>16</sup> conditionne l'intérêt pour les idées, perceptions, représentations, motivations et valeurs exprimées tant au niveau individuel qu'au niveau collectif, ainsi que pour l'interprétation personnelle des faits à travers *le vécu réflexif* des participants. Cela justifie l'intérêt pour la Culture en termes généraux, la culture politique en particulier, et pour les cultures spécifiques au sein du mouvement, au cours des différentes étapes de son évolution<sup>17</sup> - au niveau des générations, au niveau des parcours militants individuels et au niveau des communautés et formes collectives d'action<sup>18</sup>.

Cette approche “anthropocentrée”, va de pair avec une revalorisation de l'Acteur – sujet historique, culturel et politique à la fois, qui participe *en agent* dans les transformations de la société tout en étant conscient de son rôle et de sa responsabilité sociale, politique et morale dans ces processus. Elle est le résultat de la synergie de travaux philosophiques, anthropologiques et sociologiques d'auteurs tels que Max Weber (le rôle de la culture et de l'éthique pour la compréhension des phénomènes sociaux et économiques), Edgar Morin (la pensée complexe et l'approche par la complexité, l'idée d'une politique de l'Homme et d'une politique de civilisation), Clifford Geertz (l'anthropologie interprétative en quête de sens et l'approche par la description “dense”), Alain Touraine (les nouveaux mouvements sociaux comme sujets de l'historicité et l'intervention sociologique), Hannah Arendt (la politique comme acte et parole, et la sphère publique comme sphère d'expression de la liberté humaine, où pluralité et unicité sont inséparables).

---

<sup>15</sup> Voir sur ce point les travaux de l'école de la sociologie actionnaliste en France, constituée à la fin des années 1970 par Alain Touraine et ses collaborateurs, notamment TOURAINE, Alain (1984). *Le retour de l'Acteur*. Paris: Fayard.

<sup>16</sup> Voir sur ce sujet TODOROV, Tzvetan (1998). *Le jardin imparfait: la pensée humaniste en France*, Paris: Grasset.

<sup>17</sup> Sur la multiplicité et la variété de la culture politique comme cultures spécifiques, liées au changement générationnel des militants et à la singularité des contextes historiques, voir WOLIKOW, Serge, VIGREUX, Jean (2003). *Les cultures communistes du XXe siècle. Entre guerre et modernité*. Paris : La Dispute.

<sup>18</sup> Sont étudiées dans la perspective des Challenging Politics, New Politics ou Citizen Politics de philosophes, sociologues et politistes tels Ronald Inglehart, Sidney Tarrow, Ronald Dalton et Max Caase, qui problématisent la complexité des rapports entre les changements structurels (des conditions de vie et des impératifs socio-économiques et technologiques) et les transformations culturelles (changement des valeurs impactant sur les représentations, les visées).

Ainsi, nous procéderons à l'analyse du mouvement écologique en Bulgarie comme un nouveau mouvement social, acteur d'émancipation culturelle, sociale et politique. Cette approche qui s'intéresse aux effets des changements culturels et structurels au sein des sociétés industrielles avancées dans leur rapport aux *Challenging Politics*, *New Politics* ou *Citizen Politics*, s'inscrit dans la lignée des travaux d'auteurs tels que Ronald Inglehart, Ronald Dalton, Pippa Norris, Lester J. Milbrath, Clauss Offe. Conformément à la même tradition théorique et analytique, les nouveaux mouvements sont envisagés comme acteurs politiques non traditionnels, anti-systémiques, introduisant dans les agendas des sociétés de nouveaux enjeux sociaux et politiques, véhiculés par de “nouveaux\_citoyens” – plus éduqués, plus informés, plus critiques et plus autonomes que leurs aînés; de l'autre, nous avons examiné le mouvement de l'intérieur (comme cas représentatif des nouveaux mouvements) et du de l'extérieur (dans sa singularité culturelle locale), tout en étant conscients que la traduction d'une culture dans une autre, avec tout ce que cela comporte de subjectivité et de contingences du moment, est inévitable.

Les nouveaux mouvements sociaux sont examinés comme **mouvements d'émancipation et de contestation** conformément à une tradition de pensée critique, radicale et contestataire, tracée par Henri David Thoreau (la désobéissance civile). L'approche aux mouvements puise de l'inspiration des modèles qui lient les acteurs au système, élaborés par Sidney Tarrow (les cycles de contestation amenant à une démocratisation du système), Immanuel Wallerstein (les mouvements sociaux comme acteurs systémiques contestant le méga-système du capitalisme), Ronald Dalton et Manfred Cusack (la “nouvelle politique” défiant le système politique du *statu quo*<sup>19</sup>). Le rapport étroit entre les nouveaux mouvements et l'émergence d'une nouvelle culture au sein des sociétés industrielles avancées, s'appuie sur les hypothèses de Ronald Inglehart, alors que le lien établi entre les nouveaux mouvements et la quête identitaire, s'inspire des travaux d'auteurs tels qu'Alberto Mellucci et Donatella della Porta. Les rapports entre les mouvements, la société civile et l'État dans les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est, sont envisagés à la lumière du libéralisme classique de John Locke et Alexis de Tocqueville et s'appuient sur les interprétations d'auteurs plus contemporains tels que Vaclav Havel, Ralf Dahrendorf et Ernest Gellner (La société civile contre l'État et l'idée de la politique *antipolitique*).

Les changements survenus **au niveau de l'individu** dans les sociétés contemporaines sont envisagées dans la perspective théorique et analytique établie par **la psychologie humaniste** du XXe siècle– tels les travaux du psychologue américain Abraham Maslow, et

---

<sup>19</sup> DALTON Russel J., Manfred KUECHLER and Wilhelm BURKLIN (1990). The Challenge of New Movements. In: *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*, Dalton and Kuechler (eds.), Cambridge, Polity Press, pp. 10-16.

notamment son approche transpersonnelle, **la philosophie** et les idées de Gilles Lipovetsky sur les caractéristiques de l'individu hypermoderne <sup>20</sup>, **la sociologie** – l'hypothèse de l'impact des valeurs post-matérialistes sur les motivations et comportements individuels avancée par Ronald Inglehart, **l'anthropologie** – les mutations anthropologiques du nouvel individu, **et la science politique** de la fin du XXe siècle – mettant en exergue l'émergence d'un citoyen critique (*Critical Citizen*), facteur du renouveau de la démocratie.

Le regard vers la démocratie, quant à lui, se situe dans une tradition d'étude des phénomènes de société consacrée par l'histoire de la longue durée, inaugurée par les auteurs des Annales, notamment par Fernand Braudel (« rien n'étant plus important, d'après nous, au centre de la réalité sociale, que cette opposition vive, intime, répétée indéfiniment, entre l'instant et le temps lent à s'écouler. Qu'il s'agisse du passé ou de l'actualité, une conscience nette *de cette pluralité du temps social* est indispensable à une méthodologie commune des sciences de l'homme », dit Braudel<sup>21</sup>) et devenue légitime avec les travaux d'auteurs tels que Pierre Rosenvallon: la démocratie moderne retrouve son dynamisme inhérent, son historicité et sa raison d'être, dans la confrontation entre une **théorie politique** (assez statique), **l'histoire des idées** sociales et politique et **l'histoire événementielle** des sociétés démocratiques modernes.

**Enfin**, le rôle de la personnalité humaine comme **Sujet de l'Histoire** – facteur et vecteur des changements, se situe dans la tradition de l'une historiographie humaniste, inaugurée par Jules Michelet et développée par des auteurs contemporains tels que Tzvetan Todorov qui, au travers de l'étude de l'apport à l'histoire du XXe siècle, des “héros humbles“, méconnus de l'histoire officielle, réintroduit et revalorise l'Homme comme sujet des sciences humaines et sociales<sup>22</sup>. Notre étude se sert de cette approche pour analyser le rôle de la personnalité qui, individuellement et collectivement, impacte sur les processus politiques dans le cadre d'un contexte historique et sociopolitique toujours particulier. Face à une historiographie conventionnelle des “grands cadres“, souvent plus soucieuse de peindre les organisations, les structures et les institutions encadrant des êtres humains « échangeables et remboursables », et à une sociologie économiste, marchande ne s'intéressant qu'aux « coûts et bénéfices » de l'implication individuelle dans n'importe quelle action collective d'utilité sociale<sup>23</sup>, notre approche va valoriser, suivant le principe *Small is beautiful*, le rôle de ce qui

---

<sup>20</sup> LIPOVETSKY, Gilles (2004). *Les temps hypermodernes* (avec Sébastien Charles). Paris: Grasset.

<sup>21</sup> BRAUDEL, Fernand (1958). Histoire et sciences sociales. La longue durée. In: *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 13e année, N. 4, 1958, 725-753 [p.726].

<sup>22</sup> TODOROV, Tzvetan (2000). *Mémoire du mal, Tentation du Bien. Enquête sur le siècle*. Paris : Pierre Laffont.

<sup>23</sup> Parmi les représentants de cette approche, voir Mansur OLSON (1971) [1965]. *The Logic of Collective Action Public Goods and the Theory of Groups* (Revised edition). Harvard University Press.

est généralement difficilement calculable et quantifiable – les pensées, les valeurs, les motivations et les désirs humains. De cette façon, l'étude va partir souvent du superficiel, de ce qui est à la surface des sociétés (événements politiques, conjoncture concrète), afin de se plonger ensuite plus en profondeur dans l'Histoire du mouvement et dans les histoires mouvementées de ses acteurs.

## 7.2. Méthodologie

En ce sens, **en premier lieu**, l'étude poursuit des pistes épistémologiques et méthodologiques, tracées par les penseurs de la complexité<sup>24</sup> du monde contemporain, notamment Edgar Morin et Immanuel Wallerstein<sup>25</sup>, qui appliquent le principe systémique dans l'étude des phénomènes sociaux et culturels postulant la complexité irréductible de tout système vivant, et rétablissant les rapport d'égalité et l'indivisibilité *intrinsèque* entre Sujet observant et Objet d'étude, une découverte des sciences exactes du XXe siècle, formulée dans les travaux d'Albert Einstein, Alexander Schrödinger, Werner Heisenberg et Nils Bohr qui a révolutionné la nouvelle science du XXe siècle mais qui peine encore à conquérir sa légitimité dans le domaine des sciences de l'Homme. Nous allons nous en servir afin d'explicitier le principe d'auto-organisation spontanée et ordonnée auquel se conforme tout système complexe – dans notre cas le mouvement social.

**En second lieu**, nous sommes conscients que les faits, les processus et les acteurs se prêtent difficilement à une lecture interprétative générale qui les ferait sortir de leur enracinement dans un contexte spécifique local, à savoir dans un espace, dans une géographie, dans une écologie au sens large, dans une culture. Toutefois, la prise de conscience de la difficulté de traiter la réalité sociale et politique avec les modèles explicatifs propres à une autre culture, ne doit pas décourager l'approche comparée et les tentatives plus généralisatrices. Dans une situation de crise globale et planétaire, liant crise écologique et crise de civilisation, **la question de l'Autre**, à savoir – comment communiquer avec l'altérité (au niveau individuel et collectif – éthique, national, culturel, social), afin de mieux la comprendre, et comment “traduire” notre culture, de façon à ce qu'elle soit acceptée – devient cruciale non seulement pour la vie de nos sociétés mais bel et bien pour la survie de

---

<sup>24</sup> Le concept de complexité est issu des travaux de Wiener et Ashby sur la cybernétique, en 1947. Celle-ci se proposait de faire collaborer des spécialistes issus de différentes disciplines pour étudier les systèmes complexes, leur dynamique et les phénomènes d'auto-organisation auxquels ils donnent lieu. Dans son principe, la cybernétique peut être appliquée à l'étude des phénomènes physiques, biologiques ou sociaux et contribue au développement de l'approche transdisciplinaire.

<sup>25</sup> Edgar MORIN (1990) [2005]. *Introduction à la pensée complexe*. Paris: Seuil; WALLERSTEIN, Immanuel (1990). *Transforming the Revolution: Social Movements and the World-System*. (with Samir AMIN, Giovanni ARRIGHI and Andre Gunder FRANK). New York, Monthly Review Press.

l'humanité, comme le rappellent quotidiennement les mouvements écologiques. Dans cette perspective, l'analyse tentera de garder la tension saine entre un rapprochement de l'objet de la recherche – le mouvement écologique en Bulgarie - au modèle théorique d'analyse des mouvements occidentaux et le souci de déceler et étudier les caractéristiques particulières locales qui constituent son originalité, sa singularité, son *Alterité*.

Pour résumer, l'approche générale, théorique et méthodologique, accorde aux rapports entre le sujet et l'objet un statut d'équité amicale et de complexité indivisible. Selon cette approche, valable tant pour les sciences de la matière que pour celles de l'Homme, l'étude de n'importe quel phénomène (biologique ou social) ne peut être autre **qu'inclusive, donc participative et participante** (car le regard spécifique du sujet et sa localisation spatiale *déterminent* pour ainsi dire ces traits particuliers, et non pas d'autres, que l'objet va révéler). Or, si le changement de perspective opéré par le sujet change l'objet lui-même, ce qui se produit à tous les niveaux, cela veut dire que la subjectivité est aussi *un fait objectif*. Par-là, le chercheur ne peut jamais échapper à une certaine subjectivité qui lui est *intrinsèque et constitutive*. Comme le dit le grand penseur de l'antiquité bulgare Alexandar Fol :

« L'on peut admettre que toutes les méthodes soient bonnes, et c'est certainement vrai, puisqu'il y a tant de représentants nobles de chacune d'elles, pourvu qu'on n'oublie jamais que l'Homme est à la fois Objet *et* Sujet de la recherche. Une telle représentation est bilatérale car elle impacte aussi bien sur le passé que sur le présent (...) Alors, la science cesse d'être contemplative, comme beaucoup de chercheurs auraient souhaité, pour leur propre confort et pour le confort de la société, et devient *active*. Ce postulat est valide pour toute activité scientifique, mais nous réduisons sa portée aux sciences de l'Homme, notamment à l'histoire, où il est *inconditionnel*. La règle d'Aristote postule que toute activité scientifique doit se conformer à deux exigences : *crisis* et *ethos*. *Crisis* signifie délimitation et choix, *ethos* – responsabilité morale. Toutes les deux requièrent que la matière étudiée soit explicitement nommée, c'est-à-dire – soumise à un examen réflexif. Or, le fait de nommer fait déjà incorporer un contenu qui, hélas, ne peut être objectif<sup>26</sup>. »

L'approche théorique et la méthodologie générale adoptées conditionnent le caractère pluri- et interdisciplinaire de l'étude du sujet, réunissant les méthodes et les outils d'analyse de l'histoire politique, la philosophie politique, la théorie politique, l'anthropologie politique et sociale, la sociologie politique, la psychologie sociale, la politologie; la combinaison de **méthodes qualitatives** (instruments de collecte d'information: entretiens semi - directifs à

---

<sup>26</sup> ФОЛ, Александър (1995). *Тракийската култура, казано и премълчано*, ИК Борина, София, р. 9. Trad. fr. R. Krastanova.

éléments biographiques; interviews de groupe; analyse qualitative de mémoires de militants, courrier électronique), **méthodes quantitatives** (données issues de sondages de l'opinion publique; enquêtes sociologiques ciblées, ou encore des données statistiques), et méthodes comparatives.

## 8. Sources

### 8.1. Sources primaires

#### 8.1.1. Documents officiels et mémoires

Le travail se fonde sur une étude détaillée de **sources primaires** : recueils d'archives, documents officiels émanant des acteurs du mouvement écologique en Bulgarie et mémoires des participants de la génération dissidente. Sont utilisées également des déclarations, pétitions, appels à souscription, avis motivés et rapports destinés aux représentants des institutions politiques à l'échelle nationale et européenne, des propositions législatives, recours en justice, statuts et programmes des organisations environnementales et des partis écologistes, des matériaux et sites informationnels (pages électroniques, blogs) visant à sensibiliser le public aux buts et aux activités des organisations et à populariser leurs initiatives, ainsi que des matériaux audiovisuels - enregistrements d'événements (conférences de presse, conférences publiques, rencontres avec des responsables politiques, protestations, défilés ou blocages), réalisés par les militants et les sympathisants.

S'y ajoutent les informations recueillies lors d'un suivi régulier (à partir de 2005) **des listes de communication électronique** de la coalition environnementaliste *За да остане природа в България* (*For the Nature*), du partis politique *Зелените* (Les Verts) et les listes de diffusion électronique des réseaux citoyens *Да спасим Иракли* (Sauvons Irakli), *Да спасим Странджа* (Sauvons Strandja), *Граждани за Рила* (Citoyens pour Rila), *Граждани за Витоша* (Citoyens pour Vitocha), *Група ГЕО* (le groupe citoyen *GEO*), la coalition *Нулеви отпадъци* (*Zero Waste*), гражданска мрежа *Форум София* (le réseau citoyen *Forum Sofia*) et la coalition citoyenne *България- зона свободна от ГМО* (Bulgarie Zone libre d'OGM<sup>27</sup>).

#### 8.1.2. Études de cas

L'étude des sources primaires est accompagnée de **deux études de cas**. La première est fondée sur 25 interviews semi-directives. L'étude procède à une analyse empirique

---

27

Les sites officiels de ces organisations et réseaux citoyens sont présentes dans la bibliographie.

qualitative de l'engagement citoyen au sein de la "minorité active" - militants, leaders formels ou informels des organisations, campagnes et initiatives qui forment la physionomie du mouvement écologique en Bulgarie. Elle examine les rapports entre les motivations individuelles de l'engagement, les représentations et les évaluations personnelles relatives à la nature, la politique, la participation et la démocratie des écologistes, toutes périodes et générations confondues<sup>28</sup>. Elle vérifie les correspondances sur le plan de l'engagement, entre le niveau macro (le niveau du mouvement), et le niveau micro (le niveau de l'individu) et évalue le rôle de la personnalité humaine comme actrice de l'histoire au travers des "petites" histoires personnelles des participants<sup>29</sup>, liant ainsi le temps de la biographie avec le temps de l'histoire, conformément à la tradition méthodologique en anthropologie tracée par des auteurs tels que Paul Thompson<sup>30</sup> et Guy Michelat<sup>31</sup>.

Cette approche complexe envers l'objet de la recherche, a permis d'abord une analyse *dense* de l'information, dans le sens de l'anthropologie interprétative de Clifford Geertz. Elle se nourrit de l'idée que « les hommes font leur histoire tout en sachant qu'ils la font, tout en étant en même temps enfermés dans des idéologies »: elle offre la possibilité d'étudier les acteurs non seulement dans leurs actes mais aussi dans l'analyse qu'ils donnent de ces actes, ce qui permet «de faire émerger, au-delà des conduites - réponses qu'impose existence d'un ordre social, les conduites de mise en question, celles par lesquelles, se produit conflictuellement la société<sup>32</sup> ». Cette approche, enfin, envisage l'étude de l'engagement dans le cadre de la tripartition aristotélicienne classique entre *logos*, *pathos* et *ethos*, articulant les rapports dynamiques entre engagement rationnel, engagement émotionnel et engagement moral.

En vue de vérifier l'impact du mouvement vert en Bulgarie sur l'opinion public, et de mesurer son rôle sur la prise de conscience écologique de la population, **une deuxième étude de cas** établit des correspondances entre la culture écologique des citoyens (sensibilisation aux enjeux écologiques majeurs de notre temps à l'échelle globale et au plan nationaux, aux politiques environnementales et aux instances responsables pour leur élaboration et mise en

---

<sup>28</sup> Annexe 1 fournit une description détaillée de la méthodologie adoptée, les raisons du choix du groupe-cible, les thèmes abordés lors des entretiens, et la liste des interviewés. La transcription des entretiens en langue bulgare est disponible sur.

<http://eprints.nbu.bg/2693/1/Doctorat%20Radosveta%20Ktastanova%20plus%20Annexes.pdf>.

<sup>29</sup> CHAMBOREDON, Jean-Claude (1983). Les temps de la biographie et les temps de l'histoire. Remarques sur la périodisation à propos de deux études de cas. In. - Philippe Fritsch (dir). *Le sens de l'ordinaire*. Lyon: Éditions du CNRS, 17-29.

<sup>30</sup> THOMPSON, Paul (1998) *The Voice of the Past*, Oxford, Oxford University Press.

<sup>31</sup> MICHELAT, Guy (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie. *Revue française de Sociologie*, XVI, 1975, 229-247.

<sup>32</sup> TOURAINE, Alain (1984). *Le Retour de l'acteur. Essai de sociologie*, Op.cit., p. 297.

œuvre, culture écologique et mise en pratique dans le quotidien) et leur familiarisation aux initiatives et aux effets politiques de la communauté environnementale en Bulgarie<sup>33</sup>.

Nous nous sommes également servis des entretiens semi-directifs avec des experts du secteur environnemental en Bulgarie et avec des représentants des institutions politiques (députés, conseillers municipaux, experts du ministère de l'Environnement et des eaux) collectés par Radoslav Gourmanliev<sup>34</sup> pour les objectifs d'une étude analysant l'impact des organisations environnementales en Bulgarie sur les politiques publiques.

### Sondages

L'analyse documentaire et l'exploration des résultats des études de cas sont confrontées à des **données de sondages sociologiques et des analyses sociologiques et anthropologiques** combinant les approches quantitative et qualitative. Sont utilisées des études nationales de l'opinion publique, relatives au sujet : enquêtes sur l'impact des campagnes environnementales et le rôle des ONG naturalistes et environnementalistes<sup>35</sup>, sondages d'opinion sur les problèmes environnementaux en Bulgarie<sup>36</sup>, sondages concernant le niveau d'approbation des citoyens par rapport aux organisations et campagnes écologiques et le niveau de sensibilisation du public<sup>37</sup>. Les sondages au niveau national sont complétés et corroborés par les analyses des données des enquêtes menées à un niveau supranational (Eurostate, Eurobaromètre, European Value Survey, Social Value Survey) et d'autres sources, permettant de comparer les données à une échelle européenne<sup>38</sup>.

Sont utilisés enfin, **des articles et analyses journalistiques** puisés dans la presse écrite (journaux) et électronique (blogs, sites). Nous avons opté pour les informations dans les quotidiens nationaux *Ceza (Sega)* et *Дневник (Dnevnik)*, l'hebdomadaire *Capital* et les

---

<sup>33</sup> Cette étude de cas est effectuée pendant la période 2010 - 2012. Elle se fonde sur l'analyse de 40 entretiens semi-directifs recueillis auprès de citoyens bulgares majeurs. L'étude est réalisée dans la Filière francophone de sciences politiques de la Nouvelle université bulgare par une équipe d'étudiants en sciences politiques sous la direction de l'auteure, dans le cadre du Projet "Citoyen vert". Pour une description plus détaillée de la méthodologie adoptée et du contenu du questionnaire, voir Annexe 3.

<sup>34</sup> GOURMANLIEV, Radoslav (2011). *Les instruments d'influence des organisations non-gouvernementales écologiques en Bulgarie sur le processus de formulation des politiques publiques*. Mémoire en langue française du 1er cycle en sciences politiques, Nouvelle université bulgare, octobre 2011. Encadrant de recherche Radosveta Krastanova. Consultable sur le site du réseau éducationnel Place for Future <<http://placeforfuture.org>>.

<sup>35</sup> Réalisés par l'Institut de Sociologie auprès de l'Académie des sciences de Bulgarie et Gallup International, WWF - Sofia et La Fondation bulgare *Биоразнообразие* (Biodiversité).

<sup>36</sup> Les sondages du Centre national d'étude de l'opinion publique (Национален център за проучване на общественото мнение (НЦИОМ)).

<sup>37</sup> Comme par exemple Alpha Research, Mediana, Sova Harris ou encore Market Links.

<sup>38</sup> L'auteure a participé à l'élaboration du questionnaire du sondage national de l'opinion publique des agences sociologiques Sova Harris et Mediana, dans la partie concernant les organisations de la société civile, en tant que membre de l'équipe de recherche investiguant la qualité de la démocratie en Bulgarie. In. - КАЧЕСТВО НА ДЕМОКРАЦИЯТА В БЪЛГАРИЯ (2014). Канев, Добрин, Тодоров, Антоний (сът.). София : Изток-Запад.



journaux électroniques *News Bg* et *Mediapool* offrant non seulement un suivi professionnel des dossiers écologiques, mais s'intéressant aussi aux acteurs de la société civile.

## **8.2. Sources secondaires**

**Parmi les sources secondaires utilisées, on doit noter :**

- des ouvrages historiographiques sur les premières mobilisations citoyennes à la fin du régime totalitaire ;
- des analyses anthropologiques, sociopolitiques des nouvelles mobilisations citoyennes en Bulgarie ;
- des analyses sociologiques de l'opinion publique étudiant la perception de la nature et l'environnement des bulgares, et notamment le rôle des organisations et campagnes écologistes pour la sensibilisation du public (Institut de Sociologie auprès de l'Académie des Sciences de Bulgarie, les agences sociologiques *Alfa Research*, *Sova Harris*, *Mediana*) ;
- des rapports et études sur le secteur non gouvernemental en Bulgarie, notamment sur les organisations et campagnes environnementalistes (Centre bulgare de droit non lucratif, Institut *Open Society – Sofia*, Centre d'étude de la démocratie, l'Association *Balkan Assist* ou encore *Transparency International*) ;
- des analyses journalistiques sur la “nouvelle vague verte”.

**Parmi les études générales on doit noter :**

- des études sur les mouvements sociaux et les nouveaux mouvements citoyens en Occident ;
- des études sur les nouvelles politiques, les nouvelles formes d'engagement et le “nouveau citoyen” ;
- des études portant sur les mouvements écologistes et le militantisme écologiste en Europe ;
- des études sur la culture civique et politique en Bulgarie dans une perspective sociohistorique, socioculturelle et sociopolitique ;
- des études sur le système sociopolitique en Bulgarie avant les changements et pendant la transition post-communiste, en particulier le système des partis, le vote, le comportement électoral, le profil et les particularités des organisations politiques et civiques ;
- des études sur l'état et la qualité de la démocratie et de la société civile en Bulgarie ;
- des analyses socio-anthropologiques concernant le changement des valeurs au niveau générationnel et les particularités propres aux générations ;

- des analyses journalistiques sur les changements socioéconomiques survenus en Bulgarie après la chute du régime totalitaire et l'instauration du modèle néolibéral des années 1990.

Les objectifs de la recherche, l'approche théorique et méthodologique et le choix des sources, avancés ci-dessus, conditionnent la logique de structuration de la thèse.

## 9. Structure du travail

### 9.1. Première partie

**La première partie** situe le sujet de la recherche dans un **contexte théorique large**. La partie s'articule autour des deux notions-clés: nouveaux mouvements sociaux et nouvelle politique. Elle cherche à établir le contexte, les facteurs et les raisons de leur émergence (*la Nouvelle situation*), à mettre en avant leurs caractéristiques et à problématiser les rapports d'interdépendance entre les nouveaux mouvements, la nouvelle culture, le nouvel individu et la nouvelle politique.

**Dans le premier chapitre** sera présentée **la terminologie adoptée** : seront clarifiés les acceptions des concepts de mouvement social, de politique, de démocratie, de participation politique. **Le second chapitre** présente les nouveaux mouvements sociaux 1) en connexion avec *les processus socio-économiques, culturels et politiques* au sein des sociétés postindustrielles; 2) comme *acteurs* de changements socioculturels à impact majeur sur la sphère politique ; 3) en relation avec l'hypothèse de l'apparition d'un "nouvel individu" porteur de nouvelles valeurs (nouvelle culture). **Le troisième chapitre** vise à dessiner le portrait de la nouvelle politique dont les nouveaux mouvements se font les vecteurs. Il tend à expliciter et à répertorier les enjeux, les finalités, les modes, les autres caractéristiques de la nouvelle politique comme *consubstantielles* à la nouvelle culture véhiculée par les mouvements. **Le quatrième chapitre** se focalise sur les spécificités des mouvements écologiques comme représentants significatifs et singuliers des nouveaux mouvements et de la nouvelle politique. Ce chapitre tend à mettre en exergue notamment l'apport démocratique de ces mouvements.

Les deux parties suivantes se proposent à constituer un pôle d'antithèse et un pôle de synthèse du modèle proposé, en soumettant le cadre conceptuel à l'épreuve de l'étude du cas concret : le mouvement écologique en Bulgarie.

## 9.2. Deuxième partie

Dans la deuxième partie l'analyse porte sur l'étude du mouvement comme acteur du changement social et politique. Dans la même optique, il tend à déceler son impact sur la vie sociale et politique bulgare durant le dernier quart de siècle.

Le premier chapitre met le mouvement social dans son contexte géographique et culturel particulier : en tant qu'un mouvement social de la Nouvelle Europe, et comme un phénomène marquée par une culture locale particulière. Dans cette perspective, sont observés les facteurs nationaux conditionnant ses particularités et sa singularité (facteurs de la culture nationale impactant sur la culture civique (l'attitude particulière des bulgares envers leur nature, l'impact du totalitarisme et de la période de la transition sur la culture politique etc.), mais aussi des phénomènes et processus communs pour toutes les sociétés contemporaines (la mondialisation et la marchandisation des enjeux relevant du bien commun, le désenchantement politique et la dépolitisation, la trans-nationalisation des enjeux (économiques, écologiques et sociaux) et des revendications des acteurs.

L'approche historico-chronologique, adoptée dans le second chapitre, permet la mise en contexte et la reconstruction des événements significatifs ayant marqué le mouvement écologique en Bulgarie depuis son apparition à la fin du régime totalitaire jusqu'à la fin de la première décennie du nouveaux millénaire, ainsi que ses acteurs et ses performances majeurs. Au cours de l'analyse sont mises en avant **trois étapes consécutives et constitutives**, qui dans leur interconnexion complexe, font bâtir la continuité historique (événementielle et de longue durée), générationnelle et culturelle du mouvement. Pour chaque étape sont présentés 1) la situation générale caractérisant "l'esprit du temps" de la période; 2) les acteurs du mouvement écologique, typiques pour la période donnée; 3) les particularités générationnelles du militantisme; 4) les effets publics et politiques produits par le mouvement au cours de la période observée (influence sur l'opinion public, intégration des enjeux environnementaux dans l'agenda de la société, apport à évolution de la société civile, impact sur le processus décisionnel à l'échelle nationale et européenne etc.); 5) les particularités de la nouvelle politique véhiculée par le mouvement à chaque étape.

## 9.3. Troisième partie

Parallèlement à l'analyse du militantisme générationnel, nous tenterons à déceler quelques oppositions binaires qui apparaissent dans toutes les générations (environnementalistes – écologistes; experts – amateurs; politiciens – citoyens ; réformateurs – radicaux etc.) qui marquent une continuité au niveau des générations. Le militantisme au sein du mouvement est étudié enfin dans le cadre de l'engagement individuel; dans cette

logique la troisième partie établit une typologie individuelle de l'engagement fondé sur le modèle wébérien classique.

**La troisième partie** est dédiée aux les traits communs de l'engagement, les examinant à la lumière du modèle théorique établi dans la première partie, déjà confrontée à l'analyse des motivations et du vécu individuels des militants. Le modèle de la nouvelle politique se vérifie ici par rapport aux résultats formulés au cours de l'analyse de l'objet de recherche - le mouvement environnemental en Bulgarie, et tend à répertorier et synthétiser les caractéristiques majeures du «cas bulgare». L'analyse s'intéresse notamment aux **motivations politiques de l'engagement écologique** et afin d'arriver à ce but, elle étudie le rapport des citoyens à la politique (le système, les institutions et les acteurs), le pouvoir politique, la démocratie, la participation, l'engagement (son sens, sa visée, ses enjeux, ses modalités, ses limites), comme modèles normatifs, comme vécu individuel et comme réalisations dans un contexte local concret. L'analyse du discours des militants est confrontée aux manifestations de leur activisme et aux effets réels de celui-ci, déjà examinés dans la seconde partie. Cette analyse complète et enrichie le portrait de la nouvelle politique, esquissé (présentée en amorce) dans la première partie. Elle se termine par **une typologisation du militantisme vert** qui dans son ensemble dessine le portrait du militant écologiste.

#### **9.4. Conclusion**

**Dans la conclusion** sont formulées quelques réflexions concernant les évolutions du mouvement et de ses acteurs à court et à long terme dans le contexte national, ainsi que ces rapports avec des tendances plus générales, faisant apparaître, à la lumière des nouveaux enjeux globaux, de nouveaux défis devant les mouvements sociaux et les sociétés du XXème siècle. Y sont tracés également certains problèmes apparus au cours du travail auxquels l'analyse n'a pas pu donner de réponse, ainsi que les pistes qui s'ouvrent devant les études futures sur cette problématique.

**Première partie**  
**Vers une approche complexe d'étude des**  
**nouveaux mouvements sociaux**

# I. Introduction

---

« Le Sujet émerge en même temps que le monde (...) Il émerge surtout à partir de l'auto-organisation, où autonomie, individualité, complexité, incertitude, ambiguïté deviennent des caractères propres à l'objet. (...) La rencontre entre le sujet et l'objet annule toujours l'un des deux termes. Or ces termes disjonctifs/révulsifs s'annulant mutuellement sont en même temps inséparables. La part de la réalité cachée par l'objet renvoie au sujet, la part de la réalité cachée par le sujet renvoie à l'objet. Bien plus encore: il n'y a d'objet que par rapport à un sujet (qui observe, définit, isole, pense) et il n'y a de sujet que par rapport à un environnement objectif (qui lui permet de se reconnaître, de définir, de penser etc.) Mais aussi d'exister. »

« Les frontières de la carte n'existent pas *dans* le territoire mais *sur* le territoire (...). L'unité de la science respecte physique, biologie, anthropologie mais brise le psychisme, le biologisme, l'idéologisme, l'anthropologisme<sup>39</sup>. » (Edgar Morin)

La première partie du présent travail va proposer un modèle théorique et analytique d'approche des rapports qui lient les mouvements sociaux, la culture, l'individu et la politique au sein des sociétés démocratiques contemporaines. Ce modèle servira ensuite de cadre conceptuel pour l'analyse d'un cas concret – le mouvement écologique en Bulgarie. Ceci étant, le texte se présente comme la volonté d'exprimer des pistes de recherche et des réflexions philosophiques, anthropologiques, sociologiques, historiques, et socio-psychologiques, à partir d'éléments théoriques forts au carrefour des disciplines. Il cherche à restituer l'unité intrinsèque des sciences de l'Homme sans pour autant prétendre à ôter à ces disciplines scientifiques leur légitimité épistémologique et leur vision particulière du monde humain.

Au cœur de ce modèle se trouve le constat d'un changement socioculturel, voire d'une **“révolution anthropologique”** exerçant une influence complexe sur les perceptions, les représentations, et les choix relatifs au politique, mais aussi sur la conduite sociale et le comportement politique des citoyens dans les démocraties contemporaines. Il serait consubstantiel à l'émergence d'un *nouvel Individu-Sujet*, un citoyen critique, « mal content », comme l'appelle Georges Vedel<sup>40</sup> et paradoxal, porteur de besoins nouveaux qui impactent sur la motivation et le sens de l'action sociale et politique, et par là - sur ses enjeux, ses visées, ses priorités, de même que sur ses sources et sa *raison d'être*. En instituant l'individu comme

---

<sup>39</sup> MORIN, Edgar (2005). *Introduction à la pensée complexe*, Op. cit, pp. 52-53 et p. 69.

<sup>40</sup> VEDEL, Georges (1992). La politique et le citoyen. *Bulletin d'informations générales du Centre d'information civique* n° 108/4ème trimestre 1992, p. 5.

référence centrale, cette mutation nous oblige à repenser notre représentation du social et du politique : cette représentation s'articule, comme le note Guy Bajoit, avec le paradigme identitaire, selon lequel l'homme contemporain est un être “en transition” dans un monde en transition, en recherche constante de construction et de réalisation de son identité<sup>41</sup>.

Les nouveaux mouvements sociaux émergés comme des mouvements de masse dans les années 1960 et 1970 du XXe siècle et consolidés au cours des décennies suivantes sous des formes très diverses, sont des acteurs incontournables dans ce processus de changement culturel. Ils ont agi à la fois comme *facteurs et vecteurs* de valeurs, attitudes et pratiques sociales et politiques *alternatives* à celles du statu quo. Ainsi, se sont-ils illustrés comme des mouvements anti-systémiques, des transformateurs agissant dans un système-monde, tout en contribuant à “transformer la révolution“, pour reprendre le terme d'Immanuel Wallerstein<sup>42</sup>. Leurs développements plus récents, sous la forme de « nouveaux » nouveaux mouvements sociaux ou encore (dans une acception plus individualisante mais aussi plus politique) – de nouveaux mouvements (de) citoyens, attestent d'une continuité certaine avec leurs prédécesseurs, mais révèlent aussi de différences substantielles, liées à la nouvelle situation de globalisation et „planétarisation“ des enjeux pour toutes les sociétés<sup>43</sup>.

Le texte ne vise pas pourtant à dessiner un tableau exhaustif des nouveaux mouvements – leur diversité (tant au niveau des individus et des groupes qu'ils englobent, que des enjeux qu'ils mettent à l'ordre du jour et des demandes qu'ils portent dans des contextes culturels fort différents) en fait une prétention privée de bon sens; il ne se pose non plus pour objectif d'épuiser les facteurs de leur apparition et évolution, ni leurs effets multiples sur les sociétés. En revanche, il met en exergue les traits spécifiques d'une culture nouvelle comme *congénère et consubstantielle* à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et d'une “nouvelle politique” au sein de nos sociétés postindustrielles<sup>44</sup> et “post-politiques”. Il cherche toutefois à articuler les relations d'interaction, de correspondance et d'interdépendance entre les socioculturels, le nouvel individu, les nouveaux mouvements et la nouvelle politique, tout en les intégrant dans une proposition théorique plus générale.

Avant d'aborder cet objectif, il convient d'établir le cadre théorique et épistémologique général de cette approche et de clarifier la terminologie adoptée pour les fins de l'étude.

---

<sup>41</sup> BAJOIT, Guy (2003). *Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*. Paris: Armand Colin, p.16-17.

<sup>42</sup> WALLERSTEIN, Immanuel (1990) *Transforming the Revolution: Social Movements and the World-System*. (with Samir AMIN, Giovanni ARRIGHI and Andre Gunder FRANK). New York, Monthly Review Press.

<sup>43</sup> Sur la planétarisation des enjeux dans l'ère de la mondialisation et leur impact sur l'action sociale et ces acteurs, voir WALLERSTEIN, Immanuel. Op.cit.

<sup>44</sup> Le terme est introduit par la sociologie de la fin des années 1960 et du début des années 1970, par des auteurs comme Daniel Bell, afin d'expliquer la nouvelle situation socioéconomique dans les pays industriels avancés, marquée notamment par l'avènement de la classe moyenne et le déclin de l'importance sociale et politique de la classe ouvrière.





## II. Cadre théorique et épistémologique général

---

### 1. La transformation anthropologique

L'approche générale se fonde sur l'hypothèse d'une double transformation anthropologique : celle du rapport de l'Homme contemporain *envers son environnement* – social, économique, politique, naturel, intime, et *envers soi-même* – ses besoins fondamentaux, le sens et la direction de sa vie. Cette transformation met en question le bien-fondé des divisions antagonistes consacrées par la „première modernité“<sup>45</sup> - sujet et objet, individuel et collectif, tradition et progrès, privé et public, art et science, rationnel et affectif, centre et périphérie, morale et politique, nature et culture. Elle bouleverse des institutions – valeurs et des vérités d'ordre axiomatique, établies depuis des siècles, appelle à de nouvelles synthèses, tout en dessinant de nouvelles oppositions structurantes<sup>46</sup>.

Or, les changements au niveau des valeurs et des comportements individuels sont consubstantiels et indissociables des transformations des structures socio-économiques, technologiques et politiques, qui caractérisent la seconde moitié du siècle passé, ce que Karl Polanyi avait appelé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale *La grande transformation*<sup>47</sup>. Celle -ci étant liée à un changement plus général au niveau de la culture (perceptions, représentations, motivations, idées, images, symboles *et pratiques*<sup>48</sup>) qui à son tour, exerce son impact sur les structures et les institutions comme *phénomènes de la culture*.

### 2. La culture alternative comme paradigme de l'émancipation

---

<sup>45</sup> TOURAINE, Alain (2005). *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris : Fayard, BOBINEAU, Olivier (2011). La troisième modernité ou « l'individualisme confinitaire ». *Sociologies* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 06 juillet 2011, consulté le 05 février 2015. URL : <<http://sociologies.revues.org/3536>>.

<sup>46</sup> Le concept est utilisé ici dans un sens large, métaphorique, comme synonyme de ligne de démarcation, et non comme opposition binaire qui explique les préférences et les choix politiques des électeurs, et leur alignement partisan, dans la tradition tracée par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan dans leur ouvrage classique *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967.

<sup>47</sup> POLANYI Karl, 1983 [1944] *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris: Gallimard. trad. fr. (Titre original Polanyi, K. 1944, 1957, 2001. *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston: Beacon Press). Cette transformation qui amené à (et qui a été engendrée par) l'instauration d'une "société du marché", une singulière invention humaine, comme l'appelle Polanyi.

<sup>48</sup> ROCHON, Thomas R. (1998). *Culture Moves: Ideas, Activism and Changing Values*, Princeton, (N.J.), Princeton University Press.

Une culture (y compris politique) alternative apparaît alors, qui fait intégrer dans les agendas des sociétés des enjeux, des préoccupations, des thèmes et des débats, mais aussi des individus et des groupes sociaux et culturels, tenus habituellement à l'écart et en dehors des décisions politiques. Comme le dit la philosophie discursive de la communication, elle fait impliquer *un Tiers*, exclu jusqu'à présent de la communication à deux entre *Je* et *Toi*, un marginal, celui à qui on parle et dont on parle mais qui n'a pas eu le droit de s'exprimer en première personne en public<sup>49</sup> et de révéler son imaginaire et son expérience spécifiques comme sujet et objet politiques : les femmes, les jeunes, les minorités ethniques, culturelles ou sexuelles, les peuples autochtones, et même – dans l'interprétation écologique de la *res publica* - la nature non humaine, vivante et non-vivante, prétendant à devenir elle aussi sujet du droit et de la politique<sup>50</sup>.

### 3. La nouvelle culture et ses acteurs : sujets et objets de la vie sociale et politique

Cette culture cherche à faire ses preuves à travers une action publique individuelle et collective, fondée plus que dans le passé sur l'exigence d'autonomie et de dignité individuelle *et* collective, et sur la reconnaissance sociale et politique d'une *Altérité* que sur le désir de s'intégrer dans le système et d'emboîter le pas de la tradition<sup>51</sup>. Ses acteurs se retrouvent plus dans la singularité des identifications auto-engendrées et des communautés *ad hoc* que dans les identifications durables et les identités calquées des appartenances héritées et fixées une fois pour toutes<sup>52</sup>, rendues obsolètes ou ayant été détruites à la suite des effets complexes des changements.

Au cœur de cette culture se trouve l'Individu qui est à la fois, et indissociablement, sujet *et* objet de la vie sociale et politique : il la produit et il en est le produit, tout en en étant conscient. Or, ce nouveau paradigme reste pourtant souvent méconnu, voire invisible car incompatible avec et inacceptable par le statu quo : incompatible, par exemple, avec sa volonté de faire politique *autrement*, “sans prendre le pouvoir<sup>53</sup>”, inacceptable par son

---

<sup>49</sup> Voir en rapport à ce sujet Julia KRISTEVA (1974). *La révolution du langage poétique, L'avant-Garde À la fin du XIXe siècle*, Lautréamont et Mallarmé. Paris: Éditions du Seuil

<sup>50</sup> Références : Le droit international, Michel Serre etc.

<sup>51</sup> HOLLOWAY John (2002). *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*. (Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens du mot Révolution aujourd'hui), Pluto Press.

<sup>52</sup> Voir ION Jacques, FRANGUADAKIS, Spyros et VIOT, François (2005). *Militer aujourd'hui*. Paris : Éditions Autrement, et FROSE M. et H. MENDRAS (1991) [1983], *Le changement social: tendances et paradigmes*, Paris ; Armand Colin.

<sup>53</sup> FOUGIER, Eddy (2004). *Altermondialisme. Le nouvel mouvement d'émancipation ?* Lignes de Repères, Paris, p.78.

radicalité et sa modestie, désapprouvée en raison de préjugés profondément ancrés, tant ses mobiles, visée et finalités semblent éloignées des principes et les pratiques sur lesquels repose la "politique politicienne". En effet, ce sont deux paradigmes rivaux, dont la coexistence est conflictuelle, car comme le note Thomas Kuhn, ils sont incommensurables : ils ne peuvent se comprendre (et s'apprécier) mutuellement car ils utilisent des discours explicatifs et des outils évaluatifs (valeurs) pour traiter de la réalité sociale et politique, qui ne se communiquent pas. Ils sont pourtant indissociablement liés, car provenant de la même source, et sont amenés à communiquer, à s'entre-pénétrer et à contribuer ensemble au changement social et politique.

Toutefois, l'importance des changements que ce nouveau modèle culturel véhicule ne peut se mesurer que *dans la longue durée* (qui implique autant l'avenir que le passé), en fonction de son impact sur les générations, sur le renouveau des idées et des pratiques du politique et sur l'évolution des systèmes des sociétés en général. Il en est ainsi car il se caractérise par une complexité inhérente qui ne peut pas se réduire à un seul facteur explicatif.

#### 4. Une approche complexe

« La notion de sujet ne prend sens que dans un écosystème (naturel, social, familial etc.) et doit être intégrée dans un méta-système. La vision non complexe des sciences humaines, des sciences sociales, est de penser qu'il y a une réalité économique, d'un côté, une réalité psychologique, de l'autre, une réalité démographique. On croit que ces catégories créées par les universités sont des *réalités*, mais on oublie que dans l'économie, par exemple, il y a les besoins et les désirs des humains. (...) On ne peut pas isoler les objets les uns des autres. A la limite, tout est solidaire. Si vous avez le sens de la complexité vous avez la solidarité. De plus, vous avez le sens du caractère multidimensionnel de toute réalité<sup>54</sup>. » (Edgar Morin)

Les raisons profondes de ce changement sont multiples - économiques, technologiques, sociopolitiques et environnementales, mais elles sont interdépendantes et renvoient les uns aux autres : il est impossible de surestimer l'importance d'un facteur au dépens des autres. Dans cette perspective, la transformation peut être définie, dans un sens large, comme complexe<sup>55</sup>, *écosystémique* : si l'on peut affirmer avec certitude que les changements sont interconnectés, leur relation reste pourtant indirecte, cumulative, complexe

---

<sup>54</sup> MORIN, Edgar (2005) [1990]. *Introduction à la pensée complexe*, Op.cit, p.69.

<sup>55</sup> Le mot *complexus* vient du latin et signifie "qui est tissé ensemble". ("Com-plexus", du latin "com" (ensemble, avec) et "plexus" participe du verbe "plecto", tisser ensemble). Site Internet Etymologie Français, Latin, Grec, Sanskrit. URL: <<https://sites.google.com/site/etymologielatingrec/home/c/complexe>>.

et leur impact – imprévu, quantitativement incalculable et pour toutes ces raisons - paradoxal. Ce sont en effet, comme le montre Edgar Morin, les traits communs de tout système organique complexe, qui possède la propriété d'auto-organisation et qui en même temps auto-génère ses propres obstacles, limites et contradictions<sup>56</sup>.

Les nouveaux mouvements sociaux, le nouvel individu, la nouvelle culture et la nouvelle politique vont être appréhendés donc dans le cadre d'une approche *systémique et organique* faisant apparaître le contexte historique de leur émergence, la complexité inhérente - culturelle et institutionnelle des sociétés, des systèmes politiques et des rapports entre les acteurs<sup>57</sup>, ainsi que le dynamisme de processus multiples et quelquefois contradictoires, qui produisent en concert des brèches (faits nouveaux et phénomènes non-existant auparavant que le paradigme dominant n'est plus à même ni d'expliquer, ni d'incorporer dans son système sans produire des secousses substantielles qui risquent de le faire sortir de son état d'équilibre) à tous les niveaux du système et qui appellent à un changement du paradigme, dans le sens donné par Thomas Kuhn<sup>58</sup>.

Ils seront présentés donc comme inter-liés et interdépendants, se conditionnant mutuellement, tant au niveau macro – le niveau du système, qu'au niveau méso – le niveau des institutions, des processus, des phénomènes, des acteurs et de leurs rapports, et au niveau micro – le niveau de l'individu – Sujet (ses représentations, motivations, valeurs et actes, mais toujours en rapport avec *son vécu*). Ils seront étudiés également dans leur évolution historique, notamment dans la continuité *de fait* qu'ils établissent avec leurs précurseurs.

## 5. Une approche par la culture

Sans nier l'importance des hypothèses explicatives et des analyses qui accordent leurs préférences aux facteurs structurels (les spécificités de l'architecture institutionnelle, la structure du système politique, les catégories sociales et les rapports socio-économiques) ou organisationnels (types et structure des organisations de l'action collective, capacité des activistes à formuler, à poursuivre et à atteindre d'une manière efficace leurs buts et de „mobiliser des ressources<sup>59</sup>” au cours d'une période donnée), ou bien conjoncturels

---

<sup>56</sup> MORIN, Edgar. (2005) [1990]. *Introduction à la pensée complexe*. Op.cit. p.5.

<sup>57</sup> Voir dans le cadre de cette approche complexe, l'étude d'Antony Todorov sur le complexe culturel et institutionnel en Bulgarie et son impact sur la culture civique. In. - TODOROV. Antony (2009). Институционално-културен комплекс или за връзката между политически институции и културна среда. Сп. *Политически изследвания*, брой 1-2, София, 17-36.

<sup>58</sup> KUHN, Thomas S. (1970). *The Structure of Scientific Revolutions*. Enlarged (2nd ed.). University of Chicago Press, p.210.

<sup>59</sup> MCCARTHY, John D. and Mayer N. ZALD (2001). The Enduring Vitality of the Resource Mobilization Theory of Social Movements. In. - Jonathan H. Turner (eds.) *Handbook of Sociological Theory*, London, 533-565.

(opportunités ou obstacles produits par le contexte politique concret<sup>60</sup>), nous allons mettre l'accent sur l'importance de *la Culture* - comme facteur majeur de socialisation des individus, de construction identitaire, de socle communautaire, mais aussi en tant que vecteur et transformateur de valeurs, motivations, représentations et conduites individuelles et collectives, et *des cultures*<sup>61</sup> - en tant qu'incarnations spécifiques, des avatars uniques de celle-ci dans des contextes divers. Dans la même logique nous allons examiner la politique comme *phénomène de la culture humaine* et comme phénomène existant dans *toutes les cultures* et faisant de l'Homme l'unique *Zoon Politicon* connu.

Les modifications et/ou la durabilité des valeurs et des pratiques au sein d'une même société, groupe social ou communauté, deviennent évidentes avec le changement générationnel, ce qui détermine l'intérêt pour l'étude des générations au sein des nouveaux mouvements.

Cette approche, quoique consacrée par la nouvelle sociologie et l'anthropologie de la seconde moitié du XXe siècle, est utilisée plus rarement et avec précaution, en raison des difficultés inhérentes que l'étude de la culture pose devant l'observateur et le chercheur. Nous partageons ici le constat formulé par Ronald Inglehart dans son ouvrage « La transformation culturelle dans les sociétés industrielles avancées » :

« L'ouvrage n'est pas fondé sur un déterminisme culturel. Il n'admet non plus l'idée d'un déterminisme économique, politique, technologique. Chacun de ces facteurs a des liens étroits avec les autres mais aucun ne puisse être considéré comme le ressort ultime qui mettrait les autres en mouvement. (...) Cependant, nous revendiquons pour la culture un rôle modeste mais essentiel: elle est un facteur qui modèle les sociétés et que l'on a tendance aujourd'hui, à sous-estimer. Si son importance est méconnue, c'est, en partie, parce que c'est difficile à évaluer. Les données concernant les facteurs économiques sont relativement abondantes. Quant aux sciences sociales, leur approche est aujourd'hui largement quantitative et les données chiffrées y jouent un rôle essentiel<sup>62</sup>».

## 6. Une approche ni objectiviste, ni subjectiviste.

---

<sup>60</sup> L'approche par POS (Political Opportunity Structure) ou la Structure des opportunités politiques, développée avec succès dans les années 1990. Voir par exemple DUYVENDAK, Jean Willem (1994). *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris : Harmattan.

<sup>61</sup> Voir WOLILKOW, Serge, VIGREUX, Jean (2003). ). *Les cultures communistes du XXe siècle. Entre guerre et modernité*. Op.cit.

<sup>62</sup> LECA, Jean (1989). Réflexions sur la participation politique des citoyens en France. - In . - *Idéologies, partis politique et groupes sociaux*. Études réunies par Yves Mény. Presses de Science Po, Paris, pp. 43- 71 (44).

Se situant à distance égale entre un structuralisme qui se donne pour objet, comme le note Pierre Bourdieu<sup>63</sup> « d'établir des régularités objectives (systèmes, lois, structures de relations ou traditions) indépendantes des consciences et des volontés individuelles », et une phénoménologie "ethnologique", expliquant l'expérience du monde social et le sens que cette expérience revêt pour les individus, comme un monde naturel *allant de soi* (*taken for granted*, comme disent les ethno-méthodologues anglo-saxons), qui « exclut la question de ses propres conditions de possibilité<sup>64</sup> », nous adoptons ici une approche dynamique subjective-objective : les limites établies par la première ouvrent des opportunités pour la seconde, et vice versa.

## 7. Une approche ouverte

Suivant la même logique, nous allons aborder la question des rapports entre mouvements, individu, culture et politique comme *un tableau inachevé* ou *un système ouvert*, et comme tout système ouvert – ambigu, contradictoire, et tissé de paradoxes. Nous adoptons donc un « renversement des perspectives épistémologiques du sujet », c'est – à – dire de l'observateur scientifique, le propre de la science étant souvent à éliminer l'imprécision et la contradiction, et acceptons « *une certaine imprécision et une imprécision certaine non seulement dans les phénomènes mais aussi dans les concepts*<sup>65</sup>. » De cette façon, il n'y aura pas de description d'un réseau formel de relations; en revanche nous allons procéder à une étude des *réalités et des faits avérés*, mais qui ne sont pas des essences, qui ne sont pas d'une seule substance, qui sont composites, produites par les jeux systémiques, mais toutefois douées d'une certaine *autonomie*.

## 8. Une approche synchronique et diachronique

Ceci dit, les nouveaux mouvements sociaux et leurs rapports à la "nouvelle politique" qu'ils véhiculent, sont envisagés suivant une logique, analogue à celle de l'hologramme: chaque élément ou partie reflète l'ensemble dans son intégralité, tout en restant partie et gardant sa fonction à la fois spécifique et générale, dans le système de rapports et vice versa – l'ensemble réunit les éléments divers tout en les incorporant, d'une façon organique et dynamique dans un tout indivisible ou chaque élément peut jouer rôle de centre et de périphérie.

---

<sup>63</sup> BOURDIEU, Pierre (1980). *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit, p. 44.

<sup>64</sup> Ibidem p. 234.

<sup>65</sup> MORIN, Edgar (2005) [1990] *Introduction à la pensée complexe*, Op.cit., pp. 49-50.

Cette approche, enfin, nous permet de situer les phénomènes étudiés sur un double plan – sur un *plan synchronique*, qui permet de suivre et comparer les phénomènes dans leur simultanéité et complémentarité, et sur un *plan diachronique* qui les présente en mouvement, sur la spirale temporelle de la continuité. Elle désigne ainsi un *chronotope dynamique*<sup>66</sup> d'analyse de l'objet : celui-ci est toujours localisé, il tire ses origines d'une culture intimement liée à son *topos*, mais qui s'inscrit toujours dans un *chronos* plus général qui la transcende sans pour autant la priver de son originalité intrinsèque. Comme l'affirme Clifford Geertz<sup>67</sup>, l'anthropologie (et toute science de l'Homme) ne doit pas être seulement une science expérimentale à la recherche de lois, mais une science interprétative en quête de *sens*. Nous allons donc rallier l'*approche explicative* (qui cherche à établir des preuves scientifiques pertinentes en appui de ses hypothèses anticipées) avec une *approche compréhensive* (qui s'efforce à restituer autant que possible, les évaluations et le sens qu'accordent les acteurs à leur action sociale et politique, individuelle et collective).

## 9. Une approche historique non linéaire

Par ailleurs, l'esprit du *chronos*, n'est ni donné une fois pour toutes, ni créé par quelqu'un : sinon, on risque de rester toujours fermé dans les stéréotypes de sa propre culture et de devenir victime du désir – toujours alléchant - d'imposer son propre modèle prétendant qu'il soit universel et (ou) incontestablement le meilleur. Dans la perspective de l'approche complexe et comparée, en revanche, elle se révèle aux yeux de l'observateur comme ouverte et fermée, compréhensible et pourtant mystérieuse, tiraillée entre les structures, os et coutumes du passé et la culture toujours vive du présent qui se forme et agit en complicité avec les nouveaux acteurs: nouvelles générations, nouveaux collectifs, nouveaux individus, nouveaux Sujets de la „grande“ et de la „petite“ histoire, de la „grande“ et la „petite“ politique. Ceux-ci renouvelant le contenu *et* la forme de l'action sociale, à travers de nouvelles motivations, visions, représentations, et par là - nouvelles priorités, objectifs et pratiques.

Les nouveaux mouvements citoyens dont le mouvement écologique en Bulgarie, vont être abordés dans cette logique comme :

1) **acteurs historiques** qui mobilisent et expriment l'esprit de leur temps (*Zeitgeist*) et qui font émerger et se structurer les questionnements majeurs de leurs sociétés, transcendant quelquefois leurs visées primaires, mais aussi comme *phénomènes uniques*, ancrés toujours

---

<sup>66</sup> Nous utilisons le terme chronotope dans le sens qui lui est donné par Mikhaïl Bakhtine, à savoir comme “principale matérialisation du temps dans l'espace” indiquant l'inséparabilité de celui-ci et de celui-là. Voir BAKHTINE, Mikhaïl (1978) *Esthétique et théorie du roman*. Paris : Gallimard, p. 381.

<sup>67</sup> GEERTZ, Cliford (1986) [1983]. *Savoir local, savoir global? Les lieux du savoir*. Paris: PUF, 8-24. [Titre original en anglais Local Knowledge, New York 1983].

dans une culture locale dont ils interprètent, enrichissent et renouvellent quotidiennement le sens et la singularité.

2) **mouvements d'émancipation sociale et politique**, individuelle et collective, et notamment comme *acteurs politiques* qui contribuent au renouveau non seulement des formes de mobilisation, organisation et action politique, mais également *des idées sur le politique et des idées politiques*, de la perception et la représentation du politique, du bien commun, et *de la démocratie* : comme système d'organisation politique de la société et du pouvoir et comme système de valeurs et pratiques sociales.



### III. Terminologie : Définitions et acceptions d'emploi des concepts utilisés

---

#### 1. Définition du concept *politique*

Comme notre objectif principal est d'étudier les nouveaux mouvements sociaux principalement comme **acteurs politiques**, il est nécessaire de proposer une définition non exhaustive et non catégorique mais pourtant claire, de la politique. Nous utilisons la notion „politique” dans le cadre d'une tradition conceptuelle, héritée de l'antiquité grecque et d'Aristote notamment. Selon elle, le politique est un aspect inhérent de la vie humaine en société et de l'action sociale, et comme tel serait présent dans chaque sphère du système social, omniprésent dans les affaires de la *Cité*<sup>68</sup>. Nous ajouterons à cela que le politique est inséparable de l'action sur l'espace public en vue du bien commun, donc de la manifestation, de l'exposition en public, de la visibilité : c'est par et dans l'action que l'individu se distingue comme être politique et comme citoyen.

#### 2. Politique et action politique

De là découle une conception participative et *actionnaliste* de la politique, qui dans ses versions plus contemporaines, lie le politique à une sphère publique ouverte à tous et soumise à une „reconstruction” permanente. Dans la tradition établie par Hannah Arendt<sup>69</sup> cette approche est dynamique et constitutive : elle envisage le politique – acte et parole *à la fois* – comme constituant la sphère publique, « la sphère vitale », un champ d'interactions et de communication sociale vives<sup>70</sup>. Loin des traditionnels liens établis entre théorie et pratique, selon lesquels il s'agirait de comprendre le monde pour ensuite le transformer, Arendt pense l'espace public comme un lieu continuellement soumis à la natalité, c'est-à-dire à *l'émergence*

---

<sup>68</sup> Cité d'après Antony Todorov In. - ТОДОРОВ, АНТОНИЙ (2001) *Модерната политическа мисъл*, София, Планета 3, p. 123.

<sup>69</sup> ARENDT, Hannah (1994) *La condition de l'homme moderne*, trad. Georges Fradier, Pocket, Paris (Titre original *The Human Condition*, London, Chicago, University of Chicago Press, 1958).

<sup>70</sup> ARENDT, Hannah, Son apport en philosophie politique est liée au concept de la « vie active », et ses trois composantes que représentent les notions qu'elle forge du travail, de l'œuvre et de l'action. L'action n'est possible que dans un espace public réel. Or, selon Arendt, la modernité serait caractérisée par la disparition d'une véritable sphère publique, par laquelle seulement l'humain peut être libre. Voir ARENDT, Hannah (1972, 1989), *La crise de la culture*, traduction française P. Lévy. Paris: Gallimard. (Titre original *Between Past and Future : Six Exercises in Political Thought*, New York, 1961, augmenté de deux essais en 1968) et l'article "Hannah Arendt", sur le site Internet Encyclopedia of Philosophy [archive] < <http://www.republique-des-lettres.fr/hannah-arendt-0000.php> >.

*de nouveaux événements*, et par conséquent - de nouveaux acteurs politiques. Action et parole se rapportent à ce qu'elle nomme la « pluralité », en tant que condition de l'action *et* du domaine public. Mais « (...) la pluralité humaine, *a le double caractère de l'égalité et de la distinction.* » ; l'action « est l'actualisation de la condition humaine de pluralité, qui est de vivre en être distinct et unique parmi des égaux<sup>71</sup>. » En même temps, comme le note Etienne Tassin dans une étude consacrée à la conception arendtienne du politique “l'action invente son peuple dans l'agir<sup>72</sup>”. La citoyenneté, par conséquent, ne se réduit à un statut défini par des droits; c'est une manière d'exister sur un mode public *et* actif.

Ce type de politique permet la réappropriation constante du politique par la société et la re-légitimation du sens du politique dans un processus à jamais achevé de révision des rapports politiques - les rapports relatifs au pouvoir, sa raison d'être, sa direction, ses institutions et ses procédures, ainsi que les rapports entre le souverain et ses représentants, entre gouvernants et gouvernés, société et État, individu et collectif, etc. La consistance propre à la politique, selon Arendt, en distance du social et de l'économique mais en rapport avec eux, est alors *sa capacité émancipatrice* : la manifestation de la liberté et la vérification constante de l'égalité en constituent sa dynamique propre.

Conformément à une définition plus contemporaine, empruntée à Roger Sue, toute action sociale deviendrait politique *au moment où elle lie le système politique et la société civile*, impacte sur les décisions du pouvoir politique et ses institutions ou tente à influencer et contrôler les affaires publiques de quelque manière qu'elle soit, et *indépendamment du fait* que les individus et les groupes qui agissent aspirent au pouvoir ou non.<sup>73</sup> Ces concepts de la politique et de l'action politique étaient jusqu'à peu encadrés (et conditionnés par) l'espace politique (et physique) limité de l'État national.

### **3. Le politique, la politique et les nouveaux enjeux planétaires**

Or, dans le contexte du début du XXI<sup>e</sup> siècle, la politique c'est aussi les grands enjeux de la période contemporaine, les problèmes qui se posent tant aux États nationaux, affaiblis par les processus de mondialisation, qu'aux régions du monde et à l'humanité dans sa totalité et qui requièrent une approche transnationale, systémique et globale. Selon Jeannine

---

<sup>71</sup> « La pluralité, qui est la condition sine qua non de cet espace d'apparence qu'est le domaine public. C'est pourquoi, vouloir se débarrasser de cette pluralité équivaut toujours à vouloir supprimer le domaine public. », ARENDT, Hannah. (1994). *La condition de l'homme moderne*, Op.cit, p. 283.

<sup>72</sup> TASSIN, Etienne (2013). Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public. In. - *A-t-on enterré l'espace public?* Sens Public, Les cahiers 15-16, juillet 2013, p. 31.

<sup>73</sup> SUE, Roger (2003). *La société civile face au pouvoir*. Presses de la fondation nationale de science politique, p.23.

Moussus-Laval, par exemple, ce sont les déséquilibres Nord - Sud, l'exclusion économique, sociale et politique dans les pays dits avancés, les guerres et les famines, liés souvent à un environnement malmené, surexploité, dans les régions sous-développées; c'est aussi la réforme des organisations et institutions internationales qui dans le siècle passé assuraient l'équilibre et une certaine légitimité de l'ordre global<sup>74</sup>.

Tous ses phénomènes sont liés au déclin de l'État national comme modèle d'organisation politique par excellence, cet acteur qui domina l'histoire politique de l'Europe au cours des trois siècles passés, et du monde entier pendant le XXe siècle. Ils mettent de plus en plus en question la légitimité de la séparation politique intérieure/ politique étrangère et l'enracinement territorial de l'activisme citoyen et politique<sup>75</sup>. En outre, le souci pour l'état, la distribution et la gestion des ressources naturelles, et l'équilibre des écosystèmes au niveau planétaire, est devenu *une question politique* par excellence. Les mouvements écologistes ont été parmi les pionniers à briser le cadre de « la vieille politique », démontrant que les enjeux environnementaux, en raison de leur caractère complexe, leur imprévisibilité et les propriétés *intrinsèques* des éléments de l'environnement naturel, qui fait qu'ils ne respectent pas les frontières établies par l'Homme, échappent au contrôle et à la responsabilité des États nationaux et exigent des solutions inter et transnationales<sup>76</sup>.

#### 4. La participation

Cette définition de la politique nous interpelle à définir aussi la participation politique des citoyens en démocratie. Elle est liée à une culture civique *participative*, conformément à l'approche classique de Gabriel Almond et Sydney Verba<sup>77</sup>. Nous avons opté ici pour une définition de Jean Léca :

---

<sup>74</sup> MOSSUS-LAVAL, Jeannine (1994). *La crise de la politique en France*. Paris: Fondation nationale des sciences politiques. Working Paper N° 93, Barcelone. Consultable sur: <[http://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP\\_I\\_93.pdf](http://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP_I_93.pdf)>

<sup>75</sup> BARTHELEMY, Tiphany, WEBER, Florence (1986). *Le Territoire en question. Associations et militants écologistes bretons*, ENS.

<sup>76</sup> Ainsi, les débuts du mouvement écologiques en Bulgarie sont-ils liés à un problème qui transcende la capacité politique de l'État bulgare et met en question le principe de souveraineté en matière environnementale. Les premières protestations écocitoyennes sont provoquées par la pollution de l'air de la ville de Roussé en provenance d'une usine de produits chimiques située en Roumanie et dont la production est destinée à servir l'industrie militaire de l'URSS.

<sup>77</sup> ALMOND, Gabriel, VERBA, Sydney (1963). *The Citizen Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton University Press, Princeton. Ces auteurs introduisent dans les années 1960 le concept de culture civique qui est définie comme les fondements culturels assurant la cohésion et la perdurance du système. Ils font distinguer la culture « paroissiale » liée à des structures traditionnelles et décentralisées, la culture « de sujétion », centralisée et autoritaire, propre aux dictatures et aux régimes totalitaires et la culture de participation propre aux démocraties modernes, tout en soulignant que ces trois types de cultures peuvent se juxtaposer et même coexister.

« On appellera participation tout flux interaction régulier ou régulé (ce qui implique que les activités illégales peuvent cependant devenir légales, ainsi les grèves ouvrières à leurs débuts) *reliant le système politique à la société*, quelles que soient les intentions explicites et les jugements cognitifs et évaluatifs différents des acteurs faisant partie de ce flux<sup>78</sup>. »

Elle pourra donc être envisagée sous deux aspects :

- comme *processus* orienté vers une fin ou produisant un résultat
- comme *relation* entre acteurs.

Selon une définition de Mayron Werner, qui enrichit la précédente, la participation politique serait:

« toute action volontaire ayant du succès ou aboutissant à un échec, organisée ou non organisée, épisodique ou continue, ayant recours à des moyens légitimes dans le but d'influencer le choix des politiques, la gestion des affaires publiques ou le choix des dirigeants politiques à tous les niveaux de gouvernement, local ou national<sup>79</sup>. »

La participation des citoyens dans la politique sera envisagée donc, en conformité avec une définition proposée par Guillermo O'Donnel, à savoir comme *le processus de légitimation du statut de citoyen* englobant des activités qui d'un côté renforcent la démocratie en tant que régime politique institué et d'autre part contribuent à la *démocratisation du système*, soit « en couvrant des problèmes ou des institutions qui n'étaient pas antérieurement soumises à la participation des citoyens, soit en élargissant l'accès des personnes ou des groupes qui ne jouissaient pas antérieurement de droits et obligations civiques et politiques<sup>80</sup> ».

Ce processus est ambigu; il élargit les opportunités politiques au sein des démocraties industrielles avancées, pour reprendre la formule de Cain, Dalton et Scarrow<sup>81</sup> mais peut conduire aussi, comme note Pierre Rosenvallon, à une dépolitisation non par manque mais

---

<sup>78</sup> LECA, Jean (1989). Réflexions sur le participation politique des citoyens en France. - In . - *Idéologies, partis politique et groupes sociaux*. Études réunies par Yves Mény. Presses de Science Po, Paris, pp. 43- 71 (44).

<sup>79</sup> Cité d'après FAVRE, Pierre, FILLEULE, Olivier (1994). La manifestation comme indicateur de l'engagement politique. In. - *L'engagement politique: Déclin ou mutation*. Pascal Perrineau (dir), Presses de Sciences Po, Paris, pp. 87- 137 [120].

<sup>80</sup> O'DONNEL, Guillermo, CHMITTER, Philippe C., WITHEHEAD, Lawrence (eds) (1986). *Transitions from Authoritarian Rule, Respects for Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press. Trad. fr. R. Krastanova.

<sup>81</sup> CAIN, Bruce, Russel J. DALTON and Susan SCARROW (2003). *Democracy transformed? Expanding Political Opportunities in Advanced Industrial Democracies*, Oxford University Press, New York.

*par excès* de démocratie sociale<sup>82</sup>. Par conséquent l'action, par laquelle seulement, comme affirme Hannah Arendt, l'humain peut exercer sa liberté (« Être libre et agir ne font qu'un<sup>83</sup> ») est intimement liée à la notion de « fragilité », puisqu'il résulte de l'action *et* de la liberté une instabilité et une indétermination concernant l'avenir.

A ces définitions, nous ajouterons que l'action peut viser ou aboutir à une influence politique au niveau supranational et global. Cette précision se justifie *premièrement* par l'affaiblissement du pouvoir décisionnel des gouvernements nationaux dans le contexte de la mondialisation, mentionné plus haut, l'apparition d'*organisations politiques innovantes* telles que l'Union européenne qui permettent aux citoyens des États-membres de participer dans la politique d'une entité supranationale, et *deuxièmement* par l'émergence et l'épanouissement de formes transnationales d'activisme citoyen<sup>84</sup> et politique dont le corollaire le plus récent est la mouvance altermondialiste, prétendant exprimer les aspirations d'une société civile globale<sup>85</sup>. Qui plus est, l'éco-activisme qui est objet principal de cette étude - toujours tiraillé entre le local et le global - transcende facilement le cadre artificiel (car non naturel) établi par les frontières entre les États.

En ce sens, toute participation, institutionnalisé ou non institutionnalisé, serait envisagée comme politique, pourvu qu'elle vise à introduire ou défendre dans l'agenda politique *des enjeux concernant la société et le système*, à impacter sur le processus de prise de décision, où bien influe – directement ou indirectement, par des moyens et modes conventionnels ou non conventionnels - sur les affaires concernant la vie commune, l'intérêt général et les rapports établis.

Or, la réalisation de ces conditions n'est possible qu'en démocratie. Mais quelle démocratie ?

## 5. La démocratie

Corruptio optimi quae est pessima<sup>86</sup>.

Dans un ouvrage paru récemment et intitulé «Les ennemis intimes de la démocratie», Tzvetan Todorov définit la démocratie moderne comme projet de société politique qui lie les

---

<sup>82</sup> ROSENVALLON, Pierre (2006). *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*. Paris: Seuil.

<sup>83</sup> ARENDT, Hannah (1972). *La Crise de la culture*, Folio, Op.cit, p.198.

<sup>84</sup> KECK, Margaret E. and Kathryn SIKING (1998). *Activist beyond Borders: Transnational activist Network in International Politics*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, New York.

<sup>85</sup> Voir FOUGIER, Eddy (2004). *Altermondialisme: le nouveau mouvement d'émancipation?* Op.cit.

<sup>86</sup> La corruption du meilleur engendre le pire. (Lat.)

principes du **progrès social, la liberté individuelle et la souveraineté du peuple**<sup>87</sup> Le fonctionnement normal de la démocratie dépend de la symbiose et la complémentarité de ces trois principes : aucun ne doit être exagéré au dépens des autres, sinon on court le risque que celui-ci prenne le dessus et dégénère en son opposé.

Tout principe correspond à une valeur; toute valeur, poussée à l'extrême, pourrait non seulement entrer en contradiction avec les autres, mais aussi s'auto-abolir, comme réalisation, d'abord et puis comme *principe*. Ce n'est que la coexistence, souvent conflictuelle de tous, et le maintien (constamment en état de tension) de l'équilibre entre eux, qui peut garantir l'existence de la démocratie. Or, cette existence est toujours accompagnée d'un *état de carence*; sa stabilité relative se fonde sur son instabilité permanente, sa durabilité résulte de la conscience d'un dépassement toujours possible du statu quo; sa consolidation se construit à la base de conflits dont le dépassement (ou la régulation temporaire) rend légitime le pacte social; sa pérennité se renforce par les ruptures; son essence n'est jamais donnée une fois pour toutes. Les rapports entre gouvernants et gouvernés peuvent à tout moment être revus, voire renversés. Le contrôle sur le pouvoir par une pluralité d'acteurs est le meilleur "gendarme" contre toute forme de tyrannie. Car, comme le note Claude Lefort, la démocratie est l'unique régime politique où le pouvoir reste périodiquement vacant et qui ne supporte pas que la place du pouvoir soit durablement occupé ou usurpé.

Pour résumer : la démocratie *comme principe vif*, survit dans et par *la négation de la démocratie comme réalité*; sa négation peut nourrir son renouveau, son triomphe apparent peut la conduire à l'impasse. Ses "ennemis intimes", comme les appelle Todorov, peuvent devenir plus dangereux que ses supposés adversaires externes<sup>88</sup>. La raison en est que la démocratie n'est pas « un sport de spectateurs », comme note judicieusement Robert Putnam<sup>89</sup>; elle a besoin de la participation active et éclairée des ses citoyens. Ceux-ci ont la tâche difficile de renouveler quotidiennement le sens du principe abstrait de souveraineté du peuple, ce peuple introuvable dont parle Pierre Rosenvallon<sup>90</sup>. Or celle-ci qui se réalise souvent dans des formes qui mettent en question la démocratie représentative moderne et *les représentations* de la démocratie moderne et dépassent ses contenus, historiques et idéologiques temporaires.

Ce dépassement est le garant de la santé de la démocratie, qui, de sa part, doit être envisagée beaucoup plus qu'avant comme *processus* : un idéal fécond sur le point de se

---

<sup>87</sup> TODOROV, Tzvetan, (2012) *Les ennemis intimes de la démocratie*. Paris : Robert Laffont.

<sup>88</sup> Ibidem.

<sup>89</sup> PUTNAM, Robert. D (2006). Bowling alone : le déclin du capital social aux États-Unis. In: - : Bevort, A. et M. Lalement (dir.) (2006) *La capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris : La Découverte, Collection 'Recherches', pp. 35-51.

<sup>90</sup> ROSENVALLON, Pierre (2005). *Le peuple introuvable*, Paris: Seuil.

réaliser mais toujours en état de non-réalisation, voire de faillite (sinon elle serait une utopie), un système fondée sur la délibération qui cherche plutôt à poser les bonnes questions que ne donne les bonnes réponses (sinon elle serait une dogme), qui n'accède jamais à un état rigide, et n'arrive pas à produire un modèle, établi quelque part et exporté comme „passe partout” (sinon elle ne serait qu'une forme hyper-moderne de colonialisme messianique), faute de se vider de son essence ou de se détériorer et se transformer dans son opposé: la tyrannie de l'un, de quelques-uns ou de la majorité. Comme le note à juste titre Pierre Rosenvallon, c'est un processus qui se fonde sur **la coexistence conflictuelle mais indispensable** d'une démocratie formelle (les institutions, procédures et mécanismes établis par la modernité), fondée sur la représentativité, et une contre-démocratie directe, secrétant différents modes informels, non officialisés d'action démocratique, et produisant des contre-pouvoirs dans le corps social, qui assurent la surveillance sur le pouvoir officiel et le soumettent à une évaluation permanente<sup>91</sup>.

---

<sup>91</sup> ROSENVALLON, Pierre (2006). *La contre-démocratie*, Op. cit.

## IV. Les nouveaux mouvements sociaux

---

« Deux siècles de révolte, métaphysique et historique, s'offrent justement à notre réflexion. Un historien, seul, pourrait prétendre exposer en détail les doctrines et les mouvements qui s'y succèdent. Du moins, il doit être possible d'y chercher un fil conducteur. Les pages qui suivent proposent seulement quelques repères historiques et une hypothèse qui n'est pas la seule possible; elle est loin, d'ailleurs, à tout éclairer. Mais elle explique, en partie, la direction, et presque entièrement, la démesure de notre temps. » (Albert Camus)

### 1. Le mouvement social. Définitions et introduction terminologique

« Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement social qui ne soit politique en même temps. » (Karl Marx<sup>92</sup>)

Il est admis que le concept de „mouvements sociaux” est introduit en 1848 par le scientifique allemand Lorenz von Stein dans son ouvrage *Socialist and Communist Movements since the Third French Revolution* (1848)<sup>93</sup>. Il les décrit comme mouvements politiques militant pour l'acquisition de droits sociaux qui élargissent et améliorent l'accès des citoyens à des ressources et biens publics réservés à une minorité privilégiée<sup>94</sup>. Cette définition lie le substantif mouvement” avec l'adjectif polysémique social” dont l'évolution sémantique est assez parlante.

#### 1.1. Étymologie, et acceptions sémantiques du concept de *mouvement*

Le substantif «mouvement» en français est un dérivé du verbe *mouvoir* (XI e s.) provenant du verbe latin *movere*. Signifiant, au sens propre, le déplacement d'un corps, ou une animation perceptible dans les représentations, il désigne également, au sens figuré, «une modification ou une manifestation de la vie soit individuelle soit collective<sup>95</sup> ». Dès la fin du XIIIe siècle, il équivaut déjà à «révolte». Le dictionnaire Larousse nous donne, à ce propos, plusieurs exemples éclairants : « Modification dans l'état social, politique, économique»,

---

<sup>92</sup> MARX, Karl (1867) *Misère de la philosophie*, rééd : Éditions sociales, p. 51.

<sup>93</sup> LEXIQUE DES SCIENCES SOCIALES (2000), Madelaine GRAWITZ (dir.), Paris, Dalloz, p. 221.

<sup>94</sup> Cité d'après Boundless “The Stages of Social Movements.” Boundless Sociology. Boundless, 14 Nov. 2014. Retrieved 18 Nov. 2014 from <<https://www.boundless.com/sociology/textbooks/boundless-sociology-textbook/social-change-21/social-movements-140/the-stages-of-social-movements-770-7710/>>.

<sup>95</sup> Cité d'après BEROU, Sophie, MOURIAUX, René et Michel VACALLOULIS (1997). *Le Mouvement social en France. Essai en sociologie politique*. Paris, La Dispute, pp. 3-4.



mais aussi « L'action collective orientée vers un changement social, politique, psychologique » et « Organisation politique, sociale, relativement structurée. »<sup>96</sup> Le mot englobe donc trois acceptions complémentaires qui se rapportent à **l'action collective, l'organisation de cette action et son résultat**. La notion traduit simultanément l'idée de changement, de modification - liés à l'idée d'action et d'activisme, et de processus - exprimant l'idée de continuité dynamique et d'un état inachevé. Pour conclure, l'étymologie et l'évolution sémantique du mot reflètent une idée persistante de *transformation sociale par l'action* opposée à la stagnation sociale, la tradition, et le statu quo.

## 1.2. Étymologie et acceptions sémantiques du concept *social*

L'adjectif "social", de sa part, emprunté au latin *socialis* - "sociable, fait pour la société"<sup>97</sup> (mais aussi "allié, qui concerne les alliances"<sup>98</sup>), apparu en français au XIVe s., est également fort polysémique. Il est « relatif à une société, une communauté, une collectivité<sup>99</sup> ». En écologie, l'adjectif se rapporte à une espèce « *qui vit en société* ». En français, il signifie au début (1355) « militairement allié<sup>100</sup> » ; en 1486 *social* est utilisé déjà dans le sens de « civil, propre au citoyen »<sup>101</sup> pour apparaître enfin comme « propre à une société, concernant une société<sup>102</sup> » (1557) et comme *vie sociale* « vie des hommes en communauté organisée<sup>103</sup> » (1683). Au début du XIXe siècle (1801) *social* se rapporte déjà à l'étude de l'organisation de la société - la science sociale étant la « science de l'organisation et du développement de la société<sup>104</sup> ».

Pour les objectifs de nos travaux, il est possible de distinguer **quatre acceptions** sémantiques.

**En premier lieu**, *social* se trouve en relation avec *individuel*. Cette acception renvoie à deux formes typiques historiques de lien collectif faisant associer l'individu à *la communauté* (fondée sur les liens préétablis, naturels, hérités, affectifs) et à *la société* (fondée sur des liens volontaires, rationnels, délibérés, fruit du libre-arbitre), d'après la définition dichotomique de Ferdinand Tönnies<sup>105</sup>. La tension croissante entre les deux formes de vie

<sup>96</sup> <http://www.larousse.com/en/dictionaries/french/mouvement> (24.07.2013).

<sup>97</sup> <http://fr.wiktionary.org/wiki/socialis#la>, (19.11.2013).

<sup>98</sup> Ibidem.

<sup>99</sup> <http://fr.wiktionary.org/wiki/social>, (19.11.2013).

<sup>100</sup> Site du Centre national de Ressources textuelles et lexicales : <<http://www.cnrtl.fr/etymologie/social>>. Cité in Bersuire, Tite-Live, ms. Ste-Gen., f o127a ds Gdf. (19.11.2013).

<sup>101</sup> 1486 [date de l'éd.] vie socielle « vie civile, propre au citoyen » (Raoul de Presles, Cité de Dieu, XIX, Exp. sur le chap. 6, f oBBii r o): Site du Centre national de Ressources textuelles et lexicales, Op.cit.

<sup>102</sup> Bugnyon, Erotasmes, p. 127, Gayeté, éd. 1557 ds Gdf. Compl., Op.cit.

<sup>103</sup> Bayle, Pensées diverses sur la comète de décembre 1680, & CXVIII ds Brunot t. 6, p. 102. Op.cit.

<sup>104</sup> Cambacérès, Instit. Mém. sc. mor. et pol. t. 3, p. 11 ds Littré: Op. cit.

<sup>105</sup> Dans sa sociologie, Tönnies utilise l'approche psychologique et définit de volonté; volonté organique (Wesenwille): volonté de l'être, liqnt spontanéité et authenticité; et volonté réfléchie (Kürwille): choix, décision,

sociale - communautaire et sociétale, la première fondée sur des liens de sang, et la seconde – sur la pensée individuelle (« Chaque individu a sa pensée, chaque pensée est diverse », comme le dit Tönnies), aurait provoqué la propagation de l'individualisme au sein des sociétés industrielles modernes. Nous acceptons les deux types comme *complémentaires*, sans les opposer : la constitution d'une communauté (dans notre cas - environnementale), réunissant des individus qui partagent des valeurs et un vécu communs, est inséparable de la constitution du mouvement comme un acteur social, acteur *de* la société.

**En second lieu**, *social* est utilisé par distinction d'*étatique*. John Locke l'emploie dans ce sens<sup>106</sup>. Cette acception repose sur les fondements philosophiques du libéralisme moderne en établissant la nécessité d'autonomie de la société civile par rapport à l'État (la monarchie moderne centralisée en l'occurrence), celui-ci étant considérée comme secondaire par rapport à celle - là. Cette acception est largement partagée durant la période du Rideau de fer, aussi bien par les militants que par les analyseurs des mouvements citoyens, en Europe de l'Ouest<sup>107</sup> et en Europe de l'Est<sup>108</sup>, afin de légitimer la volonté des citoyens organisés (*la société civile*) de s'émanciper de la tutelle répressive de l'État, du contrôle de ses institutions et de son appareil idéologique et culturel. Elle se traduit en politique par des postures anti - étatiques, présentées souvent par les militants (malgré les effets politiques qu'ils produisent), comme „apolitiques” ou encore ”anti-politiques”. Elle correspond à la volonté de la société civile émergente (à l'Est) et à des groupes sociaux-culturels (à l'Ouest) de se doter d'autonomie et de faire valoir leurs droits et leur dignité humains, en s'opposant à l'immiscion de l'État dans la sphère privée (sphère de la liberté individuelle) ou bien de séparer artificiellement privé et public (mouvements féminins, par exemple), en bref - contre les abus de l'État et ses prétentions totalitaires ou totalisantes.

Dans cette acception donc, *social* rime aussi avec *libéral*, dans la tradition du libéralisme européen classique enrichie par les observations d'Alexis de Tocqueville sur la démocratie en Amérique. Elle traduit l'idée de la nécessité d'existence de conditions pour

---

libre-arbitre. Ces notions lui permettent d'expliquer le passage de l'individu de la communauté (Gemeinschaft) vers la société (Gesellschaft). Chaque individu rentre donc en concurrence notamment sociale et économique avec autrui. De ce fait, on assiste à un développement de l'individualisme. Pour Tönnies, le processus d'urbanisation fait évoluer la communauté vers la société. Voir Émile Durkheim (1889). Communauté et société selon Tönnies.

<sup>106</sup> LOCKE, John (2003) [1997]. *Deux traités du gouvernement*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, (trad. fr.) Locke affirme que le gouvernement légitime ne peut se fonder ni sur la conquête, ni sur l'usurpation, ni sur la tyrannie. Issu du consentement de chacun pour former un corps social et politique, l'État en effet permet la réalisation du bien commun et la protection de chacun mais il est secondaire par rapport à la société civile.

<sup>107</sup> Voir KLINGEMANN, Hans Dieter and Dieter FUCHS (1995) *Citizens and the State*, ed. by Hans-Dieter Klingemann. Oxford: Oxford University Press.

<sup>108</sup> Parmi les plus influents, voir HAVEL, Vatslav (1985) *The Power of the Powerless*. In - KATINE, John (ed.s). *The Power of the Powerless: Citizens against the State in Central and Eastern Europe*, London: Hutchinson, et DAHRENDORF, Ralf. (1997). *After 1989. Morals, Politics and Civil Society*, Oxford: Macmillan Press Ltd.

l'association libre des citoyens et le développement de corps intermédiaires<sup>109</sup> – canaux de représentation et de consolidation des intérêts authentiques de groupes sociaux *réels*, fondement de la société civile et d'une culture civique de participation, qui garantit le contrôle citoyen sur le pouvoir. Jean-Jacques Rousseau, de sa part, l'interprète comme le contraire de *naturel*<sup>110</sup>.

Social peut rimer aussi avec *libertaire*, dans la tradition tracée par Henry David Thoreau et Ralf Waldo Emerson, renvoyant à la conception de désobéissance civile et d'individualisme non-conformiste : le recours à des actes non violents mais illégaux, est légitime et même moral, dans les cas où les gouvernants violent les lois élaborées pour tous. La pratique de désobéissance civile est fréquente au sein des nouveaux mouvements citoyens ; elle correspond à la volonté des citoyens - individus de se protéger du despotisme étatique et du contrôle gouvernemental, suivant la logique de Thoreau “*That government is best which governs least* ” (Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins<sup>111</sup>).

**En troisième lieu**, *social* est proche de *socialiste* et désigne une aspiration à la justice sociale et l'amélioration des conditions *du plus grand nombre*. Cette acception ne pourrait pas être négligée non plus dans notre étude. Au sein des mouvements sociaux, l'amélioration est envisageable non seulement en termes d'équité sociale ou économique garantie par l'État; elle est définie de plus en plus comme élargissement des opportunités de participation dans le processus de prise de décision, par une démocratie participative, comme contre-poids à l'appropriation et la privatisation des biens publics par les minorités oligarchiques en place (processus accéléré à la suite de l'ultralibéralisme) et comme garant de la justice sociale, permettant un accès plus équitable aux biens communs.

Enfin, **en quatrième lieu** l'adjectif *social* est utilisé pour évoquer l'action protectrice envers les plus défavorisés, et signifie *caritatif*. Cette acception est également justifiée dans notre étude car elle fait référence à l'abdication de l'État de la sphère sociale, comme effet majeur de l'avènement du modèle idéologique du néolibéralisme dans les années 1990. Cette transformation, provoquant l'affaiblissement du niveau national comme niveau de prise de décisions politique, a fait naître “le phénomène ONG” (organisations non-gouvernementales) censées assurer avec d'autres moyens (donations, bénévolat, fonds privés ou publics organisés sur le principe de la compétition de projets), la défense et la répartition plus juste de biens sociaux (santé, éducation, culture, droits spécifiques pour certains groupes minoritaires),

---

<sup>109</sup> De TOCQUEVILLE, Alexis (1981) [1835]. *De la Démocratie en Amérique I*, GF Flammarion, Paris.

<sup>110</sup> ROUSSEAU, Jean-Jacques (2001). *Du Contrat naturel ou Principes du Droit politique*. Flammarion, GF (préface de Bruno Bernardi).

<sup>111</sup> Henry David THOREAU (1849). *Resistance to Civil Government*, or Civil Disobedience.

relevant autrefois du domaine de l'État-providence. De cette façon, les ONG sont devenus un des acteurs principaux au sein des mouvements sociaux à partir des années 1990.

### 1.3. En guise de définition : vers une approche complexe du mouvement social

Nous allons envisager le terme “mouvement social” dans toutes ces quatre acceptions, d'abord pour faire face à la diversité des fonctions qu'il accomplit, et ensuite, pour exprimer la complexité des enjeux sociaux, sociétaux et politiques qui se trouvent à la base de sa constitution et qui légitiment son rôle d'*acteur du changement social et de l'émancipation citoyenne*.

En ce sens, le mouvement sera considéré dans une logique dynamique, à la fois comme un **méta acteur**, agent d'historicité, dans le sens donné par Alain Touraine<sup>112</sup> que comme un **milieu dynamique** au sein duquel apparaissent, évoluent, se modifient et disparaissent différents acteurs et mobilisations, sociaux et politiques<sup>113</sup>: Celui-ci leur servant de déclencheur et de support, sans que les acteurs (organisations, ONG, associations, partis, groupes, ou réseaux informels de citoyens) en épuisent le contenu, ni que le mouvement se réduise à l'ensemble des organisations et des individus et leurs interactions<sup>114</sup>. Son impact sur la scène sociopolitique est évalué dans la longue durée comme *un effet de cumul* de processus dynamiques et non univoques, conditionnés tant de l'intérieur que de l'extérieur. Où, pour reprendre la terminologie des systèmes organiques complexes, les mouvements sociaux possèdent *une qualité systémique* qui impacte sur le système politique.

Par ailleurs, l'approche aux nouveaux mouvements comme *un milieu au sein duquel émergent et se forment les phénomènes politiques*, est particulièrement pertinente pour les mouvements citoyens dans les pays de l'Europe centrale et orientale dont le mouvement écologique bulgare, car ils apparaissent au moment d'un *changement brusque* des sociétés, impactant sur leur organisation politique, les rapports sociaux et économiques et les conditions de vie en général, tout en contribuant à des transformations plus profondes.

## 2. Les mouvements sociaux : des “anciens” aux “nouveaux”

---

<sup>112</sup> TOURAINE, Alain (1984). *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*, Op.cit.

<sup>113</sup> ДАНИЛОВ-ФРЧКОВСКИ, Л. (1998). *Новите општествени движења и алтернативната сцена*. Скопје.

<sup>114</sup> FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PECHU, Cécile (sous la dir. de) (2009). *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses des Sciences Po, Paris, p. 102.

Les mouvements sociaux sont des agents de transformation sociale et politique des sociétés modernes. Comme acteurs du changement social, ils ont indiqué la direction et les raisons historiques, mais aussi les impératifs culturels et éthiques qui poussent à ce changement. Ils émergent et agissent dans des moments de crise, de basculement de l'ordre établi, où non seulement les institutions du pouvoir mais aussi les valeurs et les normes sociales, consacrées par la tradition, la contrainte (ou bien des deux) et considérées comme communément partagées, inconditionnelles, voire éternelles, sont mises en question<sup>115</sup>. La contestation sociale et politique dont ils sont porteurs a donc toujours une dimension correctrice, morale<sup>116</sup>.

Charles Tilly définit les mouvements sociaux comme un outil assurant la participation des gens ordinaires dans la politique. Selon cet auteur, il existe trois éléments principaux qui caractérisent ces acteurs :

- les campagnes, représentant des efforts structurés plus ou moins continus en vue d'adresser des demandes aux autorités-cibles ;
- un répertoire d'action commun de caractère contestataire (*a repertoire of contention*): ils font recours à une combinaison de modes d'action adressés au pouvoir et au large public ;
- démonstrations publiques de leur unité, capacité d'agir, singularité, dignité, mérites et performances publiques<sup>117</sup>.

Sydney Tarrow, de sa part, définit les mouvements sociaux comme **des défis collectifs** lancés aux élites, aux autorités, ou à d'autres groupes sociaux au sein d'une même société par un groupe de gens réunis et solidarisés par *des objectifs communs*, et qui entretiennent des interaction continues avec les élites, leurs opposants ou les autorités politiques. Cet auteur établit *une distinction assez claire* entre les mouvements sociaux, d'une part et les partis politiques et les groupes d'intérêt, d'autre part<sup>118</sup>

Ces deux interprétations du phénomène « mouvement social » ont l'avantage de proposer un cadre suffisamment général pour définir et aborder les mouvements comme acteurs sociaux et politiques. Dans notre étude nous allons retenir *deux éléments* qui sont susceptibles de caractériser tant les vieux que les „nouveaux” mouvements sociaux : **l'orientation contestataire** par rapport au statu quo et **la volonté d'émancipation** des

---

<sup>115</sup> TILLY, Charles (2004). *Social Movements, 1764-2004*, Paradigm Publishers.

<sup>116</sup> Voir sur ce point JASPERS, James.M. (1997). *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.

<sup>117</sup> TILLY, Charles (2004) *Social Movements, 1768-2004*, Op.cit. p. 262.

<sup>118</sup> Voir TARROW, Sidney (2011) *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge, Cambridge University Press et TARROW, Sidney (2005). *The New Transnational Activism* Cambridge, Cambridge University Press.

tutelles, qu'ils soient politiques, économiques ou culturelles, qui caractérisent l'orientation générale, l'action publique et les demandes sociales des mouvements.

Or, les institutions de la Modernité et ses structures, comme l'atteste Immanuel Wallerstein, ont été suffisamment stables pour résister à leur pression, et pour intégrer, voire englober et annihiler leurs revendications en vue d'assurer et faire perdurer l'équilibre systémique<sup>119</sup>. Le mouvement des abolitionnistes aux États-Unis et au Canada de la première moitié du XIXe s. conduisit à l'abolition de l'esclavage, mais il aura fallu encore plus d'un siècle avant que les anciens esclaves réussissent à faire valoir *en réalité* leurs droits civiques, politiques et culturels; le mouvement des suffragettes du milieu du XIXe siècle a dû attendre la fin de la Seconde guerre mondiale afin de voir se réaliser en Europe ses objectifs : égalité politique des hommes et des femmes par rapport au vote et l'éligibilité.

L'impact de ces mouvements fut cependant sensible, tant au niveau du changement structurel des institutions politiques et sociales, qu'au plan de la transformation des mentalités et des conduites: ils contribuèrent à transformer *la situation sociale et politique réelle* de larges couches et de différentes catégories sociales au sein des populations. Ainsi, contribuèrent-ils à l'émancipation socio-économique et politique de groupes sociaux, tenus jusqu' alors à l'écart des décisions concernant le pouvoir et les biens publics, voire à la périphérie des sociétés, et posèrent les fondements des futures démocraties libérales, mais aussi des gouvernements sociaux-démocrates et de l'État providence du XXe s. Tel fut le cas des mouvements d'acquisition de droits civils et politiques de la bourgeoisie de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle, et des mouvements ouvriers<sup>120</sup> et syndicaux pour des droits socio-économiques de la seconde moitié du XIXe et les premières décennies du XXe s. en Europe.

Un autre courant de mouvements - les mouvements pour indépendance nationale, souveraineté politique et auto-détermination ethnique et culturelle des peuples d'Europe centrale et orientale de la seconde moitié du XIX et du début du XXe s., suivis des peuples du « Tiers-monde » de la seconde moitié du XXe siècle - ne se distingue par essentiellement du premier<sup>121</sup>. Tous les deux élargissent les processus d'émancipation au sein des sociétés et les peuples et contribuent à changer le statut ou la situation de certaines couches sociales ou de populations toutes entières. Tous les deux sont marqués par des valeurs et principes issus de la modernité occidentale, des Lumières notamment : universalisme des droits de l'Homme, et par

---

<sup>119</sup> WALLERSTEIN, Immanuel (1998). *Utopistics: Or, Historical Choices of the Twenty-first Century*, New York, New York Press.

<sup>120</sup> WOLIKOW, Serge (1994). *Écrire des vies, biographie et mouvement ouvrier, XIXe-XXe siècles*. Avec la collaboration de Thomas Bouchet et Jean Vigreux, Dijon : EUD.

<sup>121</sup> WALLERSTEIN, Immanuel (1998). *Utopistics: Or, Historical Choices of the Twenty-first Century*. Op.cit.

là - du droit d'auto-détermination (sociale, culturelle, et nationale-politique): ils sont des mouvements luttant à se libérer des tutelles (sortir de l'état de minorité spirituelle, pour reprendre la formule de Kant) et de s'affranchir de la situation d'infériorité par rapport à un État, un pouvoir, une autorité, un peuple, une classe. C'est aussi *une confirmation par l'action sociale* de l'entrée à l'âge majeur d'une classe sociale marginalisée ou d'un peuple opprimé.

Par conséquent, ces mouvements furent aussi **des acteurs politiques** et jouèrent un rôle majeur pour ouvrir la sphère publique et le monde de la participation politique aux larges couches populaires. Ils élargirent les droits et la sphère de participation citoyenne au sein d'entités déjà existantes (droits proprement politiques tels que le droit de vote, et le droit d'éligibilité, droits civiques comme le droit d'association et d'expression libre de l'opinion en public, ou encore droits sociaux et économiques garantis par le pouvoir politique à travers la législation tels que le travail réglementé ou encore le congé payé), provoquèrent des transformations révolutionnaires du pouvoir et du système politique (révolution bourgeoise, chute de la monarchie et instauration de la république bourgeoise en France) ou encore à la création d'entités politiques nouvelles (nouveaux États souverains en Europe tels que les États balkaniques après le démantèlement de l'Empire ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle, nouveaux partis politiques, tels les partis socialistes, communistes et social-démocrates). Cela s'explique par le fait que les mouvements de libération et auto-détermination nationale, ainsi que les mouvements bourgeois révolutionnaires, sont porteurs de l'idée de la nation. Comme le rappelle Antony Todorov, au XIX<sup>e</sup> s. cette idée « est radicale et révolutionnaire car elle véhicule un nouveau projet politique<sup>122</sup>. »

En ce sens, les mouvements portent en soi un projet de radicalisation sociale qui est contesté par le statu quo, et qui fait de ceux-ci des acteurs du progrès social. L'on peut prétendre que dans un sens métaphorique, les mouvements sociaux assurent aux sein de leurs sociétés, la circulation du sang et les autres processus physiologiques, nécessaires à la survie physique de celles-ci sous la forme de nouvelles idées, nouveaux rapports, nouvelles représentations et nouvelles valeurs. Ils créent également de nouveaux acteurs : individus et groupes, qui, reposant sur des collectivités déjà existantes, renversent des hiérarchies établies, et réintroduisent le mouvement, la dynamique, l'aventure, l'histoire, voire l'Histoire. Comme le dit Blondin Cissé, dans une relecture de Hannah Arendt : "L'acteur n'est pas le père mais l'enfant de son action : il n'est pas l'auteur de celle-ci, mais l'acteur toujours en naissance, de celle-ci<sup>123</sup>

---

<sup>122</sup> ТОДОРОВ, АНТОНИЙ (2001). *Модерната политическа мисъл*, София, Планета 3, 2001, стр. 24). Tr. fr. R. Krastanova.

<sup>123</sup> CISSE, Blondin (2013). L'espace public politique ou le lieu de la construction déconstructive. In. - *A-t-on enterré l'espace public*, Op. cit. pp. 69-85.

Tous ces mouvements furent enfin des acteurs qui contribuèrent à populariser et faire répandre *le principe démocratique* – non seulement comme mode de gouvernement mais aussi comme principe et valeur sociale et comme **modèle culturel**. L'impact de ce phénomène est visible chez leurs successeurs, car *la démocratisation des mœurs* véhiculée par les anciens mouvements a exercé un impact certain sur la culture politique des générations suivantes, au sein des sociétés européennes. Des études socio-historiques sur les mouvements telles que les travaux de Giuni, Mc Adam et Tilly, prouvent qu'il existe toujours *une relation complexe* entre les mouvements sociaux et la démocratisation<sup>124</sup>. Même si les mouvements ne véhiculent pas toujours *directement* une démocratisation sociale (des mouvements pro-démocratiques peuvent aboutir à des effets anti ou contra-démocratique, notamment si les effets sont observés uniquement au court ou au moyen terme), l'impact indirect sur ce processus (de long terme) fait consensus. Ainsi, par exemple, le mouvement contre l'immigration, peut déclencher un mouvement de défense des droits des immigrés.

D'autre côté, la démocratisation sociale contribue à promouvoir la pratique et *la culture* du mouvement social car chacun des éléments constitutifs de la norme démocratique incite au développement des mouvements sociaux. Ils font incorporer dans les agendas de leurs sociétés **la nécessité de changement social**, tout en intégrant leurs demandes dans la politique, et contribuant ainsi à la démocratisation ultérieure du système.

Nous aimerions conclure ce chapitre avec le constat que les mouvements sociaux étaient aussi des représentants nobles d'**une culture humaniste européenne**, que la modernité encourageait et cherchait à étouffer à la fois : Il y avait quelque chose d'aristocratique dans la culture humaniste de la Renaissance et des Lumières, et le rêve de la modernité humaniste a été d'universaliser et de démocratiser ce qui n'avaient été, dans l'histoire, que le privilège de quelques-uns. Cette culture a été portée par les mouvements sociaux, comme **culture de l'émancipation de l'Homme et culture de l'Homme émancipé**, du citoyen, de l'individu, du groupe, de la classe, de la communauté, et avec les mouvements naturalistes et écologistes - des autres êtres vivants aussi, solidarisés avec nous par un destin commun.

### 3. La nouvelle situation : la Révolution silencieuse

« Pour moi, le parti n'est qu'un chaînon du mouvement ; ce qui est important, c'est le mouvement, c'est lui qui change le *statu quo*. Il s'agit d'un mouvement social et culturel qui souhaite changer le statu quo et qui est en relation avec cette situation si dynamique et si

---

<sup>124</sup> GIUNI, Marco, Douglas McADAM and Charles TILLY (eds)(1998) *From Contentions to Democracy*. Rowman & Littlefield Publishers, Boston.



changeante. Nous vivons maintenant une révolution. Le monde entier change. Il va se transformer d'une manière radicale. Ce changement, il se déroule naturellement ... Moi, je me sens comme quelqu'un qui participe à ce changement – ce que nous vivons chaque jour, à tous les niveaux ... » (Citoyen, Coalition *Pour une nature pérenne en Bulgarie*<sup>125</sup>)

La science sociale des années 1970 a célébré la nouveauté des mouvements sociaux apparus dans les années soixante dans le monde occidental (mouvements des femmes, des étudiants, mouvements pacifistes, écologiques, antinucléaires, régionalistes, communautaires et contre-culturels, pour ne citer que les plus connus) : il n'est pourtant ni facile ni même possible, de définir une fois pour toutes et suivant des critères immuables, en quoi consiste cette nouveauté. Cette difficulté est due tant à la diversité des nouveaux mouvements, qu'à leurs similitudes souvent embarrassantes avec les « vieux ».

Ces similitudes se retrouvent dans leur orientation - changer les rapports en société, faire reconnaître par le système des droits (civils, politiques, socio-économiques, identitaires). Les anciens et les nouveaux sont proches notamment comme *mouvements d'émancipation*, et comme mouvements contestataires, aspirant – dans leurs versions radicales et réformistes - à transformer ou à réformer le système.

Or, les différences deviennent évidentes si l'on observe de près **le contexte historique de leur émergence** – celui de la fin des grandes guerres entre les nations en Europe, de l'échec du nazisme et du fascisme comme systèmes idéologiques, du début de la réconciliation des ennemis séculaires, de l'avènement de l'État providence à l'Ouest mais aussi à l'Est de l'Europe (dans ses versions capitaliste et socialiste) qui ouvrit la voie aux “Trente glorieuses”.

Ce fut une période de détente internationale, marquée par la création de l'ONU, l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme par la majorité des pays du monde, après le plus grand massacre entre hommes civilisés, connu de l'histoire, et le début du processus de l'intégration européenne. Ce fut aussi une période d'enthousiasme fondé, dans les sociétés dites « industrielles avancées », sur des performances économiques et sociales incontestables: emploi pour tout le monde, sécurité physique, matérielle et sociale sans précédent pour quelques générations successives, amélioration des conditions de vie pour des couches très larges des populations, démocratisation de l'accès aux études universitaires pour les femmes et les classes populaires, banalisation des études secondaires, devenues obligatoires, gratuites et garanties pratiquement pour tous (et pour toutes), par le système.

---

<sup>125</sup> Cette citation ainsi que les suivantes dont la source n'est pas indiquée, font partie de l'étude de cas sur la motivation personnelle du militantisme au sein du mouvement écologiste en Bulgarie, présentée en détail dans l'Annexe 1. Trad:fr.de l'auteure.

A cet enthousiasme contribua également l'entrée massive des femmes dans la vie sociale et dans le monde du travail, et la possibilité de participer dans les processus politiques de leurs pays comme *Alter Ego* des hommes : deux événements qui provoquèrent des bouleversements dans une culture dominée par les modèles de comportement social et politique des hommes et imprégnée de valeurs masculines. S'y ajoutent la transformation de la nature du travail et le nouveau sens donné au temps libre (la liberté et la richesse individuelle se mesure de plus en plus pas le temps libre disponible). D'autre côté, le changement du rapport à la religion officielle (comme institution de la société), à la famille, au mariage, au sexe, accompagna le processus de révision et de rejet de toutes les autorités traditionnelles. De plus, la décomposition des classes traditionnelles et la mobilité géographique et sociale empêchent de plus en plus les identifications durables, y compris politiques. C'est la combinaison de ces facteurs qui servit de base à l'avènement de la classe moyenne<sup>126</sup> qui selon maintes analyses serait le moteur des nouveaux mouvements, notamment des mouvements écologiques, et du “verdissement de la politique”<sup>127</sup>

Tous ces facteurs, comme l'indique Ronald Inglehart<sup>128</sup> dans ses travaux très cités, en combinaison avec la paix durable établie sur le continent européen, exercèrent **une influence décisive sur les besoins et les valeurs** des générations qui avaient grandi et avaient été socialisées dans cette *Nouvelle situation*. Ils contribuèrent à la naissance d'une culture « à dominante postmatérialiste », partagée par un nombre toujours croissant d'individus au sein des générations de l'après-guerre et répandue *comme pratique sociale et politique* après l'entrée de ces générations à la vie active. Cette culture nouvelle ferait les gens apprécier plus la qualité (du travail, de l'environnement, des rapports humains et de l'*ambiance* sociale) que la quantité (des objets possédés, de l'argent gagné, des connaissances ou des relations utiles), la réalisation personnelle, l'estime de soi et le développement spirituel – plus que le haut poste professionnel ou le prestige social, l'amitié et l'amour plus que le respect des aînés ou des supérieurs hiérarchiques; l'authenticité plus que le succès, l'autonomie plus que l'autorité, la nouveauté et la liberté plus que la tradition et la sécurité. Elle fait former des individus critiques, mécontents, frustrés et individualistes mais aussi altruistes, ouverts et solidaires. Ceux-ci seraient exigeants dans le petit et souvent négligeant le grand, tiraillés entre des désirs et besoins extrêmes : d'appartenance et d'indépendance, d'être actif et engagé et de ne

---

<sup>126</sup> Ce terme est introduit dans les sciences sociales dans les années 1970 par des auteurs tels que Daniel Bel et Alain Touraine. Il tend à répertorier les caractéristiques culturelles, économiques et les orientations politiques d'une strate sociale en pleine expansion après l'établissement du modèle keynésien – fordiste aux Etats-Unis et dans les pays de l'Europe occidentale après la Seconde guerre mondiale.

<sup>127</sup> Voir à ce propos en France les travaux de Jean-Paul BOZONNET, notamment BOZONNET, Jean-Paul (2012). *Le “verdissement” de l'opinion publique. Revue des Sciences humaines*. Consulté le 02.08.2013. URL: <[http://www.scienceshumaines.com/index.hph\\_article\\_13887](http://www.scienceshumaines.com/index.hph_article_13887)> .

<sup>128</sup> INGLEHART, Ronald (1977). *The Silent Revolution* et INGLEHART, Ronald (1993) [1990]. *The Cultural Shift in Advanced Industrialised Societies*, Op.cit.

pas adhérer à une structure rigide, de contribuer à l'amélioration de son milieu de vie et du cadre de l'environnement local, et de défendre des causes globales. La construction et la défense d'**une identité auto-engendrée** - individuelle et collective, s'avère donc cruciale. Les théoriciens des nouveaux mouvements – des sociologues tels que Alberto Melucci, Alain Touraine, Louis Dumont, Ernesto Laclau et Ronald Inglehart, des philosophes tels que Immanuel Wallerstein, Jürgen Habermas ou Félix Guattari, des politistes tels que Claus Offe, et des psychologues tels que Jean-Paul Kaufmann, ont souligné, malgré leurs différences d'approche et d'interprétation, l'importance de la question de l'identité - fondée sur la reconnaissance individuelle – en tant que question-clé pour la compréhension des nouveaux mouvements.

#### **4. Le Janus bifront ou le caractère paradoxal de la nouvelle situation**

Mais *la nouvelle situation* fut aussi celle de la nouvelle séparation officielle de l'Europe, et du monde entier en deux parties antagonistes, appelés camp capitaliste et camp communiste, du début de la Guerre froide, de la période du Rideau de fer et de son corollaire – la construction du mur de Berlin qui divisa pour quelques décennies un État souverain et son peuple. C'est la période qui marqua, entre autre, l'effondrement du système colonial qui avait nourri durant quelques siècles l'hégémonie économique, géopolitique et *culturelle* des grandes puissances européennes occidentales, et l'apparition d'un important nombre de nouveaux pays dits „pays du tiers monde”, se réclamant du droit d'auto-détermination nationale et culturelle et cherchant à adopter un modèle de développement qui correspondrait à leur culture et tradition locales. L'œuvre de Mahatma Gandhi en Inde et le rastafarisme en Jamaïque en sont des exemples éloquents et assez connus. Le gandhisme a constitué, entre autre, un des fondements majeurs - idéologique, philosophique et comportemental - des nouveaux mouvements sociaux, à commencer par le mouvement contre la ségrégation raciale aux États-Unis: L'idée de non-violence radicale et tolérance zéro de Gandhi fut développée par Martin Luther King et ses adeptes, et fut répandue et perpétuée par la suite au travers de l'activisme des mouvements pacifistes et environnementaux.

Or, presque parallèlement à l'effondrement des vieux systèmes de domination et de répression, s'annoncèrent de nouvelles formes de “colonialisation du vivant”, pour reprendre la formule de Jürgen Habermas, et de nouvelles hégémonies. Les États-Unis et l'Union soviétique deviennent les nouvelles hyper-puissances mondiales, et à l'instar des empires qui les précédèrent, imposent des versions “modernisées” de l'ancien colonialisme impérialiste.

Le monde bipolaire rétablit comme principe géopolitique le rapport de force, le réalisme amoral et la course aux armements.

Par ailleurs, les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, qui clôturèrent en réalité la Seconde guerre mondiale après que sa fin officielle fut déclarée et la capitulation du Japon – acceptée, eurent lieu trois ans seulement avant la publication de la Déclaration des droits universels de l'Homme. Ces deux événements peuvent être interprétés comme **les deux visages du nouveau monde** qui se succéda au précédent : deux visages de la modernité occidentale aussi, qui va continuer, telle Docteur Jackyll et Mister Hyde, dédoublée et schizophrénique<sup>129</sup>, à triompher et à semer ses grains - ici des fleurs, du progrès social et humain et des bénéfices matériels et spirituels, et là - des guerres, des famines, la sophistication du contrôle sur les gouvernements (et les ressources) des “pays du Sud” et sur la conscience des individus au sein de leurs propres sociétés, la manipulation des besoins et la transformation des désirs et des rêves des gens en marchandise, pour reprendre le propos de Erich Fromm<sup>130</sup> au profit de l'économie de la consommation et la monopolisation des biens communs (naturels *et* culturels) de l'humanité. Le prolétariat d'antan, la classe ouvrière, dans la nouvelle situation se serait substitué à un “consommariat”, voué à produire plus pour consommer toujours plus et fermé dans une culture de la compétition et du consumérisme par la nouvelle classe globalisée des gestionnaires.

Dans cette interprétation de *la nouvelle situation*, l'être humain, privé de ses repères stables, sociales et intimes, de son lien avec le passé et la tradition, et de son environnement naturel (dans les deux sens du mot) serait de plus en plus aliéné et atomisé, de plus en plus incapable d'accepter et de choisir la responsabilité comme *Alter Ego* de la liberté, et de recréer avec les autres un capital social émotionnel, rationnel et relationnel partagé, et d'être un citoyen actif. La vie politique, la démocratie seraient pour lui « un sport de spectateurs » et il déléguerait volontiers aux autres ses droits de citoyen et sa responsabilité/liberté, réduit à un *Homo Oeconomicus*, soumettant à l'évaluation constante les coûts et les bénéfices de son action et de son engagement dans les affaires publiques <sup>131</sup>.

Par ailleurs, les sociétés industrielles avancées entrent dans une phase hyper-technologique, marquée par l'essor inouï des sciences exactes, la découverte de l'énergie nucléaire et la banalisation de l'utilisation de produits chimiques dans tous les secteurs

---

<sup>129</sup> KANEV, Petar (2014). Les espaces publics alternatifs en Bulgarie. In. - ROUET, G. (dir.) *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Paris: Harmattan. .pp. 55-84.

<sup>130</sup> FROMM, Erich. (1978) [1976]. *Avoir ou être : un choix dont dépend l'avenir de l'homme*. Traduit de l'anglais par Théo Carlier. Paris : Laffont (Réponses). [Titre original : *To have or to be?*, édité chez Harper & Row, 1976].

<sup>131</sup> Selon la théorie économiciste du choix rationnel, développée par Mancur Olson et ses adeptes, et jouissant un certain temps d'un vif succès dans les analyses de l'action collective et des mobilisations citoyennes. Voir OLLSON, Mancur (1965), Op.cit.

économiques: l'agriculture, la pharmaceutique, l'industrie lourde, le secteur alimentaire, le textile, les services. La technologisation des sociétés fait accélérer l'artificialisation, l'industrialisation et l'urbanisation dont le rythme et les effets dépassent toutes les prévisions. Les conditions de vie nouvelles, notamment la concentration de hautes technologies dans tous les aspects et domaines de la vie urbaine, et les paysages futuristes et inimaginables jusqu'à peu dans les mégapoles (mais aussi à la campagne) modifient *les perceptions de l'environnement* de millions de gens. L'impact de ces innovations sur la nature et les modes de travail, les communications, le transport et la mobilité en général, sur la vie sociale dans les villes et à la campagne et sur les mœurs et coutumes des populations, est énorme et complexe; les effets secondaires, souvent pervers, n'apparaissent qu'en tant qu'*effet de cumul* deux décennies après, lorsque les résultats immédiats, souvent bénéfiques, auront été suivis de dégâts de toute sorte et quand les travers du progrès technologique et social se feront sentir par certains comme contraires au bien-être des individus et au progrès des communautés et des peuples. La bureaucratisation, l'expertisation, et la fragmentarisation des sociétés (et de la politique) riment avec la complexification excessive de la vie sociale, qui ne se soumet plus à aucune prévision simple et à aucune démarche calculable<sup>132</sup>. Le hors limite, la croissance sans bornes (croissance pour la croissance) et la vitesse exorbitante des changements valorisant l'éphémère au profit du durable, deviennent *norme culturelle*.

## 5. La nouvelle situation: de la complexification à la complexité

Trois caractéristiques de cette nouvelle situation méritent, à notre sens, d'être mises en exergue pour les fins de notre étude : **le caractère transversal** des changements, **leur vitesse** et **leur impact imprévu (et imprévisible)** sur l'environnement naturel et social :

- les changements sont multiples, simultanés et entrecroisés ; ils traversent toutes les sphères de la vie et concernent tous les types de rapports dans les sociétés : les rapports entre les hommes et les femmes, les jeunes et les adultes, les élites et „les gens ordinaires”, le public et le privé, les centres et les périphéries, la norme et le hors-norme, le conventionnel et le non conventionnel, la politique et la morale, la politique et la science, la science et l'éthique, l'Homme et son environnement et enfin - l'Homme et soi-même (ses besoins, désirs, attitudes et conduite) ;

---

<sup>132</sup> Voir Niklas LUHMANN. (1982). *The World Society as a Social System*. International Journal of General Systems, 8:3, 131-138. et FROMM, Erich (1974) [1968]. *The Revolution of Hope*. Toward a Humanized Technology. Harper & Row.

- les changements sont exclusivement brusques, *voire* brutaux et conduisent à des conséquences imprévisibles à petite et à grande échelle<sup>133</sup>. Au plan social, ils contribuent au déchirement de liens sociaux traditionnels et au déclin des identifications durables (communautaires, sociales, politiques), à la complication de la vie par les nouvelles technologies, la fragmentarisation des savoirs et des compétences et l'expertisation de la prise de décision<sup>134</sup>;

Au niveau psychologique ils conduisent à la frustration sociale et à une aliénation toujours plus grande entre les individus, à la suite de l'urbanisation et la mobilité (dans l'espace et dans le temps) érigée en modèle de conduite sociale et en garantie de succès. Au niveau des populations et des sociétés, l'exode rural et "la ruée vers les villes" d'un nombre toujours croissant de gens, conduisent au bouleversement de structures, institutions et autorités établies depuis des lustres, et l'avènement de la société de masse. A tous les niveaux, leurs effets révèlent l'incapacité d'adaptation de l'Individu, du groupe ou encore de la communauté, faute de temps et de ressources à réagir, en raison de l'accumulation sans cesse de nouveautés et d'innovations de toutes sortes.

- Les changements exercent un impact transformationnel considérable, l'on peut dire - révolutionnaire, sur l'environnement - les transformations brusques des milieux de vie consacrées par l'usage pendant des siècles, les gigantesques projets d'artificialisation du vivant et l'étalement des mégapoles, les pollutions chimiques (des océans, des sols, des cours d'eau), la disparition en chaîne d'espèces animales et végétales, commencent à transformer non seulement le cadre de vie, la santé et le bien-être matériel et moral des populations des sociétés avancées ; dorénavant sera mise en question l'état, la santé et la capacité de d'adaptation et de reproduction des écosystèmes planétaires et à terme - la survie de la civilisation humaine, voire de l'humanité.

Ce dernier aspect des changements est lié à un nouvel acteur : la société de consommation. La culture consumériste correspond à l'avènement du modèle productiviste qui rime avec la moyennisation des standards de vie, l'embourgeoisement de la classe ouvrière et la déclin des classes sociales traditionnelles, facteurs que nous avons mentionnés plus haut. Le triomphe de ce nouveau paradigme économique et culturel est un des facteurs majeurs qui façonne les attitudes et les comportements au sein des nouveaux mouvements. Cela est particulièrement visible au sein des mouvements écologistes, où ce facteur est dominant, mais

---

<sup>133</sup> Voir sur ce thème BAKER, Randall (2010). *Environment: Science, Policy and Value*. Paradigma, Sofia.

<sup>134</sup> LUHMANN, Niklas (1982). Op.cit.

aussi au sein des mouvements féminins et les mouvements contre-culturels, qui soumettent à une critique radicale le caractère déshumanisant, répressif et colonialiste du nouveau système-monde du consumérisme.

Le retentissement et les effets de tous ces phénomènes et processus sont suffisamment connus. Ce qui nous intéresse plus particulièrement est le rôle de cette *Nouvelle situation* pour "la nouveauté" des mouvements sociaux.

## **6. La nouvelle situation et les nouveaux mouvements. Mouvements identitaires, mouvements post-idéologiques**

« Les nouveaux mouvements font illustrer une *autre manière de penser les phénomènes sociaux et politique*, qui les distingue des anciens mouvements. Dans ces mouvements l'individu (il ou elle) cherche à s'auto-définir; et l'action au sein du mouvement est une combinaison complexe de confirmations individuelles et collectives d'identité. » (Alberto Melucci)

Les nouveaux mouvements possédant quelques caractéristiques communes. Ces caractéristiques, prises dans leur ensemble, font légitimer leur nouveauté par rapport aux "anciens". Elles conditionnent également leurs contradictions inhérentes, leur diversité et leur vulnérabilité.

–**Premièrement**, les nouveaux mouvements naissent dans un contexte (culturel et structurel) qualitativement nouveau : celui des sociétés industrielles avancées d'après-guerre et des États-providence respectifs.

–**Deuxièmement**, les revendications sont portées par des groupes sociaux à contours mal précis qui ne se réduisent plus aux divisions sociales et aux clivages traditionnels (de classe, d'origine, de catégorie professionnelle, d'affiliation politique). Pour cette raison, ils peuvent être qualifiés comme *transversaux*.

–**Troisièmement**, les nouveaux mouvements se reconnaissent dans la diversité des enjeux et la multiplicité des formes d'expression publique, revendications et organisations. Cela est dû tant aux différents contextes historiques, géographiques et culturels où ils apparaissent qu'à l'aspiration identitaire et libertaire qui guide leur constitution et détermine leur orientation.

–**Quatrièmement**. A la différence de leurs aînés, ils sont moins idéologisés, ou ils sont *autrement* idéologisés. Au lieu d'aspirer à bâtir de nouveaux lendemains qui chantent, ils

contribuent à la ré-humanisation et la concrétisation de l'action collective. Comme le notent Kuecheler et Dalton:

The new movements do not fallow some grandiose plan for a better society; they do not adhere to some Marxist (or any other vision)... The absence of a strict doctrine may suggest that we could call these movements "post-ideological" "... "Post-ideological" indicates the absence of strict doctrine and hierarchical organization rather than a lack of shared beliefs, the absence of an ideological bond. They (...) advocate a "new social paradigm" which (...) offers a humanistic critique of the prevailing system and the dominant culture ... and a resolve to fight for a better world *here and now* with little, if any inclination to escape in some spiritual refuge. <sup>135</sup>

Or, les nouveaux mouvements, quoique spécifiques quant au contexte de leur émergence, leurs revendications, et les groupes sociaux qui les font bouger – femmes aspirant à se libérer ou à devenir égales des hommes, jeunes s'opposant à la répression des adultes, défenseurs des paysages locaux, d'espèces menacés d'extinction ou d'un milieu de vie plus humain, groupes ethniques, minorités culturelles, communautés régionales - sont réellement interconnectés et interdépendants, *se conditionnant et se renforçant mutuellement*. Comme le dit le sociologue Serge Dufoulon : « *C'est effectivement, alors qu'apparaît une nouvelle représentation de la relation Homme-Nature qui s'exprimera dans une mise en gestion et en comptabilité de l'environnement (...) que la révolution féministe battra son plein* <sup>136</sup>. »

La raison réside dans le fait que dans un sens large, ils sont tous *des mouvements d'émancipation* (dans l'acception étymologique du terme) *culturelle* de tutelles de toute sorte – mouvements pour libération et reconnaissance des femmes et de la Femme, mouvements d'autonomie des minorités culturelles, ethniques ou encore sexuelles, des régions, des étudiants, mais aussi mouvements d'indépendance et d'auto-détermination politique et culturelle des pays du tiers monde. Ceci dit, ce sont des acteurs qui revendiquent l'acquisition (ou la reconnaissance publique) non seulement de droits (civiques, politiques, économiques), mais aussi des droits de Cité de leur identité culturelle unique. En bref, ils revendiquent le droit d'*être égal* (les femmes - aux hommes, les animaux – aux humains, des minorités – à la majorité) tout en préservant leur différences substantielles, *leur altérité*.

---

<sup>135</sup> KUECHELER, Manfred, DALTON, Ronald J. (1990). *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge: Oxford University Press, 280-281.

<sup>136</sup> DUFOULON, Serge (2009). Développement durable: analyse sociologique de la domestication de l'environnement. In : Claude Martin et Jaroslav Kita (dir.) *Les défis du développement durable: politiques industrielles et commerciales dans l'Union européenne*. Travaux scientifiques du Réseau PGV, Université de Grenoble, 4.



**La question de l'Autre** qui marque un des tournants décisifs dans les sciences de l'Homme et des sociétés du XXe siècle<sup>137</sup> - cette « conquête de l'Amérique », pour reprendre la métaphore de Tzvetan Todorov<sup>138</sup>, qui fait reconnaître l'Autre comme même *et* différent - est cruciale pour la compréhension de la logique de fonctionnement, propre à ces nouveaux acteurs sociaux. Cette nouvelle approche à la vie sociale fait de la diversité des formes et des revendications une *valeur en soi*, là où auparavant il y avait aspiration à joindre la norme, à s'intégrer, à devenir «le même». L'on peut dire que si les mouvements pour droits civiques et politiques d'autrefois luttaient pour être représentés dans le système politique et acquérir *les mêmes* privilèges sociaux et politiques que l'aristocratie, et les mouvements ouvriers et syndicaux - pour acquérir *les mêmes* salaires, status et prestige que la bourgeoisie, les nouveaux mouvements militent à se faire accepter *par* et *dans* la société, avec leur altérité<sup>139</sup>

Par ailleurs, et en raison notamment de leur diversité constitutive, les nouveaux mouvements ont **un caractère paradoxal**. En quoi consiste-t-il ?

## 7. Les paradoxes des nouveaux mouvements

**En premier lieu**, ces mouvements sont *modernes et parallèlement à cela, ils s'opposent à la modernité*. Ils défendent et élargissent le principe libéral moderne des droits de l'Homme en le concrétisant dans des contextes très divers, mais exigent que ces droits soient élargis aussi, à des non-humains et refusent l'anthropocentrisme propre à la première modernité, comme c'est le cas des mouvements écologiques; ils réclament l'égalité sociale des sexes et la libération culturelle de la Femme mais refusent la séparation entre public et privé, consacrée par la modernité et font des relations dans le couple et en famille des questions politiques, comme dans le cas des mouvements féminins. Ils combinent aussi, des formes pré-modernes et postmodernes d'action, afin de contrôler et de juger le pouvoir et ses instances<sup>140</sup>

Dans la même optique, ils sont **en second lieu progressistes** car orientés vers le changement et le progrès social, *et en même temps agissent souvent comme anti-progressistes, voire conservateurs*, car ils s'attaquent, comme c'est le cas des mouvements écologistes,

---

<sup>137</sup> Nous nous contenterons de mentionner ici les travaux de Jacques Lacan et sa psychanalyse, profondément marquée par les idées et oeuvre du mouvement surréaliste, surtout d'André Breton ainsi que l'apport de l'anthropologie et des études de terrain des cultures locales, d'auteurs tels Claude Lévy - Strauss en France, Margareth Mead, Ruth Benedict, Clifford Geertz et Bronislaw Malinovsky aux États-Unis. S'y ajoute la contribution de biologistes et éthologues tels Jane Goodall qui ont travaillé à étudier et révéler l'Altérité de nos confrères génétiquement les plus proches – les singes.

<sup>138</sup> TODOROV, Tzvetan (1982). *La conquête de l'Amérique. La Question de l'Autre*, Paris: Le Seuil.

<sup>139</sup> MELLUCI, Alberto (1989). *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs*. London : Hutchinson Radius.

<sup>140</sup> Voir sur ce sujet l'analyse de Pierr Rosenvallon, In. - ROSENVALLON, Pierre (2006) *La contre-démocratie*, Op.cit.

régionalistes ou autogestionnaires, à des valeurs, des institutions et des pratiques considérées comme l'émanation du progrès par le *mainstream* et le statu quo (le modèle de croissance sans bornes, le culte technologique, le progrès scientifique comme remède à tous les maux, la société de consommation, la démocratie délégative, l'Etat national et l'identité fondée sur l'appartenance nationale, pour ne citer que les plus importants).

**En troisième lieu**, ils sont *contestataires et en même temps - affirmatifs*: ils contestent continuellement les formes d'organisation, d'action et de communication sociale établies, les institutions sociales et politiques et la culture dominante, tout en créant de nouvelles formes et pratiques de vivre ensemble.

**Un quatrième trait** : Considérés au début comme des *mobilisations de gens éduqués, socialement et politiquement compétents* et pour cette double raison – plus *critiques* envers les gouvernants, mais aussi plus enclins d'exercer une influence sur les institutions du pouvoir, représentant d'une classe moyenne en expansion pendant les années 1960-1980, dans les décennies suivantes ils vont déjà inclure des représentants de strates sociales marginalisées ou situées au bas de l'échelle sociale (mouvement des femmes des banlieues des villes mexicaines réclamant de l'eau potable en accès libre; mouvement des populations autochtones en Amérique du Nord pour reconnaissance culturelle et droits politiques; mouvements des agriculteurs dépayés en Afrique et des sans-terre au Brésil<sup>141</sup>.)

Bref, ils sont **paradoxaux et complexes**, traversés par les contradictions et marqués par les défauts inhérents des sociétés contemporaines – atomisation sociale, aliénation culturelle, fragilité des organisations de la vie collective et vulnérabilité des rapports au sein des nouvelles communautés. Ils sont le produit de la fragmentation de la vie et de la Ville (la Cité), tiraillée entre public et privé, émotionnel et rationnel, Culture et Nature, séparés comme des vases “non communicants” – résultat de changements brusques déchirant d'une façon brutale le tissu social, et de l'insatisfaction généralisée concernant toutes les sphères et tous les aspects de la vie (sphère politique et décisionnelle, réalisation professionnelle et sociale, relations en famille, rapports intimes, statut social et économique, etc.)

## **8. Les nouveaux mouvements sociaux en évolution : le retour du citoyen. Les “nouveaux” nouveaux mouvements sociaux et les mouvements (de) citoyens**

---

<sup>141</sup> Cela pourrait être expliqué probablement comme effet de cumul de l'alphabétisation et la banalisation des études dans les pays émergents et du tiers monde, mais c'est sans doute lié aussi à des facteurs locaux spécifiques.

« Les mouvements sociaux des années 70 ne sont plus "nouveaux". Désormais, il ne suffit plus d'expliquer leur émergence, mais leur permanence. Alors que naguère on ne pouvait que devenir éco- citoyen, de plus en plus on naît avec ce système de valeurs<sup>142</sup>. » (Jean-Paul Bozonnet)

Malgré les effets souvent mitigés, ces mouvements ont apporté des changements significatifs au sein de leurs sociétés, et persistent aujourd'hui sous des formes et amalgames nouveaux. Les *nouveaux* nouveaux mouvements<sup>143</sup> ont apparu au moment où les sciences sociales, notamment les études sur l'actions collective constataient (un peu trop vite) le déclin de ceux -ci et leur mutation en mobilisations éphémères, privées de structures organisationnelles stables, de capacité et même d'ambition de changement social substantiel.

Les mouvements des citoyens dissidents dans les pays totalitaires des années 1980 ont pour un certain moment comblé le vide ouvert par la „disparition” de la scène sociopolitique des mouvements sociaux à l'Occident, institutionnalisés sous la forme de partis politiques ou politiques publiques, ou bien ayant perdu leur importance de moteurs et promoteurs du changement, en raison de l'intégration progressive de leurs demandes dans le système (parité politique des femmes, la question environnementale partiellement intégrée dans l'agenda politique international et dans la politique nationale de la plupart des pays, acquisition et élargissement des droits des minorités culturelles, décentralisation et dévolution de pouvoirs aux régions et aux collectivités territoriales dans le cadre de certains États, etc.)

Or dans les années 1990 nous avons assisté également à une résurgence des mouvements sociaux contestataires en Europe occidentale : mouvements de solidarité avec les sans-papiers ou des sans-logis en France ou en Belgique, mouvements contre la suppression d'emplois, campagnes de paysans contre les OGM, initiatives transnationales citoyennes pour une répartition plus juste et équitable des revenus, ont accompagné la résurgence des mouvements écologistes, les luttes de (ré)intégration et de reconnaissance sociale de la diversité : les mouvements de défense des droits des “oubliés” de la société (personnes âgées ou handicapées), des étrangers et des étranges (les émigrés), des différents (homosexuels notamment), des nouveaux marginaux (formant des tribus urbains et signant leur différence en taguant les murs par des graffiti) et des «dangereux » (skinheads, sectaires, hooligans ou délinquants, s'inscrivant dans une tradition de comportement urbain villonesque)<sup>144</sup>. Leurs revendications sont marquées par le retrait de l'État providence et l'implantation du modèle

---

<sup>142</sup> BOZONNET, Jean- Paul (2009). *Sociologie de l'environnement. Écologie et socialisation*. URL: <<http://bozonnet.googlepages.com/sociologiedel'environnement2>> . (12.05.2010).

<sup>143</sup> Voir DELCOURT, Laurent, Bertrand DUTERME et Aurélie LEROY (2009). *Mondialisation, Gagnants et perdants*. Charleroi: Couleurs livres.

<sup>144</sup> Voir à ce propos BAJOIT, Guy (2005). *Le changement social*, Op.cit.

néolibéral de “démocratie marchande” ayant causé un énorme malaise social en terme de justice et d'égalité, mais aussi de dignité individuelle. Le retour du vocable „citoyen“ au sein des mouvements, est un effet logique de ces transformations qui interpellent à repenser les notions mêmes de politique, de démocratie et de citoyenneté dans leur rapport à la *res publica*. mise ne question par la logique de l'ultra-libéralisme.

Les nouveaux mouvements attestent de l'**union de revendications considérées naguère comme opposées** : égalité des chances et liberté d'expression, justice sociale et liberté économique (opposées à la monopolisation des biens par les multinationales), bien-être collectif et succès individuel, poursuite du bonheur personnel et solidarité dans les revendications pour une qualité de vie accessible à tout le monde.

Ils véhiculent tous *l'esprit politique contradictoire de leur temps* : ils sont souvent libertaires et même anarchistes mais prônent aussi la nécessité urgente d'une structure politique en phase de la nouvelle situation afin de garantir la justice sociale et économique; ils exigent un État fort; un nouveau *Welfare State*<sup>145</sup>, fondé sur la décentralisation du pouvoir et la participation réelle et plus directe des citoyens dans les processus décisionnels; ils défendent la libre initiative mais encadrée par des règles pour tous les acteurs et critiquent le paradigme idéologique néolibéral qui sacrifie à l'autel de la performance individuelle et de l'efficacité managériale, l'équité économique et l'action sociale fondée sur la solidarité.

## **9. Les nouveaux mouvements au début du nouveau millénaire. La mouvance altermondialiste et la société civile planétaire**

Or, leur nouveauté la plus apparente dans les deux dernières décennies est *la transnationalisation des revendications*<sup>146</sup>, l'union d'acteurs divers et le caractère globalisateur des mouvements réunis en réseau sous le label de l'altermondialisme.

Cette nouvelle formule, faisant incorporer et collaborer mouvements écologiques et féminins, unions de paysans et agriculteurs du Sud et ONG du Nord, organismes caritatifs et

---

<sup>145</sup> Comme le note Alain Touraine : „ ... il est possible de dire qu'après une longue décennie qui a été dominée par les idéologies capitalistes les plus extrêmes, il faut donner la priorité à la reconnaissance des droits du sujet, car c'est seulement une telle reconnaissance qui permettra la reconstruction d'un nouveau Welfare State. Nous pouvons comparer notre situation à celle de la fin du XIXe siècle, quand, après une longue période de capitalisme déchaîné, la croissance du mouvement ouvrier conduisit à la création de lois sociales et de capacités de négociation collective, sans pour autant porter atteinte aux forces positives qui se manifestaient dans une vie économique ouverte. TOURAINE, Alain (2002). « Y a-t-il des valeurs naturelles ? », *Revue du MAUSS* 1/2002 (no19), p.65-72. URL: <[www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-1-page-65.htm](http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-1-page-65.htm)>.

<sup>146</sup> TARROW, Sydney (2005). *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.

groupes libertaires et anarchistes, courants de renouveau religieux et vieux syndicats, organisations d'expertise citoyenne et *think-tank* œuvrant pour la mise en place d'un système financier et de taxation des revenus qui réduirait les inégalités frappantes au sein des populations (ATTAC): Elle témoigne d'une part, des origines communes de ceux-ci et de leur continuité, et tend à embrasser la diversité consubstantielle des mouvements dans **une nouvelle synthèse de solidarité transnationale à l'échelle planétaire**, où les divisions entre „anciens” et „nouveaux” mouvements sont à leur tour dépassés et courent le risque de devenir obsolètes<sup>147</sup>. D'autre part, cette évolution atteste de la vigueur de ces mouvements et de leur capacité à s'adapter aux nouveaux enjeux en apportant des solutions. Leur revendication majeure n'est pas d'arrêter les processus de mondialisation mais de mettre en place une mondialisation à visage humaine ; leur aspiration commune est de faire bâtir « un autre monde mais qui est dans celui-ci », lequel, de son côté, serait impossible sans une société civile planétaire, avant-garde de l'émancipation des citoyens du monde entier qui sont déjà par nécessité des “citoyens du monde”.

Il est nécessaire de mettre en avant encore **quelques aspects spécifiques des nouveaux mouvements**, qui caractérisent leur évolution dans le contexte de mondialisation. Ils sont visibles encore dans la période précédente mais accusent leurs traits au début du nouveau millénaire :

a) Ils sont des *mouvements ad hoc*, souvent locaux et qui valorisent l'autonomie individuelle et collective - ils émergent spontanément, et évoluent au sein de formations auto-générées, qui défendent leur authenticité et leur différence par rapport aux vieilles organisations sociopolitiques (partis politiques, syndicats, clubs, associations, ONG). Cette autonomie est considérée comme émancipatrice mais également, comme souligne Camille Goirand, elle atteste de « la méfiance des acteurs des mobilisations vis-à-vis des corporatismes d'État, des populismes et, plus largement, vis-à-vis de toute tentative « d'instrumentalisation<sup>148</sup>. ». Pour les organisations du mouvement social l'autonomie n'est pas seulement une stratégie mais aussi une valeur en soi. Souvent hostiles aux organisations traditionnelles de mobilisation, les mouvements associatifs ont valorisé encore depuis les années 1960 les organisations présentées comme « communautaires. » : or la nouveauté des communautés de ce type se fonde sur **la reconnaissance de la spécificité individuelle des participants** ;

b) dans la même logique, qui est une logique de valeurs, ils préfèrent **les formes d'expression, d'organisation et d'action non-conventionnelles**. Ainsi, se distancient-ils des

<sup>147</sup> FOUGIER, Eddy (2004). *Altermondialisme: le nouveau mouvement d'émancipation?*, Op.cit.

<sup>148</sup> GOIRAND, Camille (2010). Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. In. - *Revue française de science politique* 3/2010 (Vol. 60), 445-466.

modes conventionnels, hiérarchiques et fortement structurés, en optant suivant la définition de Sidney Tarrow, pour un nouveau «répertoire d'action» et d'organisation, fondé essentiellement sur l'informel, la constitution «par en bas» sous la forme de réseaux, et le rejet de la soumission propre aux institutions officielles et aux organisations traditionnelles ;

c) troisième caractéristique: Ils sont **inclusifs**, réunissant des militants et associations à profils idéologique et organisationnel souvent assez hétéroclites ;

d) de là découle une quatrième spécificité : les nouveaux mouvements sont *ouverts* – ils possèdent une structure dynamique et acceptante, par opposition aux structures traditionnelles fermées, conservatrices ou élitistes des partis, clubs et associations ;

e) **Ils négligent souvent les frontières des États nationaux**: émergeant souvent comme des mouvements locaux, comme mobilisations de citoyens à portée réduite et visée concrète, ils transcendent le niveau national et intègrent des réseaux transnationaux, voire transcontinentaux de citoyens confrontés à un même enjeu: environnemental, social ou autre.

Le rôle de la révolution numérique, notamment d'Internet et des plate-formes sociales, est indéniable. L'émergence du «citoyen connecté », pour reprendre la formule de Manuel Castels<sup>149</sup>, contribue sans doute non seulement à *la nouvelle technologie* de création de réseaux citoyens mais développe aussi une nouvelle culture de communication et d'interaction qui impacte sur le processus décisionnel, et peut produire des changements inattendus, à toutes les échelles – locale, nationale et transnationale, en utilisant une ressource financière et humaine très modeste de point de vue quantitatif. En attestent des réseaux mondiaux de citoyens tels que *Avaaz*, lancée par un groupe de citoyens d'Europe, qui réussit à attirer via des pétitions électroniques le support de citoyens en Europe et au-delà afin de lancer des campagnes humanitaires (la situation des citoyens souffrants en Syrie) ou encore des initiatives législatives à un niveau supranational. Un exemple récent en est la campagne de *Avaaz* visant l'adoption d'une législation au niveau communautaire qui traiterait le génocide écologique (l'écocide) comme tout autre forme de génocide – à savoir – comme crime contre l'humanité<sup>150</sup>.

Pour conclure, les « nouveaux » nouveaux mouvements **interpellent la société dans son ensemble**. Les mobilisations utilisent une diversité de thématiques, ressources et formes d'action et d'expression car ils concernent la société et les individus dans leur pluralité originelle et tentent à canaliser l'énergie *de* plus d'un milieu. Ainsi, ils échappent à être réduits à des étiquettes : lobbies catégoriels, minorités actives de militants éclairés, mobilisations de gens frustrés ou bien clubs d'experts. Comme écrit Bernard Dréano :

---

<sup>149</sup> CASTELS, Manuel (1998). *La société en réseaux*. Paris : Fayard.

<sup>150</sup> Consultables sur le site Internet de Avaaz <<http://www.avaaz.org/en/highlights.php>>.

« (...) ils semblent proposer une conception et une pratique démocratique qui les différencient sensiblement des formes d'organisation plus traditionnelles; si ces dernières défendent les intérêts des bases qu'elles représentent, et aspirent à l'unité, les premiers se donnent comme objectif l'interpellation et la mobilisation *de la société et tendent à la diversité.* »<sup>151</sup>

Qui plus est, dans la nouvelle situation du début du XXI<sup>e</sup> s. ils se veulent globalisateurs, anti-monopolistes et anti-impérialistes. Ils émergent de plus en plus souvent dans les pays du Sud, et les pays sous-développés, parallèlement ou indépendamment de leurs confrères du Nord. Les forums sociaux mondiaux annuels, tenus en Amérique du Sud, en Asie en Afrique, depuis déjà quinze ans, en sont une preuve éloquente. Leur rôle en tant que nouveaux acteurs de la politique internationale mérite d'être examiné de plus près. Lors de ces événements innovants sont discutés des projets de développement des sociétés qui dessinent des voies possibles et des solutions communes, socialement et écologiquement responsables, concernant la défense du bien commun à un niveau planétaire et la nécessité d'adaptation des sociétés<sup>152</sup> face à l'approfondissement du fossé séparant les pays riches des pays pauvres, le gaspillage des ressources naturelles et l'impuissance d'un système de relations internationales, fondé sur des principes et des organisations déjà obsolètes, à traiter de ces défis nouveaux. Ils revendiquent la resocialisation de la politique et la re-politisation de l'économie : celle-ci doit suivre les priorités politiques.

Car ils sont **enfin**, des acteurs sociaux de nos sociétés contemporaines en crise profonde, tiraillés sans cesse entre des extrêmes, torturés par les changements brusques et imprévus : ils sont soumis aux mêmes cataclysmes naturels, financiers et politiques, mais aussi éthiques, déjà mondialisés, qui bouleversent tout le système. Pour cette même raison, ils reproduisent souvent les caractéristiques de la crise et peuvent mener tant à des solutions génératrices d'espoir qui indiquent des issues communes possibles, qu'à de nouveaux projets totalisants (nouveaux lendemains qui chantent) ou à des états de frustration pathologique. Ils peuvent approfondir les conflits sociaux et politiques existants et ouvrir de nouveaux fossés susceptibles de créer du désordre à un niveau systémique inconnu jusqu'à présent. Comme le dit Edgar Morin:

« (...) Les crises favorisent les interrogations, stimulent les prises de conscience, les recherches de solutions nouvelles, et dans ce sens aident les forces génératives (créatrices) et

---

<sup>151</sup> DREANO, Bernard (1995). Les mouvements de citoyens œuvrent-ils pour le développement de la démocratie?, In: - *Développer par la démocratie. Injonctions occidentales et exigences planétaires*. Mappa, S. (dir.). Paris : Karthala, p. 62.

<sup>152</sup> ForumSocialMondialdePortoAlegre.URL:  
.<[http://www2.portoalegre.rs.gov.br/fsm2013\\_ing/default.php?p\\_secao=4](http://www2.portoalegre.rs.gov.br/fsm2013_ing/default.php?p_secao=4)>.

régénératrices sommeillant dans l'être individuel comme dans l'être social. Mais en même temps les crises favorisent les solutions névrotiques ou pathologiques, c'est à dire la désignation, la persécution, voire l'immolation d'un bouc émissaire (individu, groupe, classe, ethnie, race), la recherche de solutions imaginaires ou chimériques. »<sup>153</sup>

## 10. Conclusion

Les notions de nouveaux mouvements sociaux (NMS) et plus récemment, de “nouveaux” nouveaux mouvements sociaux ou mouvements de citoyens, ont été utilisé pour exprimer les caractéristiques de l'intervention revendicative et du militantisme dans les sociétés démocratiques contemporaines. On a vu ces mouvements comme le cœur et le centre de la contestation de la domination/exploitation et de la volonté d'élargissement des champs de libertés. Or, s'il est déjà clair que “la nouveauté” des mouvements ne réside pas dans leur aspiration de changement social et politique – c'était aussi le mobile des vieux mouvements; il est possible cependant d'affirmer que *la nature* du changement revendiqué est nouvelle. Elle est liée à *la nouvelle situation* décrite plus haut. Les nouveaux mouvements, tout comme les vieux, dessinent des modèles alternatifs de société. Mais si les vieux tendent à une transformation des structures et valeurs établies pour s'intégrer dans le système ou exercer le pouvoir, et dans un sens large - pour assimiler la diversité originelle de la société dans l'unicité de l'idéal (pour les mouvement ouvrier et socialiste - société sans classes où le cas échéant - acquisition des mêmes droits et prérogatives économiques pour la classe ouvrière; société sans privilèges pour le mouvement bourgeois ou acquisition des mêmes privilèges que celles de l'aristocratie), les nouveaux, tout en contribuant à transformer la société et le système politique, tiennent à leur autonomie et aspirent à la reconnaissance publique de leur Alterité.

Ils désirent aussi à transformer la société d'une manière radicale mais leur radicalisme est pacifiste, leur révolution est silencieuse et le changement auquel ils aspirent (et qu'ils provoquent) repose plus sur les petites révolutions quotidiennes, et sur le changement des conduites *bottom-up*, de bas en haut. De plus, les mouvements altermondialistes déclarent leur ambition de proposer *une alternative* à visage humain de la mondialisation mais qui n'est pas en rupture avec le précédent et ne se fonde plus sur le modèle de la guillotine : « *Un autre monde est possible mais il est dans celui-ci!* », annonce leur slogan reprenant le vers du poète surréaliste Paul Eluard.



Sans qu'il puisse être question de traiter en détail de la vaste problématique des nouveaux mouvements en tant que tels, il convient néanmoins de préciser pour notre propos le sens des rapports de ces mouvements au nouvel individu, qui va nous aider ensuite à définir les rapports de ceux-ci avec la nouvelle culture et la nouvelle politique.

Le rôle du nouvel individu dans la Nouvelle situation qui est crucial pour la compréhension de la nouveauté des mouvements. Si l'émancipation continue à être le fil rouge qui lie les mouvements sociaux, l'on peut affirmer que celle-ci passe déjà *par* l'individu. Les conflits qui opposaient autrefois les classes et les pays, ont pénétré les individus, les personnalités : les lignes de démarcations extérieures sont désormais de plus en plus souvent vécues et intériorisées comme partie intégrante du 'paysage intérieur' des hommes et des femmes des sociétés contemporaines.

Et c'est ici que réside une nouveauté vraiment nouvelle : *la nature de la liberté et de l'émancipation* à laquelle ils aspirent. Erich Fromm, réfléchissant sur les conditions d'existence d'un individu et d'une société à orientation *biophile*, orientés vers la vie, définit dans son ouvrage "Le cœur de l'Homme" deux sortes de liberté : liberté *de* (quelqu'un ou quelque chose) et liberté *pour* (dirigée vers la réalisation d'une liberté inexistante jusqu'à présent, liberté de bâtir, de découvrir, d'innover), liberté négative et liberté positive<sup>154</sup>

L'émergence, la constitution et les particularités des nouveaux mouvements sont profondément influencés par l'avènement et les spécificités de la culture contemporaine de l'individualisme, qui, ayant dépassée le stade de la "liberté de", serait guidée de plus en plus par une "liberté pour", ce qui explique le rôle fondamental du nouvel individu pour la compréhension des nouveaux mouvements.

Le chapitre suivant va se focaliser sur quelques traits spécifiques de cet nouvel Individu-Sujet, à impact indéniable sur la nouvelle culture et la "nouvelle politique".

## V. Le nouvel individu. Entre l'individualisme et un nouvel humanisme

---

« Des réseaux de groupements on est passé à des réseaux d'individus (...) Ce nouveau modèle correspondrait à *la fois* à une transformation du cadre du débat public dans son rapport au politique et à une modification de *la problématique de l'individu* dans la société. » (Jacques Ion)

### 1. L'individualisme est un humanisme. Partir de l'individu, objet *et* sujet

Les sciences sociales et humaines des dernières décennies manifestent un intérêt prononcé pour les caractéristiques et le rôle de l'individu contemporain, dans sa qualité de sujet *et* objet du changement social. Maintes études en philosophie, histoire, sociologie, anthropologie et politologie traitant notamment du rapport entre action individuelle et action collective, attestent de l'émergence de nouveaux besoins, de nouvelles représentations et attentes au niveau de l'individu qui affectent sa vision générale du monde, dont son environnement naturel et social, et s'affichent jusqu'à ses rapports aux sujets existentiels tels que ses relations avec les autres individus, ses proches et soi-même, dont son propre corps, la mort – sa propre mort et celle des autres<sup>155</sup>, le temps (temps historique et temps existentiel), l'espace, la direction et le sens de sa vie et de *la Vie*. S'appuyant sur des courants rénovateurs en sociologie et anthropologie, portés par des auteurs comme Jürgen Habermas, Alain Touraine ou Anthony Giddens, elles (ré) valorisent l'idée d'un individu-institution, présente encore dans le projet de la modernité classique, et introduisent des concepts nouveaux, comme ceux de transaction biographique (Claude Dubart), d'égo (Jean-Claude Kaufmann) ou d'expérience (François Dubet).

En 2005 le sociologue François de Singly fit publier un livre dont le titre évocateur en résume le mieux le pathos de ce courant d'idées et de pensée: « L'individualisme est un humanisme »<sup>156</sup>. L'idée principale est que malgré la décomposition et le brouillage des identités collectives d'autrefois, l'appartenance n'est pas supprimée dans la société moderne ; elle est transformée, idéalement, en une appartenance choisie et si possible réversible. L'idéal

---

<sup>155</sup> Voir à ce sujet l'ouvrage du philosophe Michel Serre *Hominiscence* dans lequel il réfléchit sur les conséquences du changement majeur dans notre rapport au temps et à la mort, qui à partir de la seconde moitié du XXe siècle ne cesse de redéfinir ce qu'est l'humain et continue l'hominisation par un phénomène que l'auteur appelle Hominiscence. SERRES, Michel (2001). *Hominiscence*, Paris : Éditions Le Pommier.

<sup>156</sup> De SINGLY, François (2005). *L'individualisme est un humanisme*. La Tour d'Algues, Editions de l'Aube.

est de vivre « avec » sans pour autant subir les contraintes d'une vie communautaire (...). La cohésion sociale n'est donc pas mise à mal par la modernité. "Le sujet moderne balance entre l'engagement et le désengagement, entre l'attachement et le détachement".

Cette évolution est conditionnée par celle, plus générale, des références culturelles qui marquent notre époque : la place et le rôle de l'individu devient centrale, non seulement dans la pensée et les travaux des sciences de l'Homme, mais dans toutes les institutions sociales et politiques (famille, école, entreprise, mais aussi dans les partis politiques, ou encore les mouvements sociaux). Dans le domaine politique, en atteste, par exemple, le succès du vote majoritaire et l'introduction progressive dans les systèmes législatifs des pays européens du vote préférentiel ; deux phénomènes indiquant le rôle grandissant de la personnalité dans le processus politique, au dépens des structures (la personnalité du candidat pour les élections et la personnalité de l'électeur).

Les nouveaux mouvements sociaux s'avèrent en effet un des milieux privilégiés où ce nouvel individu est appelé à faire ses preuves. Là, il apparaît de plus en plus souvent comme Acteur - *porteur et vecteur* d'une culture de l'autonomie (individuelle et collective), de la recherche d'une identité unique (envisagé comme une nécessité intrinsèque) et de reconnaissance de la dignité humaine (qui lie l'exigence de liberté individuelle avec le besoin de justice sociale fondée sur l'équité) en tant qu'éléments constitutifs d'une vie *authentiquement humaine*. Cette nouvelle culture de l'Individu repose sur une synthèse de tendances opposées, qui tend à réconcilier des valeurs considérées naguère comme incompatibles et à assouvir des besoins psychologiques, sociaux, politiques, perçus comme fondamentaux, voir vitaux, pour les individus des sociétés contemporaines.

Dans la sphère du politique, le nouvel individu apparaît comme un citoyen critique, aspirant à devenir le sujet de sa propre vie mais échouant souvent à en restituer la direction et le sens. Il s'en ensuit que la visée, les demandes, les formes, les défis et les limites de la „nouvelle politique” qu'il véhicule, sont consubstantiels avec ses propres visées, buts et aspirations, ses rêves, émotions et convictions, la singularité de ses rapports dynamiques avec soi-même, les autres et le monde.

Par ailleurs, l'évolution anthropologique, qui au cours des derniers siècles se traduit par une individualisation toujours croissante de nos sociétés, a en même temps **fait réactiver les processus de solidarisation** qui se traduisent par une recherche de nouvelles modalités de vivre ensemble ; elle a abouti à la nécessité d'une *révolution anthropologique*, pour reprendre la formule d'Edgar Morin, qui, face à la crise de civilisation que nous tous traversons, oblige

les sociétés humaines et les individus, à accepter une « communauté de destin », dont les dimensions sont déjà planétaires<sup>157</sup>.

## 2. Les mutations anthropologiques de la troisième modernité

« Nous vivons une transformation anthropologique qui recompose l'esthétique, la morale, la politique, la violence, la cognition et l'être au monde. » (Michel Serres)

Si la première modernité était celle de la raison et de la maîtrise de la nature, la seconde, à partir du début des années 1960, a bouleversé les mœurs et les sociétés, en exacerbant les contradictions intrinsèques de la première. Celle que nous connaissons aujourd'hui et que certains auteurs proposent d'appeler "troisième modernité" réinvente l'individu et l'identité. Comme le rappelle le sociologue Serge Guérin :

« En effet, la « complexité » est de retour. Nous sommes entrés dans l'ère de la modernité évolutive où ni les savoirs, ni les identités, ni les statuts, ni les rôles ne sont définitivement acquis ou obligatoirement figés. [...] La question de l'identité, ou plus exactement de *la pluralité des identités* que chacun est amené à tenir, est au centre de la problématique sociale<sup>158</sup>. »

Olivier Bobineau définit huit mutations anthropologiques décisives qui caractérisent l'individu moderne de la fin du XXe et du début du XXIe siècle et qui sont en rapport avec cette réinvention de l'individu - le rapport à soi, à son corps, aux autres, aux choses, à l'espace, au temps<sup>159</sup>, aux idées et aux valeurs et le rapport à la transcendance et au salut<sup>160</sup>. Elle serait liée à trois crises majeures qui secouent nos sociétés à partir du début des années 1980 : la crise économique, la crise sociopolitique et la crise religieuse-identitaire. S'y

---

<sup>157</sup> MORIN, Edgar (2012). *Edgar Morin et la communauté de destin : un rôle à jouer*. Site de l'organisation Humanité unie; URL < <http://www.humaniteunie.org/1/post/2012/12/december-10th-2012.html> > (03.05.2014).

<sup>158</sup> GUERIN, Serge (2011). *La troisième modernité est arrivée. De l'État providence à l'État accompagnant*. In - Site de Emploiparlonsnet.fr <<http://www.emploiparlonsnet.org/figures-libres/la-troisieme-modernite-est-arrivee>>, 03.05.2014. (Référence est faite avec le livre de l'auteur *De l'État providence à l'État accompagnant*, Paris, Michalon, 2011.)

<sup>159</sup> L'individu contemporain est exposé aux dérives et aux menaces d'une nouvelle donne – l'accélération du temps et la désagrégation temporelle des systèmes fonctionnels (tout système évoluant à son temps propre), une idée introduite dans la sociologie par Niklas Luhmann. Voir Harmut ROSA (2010). *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris : La Découverte. Cf. notamment pp. 72-73, 100-102, 228-236.

<sup>160</sup> BOBINEAU, Olivier (2011). *La troisième modernité, ou « l'individualisme confinitaire*, *Sociologie S* [En ligne]. Théories et recherches, mis en ligne le 06 juillet 2011. URL : <<http://sociologies.revues.org/3536>> (03.05.2013).

ajoutent les effets de la crise environnementale déjà perçue comme crise globale, qui est aussi crise du rapport de l'Homme à un environnement naturel de plus en plus hominisé et (dé)humanisé et de plus en plus menaçant.

Le nouveau rapport à l'existence, celui aux autres notamment, vient bouleverser les modalités de l'engagement dans une société devenue, pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre du sociologue américain David Riesman, *La foule solitaire*<sup>161</sup>. Auparavant, ce rapport était communautaire et idéologique. Des visions du monde distinctes étaient portées par des groupes identifiables. L'affrontement était politique au nom d'idéologies – ces „religions séculaires“ du XXe siècle, pour reprendre la formule de Raymond Aron. Aujourd'hui, le rapport aux autres est devenu prioritairement individualiste et beaucoup plus pragmatique. Il s'en suit que l'identité de l'individu moderne est une identité qui se veut (est qui réellement est) auto-construite. Elle correspond à une culture qu'Alain Touraine a appelée „culture de séparation“, la culture de l'objectivation étant mise en tension avec la culture de subjectivation<sup>162</sup>. Au plan politique et toujours dans le même sens, Marc Sadoun et Jean-Marie Donegani définissent la modernité comme l'introduction de deux idées nouvelles : la solitude de l'individu et la séparation des instances (séparation des pouvoirs, séparation de l'État et de l'Église, de la sphère publique et de la sphère privée). Ces séparations se fondent sur une séparation cardinale : celle des institutions, considérées comme œuvre rationnelle, objective et des sentiments, perçus comme propriété, vécu et *produit* individuels, donc subjectifs<sup>163</sup>. Au fond, la modernité est mue par la « morale canonique du changement », pour reprendre la formule de Jean Baudrillard, rythmée par une tradition bien particulière, la « tradition du nouveau », une tradition dont un des effets majeurs est qu'elle érige en norme la séparation et la confrontation antagoniste, pourrait-on ajouter.

Le stade présent de la modernité - qu'on l'appelle troisième modernité, postmodernité (Jean-François Lyotard), modernité tardive (Anthony Giddens) ou encore hyper-modernité (Gilles Lipovetsky) - atteste, d'une part, qu'il y a une certaine continuité avec les phases précédentes et, d'autre part, que du nouveau, cependant, se produit concomitamment. En ce qui concerne la culture au plan générationnel, la « morale<sup>164</sup> des pères » est remplacée par une « morale des pairs ». Si la génération d'après-guerre s'inscrivait dans la tradition, depuis la

---

<sup>161</sup> RIESMAN, David et al (1964) [1950]. *La foule solitaire*, Paris : Arthaud, tr. fr. de l'américain [RIESMAN, David., GLAZER, Nathan and Reuel DENNEY, *The Lonely Crowd*, 1950].

<sup>162</sup> TOURAINE, Alain (1992). *Critique de la modernité*, Paris, Fayard., pp 79, 125 et 276-278.

<sup>163</sup> DONEGANI & SADOUN (2007) *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Éditions Gallimard, cités par Olivier Bobineau (2011), op.cit., p. 21.

<sup>164</sup> Le mot morale est ici entendu comme l'ensemble des règles de conduite et des valeurs partagées au sein d'un groupe (génération, communauté, etc.)

mise à distance de la « morale des pères » par la génération de mai 68<sup>165</sup>, les jeunes générations nées au fil des années 1980 privilégient l'élaboration d'un *contenu pluriel* avec leurs semblables, leurs « pairs ». Il est possible de parler à cet égard, avec Olivier Bobineau, d'un âge *confinitaire* (volontaire, affinitaire et partagé). Cet âge confinitaire aurait remplacé l'âge *contestataire*, qui constituait la morale de leurs parents, la génération de mai 68. L'âge contestataire avait lui-même remplacé l'âge *attestataire*, qui constituait la morale des grands-parents et arrière-grands-parents. Bref, en trois générations, trois âges qui au lieu de disparaître, peinent plutôt à coexister, en s'opposant et en s'entre-pénétrant mutuellement<sup>166</sup>.

**Deux traits majeurs** marqueraient chacune de ces mutations qui représentent des facettes d'un monde en changement perpétuel : une exigence de correspondance entre le niveau micro et le niveau macro qui tend à dépasser (ou du moins à composer avec) la séparation et l'antagonisme : le grand et le petit, le personnel et le collectif, le général et le particulier, le global et le local, la partie et le tout, le contenu et la forme, les fins et les moyens, d'une part, et la coexistence à première vue incompatible, de besoins, valeurs et conduites antagonistes, d'autre part, tous les deux conditionnant le caractère paradoxal du nouvel individu et de son œuvre personnel et collectif.

Ces mutations sont consubstantiels au temps qui propose des amalgames paradoxaux : tiraillé entre hédonisme et altruisme, entre atomisation et volonté d'autonomie, le nouvel individu serait de plus en plus caractérisé par „un hédonisme solidaire », pour reprendre une formule de Guy Bajoit<sup>167</sup>, qui tire ses origines du besoin de réconcilier pragmatisme et idéalisme, égoïsme narcissique et désir prométhéen de faire un apport unique à la communauté, à la société, et, après la fin des vieilles solidarités héréditaires et le dé-tricotage du tissu social, de bâtir de nouveaux ponts afin de remplir le vide social, se solidarisant avec les autres<sup>168</sup>.

En effet, les racines de ces mutations peuvent être repérées encore dans les années 1960. Elles sont évidentes dans les revendications et les modalités d'auto-expression de la première vague de nouveaux mouvements sociaux qui met sur la scène publique un individu en quête de ses propres repères, un individu-sujet, qui préfigure en politique le citoyen mécontent et critique de la fin du XXe et du début du XXIe siècle.

---

<sup>165</sup> VIGNA, Xavier Vigna et Jean VIGREUX [dir.] (2010) *Mai-juin 1968 Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon Dijon: Éditions universitaires de Dijon.

<sup>166</sup> BOBINEAU, Olivier (2011), Op.cit. p.50.

<sup>167</sup> BAJOIT, Guy (2003). *Le changement social*, Op.cit.

<sup>168</sup> LIPOVETSKY, Gilles (2004). (avec la participation de Sébastien CHARLES) *Les temps hypermodernes*. Paris : Grasset.

### 3. Les paradoxes existentiels du nouvel individu : l'Individu hypermoderne

« Les choses qui me procurent de la satisfaction se rapportent à un autre domaine. Les choses que je fais depuis peu ne sont qu'une infime partie de ce que j'aurais voulu faire. Le monde pourrait devenir *substantiellement différent*. Les hommes devraient se rendre compte de ce qu'ils sont, d'où ils viennent, et où ils vont (...) Si je suis né, c'est que je dois faire aussi quelque chose pour les autres. » (Citoyen, Coalition *Citoyens pour une Sofia verte*)

Dans son ouvrage « Les temps hypermodernes », Gilles Lipovetsky a souligné le lien symbiotique entre le paradigme de l'hyper modernité et le nouvel individu. Renonçant à l'hypothèse d'une postmodernité qui aurait coupé avec les valeurs et les principes de la modernité occidentale, le philosophe ouvre sur une intelligibilité nouvelle du monde contemporain : ses observations attestent plutôt de l'hyperbolisation de celle-ci via la généralisation, et la globalisation de trois de ces postulats-phares - la rationalité instrumentale, le culte pour le progrès technologique (la technoscience) et l'universalisme des droits de l'Homme. L'individualisation “rampante” des sociétés contemporaines, interprétée souvent par la science sociale comme malédiction pour la pérennité des communautés et des identités stables, aurait amené selon Lipovetsky, à l'avènement d'un individu ambigu, situé à mi-chemin entre atomisation et autonomie, entre frustration et satisfaction personnelle, entre égoïsme et altruisme, entre le repli sur soi et sa vie privée (limitant ses jouissances dans la quête d'un bonheur personnel, qui lui aurait été promis par l'État-providence) et l'impératif pressant d'une vie *avec et pour* les autres (le poussant à la découverte de nouvelles modalités de se lier et de s'associer avec les autres).

La modernité des droits de l'homme prenait pour valeur l'individu : ses droits, ses libertés, l'égalité dont il peut, grâce à l'État de droit, se prévaloir au niveau juridique. Avec la « transition » postmoderne, cet individu revendique de jouir d'une liberté immédiatement palpable (libération sexuelle, libération de la parole, rejet des entraves autoritaires et des structures hiérarchiques). Pour Lipovetsky, le mouvement de Mai 68 s'inscrit pleinement dans cette logique postmoderne de réalisation de l'individu contre toute structure autoritaire ou disciplinaire. L'individu inscrit son action dans le monde, par rapport aux enjeux majeurs, dans une logique de *Carpe diem* : le passé et la tradition sont dévalorisés et rejetés, mais cela ne se fait en aucun cas au profit du futur. Avec l'individu hypermoderne, on assiste à un “retour du futur” (dans le domaine social, la “sécurité de l'emploi” et de la lutte contre la “précarité” mobilisent l'attention des jeunes; l'environnement est source d'attentions éthico-politiques : « quelle planète allons-nous transmettre à nos enfants ? »), et à une reprise de

l'universalisme des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Le phénomène de la mondialisation peut lui-même se penser dans la logique de ce mouvement "post-postmoderne", y compris dans ses formes contestataires altermondialistes, qui défendent un certain modèle universaliste de mondialisation qui serait plus social et solidaire.

Les nouveaux mouvements citoyens attestent de l'apparition de cet individu hyper-individualiste et déraciné, aspirant à bâtir une altérité unique mais aussi à restituer une identité perdue. Un être paradoxal, entre Narcisse et Prométhée, il est sans cesse tiraillé entre les besoins extrêmes d'appartenance et d'indépendance, de solidarité et de liberté, de rigorisme et d'hédonisme, de responsabilité et d'insouciance. Déchiré entre deux pôles antagonistes, il serait *le fruit et le ferment* d'une culture ambiguë qui lie l'émancipation et le désir de liberté, avec l'anxiété et la frustration d'un être aliéné, un "laissez-pour-compte" de la société, qui, faute de lui garantir des repères sociaux et identitaires stables, le conduit logiquement à la solitude et la marginalisation, mais le pousse aussi à participer à la vie de société et à créer *par soi-même* des formes auto-engendrées d'appartenance et d'auto-expression, de nouvelles communautés de partage et de nouveaux modes de vivre ensemble.

Comme nous le savons depuis Platon et les humanistes de la Renaissance, tout projet d'organisation sociale et politique reflète *une idée concrète de l'Homme*. L'homme qui *veut*, *peut* et *sait* développer son potentiel unique d'agir mais qui se trouve à tout moment empêché en raison de l'absence de repères sûres (détruites par les changements ou les circonstances ou rejetés par son propre choix), se heurterait souvent aux contradictions que sa propre conduite contradictoire, affranchie des anciennes contraintes externes, mais encerclée par de nouvelles contraintes *internes*, va produire. Cet "entre-deux" - entre atomisation et autonomie, entre aliénation et altruisme, entre « échec de soi » et accomplissement de soi, met à jour un être en quête incessante de sa propre raison d'être, elle-même dynamique et toujours sur le point de se transformer, de devenir quelque chose d'autre. Le caractère spontané et multidimensionnel des mobilisations contemporaines, le rejet des structures rigides et des organisations du type traditionnel, l'engagement inhabituel, pluriel, émotionnel *et* pragmatique à la fois, évoquées par les chercheurs comme traits spécifiques des nouveaux mouvements citoyens<sup>169</sup>, ne pourraient pas être compris sans prendre en considération ces particularités de ce nouvel individu.

---

<sup>169</sup> Voir ION, Jacques, FRANGUADAKIS, Spyros et VIOT, François. (2005). *Militer aujourd'hui*. Op.cit. et ION, Jacques (2001). *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Étienne.



#### 4. Les racines psychologiques du nouvel individu. L'individu moderne et accomplissement de soi

« Une place pour chacun, chacun à sa place. » (Extrait de la chanson du groupe bulgare *Review*<sup>170</sup>)

« C'est une prédisposition intrinsèque qui naît en même temps que nous-mêmes... Toutes les professions devraient être des vocations.... Le monde deviendrait ainsi un lieu où il fait bon vivre et où chacun trouverait sa place en fonction de sa vocation et de son affinité. » (Citoyen, Communauté des associations environnementales à Sofia).

« Je suis un électron libre. J'agis selon les opportunités qui viennent à moi et selon mes propres désirs. Ce qui compte dans la vie, c'est de comprendre ce qui est important et de le réaliser. L'amélioration de notre société ne peut être une priorité car la vie est brève : l'homme doit pouvoir en profiter indépendamment de sa situation, qu'elle soit bonne ou mauvaise (...) J'aide les autres pour répondre à mon désir d'être solidaire avec les aspirations des autres personnes. » (Citoyen, Coalition *Citoyens pour une Sofia verte*).

C'est en effet la psychologie humaniste du XXe siècle qui réussit à saisir les contours de cet individu nouveau et s'adonna à une analyse approfondie de ses besoins, valeurs et mobiles d'agir. Encore dans les années 1950, le père de la psychologie humaniste Abraham Maslow développe l'idée de la personnalité humaine authentique comme *un chemin vers l'accomplissement de soi*. Il fonde son hypothèse sur le lien entre les besoins fondamentaux de l'individu, le degré de leur satisfaction et la constitution d'une hiérarchie des valeurs correspondant à ces besoins dont la synergie conditionnerait son comportement social, ses choix sociaux et politiques, et son rapport existentiel au monde.

Acceptant que la satisfaction de besoins fondamentaux est *une source primaire de motivation* pour les actes des êtres humains, Maslow démontre que l'aspiration vers l'accomplissement de soi est la **caractéristique majeure de l'Individu psychiquement sain** : tout Individu est *un processus* en train de "devenir soi-même". C'est ce que l'auteur appelle « méta-motivation » : la quête de la personnalité est un chemin vers l'accomplissement d'un potentiel cognitif, affectif et évaluatif *unique*. Selon sa théorie lorsqu'un besoin fondamental est satisfait (sécurité physique, stabilité matérielle, reconnaissance sociale), l'individu *normal*

---

<sup>170</sup> Un des groupes de musique les plus célèbres en Bulgarie à la fin des années 1980 symbolisant la volonté de changements radicaux des jeunes.

*et sain* passe à un échelon supérieur des besoins. Le psychologue appelle le moteur de ce processus psychologique un désir de « devenir le meilleur de soi-même »<sup>171</sup>.

Ce processus en conduit à un constat paradoxal : „Ce sont précisément les individus chez qui un besoin donné a toujours été satisfait qui sont le mieux armés pour en tolérer la carence dans le futur<sup>172</sup>. » Avec Maslow, nous retiendrons surtout l'idée d'un individu en train de « devenir humain », « plus humain », animé d'instincts le portant progressivement vers les valeurs de l'être. Lorsqu'un groupe de besoins est satisfait un autre va progressivement prendre la place selon l'ordre hiérarchique suivant : besoins physiologiques > besoins de sécurité > besoins d'appartenance et d'amour > besoins d'estime > besoin d'accomplissement de soi. En effet, plus le processus d'accomplissement de soi évolue, plus l'individu se rend compte que la satisfaction de ses propres besoins ne peut se réaliser au dépens des autres, et que le souci pour autrui lui apporte autant de satisfaction car il peut ainsi développer ses propres capacités et jouissances personnelles.

**Cette approche à l'Individu est en effet démocratique** - elle postule que le don de l'accomplissement de soi est propre à chaque Individu. Maslow déclare: “*What a man can be, he must be.*” L'auteur puise des exemples afin de le prouver sa thèse de sa pratique clinique et de ses études sur des individus-personnalités (mondialement connues comme Abraham Lincoln, Albert Einstein et Mozart, et « génies modestes », hommes et femmes ordinaires et méconnus): conformément à son approche une bonne cuisinière, un marchand ou une mère de famille possédant la volonté et la capacité d'accomplissement de soi, peuvent être aussi brillants comme personnalités accomplies qu'un grand écrivain, un homme politique ou un général, même si la portée et l'impact de leur influence *semblent être* plus restreints.

Cette idée - le beau est petit et le petit est beau, est partagée et développée sous différents aspects par d'autres grands penseurs contemporains: le principe *Small is Beautiful* d'Ernst Friedrich Schumacher<sup>173</sup> va devenir le mot d'ordre des mouvements pour autogestion locale des années 1970; l'idée de *convivialité*<sup>174</sup> comme modèle pour une *vie bonne* au sein de communautés fondées sur les capacités et les affinités de leurs membres d'Ivan Illich va nourrir non seulement la critique de société technocrate, militariste et consumériste, mais va aussi produire des *pratiques réelles* au sein des mouvements régionalistes, communautaristes

---

<sup>171</sup> MASLOW, Abraham (2008) [1954]. *Devenir le meilleur de soi-même. Théorie de la motivation et des besoins*. Paris : Eyrolles [Titre original Motivation and Personality. Trad. fr. Laurence Nikolaieff]], et MASLOW, Abraham (1954). *Motivation and Personality*, New York, Harper.

<sup>172</sup> MASLOW, Abraham (2008). Op.cit. p. 60.

<sup>173</sup> SCHUMMAHER, Ernst Friedrich (1979) [1973]. *Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris: Seuil, collection Points. [Titre original: SCHUMMAHER, E. F. *Small is Beautiful*. *An Economics as if People Mattered*).

<sup>174</sup> ILLICH, Ivan (1973). *La Convivialité*. Paris: Le Seuil. [Titre original ILLICH, Ivan, *Tools for Conviviality*. 1973].

et environnementalistes du siècle passé, reprises et renouvelées par les « nouveaux » nouveaux mouvements du début du nouveau siècle.

Cherchant à établir les caractéristiques de la bonne société, Maslow les découvre dans la société qui ouvre les meilleures possibilités pour l'accomplissement de soi de ses membres. Logiquement, l'individu en devenir ne peut se développer que dans une société de devenir : l'homme psychologiquement sain aurait besoin d'un espace où il pourrait développer avec autrui, son potentiel unique. Ce postulat est crucial pour la compréhension de la complexité inhérente et paradoxale de nos contemporains : l'individu qui aspire à son accomplissement personnel, *ne peut s'accomplir* dans un vide social, ni dans la stagnation. La nécessité psychologique de correspondance entre le plan micro (le monde intérieur) et le plan macro (le monde extérieur, le monde social) se traduit par deux types de motivations :

– **la quête d'identité et d'autonomie**, mais aussi **de solidarité et de partage** avec des semblables ;

– **la volonté de s'impliquer, de participer directement, de témoigner de sa personnalité**, qui se manifeste, entre autre, par *une nouvelle approche* à l'engagement et à l'action politiques.

## **5. Accomplissement de soi et changement du paradigme des valeurs: vers une culture à dominante post-matérialiste**

« Je suis persuadé que la réponse aux problèmes ne peut pas être seulement matérielle. Le matériel ne résout pas les problèmes, il les provoque. » (Citoyen, Coalition *Citoyens pour une Sofia verte*).

Les observations et les constats de Maslow dans le domaine de la psychologie, font pendant à l'hypothèse sociologique de Ronald Inglehart : cet auteur postule le passage d'une culture à dominante matérialiste, valorisant l'ordre, la sécurité matérielle et la quantité des objets possédés, vers une culture à dominante post matérialiste fondée sur des valeurs qui se trouvent au haut de la pyramide des besoins – l'estime de soi, la quête d'une dignité humaine, la créativité individuelle et sociale et l'importance de la qualité – du milieu social, de l'environnement humain et naturel et de la *qualité de la vie*, en général. En effet, comme un nombre sans précédent de gens dans nos sociétés industrielles avancées ont été socialisés dans un contexte de paix, sécurité physique et confort matériel, il serait logique d'admettre qu'ils valoriseraient *moins* ce qu'ils possèdent et qu'ils considèrent comme *sûr* (ou dont la carence

ne saurait pas être traitée comme fatale) et auraient aspiré à la satisfaction de besoins supérieurs (liberté d'expression, réalisation d'un potentiel humain unique, qui peut se traduire par un apport volontaire et gratuit à la communauté ou à la société, ou par une implication plus active, mais aussi plus critique, plus autonome et plus *créatrice* dans la vie politique).

Ce qui est crucial pour Inglehart, c'est que pour les nouvelles générations, ces besoins supérieurs auraient été **aussi fondamentaux** que le besoin de survie physique ou de sécurité matérielle pour les générations précédentes. Qui plus est, dans cette situation, conformément aux hypothèses de Maslow, l'aspiration à satisfaire de tels besoins, considérés déjà comme vitaux, auraient développé et accéléré le processus d'individualisation et d'*individuation* des personnes (dans le sens du terme donné par Carl Gustav Jung<sup>175</sup>), faisant apparaître ce qui est unique en eux, mais en même temps contribuerait au dépassement du clivage égoïsme - altruisme. Edgar Morin décrit cette situation de la manière suivante :

« Ainsi tout se passe comme si chaque Individu - Sujet comprenait en lui-même un double logiciel, l'un commandant le "pour soi", l'autre commandant le "pour nous" ou "pour autrui". L'un commandant l'égoïsme, l'autre l'altruisme. La fermeture égocentrique nous rend autrui étranger, l'ouverture altruiste nous le rend fraternel<sup>176</sup>. »

Les hypothèses d'Inglehart s'appuient sur de riches données empiriques et des analyses périodiques des valeurs<sup>177</sup>; elles témoignent notamment de l'impact de la répercussion de ces nouvelles valeurs sur le comportement et les choix politiques des citoyens, et de l'émergence d'un citoyen hautement éduqué et critique, qui refuse d'accepter son rôle de porteur de „la culture du sujétion“ et assume de plus en plus consciemment (à son gré), le rôle de *Citoyen-Sujet*.

## 6. De l'individu autonome au citoyen-sujet

A la fin des années 1970, la sociologie de l'action collective a fait état des effets sociaux et politiques de l'avènement de l'individu-sujet. Des auteurs tels qu'Alain Touraine ont souligné son importance pour la compréhension des nouveaux mouvements sociaux. Sujet

---

<sup>175</sup> JUNG, Carl Gustav (1964). *Men and his Symbols*. Doubleday hardcover (Titre original *Der Mensch und seine Symbole*, Patmos Verlag).

<sup>176</sup> MORIN, Edgar (2004). *La Méthode 6. Ethique*, Paris: Le Seuil. Consultable sur: <http://www.conscience-vraie.info/edgar-morin-ethique.htm> (12.02.2012).

<sup>177</sup> L'hypothèse culturaliste d'Inglehart et son approche constituent le fondement des enquêtes sur les valeurs en Europe et dans le monde, menées régulièrement dans le cadre de European Value Surveys et World Value Surveys.

de sa propre vie, il se veut être l'acteur de sa propre histoire tout en contribuant au mouvement de changement historique, social, politique et culturel, de son propre temps. Témoin mais aussi facteur du déclin des clivages et institutions traditionnels, ce nouvel individu devient lui-même institution.<sup>178</sup>

Il s'en suit qu'il met en question toutes les normes et tous les postulats établis, voulant établir lui-même une norme, faite « sur mesure » et sur la mesure des circonstances, de tout ce qu'il vit, ce qu'il observe et ce qu'il ressent. S'y ajoute sa compétence accrue en matière de savoirs experts et de connaissances scientifiques. Comme le note Olivier Bobineau :

« À présent, les individus sont particulièrement critiques et réflexifs. Critiques, parce que leurs jugements de valeur reposent sur un raisonnement qui se réclame de la démonstration scientifique (de plus en plus de personnes ont le baccalauréat, font des mathématiques, des sciences dites « dures » ou humaines...). Ils réclament le droit de critique et de proposition à l'égard de toutes les normes en vigueur. Il s'en suit une nécessité de responsabilité par rapport à soi, et de responsabilisation à l'égard du monde autour de soi (des institutions, des gouvernants, des experts, des scientifiques, bref - des responsables<sup>179</sup>). »

En début du XXI<sup>e</sup> siècle les acteurs sont enfin des **demandeurs de nouveaux droits** – qui ne sont plus ceux obtenus au cours des Trente glorieuses - droits que ceux-ci posent parfois au-dessus des lois". La conception rationaliste et utilitariste de la société qui était la trame des règles du jeu social et donc du droit (droit de propriété, liberté contractuelle, garantie du respect des contrats, etc.) est surplombée par une éthique garantissant de nouveaux droits. Et, ce serait cette éthique, qui se manifesterait dans de nouvelles revendications d'acteurs : manifestants de la place Tahrir au Caire, d'Occupy Wall Street aux États-unis, ceux de Moscou contestant la réélection de Poutine, ou le mouvement des *Indignados* à Puerto des Sol.

## **7. Individualisme éthique et éthique de la communauté : vers une révolution anthropologique**

« La première des motivations est celle de répondre aux besoins des autres personnes, leur venir en aide. La deuxième, c'est l'arrogance de ceux qui n'ont en rien à faire. La troisième,

---

<sup>178</sup> TOURAINE, Alain (2005). *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*. Op.cit. p.159.

<sup>179</sup> BOBINEAU, Olivier (2011). La troisième modernité, ou « l'individualisme confinitaire, Op.cit.

c'est bien sûr notre dette envers les générations futures. Moi, j'ai un fils. On doit pouvoir montrer par l'exemple qu'on n'est pas d'accord. » (Citoyen, coalition environnementaliste).

La révolution anthropologique aboutit à une situation nouvelle, qui fait que l'Individu-Sujet est de plus en plus exposé à la nécessité d'assumer sa *responsabilité*, éthique et politique à la fois, qui est à la fois une et indivisible, personnelle et universelle, et qui l'interpelle à participer d'une manière plus active à la vie. Dans le contexte actuel qui lie le monde globalisé à des crises à dimensions globales, cette responsabilité, qu'Edgar Morin appelle « individualisme éthique », est perçue aussi comme devoir de chaque Homme (homme et femme) à l'égard de tous les autres humains, et de l'humanité entière – au présent et dans le futur. Ces caractéristiques de la nouvelle situation, requièrent du nouvel individu un effort exceptionnel d'auto-réflexion et de prise en charge de l'impact de sa conduite (mais aussi de la conduite des autres), ce qui pourraient expliquer les revendications de responsabilisation et moralisation de la vie politique en général, et des élites gouvernants, en particuliers. Il en découle la seconde caractéristique de l'individualisme éthique : son rapport intrinsèque avec l'éthique de la communauté. Comme le dit Edgar Morin, « *L'auto-éthique retrouve l'éthique de la communauté qui la précède et la transcende* »<sup>180</sup> L'on peut dire que, par conséquent, l'un des effets les plus paradoxaux de l'individualisation est le fait de ressourcer l'éthique du collectif.

## VI. La Nouvelle Culture et les nouveaux mouvements

---

« Les changements culturels reflètent en grande partie la socialisation d'habitudes et d'attitudes durables. Une fois établies, ces tendances ont leur dynamisme propre et peuvent influencer la politique et l'économie de façon autonome, longtemps après les événements qui les ont provoqués. » (Ronald Inglehart)

Cette citation d'Inglehart met en avant la complexité des rapports qui conditionnent et constituent la culture, y compris la culture politique, ainsi que sa durabilité et son conservatisme, mais aussi une caractéristique cruciale – celle qui consiste en une *certaine autonomie et un décalage certain par rapport aux faits, processus et acteurs qui ont participé dans sa construction*. Dans les chapitres précédents nous avons passé en examen les facteurs qui ont contribué à l'émergence de cette “nouvelle culture” : le nouvel ensemble de facteurs que nous avons nommé *Nouvelle situation* et l'émergence d'un „nouvel individu“ qui occupe une position centrale dans ce que Hannah Arendt avait nommé *Vita activa*, c'est-à-dire. la production de la vie sociale et politique de nos sociétés.

Nous allons présenter dans ce chapitre l'influence des acteurs qui l'ont précédée et qui ont contribué à forger ses valeurs, sa direction, ses formes d'expression, et dans un sens plus général - sa physionomie d'une culture alternative de la modernité européenne, en suivant l'hypothèse du **décalage temporel** qui caractérise l'apparition des nouveaux facteurs, l'émergence de nouvelles valeurs, la socialisation de celles-ci par des générations suivantes et leur enracinement progressif, au travers l'éducation et la pratique sociale en tant que paradigme culturel, à tous les niveaux du système. Nous allons terminer le chapitre avec une présentation synthétique des valeurs - contradictoires et paradoxales - qui constituent sa trame. Cette synthèse nous servira enfin de point de départ afin de définir, dans le chapitre suivant, les caractéristiques de la nouvelle politique, fondée sur cette nouvelle culture dont les nouveaux mouvements sociaux sont porteurs.

### 1. Les paradoxes de la nouvelle culture

La nouvelle culture est d'abord une culture *alternative et paradoxale*. Elle incorpore, traduit et reflète des représentations du monde, de la société, du rôle de l'individu et de la communauté, qui sont binaires, opposés et en même temps – interdépendants et inséparables. Pour toutes ces raisons, il est difficile de hiérarchiser les valeurs qui la sous-tendent. Leurs

relations sont complexes, dans la plupart des cas – invisibles et incalculables. Elles traduisent un changement de *nature qualitative* dans le rapport au monde. Même s'il est peu probable que tous les individus partagent ces nouvelles valeurs, l'augmentation du nombre de gens avec une telle orientation et leur importance grandissante au sein des sociétés contemporaines transforment d'une manière qualitative les priorités des sociétés; ces priorités étant palpables au sein des attentes et conduites politiques des citoyens.

La nouvelle culture, tout comme le nouvel individu qui la porte, témoigne des mêmes paradoxes que nous avons observés dans le chapitre précédent. Elle est à la fois hédonistique et altruiste, post matérialiste et matérialiste, contre-moderne et hypermoderne, anti-progressiste et libertaire. Les nouveaux mouvements sociaux sont un vrai laboratoire d'observations et d'étude de ses avatars, contradictions et paradoxes. Les mouvements écologistes, par exemple, reconnaissent l'importance de la raison comme instrument servant à comprendre le monde, la nature et l'homme, indispensable pour la bonne gouvernance des affaires de *la Cité*, mais combattent le rationalisme positiviste et valorisent la rationalité non instrumentale: un des postulats de la politique écologique affirme que la fin ne justifie pas les moyens, au contraire, ce n'est que le moyen qui justifie la fin. De plus, ils sont méfiants envers le culte du progrès technocrate, considéré comme progrès orienté vers la quantité mesurable, la croissance démesurée et les gains économiques sans égard ni de l'environnement, ni des besoins réels des sociétés. En même temps, ces mouvements font diffuser et élargir les valeurs de la culture universaliste de la modernité, notamment les droits de l'Homme, postulant le droit à un environnement décent et à une vie saine et digne *pour tout un chacun*. De cette façon, ils ont poussé en avant le progrès social en faisant élargir le processus d'émancipation des individus et des groupes et en y intégrant même la nature vivante non-humaine. En effet, un des apports considérables des mouvements écologiques a été celui d'avoir fait introduire la culture de l'Individu-sujet responsable, actif et moral.

## **2. Les précurseurs : l'héritage de la culture alternative des mouvements intellectuels radicaux de la première moitié du XXe siècle**

Pourtant, l'Individu-sujet n'est pas une invention de la seconde modernité; il a été bien présent dans l'imaginaire collectif des sociétés modernes, beaucoup avant l'avènement de la culture postmatérialiste et « le retour de l'acteur ».

Il l'a été d'abord *avant* les révolutions démocratiques, dans l'individualisme des philosophes sociaux et des humanistes du siècle des Lumières (Immanuel Kant notamment) quand les idées de la modernité n'étaient encore que des promesses, en opposition contre les



institutions de l'Ancien Régime : c'est bien la libération de cet individu qui inspire la première Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il l'a été ensuite, mais toujours dans l'opposition, cette fois, aux institutions de la société moderne installées, chez les acteurs qui résistaient à la rationalisation et au désenchantement du monde : dans le courant romantique, dans les courants de la pensée anarchiste, dans la culture établie par le besoin et *le droit de désobéissance civique* de Henri David Thoreau, ou l'individualisme dissident, démocratique et non conformiste de Ralf Waldo Emerson du XIX<sup>e</sup> siècle, et dans certains des courants de la contre-culture du XX<sup>e</sup> siècle. Il a existé, comme « les Autres Europe », a côté de (et cachées dans) l'Europe de la modernité « officielle », métaphoriquement et réellement, pour reprendre les propos du chercheur bulgare Petar Kanev<sup>181</sup>.

L'on peut découvrir les germes de cette culture alternative, dans l'œuvre sociale, intellectuelle, artistique et politique du mouvement surréaliste de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est portée par un courant d'hommes et d'idées radicaux qui est devenu le premier mouvement d'émancipation libertaire du XX<sup>e</sup> siècle : celui de l'Individu-Sujet. Objecteurs d'une démocratie parlementaire qualifiée petite bourgeoise, pusillanime, égoïste et suicidaire et d'un nationalisme militariste, colonialiste et barbare, qu'ils accusaient d'avoir mangé sans scrupules ses propres enfants, les surréalistes – artistes et acteurs – forment l'avant-garde de la contestation libertaire du statu quo social, politique et culturel durant la période d'entre-deux guerres<sup>182</sup>. Le rejet total des institutions bourgeoises, voire du modèle de culture de la modernité technocrate, positiviste, répressive, égocentrique et guerrière, de la civilisation occidentale est accompagné de la recherche d'un modèle de vie *alternatif*, fondée non seulement sur une philosophie mais sur une **pratique active**.

Le mot d'ordre du mouvement est l'affranchissement complet de l'esprit. Le surréalisme « met en avant le caractère factice des vieilles antinomies : rêve et réalité; haut et bas; esprit et matière ; poésie et action politique<sup>183</sup> ». De plus, le surréalisme ne se réclame d'aucune morale; il fait appel à l'implication sociale et met en garde contre l'endoctrinement politique, mais sans renoncer à la nécessité de faire politique. Toutes les grandes personnalités du mouvement ont été profondément préoccupées par et impliquées dans la vie sociale et politique de leur temps et ont pris une position publique engagée par rapport aux événements politiques majeurs de leur époque (la guerre civile en Espagne, la seconde guerre mondiale, la

181 KANEV, Petar (2014). Les espaces publics alternatifs en Bulgarie. Op.cit.

182 Voir sur ce sujet NADEAU, Morice (1970) [1945]. *Histoire du surréalisme*, Paris, Points-Seuil, et ГЕЧЕВ, Стефан (1992) *Френски поети-сюрреалисти*, София: Народна култура.

183 Second Manifeste du surréalisme (1929). *La Révolution surréaliste*, N 12, 29 décembre 1929. En ligne:< [http://melusine-surrealisme.fr/site/Revolution\\_surrealiste/Revol\\_surr\\_12.htm](http://melusine-surrealisme.fr/site/Revolution_surrealiste/Revol_surr_12.htm)>.

guerre d'Algérie, le communisme soviétique, les représailles staliniennes, pour ne citer qu'eux).

Par ailleurs, l'expérimentation émancipatrice des surréalistes indique l'orientation des revendications, et exerce un impact indéniable sur l'originalité des pratiques et des formes d'expression des nouveaux mouvements sociaux. Elle ouvre de nouveaux horizons devant l'individu de la seconde modernité comme être libre, créateur de son propre destin et auteur de sa propre vie et en ce sens, elle préfigure la direction de la révolution anthropologique, comme trait spécifique de la modernité<sup>184</sup>.

Au cœur de ce nouveau mouvement d'humanisme radical se détachent les prémices d'une *politique de l'Homme*. L'on y découvre un système cohérent de valeurs : la Liberté (comme valeur inconditionnelle), une intransigeance morale qui érige en principe conducteur la vérité « coûte que coûte », l'autonomie individuelle et collective (comme droit inaliénable), une approche créatrice *et* scientifique au monde, fondé sur le primat de l'imagination (une énigme qui ne rejette pourtant pas les raisons de la Raison), une approche à la société et à la politique comme œuvre (et art) collectif **d'individus librement associés** ; un esprit radicalement démocratique qui réclame pour chacun le droit et le talent de « faire la poésie ». La poésie, tout comme la science, serait un moyen qui sert à mieux connaître soi-même et le monde, et tout comme la politique - un moyen d'agir et de changer le monde. S'y ajoutent l'Amitié comme valeur et comme *besoin social* par excellence (encore Michel de Montaigne réfléchissait sur le rôle de l'amitié pour la vie civilisée et la civilisation des mœurs<sup>185</sup>) et l'intérêt prononcé pour l'Autre. Cet intérêt pour l'Alterité, qui sera repris par la suite dans les années 1960 par Jacques Lacan, préfigure les aspirations de révision des rapports entre les hommes et les femmes, les jeunes et les âgés, le normal et l'anormal, le local et le global, portés par les nouveaux mouvements, fondées sur le désir de reconnaissance publique du *simple fait d'être autre*.

Ces valeurs, explicitées dans l'œuvre sociale et artistique des surréalistes, fusionnent dans une symbiose innovante : indivisibilité entre Corps et Âme, Raison et Émotions, Liberté et Responsabilité, Homme et Femme (« La Femme est l'avenir de l'Homme », disait Louis Aragon), Grand et Petit, Science et Conscience, Poésie et Politique, Action sociale et Action morale. La culture surréaliste combat les assises de la culture imposées par la une modernité technocrate et aliénante, dont les traits déshumanisants se retrouvent entre autre dans le culte pour l'artificiel, la domination de la nature, la répression sociale de la personnalité humaine -

---

<sup>184</sup> Voir MORIN, Edgar (1982). *Pour sortir du XXe siècle*. Paris : Nathan.

<sup>185</sup> Voir sur ce sujet le livre récent du philosophe canadien Marc KINGUEL (2012). *Unruly Voices: Essays on Democracy, Civility and the Human Imagination*, Biblioasis, Toronto, dans lequel il réfléchit sur les possibilités et les limites d'être citoyen et politiquement responsable dans le monde globalisé.

de l'enfant, de la femme, mais aussi de l'homme et de l'Homme, la nécessité de maintenir les antagonismes entre les États et l'état de guerre au sein d'une même population<sup>186</sup>.

Dans cette logique, les surréalistes s'avèrent aussi des précurseurs de l'idée européenne (mais aussi les pionniers de la contestation de l'eurocentrisme), fondée sur le rejet de l'antagonisme guerrier entre Nations-ennemies et le dépassement de frontières internes et externes consacrées par la première modernité<sup>187</sup>. C'est aussi le premier mouvement international d'émancipation individuelle et collective mais aussi de solidarité internationale, d'une nouvelle catégorie sociale et culturelle : celle des artistes-acteurs; il fait inclure des artistes d'Europe entière (France, Allemagne, Espagne, Italie, Roumanie, Yougoslavie), mais aussi en dehors du vieux continent (États-Unis, Japon, Chili). De cette façon, il préfigure l'élan émancipateur et globalisateur du mouvement altermondialiste, qui a emprunté comme mot d'ordre le vers de Paul Éluard (*Un autre monde est possible mais il est dans celui-ci!*): une synthèse succincte d'un nouveau paradigme culturel du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il instaure enfin le modèle de *la culture de vigilance citoyenne* des artistes et des intellectuels, une culture de contrôle éthique sur les usages des découvertes scientifiques, qui sera par la suite reprise et déployée au sein des mouvements antinucléaire, écologique et pacifiste. Salvador Dali peint son fameux tableau *Les Trois Sphinx de Bikini* (1947) en commémoration posthume de trois nageuses américaines, championnes du monde, sacrifiées dans le golfe éponyme par les autorités américaines (le but de ces dernières était de démontrer publiquement les effets “bénéfiques” de l'énergie atomique sur des humains.)

En effet, la culture surréaliste rejette et ridiculise toutes les autorités et institutions bourgeoises, à commencer par la famille et le travail, pour en arriver à leurs fondements structurels : nationalisme, militarisme, égocentrisme et européocentrisme. La critique radicale du travail, par exemple, comme fondement éthique de *la vieille culture*, est particulièrement véhémence : Il tiendrait l'individu dans un état de nécessité matérielle et de minorité spirituelle, qui le conduit à l'avilissement et à la crétinisation. Car ce n'est pas le travail, c'est l'œuvre – individuelle, mais surtout l'œuvre *collective* – qui est ce domaine d'activité dans lequel l'Homme doit exceller et où il peut réaliser sa condition humaine, rester Homme et

---

<sup>186</sup> Voir à ce propos les postulats d'un des pères fondateurs d'Europe des régions Denis de ROUGEMONT, dans son ouvrage *L'Avenir est notre affaire*, Stock, Paris, 1977.

<sup>187</sup> L'on peut citer à titre d'exemple un événement surréaliste, devenu anecdotique : au lendemain de la Première guerre mondiale, et au plus fort de l'hystérie anti-allemande, lors d'un banquet organisé par le poète Saint-Paul Roux, les surréalistes français Breton, Soupeau et Eluard firent hommage public à leur ami, le peintre allemand Max Ernst, avec les exclamations ” Vive l'Allemagne! A bas la France!”, une démonstration de valeurs qui en ce moment-là ne put être interprété autrement par le statu quo que comme trahison nationale et manque de patriotisme. Voir NADEAU, Maurice, Op. cit. p. 23.

faire découvrir son potentiel unique<sup>188</sup>. C'est aussi cette sphère dans laquelle l'individu peut fonctionner comme **être social et être politique**, sans renoncer à sa liberté car celle-ci représente le but ultime et la raison d'être de l'existence humaine.

Bref, la révolution surréaliste est une petite révolution permanente : elle commence dans et par l'individu. Toutes les tentatives politiques, philosophiques, esthétique-éthiques des surréalistes sont orientées vers deux impératifs : changer les rapports, en faisant bâtir une nouvelle personnalité, indiquer la voie vers un nouvel être humain, et une nouvelle humanité<sup>189</sup>.

Le criticisme radical, fondé sur ce nouvel humanisme intransigeant, seront repris par les nouveaux mouvements libertaires des années 1960 et 1970 (autogestionnaire, communautaire, identitaires, situationniste) et ensuite - par divers acteurs au sein des “nouveaux” nouveaux mouvements. Un exemple récent en est le Mouvement pour la décroissance, créé en début des années 2000, réclamant la nécessité de désenclaver l'idée de prospérité sociale, économique et individuelle de l'impératif de la croissance. Il revendique l'instauration d'une Dotation inconditionnelle d'autonomie qui aurait décloisonné le travail de sa fonction intéressé, instrumentale et purement économique, orientée à l'accumulation de gains, aurait assuré une vie décente pour chaque citoyen et aurait valorisé *l'apport social* de chaque individu, indépendamment de son apport à l'économie<sup>190</sup>.

Pour résumer, les surréalistes préparent l'humanité pour un stade avancé : développer le potentiel humain de liberté, et d'invention, lier le désir et l'imagination, pour changer les rapports sociaux et pour transformer la vie. La finalité et la justification ultime de l'existence de toute société et tout ordre politique serait cette possibilité de liberté qui seule garantirait la réalisation de la Personnalité humaine dans sa plénitude. Ou, pour paraphraser les surréalistes eux-mêmes, le système doit créer des conditions pour l'épanouissement de l'Individu libre, ou il n'est pas. L'homme doit toujours abuser de sa liberté, déclare Paul Eluard<sup>191</sup>, car elle est sa “seule aspiration légitime. “ André Breton renchérit : « Chère imagination, ce que j'aime

---

<sup>188</sup> Ce qui ne veut pas dire cependant que le travail est dévalorisé une fois pour toutes. Il est indispensable, mais demeure une valeur uniquement s'il rime avec œuvre et se réalise dans des conditions de gratuité, respect pour la dignité humaine et partage.

<sup>189</sup> BEHART, Henri, CARRASSOU, Michel. (1992) [1982]. *Le surréalisme*. Paris : Librairie générale française.

<sup>190</sup> Voir LIEGEY, Vincent et al. (2013). *Projet de décroissance. Pour une Dotation inconditionnelle d'autonomie*. Paris : Utopia, et ARIES Paul (2005). *Décroissance ou Barbarie*, Villeurbanne : Golias. Il convient à noter à ce propos, qu'une des premières campagnes lancées par des citoyens de l'UE, dans le cadre de l'Initiative citoyenne européenne (adoptée en 2009 avec le Traité de Lisbonne), a été une pétition revendiquant l'instauration d'un Revenu minimal inconditionnel (RMI) pour tous, appelé “revenu de dignité humaine”.

<sup>191</sup> Manifeste du surréalisme (1924). Site Wikilivres. Consulté le 03.04.2014.

URL: <[http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste\\_du\\_surréalisme](http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste_du_surréalisme)>.

surtout en toi, c'est que tu ne pardonnes pas. Le seul mot de liberté est tout ce qui m'exalte encore. Je le crois propre à entretenir, indéfiniment, le vieux fantasme humain<sup>192</sup>. »

Cette nouvelle philosophie de la vie et de l'action met en avant l'humour comme arme de libération de l'esprit, le goût pour l'insolite, la diversité dans toutes ses formes et manifestations, la prédilection pour le non formel, le paradoxal et l'inexplicable, et érige en norme un intégrisme éthique qui fait coïncider acte et parole, fins et moyens, Vérité et Beauté. Le scandale, la provocation et la révolte quotidienne deviennent alors des impératifs éthiques, esthétiques et sociopolitiques. S'y ajoute le primat de *l'action, du vécu, de l'expérience immédiate* - sensorielle, esthétique, sociale, politique, sur toute réflexion préétablie et sur tout préjugé.

La culture des nouveaux mouvements est assez fidèle au principe surréaliste que le surréalisme se vit et se ressent plus qu'il ne s'explique. Les mouvements féminins, les mouvements contre-culturels (hippie, situationniste) et les mouvements des étudiants des années 1960 se retrouvent ici, au niveau des valeurs (négation des rapports sociaux établies, rejet des autorités traditionnelles, volonté d'auto-affirmation identitaire et culturelle, défense d'une dignité individuelle et collective, reconnaissance d'une Altérité jusqu'alors dévalorisée et marginalisée) mais aussi au niveau de l'expression publique et politique de ces valeurs – les provocations publiques et les actes de désobéissance civile frôlant volontairement le scandale, se relayent avec les défilés, les *sit-in* et les blocages - spectacles artistiques et bigarrés en plein air censés réintroduire dans l'espace public la diversité et l'authenticité de la vie réelle face à la morosité sclérotique et l'impuissance intellectuelle du statu quo.

Le recours à ces formes expressives d'auto-expression identitaire, devient norme et emblème pour les nouveaux mouvements : ils sont pratiqués dans les années 1960 par les mouvements pour droits civiques aux États-Unis, les mouvements étudiants et les mouvements pour la paix <sup>193</sup>, les écologistes et les opposants à l'énergie nucléaire des années 1970 et 1980, mais aussi par les mouvements dissidents dans les pays communistes et plus récemment – par les “nouveaux“ nouveaux mouvements citoyens: faucheurs volontaires d'OGM, mouvements pour la défense des sans-papiers et des sans-abris en France (*Act Up*), les mouvements récents des Indignés (*Los Indignados*) en Europe du Sud, ou encore ceux des citoyens-écologistes en Turquie et en Bulgarie.

---

<sup>192</sup> BRETON, André (1924). Manifeste du surréalisme. <[http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste\\_du\\_surréalisme](http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste_du_surréalisme)> (03.04.2014) et BRETON, André (1988). *Œuvres complètes I*, Éditions Gallimard.

<sup>193</sup> MALER, Norman (1970) [1968]. *Les Armées de la nuit. L'histoire en tant que roman, le roman en tant qu'histoire*. Paris, Grasset, (Titre original *The Armies of the Night, The History as Novel. The Novel as History*. New American Library, New York, 1968). Trad. fr. Michel Christian.

Norman Mailer, journaliste et écrivain américain, participant à la marche vers le Pentagone contre la guerre au Vietnam, nous a légué dans son ouvrage d'anthropologie historique *Les armées de la nuit*, un témoignage passionnant de la montée sur la scène de l'histoire de ce nouveau paradigme culturel comme *pratique sociale et politique*. Ce nouveau paradigme serait construit sur le conflit entre les deux mondes et leurs cultures correspondantes : le monde du militarisme bureaucratique et de l'impérialisme déshumanisant opposé au monde bigarré, paradoxal et incohérent d'individus affranchis des tutelles et réclamant la nécessité d'*excès de liberté* comme prévention contre toute forme de tyrannie et domination.

**Tableau 1. La nouvelle culture comme contestation. Oppositions binaires centrées sur des valeurs antinomiques**

<b>Autonomie</b>	<b>Dépendance</b>
<b>Authenticité</b>	<b>Loyauté</b>
<b>Liberté (émancipation; affranchissement)</b>	<b>Soumission</b>
<b>Pacifisme</b>	<b>Militarisme</b>
<b>Diversité</b>	<b>Uniformité</b>
<b>Réseau (Horizontalité)</b>	<b>Hiérarchie (Verticalité)</b>
<b>Engagement direct</b>	<b>Participation déléguée</b>
<b>Créativité, invention, innovation</b>	<b>Conservatisme, suivisme</b>
<b>Non-conformisme, Révolte</b>	<b>Conformisme</b>
<b>Changement</b>	<b>Conservation du <i>statu quo</i></b>
<b>Spontanéité et prédilection pour le non formel</b>	<b>Rigidité et formalisme</b>
<b>Identité auto-engendrée, auto-construite</b>	<b>Identité héritée, acceptée</b>

### **3. Nouvelle culture et nouvelles synthèses: une “culture vive”**

Des auteurs de différentes disciplines scientifiques ont observé les rapports entre les nouveaux mouvements et la nouvelle culture et l'ont étudié sous des angles différents. Certains ont vu dans leurs revendications et pratiques socioculturelles une contre-culture

opposée à celle de la modernité et ses valeurs constitutives et ont plaidoyé pour une postmodernité; d'autres affirment qu'il s'agit plutôt d'une hyper modernité devenant le modèle d' «une culture-monde<sup>194</sup>».

Un constat se détache pourtant : les mouvements véhiculent un glissement vers de **nouvelles synthèses** qui tendent à lier, ce que la première modernité avait séparé et la seconde avait individualisé : Dans leur logique, la division antagoniste entre culturel et naturel, individuel et collectif, privé et public, rationnel et affectif, n'est plus possible car elle est déjà perçue, vécue et jugée comme artificielle, dépassée, voire immorale. Comme le montrent Gilles Lipovetsky et Jean Serroy, le principe de l'universalisation de la culture-monde, va de pair avec son opposé : le relativisme culturel, de même le triomphe de l'individualisation irait de pair avec sa négation – à savoir, la revendication communautaire<sup>195</sup>. Il est possible de diagnostiquer un vaste phénomène de réinvestissement des valeurs, des normes et du sens en général, c'est-à-dire de tout ce qui avait été mis à mal par ce qu'il est convenu d'appeler « l'ère du soupçon ». On voit réapparaître les valeurs telles que la dignité, la responsabilité, l'entraide et la solidarité.

Cette nécessité éthique de ressourcer les débats sur la réalité sociale et politique, repose toujours sur une éthique fondée sur l'impératif des droits de l'Homme, hérité des Lumières. Comme l'avait dit Hannah Arendt « l'homme a le droit d'avoir des droits ».

Cette nouvelle approche au monde tend aussi à effacer la ligne de démarcation entre éthique et politique. Elle repose sur une nouvelle “éthique de soi à soi”. Définie par le penseur de la complexité Edgar Morin, elle comporte :

- l'auto-examen ;
- l'autocritique ;
- l'honneur ;
- la tolérance ;
- la pratique de la récursion éthique ;
- la lutte contre la moraline (la bien pensance) ;
- la résistance au sacrifice d'autrui;
- la prise en charge responsable<sup>196</sup>.

Dans cette optique de non confrontation, et de synthèse, on ne peut plus séparer aspiration libertaire et solidarité, accomplissement de soi et altruisme : Plus on est libre, plus on est enclin à se solidariser avec d'autres être libres ou aspirant à se libérer. Simplifiant à

---

<sup>194</sup> LIPOVETSKY, Gilles, SERROY, Jean (2008). *La culture-monde, Réponse à une société désorientée*. Paris, Odile Jacob, 2008.

<sup>195</sup> Ibidem, pp.122-130.

<sup>196</sup> MORIN, Edgar (2004). *La Méthode 6. Éthique*. URL: [http://www.conscience-vraie.info/edgar-morin-ethique\\_2.htm](http://www.conscience-vraie.info/edgar-morin-ethique_2.htm). Vu le 12.02.2014.

l'extrême, l'on peut dire qu'à la place des divisions antagonistes, se forment *des couples binaires* de valeurs dont chacun des éléments renvoie à l'autre. L'ensemble de ces couples constitue un champ d'interaction où chaque couple se voit légitimé et renforcé par sa coexistence et ses relations avec les autres. Donc, dans le domaine politique, les divisions politiques et les confrontations de concepts, consacrées par la modernité (Égalité contre Liberté, etc.) sont également contestés et rejetées par la pratique des nouveaux mouvements. Elles élaborent de nouvelles formes de prise en compte des nouveaux enjeux, fondées sur cette nouvelle synthèse. Ces nouvelles formes sont liées à de nouvelles représentations sur la politique et sur les modalités d'implication dans celle-ci.

**Tableau 2. La nouvelle culture comme “culture vive”. Les nouvelles synthèses.**

<b>Unité plus Diversité</b>
<b>Politique plus Morale</b>
<b>Raison plus Emotion</b>
<b>Éthique plus Esthétique</b>
<b>Réflexion plus Action</b>
<b>Privé plus Public</b>
<b>Culture plus Nature</b>
<b>Utopisme plus Pragmatisme</b>



## VII. Les nouveaux mouvements sociaux d'aujourd'hui et la nouvelle politique

---

« Although it is usual to make a distinction between political and cultural movements, the first following a more instrumental logic, the second more symbolic, **all movements tend to make demands on the political system.** (Donatella della Porta et Marco Diani).

« L'analyse politique des sociétés libérales contemporaines met en relief ce qu'il est convenu d'appeler le déclin de/de la politique, envisagé souvent sous l'angle d'un désintérêt pour la chose publique. A l'opposé, pourtant, on constate aussi depuis quelques décennies, **un essor marqué de la participation, souvent intense et exigeante** aux activités de groupes que l'on a réunis sous le vocable de nouveaux mouvements sociaux. » (Serge Denis<sup>197</sup>).

L'apport à une *politique alternative* à celle du statu quo, est *une des contributions majeures des nouveaux mouvements*. Dans le chapitre précédent, nous avons examiné certaines des caractéristiques de la culture alternative. Nous avons mis cette culture en rapport avec les nouveaux mouvements sociaux, les nouveaux facteurs complexes qui conditionnent leur émergence depuis plus d'un demi-siècle (la "Nouvelle situation") et l'apparition d'un nouvel individu. Nous allons nous arrêter maintenant sur les caractéristiques de la *nouvelle politique* (*New Politics*<sup>198</sup>) – concept avec lequel nous avons désigné la nouvelle culture et pratique de « politique citoyenne » exerçant depuis quelques décennies un impact considérable sur la politique – sur sa visée, ses revendications, ses enjeux, les modalités d'expression, les formes d'organisation et les modes d'engagement, les raisons et les mobiles qui poussent les citoyens à s'impliquer dans la vie publique et à agir.

### 1. La nouvelle politique et la crise de la démocratie représentative

---

<sup>197</sup> DENIS, Serge (2005). *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui: Le déclin du politique comme procès de politisation ?* Presses universitaires de Laval.

<sup>198</sup> Le terme *New Politics* est un terme forgé et consacré par la sociologie de l'action sociale et la politologie anglo-saxonne des années 1980-1990, notamment par des auteurs tels que Lester Milbrath, Ronald Dalton, Max Caase, Pippa Norris. Ce terme correspond à deux processus parallèles : l'accroissement du rôle du citoyen critique (*the Critical Citizen*) dans le processus politique et la transformation des modalités et des finalités de l'engagement citoyen et politique au sein des sociétés démocratiques et industrielles avancées au cours des trois dernières décennies.

Premièrement, la nouvelle politique ne peut être envisagée en dehors des constats d'une crise profonde de la politique traditionnelle (experte, professionnelle, politicienne) et de la démocratie représentative. Ces constats, appuyés par maintes analyses et données empiriques peuvent être résumés, comme le dit Pascal Perrineau, en quatre axes :

- la dégradation de l'image de la classe politique et des organisations politiques ;
- le développement des abstentions durant la période électorale ;
- la chute de l'engagement politique et syndical du type traditionnel ;
- le repli sur le privé.<sup>199</sup>

Il ne fait plus de doute qu'une part toujours croissante de citoyens de nos démocraties ne se découvre plus dans les programmes des partis. Cela est dû autant aux caractéristiques des nouveaux citoyens (critiques, compétents, exigeants), qu'aux particularités du système partisan (fermé, élitiste), et à la disparition des clivages sociaux *réels* sur lesquels s'appuyaient dans le passé les oppositions et les identifications politiques. La crise de la démocratie est en effet une *crise de la représentation démocratique* qui tient à l'écart du processus décisionnel des citoyens dont les intérêts, mais aussi les aspirations, les qualités, les capacités et les valeurs sont exclus de la politique, bref –il se forme un cercle vicieux, qui fait qu'un nombre significatif de gens ne se reconnaissent plus dans un système, qui de sa part, ne les reconnaît plus.

Cette crise est liée à des raisons multiples: déracinement territorial, mobilité croissante des populations et urbanisation (plus technologisation) accélérée, qui dans leur ensemble, rendent de plus en plus non opératoires les vieux clivages<sup>200</sup> et font s'estomper les identifications (sociales, idéologiques, politiques, partisans) durables tout en contribuant à apparition de nouvelles formes communautaires et identitaires. Comme l'a remarqué Pascal Perrineau, “le déplacement des substrats territoriaux, sociaux et idéologiques de la représentation politique ont provoqué un profond malaise démocratique”.

Or, à partir du constat de ce qui se défait ou se dérègle dans la vie politique de nos démocraties, il est possible d'envisager ce qui est en train de naître comme nouvel espace politique. En effet, derrière ce rapport à la démocratie représentative où se lit beaucoup de défiance, de retrait, de protestation et de crise des loyautés durables, on devine, l'émergence **d'un nouveau type de citoyen critique**. Dans une grande enquête internationale sur les

---

<sup>199</sup> PERRINEAU, Pascal (2014). Le désenchantement démocratique : In. - *The Democracy in Bulgaria. Quality content*. Sofia (à paraître).

<sup>200</sup> Fondées sur des oppositions binaires (centre-périphérie, ville-campagne etc.) consacrées par la science sociale du milieu du XXe siècle et valables surtout pour les vieilles démocraties occidentales.

attitudes des citoyens des régimes démocratiques, une équipe de politologues dirigée par Pippa Norris<sup>201</sup> a constaté qu'alors que la confiance dans les institutions de la démocratie représentative se trouve en déclin, les valeurs de la démocratie progressent à la surface du globe. Cette érosion de la confiance et la montée de ce que Norris appelle un « cynisme croissant<sup>202</sup> » vis-à-vis des gouvernements démocratiques, entraînent une détérioration de la participation démocratique classique (participation électorale, militantisme partisan, engagement civique). En même temps, cette aliénation relative par rapport au régime démocratique favorise le développement d'une « politique protestataire » (mouvements extrémistes, activisme protestataire, mobilisations urbaines) et contribue à éroder le rapport à la loi commune et le sens de l'intérêt général.

Or le désenchantement démocratique assorti de la capacité critique des nouveaux citoyens fait naître une politique alternative, complexe, à la fois négative et positive, mécontente et enthousiaste, mais aussi critique et vigilante, experte et amateur, défiant les élites en les soumettant à une évaluation constante et à une responsabilisation : elle transcende souvent la logique fondée sur la contestation simple et les formes protestataires. Quelles en sont les caractéristiques ?

## 2. Caractéristiques de la nouvelle politique

### 2.1. Nouvelle visée et nouvelles finalités

Une première caractéristique majeure de la nouvelle politique concerne sa visée et la finalité de l'action citoyenne:

a) C'est en effet une politique contestataire, comme l'affirme un des spécialistes des mouvements sociaux Sidney Tarrow<sup>203</sup>, mais la contestation est assortie de certains traits, devenus typiques pour les nouveaux mouvements de la fin du XX et du début du XXI<sup>e</sup> s. Le but ultime de cette contestation ne consiste pas à prendre le pouvoir mais à *le contrôler davantage*, à exercer une surveillance citoyenne sur ses agissements et à faire plus transparentes, y compris à travers des recours en justice récurrentes, les décisions et les actes des experts et des élites en place. Cette tendance accrue de vigilance citoyenne lie, selon Pierre Rosenvallon, démocratie d'expression, démocratie d'implication et démocratie

---

<sup>201</sup> Pippa NORRIS (1999). *Critical Citizen, Global Support for Democratic Governance*, Oxford University Press.

<sup>202</sup> Ibidem, p. 5.

<sup>203</sup> TARROW, Sydney (1998) (with David S. Meyer). *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*. Rowman & Littlefield.

d'intervention : « la démocratie d'intervention est constituée quant à elle, de toutes les formes d'action pour obtenir un résultat désiré<sup>204</sup>. »

b) Dans un sens plus large, elle démontre l'ambition et la capacité réelle des citoyens – plus critiques car plus éduqués et politiquement plus compétents, d'impacter sur *la direction générale du gouvernement* et à **participer, dans la définition des priorités publiques et politiques**. Dans un contexte d'évolution de la démocratie, où la représentativité des institutions devient de plus en plus problématique, les mouvements s'avèrent souvent les garants légitimes de *l'inscription durable des conquêtes sociales et démocratiques dans les politiques*. Comme le note François Polet, à propos des mouvements sociaux du Sud, ils seraient un des supports majeurs d'une gouvernance citoyenne et démocratique globale en gestation<sup>205</sup>.

c) S'y ajoute un autre trait spécifique - *la visée* de cette nouvelle politique est anti élitiste, égalitariste et démocratisante, y compris dans ses avatars populistes. Cela se traduit non seulement dans les revendications pour **une participation plus directe dans le processus décisionnel**, mais se voit reflétée également dans l'exigence de responsabilisation de la conduite des pouvoirs publics et du comportement des hommes et des femmes politiques. C'est dans cette perspective, inspirée des travaux de Jürgen Habermas, que la nouvelle politique diffusée par les mouvements sociaux, peut être considérée comme **participant à la démocratisation des sociétés**, car ceux-ci rendent possible la circulation des idées au sein « d'un espace public non investi par le pouvoir », où les « pratiques associatives ont formé le substrat social de la sphère publique<sup>206</sup> ».

d) la nouvelle politique contribue aussi à dé-privatiser, à *reconquérir ou encore à créer de nouveaux espaces publics* qui sont indispensables tant pour l'expression publique des demandes des citoyens que pour la médiation des nouveaux enjeux entre la société et le pouvoir et la légitimation publique des acteurs. Cette **légitimation publique** est cruciale pour la survie et la durabilité des mouvements qui en puisent - en vue de s'intégrer dans le système dans le but de le changer „de dedans“, ou bien en vue de résister aux forces centripètes et aux tentatives du pouvoir en place de les discréditer.

e) Une dernière caractéristique qui lie cette fois-ci la visée et les motivations de l'engagement, est **le désir de réalisation de compétences civiques et politiques**, une réalisation considérée comme nécessaire *autant pour le bien commun que pour*

---

<sup>204</sup> ROSENVALLON, Pierre (2006). Op.cit., p. 26.

<sup>205</sup> POLET, François (2009). Mouvements sociaux au Sud: entre contestation et altermondialisation. In. - *Mondialisation. Gagnants et perdants*. Delcourt, Laurent et al. (dir). Éditions Couleurs livres asbl, Bruxelles, 149-164.

<sup>206</sup> HABERMAS, Jürgen (1992). L'espace public. 30 ans après. In. - *Quaderni 18*, automne 1992, 161-191..En ligne <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad\\_0987-1381\\_1992\\_num\\_18\\_1\\_977](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad_0987-1381_1992_num_18_1_977)>

*l'accomplissement personnel des individus*. Les buts et les priorités collectifs correspondent donc aux motivations nouvelles au plan individuel qui lient naturellement le concret et le général, le privé et le public, le local et le global. La protection de l'environnement, par exemple, dans cette perspective est envisagée comme prioritaire pour une politique globale *et* locale, car elle concerne à la fois les équilibres planétaires (indispensables pour la survie de *tous*) et la qualité du milieu et par là – de la vie des individus et des communautés (indispensables pour leur bien-être physique mais aussi mental de *tout un chacun*).

## **2.2. Nouvelle orientation, nouvelle justification, nouveaux objectifs**

« J'ai beaucoup réfléchi sur toutes ces choses, et je suis arrivée à des modèles de comportement auxquels j'essaye de m'y tenir... Mon principe, c'est : fais ce que dois, advienne que pourra. Et ça, chacun peut le faire. Il n'est pas nécessaire d'y consacrer sa vie. Il faut simplement adopter une certaine attitude et tenir bon dans les limites que l'on s'est posées. C'est ce qui apporte une réelle satisfaction. » (Militant, Réseau urbain d'associations de protection du milieu de vie).

« Ce ne sont pas des choses pragmatiques. On n'aspire pas aux résultats utilitaires auxquels les gens s'attendent. Ce n'est pas la même chose que d'aller dans le magasin, acheter un poulet, le cuisiner et le manger. La logique des choses spirituelles n'a rien à voir avec la logique des préoccupations matérielles. » (Citoyen, coalition *For the Nature in Bulgaria*).

Au niveau de l'orientation, la nouvelle politique se caractérise par *deux traits spécifiques*. **Premièrement**, elle illustre le principe que *la fin ne justifie pas les moyens* ; tout au contraire, c'est le moyen qui pourrait et devrait justifier la fin. S'opposant à une politique machiavélique prétendument réaliste, cette caractéristique révèle l'importance des considérations d'ordre morale comme *considérations rationnelles*, et réintroduit la valeur du long terme en politique : la politique morale est la politique du long terme car reposant sur « le principe responsabilité ». La politique du long terme, qui s'oppose au court - termisme de « la politique du mandat », dictée par des besoins électoraux, lie par nécessité politique et éthique car elle se fonde sur la prévision, la prévention, la prise en compte de la complexité des enjeux. Dans une approche prospective et proactive, elle fait assumer aux politiciens le devoir de prendre en charge non seulement les besoins des générations présentes mais aussi ceux des générations futures. Ainsi, par exemple, le modèle de développement soutenable (« *Un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les*

*capacités des générations futures à répondre aux leurs »*), adopté par la Commission de l'Environnement et du Développement de l'ONU et la communauté internationale sous l'impulsion des mouvements écologiques, comme tentative de mise en place d'une alternative plausible du paradigme de développement dominant - plus juste, plus équitable et plus adapté aux besoins de nos sociétés en crise, se fonde-t-il sur la responsabilité intra- et intergénérationnelles et le souci éthique-politique pour les générations futures<sup>207</sup>.

**La deuxième caractéristique** concerne toujours le rapport entre les fins et les moyens mais sous l'angle de **la nécessité de correspondance éthique** : Il est indispensable de surmonter la contradiction entre message idéologique et pratique réelle de la politique. Ce principe, qui fait brouiller la distinction dichotomique public/privé, se répand comme pratique au sein des mouvements verts notamment. Il révèle le besoin d'intégrité dans le comportement public et politique des nouveaux citoyens: les déclarations et les programmes politiques doivent correspondre aux actes publics et à l'agir politique des acteurs, individus ou organisations<sup>208</sup>.

La nouvelle politique a donc une orientation contestataire, liant dans un seul élan le rejet, l'exigence morale et de la responsabilisation. Elle fait articuler l'indignation citoyenne envers le système corrompu et les professionnels politiques, avec une responsabilité volontairement assumée de « moraliser » le comportement public et politique. Il ne faut pourtant confondre les demandes de plus de morale dans la politique, propre à une partie considérable des nouveaux mouvements, avec les slogans idéologiques. En effet, la nouvelle politique correspond à une conviction : la politique doit « parler de la vie et pas de la morale sauf quand la morale sert la vie. » La moralisation de la politique est donc autant une revendication d'ordre éthique et esthétique, qu'une demande pragmatique : la politique doit être vive, elle doit suivre le cours naturel des problèmes sociaux et répondre aux *enjeux réels* des gens et des sociétés, ou elle n'est pas. Comme en atteste l'appel d'un groupe de blogueurs altermondialistes :

« Nous refusons les visions désincarnées ; les idéaux ne nous parlent que s'ils parlent du réel. Toutes les rêveries du monde ne remplaceront pas une paire de bottes par temps de neige ou un gilet pare-balles en temps de guerre<sup>209</sup>. »

---

<sup>207</sup> NOTRE AVENIR A TOUS (1989) [1987].Rapport Brundtland. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Paris : Éditions du Fleuve.

<sup>208</sup> OLLITRAUT, Sylvie (1997). *Sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes.

<sup>209</sup> Scriptoblog. Le retour aux sources. Notre profession de foi.

<<http://www.scriptoblog.com/index.php/component/content/article/67-presentation/presentation/279-notre-profession-de-foi>> (10.02.2014)

### 2.3. Nouvelles formes (modes) d'organisation, nouvelles communautés

« Je ne dirais pas qu'il y a une organisation quelconque. Je n'y adhère pas formellement. Nous partageons des intérêts communs, nous partageons des points de vue et des choses que nous faisons ensemble. C'est pour cela que ces communautés sont non formelles ou faiblement formalisées, pour que la vie puisse y circuler sans problème. » (Citoyen, Union des associations citoyennes de Sofia).

Les nouvelles types d'organisations issues des nouveaux mouvements sociaux peuvent être qualifiées comme **auto-générées, autonomes, faiblement structurées, ouvertes**. Elles sont souvent non- institutionnalisés, renonçant la formalisation administrative et juridique, pour des raisons de principe (non conformes à leur volonté d'autonomie au niveau collectif et individuel), et pragmatiques – l'organisation fluide les protège des manipulations venant de dehors et de dedans, favorise la circulation des militants dans „un espace d'action” et préserve le mouvement social de la stagnation. Appuyée sur des réseaux ouverts de groupes décentralisés, la participation présente un caractère changeant, peu homogène, souvent informel ou discontinu, marquée par le rejet des systèmes dominants de représentation des intérêts. Les mouvements reposent sur une multiplicité de micro-organisations, d'associations de proximité, d'« unités diversifiées et autonomes », de caractère « dispersé, composé, fluide », occupant *un espace social* « aux confins incertains et à la densité variable », comme le dit Alberto Melluci<sup>210</sup>. Ainsi, les « mille et une façons de faire collectif » se réfèrent plutôt à une culture d'agir en réseau, prenant avec le développement de Internet et des réseaux sociaux, comme le note Pierre Rosenvallon, une forme politique<sup>211</sup> : elle s'exprime par un rejet de l'institutionnalisation, associé au primat accordé à l'action et sert d'un véritable vigie citoyen sur les agissements publics et privés des gouvernants. Comme le montrent Ion et al. la verticalité des syndicats et partis politiques (démocratie représentative) est opposée à l'horizontalité des collectifs et des coordinations (démocratie participative)<sup>212</sup>.

De plus, **leur profil organisationnel est très diversifié** : les «*New Politics* » font inclure des groupements non formels, dits « groupes de citoyens », associations locales ou de résidents, ONG, campagnes thématiques, groupes NIMBY<sup>213</sup> ou comités d'initiative, mais

---

<sup>210</sup> MELLUCI, Alberto (1994). What's "New" in New Social Movements? In. - Enrique Laraña, Hank Johnston and Joseph R. Gusfield (eds.) *New Social Movements: From Ideology to Identity*, Philadelphia. PA: Temple University Press, 101-130 [108].

<sup>211</sup> ROSENVALLON, Pierre (2006). *La contre-démocratie*. Op.cit. p. 76.

<sup>212</sup> ION, Jacques, FRANGUADAKIS, Spyros, VIOT, François (2005). *Militer aujourd'hui*. Op. cit. p.48.

<sup>213</sup> NIMBY (Not in My Back Yard). Terme établi par la science sociale anglo-saxonne désignant un type spécifique d'initiatives citoyennes qui au début ne défendent que les intérêts des résidents locaux ou d'une communauté concrète contre les tentatives soit des pouvoirs locaux, soit de l'État ou d'un investisseur, de faire

aussi partis anti-systémiques, et plus récemment - réseaux de citoyens construits par l'intermédiaire des nouveaux réseaux sociaux de la Toile, qui font bâtir des coalitions en ligne *et off-line*, embrassant souvent **toutes les formes d'engagement** énumérées ci-dessus. La constitution sous la forme de réseau, particulièrement répandue après la banalisation d'Internet et des plate-formes virtuelles, aurait conduit à l'émergence d'une nouvelle pratique de démocratie que certains auteurs appellent « démocratie digitale » correspondant aux évolutions de l'Age de internet<sup>214</sup>.

## 2.4. Les nouvelles pratiques participatives

L'on peut affirmer que la nouvelle politique fait naître, comme le dit Pascal Perrineau, « un espace public où de nouveaux modes de délibération éclosent. » Se référant à une recherche réalisée au début du XXI<sup>e</sup> s., l'auteur souligne *« comment l'espace public de nos démocraties qui s'interrogent a su générer tout un ensemble de nouvelles pratiques qui contournent les modes classiques de la représentation parlementaire pour inventer des mécanismes permettant à la fois l'expression des intérêts et la prise en compte de la compétence des citoyens. »* De nouvelles formes de délibération démocratique apparaissent, se développent et parfois s'institutionnalisent; des formes plus vieilles, sortent des oubliettes de la mémoire collective : les conférences de consensus, les « *focus groups* », les sondages délibératifs, coexistent avec les jurys de citoyens, les comités de quartiers, etc ... Ainsi, continue l'auteur, comme un corps malade secrète des anticorps, *« la démocratie désenchantée invente aux marges d'une démocratie représentative très affaiblie, des pratiques innovantes qui tentent de faire porter la délibération collective sur des objets réels et non sur des mythes. Le désenchantement démocratique est peut-être le prix à payer pour la mise en place d'une démocratie plus prosaïque mais plus consistante »*<sup>215</sup>.

---

installer une infrastructure sur le territoire habité par les résidents que les gens locaux désapprouvent, craignant d'un effet néfaste sur leur santé et la qualité générale du milieu. Considérés longtemps péjorativement comme des formes d'activisme égoïste, à portée réduite et à impact insignifiant, dénués d'intérêt heuristique pour la science sociale, les NIMBY sont examinés de nos jours par les analystes des mouvements sociaux, notamment des mobilisations environnementales, comme des formes primaires (des proto-mouvements) susceptibles de faire déclencher non seulement des campagnes et même des mouvements continus à effets sérieux et durables sur les politiques publiques, mais aussi de poser d'importants questionnements de nature politique et éthique, concernant les fondements du contrat social, comme par exemple sur le rapport de force entre les droits de la majorité et des minorités en démocratie : Est-il légitime, dans quelles circonstances et à quel degré, de sacrifier le droit d'un environnement sain, inscrit dans la loi fondamentale, d'une minorité d'habitants-citoyens afin de satisfaire aux besoins de qualité de vie de tous les autres ? Voir sur ce sujet l'ouvrage d'un des fondateurs du mouvement environnementaliste radical Earth First! David Foreman In. - FOREMAN, David. (1991). *Confessions of an Eco-Warrior*. Crown Publishing Group.

<sup>214</sup> Voir par exemple CASTELS, Manuel (2006). *The Network Society: From Knowledge to Policy*. Washington, DC, Center for Transatlantic Relations (co-editor) et *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age* (2012). Cambridge, MA, Polity Press.

<sup>215</sup> PERRINEAU, Pascal (2014). Le désenchantement démocratique. Op.cit. p.35.



## 2.5. Le nouveau militantisme. Nouvelles motivations, nouveaux modes d'engagement

Le nouveau militantisme est marqué, comme nous avons pu le constater, par une nouvelle culture “d'individualisme altruiste” qui explique l'amalgame nouveau de modes de participation et d'engagement. Comme l'ont remarqué Jacques Ion et al :

« (...) l'engagement est moins en train de disparaître que de se transformer et ce à quoi nous assistons présentement est seulement le déclin d'un mode spécifique, *historique et national* d'implication dans l'espace public, celui repérable sous la figure du militant, tandis qu'émergent de nouvelles modalités d'implication dans un espace public lui-même transformé<sup>216</sup>. »

Le militant d'hier l'était « *à partir d'une adhésion préalable, idéologique, syndicale ou politique* » et le militant d'aujourd'hui « *le devient dans et par l'action, celle de s'engager*<sup>217</sup> ».

Ce nouveau militantisme, au-delà de son aspect protestataire et théâtral très visible à la surface, est en effet un militantisme évaluatif, attentif, critique et compétant : il fait preuve, d'une combinaison de modes contestataires et radicaux (désobéissance civile, protestations, manifestations de rue, blocages, etc.) et de modalités plus conventionnelles (refus de voter, vote pragmatique, lobbying, collecte de signatures, recours en justice), sans oublier les plus “classiques” (véto, référendums, initiative législative, pression sur le législateur afin d'amender, retirer ou bien adopter des lois jugées bénéfiques pour le bien commun): Tous ces procédés se relayent et sont utilisés d'une façon de plus en plus pragmatique, conformément au cas concret et aux circonstances. S'y ajoute la possibilité d'entrée et sortie facile dans le mouvement, car l'adhésion formelle n'est pas obligatoire. De plus, l'engagement est *pluriel et multidimensionnel* : une seule personne peut participer dans plusieurs organisations et faire part de plusieurs campagnes traitant de problèmes divers, dans lesquelles elle peut jouer des rôles fort différents ; la participation est bâtie selon les qualités et les préférences individuelles des activistes et les nécessités concrètes du moment; la militance est plutôt bénévole, sans obligations de cotisation, prise en charge administrative ou autre.

Cette dernière particularité est exclusivement révélatrice pour la nouvelle situation : les individus peuvent se trouver impliqués, dans une seule et même campagne, en tant que citoyens, d'une unité supranationale (UE), de leur État national, mais aussi comme habitants et citoyens de leur planète (le cas des participants dans les mouvements écologistes et plus

---

<sup>216</sup> ION, Jacques et al (2005) *Militer aujourd'hui*, Op.cit., p. 23.

<sup>217</sup> Ibidem, p.4.

récemment – dans les mouvements altermondialistes), *et* comme citoyens de leur ville, résidents de quartier, comme experts et professionnels, mais aussi – comme mères protestant contre la commercialisation des OGM, parents d'élèves ou encore étudiants réclamant leurs droits d'accès équitable aux études supérieures.

De plus, tous ces statuts multiples sont exercés *simultanément*, permettant à la personne de se montrer à la fois dans plusieurs emplois et d'allier parfois *dans un seul acte* les différentes facettes de sa personnalité sans pour autant être fixée à une organisation, une strate sociale figée ou un statut durable, bref - à une identité quelconque et établie une fois pour toutes. L'identité elle-aussi, tant individuelle que collective, comme d'ailleurs l'engagement, s'avère plutôt **un processus** qu'un état stable.

## 2.6. Nouveaux modes d'action, nouvelles modalités d'agir

Cela peut expliquer la prédilection pour *l'implication directe et l'action directe* : ceci légitime le choix d'un comportement qui associe l'exhibition (correspondant à une responsabilité publique assumée **à la première personne**) et une volonté de rester anonyme (un anonymat qui est souvent paradoxalement lié à plus d'exhibition voulue en public<sup>218</sup>). Qui plus est, l'action directe est indissociable d'une logique simple, fondée sur le concret, car elle concerne souvent de près la vie quotidienne et l'environnement immédiat du citoyen; mais elle est en même temps une action à impact plus général sur le bien commun et comme telle revêt des connotations politiques et morales. Un dernier trait important : le recours à des actes de désobéissance, d'occupation ou de performance artistique, ne s'oppose pas aux modes d'action politique et de participation citoyenne plus „classiques” : la pétition, la manifestation, la protestation, le lobbying ou encore le vote. Les nouveaux citoyens non seulement **font mélanger les deux types d'activisme** mais font preuve d'habileté remarquable à pratiquer tant les méthodes traditionnelles que les formes plus innovantes

Le recours à des *modes alternatifs* afin d'influencer le processus décisionnel, constitue une spécificité significative : en attestent les demandes d'**élargissement des instruments de la démocratie directe** (référendums d'initiative citoyenne, obligation d'instauration de quota citoyens “indépendants” ne représentant aucun parti politique, ou garantissant l'accès permanent des organisations de la société civile dans les instances de prise de décision afin de les contrôler davantage et d'en assurer la transparence des actes), les jurys délibératifs de citoyens ou les forums d'expertise citoyenne, ou encore la mise en place de médias alternatifs afin de diffuser 'la vraie voix des citoyens’ et à démasquer les abus des politiciens. Un

---

<sup>218</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2014). Humaniser et esthétiser par l'espace. Les nouvelles mobilisations urbaines. In. - *Mobilisations citoyennes dans les espaces publics*. ROUET, Gilles (dir.) Paris : Harmattan.

exemple récent de cette tendance a été la mise en place d'un „gouvernement alternatif” par les citoyens, lors des mouvements protestataires la dernière année en Bulgarie contre le nouveau gouvernement<sup>219</sup> assorti d'un centre de presse alternatif<sup>220</sup>.

Le mouvement social et la nouvelle politique tirent donc leur *unité* du fait que les individus et les groupes gravitent dans un même **système d'action**, c'est-à-dire qu'ils poursuivent des objectifs communs, partagent des symboles, voire l'affirmation d'une identité et circulent dans un espace militant partagé. Malgré la fragmentation des organisations et des symboles, les échanges individuels et les rassemblements ponctuels fondent donc une *unité instable, dynamique, processuelle*. « Ce n'est pas une protestation, c'est un processus », était le mot d'ordre des nouveaux mouvements contestataires en Bulgarie de 2013-2014<sup>221</sup>.

## 2.7. Vers le dépassement des clivages, établis dans le cadre de l'État national

En outre, « la nouvelle politique » conduit au dépassement les clivages typiques pour une étape historique de l'évolution politique des sociétés modernes – celle dominée par le modèle de l'État-nation, tout en dessinant, conformément à la nouvelle situation, de nouvelles lignes de démarcations. Un exemple pertinent en est la tension chronique entre politique nationale (intérieure), guidée par les raisons de souveraineté, et politique étrangère et internationale – une opposition dont les mouvements écologiques ont révélé le non-sens et le caractère artificiel. Elle a été rendue obsolète par l'évolution des problèmes écologiques globaux (tels que changement climatique et trou dans la couche d'ozone) et nécessitant une coopération internationale renforcée. Or ces tensions poussent les organisations et les acteurs politiques (États, collectivités, partis, mouvements) à adopter de nouveaux types de comportement, aboutissant à *de nouvelles synthèses politiques*.

Les nouvelles oppositions structurantes s'annoncent donc de plus en plus souvent à une échelle sub - et supranationale. C'est aussi très souvent le champ d'action privilégié des

---

<sup>219</sup> Le gouvernement de coalition de Plamen Oresharski, composé d'élus du Parti socialiste bulgare (PSB), le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) (connue dans la presse française comme Mouvement de la minorité turque) et soutenu par le parti populiste et nationaliste Attaka, a été mis en place en mai 2013 après la démission en février 2013 de l'ancien gouvernement du GERB (parti populiste de centre-droite) et les élections anticipées deux mois après. Le taux d'abstention étant considérable et la légitimité du vote et du gouvernement, contestés, des dizaines de milliers de citoyens bulgares ont manifesté non seulement pour demander la démission du gouvernement qualifiée d'oligarchique et illégitime, mais aussi pour une révision générale et substantielle du système politique, réclamant la révision de la Constitution (et même la rédaction d'une nouvelle constitution à la place de celle adoptée en 1991, deux ans après la chute du régime totalitaire), de nouvelles lois permettant un meilleur contrôle citoyen et démocratique sur le travail des institutions et sur le financement des partis politiques, et des garanties pour une participation réelle et plus directe dans le processus de prise de décision. Voir СМИЛОВ, Даниел, ВАЙСОВА, Леа (2013). *Протестът. Анализи и позиции в българската преса*. София: Изток-Запад.

<sup>220</sup> La société civile contre le gouvernement et la gouvernance oligarchique. Blog de Rouja Lazarova <http://roujainsofia.wordpress.com/category/mouvement-citoyen-2013/>.

<sup>221</sup> СМИЛОВ, Даниел, ВАЙСОВА, Леа (2013), Op.cit.

nouveaux mouvements citoyens : la nouvelle politique est orienté selon l'axe local-global. Ces oppositions deviennent évidentes lorsque les débats et les solutions concernent des enjeux d'une portée internationale et requièrent des connaissances et une riche „culture générale“ citoyenne et politique. Comme le note Pascal Perrineau :

« Ce sentiment que les problèmes et les éventuelles solutions ne sont pas posés à la bonne échelle, est particulièrement vif lorsque les questions politiques évoquées sont celles de l'Europe, de la mondialisation ou encore de l'international. Un véritable nouveau clivage d'ordre social et culturel oppose alors des citoyens à haut ou moyen niveau d'études, plus européens, tolérants et ouverts à la globalisation, aux citoyens moins éduqués, inquiets face à l'ouverture de nos sociétés et souvent plus séduits par le rejet de « l'autre » et de l'Europe. En France, par exemple, ce clivage s'est exprimé pour la première fois avec vigueur lors du référendum français sur l'approbation du Traité de Maastricht en 1992 puis s'est répété, en 2005, lors du référendum sur la ratification du Traité constitutionnel européen<sup>222</sup>. »

### 3. La nouvelle politique et “la démocratisation de la démocratie”

« Cela fait 15 ans que je ne vote plus. Je ne voterai pas tant que le vote blanc n'existera pas. Je pense qu'il y a une alternative aux partis politiques, celle de la participation citoyenne (...) J'y participerai par un acquis de conscience. » (Militant, coalition *Citoyens pour une Sofia verte*).

« Movement organizations do not usually aim at abolishing the existing political parties, nor do they seek to found new ones; **they demand the democratization of old politics and institutions, parties and trade unions, and they propose a constitution of an alternative, open public spheres where different positions can be developed, analyzed and compared on an openly-stated ethical bases.** (...) from this point of view, the social movement affirm the legitimacy (if not the primacy) of *alternatives of parliamentary democracy* criticizing both liberal democracy and the “organized democracy” of the political parties. (Donatella della Porta et Mario Diani<sup>223</sup>)

Un dernier aspect de la nouvelle politique va clôturer ce chapitre : celle-ci fait véhiculer et répandre une pratique citoyenne et politique qui contribue à « démocratiser la démocratie ».

---

<sup>222</sup> KANEV, Dobrin, TODOROV, Antoniy (eds) (2014). *The Democracy in Bulgaria*. Quality Content. Sofia : Iztok-Zapad.

<sup>223</sup> della PORTA, Donatella, DIANI, Mario (2006) [1998]. *Social Movements. An Introduction*. Blackwell Publishing, pp. 239-248.

Nous allons nous arrêter sur les deux visages de ce processus de démocratisation : la contre-démocratie (ou la démocratie de surveillance critique) et ce que nous nous proposons d'appeler "démocratie d'invention".

### 3.1. La contre-démocratie

Dans son ouvrage éponyme, Pierre Rosenvallon introduit ce concept provocateur en vue de décrire les instruments et les finalités d'une démocratie de vigilance et de surveillance civique, exercé par le souverain (les citoyens critiques), qui selon l'auteur non seulement a émergée et s'est développée parallèlement à la démocratie institutionnelle, mais l'a aussi en quelque sorte précédée : il s'agit d'une démocratie de contrôle, de veto, d'empêchement et d'évaluation constante des agissements des gouvernements, dont certains des modalités sont pré-modernes (remontant encore au Moyen âge), et d'autres – postmodernes (la démocratie d'expertise citoyenne, ou bien les jurys citoyens appelés à légitimer les décisions des autorités).

L'apport des nouveaux mouvements citoyens pour l'enrichissement et l'approfondissement de cette « démocratie de la responsabilisation », est considérable. Il aurait suffi d'en indiquer, à titre d'exemple, le mouvement d'expertise citoyenne aux États-Unis<sup>224</sup> ou encore la mise en place, à la suite de la pression exercée par les mouvements écologiques, d'instruments de contrôle citoyen sur les politiques publiques en matière d'environnement, telles que l'Évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE)<sup>225</sup>

La vigilance citoyenne s'exprime donc par surveillance, empêchement et jugement. Les citoyens de nos démocraties font illustrer quotidiennement une observation de Jeremy Bentam, faite au XIX<sup>e</sup> siècle « The more strictly we are watched, the better we behave ». Ainsi, la coalition environnementaliste *For the Nature in Bulgaria*, a rédigé et a fait circuler sur la Toile une liste contenant les noms des personnes (assortis de photos) et des compagnies qui à l'avis des environnementalistes, ont massacré la nature bulgare et ont détruit un bien, qui est à la fois un héritage culturel, et haut lieu de l'intérêt général.

Cette **démocratie de surveillance** aboutit de plus en plus souvent, comme le montre Rosenvallon, à des recours de justice, dans les cas où les citoyens, ayant épuisé les recours auprès des pouvoirs législatif et exécutif (ou bien estimant ces recours non-efficaces),

---

<sup>224</sup> Visant à contrôler à la fois les décisions des autorités publiques et la communauté scientifique, notamment dans des cas concernant des sujets éthiques controversés, faisant objet d'un intérêt public significatif, comme l'application et le contrôle sur les découvertes de l'ingénierie génétique, les manipulations avec des embryons, la commercialisation d'OGM, la conservation de déchets radioactifs, etc.

<sup>225</sup> Obligeant les pouvoirs publics d'informer et de faire engager dans la décision la communauté locale, dans les cas d'adoption et d'exécution de projets d'infrastructure publique ou des activités économiques qui pourraient avoir un impact négatif sur l'environnement ou la qualité du milieu de vie des habitants, en général.

s'adressent directement au pouvoir judiciaire, au niveau national et supranational, comme dernière instance de contrôle, mais aussi de punition démocratique. En témoignent, par exemple, les nombreux recours réalisés par la communauté environnementaliste : cet activisme du *peuple-juge* a abouti à plusieurs décisions de la cour (nationale et européenne) en dernière instance, sanctionnant des infractions commises par des institutions publiques ou des investisseurs privés. **L'expertise citoyenne**, enfin, est une forme contemporaine de contrôle qui peut servir à empêcher les décisions politiques privées de bon sens. « Le peuple-véto » et le citoyen compétant empêchent de plus en plus souvent l'adoption ou l'amendement de lois, jugées néfastes pour le bien commun. Tel fut, par exemple, le cas de la campagne *Bulgarie-zone libre d'OGM*, qui a conduit à l'adoption d'une des lois les plus restrictives en matière de culture d'OGM et de commercialisation de produits transgéniques au sein de l'UE<sup>226</sup>.

Qui plus est, ces pratiques sont en effet des mécanismes d'évaluation et réévaluation directe et constante du pouvoir, qui font remplir d'un *sens démocratique* le vide entre les élections et font redonner aux citoyens actifs le sentiment que leur opinion compte. Ils ont enfin un effet normatif : en révélant la corruption des personnalités au pouvoir et en démasquant ceux qui se cachent derrière elles, au prix quelquefois du scandale, ils conduisent au raffermissement des normes et des valeurs collectives, nécessaires pour le maintien du contrat social. La sociologie moderne a souvent accentué sur cette dimension “purificatrice” du fait de démasquer publiquement les abus et les méfaits du pouvoir : Sous la forme de scandale médiatique, de dérision publique ou de manifestation de rue, la révélation de faits „de la cuisine” de la politique fait consolider la conscience collective car dévoilant publiquement ce qui lui nuit et ce qui la détruit<sup>227</sup>.

De cette façon, les citoyens se dotent par eux-mêmes d'un pouvoir de contrôle continu et de censure, dispersés en plusieurs formes de „contre-pouvoirs” au sein du corps social, qui leur permet d'influencer le pouvoir officiel, sans l'exercer officiellement. Cette vigilance constante contribue à „la démocratisation de la démocratie », premièrement car elle représente une forme d'autocontrôle *continu* de la démocratie par le détenteur légitime du pouvoir, et deuxièmement, car au travers ces formes légales de participation, les citoyens peuvent **exprimer régulièrement leurs mécontentement**, déception et frustration du système, ses acteurs et ses procédures, sans faire recours à la violence comme moyen ultime et sans sortir du cadre du comportement civilisé qui devrait caractériser la norme démocratique.

---

<sup>226</sup> Pour plus de détails sur cette campagne voir KRASTANOVA, Radosveta (2012) *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria : Between System Integration and System Change*, Sofia, Friedrich Ebert Foundation, notamment Part III.

<sup>227</sup> Voir Damien de BLIC et Cyril LAMIEU (2005). Le scandale comme épreuve. *Éléments de sociologie pragmatique. Politix*, N 71.

### 3.2. De la contre-démocratie vers une démocratie d'invention

« Leaving aside the results obtained in particular demands, it must be added that the spread of new policy arenas has contributed to the realization of what has been considered one of the principles aims (if not the principal aim), of many social movements : the development of a **new conception of democracy**. (Donnatela della Porta et Mario Diani).

Les corps citoyens secrétant la contre-démocratie, sont aussi des laboratoires d'invention de nouveaux modes et des pratiques innovantes, qui font bouger la démocratie en avant. La cause principale étant la compétence accrue des citoyens de s'impliquer et de contribuer au processus décisionnel. Le passage de la mobilisation cognitive, pour reprendre la formule de Ronald Inglehart, **à une mobilisation réelle**, prend ses sources autant (et parfois même plus) sur une volonté et une capacité réfléchie de contribution effective au bien commun, fondées sur des savoirs et un savoir-faire politiques et professionnels réels, que sur une frustration sociale non (ou mal) avouée, un désir de combler un vide existentiel ou une déception amère engendrée par le dysfonctionnement ou de la faillite de la démocratie.

Si l'on veut se limiter à deux exemples, l'on doit noter *primo* la pratique des **forums sociaux régionaux et mondiaux** du mouvement altermondialiste, établie depuis une décennie, qui soumettent à l'évaluation et l'expertise citoyenne (pratiquée par des représentants de toutes les formes connues d'organisation et d'association citoyennes ) le système du capitalisme globalisé, tout en y cherchant des issues plausibles ; et *secundo* **les pratiques de démocratie de proximité (appelée par les auteurs anglo-saxons *Grasroots Democracy*)** qui font approfondir et diversifier les formes de la démocratie participative au niveau local (quotas citoyennes obligatoires dans les commissions des parlements locaux ou régionaux, exigence de publication en ligne dans les meilleurs délais de toutes les décisions concernant la propriété publique sur les sites des organes compétents, exigence d'accès à l'information libre en vue d'assurer la transparence des marchés publics, inspection supplémentaire du choix des firmes et de la qualité des services publics qu'ils offrent par des agences d'audit indépendants).

Ces deux exemples auraient suffi de démontrer une tendance de renouvellement (et de renouveau) démocratique, qui s'appuie, comme le note judicieusement Raymond Boudon, autant sur la critique de pratique de la démocratie par les pouvoirs institués, que sur une *prescription démocratique* qui fait éloge du sens commun, du long terme, et de la responsabilité pleinement assumée par les gouvernants qui s'appuie sur une volonté de

radicalisation démocratique via des formes alternatives de démocratie (directe, communautaire, valorisant face à la “grande politique élitiste“ de “petites politiques” participatives )<sup>228</sup> . Ou, pour reprendre les réflexions de Herbert Kitschelt<sup>229</sup> « *The stakes and the struggle of the left and libertarian social movements thus invoke an ancient element of democratic theory that calls for an organization of collective decision making referred to in varying ways as classical, populist, communitarian, strong, grassroots, or direct democracy, against the democratic practice in contemporary democracy labeled as realist, liberal, elite, republican or representative democracy.* »

### 3.3. La démocratie : les nouvelles synthèses

L'on peut présenter les nouvelles synthèses, qui font incorporer les vieux clivages, tout en les transcendant, de la manière suivante : *La nouvelle politique* combine la politique des élites et la politique citoyenne, le professionnalisme et l'amateurisme, le libéralisme et le conservatisme, le local et le global, tout en gardant en soi *la tension saine entre les deux pôles*, mais en les intégrant dans un nouveau cycle sur la spirale de l'évolution qui en produit une synthèse spécifiquement nouvelle.

**Tableau 3. La démocratie véhiculée par les nouveaux mouvements**

<b>Démocratie participative plus Démocratie représentative</b>
<b>Démocratie experte plus Démocratie populaire</b>
<b>Démocratie de contrôle plus Démocratie d'évaluation</b>
<b>Démocratie d'expression plus Démocratie d'intervention</b>
<b>Démocratie sociale plus démocratie politique</b>
<b>Démocratie de la majorité passive plus démocratie des minorités actives</b>
<b>Démocratie de contestation plus démocratie d'invention</b>
<b>Démocratie normative plus démocratie du projet</b>

## 4 La Nouvelle politique : en guise de conclusion

<sup>228</sup> BOUDON, Raymond (2006). *Renouveler la démocratie. Eloge du sens commun*. Paris: Odile Jacob.

<sup>229</sup> KITSCHOLT, Herbert (1994). *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge, p.28.



En effet, la nouvelle politique peut être envisagée comme l'opposé culturel d'un modèle idéologique de *la politique* pratiquée comme une forme moderne de “religion séculaire”, comme l'avait appelée Raymond Aron. Cette vision de la politique reposait, pour citer Clifford Geertz, sur un ensemble cohérent de croyances et d'affirmations qui „a encerclé et envahi la vie publique des pays occidentaux pendant le XIXe et le XXe siècle (...) menaçant d'atteindre une dimension universelle“. Cette idéologie-politique, continue Geertz - est « *dualiste et oppose un Nous pur à un Eux mauvais, proclamant que celui qui n'est pas avec moi et contre moi (....) Elle est doctrinaire en ce qu'elle revendique la propriété totale et exclusive de la vérité politique et abhorre le compromis. Elle est totale en ce qu'elle vise à ordonner la totalité de la vie sociale et culturelle à l'image de ses idéaux. Elle est futuriste en ce qu'elle œuvre à la réalisation de cet ordre dans un apogée utopique de l'histoire*<sup>230</sup>. » Bref, elle n'est pas démocratique bien qu'elle sache se parer des habits de la démocratie : pour elle la démocratie est un *stasis*. On peut y reconnaître toute la politique: depuis les bolcheviks, en passant par les nazis, et les démocraties populaires, jusqu'aux avatars les plus récents d'une démocratie de marché ultralibérale « de fin de l'histoire » à la Fukuyama.

La nouvelle politique, est en revanche **une politique modeste, mais ambitieuse** : ce à quoi elle appelle est la radicalisation de la démocratie. **Pour elle, la démocratie est un mouvement**. Elle est contre la guerre et pour la révolution, mais pour la petite révolution. Cette révolution est un chemin, un processus : elle n'est pas menée pour mettre en place de nouveaux lendemains qui chantent, mais ”pour répondre aux besoins du présent sans compromettre les générations futures de répondre aux leurs“, de leur propre manière.

La nouvelle politique peut être résumée de la manière suivante : c'est une politique en mouvement dans un espace public et politique mouvementé. Elle n'est pas un système aux frontières figées qu'il s'agirait d'instaurer une fois pour toutes. Elle est au contraire cet espace souple et ce temps changeant qui se renouvellent constamment et où se réinventent les identités, les appartenances et les actions de ceux qui décident d'y apparaître, et ce faisant, de se réinventer eux-mêmes.

A distance de la sociologie politique classique, où l'intelligibilité d'une manifestation est souvent liée ou réduite à l'appartenance à une organisation, un mouvement ou une communauté, **c'est la conception de l'agir politique qui change**, car l'action est intrinsèquement liée au fait de se rendre simplement visible, d'apparaître et de se manifester, quel que soit le statut de l'acteur, qu'il respecte ou non les grammaires convenues de l'action publique. Comme l'affirment Sylvie Capitant et Michèle Leclerc-Olive « C'est l'action même

---

230

Ibid, p. 41-42.

qui donne naissance à l'acteur politique, contrairement à une vision plus statique et essentialiste dans laquelle les acteurs, et leurs identités, préexistent à l'action<sup>231</sup>.”

Par ailleurs, ”la nouvelle politique“ est plus soucieuse de la morale dans la conduite des affaires publiques et des effets de long terme que de l'efficacité à tout prix et avec tous les moyens, typique pour “la politique politicienne”; plus respectueuse de la défense de la liberté individuelle, la diversité des formes et l'identité plurielle des groupes que de la sécurité, l'ordre et l'autorité; et quoique les enjeux de l'agenda national restent d'importance cruciale pour les citoyens et les populations, l'on peut dire qu'elle est plus **positivement stimulée** par des enjeux au niveau local et global qu'au niveau national.

En ce sens, son caractère est déterminé par un changement culturel *transversal* qui dépasse les oppositions idéologiques binaires, et les oppositions politiques considérées jusqu'à récemment comme gravés sur marbre (Etat – marché; droite-gauche; libéralisme-conservatisme, liberté-égalité; centre-périphérie, etc.) car ceux-ci sont consubstantiels aux contradictions internes et aux limites imposées par l'État national, à présent en état de transformation (et de déficience) profonde.

Elle est enfin une politique du projet, en marche, qui pourrait amener, comme le dit Edgar Morin à une „politique de civilisation“ susceptible de « *régénérer complètement la vie sociale, la vie politique et la vie individuelle*<sup>232</sup>. » Elle vise « *à remettre l'homme au centre de la politique, en tant que fin et moyen, et à promouvoir le bien-vivre au lieu du bien-être*<sup>233</sup>. »

Toutes ces caractéristiques de la nouvelle politique - dynamique, paradoxale et imprécise comme le monde qui la fait naître, s'inscrivent dans les tentatives des nouveaux mouvements à établir un *nouveau paradigme de société*, avec un modèle de politique alternatif à celui consacré par la modernité hyper-technocrate, industrielle, consumériste, uniformisante et militaire, jugé dangereux pour les sociétés et pour l'Humanité, et ne répondant plus aux défis devant les individus et aux sociétés interconnectées, donc à la *situation réelle*. Ceux-ci sont des défis concernant dorénavant tout le monde et appellent à la participation tout un chacun. Alors même quand les clivages persistent, leur contenu n'est plus le même : ceux-ci sont en état dynamique, à contours flous, évoluant à un rythme toujours accéléré qui correspond à la vitesse et la complexité des changements en cours. Elle est enfin **une politique de l'Homme, une ”anthropolitique”**, comme l'appelle Morin, un chemin vers la refondation de la politique dont les enjeux, les débats, les clivages et les solutions sont d'or et déjà planétaires. Ses alternatives, poursuit Morin, sont des couples : mondialisation et

---

<sup>231</sup> CAPITANT, Sylvie, LECLERC-OLIVE, Michèle (2013). A-t-on enterré l'espace public? Enquête sur les avatars récents d'un concept, *Sens Public*, Juillet 2013, p.14-15.

<sup>232</sup> MORIN, Edgar (2002). *Pour une politique de civilisation*. Paris : Arléa.

<sup>233</sup> MORIN, Edgar (1997). [Entretien avec Edgar Morin : pour une politique de civilisation \[archive\]](#) sur le site du ministère Affaires étrangères, *Sociologie*, 28, 1997.

démondialisation, croissance et décroissance, développement et enveloppement, conservation et transformation<sup>234</sup>.

Les mouvements écologiques sont un exemple typique et spécifique de l'émergence, la diffusion, l'ancrage et l'impact public de cette culture alternative, à travers laquelle se fraye le chemin la nouvelle politique du XXI<sup>e</sup> siècle. Leurs apports majeurs à la nouvelle politique sont :

- 1) la *nouvelle vision politique* du rapport Homme – Culture – Nature ;
- 2) la revalorisation de l'importance de l'apport personnel et du comportement individuel face aux enjeux globaux (Penser global, agir local);
- 3) l'élargissement et la diversification des modalités de participation citoyenne *réelle* dans le processus décisionnel, une contribution précieuse pour la „démocratisation de la démocratie ».

**Tableau 4. Les nouvelles synthèses politiques**

<b>Politique intérieure plus Politique étrangère (au sein d'un État)</b>
<b>Politique nationale plus Politique transnationale</b>
<b>Politique locale plus Politique globale</b>
<b>Politique de gauche plus Politique de droite</b>
<b>Politique conservatrice plus Politique libérale</b>
<b>Politique des élites plus politique citoyenne</b>
<b>Politique professionnelle plus politique amateur</b>
<b>Progrès économique plus Protection de l'environnement et responsabilité sociale</b>
<b>Politique responsable plus Politique efficace</b>
<b>Politique proactive (stratégique) plus Politique pragmatique</b>

---

<sup>234</sup> Interview avec Egdar Morin dans Philosophie Magazine 15, propos recueillis par Nicolas Trouong, consultable sur le site de l'organisation Rencontres et débats – Autrement. URL : <[www.rencontres-et-debats-autrement.org/index.php?page=edgar-morin](http://www.rencontres-et-debats-autrement.org/index.php?page=edgar-morin)>, 05.05/2014/.

## VIII. Les mouvements écologiques comme acteurs de la nouvelle politique

---

### 1. Les mouvements écologiques et « la nouvelle situation ». Les racines de l'écologie politique

Nous avons préféré à adopter le terme « mouvement écologique » qui tout en étant un synonyme du mouvement environnemental ou encore écologiste, ne réduit celui-ci ni à la seule préservation de la nature et de l'environnement, ni aux seuls aspects politiques de l'écologisme; ce terme établit une liaison directe entre les mouvements et l'écologisme, et notamment avec l'écologie politique qui représente leur fondement idéologique et qui constitue, **un nouveau paradigme politique**.

Les mouvements écologiques émergent et évoluent dans le contexte très spécifique qui marqua la période après la Seconde guerre mondiale. Leur apparition est étroitement liée à 1) la naissance de l'écologisme comme nouveau modèle philosophique et idéologique d'explication des rapports de l'Homme avec le monde vivant et non-vivant, celui-ci conditionné par 2) par le développement des sciences de la Matière et de la Vie de la seconde moitié du XIXe siècle (couronné par l'apparition de l'écologie) et la première moitié du XXe s. (les découvertes révolutionnaires en physique quantique, chimie, génétique, cybernétique); et 3) «la révolution des mentalités» des générations socialisées pendant les «Trente glorieuses» due aux changements structurels et culturels dans les sociétés industrielles avancées, une « révolution silencieuse » qui a conduit un nombre important de gens éduqués et politiquement et socialement compétents, à apprécier (et à préserver) la qualité de l'environnement (naturel, social) et à découvrir dans l'engagement direct un moyen à impacter sur leur milieu de vie, tout en réalisant le slogan de l'environnementalisme «Penser global, agir local.»

Leur spécificités et leur évolution ne pourraient donc être comprises sans prendre en considération la logique de cette interaction nouvelle et la nouvelle approche à la fois **holistique et ponctuelle, utopiste et pragmatique** au faits, processus et phénomènes physiques, biologiques et socioculturels qu'elle met en œuvre.

## 2. L'écologisme comme un nouveau « grand récit »

Malgré les interprétations souvent controversées concernant les fondements philosophiques et idéologiques de l'écologisme, la plupart des auteurs se mettent d'accord sur sa nouveauté<sup>235</sup>, comme discours explicatif, et de son autonomie, comme synthèse originale d'idées classiques, apparue dans un moment décisif pour la survie non seulement de la civilisation humaine mais aussi, pour reprendre la formule du philosophe allemand Hans Jonas, pour la pérennité « d'une vie authentiquement humaine » sur Terre<sup>236</sup>. Certains historiens des idées, comme Luc Ferry<sup>237</sup>, souvent mal intentionnés, en découvrent les prémices dans les procès médiévaux contre les animaux ou dans le régime hitlérien. Ils font remonter l'écologisme loin dans le passé, aux romantiques, à Jean-Jacques Rousseau, et même à Saint François d'Assise.

En fait, ces reconstructions téléologiques ignorent la spécificité de cette pensée contemporaine qui naît à la fin des années 1960 du siècle passé. Bien que l'on ne puisse nier l'influence des Lumières, des courants naturaliste, romantique et transcendantaliste du XIXe, et les graves problèmes écologiques existant à l'Occident pendant toute la période de développement capitaliste<sup>238</sup> (faisant produire les premières réglementations contre la pollution industrielle), l'apparition de l'écologisme comme « un nouveau grand récit<sup>239</sup> » est liée à la Nouvelle situation ; son émergence et évolution correspondent à l'émergence des autres nouveaux mouvements avec lesquels il partage des valeurs et des pratiques communes. Ceci dit, l'écologisme peut être envisagé comme *un mouvement d'idées* nourri d'influences diverses – il a puisé des apports considérables des mouvements féministes, tiers-mondistes, pacifistes et non-violents, libertaires et socialistes autogestionnaires.

Au cœur de ce nouveau modèle politique, se trouve la nécessité d'**une radicalisation de la politique via la radicalisation de la démocratie comme norme, et comme pratique**. Il cherche à établir les conditions pour l'établissement d'un ordre politique et social où l'Homme ne serait plus ni ennemi de la Nature, ni son maître, et qui lui aurait permis de vivre en équilibre avec celle-ci en ménageant d'une manière raisonnable ses ressources et en

---

<sup>235</sup> Voir par ex. BOZONNET, Jean-Paul, “Le “verdissement” de l'opinion publique, URL [http://www.scienceshumaines.com/index.hph\\_article\\_13887](http://www.scienceshumaines.com/index.hph_article_13887), (02.08.2013).

<sup>236</sup> JONAS, Hans (1995) [1979]. *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Traduction de l'allemand et présentation par Jean Greisch ; Flammarion Champs Essais (3ème édition). [Titre original JONAS, Hans, Das Prinzip Verantwortung: Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation. Frankfurt/Main: Insel-Verlag, 1979).

<sup>237</sup> FERRY, Luc (1992). *Le Nouvel Ordre écologique : l'arbre, l'animal, l'homme*. Paris: Grasset & Fasquelle.

<sup>238</sup> BAKER, Randall (2010) *Environment: Science, Policy and Value*, Op.cit.

<sup>239</sup> Voir sur ce sujet l'article de l'anthropologue bulgare Petar Kanev In. - КАНЕВ, Петър (2014). Екологичният хуманизъм като нова макропарадигма на модерността. В. - *Социални движения, идеи и политики*. София : Национален политически институт „Димитър Благоев“, 127- 149.

reconnaissant avec humilité les limites de ses propres projets pour l'avenir. La plupart des écologistes reconnaissent les vertus de *l'ordre démocratique* pour la réalisation de leur projet politique. Ils établissent un rapport direct entre l'état concret du milieu de vie et l'état concret de la démocratie, vu comme possibilité de participer dans les affaires concernant le cadre immédiat (démocratie de proximité) et d'impacter directement sur les décisions politiques. L'écologie devient politique – note André Gorz - « lorsque la défense d'une *culture du quotidien* converge avec la question de la survie de l'espèce humaine et la prise en compte des *modalités concrètes de réalisation de la démocratie* »<sup>240</sup>. La pratique de l'écologisme requiert donc, de surcroît, que l'expertise savante de l'écologue-scientifique et la pratique du professionnel politique ne soient pas dissociées de celle du citoyen engagé dans la protection de son milieu de vie.

### 3. La Nouvelle science: les citoyens-savants

Une des originalités propres aux mouvements écologiques est qu'ils s'inspirent de des découvertes de la nouvelle science du XXe s. afin de lier **l'action citoyenne avec le savoir scientifique et l'expertise**. C'est en effet en 1962 que la biologiste Rachel Carson, avec *Le Printemps silencieux*, sensibilise l'opinion publique américaine aux agressions chimiques des pesticides dans la DDT<sup>241</sup> et sert de déclencheur moral pour le mouvement environnemental de masse aux Etats-Unis<sup>242</sup>. Puis en 1971, Barry Commoner, créateur de la notion de *écosphère* et promoteur éminent, avec René Dubos, de l'approche holiste, dans son ouvrage fondateur, *Closing Cercle (L'Encerclement)*, élargit le propos à la société industrielle entière (appelée par lui « scientifique-militaire-industrielle »<sup>243</sup>) et vulgarise l'écologie politique. C'est toujours René Dubos qui lance le slogan « Penser global, agir local » qui va acquérir une notoriété mondiale après le Premier sommet de la Terre sur l'environnement humain à Stockholm en 1972. Enfin, toujours en 1972, une équipe de scientifiques de renom, réunis par le Club de Rome, dans un rapport à valeur heuristique et prophétique, avertissent l'opinion mondiale des *limites de la croissance*<sup>244</sup> celles-ci résultant des limites *réelles* imposées par les

<sup>240</sup> GORZ, André (2008). *Ecologica*. Paris: Galillé, p. 15.

<sup>241</sup> CARSON, Rachel. (2002) [1st. Pub. Houghton Mifflin, 1962]. *Silent Spring*. Mariner Books.

<sup>242</sup> Comme le dit Gary Kroll "Rachel Carson's Silent Spring played a large role in articulating ecology as a 'subversive subject'— as a perspective that cuts against the grain of materialism, scientism, and the technologically engineered control of nature. In. - KROLL, Gary (2007) "The 100 Best Non-Fiction Books of the Century". National Review. Retrieved November 4.

<sup>243</sup> <<http://www.lesauvage.org/2012/10/barry-commoner-1917-2012>>/(14.10.2013).

<sup>244</sup> Donella MEADOWS, Dennis MEADOWS, Jorgen RANDERS et William W. BEHRENS (1972). *The Limits to Growth*, New York, Universe Books. Connue aussi comme Rapport Meadows ou Rapport du Club

ressources terrestres, épuisées et épuisables. La crise de pétrole de 1973 va légitimer ces pronostics. Les rapports consécutifs du Club ne font qu'y apporter de nouvelles preuves, faisant état des dégâts de la course à la croissance effrénée, sur les sociétés interconnectées, notamment les effets de l'approfondissement du fossé entre les pays du Nord et ceux du Sud, exacerbant la paupérisation de larges couches des populations, et la pression sur les ressources rares.<sup>245</sup>

Dans l'écologisme aujourd'hui, le rapport à la nature constitue le noyau d'un système d'idées et valeurs cohérent et totalisant, impliquant la planète entière et toute l'histoire humaine<sup>246</sup>. Comme l'indique l'article dans Wikipedia sur l'écologisme « *L'écologisme, ou environnementalisme, est à la fois un courant de pensée (idéologie ou philosophie), et un corpus de valeurs incluant notamment celles du mouvement écologiste*<sup>247</sup>. » De plus, **l'écologisme dépasse de beaucoup le seul thème de l'environnement**. Son projet central contient une dimension sociale: le retour à la nature est prôné pour sa dimension humaine, le fameux «*Small is Beautiful*» de Friedrich Ernst Schumacher<sup>248</sup>, qui favorise le lien communautaire et qui valorise l'importance du petit (« L'homme est beau, mais il est petit. Donc, le beau est petit », déclare Schumacher). L'écologisme critique aussi la médiation omniprésente de la technique industrielle, « l'industrialisation » des comportements irresponsables et la rationalité marchande, accusés de détruire les relations humaines directes, une convivialité, un «capital social» tissé de liens chaleureux entre personnalités. Ce nouvel rapport à la Nature et l'environnement (naturel et surnaturel) suscite déjà plus d'un demi-siècle des mouvements sociaux qui visent à modifier tant les choix collectifs des sociétés que les comportements individuels, appelant les citoyens à adopter un comportement «éco-responsable».

#### 4. Les mouvements écologiques : de la critique à la contestation

La crise écologique demande des efforts conjugués pour refonder notre projet de société, en réinventant d'autres fondamentaux que ceux connus jusqu'à alors. Ce constat a été rendu légitime et communément admis grâce à l'activisme social et politique des mouvements

---

de Rome (titre fr. Halte à la croissance. Traduit en français par Jeanine Delaunay et publié par les éditions Fayard en 1973).

<sup>245</sup> PESTEL, Eduard (1988). *L'Homme et la croissance. Près de vingt ans après 'Halte à la croissance'*, Paris, Economica.

<sup>246</sup> DIAMOND, Jarred (2005) [1997] *Guns, Germs and Steel. The Fates of Human Societies*.

<sup>247</sup> <<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cologisme>>, 14.10.2013.

<sup>248</sup> SCHUMACHER, Friedrich Ernst (1973). *Small Is Beautiful: Economics As If People Mattered*, Op.cit..

écologiques. Au cœur des revendications des mouvements écologiques se trouve la critique – passionnée et radicale – du système technocrate capitaliste fondé sur la surexploitation des ressources naturelles et humaines du monde entier, établi par la modernité (avènement de l'Etat national, grandes découvertes géographiques et transformation des économies, fondées dorénavant non seulement sur nouveaux outils et modes de production, mais aussi sur une nouvelle logique marchande d'accumulation et valorisation de capitaux). Un système qui, après 1945 aboutit dans les pays dits «avancés» à l'émergence et la consolidation des sociétés de consommations, économiquement et culturellement dominées par l'impératif «produire plus pour consommer plus»<sup>249</sup> et qui sera vite adopté les pays totalitaires du bloc soviétique de l'époque, secondé petit à petit par les pays du tiers monde.

C'est à ce modèle de système culturel que les environmentalistes des mouvements émergés dans les années 1960 imputent les pollutions industrielles à échelle globale, la disparition d'une diversité biologique à valeur inestimable<sup>250</sup>, la destruction des écosystèmes terrestres et plus récemment – l'apparition de phénomènes tels le trou dans la couche d'ozone et surtout – le changement climatique, dont les manifestations complexes et les effets imprévisibles mettent en péril non seulement les équilibres atmosphériques et les lois biologiques, mais participent à la création de lourds problèmes économiques et contribuent à l'approfondissement de conflits sociaux au niveau national et transnational quand ils ne sont bel et bien à leur origine<sup>251</sup>.

## 5. De la contestation du système à la transformation systémique

L'évolution de l'écologisme et des mouvements écologistes qui véhiculent ses principes, messages et revendications, vers l'idée d'une transformation substantielle, non seulement des priorités des sociétés mais aussi *de leur direction*, conduit logiquement de la simple contestation du système industriel et productiviste à une volonté de changement du *statu quo* au niveau politique qui aurait modifié en profondeur tout à la fois les moyens et les

---

<sup>249</sup> Parmi les brillantes critiques de la société de consommation, la culture du consumérisme et les déviations qui en découlent au niveau de l'individu, la société et la culture, on doit noter les travaux des auteurs de l'Ecole de Francfort, notamment ceux d'Erich Fromm (surtout son ouvrage *Avoir ou être*, Op.cit.), Herbert Marcuse et son *Homme unidimensionnel*, ainsi que des auteurs se situant dans une tradition de critique du capitalisme d'inspiration postmarxiste dont Jean BAUDRILLARD (1970). *La société de consommation*, Paris : Denoel.

<sup>250</sup> La perte de diversité biologique et génétique, mais aussi de la diversité culturelle, notamment langagière, est considérée comme un des enjeux majeurs de la politique environnementale, requérant coopération et collaboration au plan international et de la législation respective.

<sup>251</sup> Le terme réfugié climatique a apparu assez récemment dans le vocabulaire des relations internationales et des politiques nationales mais jouit déjà d'un statut légitime non seulement comme objet des études migratoires mais aussi comme préoccupation réelle des services de sécurité nationale et transnationale.



finalités politiques du système<sup>252</sup>. L'évolution de la perception générale de l'environnement et de la relation Homme – Société – Nature, a obligé, tant les sociétés industrielles avancées que les moins avancées à reposer les termes du débat public sur cette question.

Si les choix de sociétés ont paru, un temps, échapper aux enjeux fondamentaux posés par «la question environnementale», désormais, au regard de l'ampleur de la crise écologique incontestable et de ses interactions complexes et incalculables avec toutes les sociétés humaines, les secteurs économiques, sociaux et politiques se sont mis à produire un discours novateur et *commun* dans la prise en compte et le traitement réel de cette crise, en intégrant le souci pour l'environnement et «le principe responsabilité», pour reprendre l'expression du philosophe Hans Jonas, envers le monde humain et non humain<sup>253</sup> à tous les niveaux de prise de décision – local, national, régional, global.

Sur le plan international, du premier Sommet de la Terre à Stockholm en 1972 qui consacre le terme «éco-développement», en passant par le Rapport de l'ONU *Notre avenir à tous* qui fait état de la situation de la relation Homme – Environnement à l'échelle du globe et le protocole de Montréal de 1987 visant à combattre le trou dans la couche d'ozone, jusqu'au Sommet sur l'environnement et le développement à Rio de 1992 et le Protocole de Kyoto de 1997 visant à proposer un cadre global et contraignant de lutte contre le changement climatique, les enjeux environnementaux comme enjeux *planétaires* sont graduellement intégrés dans l'agenda international et celui des sociétés, impactant sur la nature des relations entre les nations et les régions géographiques du monde<sup>254</sup>. La communauté des nations arriva à produire une *Agenda pour le 21e siècle*, fondé sur le modèle du développement soutenable, qui servit de base pour l'Union européenne à ressourcer sa propre vision stratégique, sa législation et politiques environnementales, et à devenir au cours des dernières décennies, leader mondial en matière de politiques de protection et valorisation de la nature<sup>255</sup>.

Au niveau national, cette évolution se traduit par la cristallisation idéologique des nouveaux enjeux au sein de nouveaux partis « verts <sup>256</sup>». Ces derniers au fil de temps réussissent à s'intégrer dans les systèmes politiques de leurs pays, et malgré les résultats souvent contradictoires, à contribuer- en concert ou en dissonance avec les mouvements verts

---

<sup>252</sup> FAUCHER, Florence (1999). Les habits verts de la politique, Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques, BENNAHMIA, Jean-Luc et Agnès ROCHE (1995). Des verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie des mouvements écolo. Paris : Albin Michel, et DE ROOSE, Frank, VAN PARIJS, Philippe (1991). La pensée écologiste. Essai d'inventaire à l'usage de ceux qui la pratiquent comme de ceux qui la craignent, Op. cit. p. 178.

<sup>253</sup> JONAS, Hans (1995) [1979]. Le principe responsabilité, Op.cit.

<sup>254</sup> CARTER, Neil (2007). The politics of the Environment – Ideas, Activism, Policy, London, Cambridge University Press.

<sup>255</sup> AGENDA 21. UNCED (1992). Consultable sur Sustainable Development Knowledge Platform. URL: <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&nr=23&type=400>.

<sup>256</sup> BOY, Daniel, Vincent Jacques le SEIGNEUR et Agnès ROCHE (1995). L'écologie au pouvoir, Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques, Paris.

dont ils sont issus - à produire des changements importants<sup>257</sup>. Ils se manifestent tant au niveau du „verdissement” de priorités politiques à l’échelle nationale et supranationale, qu’au niveau de la pratique politique, œuvrant pour l’autogestion, le développement des instruments de la démocratie participative et l’élargissement de l’accès direct des citoyens au processus de prise de décision concernant de près leur milieu de vie<sup>258</sup>. La venue de l’écologie au pouvoir, pour reprendre les propos de Daniel Boy<sup>259</sup>, a conduit à **l’avènement d’une véritable « démocratie environnementale »** faisant partie de la législation et les politiques publiques dans les pays développés depuis quatre décennies<sup>260</sup>.

Au niveau des systèmes politiques nationaux, **les partis verts** réussissent à intégrer des valeurs et pratiques, qui **transcendent les divisions et clivages traditionnels** droite/gauche, centre/périphérie; protection de la nature/développement économique, libéralisme/conservatisme, politique intérieure/politique extérieure. Bien qu’ils forment souvent des coalitions avec les partis de gauche, ils tendent à conserver leur autonomie, suivant le slogan du mouvement environnemental britannique « *We are neither Left nor Right, we are out in front.* <sup>261</sup> » (Ni à droite, ni à gauche, mais en avant !). Quoique marqués par la négation du progressisme technocrate, ils sont novateurs dans leur ambition à refonder les rapports sociaux et les pratiques sociales. En principe, ils rejettent le modèle dit néolibéral, et militent pour des régulations strictes (nationales et supranationales), assorti de l’exigence d’une répartition plus équitable des biens (condition *sine qua non* pour une justice environnementale), tout en faisant élargir et diffuser les droits et des libertés individuelles et collectives *politiques* des citoyens. **La démocratie participative**, érigée en norme par les verts, ouvre le système politique et le processus de prise de décision au contrôle continu et à la participation *effective et directe* des citoyens.

---

<sup>257</sup> de WAELE, Jean-Michel, DELWIT, Pascal (eds) (1999). Les partis verts en Europe, Bruxelles, Éditions Complexe.

<sup>258</sup> CARTER, Neil (2007). The politics of the Environment – Ideas, Activism, Policy, London, Cambridge University Press, JACOB, Jean (1999). Histoire de l’écologie politique, Paris : Albin Michel, et BENNAHMIA, Jean-Luc et Agnès ROCHE (1995). Des verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie des mouvements écolo, Op.cit.

<sup>259</sup> BOY, Daniel (2007). « Le mouvement vert ». In. - La politique en France et en Europe. Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 311- 332.

<sup>260</sup> BOUTELET, Marguerite, OLIVIER, Juliette (dir) (2009). La démocratie environnementale. Participation du public aux décisions et politiques environnementales. Éditions universitaires de Dijon, collection « Sociétés ».

<sup>261</sup> Cité d’après CARTER, Neil (2007), op. cit., p. 158. Concernant les observations que les partis écologistes transcendent les clivages traditionnels, voir aussi MULLER-ROMEL, F. (1989). New Politics in Western Europe. The Rise and Success of Green Parties and Alternative Lists. Boulder, CO : Westview Press, PAHLKE, R. (1989). *Environmentalism and the Future of Progressive Politics*. New Haven, CT. Yale University Press, et ROHRSCNEIDER, R (1993). New Parties versus Old Left Realignment. *Journal of Politics* 55 : 687-701.

## 6. L'écocitoyen

« L'occasion concrète qui m'a poussé à m'impliquer a été un projet de construction. L'on s'est connu [avec les autres militants] dans ce même milieu que nous avons décidé de protéger, tel que nous le connaissions. Car le droit à un environnement sain et décent est égal à tous les autres droits humains : le droit à la vie, le droit à avoir des convictions et à pouvoir les exprimer librement, c'est absolument la même chose. » (Un écocitoyen de Sofia).

Nombre d'auteurs de différentes disciplines ont essayé de tracer le profil social de l'écocitoyenneté. En effet, au début l'engagement dans les mouvements s'expliquaient avec une idéologie de classe – fruit d'un conflit de classe contemporain à l'ère postindustrielle, selon Alain Touraine et al, se succédant aux anciens clivages de l'époque industrielle, et dont le but était de prendre le contrôle sur l'historicité<sup>262</sup> ; ou encore, selon Pierre Bourdieu, l'idéologie d'une petite bourgeoisie intellectuelle, écologiste au prix d'une déconnexion d'avec les problèmes économiques réels. Ronald Inglehart et ses successeurs tels que S. Cotegrove et A. Duff<sup>263</sup>, ont souligné **le poids du système de valeurs dans l'adhésion à l'écologisme**, y ont vu un nouveau clivage constitutif et persistant dans les années, entre matérialistes et post-matérialistes, typique pour les sociétés industrielles avancées, opposant des personnes hautement éduqués, jouissant d'une autonomie dans leur domaine professionnel, en lien notamment avec le secteur tertiaire (le secteur de l'éducationnel, la science et la recherche, la culture et les loisirs) et habitant principalement les grandes villes, à des personnes disposant d'un capital éducatif plus modeste, moins mobiles, appartenant au secteur primaire et secondaire (petits fonctionnaires, cadres, ouvriers, agriculteurs) et habitant dans les petites villes de province<sup>264</sup>.

Bien que le rapport entre l'écocitoyenneté et ce qu'on appelle „nouvelles classes moyennes” existe toujours, vu les analyses comparées réalisées dans différents pays, il s'avère de moins en moins pertinent pour expliquer les campagnes environnementalistes dans les pays du tiers monde, qui mobilisent souvent des gens situés au plus bas de la hiérarchie sociale, ou représentant de classes considérées traditionnellement comme méfiantes envers les idées des écolos : les mobilisations récentes des habitantes des bidon villes à Mexico City revendiquant

---

<sup>262</sup> TOURAINE, A. HEGEDUS, Z., DUBET, F. et WIEVIORKA, M (1980). *La prophétie anti-nucléaire*, Paris : Seuil.

<sup>263</sup> COTEGROVE, S. & DUFF, A (1980). Environmentalism, Middle-Class Radicalism and Politics. *The Sociological Review*, 1980, Vol 28, N 2, p. 333-351.

<sup>264</sup> INGLEHART, Ronald (1995). Public Support for Environmental Protection. Objective Problems and Subjective Values in 43 Societies”, *Political Sciences and Politics*, 1995, March, Vol 28 N 1, pp. 57-71 et SCHWEISGUTH, Etienne (1997). Le postmatérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe, *Revue française de science politique*, Vol N pp .623-659. Consultable sur ; <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1997\\_num\\_47\\_5\\_395208](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1997_num_47_5_395208)>.

leur droit civique d'accès à une eau potable de bonne qualité, ou encore celles des paysans et agriculteurs au Brésil ou en Roumanie contre des projets de gros investisseurs (projets soutenus par les autorités centrales) de mise en place d'infrastructures polluantes, de technologies dangereuses ou d'introduction de produits de l'ingénierie génétique<sup>265</sup>. sont assez révélatrices de l'extension sinon d'une conscience et d'une culture écologiques, du moins d'une sensibilité écologique accrue, au delà de ses fiefs d'origine.

Il paraît que, avec la répercussion de l'écologisme au-delà de son berceau, l'Europe et les États-Unis et l'avènement du modèle idéologique de l'ultralibéralisme, désormais le récit écologiste n'oppose plus des classes sociales ou des partis rétrogrades à celle de l'avant-garde, **mais toute la société, dans sa pluralité et diversité constitutive** contre les multinationales et les élites politiques<sup>266</sup>. Comme le note Goul Andersen, dans son article „'Environmentalism, "New Politics" and Industrialism", l'argumentaire écologiste définit la lutte pour la protection de l'environnement comme **une priorité au service de toutes les classes sociales**<sup>267</sup>, et par conséquent corrobore au plan politique le slogan environnementaliste "Nor in Left neidher in Right but in Front'. Ceci pourrait expliquer la présence de « verts de toutes les couleurs » dans les partis écologistes et dans les campagnes des écolos.

## **7. Mouvements écologiques et nouvelle politique. Quel apport à la nouvelle politique et à la démocratie ?**

### **7.1. L'apport politique**

Ce chapitre se termine par un essai de synthèse de l'apport des mouvements écologiques pour la nouvelle politique, et notamment – pour la démocratie. Alain Lipietz a appelé l'écologie politique « a grande transformation du XXe siècle »<sup>268</sup>. En quoi consiste-t-elle?

**En premier lieu**, grâce aux mouvements écologiques, «la question écologique » devient, au cours du dernier demi-siècle, **une question politique** par excellence. En attestent l'institutionnalisation des préoccupations et des priorités environnementales via la création de

---

<sup>265</sup> Le projet de mise en place d'une mine d'extraction et d'une usine de traitement d'or à Rosia Montană, en Roumanie qui a opposé en 2013 la population rurale de la région constitué dans sa majorité de petits agriculteurs, et les investisseurs occidentaux, soutenus par les autorités centrales et le gouvernement. Voir l'article The 2013 Romanian protests against the Roşia Montană Project sur Wikipedia. URL: [http://en.wikipedia.org/wiki/2013\\_Romanian\\_protests\\_against\\_the\\_Ro%C8%99ia\\_Montan%C4%83\\_Project](http://en.wikipedia.org/wiki/2013_Romanian_protests_against_the_Ro%C8%99ia_Montan%C4%83_Project)

<sup>266</sup> BOZONNET, Jean-Paul (2009). Écocitoyenneté et inégalités sociales. Contribution au Forum de l'EOS « L'écologie sociale: quel lien entre le social et l'environnement? », Bruxelles, 25 avril 2009.

<sup>267</sup> GOUL ANDERSEN, Jorgen (1990). Environmentalism, "New Politics" and Industrialism: Some Theoretical Perspectives. *Scandinavian Political Studies*, 1990, Vol 13, N 2, p.102-118.

<sup>268</sup> LIPIETZ, Alain (1999). *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXe siècle*, collection 'Sur le vif', La Découverte, Paris.

partis verts et écologistes et leur intégration dans les systèmes nationaux, l'intégration de la question écologique dans les programmes de la plupart des partis traditionnels, l'entrée des verts dans les gouvernements de plusieurs pays européens (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique), l'incorporation de la problématique environnementale dans les politiques publiques<sup>269</sup>. Au travers d'un activisme vert, dont l'objectif principal est de “militar pour la planète<sup>270</sup>”, la question environnementale a acquis le statut d'un des enjeux les plus importants du XXe s. qui en ce début de millénaire n'a rien perdu de son actualité.

**En second lieu**, la question écologique est déjà enjeu majeur et partie intégrante de la politique internationale des États, des institutions et organisations mondiales - l'Union européenne, l'ONU, et la Banque mondiale.

D'autre côté, la question écologique fait partie du droit international, et via les traités, les conventions et les accords s'est infiltrée dans le droit national de la plupart des pays du monde. Le protocole de Montréal, par exemple, relatif à la lutte contre le trou d'ozone dans l'atmosphère (un problème global remarqué par les scientifiques encore dans les années 1950), à la suite de la ratification du document (1987) et l'adoption de mesures efficaces et conjuguées par les pays signataires, a conduit à la diminution progressive du problème et la "fermeture" du trou, officiellement déclarée en 2007<sup>271</sup>. *Last but not least*, le discours et la pensée écologistes ont largement contribué à l'élaboration du modèle du développement soutenable, que l'ONU et la communauté internationale ont adopté dans les dernières décennies du XXe s. comme substitut au paradigme de la croissance économique sans bornes. L'Union européenne notamment, a adopté en 2001 une Stratégie en faveur du développement durable (postulant l'interdépendance itinérante entre progrès économique, qualité de l'environnement et stabilité sociale, et l'importance *égale* des trois facteurs pour le bien-être des sociétés<sup>272</sup>) et a fait intégrer l'environnement dans le premier pilier communautaire.

**En troisième lieu**, la question écologique et les enjeux relatifs à la nature et à l'environnement sont progressivement devenus partie intégrante de la culture des citoyens (y compris la culture politique) d'abord dans les pays dits industriels avancés, pour se répandre ensuite (avec la mondialisation et l'élévation du standard de vie) aussi dans les pays émergents et les pays du Tiers monde.

---

<sup>269</sup> Voir de WAELE, Jean-Michel, DELWIT, Pascal (dir). *Les partis verts en Europe*, op.cit. et VIALATE, Jérôme(1996). *Les partis verts en Europe Occidentale*. Paris : Economica,

<sup>270</sup> OLLITRAULT, Sylvie (2008). *Militar pour la planète, Sociologie des écologistes*. Presse Universitaires de Rennes.

<sup>271</sup> Cela a été une démonstration éloquent de la possibilité de mener une politique proactive de coopération internationale concernant un problème global, qui malheureusement n'a pas été poursuivi avec le même succès lors des négociations autour du Protocole de Kyoto concernant la réduction des gaz à effets de serre, à cause des obstructions créées par les États-Unis et une partie des pays émergents Voir CARTER, Niel (2007). *The Politics of the Environment*, Op.cit. pp. 235-277.

<sup>272</sup> Site Europa, Synthèse de la législation de l'UE, consultable sur <[http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/sustainable\\_development/128117\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/sustainable_development/128117_fr.htm)>, 05.05.2014.

**Un autre apport considérable** des mouvements écologiques est le lien d'interconnexion et d'interdépendance critique qu'ils établissent entre les découvertes de la nouvelle science, l'expertise et le processus décisionnel. En effet, une partie significative des activistes les plus efficaces au sein des mouvements, sont des professionnels de la science, des savants de renom, jouissant d'un prestige mondial, à la suite de leur apport scientifique et écologique. Ils légitiment le mariage entre politique et science, tout en légitimant comme principe fondateur "la science avec conscience". Ces acteurs de *la nouvelle science* contribuent également à mettre en avant *l'importance de l'évaluation, de la prévision, de l'approche stratégique et du long terme en politique*. C'est la raison pour laquelle, comme le soulignent les analyses scientifiques et l'observation du processus politique, les environnementalistes s'entendent difficilement avec le statu quo politique, fondé sur le court-termisme des mandats et reposant sur l'efficacité immédiate des décisions et la vulgarisation des solutions.

Cela peut expliquer aussi le fait qu'ils soient souvent accusés par leurs détracteurs d'utopisme social et d'inefficacité politique : les questions environnementales et les risques technologiques étant inter-liés, leur rapport étant complexe et leur évolution incertaine, voire imprévisible, la solution des problèmes écologiques par une action effective exige souvent des décennies et requiert une politique transversale et durable, des mesures répétées et continues, et des décisions concernant l'intérêt général *au futur*, qui est parfois au dépens des intérêts particuliers des individus et des groupes *au présent*. Le principe de précaution, adoptée par l'Union européenne pour faire face à ces défis, est un des meilleurs exemples du mariage entre la nouvelle science et la nouvelle politique du long-terme, de la prévision et de la responsabilité, intégrée avec le soutien les mouvements écologistes<sup>273</sup>.

Par ailleurs, au travers de leur évolution et institutionnalisation dans les systèmes politiques, les mouvements écologiques contribuèrent à *la répercussion des idées des nouveaux mouvements sociaux dans leur ensemble*, et à l'intégration de leurs demandes, principes et pratique sociales. L'on peut mentionner ici à titre d'exemple, la parité hommes/femmes et la coprésidence établis comme principes de base au sein de la plupart des partis verts, les demi-mandats et la rotation des élus verts<sup>274</sup>, la décentralisation, la mise en relief des problèmes des communautés locales et territoriales, la valorisation des savoirs et savoir-faire des communautés traditionnelles et des cultures autochtones, la défense de la diversité dans toutes ses dimensions : biologique, ethnique, linguistique, culturelle, politique. **La diversité et la diversification des modes de participation citoyenne dans les politiques publiques**, a été un des leitmotivs de l'écologisme politique. Il convient de rappeler aussi que

---

<sup>273</sup> CARTER, Niel (2007), Op.cit. pp. 233-251.

<sup>274</sup> Ibidem.

l'un des leaders du mouvement étudiant en France en 1968, Daniel Cohn-Bendit, fut par la suite fondateur du parti vert allemand Die Grünen, avant de devenir président des Verts européens, poste qu'il occupe toujours.

**Un dernier aspect** mérite d'être mis en exergue : le rôle de ces mouvements pour **le décloisonnement des représentations de l'espace, et du territoire** au sens physique, concret et au sens politique, décisionnel de ce concept. C'est ainsi d'abord car l'idée de milieu de vie et d'environnement est d'abord et toujours liée à *une réalité spatiale*, elle se trouve en relation directe, et très sensible avec ceux qui y habitent et qui ensemble forment leurs *habitats politiques* ; c'est cet espace aussi qui conditionne pour une large part l'organisation sociale et politique<sup>275</sup>. C'est ainsi ensuite car en révélant le caractère transversal des problèmes écologiques, les écologistes ont légitimé la réflexion sur les dérives et les limites de la politique environnementale fermée dans le cadre de l'État national. Ils ont su mettre sur l'agenda politique des sociétés la **nécessité d'une politique régionale, transnationale, transfrontalière**, requérant coopération renforcée, centrée plus sur les régions et les frontières naturelles, les bio-régions<sup>276</sup>. De cette façon, ils ont bouleversé un imaginaire politique cloisonné depuis des siècles dans le cadre artificiel et antagoniste des divisions entre États et ont ouvert la voie vers **une politique plus géographique, plus "naturelle"**.

**Pour conclure**, le grand apport politique de l'écologisme, malgré (mais probablement aussi en raison de) la diversité des courants contradictoires qui le traversent et qui constituent son originalité, a été d'avoir introduit dans l'imaginaire politique collectif de nos sociétés les impératifs de l'urgence de la crise, la nécessité de réintroduire la responsabilité et le long terme dans les projets politiques et la conviction qu'aucune fatalité ne condamne l'humanité à détruire son habitat terrestre, à condition qu'elle reconnaisse les limites que lui impose la nature et qu'elle mobilise l'immense potentiel innovateur de son intelligence collective et de son ingéniosité politique.

---

<sup>275</sup> Voir sur ce point les ouvrages de Jared DIAMOND (1999). *Guns, Germs and Steel, The fates of Human societies*. A short story of everybody from the last 13,000 years. W.W. Norton & Co. et *Collapse. How Societies Choose to Fail or Succeed* (2005), New York, Harper. Le lien entre le type d'organisation sociopolitique, l'organisation économique, les caractéristiques de l'environnement naturel et la culture sociale dominante par rapport à celui-ci, comme symbiose explicative de la durabilité du modèle de civilisation, se trouve au cœur du débat actuel du développement soutenable, de l'économie sociale et solidaire et de la transition sociale et écologique.

<sup>276</sup> L'idée des bio-régions comme unités politiques naturelles, développée surtout au sein des mouvements régionalistes a été en effet introduite par le mouvement personnaliste, notamment Denis de Rougemont, le père du concept de l'Europe des régions, et défenseur d'une Union européenne fédéraliste. Voir De ROUGEMONT, Dennis (1977). *L'avenir est notre affaire*, Op.cit.

## 7.2. L'apport démocratique

Il reste à souligner enfin l'*apport démocratique* de ces mouvements pour la nouvelle politique : les mouvements écologiques exercent un impact indéniable sur le processus de démocratisation, au sens politique, social et culturel de ce terme. L'écologisme fut ce grand récit du XXe siècle qui a réussi à survivre au XXIe et qui au travers de l'activisme des mouvements écologistes, a contribué à **”sauver“ et faire évoluer le projet démocratique.** Randal Baker rajoute à ce constat une métaphore biblique : les mouvements écolos ont fait bâtir la squelette d'une nouvelle « arche de Noé », censée sauvegarder et faire transporter au nouveau millénaire non pas les espèces biologiques rares, mais une espèce politique très fragile : le projet démocratique, ses valeurs et ses pratiques *vives*. „La réelle contribution de l'écologisme n'est pas d'avoir sauvé la nature mais d'avoir sauvegardé la démocratie<sup>277</sup>.

Les mouvements écologiques furent parmi les acteurs sociopolitiques les plus performants ayant réussi à **développer la démocratie participative (une démocratie d'en bas) et « la politique citoyenne”**, à promouvoir la démocratie directe via l'action directe et l'implication sans intermédiaire des citoyens dans le processus décisionnel, en élargissant la décentralisation et les possibilités pour autogestion locale et en œuvrant à sauvegarder la représentation réelle en démocratie, le pluralisme politique et la diversité culturelle, sociale et biologique. Ils ont aussi créé des conditions pour **une démocratie à plusieurs niveaux** (*Multi-Level Democracy*) qui lie le niveau local avec le niveau national et transnational et global. Ainsi par exemple, la décentralisation politique et administrative ouvre la voie 1) à une réelle autonomie décisionnelle pour les communautés locales et leur émancipation, y compris financière, des autorités centrales et le système bureaucratique et 2) la possibilité d'implication directe des citoyens dans les affaires de leur Cité, possibilité qui est susceptible de rendre *plus consistants les débats* sur les biens publics via une démocratie délibérative et consensuelle<sup>278</sup>, *plus efficaces les décisions* en terme d'effets immédiats pour les populations locales et plus *légitime* car plus *représentative* la décision démocratique elle-même, car dans ces cas-là elle aurait représenté les intérêts *réels et distincts*, de différents groupes de citoyens. Par ailleurs, les groupes citoyens locaux, les campagnes et les mobilisations locales furent la pierre angulaire d'un environnementalisme authentique, et concret, qui, pour reprendre le terme anglo-saxon, a dynamisé les processus *the Citizens' Empowerment*<sup>279</sup>.

Par ailleurs, des conventions et des accords internationaux qui légitiment la participation citoyenne dans les décisions concernant la qualité de l'environnement, créés et adoptés à la suite des efforts de la « communauté internationale verte », ont garanti aux

---

<sup>277</sup> BAKER, Randall (2010), *Environment: Science, Policy and Value*, Op. cit. p. 171.

<sup>278</sup> PIMBERT, Michael et WAKEFORD, Tom (2001) February 2001 PLA Notes:

<sup>279</sup> CRUIKSHANK, Barbara (1999). *The Will to Empower: Democratic Citizens and Other Subjects*. Cornell University Press.



citoyens des pays signataires, la possibilité d'attaquer directement les décisions des autorités publics et des investisseurs. Ainsi par exemple la Convention d'Aarhus de 1998 garantit aux citoyens le droit à l'accès à l'information, à la participation dans le processus décisionnel et le recours à la justice dans les cas relatifs à l'environnement en tant que *bien commun et public* et dont la défense doit être à la charge de tout un chacun <sup>280</sup>.

Pour résumer, tous ces apports de la communauté environnementale ont créé **un « capital social démocratique »**, qui a non seulement facilité la promotion des idées et des pratiques vertes au sein des populations, et a fait changer l'attitude envers l'environnement et les pratiques quotidiennes de millions de gens, mais a aussi contribué à une *transformation systémique* des « mœurs et des coutumes » des populations, donc de leur culture, **via la démocratisation du message environnemental et de la pratique éco-politique**.

## **8. En guise de conclusion. Le mouvement écologique comme un nouvel humanisme**

Mais les mouvements écologiques ont été aussi ceux qui ont contribué à réintroduire la morale dans la politique. Pour cette raison, leur message politique et culturel peut être interprété également comme une « nouvelle éthique ». En faisant revivre, pour reprendre les propos d'Edgar Morin, “l'idée de l'Homme *et* l'idée de la Nature“, ils peuvent se lire également comme une force politique et sociale *d'humanisation de l'écologisme lui-même*, le mettant en garde contre ses propres dérives : les dérives misanthropes d'une écologie profonde pour laquelle „pour sauver la nature l'on peut se passer de l'Homme“, les dérives expertes et technocrates d'une écologie scientifique et d'une bureaucratie environnementale (nationale ou européenne) et les dérives néolibérales d'une écologie économiciste genre “*Green washing*“ (*éco-blanchiment*) qui se pare des habits verts afin d'assurer la pérennité du « colonisation du vivant » des multinationales<sup>281</sup>.

Le nouvel humanisme écologique, à la fois non réductionniste et émancipateur, représente l'un des apports majeurs de l'environnementalisme contemporain: **Il fait élargir la notion d'humanisme elle-même** en assignant des droits à la nature vivante non humaine dont le respect est dévolu à l'homme, comme en attestent des auteurs comme Michel Serre ou les

---

<sup>280</sup> Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Consultable sur <<http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/documents/cep43f.pdf>>.

<sup>281</sup> Voir l'article de Josette COMBES (2010). Pour en finir avec l'économicisme, une autre rationalité économique. *Xèmes Rencontres du RIUESS*, 2, 3, 4 juin 2010, Luxembourg. Consultable sur <[http://base.socioeco.org/docs/\\_index99.pdf](http://base.socioeco.org/docs/_index99.pdf)>.

mouvements de libération animale<sup>282</sup> De cette façon, il fait partie intégrante de la culture alternative véhiculée par les nouveaux mouvements en général. Il se fonde sur la reconnaissance, la défense et **l'élargissement du champ d'action des droits – universels et spécifiques**, et sur **une aspiration toujours renouvelée d'émancipation**. Il fait transcender les différences des contextes historiques, géographiques, politiques, et assigne un caractère universaliste à ces mouvements.

La nouvelle synthèse d'idées et de valeurs planétaires est particulièrement éloquente dans les proclamations des nouveaux mouvements écologistes du début des années 2000, faisant partie de la mouvance altermondialiste. Ainsi, la Charte de la Terre, adoptée par l'UNESCO, reprend et développe-t-elle l'idée de l'universalité des droits humains, et du principe de justice sociale, caractérisant les mouvements sociaux d'antan et la combine avec un universalisme éthique, postulant une exigence impérative de paix et respect de toute forme de vie, humaine ou non-humaine, indispensable pour la survie de la communauté de la vie dans la nouvelle "ère planétaire" :

« Nous nous trouvons à un moment déterminant de l'histoire de la Terre, le moment où l'humanité doit décider de son avenir. Dans un monde de plus en plus interdépendant et fragile, le futur est à la fois très inquiétant et très prometteur. Pour évoluer, nous devons reconnaître qu'au milieu d'une grande diversité de cultures et de formes de vie nous formons une seule humanité et une seule communauté sur Terre partageant une destinée commune. Nous devons unir nos efforts pour donner naissance à une société mondiale durable, fondée sur le respect de la nature, les droits universels de l'être humain, la justice économique et une culture de la paix. Dans ce but, il est impératif que nous, habitants de la Terre, déclarions notre responsabilité les uns envers les autres, envers la communauté de la vie ainsi qu'envers les générations futures<sup>283</sup>. »

\* \* \*

Le mouvement écologique bulgare, comme acteur politique, et comme phénomène socioculturel, marqué par les spécificités du contexte culturel national et régional est, en même temps, une démonstration singulière de cette nouvelle culture, à impact continu et palpable sur la vie publique et le système politique du pays. La seconde partie de notre étude va partir de la factologie concrète et va croiser des sources d'information et interprétation différentes, empiriques et théoriques, en vue de présenter l'émergence, l'évolution et les étapes

---

<sup>282</sup> SERRES, Michel (1990). *Le contrat naturel*. Paris: François Bourin,

<sup>283</sup> THE EARTH CHARTER (2000). *Preamble*. Consultable sur le site de Earth Charter Initiative. URL: <<http://www.earthcharterinaction.org/content/pages/Read-the-Charter.html>>.

de la constitution du mouvement dans sa continuité. Elle va évaluer, à chaque étape, l'apport spécifique du mouvement comme acteur social et politique, et comme vecteur et facteur de l'établissement des valeurs et pratiques d'une « nouvelle politique » dans les contextes spécifiques de la période avant la chute du régime totalitaire, la période de la transition démocratique et la période la plus récente marquée par 'le retour en Europe' (adhésion de la Bulgarie à l'UE en 2007) et la globalisation des enjeux devant les sociétés accentuées par les effets de la crise financière, économique et politique, qui a accompagné "la fin de l'histoire". Le mouvement sera aussi présenté comme acteur social et politique de la Nouvelle Europe (au double sens du terme), un des acteurs de l'Europe des citoyens.

**Deuxième partie**  
**Le mouvement écologique en Bulgarie**  
**comme un nouveau mouvement social**

# I. Introduction

---

« Un mouvement social est un idéal type qui peut être réalisé dans un mouvement historique concret. »

Alain Touraine

La deuxième partie du présent travail étudiera dans le cadre d'une description dense, un exemple concret de nouveau mouvement social : le mouvement écologique en Bulgarie. Le mouvement sera examiné **comme acteur du changement socioculturel**, notamment **comme acteur politique** dans son évolution historique et dans son contexte local assez particulier : depuis la fin des années 1980 lorsqu'il naît dans l'ambiance spécifique de la période dissidente, jusqu'à la fin de la première décennie du nouveau millénaire lorsque, parallèlement au processus d'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, on assiste à un nouvel essor de l'activisme écologiste.

Conformément au *modèle d'approche complexe* établie dans la première partie, l'analyse va détailler **les caractéristiques, les fonctions et les performances sociopolitiques du mouvement**. Elle va chercher, au travers de la singularité des formes historiques qu'il revêt et la diversité des moyens d'expression politique qu'il adopte, ce qui fait bâtir son unité, ce dont se nourrit sa cohérence et ce qui tisse sa continuité dynamique. Un intérêt particulier sera réservé à ces performances du mouvement qui font justifier l'hypothèse que celui-ci est acteur d'une "nouvelle politique", facteur et vecteur d'une **culture civique participative** et moteur et promoteur **de la démocratie environnementale, à l'instar des mouvements écologistes dans les pays occidentaux**. Cette triple hypothèse va guider notre réflexion qui, à partir de faits avérés et d'interprétations scientifiques, journalistiques et militantes puisées de sources différentes<sup>284</sup> va présenter la constitution progressive du mouvement écologique tout en évaluant son impact social et politique, entre ruptures et continuité, à chaque étape de son développement, et au sein des trois générations de militants verts.

**Notre analyse va tenter de répondre explicitement aux questions suivantes :**

- Comment, dans quel contexte et à la suite de quelle combinaison de facteurs, le mouvement écologique en Bulgarie s'est-il constitué et consolidé? Quels sont les facteurs exogènes qu'il convient de prendre en considération ? Quels sont, en particulier, les traits de la culture

---

284

Mémoires, entretiens semi-directifs, documents officiels, articles, sondages et études.

(politique et civique) nationale qu'il fait révéler ? Quel type de rapports lie la culture nationale et le rôle singulier de la nature que le mouvement met en exergue ? Quel est le rapport entre tous ces facteurs et la nouvelle culture post matérialiste que les campagnes écologistes véhiculent ?

- Quelles sont les particularités du militantisme, des pratiques et formes organisationnelles et des modalités d'agir au sein de chaque génération verte? Quels sont les mobiles et les motivations partagées? Comment peut-on définir « la culture du mouvement » propre à chaque période et génération verte ?

- En quoi consiste l'apport spécifiquement politique du mouvement ? Quelle est sa contribution notamment pour “la démocratisation de la démocratie“ et la “nouvelle politique” dont les mouvements écologistes se veulent promouvoir?

- Quel type de rapports lie la problématique écologique et la politique au sein de chaque période, pour chaque génération ?

- Quels sont, les traits les plus typiques du cas bulgare ? En quoi consiste son originalité et son apport politique pour la mise en valeur de la cause écologique ?

## II. Le mouvement écologique en Bulgarie entre le local et le global : contexte historique, influences exogènes, facteurs endogènes

---

« In the unity of the present, movements thus contain *in one* problems and conflicts that have different historical (and cultural) roots. » (Alberto Melucci)

Le mouvement écologique bulgare émerge, évolue et se construit dans une période de transformations historiques, encadrée par deux événements significatifs de point de vue socio-politique et symbolico-culturelle : la chute du régime de Todor Zhivkov en 1989, et l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne en 2007. Ceci dit, le mouvement est indissociable du contexte de son émergence – l'effondrement du système des régimes du communisme totalitaire<sup>285</sup>, constituant le ‘bloc soviétique’ et les bouleversements idéologique, politique, économique et social qui marquèrent la période, connue sous l'appellation « transition post-communiste ». Il traduit également certaines caractéristiques spécifiques de la culture politique nationale qui rendent indispensable la prise en compte des facteurs historiques et culturels locaux. En bref, afin d'aborder et d'analyser en détails cet acteur relativement jeune sur la scène sociopolitique de Bulgarie, il est nécessaire de regarder autour, de revenir en arrière, de prendre des distances par rapport au sujet, en vue de mieux cerner la perspective générale, mais aussi de “fouiller en profondeur” dans le vécu et les motivations des citoyens engagés. C'est la raison pour laquelle, nous allons mettre en exergue « les grands faits » qui constituent le cadre général et participent à la constitution du mouvement, et les « petits faits » qui font soulever les « grandes questions », et qui renvoient aux expériences uniques des acteurs : individus, groupes et communautés.

---

<sup>285</sup> Nous adoptons dans notre travail le terme “régime totalitaire” pour désigner le régime politique en Bulgarie communiste, conformément à la tradition établie par Hannah Arendt dans son ouvrage *Les origines du totalitarisme*. Par ce terme l'auteure désigne un type spécifique d'organisation politique et sociale dont toutes les parties constitutives sont soumises au contrôle total d'un Parti représentant une strate de la population tout en prétendant représenter les intérêts du peuple dans sa totalité, et qui par la suite détient le monopole non seulement sur le pouvoir politique mais prétend exercer aussi un contrôle total sur toute activité sociale et publique. Pour ces raisons, il fait étouffer et éradiquer toute sorte d'organisation ou de groupement collectifs spontanée, authentique et autonome qui, par le fait même d'être auto générée, s'oppose à sa logique de fonctionnement et à son système de valeurs. L'article 1 de la Constitution bulgare de 1971 stipule dans son Chapitre I, article 1,b que « la force dirigeante de la société et de l'État est le Parti communiste bulgare », <[http://bg.wikisource.org/wiki/Конституция\\_на\\_Народна\\_република\\_България\\_\(1971\)](http://bg.wikisource.org/wiki/Конституция_на_Народна_република_България_(1971))>. L'abolition de cet article et la rédaction d'une nouvelle constitution démocratique ont été les tâches principales du mouvement d'opposition anti-communiste qui s'est constituée au cours des premiers mois après la démission du Chef du Parti communiste bulgare Todor Zhivkov (1989-1990). Voir aussi l'article de Stéphane Courtois In: КУРТОА, Стефан (2010). *Тоталитаризмът и отварянето на архивите*. В. - *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*, Знеполски, Ивайло (съст.), София : Институт за изследване на близкото минало, 17-25.

Ceci dit, le mouvement et ses acteurs sont examinés :

- dans **le contexte de la Bulgarie contemporaine**, dans son évolution, en liaison permanente avec les particularités du système politique, et la culture politique et civique<sup>286</sup>, bref – en relation avec la complexité inhérente d'un corpus (ensemble) institutionnel et culturel, pour reprendre le concept d'Antoniý Todorov<sup>287</sup>, qui fait révéler en particulier « des mœurs » spécifiquement bulgares, relatifs à la perception et la valorisation de la nature ;
- **dans le cadre des sociétés de transition post-communistes** des jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale;-dans **son rapport avec les autres nouveaux mouvements citoyens en Europe**, notamment ceux de la Nouvelle Europe<sup>288</sup>, et dans un sens plus large – avec des tendances, processus et phénomènes partagés par les démocraties contemporaines, interconnectées et interdépendantes ;
- dans **son rapport avec le vécu, les motivations et l'expérience citoyennes** des représentants de la communauté environnementale au sein de trois générations successives.

## **1. Le mouvement écologique en Bulgarie : mouvement citoyen de la Nouvelle Europe**

### **1.1. Les mouvements des citoyens-dissidents**

Les mouvements citoyens en Europe centrale et orientale ont émergé à la suite de la synergie de l'association entre la libéralisation progressive d'une partie des régimes, l'épuisement de l'idéologie communiste, et la crise économique qui s'est déclenchée dans les années 1980. Ces transformations se sont d'abord traduites par la fragilisation puis le démantèlement des corporatismes d'État, qui avaient longtemps constitué pour les dirigeants

---

<sup>286</sup> L'expérience politique intériorisée, combinaison d'une expérience héritée des générations précédentes et d'une culture accumulée comme vécu et comme compétence politique et civique réels.

<sup>287</sup> ТОДОРОВ Антони́й (2009). Институционално-културен комплекс или за връзката между политически институции и културна среда. Сп. *Политически изследвания*, брой 1-2, София, 17-36. L'auteur définit ce terme comme « le résultat de l'interaction, au sein d'une société donnée, entre un processus historico-culturel et un processus politico-institutionnel lesquels font générer un ensemble de croyances, habitudes, pratiques, normes et règles, mais aussi des structures matérielles, qui dans leur ensemble organisent le milieu politico-culturel qui sert de base pour l'action individuelle et collective. » (p.7).

<sup>288</sup> Le terme "Nouvelle Europe" renvoie aux jeunes démocraties des pays européens de l'ex-bloc soviétique. Voir, par exemple, BUDGE, Jan and Kenneth NEWTON (1997). *The Politics of the New Europe*. London: Longman.



des régimes, des instruments d'encadrement des mobilisations<sup>289</sup>. Ceci explique que les mobilisations dissidentes, aient inauguré de nouvelles formes d'organisation et de militantisme qui ont préparé la naissance de la société civile et la transition démocratique de leurs pays<sup>290</sup>, tout en présentant une forte hétérogénéité. Elles se sont manifesté ensuite dans une situation où les facteurs nécessaires pour une “révolution silencieuse” s'étaient déjà réunis afin de créer les conditions pour une contestation ouverte, publique du *statu quo*, y compris la contestation écologiste concernant le milieu de vie et le rapport à l'environnement.

Parmi ces facteurs on doit noter la banalisation de l'accès aux études supérieures pour toutes les couches de la population, l'entrée massive des femmes dans la vie sociale et professionnelle, les transformations substantielles au sein de la famille, du travail et des loisirs, l'industrialisation accompagnée d'une urbanisation de choc, qui entre autre, a provoqué un exode rural intense ( pendant la décennie 1950, 1 million de paysans ont quitté la campagne pour les grandes villes en Bulgarie<sup>291</sup>), et la marginalisation de la population paysanne, mais aussi de *la culture* paysanne, autant de facteurs qui ont provoqué des changements *qualitatifs* au niveau de la culture et des valeurs des citoyens des pays de l'Est. Ces processus se sont déclenchés, à l'instar des pays capitalistes occidentaux, après la Seconde Guerre mondiale; et l'on peut affirmer que les pays communistes ont vécu, eux-aussi, leur « Trente glorieuses » et ont bâti leurs États-Providence suivant un modèle assez proche à celui pratiqué à l'Occident<sup>292</sup>.

## 1.2. La question écologique et les régimes communistes

En effet, nombre d'analystes éminents de la modernité technocrate du XXe siècle ont démontré les similitudes entre le système productiviste du capitalisme occidental de l'après-guerre et le système de l'économie planifiée du “socialisme réel”<sup>293</sup> tous les deux n'incluant point la nature et ses ressources dans leurs comptabilité économique et sociale, est provoquant

---

<sup>289</sup> GOIRAND, Camille (2009). Analysing Social Movements: A Comparison of European and Latin-American Approaches Since the 1970s. [Documentos Fundacio CIDOB. Serie América Latina.](#)

<sup>290</sup> POLLOCK, Detlef, WIELGOHS, Jan (2004). *Dissent and Opposition in Communist Eastern Europe. Origins of Civil Society and Democratic Transition*. Farnham : Ashgate Publishing.

<sup>291</sup> ЗНЕПОЛСКИ, Ивайло (съст.) (2010). *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*. Институт за изследване на близкото минало. София: Сиела.

<sup>292</sup> BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN 2003 (1996), Pieter (eds) *Environmental Policy in an International Context: Prospects for Environmental Change.*, Elsevier Ltd, Oxford. Voir plus spécialement le chapitre „The Legacy of Eastern Europe”.

<sup>293</sup> Il suffit de citer ici les travaux des auteurs de l'Ecole de Francfort, ainsi que les ouvrages du personnaliste Dennis de Rougemont, un des architectes de l'Europe des régions, les travaux critiques de Jean Baudrillard, André Gorz, Ivan Illich, les travaux trans-disciplinaires d'Edgar Morin. Ils ont instauré une tradition de vigilance critique par rapport aux développements de la modernité tardive et ses avatars, à l'Est comme à l'Ouest : la société industrielle, la culture technocratique et bureaucratique, le consumérisme et leurs effets destructeurs sur l'individu et les rapports sociaux. Malgré les différences au niveau des régimes politiques, ce type de système conduit à l'exploitation de la nature et de l'Homme, tous les deux étant instrumentalisés afin de servir l'impératif du système “produire plus pour consommer plus.”

des désastres écologiques à grande échelle. Ainsi, d'après Erich Fromm, l'approche bureaucratique et mécaniste propre aux sociétés industrielles, celles du capitalisme d'État soviétique, et celles du capitalisme corporatiste occidental (indépendamment de leur organisation politique différente), les conduit à leur destruction<sup>294</sup>. Ces constats ont été corroborés par maintes analyses postérieures, qui ont puisé leurs observations de l'évolution des économies socialistes et de leur impact sur la nature, l'environnement et la société.

En effet, la généralisation de l'agriculture intensive à la suite de la “révolution verte<sup>295</sup>”, l'exploitation démesurée des ressources naturelles pour les besoins croissants de l'économie, les projets méga industriels (dont un des objectifs majeurs fut de servir l'industrie militaire), la modernisation technologique de la ville et de la campagne, en combinaison avec l'hypercentralisation de la prise de décision<sup>296</sup>, ont généré des problèmes écologiques identiques à ceux observés à l'Occident. Comme le note Liliana Alexandrieva, militante à l'association indépendante *Ecoglasnost* :

« L'écologie était un sujet de discussion qui embarrassait les gens au pouvoir. Les discours écologiques étaient imprégnés de démagogie et de populisme ; la modernisation rapide et sans scrupules de la vie économique ne laissait pas trop de temps (ni de forces) pour se soucier de la nature et de l'homme : la sacro-sainte tradition de considérer l'Homme comme « le maître de la nature » venait, d'une part, de la pensée marxiste et, d'autre part, du fait que la majorité au pouvoir était constituée de paysans lumpénisés, Ainsi, les dirigeants envisageaient tout comme des ressources dont il suffisait de s'emparer et de l'utiliser<sup>297</sup>. »

Dans les pays ex-communistes pourtant, la contestation écologique ne se manifeste que relativement tard : Les problèmes sont dissimulés aussi longtemps que règne la conviction que les pollutions et la dégradation de l'environnement ne peuvent être causés par l'État communiste : ils ne seraient que des déviations perverses (et logiques) du modèle capitaliste. Les mouvements liés à l'écologie et au cadre de vie apparaissent logiquement vers la moitié des années 1980, au moment où les conditions sociétales et les forces sociales

---

<sup>294</sup> FROMM, Erich (1964) [1964]. *Le cœur de l'homme, sa propension au bien et au mal* (traduit de l'anglais par Sylvie Laroche, Petite Bibliothèque Payot, 69. [Titre original en anglais *The Heart of Man, its genius for good and evil*]

<sup>295</sup> Terme forgé en vue de désigner l'industrialisation de la production agricole au cours de la période 1960-1990 due à l'utilisation massive d'engrais chimiques et de pesticides. Est appelée “verte” en raison des rendements qui se sont accrus à un rythme exponentiel.

<sup>296</sup> BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (2003) [1996] Op.cit. p. 140.

<sup>297</sup> Cité d'après *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009)*. Александриева, Лиляна, Каракачанов, Александър (съст.) София: Сиела софт енд павлишинг, р.70.

existent déjà pour les mettre en marche, et lorsque le contexte politique au niveau national et international s'avèrent propices<sup>298</sup>.

### 1.3. Dissidence et culture post matérialiste : le rôle de l'intelligentsia

Tous ces facteurs, agissant de concert au sein des sociétés du socialisme réel, ont exercé leur impact sur les motivations et les aspirations des individus. L'élévation sans précédent du niveau de l'instruction et la stabilité relative des revenus, ont contribué comme dans les pays occidentaux, à l'émergence d'une génération de gens plus soucieux des enjeux de la qualité de vie et plus enclins à vouloir et pouvoir participer dans les affaires publiques. La combinaison de ces facteurs a créé des conditions pour un changement qualitatif *du rapport subjectif des individus au système*, qui avait déjà perdu *objectivement* le monopole de la légitimité (politique, économique et morale) aux yeux d'une partie considérable de la population. Ce changement porte sur des questions telles le sens et la qualité de vie, la possibilité de faire ses preuves comme personnalité unique, la motivation de l'action individuelle et collective et par là - sur les questions proprement politiques comme l'organisation de la vie commune, la définition et la défense du bien commun qui apparaissent déjà comme *opposés* à celles avancées par l'État communiste et son appareil idéologique.

Dans ce contexte, il est logique que le vecteur majeur de ces revendications aux sein des sociétés communistes s'avère **l'intelligentsia**<sup>299</sup>: l'intelligentsia des artistes et celle des scientifiques - hommes et femmes de lettres, cinéastes, acteurs, chercheurs, universitaires et professeurs de lycée - constitue, pour reprendre la formule de Lioubov Mintcheva, cette "force révolutionnaire principale"<sup>300</sup> qui organise et mobilise la contestation politique et morale dans le cadre des organisations dissidentes. Maria de Glória Gohn estime, dans une étude comparée du rôle des intellectuels dans les nouveaux mouvements sociaux en Amérique Latine et en Europe centrale et orientale, que pour des intellectuels, scientifiques, universitaires mais aussi artistes et créateurs, avides de prendre part au processus de démocratisation, l'activisme citoyen est l'« élément stratégique d'une re-démocratisation de

---

<sup>298</sup> Voir CARTER, Niel (2008). *The Politics of the Environment*, Op.cit. et BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (2003) [1996], *Environmental Policy in an International Context: Prospects*. Op.cit. 137-138.

<sup>299</sup> Nous adoptons ce terme générique (classe sociale engagée dans un travail de création et de dissémination de la culture) car à notre sens il exprime mieux que le terme "intellectuels", la cohérence des idéaux, des valeurs et des pratiques qui caractérise les messages, le comportement public et le rôle public de cette couche sociale pour les changements survenus dans leurs sociétés.

<sup>300</sup> МИНЧЕВА, Любов (2010). Значението на 1989 г. Гражданско общество, политическа култура и ленинско наследство. – Ип. - *Демокрацията в България през 21 век*, Информационен център: Велико Търново, 118-129.

l'État », dans un contexte où « la production de connaissance et l'élaboration de stratégies politiques se sont croisées »<sup>301</sup>.

En ce sens, les mouvements des intellectuels - dissidents, organisent un espace public, un agora qui, pour reprendre les propos d'Alberto Melucci, constitue un secteur ou un sous-système social<sup>302</sup> qui d'un côté permet à la société de se délimiter du pouvoir politique en créant des formes sociales autonomes et non institutionnalisées, et d'autre côté constitue un *Alter ego* de la politique, sous la forme d'une “politique citoyenne”.

#### 1.4. La société civile contre l'État communiste : une opposition morale

Les mouvements des citoyens dissidents ont reflété **les particularités des sociétés civiles émergeant au sein des régimes totalitaires des années 1980**, des particularités qui ont conditionné pour une large part leur orientation générale, les revendications dominantes et les caractéristiques des premières formes organisées d'activisme citoyen authentique<sup>303</sup>. Leur comportement public et la culture civique furent marqués par la volonté d'autonomie sociale et politique par opposition au contrôle total de l'État à parti unique (le Parti-État<sup>304</sup>). La priorité donnée aux droits de l'Homme et de l'individu (notamment la liberté d'auto-détermination et d'expression libre), était inséparable de la démocratisation des sociétés par l'intermédiaire d'une politique citoyenne “non politique” qui aurait donné du pouvoir “aux sans pouvoir<sup>305</sup>”.

Des adeptes du libéralisme classique tels que Ralf Dahrendorf et Ernest Gellner ont souligné notamment que la nécessité de changement social véhiculé par les dissidents Est-européens reposait sur **l'importance primordiale de la posture morale**, une position qui se résumait avec l'impératif lancé par Václav Havel – «Vivre en vérité » (*Living in truth*<sup>306</sup>). L'orientation générale et le pathos citoyen s'appuyèrent sur la volonté de réformer les régimes anachroniques, en panne de légitimité idéologique, de consistance économique et de débouchés historiques, ayant atteint les limites de leur capacité à contenir les conflits sociaux et culturels internes<sup>307</sup>.

---

<sup>301</sup> de Glória GOHN, Maria (1997). *Teorias dos movimentos sociais, Paradigmas clássicos e contemporâneos*. São-Paulo, Loyola.

<sup>302</sup> MELUCCI, Alberto (1996). *Challenging Codes. Collective Action in Information Age*. Op.cit., p.3.

<sup>303</sup> МИНЧЕВА, Любов (2010). Op.cit. p.119.

<sup>304</sup> Terme marquant l'identité (et la fusion) entre le Parti politique et l'État sous les régimes commu

<sup>305</sup> HAVEL, Václav (1989). *Living in Truth*. Twenty-one essays published on the occasion of the award to the Erasmus prize to Václav Havel, Faber & Faber.

<sup>306</sup> HAVEL, Václav (1989), Op.cit.

<sup>307</sup> Voir sur ce sujet les ouvrages approfondis de BAFOIL, François (1999). *Le post-communisme en Europe*, éditions de la Découverte, Paris et HOLMES, Leslie (1997). *Post-Communism. An Introduction*. Polity Press, Cambridge.

Dans une étude récente du rôle de l'intelligentsia bulgare pendant la période communiste, le chercheur italien Giuseppe dell'Agata, note que cette posture morale assura **la cohérence de la résistance politique contre le régime** : « Une série de recherches récentes ont révélé l'existence d'une opposition permanente, qui - active encore dans les années 1950 et exerçant un impact sur l'opinion publique - a joué principalement le rôle d'opposition morale tout en produisant des effets politiques en raison des revendications insistantes d'égalité et d'équité ». Et l'auteur conclut : « Il en est ainsi car le caractère de cette dissidence est presque exclusivement de nature intellectuelle <sup>308</sup> ».

Ces particularités de la contestation dissidente, et en premier lieu la dimension morale, ont laissé des traces durables sur la culture civique et politique des citoyens dans les pays ex-communistes. Ils vont réapparaître au début du XXI<sup>e</sup> siècle au sein des “nouveaux” nouveaux mouvements sociaux qui mettent en cause l'injustice morale du système du capitalisme globalisé.

### **1.5. Les mouvements dissidents de la “Nouvelle Europe” et les nouveaux mouvements citoyens en Occident**

Par ailleurs, la naissance des premières organisations authentiques de la société civile à l'Est coïncide avec la résurgence de la société civile à l'Ouest sous la forme de « nouveaux mouvements citoyens », phénomène dont l'importance est soulignée par des auteurs tels que Ronald J. Dalton, Manfred Kuecheler, et Franck Trentman<sup>309</sup>. Ceci dit, malgré les différences substantielles des mouvements de l'Est par rapport à leurs aînés en Europe occidentale (comme genèse, contexte historique d'apparition et particularités culturelles locales), ils sont comparables à leurs contemporains occidentaux en ce qui concerne **leur culture, leur orientation et leurs objectifs**. Liybov Mintcheva, analysant les spécificités du libéralisme véhiculé par les nouveaux mouvements de l'Europe de l'Est, explique de la manière suivante l'impact *du nouveau contexte* sur les caractéristiques comportementales et culturelles (l'Esprit du temps) de ceux-ci, qui paradoxalement (mais en même temps logiquement) les rapproche aux nouveaux mouvements sociaux en Europe occidentale :

« Il en est ainsi car les révolutions et les mouvements dans la Nouvelle Europe sont concentrées sur les questionnements d'ordre moral, et non d'ordre économique (...) Et le

---

<sup>308</sup> ДЕЛ АГАТА, Джузепе (2014). Гласове на опозицията и постоянство на идеалите в България. В.-Българистични изследвания. София, Университетско издателство „Св. Климент Охридски“, стр.172-192

<sup>309</sup> TRENTMAN, Frank (2003)[2000]. *Paradoxes of Civil Society*. Brehahn Books. Trentman souligne l'importance des nouveaux mouvements politiques focalisés sur des enjeux tels que l'écologie, le gender ou l'identité, comme forme particulière de résurgence de la société civile en Europe occidentale, et qui entre autre, ont contribué à faire revivifier l'intérêt de la science sociale envers le concept considéré comme vieilli à cette époque, de société civile: In : Trentman, F, Op.cit., Introduction, xiii.

contexte est différent aussi: la consolidation de l'État - nation moderne fut fondée sur la doctrine individualiste de la bourgeoisie laquelle mettait en avant l'importance des droits politiques et économiques de l'individu. Ce sont des éléments cruciaux de la politique de la transition bourgeoise lorsqu'une communauté ethnique ou un groupe de communautés ethniques se transforment en État-nation moderne unifié. Le libéralisme va alors main dans la main avec le nationalisme. En revanche, le libéralisme tardif, qui caractérise la période où émergent (et que font promouvoir) les nouveaux mouvements de citoyens en Europe de l'Est, se trouve au pôle opposé : il se développe parallèlement aux processus d'intégration européenne et de fédéralisation. L'accent est mis ici sur la liberté de chaque individu de *formuler d'une manière autonome ses valeurs et ses représentations*. C'est ce nouvel esprit d'individualisme libertaire qui fait rapprocher les mouvements citoyens à l'Est des nouveaux mouvements sociaux en Europe occidentale<sup>310</sup> ».

D'autres auteurs, comme par exemple Bruce Ackermann, envisagent les événements de 1989 comme un défi spirituel lancé aux élites intellectuelles en Europe, une aventure que les acteurs des changements des deux côtés de l'Europe sont appelés à repenser ensemble car elle correspond à une expérience singulière<sup>311</sup>.

## 1.6. Une expérience historique singulière

Il existe une circonstance qui mérite d'être prise en compte dans la description des facteurs conditionnant l'originalité des mouvements citoyens dans la Nouvelle Europe : la nécessité d'envisager l'expérience unique de ces pays, une expérience sociale, économique et politique mais aussi *spirituelle* et *culturelle* singulière qui nous autorise, pour reprendre la formule de Thomas Khun<sup>312</sup>, à changer *conceptuellement* l'approche et l'explication des événements et des processus.

Cette singularité, c'est d'abord le vécu partagé de tous ceux qui ont vécu (et survécu<sup>313</sup>) une expérimentation sociale et politique mais aussi culturelle, méconnue des sociétés occidentales. Tous les mouvements et organisations dissidents – à commencer par *Solidarnosc* en Pologne pour arriver à *Ecoglasnost* en Bulgarie se ressemblent en cela : ils font déclencher un processus social total dont le but est de rendre possible une alternative sociale et culturelle du socialisme totalitaire : un “socialisme à visage humain“. Cette coïncidence dans

<sup>310</sup> МИНЧЕВА, Любов (2010). Op.cit. p. 120.

<sup>311</sup> ACKERMAN, Bruce (1991). *We the People*, Volume 1, Foundations

<sup>312</sup> D'après DIESING, P. (1991) *How Does Social Science Work ?* Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

<sup>313</sup> Voir le recueil de mémoires collectées auprès de 171 de personnes « J'ai vécu le socialisme. 171 histoires personnelles » de l'écrivain bulgare Gueorgui Gospodinov. In. - ГОСПОДИНОВ, Георги (2006). *Аз живях социализма. 171 лични истории*. София: Институт за изследване на близкото минало.

l'orientation générale s'accompagne d'un parallélisme au niveau des objectifs, des modes d'action et des formes organisationnelles. De cette façon, ils peuvent être qualifiés comme des **mouvements alternatifs** combattant pour un autre socialisme, un autre parti communiste, un autre État, un autre type de relations sociales et de rapports humains<sup>314</sup>.

Cette singularité est conditionnée ensuite par **le chemin unique de chaque pays** adopté et suivi pendant la période de la transition post-communiste qui (malgré l'orientation générale vers la démocratie libérale et l'économie de marché) fait qu'il est difficile de procéder à des typologisations stéréotypées et à des analogies et comparaisons toutes faites, puisées d'expériences tirées ailleurs<sup>315</sup>.

Les deux facteurs mentionnés plus haut, rendent indispensable la réinterprétation des théories par une nouvelle interprétation des faits et du vécu de ces faits. En effet, ce ne sont plus uniquement les expériences et les pratiques de la politique et de la démocratie qui changent, mais aussi des définitions et des concepts établis *ailleurs* qui font produire de nouveaux points de vue et qui mettent en question des idées, lois et analogies servant de repères incontestables à l'Occident<sup>316</sup>.

Un exemple éloquent dans la sphère politique, c'est la non coïncidence des oppositions droite/gauche et conservateur/libéral, consacrés comme clivages structurels par la science sociale en Occident, mais renversés au point de devenir non-opérationnels et non légitimes, dans le contexte des nouvelles démocraties post-communistes.<sup>317</sup> Il en est de même lorsqu'on observe le rapport à la démocratie occidentale et les réflexions sur la forme qu'elle doit revêtir dans la nouvelle situation : l'activisme dissident est souvent marqué par la recherche d'une « autre » démocratie, entre libéralisme et marxisme, par l'urgence de faire valoir les droits de l'individu mais sans que cela empiète sur les acquisitions sociales gagnées grâce à l'État - providence communiste<sup>318</sup>.

Cet **entre-deux**, continue à marquer la réflexion et la pratique de la démocratie chez les successeurs historiques et spirituels des mouvements dissidents : ceci pourrait expliquer, par exemple, les fluctuations entre libertarianisme, écologisme, libéralisme, anarchisme et

---

<sup>314</sup> Cette observation, quoique les rapprochant à leurs précurseurs des nouveaux mouvements en Occident, ne leur ôte pas pourtant leur spécificité.

<sup>315</sup> Maintes études comparatives réalisées dans les jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale et d'Amérique Latine, attestent des difficultés d'application sur place des modèles, empruntés des démocraties dites "développées", ainsi que des problèmes méthodologiques et épistémologiques des fois insurmontables, auxquels les chercheurs doivent faire face lorsqu'ils tentent d'analyser les situations locales. Voir par ex. MAPPA, Sophia (dir.) (1995). *Développer par la démocratie. Injonctions occidentales et exigences planétaires*. Paris: Karthala.

<sup>316</sup> FINE, Robert and Chirin RAI (eds) (1997). *Civil Society, Democratic perspectives* Franc Cass, London.

<sup>317</sup> Voir par ex ПРОДАНОВ, Георги (2014). Качество на елитите и качество на демокрацията. В. - *КАЧЕСТВО НА ДЕМОКРАЦИЯТА В БЪЛГАРИЯ*. Канев, Д, Тодоров, А. (сът.) София: Изток-Запад, 389-418.

<sup>318</sup> Maria Gloria de GHON, Op. cit.

socialisme, et même communisme, assorties de populisme, communautarisme et conservatisme qui traversent le mouvement écologique bulgare dès ses origines et qui deviennent de plus en plus évidentes au début du nouveau millénaire. Le mouvement a réfuté notamment la thèse, profondément ancrée dans l'imaginaire politique bulgare de la transition, que les mouvements écologiques sont à priori “rouges à l'intérieur”, car leurs valeurs et leurs objectifs seraient proches de ceux de la gauche : Or, dans une situation où le principal parti de gauche dans les pays (le Parti socialiste, alias Parti communiste) a incarné la défense du *statu quo* et se comporte au pouvoir comme un parti conservateur, préoccupé à maintenir les privilèges de la *nomenclatura*, le noyau dur des écologistes bulgares a le plus souvent soutenu des forces plus progressives”, se voulant symboliser le changement libéral et démocratique, ce qui dans le contexte local a coïncidé avec le combat contre le régime totalitaire accusé **de crimes écologiques envers sa propre population** <sup>319</sup>.

Par ailleurs, dans le contexte spécifique du socialisme tardif, les nouveaux mouvements manifestent certaines différences significatives par rapport à leurs confrères occidentaux : ils ont été « nouveaux » car comparables à ceux de l'Europe occidentale et des États-Unis d'Amérique, en raison de leur proximité avec le post-matérialisme et leur recours à des discours construits autour des demandes de dignité et de respect, et de l'invocation de la « participation ». Pourtant, ces mouvements se sont aussi distingués par des revendications **concrètes et matérielles**<sup>320</sup>, liées à la volonté des citoyens à faire introduire dans leurs pays, parallèlement à l'adoption de la démocratie libérale, le modèle de développement économique et social du capitalisme occidental, envisagé comme facteur de la “normalisation” de leurs sociétés.<sup>321</sup>

C'est la raison pour laquelle, ils apparaissent souvent aux yeux des analystes comme paradoxaux car, dans un élan de rattrapage, ils militent pour mettre en place *parallèlement* les institutions de la modernité occidentale, et les conditions et les acteurs de leur contestation, voire de leur dépassement. Certains auteurs de la région soulignent que si les mouvements citoyens en Europe occidentale sont anti (ou bien post) - modernes, car critiquant les fondements idéologiques de la modernité, ceux dans les pays ex-communistes ont assumé le rôle de modernisateurs à l'occidentale, acceptant le besoin d'adoption de ces mêmes institutions et les valeurs qui les sous-tendent. De cette façon, ils se distingueraient de leurs

---

<sup>319</sup> En attestent les déclarations programmatiques et autres documents officiels des organisations écologiques de cette période, ainsi que l'hétérogénéité idéologique au sein du mouvement qui caractérise la plus jeune génération des années 2000. La typologisation de militants écolos à laquelle nous procédons dans la troisième partie, reflète aussi la diversité des positions idéologiques au sein du mouvement vert en Bulgarie.

<sup>320</sup> Voir DREANO, Bernard (1995). Les mouvements de citoyens œuvrent-ils pour le développement de la démocratie?, In. - *Développer par la démocratie. Injonctions occidentales et exigences planétaires*. Mappa, S. (dir.) Paris : Karthala, pp 33-55 et GOIRAND, Camille (2009), Op.cit.

<sup>321</sup> GOIRAND, Camille (2009), Op.cit.



confrères occidentaux par la visée, la direction et le sens du changement social. En bref, il semble que les premiers s'étaient dirigés là d'où les derniers étaient partis<sup>322</sup>.

En effet, ce que l'on constate, c'est que les demandes de qualité de la vie, de moralisation de la politique et de participation citoyenne directe dans les affaires publiques, dont les mouvements à l'Est se font la porte-parole, sont *complémentaires et inséparables* des droits de l'Homme en tant que fondement de l'État de droit<sup>323</sup>. Ils sont indispensables pour la démocratie pluraliste et la suprématie de la Loi, qui auraient garanti la liberté individuelle et la qualité de l'environnement via **le contrôle réel des citoyens sur les décisions politiques**. Le "rattrapage" du modèle occidental se réalise donc en un seul coup : les valeurs de la modernité occidentale "classique" et la critique radicale de celle-ci, incarnée par les acteurs de "la seconde modernité", sont acceptés et intégrés dans les discours et les pratiques de mouvements citoyens de l'Est simultanément, sans produire de confusion.<sup>324</sup>

Cela est dû au fait qu'ils sont tous les deux perçus comme faisant part de **l'héritage culturel et politique de l'Europe**; un héritage que les nouvelles démocraties et les sociétés civiles naissantes veulent s'approprier en premier lieu, afin de légitimer leur "retour à l'Europe" et qu'ils tendent, en second lieu, à assimiler, transformer et utiliser pour leurs propres fins et conformément à leur expérience sociale et politique unique : celle de *l'Autre Europe*, de la Nouvelle Europe.

Ainsi, ont-ils assumé la tâche de relier les revendications et valeurs postmatérialistes et le discours anti-progressiste et anti-technocrate, qui caractérisent traditionnellement les nouveaux mouvements sociaux dans le monde occidental, avec la nécessité d'introduire et de légitimer les valeurs, les principes et les institutions de la modernité européenne occidentale, sans pour autant renoncer à leur propre héritage culturel et historique national, spécifique pour chaque pays de la région (malgré les similitudes dues à « la soviétisation » des régimes). Cette **ambiguïté constitutive** représente une des caractéristiques les plus significatives des mouvements citoyens de *New Europe*.

---

<sup>322</sup> Voir sur ce sujet l'article de la chercheuse bulgare Olga Simova traitant des différences entre les vieux et les nouveaux mouvements citoyens en Bulgarie In СИМОВА, Олга (2010). Гражданските движения в България преди и сега. В. - *Демокрацията в България през 21 век*. Информационен център В. Търново, pp. 179-191.

<sup>323</sup> Ce constat est corroboré par les interviews des militants au sein du mouvement écologique bulgare. Voir Annexe I.

<sup>324</sup> Ceci va à l'encontre des théories déterministes, subjuguant à un modèle linéaire et unifiée le développement des sociétés et des mouvements à l'Est (il aurait fallu d'abord qu'ils se modernisent parallèlement à la modernisation du régime, des institutions et de la culture afin de pouvoir arriver ensuite au stade "postmoderne") et refusant à admettre (ou bien, le cas échéant, les traitant comme déviations) toute sorte d'évolutions autonomes et « autochtones » qui ne correspondent pas aux modèles établis par l'Occident.

## 2. Quelques particularités culturelles du cas bulgare

A côté des facteurs ci-dessus mentionnés qui caractérisent en général les mouvements citoyens dans les pays post-communistes, il convient de noter aussi quelques facteurs, **endogènes et exogènes**, qui à notre sens peuvent nous aider dans leur ensemble à mieux cerner le phénomène mouvement écologique en Bulgarie<sup>325</sup> dans toute sa complexité : dans sa relation avec son environnement social et politique actuel mais aussi par rapport à un passé, et à une culture civique et politique qui porte l'empreinte très spécifique du sort historique du peuple bulgare, de même que certaines particularités politiques, sociales et culturelles, propres à la société bulgare.

### 2.1. Une culture égalitaire

Parmi les facteurs endogènes, il est indispensable de souligner d'abord les caractéristiques de la culture nationale, notamment les particularités de la culture civique et politique en Bulgarie. Il existe un consensus au sein de la science sociale bulgare en ce qui concerne les caractéristiques majeures de la culture civique et politique nationale. Selon des auteurs tels que Ivan Hadjiski, Roumen Daskalov, Plamen Gueorguiev et Antony Todorov, le comportement civique en Bulgarie depuis la libération du pays de la domination ottomane (1878) jusqu'à présent porte l'empreinte d'**une culture traditionnellement égalitaire**<sup>325</sup> dont les effets et les usages politiques au sein des différentes périodes historiques sont assez divers<sup>326</sup>. Elle reflète, entre autre, l'absence séculaire d'organisation étatique autonome et d'institutions politiques nationales, qui empêcha la formation d'élites politiques et de systèmes de partis à l'instar de ceux en Europe occidentale.

La constitution relativement tardive de la bourgeoisie bulgare (comme classe sociale et comme facteur d'émancipation nationale) en l'absence d'aristocratie héréditaire (exterminée par les coacquéreurs ottomans, chassée à l'étranger ou ayant renoncé à ses origines culturelles afin de garder ses positions au pouvoir) expliquent en partie le caractère collectiviste, et égalitariste-démocratique de la culture bulgare<sup>327</sup>. Ces facteurs furent renforcés par le fait que

---

<sup>325</sup> ТОДОРОВ, АНТОНИЙ (2010) *Граждани, партии, избори. България 1879-2009*. София : Изток Запад; ДАСКАЛОВ, Румен (2005). *Българското общество 1878-1939. Държава, политика, икономика*. София: Гутенберг; ГЕОРГИЕВ, Пламен (2000). *Българската политическа култура*. София: К\$М.

<sup>326</sup> Voir ЗНЕПОЛСКИ, Ивайло (2012). *Българският комунизъм. Социокултурни черти и властова траектория*, София.

<sup>327</sup> ХАДЖИЙСКИ, Иван (1997). *Оптимистична теория за нашия народ. Исторически корени на нашите демократични традиции*. София: Отечество.

le modèle de société traditionnelle agraire domina en Bulgarie jusqu'à la fin des années 1940, le début de la modernisation communiste<sup>328</sup>.

Il s'en suit aussi que la démocratie représentative bourgeoise, contestée périodiquement après l'instauration de l'indépendance nationale, surtout dans la période d'entre-deux-guerres, ne réussit pas à s'enraciner dans la vie sociopolitique de Bulgarie comme **système de valeurs et de comportements partagés**. La contestation de celle-ci – marquée dans les différentes périodes par des coups d'État, régimes militaires, suspension de la constitution et prohibition du système des partis – va souvent de pair avec une prédilection manifeste pour des personnages charismatiques et la quête de figures unificatrices. Ceux-ci étant censés représenter les intérêts des gens ordinaires mais aussi **les intérêts et les priorités de la nation bulgare**, par opposition à l'hypocrisie, le déracinement et l'irresponsabilité que les élites politiques nationales manifestent périodiquement, notamment en ce qui concerne la défense de l'idéal national (la réunification de tous les territoires peuplés de bulgares au sein de l'État bulgare). La culture politique en Bulgarie aujourd'hui porte l'empreinte de ces caractéristiques. Selon Antoniy Todorov, elle est « profondément marquée au niveau collectif par un conservatisme communautaire, accompagné de rêveries nationales, d'un personnalisme extrême et de méfiance vis-à-vis de la classe politique dans son ensemble ». La culture civique activiste, selon le même auteur, est « limitée, voire marginale, divisée à l'extrême entre deux pôles : l'activisme citoyen et la mobilisation nationaliste<sup>329</sup>. » Comme nous allons nous persuader dans un des chapitres suivants, ces deux caractéristiques de la culture activiste « à la bulgare », sont très présentes au sein du mouvement environnemental.

## 2.2. Une culture marquée par une grande distance vis-à-vis du pouvoir

Cette culture serait logiquement liée à une représentation et à une pratique *passives* de la citoyenneté, un mélange de la culture paroissiale et la culture de sujétion selon la tripartition classique de la culture civique de Gabriel Almond et Sidney Verba<sup>330</sup>. La culture civique participative, de son côté, qui se manifeste encore lors des luttes de libération

---

<sup>328</sup> La population agraire en Bulgarie représente une majorité écrasante (les paysans constituent 73% de la population bulgare contre seulement 27 % de personnes habitant dans les villes) jusqu'au début des années 1950 lorsque, après la nationalisation de la terre et la fondation du système des kolkhoses bulgares (ТКЗС), fut lancé le processus d'urbanisation et d'industrialisation. За първи път градското население надминава селското по брой в началото на 70-те години. URL <[http://www.dw.de/назад\\_към\\_градовете/a-5410261](http://www.dw.de/назад_към_градовете/a-5410261)>, 10.10.2014.

<sup>329</sup> ТОДОРОВ, АНТОНИЙ. (2011). *Българската политическа култура и гражданското участие*. София: Фондация Фридрих Еберт, р. 4. Trad.fr. R.Krastanova.

<sup>330</sup> ALMOND, Gabriel, VERBA, Sidney (1963). *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton, Princeton University Press.

nationale avant 1878<sup>331</sup>, ne réussit pas à s'enraciner durablement, toujours pour des raisons historiques (coups d'État, dissolution du système des partis, période assez courte d'existence d'un secteur associatif autonome, détruit après la venue des communistes au pouvoir en 1947). Ceci dit, conformément à la classification des types de cultures proposée par Geert Hofstede<sup>332</sup>, la culture nationale bulgare serait marquée par **une grande distance par rapport au pouvoir et ses institutions** : à la fois subjective (ressentie comme telle par les citoyens), et objective (corroborée par les pratiques administratives des institutions et le comportement des hommes/femmes politiques).

Celle-ci renvoie aux observations et constats formulés ci-dessus : l'absence séculaire d'indépendance politique nationale en raison de la domination étrangère<sup>333</sup> ont fait que citoyens bulgares se sont forgés une attitude passive et méfiante vis-à-vis de l'État comme tel, qui s'est transformée en caractéristique durable, relayée par le folklore, et présent dans les proverbes populaires<sup>334</sup>. Les quatre décennies passées dans l'orbite du bloc soviétique (1948-1989), sous la tutelle idéologique et politique de l'URSS, ont accusé les traits de cette “philosophie citoyenne” : les bulgares continuent à percevoir le pouvoir et ses instances comme un intrus, un “corps étranger”, venu de dehors<sup>335</sup>, contre la volonté des citoyens et souvent à leur insu ; ses acteurs – comme “ceux d'en haut”, et les décisions qui en émanent comme des décisions parachutées, négociées entre les grandes puissances (en l'occurrence les États-Unis et l'Union européenne), qui se sont substituées à l'URSS dans le rôle du Grand frère (*Big Brother*).

### 2.3. Une culture marquée par le vécu du totalitarisme.

Du point de vue formel, tout est normal.

Du point de vue normal, toute est formel.

(Tourhan Rassiev, 1988)

<sup>331</sup> ГЕОРГИЕВ, Пламен (2000). *Българската политическа култура*. Op.cit.

<sup>332</sup> ХОФСТЕДЕ, Хеерт (2001). *Култури и организации. Софтуер на ума*. Межкултурното сътрудничество и значението му за оцеляването. София: Класика и стил. [Titre original HOFSTEDE, Geert (2001) *Culture and Organizations. Software of the Mind*]. Dans son discours académique à la NUB à l'occasion de la remise du titre Docteur honoris causa de l'université, il appelle ces dimensions culturelles « logiciels nationaux de l'esprit ».

<sup>333</sup> Les territoires bulgares ont fait partie pendant environ cinq cents ans de l'Empire ottoman.

<sup>334</sup> Un proverbe bulgare remontant à l'époque de la domination ottomane en résume le mieux l'essence de cette “culture civique” : Бог високо, цар далеко. [Dieu est là-haut, aux cieux, le roi est loin.]

<sup>335</sup> ЗНЕПОЛСКИ, Ивайло (2012). *Българският комунизъм. Социокултурни черти и властова траектория*. Op.cit.

Le totalitarisme est un facteur d'importance décisive lorsqu'il s'agit d'analyser la culture civique et politique des bulgares en général, mais aussi les attitudes et certaines spécificités au sein du mouvement écologique, en particulier. L'initiative d'inclusion de tous les citoyens dans les para-organisations créées par le parti communiste, dont l'objectif fut ni plus ni moins, pour reprendre les propos de Claude Lefort, de « contrôler la société par elle-même<sup>336</sup>, a durablement marqué l'attitude de quelques générations de bulgares envers les organisations civiques et politiques, et les institutions politiques en général, à commencer par l'État.

**La méfiance vis-à-vis de toutes formes organisées et institutionnalisées de vie sociale et politique**, considérées comme non authentiques, ou soupçonnées d'être parachutées et/ou manipulées par le pouvoir et les services secrets, a façonné le profil organisationnel et le comportement public des premiers acteurs citoyens de la période dissidente ; cette méfiance demeura un des traits constants de la culture civique en Bulgarie pendant la période de la transition vers la démocratie.

L'activisme écologiste n'en échappe point à ce constat : la « culture de la méfiance » cultivée durant « le socialisme réel » pourrait expliquer tant l'attitude radicalement négative envers les partis politiques de la transition (notamment lorsqu'il s'agit d'adhérer à un parti politique) que le refus de fonder ou de soutenir *son propre* parti (Tableau 1) : une attitude que les citoyens actifs au sein de la communauté environnementale et leurs adeptes ont attesté à plus d'une fois. Ceci pourrait expliquer également le fait que malgré le haut niveau d'approbation du mouvement environnemental, en général, et des « écologistes », en particulier, attestés par plusieurs sondages et études sociologiques et anthropologiques<sup>337</sup> (Tableau 2), l'adhésion à des organisations politiques ou civiques du type « traditionnel » (partis ; syndicats ; ONG, associations) reste assez modeste (Tableau 3) et les taux de participation politique (y compris le vote pour ou l'adhésion à des partis verts) demeure faible<sup>338</sup>. (Tableaux 4 et 5).

---

<sup>336</sup> ЛЬОФОР, Клод (2010). Моят път в осмислянето на тоталитаризма. В. - Знеполски, И. (съст.) *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*. Институт за изследване на близкото минало. София : Сиела, 11-19 [10].

<sup>337</sup> Ainsi, une étude de l'opinion publique réalisée en 2011 montre que les écologistes comme «strate sociale» occupent la troisième place en terme d'influence publique et de confiance de la part des citoyens (32% des répondants), après les étudiants (41%) et les retraités (34%). *Индекс на гражданското общество 2008-2010* (2011). Институт отворено общество-София, 32. Voir aussi KRASTANOVA, Radosveta (2014). Civil Society and Quality of the Democracy in Bulgaria. In. - *The Democracy in Bulgaria: Quality Content*. Kanev, Dobrin. Todorov, Antoniy (eds) Sofia: Iztok Zapad, à paraître.

<sup>338</sup> Les trois partis verts qui se sont présentés indépendamment aux élections (Le parti vert, Le parti des Verts et Les Verts) ont recueilli environ 26 000 voix soit 1,1 % des suffrages exprimés: Données de la Commission électorale centrale consultables sur < <http://results.cik.bg/ep2014/rezultati/index.html> > (23.10.2014).

**TABEAU 1. RAISONS DE NE PAS ADHERER A UN PARTI POLITIQUE**

Ce n'est pas prestigieux.	6,2%
Ce n'est pas intéressant.	15,2%
Ce n'est pas possible d'exercer de l'influence au sein du parti, ni d'infléchir sa direction.	30,8%
Les partis politiques ne correspondent plus à leur vocation.	47,4%
Total	100%

(Source : Agence sociologique Sova Harris 2013)

**TABEAU 2. APPROBATION ET NIVEAU DE CONFIANCE VIS-A-VIS DES ECOLOGISTES**

<b>A votre avis, qui sont les plus authentiques représentants de la société civile en Bulgarie ?</b>	<b>% des répondants</b>
Les retraités	41%
Les étudiants	32%
<b>Les écologistes</b>	<b>31%</b>

(Source : Index de la société civile 2008-2010 (2011). Open Society Institute Sofia: 32)

**TABLEAU 3. ADHESION (PARTIS POLITIQUES, SYNDICATS OU ORGANISATIONS CITOYENNES) EN BULGARIE<sup>339</sup>**

% des répondants	2010	2013
<b>Adhérez-vous à</b>		
un parti politique	7.5%	5.0%
un syndicat ou une organisation professionnelle	9.8%	4.9%
une organisation non politique	2.9%	1.3%
<b>Connaissez-vous des personnes adhérant à</b>		
un parti politique	47.6%	47.0%
un syndicat ou une organisation professionnelle	37.2%	34.8%
une organisation non politique	20.9%	21.3%

(Source: Agence sociologique Mediana 2010, 2013)

**TABLEAU 4. EVOLUTION DE L'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE BULGARE (PLUS GRAND ET PLUS ANCIEN PARTI POLITIQUE BULGARE) (1990-2012)<sup>340</sup>**

Année	Effectifs (membres) du PSB
<b>1992</b>	<b>365 567</b>
<b>1994</b>	<b>320 437</b>
<b>199</b>	<b>253 802</b>
<b>2002</b>	<b>210 000</b>
<b>2004</b>	<b>201 708</b>
<b>2007</b>	<b>191 601</b>
<b>2012</b>	<b>146 395</b>

<sup>339</sup> D'après les résultats des sondages des agences sociologiques cités in : КАНЕВ, Добрин (2014). Политически партии, партийна система и качество на демокрацията в България. In. – *КАЧЕСТВО НА ДЕМОКРАЦИЯТА В БЪЛГАРИЯ*, Op.cit. pp. 111-156.

<sup>340</sup> Résultats des sondages des agences sociologiques bulgares Mediana et Sova Harris cités d'après Kanev, D, Todorov, A (eds) (2015). *The Democracy in Bulgaria. Quality Content*, Op.cit. à paraître.

**TABLEAU 5: SCORES DES PARTIS VERTS AUX ELECTIONS LEGISLATIVES 2013**

Parti	% des suffrages exprimés	Nombre de suffrages
Les Verts bulgares	0,76%	26 520
Le Parti vert	0,36%	
Le Parti des verts	0,23%	
<b>Total</b>	<b>1,3%</b>	

(Source : ЦИК (Commission électorale centrale de Bulgarie) 2013<sup>341</sup>)

En effet, ce phénomène est typique aussi pour les mouvements occidentaux – il révèle, comme nous l'avons pu déjà le démontrer dans la première partie, la méfiance grandissante des citoyens envers le système politique et les acteurs de “la politique conventionnelle” (*Politics as usual*) qui va jusqu'à la négation complète des formes de participation et des modes d'engagement traditionnels<sup>342</sup>. Or, dans le cas bulgare, les effets de ce phénomène qui est commun pour toutes les démocraties représentatives se combinent avec les effets de l'héritage du totalitarisme qui d'une manière paradoxale lie des attitudes diamétralement opposées par rapport à l'État notamment : la méfiance déjà notée par rapport à celui-ci s'accompagne d'attentes irréalistes quant à la capacité de celui-ci à *organiser* la vie socio-économique, et à combattre tous les maux sociaux. L'Etat est bien entendu discrédité aux yeux des citoyens car, comme le note Guy Hermet “la confusion établie sous le communisme entre l'État et le Parti a conduit à un rejet de l'autorité étatique après 1990<sup>343</sup>.” Or, c'est à l'État également qu'incombe l'obligation de garantir le bien-être individuel et collectif, c'est à lui qu'est dévolu toute initiative publique, les citoyens ne font que suivre et “consommer”. En deux mots, dans le contexte de la transition et post-transition l'on oscille entre le mépris (et la peur) d'un État étranger et lointain (héritage du passé renforcé par l'expérience du socialisme réel), et le culte pour un État-Salvateur qui devrait prendre en charge toute initiative économique, sociale et même organiser la vie des individus (effet des rapports symbiotiques État-citoyens durant le communisme totalitaire). Comme le déclarait le

<sup>341</sup> URL <<http://results.cik.bg/pi2013/rezultati/index.html>>, consulté le 12.12.2012.

<sup>342</sup> Voir *Le désengagement militant* (2005). MAYER, Nonna, FILLIEULE, Olivier (dir.), Paris : Belin.

<sup>343</sup> HERMET, Guy (2001). Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine /Europe de l'Est. *Revue internationale de politique comparée*, 2, 2001 [285]. URL : <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-2-page-285.htm>, consulté le 17.10. 2010.



chef du Parti communiste bulgare Todor Zhivkov : « Chacun croit que l'État doit tout faire pour lui ».<sup>344</sup>

Cette attitude schizophrène continue à influencer les représentations et les attitudes des citoyens concernant les institutions étatiques, les organisations politiques et les associations et à modeler leur comportement politique relatif au vote, à l'adhésion à des partis ou à l'implication dans les organisations de la société civile. Elle reflète les effets de la destruction planifiée du tissu social vif de la société bulgare durant la période du régime totalitaire dont le but fut de "bâtir une nouvelle société" : L'omniprésence de la police secrète, l'ambiance imprégnée de mensonge, d'hypocrisie et de non-dits qui fit produire le phénomène de l'autocensure, et la peur permanente de répression ont conduit à l'érosion de la confiance interpersonnelle qui dans les années 1980 était arrivé à un degré catastrophique, rendait difficile voire improbable la construction de véritables (autonomes et authentiques) réseaux sociaux et organisations citoyennes.

L'attitude face aux élites politiques et économiques de la transition reflète la même méfiance, liée cette fois-ci au fait que la majorité au sein de cette élite est issue de la *Nomenclatura* communiste. Comme le note Guy Hermet : « *A l'Est, les membres des Nomenklaturas de toutes espèces ont soit dû feindre de se renier en revêtant les habits du démocrate ou de la social-démocratie, soit se reconvertir dans le secteur économique en se l'annexant, soit encore se résoudre pour les plus vieux à l'exil intérieur*<sup>345</sup>. »

Par ailleurs, l'impact des réflexes totalitaires sur les pratiques militantes, associatives et organisationnelles **ne sont pas univoques** : l'impossibilité de fonder ou de faire part à des organisations auto-générées et les difficultés d'entretenir des relations authentiques dans les cadre de petits groupes (prohibés par le régime car échappant au contrôle de l'État- parti) ont contribué à **l'émergence d'une culture civique associative alternative** dont les manifestations se font sentir lorsqu'on observe de près les pratiques au sein du mouvement écologique aujourd'hui: cette culture valorise le petit, l'authentique, l'informel, s'appuie sur l'apport (et l'effort) personnel unique, et puisent sa force, sa légitimité et son prestige publics sur son autonomie organisationnelle, son authenticité, expressément recherchée et passionnément protégée, et son désir d'*indépendance* des structures (et de l'influence) du pouvoir.

---

<sup>344</sup> Cité dans БРУНБАУЕР, Улф (2010). За отношенията между държава и общество в комунистическа България. [Les rapports entre Etat et société en Bulgarie communiste]. В. - ЗНЕПОЛСКИ, И. (съст.) *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*, Op.cit. pp. 183-192 (183).

<sup>345</sup> HERMET. Guy (2001). Op.cit. p. 281.

## 2.4. Un rapport national spécifique à la nature

J'aime la Patrie, je déteste l'État (Slogan dans les rues de Sofia)

### 2.4.1. La nature et le sort historique du peuple bulgare

Il existe un facteur culturel qui mérite une attention spéciale : c'est la perception de la nature bulgare comme **partie constitutive de l'identité nationale**, imprégnée d'un symbolisme fort. Ce rapport dont les racines sont profondément ancrées dans le sort historique du peuple bulgare traduit un attachement affectif mais aussi rationnel, relationnel, voire écologique à celle-ci ; il participe à la constitution de l'unité de la nation bulgare comme entité politique moderne. C'est aussi un des facteurs majeurs garantissant l'unité et la continuité au sein du mouvement écologique toutes générations confondues. Le culte de la nature bulgare comme **facteur de motivation pour l'engagement écologique**, est particulièrement visible dans les campagnes de la plus jeune génération. Ce phénomène est corroboré tant par les analyses sociologiques et anthropologiques<sup>346</sup>, que par les observations et les témoignages des militants eux-mêmes. Il en est ainsi car, dans le cas de Bulgarie, la nature est **l'incarnation de la patrie** qui pendant les cinq siècles de domination ottomane servit souvent de *substitut naturel* de l'État manquant.

L'hymne national *Мила родино* (Chère patrie) qui chante la nature bulgare comme „paradis terrestre” en est un des exemples les plus éloquents. Par opposition à l'hymne national “conventionnel” reproduisant des événements (historiques ou mythologiques) - combats contre un ennemi externe ou interne, confrontations et victoires militaires<sup>347</sup>, l'hymne de Bulgarie dessine la patrie comme **un ensemble géographique composée de richesses naturelles et paysagères** qui se distingue par sa variété et sa beauté : le fleuve, la vallée, la montagne sont des sources de fierté nationale non parce qu'ils soient grands mais qu'ils sont magnifiques (Tableau 6).

---

<sup>346</sup> Dans une étude récente dédiée aux „nouveaux jeunes” en Bulgarie, fondée sur 100 interviews, les auteurs constatent que le patriotisme vert est un des mobiles peu nombreux qui pousse les jeunes à UE agir et à participer dans des campagnes publiques. ДИЧЕВ, Ивайло, СПАСОВ, Орлин (съст.) *Новите меди и новите млади*, Институт „Отворено общество“, София, 2009.

<sup>347</sup> L'hymne national français, est un brillant exemple de ce style dans l'hymnographie. Il chante le plus important événement pour la constitution de la nation française mais traduit aussi les valeurs qui la sous-tendent (combat contre “le sang impur”, gloire et victoire liées à une guerre civile juste mais sanglante contre la tyrannie de l'ennemi interne, conquête du pouvoir par la classe opprimée). Bref, l'hymne français se fonde sur l'opposition, la division et la guerre entre différentes couches de la population, alors que l'hymne de Bulgarie traduit la nécessité, pour le peuple bulgare récemment libéré et en train de restaurer son propre État, à trouver un symbole unificateur pour la nation, qui serait à la fois culturel et politique.

TABLEAU 6. HYMNE NATIONAL DE BULGARIE

**Chère Patrie**

Chère Patrie,  
 Fiers Balkans,  
 À côté coule le Danube,  
 Le soleil illumine la Thrace  
 Et flamboie sur le Pirin  
 Refrain :  
 Chère Patrie,  
 Tu es le Paradis sur terre,  
 Ta beauté, ton charme,  
 Ah, ils n'ont pas de fin. <sup>348</sup>

Le choix de cet hymne traduit la nécessité, pour le peuple bulgare récemment libéré, de se doter d'un *symbole national unificateur*, qui serait à la fois *culturel et politique*. Dans le cas bulgare, c'est la nature qui joue ce rôle, incarnant la vénération, voire le culte pour celle-ci, attestés dans l'œuvre collective populaire. Cette tradition populaire imprègne l'œuvre des plus grands poètes, écrivains et intellectuels bulgares de l'époque de l'éveil national et représente un des éléments idéologiques constitutifs des luttes d'indépendance religieuse et politique du peuple bulgare au XIX siècle.

**La forêt** notamment jouit d'un statut privilégié : elle est un des personnages principaux dans le folklore bulgare, possédant un caractère humain - amie fidèle des rebelles et des révolutionnaires bulgares luttant contre le tyran, mère nourricière des héros nationaux mais aussi protectrice des faibles, des souffrants et des démunis, ultime refuge du héros persécuté ou blessé à mort<sup>349</sup> – équivalent de la patrie, substitut naturel remplissant le vide provoqué par le manque d'indépendance étatique.

Les campagnes écologiques récentes en Bulgarie fournissent des exemples forts révélateurs en appui de ces observations. Les protestations et les autres événements éco-citoyens des dix dernières années s'ouvrent (et se terminent) traditionnellement par l'hymne national *Chère patrie*. Tous les événements publics de la campagne citoyenne *NATURA 2000* (2006-2007) commençaient par les chansons populaires "Le clair de lune s'élève au-dessus de

<sup>348</sup> UNIS DANS LA DIVERSITE. *HYMNES ET DRAPAUX DE L'UNION EUROPEENNE* (2013). Cloet, P.-R., Lugué, B., Martel, K. Notre Europe : Institut Jacques Délors, p. 45.

<sup>349</sup> Un des chefs-d'oeuvres fondateurs de la poésie moderne bulgare, le poème *Jiv e toj, jiv e* (Il est toujours vivant) du poète et révolutionnaire Hristo Botev (1848-1876), traduit en français par Paul Eluard, révèle d'une manière éloquente la liaison symbiotique, entre la forêt bulgare et les combattants pour libération nationale.

la forêt verte“ et “Que tu es belle, ma forêt“<sup>350</sup>. Par la suite, celle-ci est devenue l'hymne du mouvement environnemental bulgare, repris dans les campagnes ultérieures telles que *Sauvons Strandja* (dédiée à la défense du parc naturel Strandja, englobant la montagne du même nom), *Citoyens pour Rila* (campagne lancée en vue de la préservation de la montagne Rila, plus grande montagne alpestre des Balkans), *Bulgarie-zone libre d'OGM* (destinée à protéger de la contamination génétique des cultures symboliques pour l'agriculture bulgare). Une des campagnes les plus récentes, pour la protection de la montagne Vitocha – Alter Ego naturel de la capitale bulgare – fit descendre en juin 2012 dans la rue de Sofia de milliers de personnes “de toutes les couleurs” idéologiques. Provoquée par la décision du gouvernement de modifier la Loi des forêts en vue de servir les intérêts privés de la plutocratie, elle s'est transformée au bout de quelques semaines en coalition citoyenne nationale<sup>351</sup> pour la défense de la forêt bulgare et mit fin aux ambitions des lobbies de “privatiser” - avec la bénédiction du pouvoir exécutif et législatif - des ressources naturelles uniques, à haute valeur symbolique et culturelle.

Les status du plus jeune parti vert en Bulgarie – les Verts bulgares, vient également en appui de cette hypothèse. Le parti s'auto-définit comme :

« association de personnalités acceptant les principes éthiques de la protection de l'environnement, la nature et le patrimoine naturel et culturel, le respect et l'affermissement des droits de l'Homme, l'organisation politique fondée sur les principes de la démocratie parlementaire, l'élargissement des mécanismes de la démocratie directe, l'économie fondée sur des principes libéraux et la **préservation de l'identité nationale bulgare, sa culture et ses traditions**<sup>352</sup> ».

#### **2.4.2. La nature : pilier communautaire, code d'identification national et symbole du bien commun**

Il s'ensuit que la nature occupe une place toute particulière dans la formation de la culture nationale bulgare : celle d'un facteur puissant d'identification collective et d'intégration

---

<sup>350</sup> La chanson est devenue célèbre à la fin du XIX e s. Le texte est emprunté à un poème de Lyouben Karavelov - poète, écrivain, journaliste et homme politique de l'Éveil national bulgare. Ce dernier l'écrivit durant les longues années d'exil qu'il passa en Serbie et en Valachie. La forêt symbolise la patrie chérie et perdue à jamais.

<sup>351</sup> Cette campagne jouit aussi d'une forte popularité et approbation à l'étranger, attestées par des émissions et maintes informations et publications dans les réseaux électroniques, relayées par les nouveaux réseaux citoyens en Europe.

<sup>352</sup> Cité d'après <http://bg.wikipedia.org/wiki/%D0%97%D0%B5%D0%BB%D0%B5%D0%BD%D0%B8%D1%82%D0%B5>.

nationale qui, pour les raisons historiques avancées ci-dessus, a été pré-moderne, pré-politique mais a largement contribué à forger les représentations politiques des bulgares. L'on peut dire que **la question de la nature**, par le fait d'avoir été toujours envisagée (tant par les hommes politiques et les intellectuels que par le peuple) en relation directe avec la construction identitaire du peuple bulgare, a acquis **un status politique par excellence**, à savoir : elle est un bien commun si bien que **la défense de la nature bulgare rime avec la défense du bien commun**.

Ceci explique pour une large part le fait que dans le mouvement environnemental bulgare se retrouvent des militants (adhérents ou sympathisants) de différents partis politiques, exprimant des préférences idéologiques fort divergentes<sup>353</sup>. C'est aussi une des raisons principales qui fait que **la préservation de la nature en Bulgarie est devenue le leitmotiv dominant** – jouissant d'une résonance publique fort positive – **des combats citoyens pour la défense de l'intérêt général contre la politique du statu quo** (totalitaire et communiste, ou capitaliste et néolibéral), toutes les étapes et générations confondues : en quelque sorte, la protection du bien commun et la défense de la nature ont été utilisés comme des synonymes. En attestent les propos de Dennitsa Kiyranova, leader informel de l'association citoyenne *Lozenets vert*, membre de la coalition *Citoyens pour une Sofia verte* :

« Ce qui me plaît dans ce type d'activité, c'est que cela peut constituer (bâtir) une base commune qui réunirait les gens sans les contraindre pour autant à renoncer à leurs différences. Au bout de compte, ceci [la défense de la nature] nous concerne tous, et cela pourrait constituer le fondement de l'action commune, au nom du bien commun. »

## 2.5. « Le patriotisme vert » : un mélange de culture pré-moderne et post-moderne

« Si l'on regarde les résultats des sondages, l'on constate que pour la majorité des gens la cause prioritaire est de trouver une personnalité forte, que ce soit « le Roi » ou bien un parti nationaliste, qui nous fera sortir de la crise. En réalité, la seule cause qui arrive à unir plus de gens, c'est la défense de la nature. Celle-ci peut réunir 80-90% des Bulgares, et il n'y pas d'autre cause susceptible d'attirer un tel support public. » (Andrey Kovatchev, cofondateur de la coalition *For the Nature in Bulgaria*)

---

<sup>353</sup> Parmi les 30 personnes interviewées pour les objectifs de la recherche, quelques personnes déclarent avoir soutenu le PSB, une partie plus considérable l'UDF et les Démocrates pour une Bulgarie forte (considéré comme parti conservateur de droite). D'autres ont soutenu des partis libéraux centristes ; on y rencontre également des adeptes d'idéologies plus radicales et extrémistes (anarchistes, extrême droite, extrême gauche et même une skinhead).

Les sociologues et anthropologues bulgares, en concert avec les militants-écolos, ont été impressionnés par cette caractéristique récurrente de l'activisme écologiste en Bulgarie, accentuée par les effets que la mondialisation et de la “néo-libéralisation” ont exercés sur la résurgence des „patriotismes locaux” : certains l'ont qualifié de “patriotisme vert”<sup>354</sup>, ultime refuge idéologique pour les citoyens actifs déçus et **ultime ressort d'un activisme politique authentique** marquant tant la déception de l'amoralisme politique de la transition post-communiste que la nécessité d'un repère (idéologique et moral) transcendant la médiocrité des luttes partisans et redonnant de la consistance à l'action politique.

Or, cette caractéristique culturelle possède également ses revers : les adhérents de l'idéologie de l'extrême droite sont tout naturellement attirés dans les campagnes du mouvement environnemental bulgare, où ce même « patriotisme vert » rime avec le leitmotiv populaire “Bulgarie à trois mers”. Cela vient à l'appui de la thèse, avancée par la sociologue bulgare Petya Kabaktchieva, que le concept de citoyenneté « à la bulgare » est génétiquement marquée par des représentations ethniques prémodernes: celle-ci serait plutôt une appartenance héréditaire à un territoire, avec sa culture et nature respectives perçues comme immuables (Patrie) que comme la participation à une entité politique (État national) qui confère autant de droits que des responsabilités politiques à ses citoyens et qui par conséquent requiert une attitude active<sup>355</sup>. En ce sens, elle serait davantage une citoyenneté « du sol et du sang »<sup>356</sup> qu'une citoyenneté politique et constitutionnaliste, dans la tradition tracée par Jürgen Habermas<sup>357</sup>.

Ceci étant, cette singularité de l'attitude des Bulgares à leur nature nous semble cruciale, non seulement pour la compréhension du contexte culturel en général, mais aussi pour, mieux comprendre les mobiles et les motivations qui sous-tendent l'engagement des citoyens au sein du mouvement écologique. Une telle hypothèse de la motivation civique paraît du moins aussi pertinente que l'hypothèse que l'activisme écologique soit déclenché par des mobiles d'ordre postmatérialiste. Dans le cas bulgare, **les deux hypothèses doivent être envisagées conjointement** - la première serait liée à des **prédispositions locales culturelles durables**, la seconde – aux **similitudes de la logique directrice qui a guidé le développement dans les pays industriels avancés** ayant provoqué une nouvelle attitude

---

<sup>354</sup> Voir par exemple ГЪЛЪБОВ, Антоний (2010). Политическа социализация и ценности в генерационен аспект, В.- *Демокрацията в България през 21 век*, В. Търново, 129-139 et ДИЧЕВ, Ивайло, СПАСОВ, Орлин (съст.) (2009), Op.cit.

<sup>355</sup> КАБАКЧИЕВА, Петя (2009). Национални политики и европейско гражданство. В. - *Политики БГ*. Брой 03-09. URL: <[http://politiki.bg/?cy=35&lang=1&a0i=222667&a0m=readInternal&a0p\\_id=29](http://politiki.bg/?cy=35&lang=1&a0i=222667&a0m=readInternal&a0p_id=29)>. (13.02.2013).

<sup>356</sup> Au sens rhénanien du terme. Voir DUVIGNAUT, Jean (1986). *La Solidarité. Liens de sang et liens de raison*. Paris : Fayard.

<sup>357</sup> ХАБЕРМАС, Юрген (1999). *Морал, право и демокрация*. София: Дом на науките за човека и обществото.

envers la nature et le milieu de vie en général : il convient plutôt qu'elles soient analysées dans leur relation souvent paradoxale, que de surestimer ou sous-estimer l'une d'elles au dépens de l'autre.

En conclusion, l'on peut admettre que la perception de la nature et sa valorisation dans le cas bulgare révèlent les traits d'une attitude durable puisant ses mobiles de **deux sources** : **l'une prémoderne, affective et communautaire, “pré-politique”**, partagée par les Bulgares en général, et **l'autre – “postmoderne” ou “hypermoderne”, critique, individualiste et citoyenne**, partagée par une minorité de citoyens actifs. Car **le mouvement écologique bulgare, tout en reflétant et reproduisant certains traits de la culture nationale, se constitue en acteur de leur dépassement** : il se veut l'agent d'une culture civique participative, fondée sur un « individualisme libertaire et solidaire » *et* une nouvelle logique communautaire. Ceci dit, en outre les raisons avancées ci-dessus, l'examen des caractéristiques de la culture politique nationale a été nécessaire, afin de pouvoir mieux cerner et évaluer « la révolution culturelle » qui se produit au sein du mouvement, et son impact sur la politique et la société en Bulgarie au cours du dernier quart de siècle.

### III. Le mouvement écologique en Bulgarie. Origines, émergence, ruptures et continuité

---

L'évolution du mouvement écologique en Bulgarie peut être divisée en trois grandes périodes, chacune possédant sa logique propre et sa « philosophie » :

1. **Période dissidente** (fin des années 1980).
2. **Période de la transition post-totalitaire (dite aussi “transition démocratique”) et de la modernisation néolibérale** (la décennie 1990).
3. **Période du « retour en Europe »**, marquée par la résurgence de la problématique environnementale et « le réveil » de l'activisme écologique qui accompagne le processus d'adhésion du pays à l'Union européenne ( à partir de la première décennie du XXIe s.)

Ceci dit, pour chaque période l'analyse va se focaliser sur :

- **le contexte général**, à un niveau national et transnational ;
- **la visée générale, ainsi que les priorités et les objectifs spécifiques** poursuivis par le mouvement durant la période envisagée (en liaison avec les priorités de la société et les caractéristiques du système politique) ;
- **les particularités des organisations et les modalités d'agir** relatives à cette période;
- **les performances sociopolitiques** des acteurs du mouvement et leur impact sur la politique et la société;
- **les caractéristiques générationnelles** des militants dans le cadre de la période donnée ;
- **le rapport à la politique** typique pour les « minorités actives » de chaque période ;
- **le rapport à l'écologie, et à la nature**, en général, pour chaque « génération verte ».

L'approche historico-chronologique, va nous permettre de détailler les caractéristiques du mouvement comme **acteur politique**, incubateur d'une culture civique activiste, et comme nouveau **mouvement citoyen**, facteur et vecteur du changement social en Bulgarie au carrefour de deux régimes, deux siècles, voire de deux époques. Nous allons poursuivre ces étapes afin de démontrer autant **la spécificité** de chaque période que **la continuité** qui s'établit au fur et à mesure de cette évolution, une continuité dont le fil rouge est tissé de **trois impératifs majeurs** :

- **Un impératif éthique, éco humaniste**, fondé sur la défense du bien commun (la qualité de vie, la santé, la nature et la qualité du milieu en général étant envisagés comme consubstantiels au bien commun) qui est en même temps défense du bien-être individuel de chaque citoyen ;



- **Un impératif socioculturel** de nature libertaire, fondé sur l'idée d'élargissement de l'autonomie citoyenne, individuelle et collective ;
- **Un impératif politique**, qui lie la politique avec la radicalisation de la démocratie ; démocratie participative, démocratie directe, contrôle continu sur la prise de décision, refus d'identifier la politique avec l'exercice du pouvoir.

Ces trois dimensions du mouvement font de lui un représentant à la fois typique et spécifique des nouveaux mouvements citoyens.

La continuité du mouvement se légitime également par :

- 1) la présence de militants des plus vieilles générations dans les campagnes des plus jeunes<sup>358</sup>;
- 2) la présence de quelques thèmes qui agissent comme dénominateurs communs tissant des liens entre les générations et leur vécu spécifique;
- 3) un système de valeurs, principes et motivations partagées au sein de toutes les périodes et générations vertes, que l'on peut désigner avec le terme « culture du mouvement »<sup>359</sup>.

L'approche processuelle aux acteurs et aux phénomènes est adoptée afin de présenter la constitution de **l'identité collective** du mouvement faisant bâtir un système d'action social et politique. Son essence est dynamique *à priori*; elle n'est pas donnée une fois pour toutes. Elle tend à construire une continuité tout en incorporant la nouveauté (propre à la période, à la génération, etc.). Par ailleurs, elle se fonde sur la tension jamais résolue entre le regard subjectif des acteurs fournissant un point de vue „de dedans”, plus fragmenté et plus partiel car personnel mais plus concret car ancré dans un vécu unique, et un regard objectif et “réaliste” posé de dehors, qui se veut holiste, non partiel et intégrateur: la définition (et l'évaluation) que le mouvement se donne à soi-même et la reconnaissance de cette définition par le reste de la société. En questionnant les individus et les groupes de leurs motivations et représentations, et en présentant parallèlement les interprétations savantes de leur activisme, nous allons mettre en exergue le dualisme intrinsèque entre **structure et sens**, qui est propre à tout phénomène social et politique.

---

<sup>358</sup> Ceci est particulièrement évident dans le cas du nouveau parti Les verts (Зелените), fondé en 2008 et de la coalition *For the Nature in Bulgaria* (За да остане природа в България), créée en 2006 : celle-ci incarne la diversité des formes d'activisme écologiste, et des thèmes fédérateurs tout en englobant des organisations et des personnes issues des trois générations d'environnementalistes.

<sup>359</sup> De plus, la plupart des répondants, interviewés pour les objectifs de la thèse ou dans leurs mémoires publiés, utilisent le terme « mouvement » lorsqu'ils parlent de leur implication personnelle dans les organisations et les campagnes, ce qui peut également être envisagé comme indicateur démontrant l'existence d'une conscience communément partagée d'appartenance à une entité durable, et à une communauté.

## 1. Le mouvement écologique comme dissidence. L'écologie face au système sociopolitique du "socialisme réel"

« La dégradation du milieu de vie menace de plus en plus la santé et la vie des gens. Or, leurs efforts de sauvegarder leurs enfants, la nature et soi-même de l'apocalypse écologique sont paralysés en raison du manque d'information complète et opportune concernant les dangers qui se cachent en tout ce dont nous tous dépendons et dont ne pouvons pas nous priver : l'air, l'eau, la nourriture, le sol <sup>360</sup>. » (Déclaration de l'association indépendante *Ecoglasnost*).

Le mouvement écologique en Bulgarie tire ses origines des premières protestations citoyennes écologiques (1987) et des manifestations de dissidence politique des dernières années du régime de Todor Zhivkov (1988-1989)<sup>361</sup>. La coexistence des revendications sociales *et* écologiques en vue de réformer le système totalitaire, représente une des particularités les plus significatives du mouvement dissident ; **ce rapport symbiotique** le distingue de la majorité des mouvements réformateurs dans les pays de l'ex-bloc soviétique.

En réalité, des organisations de préservation de la nature et de protection de l'environnement, et même des partis verts, apparaissent encore dans les années 1970-1980 dans la plupart de ces pays. Mais il faut tout de suite noter que ceux-ci sont « créées » sous l'impulsion des partis communistes ; ils sont mis au service de la propagande des États-partis désireux de démontrer que leurs régimes sont en phase avec les processus globaux<sup>362</sup>. Ainsi par exemple, une des premières organisations environnementalistes bulgares *Zeleni Balkani* (Balkans verts) est fondée en 1988 avec « la bénédiction » du parti communiste, à l'occasion de la tenue de l'Ecoforum qui eut lieu en 1989 à Sofia sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe<sup>363</sup>. En effet, cette structure émerge comme une initiative citoyenne spontanée dirigée contre l'empoisonnement des sols et des oiseaux<sup>364</sup> mais vu le caractère spécifique du régime qui craint toute spontanéité, elle va être rapidement « canalisée » afin d'être mise sous contrôle.

Il est donc difficile de soutenir la thèse que ces formations vertes expriment les intérêts et les valeurs authentiques des citoyens. Des organisations non formelles telles que *Le Club écologique* en Pologne (1980) ou *Le Cercle du Danube* en Hongrie (1983) ne sont que des

---

<sup>360</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009). Op. cit. 154-156 [154].

<sup>361</sup> АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008), *Демонтаж*. Авангард Принт, Русе.

<sup>362</sup> Il ne faut pas oublier que les revendications des mouvements écologiques dans le monde occidental, correspondaient en partie avec celles des mouvements pacifistes (certains soutenus par l'URSS) et celles de la plupart des nouveaux mouvements sociaux ; avec leurs prétentions de soutenir « toutes les forces progressistes » et de se montrer « modernes », les régimes communistes ne pouvaient qu'adopter une attitude favorable à l'égard de ces derniers. Voir BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds). 2003 (1996). Op. cit.

<sup>363</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit.

<sup>364</sup> D'après le site de l'organisation <[www.greenbalkans.org](http://www.greenbalkans.org)> (12.10.2011).

rare exceptions de cette règle<sup>365</sup>. Or, dans le contexte bulgare les problèmes écologiques deviennent non seulement un des catalyseurs majeurs de l'activisme dissident en Bulgarie - le fil écologique constitue la particularité la plus significative de celui-ci. **La contestation écologique du régime pose une empreinte de singularité sur le mouvement réformateur en Bulgarie** faisant partie de 'l'héritage de l'Europe de l'Est' pour reprendre la formule de Blowers et Glasbergensen<sup>366</sup>.

L'écologie fait partie du projet de renouveau social, économique et spirituel et devient **l'un des emblèmes de la contestation du statu quo** de la période. Mais les revendications écologiques sont intégrées dans une position plus large d'opposition morale au système ; dans cette situation la constitution du projet écologique comme projet politique autonome n'est pas à l'ordre du jour. **L'écologie est un dénominateur commun**, indissociablement liée aux droits humains et à la qualité de vie de *tous* les citoyens. Elle rime avec la défense de l'intérêt général, délaissé par le pouvoir communiste, ce dernier ne représentant pas les intérêts du « peuple » mais d'une caste oligarchique détenant le monopole sur le pouvoir. Liliana Alexandrieva, une des fondatrices de l'association indépendante *Ecoglasnost*, déclare :

« D'un côté, pour la majorité d'entre nous, la valeur de la nature et de la qualité de la vie n'étaient *jamais* mises en question. Elles étaient *des valeurs absolues, inconditionnelles, sans lien avec l'idéologie*. D'autre côté, le Parti [communiste] n'était plus qu'un des groupes exerçant le pouvoir. Et nous étions conscients que ses décisions étaient dictées par des intérêts tout à fait autres qu'idéologiques. De cette façon, nous concevions nos activités écologiques comme une défense de *l'intérêt public* contre des intérêts corporatifs<sup>367</sup>. »

Par ailleurs, l'empreinte «dissidente» assure une certaine cohérence et une continuité certaine du mouvement environnemental qui se manifeste longtemps après que les premières organisations à vocation écologiste ont interrompu leur activité et/ou ont disparu de la scène de « la Grande politique ». L'impact de la tradition éco-dissidente est assez palpable notamment au sein de la “nouvelle vague verte” des années 2000. L'intérêt que nombre d'auteurs occidentaux ont porté durant les années 1990 sur cet aspect de la dissidence bulgare, atteste autant de son originalité que de son importance pour la compréhension de la spécificité du “cas bulgare”<sup>368</sup>.

---

<sup>365</sup> BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (2003) [1996]. *Environmental Policy in an International Context: Prospects*, Elsevier Ltd, Oxford. Voir plus spécialement le chapitre The Legacy of Eastern Europe, The Rise of Environmental Groups: The Case of Bulgaria, 143 – 145.

<sup>366</sup> Voir sur ce sujet в HOLMS, L.(1997). *Post-Communism. An Introduction*, Polity Press, Cambridge.

<sup>367</sup> *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op. cit. p. 57.

<sup>368</sup> BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (1996), Op.cit; BAUMGARTL, Brendt (1993) *Environmental Protest as a Vehicle for Transition. The Case of Ekoglasnost in Bulgaria*. In. - Vari, Anna and Pal,

De plus, les acteurs de cette période - tant les personnalités que les organisations - jouissent jusqu'à nos jours d'une popularité et d'une reconnaissance publique considérables. En attestent par exemple les résultats des enquêtes d'opinion. Une enquête menée près de 50 citoyens bulgares<sup>369</sup> démontre que les interviewés sont plus susceptibles de citer par leurs noms des personnalités et des organisations de la période dissidente que les ONG environnementalistes ou les nouvelles formes d'éco-activisme, à quelque exceptions près. Ceci vient à prouver, entre autre, l'apport indéniable de la génération dissidente pour **la popularisation de la question écologique auprès de la population bulgare** et l'impact de leur activisme citoyen et politique sur **les processus de transformation sociale et politique dans le pays au début des années 1990**.

### 1.1. La question écologique en Bulgarie communiste

« Nous vivons dans un pays dont l'économie est exclusivement anti-écologique. Ses technologies sont vieilles, ses dispositifs de purification sont dans le meilleur des cas inefficaces ou bien font défaut ; la culture technologique est insuffisante, la planification et la gestion sont court-termistes, alors que les ressources - assez faibles - destinées à la préservation et la reproduction de l'environnement naturel, sont utilisées pour d'autres fins ou bel et bien sont gaspillées d'une manière irresponsable<sup>370</sup> ». (Déclaration de *Ecoglasnost*).

Les spécificités de l'économie socialiste (dont le leitmotiv idéologique était 'la satisfaction toujours croissante des besoins matériels et spirituels de la population') ont favorisé l'avènement d'une culture consumériste dont l'émanation anecdotique dans les années du « socialisme réel » en Bulgarie se résumait à la possession d'une voiture de marque *Lada* ou *Moscvitch*, d'un appartement composé de trois pièces (incluant un droit de résidence) dans la capitale et d'une villa à la campagne. Dans les années 1970, à cette triade

---

Tamas (eds). *Environment and Democratic Transition: Politics and Policy in Central Eastern and Eastern Europe*. Kluwer Academic Publishers, Boston, Dordrecht, et BAUMGARTL, Brendt (1993). Green Protest against Red Politics. Environmentalists' Contribution to Bulgaria's Transition. – In. - *Green Politics* 3, University of Strathclyde.

<sup>369</sup> Étude qualitative de l'opinion publique dans le cadre du projet « Citoyen vert », Voir Anexe 2

<sup>370</sup> Програмна декларация на движението „ЕКОГЛАСНОСТ“. In. - *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit.154-159 [154].

s'ajouta la possibilité de faire des courses à CORECOM<sup>371</sup> - symbolisant un haut statut social et matériel. Cet essor du consumérisme « à l'orientale » se situe entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Au cours des années 1980 émergent les prémisses de préoccupations d'ordre post matérialiste et écologique qui se focalisent sur la protection de la nature des pollutions industrielles, la défense des paysages – transformés pour les objectifs de la modernisation (construction de barrages et digues, de centrales hydrauliques dans les montagnes ; rectification du cours naturel des rivières<sup>372</sup>) et le souci de la qualité de l'environnement urbain.

Par ailleurs, l'industrialisation et la mise en place d'une agriculture intensive, généralisée avec la création des coopératives agricoles (les kolkhozes) provoquèrent des problèmes écologiques qui demeurèrent pour longtemps, hors de l'ordre du jour de la société bulgare. Vu la logique de fonctionnement de l'État totalitaire, ceux-ci avaient été ignorés ou sous-estimés ; d'autre côté, dans la logique du productivisme (à l'instar de leurs homologues dans les pays occidentaux) ils étaient considérés par les élites dirigeantes et les technocrates (souvent les mêmes) comme partie intégrante du progrès au service de la performance économique, et de la modernisation sociétale. Les effets néfastes du “socialisme réel” sur la nature, l'environnement et la santé de la population deviennent publiques lors de la période de *Glasnost* et *Perestroika*<sup>373</sup>.

En effet, la première prise de conscience publique des crimes écologiques du régime renvoie aux effets de l'accident survenu à la centrale nucléaire à Tchernobyl en 1986. La réaction inadéquate des dirigeants communistes – qui au début essayèrent de faire occulter toute information concernant l'accident, avant de lancer, dix jours après une campagne visant à dissimuler les effets négatifs (les présentant comme insignifiants) – attirent pour la première fois (et durablement) l'attention des citoyens bulgares sur “la face cachée” du progrès technologique. Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est que l'accident fait révéler *publiquement* la vérité sur **la nature morale du régime** prétendant être quotidiennement préoccupé des problèmes des hommes ordinaires<sup>374</sup>. La politique de *Glasnost* « à la bulgare » pratiquée par Zhivkov et son entourage - cacher jusqu'au bout les informations embarrassantes et ne les annoncer qu'à la rigueur- dans ce cas-là allait à l'encontre de l'atmosphère spirituelle

<sup>371</sup> Magasins à statut spécial où l'on pouvait acheter contre des dollars, des marchandises “occidentales” rares ou inexistantes sur le marché local ou dont la qualité de la production locale était jugée insuffisante (jeans, parfums, boissons alcooliques, cigarettes, chocolats, chaussures, CD etc.)

<sup>372</sup> Le cinéma critique bulgare de cette période se fait écho de la thématique écologique, illustrant le rapport entre la destruction de la nature et l'émergence de graves problèmes sociaux. Un film emblématique – Dernier été (Последно лято) du réalisateur Hristo Hristov, traite des effets désastreux psychologiques et sociaux sur la population d'un village rasé en raison de la construction d'un barrage.

<sup>373</sup> Voir VARI, Anna and PAL, Tamas (eds) (1993). *Environment and Democratic Transition: Politics and Policy in Central Eastern and Eastern Europe*. Kluwer Academic Publishers, Boston, Dordrecht.

<sup>374</sup> ИВАНОВ, Мартин (2008). *Реформаторство без реформи. Политическа икономия на българския комунизъм 1963-1989 г.* Институт за изследване на близкото минало, София.

de cette période, et aux attentes des gens qui aspiraient déjà à une ouverture réelle du système. Tous ces facteurs ont préparé les premières manifestations authentiques d'activisme écologique *et* politique dans l'histoire de Bulgarie : les éco-protestations citoyennes à Roussé.

## 1.2. Le début: six femmes

« Dans tout événement l'histoire entière, l'homme entier s'incorporent et puis se redécouvrent à volonté. » (Bénédetto Croce)

Les études sur les mouvements sociaux affirment que ces mobilisations ont besoin de déclencheur – il s'agit souvent d'un événement concret, modeste et engageant peu de personnes. Selon Neil Smesler<sup>375</sup>, un tel événement peut produire “un effet volcanique” et faire générer une vague d'énergie sociale lorsqu'un groupe de personnes, via l'action, se rend compte qu'il peut réaliser un changement ; son activité attire d'autres personnes avec qui ils partagent les mêmes idées, objectifs et valeurs.

Le mouvement écologique en Bulgarie illustre parfaitement cette observation. Ses débuts se situent en 1987, dans la ville de Roussé, plus grand port bulgare sur le Danube, lorsque six femmes, employées dans le service municipal d'aménagement des espaces verts, organisent une protestation officielle contre « la politique écologique » du régime. Leurs noms méritent d'être retenus par l'histoire, bien que leur attitude “citoyenne” et leur comportement humble les éloignent vite de la « grande politique » : Tsonka Boukourova, Dora Bobeva, Albena Velkova, Viyara Nikolova, Evguenija Jeleva et Stefka Monova<sup>376</sup>. Les six femmes, suivies de centaines de citoyens (pour la plupart - des femmes), sortent dans la rue pour protester publiquement contre la pollution de la ville en provenance de l'usine de produits chimiques située dans la ville roumaine Gujurguevo, et passée sous silence pendant une

---

<sup>375</sup> Neil J. SMESLER (1962). *Theory of Collective Behaviour*. New York: Free Press.

<sup>376</sup> Encore plus que cette attitude de valorisation du grand, aux dépens de petit, a été dominante dans l'historiographie bulgare examinant cette période. Les chercheurs s'intéressaient plus des processus géopolitiques, du contexte international, des structures et les institutions que des personnalités, faits et événements locaux, notamment lorsque ceux-ci n'ont pas su exercer, à leur avis, assez d'impact sur la grande politique. Ce qui venait parfaitement à l'appui de la thèse que la révolution de velours en Bulgarie se réduit à un putsch contre Zhivkov, approuvé et coordonné par Moscou. La dissidence bulgare serait presque inexistante et son apport – insignifiant; la chute du système communiste aurait été provoquée principalement par des facteurs structurels objectifs, surtout économiques, et négocié avec l'Occident. Des ouvrages comme « Démontage » de Vesselina Antonova et Detelina Kamenova (2008), cités plusieurs fois dans cette partie, sont pionniers en Bulgarie. Ils attestent, entre autre, sans éviter ni sous-estimer l'influence de “la Grande politique”, que le changement n'aurait pu se produire sans la contribution de citoyens humbles tels que les six femmes de Roussé et ceux qui les ont suivis et soutenues durant la période 1987-1989.

décennie par les instances officielles<sup>377</sup>. La raison principale de ce mutisme est que la production est destinée à servir l'industrie militaire soviétique<sup>378</sup>.

Bien que leurs demandes soient assez concrètes – les citoyennes réclament la suspension du travail dans l'usine - elles sont accompagnées de revendications plus larges visant à accroître la responsabilisation des autorités ayant laissé la population d'une ville entière étouffer, de *Glasnost* et de «démontage» - de l'usine mais aussi du système à visage inhumain qui ne se soucie même de ceux qui sont censés assurer sa durabilité : les enfants et les jeunes <sup>379</sup>. En effet, la décision d'agir est prise après la cérémonie d'initiation des jeunes pionniers âgés de 10 ans, qui se tient en plein air, lorsque quelques enfants s'évanouissent devant les yeux des permanents locaux du Parti communiste, à cause des échappements de gaz<sup>380</sup> qui ce jour-là sont très intenses<sup>381</sup>.

Les protestations qui commencent en automne 1987 ne cessent qu'au printemps de 1988. Le bureau du leader informel des citoyennes, Tsonka Boukourova, où étaient conçues et organisées toutes les actions citoyennes, fut appelée par les militantes « L'Ile de la liberté ». Le défilé des mères aux poussettes qui amenèrent leurs bébés à “faire la manif” devant le bâtiment de la centrale du bureau régional du parti communiste laissa une empreinte symbolique sur le mouvement. Ce fut, en effet, une démonstration du **mariage intime et logique entre féminisme et écologisme** qui marqua le mouvement écologique bulgare dès ces débuts. La tradition, tracée par les femmes - mères de Roussé, sera poursuivie vingt ans plus tard par le réseau des mères bulgares *Bg.Mamma*<sup>382</sup> qui fut une des actrices principales de la campagne contre la libéralisation de la culture des OGM dans le pays en 2009-2010<sup>383</sup>.

Les citoyennes de Roussé réussirent à gagner le support des cadres du parti communiste dans le service d'aménagement des espaces verts. Elles réussissent même à attirer pour la cause même les agents locaux de la *militsia*, la police communiste. La pression citoyenne sur le pouvoir local et les revendications de transparence adressées aux organes du

---

<sup>377</sup> Les rejets de gaz à base de chlore commencent à se faire sentir au début des années 1980 et ne s'arrêtent qu'au début des années 1990. АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008) Op. cit, pp. 111-123.

<sup>378</sup> BAUMGARTL, Brendt (1993). Op. cit.

<sup>379</sup> АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008) Op.cit. p. 45.

<sup>380</sup> Non seulement pour la petite histoire il convient à noter que lorsqu'en 1990 Tsonka Boukourova et le futur président de Ecoglasnost Petar Slabakov 's'approprient' l'appareil mesurant la quantité de l'air, appartenant personnellement à Todor Zhivkov, et unique dans le pays, l'appareil détecte 60 éléments chimiques. Boukourova et Slabakov font installer l'appareil dans l'appartement d'un militant, qui est « le premier laboratoire chimique indépendant en Bulgarie ». Voir Interview 2, Annexe 1.

<sup>381</sup> АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008), Op.cit.

<sup>382</sup> Voir le site Internet du réseau des mères bulgares <<http://www.bg-mamma.com/>>.

<sup>383</sup> Voir KRASTANOVA, Radosveta (2010). *The Green Movement and Green Parties in Bulgaria. Between System Integration and System Change*, Sofia: Friedrich Ebert Foundation, et IVANOV, Hristo. Rôle des intérêts et des mobilisations citoyennes pour la modification de la Loi sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en Bulgarie. Mémoire de licence en sciences politiques non publié, Nouvelle université bulgare, novembre 2010. Consultable sur <<http://placeforfuture.org>>.

pouvoir central, provoquèrent la réaction du comité central du Parti communiste: Gricha Filipov, membre du Politbureau arrive à Roussé. Ses efforts de négocier avec les protestants afin de calmer le mécontentement public se soldèrent par un échec. Des rencontres officielles entre les autorités communistes bulgares et roumaines furent organisées en vue de résoudre le problème. Les citoyennes furent autorisées à y participer. Après une suite de négociations et de concessions, les travaux de l'usine furent petit à petit suspendus quelques années après (1992)<sup>384</sup>.

La résonance publique des protestations fut si forte que l'appareil répressif du régime n'arrive pas à l'étouffer. Durant les manifestations, un groupe de jeunes peintres de la ville organisa une exposition sur le thème de la tragédie de la ville<sup>385</sup>. Parallèlement à cet événement, une équipe de cinéastes bulgares tournèrent le documentaire *Душаи* (*Respire*<sup>386</sup>). De plus, les protestations font objets de commentaires dans les médias occidentaux<sup>387</sup>.

De cette façon, les problèmes écologiques d'une ville déclenchent une vague d'activisme "éco-dissident" qui lie les revendications d'air pur avec l'impératif catégorique (et moral) de réforme du socialisme réel à visage inhumain. Les slogans des protestations : « Laissez nous *au moins* de l'air pur! », « De la pureté partout et en toute chose ! » et « Démontage ! » sont suffisamment évocateurs<sup>388</sup> :

Tsonka Boukourova se rappelle vingt ans plus tard, les conseils des journalistes des médias occidentaux : « Vous avez accompli votre tâche, vous avez fait bouger les choses. Partout dans le monde, les mouvements écologiques sont autonomes. Il faut maintenant que vous enregistriez un mouvement écologiste indépendant. »

### **1.3. Évolution des mobilisations citoyennes. Des protestations des mères aux poussettes au Comité public de défense écologique de Roussé**

La résonance de cet activisme citoyen fut immédiate. Reprises par des intellectuels représentant une «opposition interne» au sein du Parti communiste, les revendications de

---

<sup>384</sup> Voir АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008). Op.cit., et le documentaire Six femmes (Шест жени) du réalisateur Vladimir Kondov dont le scénario est signé par les mêmes auteurs.

< <http://vbox7.com/play:ea247e89>>. Voir aussi l'interview avec Tsonka Boukourova, Annexe 1.

<sup>385</sup> L'expression n'est point exagérée : plusieurs témoignages de cette période attestent qu'à partir d'un moment les échappements de gaz ont été presque quotidiens, que le nombre des maladies respiratoires et des malformations génétiques des nouveaux-nés a doublé en l'espace de 3-4 ans et que les citoyens avaient pris l'habitude d'aller au bureau, une écharpe sur la bouche (couverte d'écharpe). Sans doute, la manifestation la plus scandaleuse de cynisme a été la cérémonie d'initiation des jeunes pionniers (l'organisation des pionniers représentant l'étape préparatoire pour l'adhésion au Comsomole ; l'adhésion à cette organisation avait été obligatoire pour tous les enfants âgés de 10- 11 ans) qui eut lieu en plein air, au moment où les échappements avaient été les plus intenses. Voir АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008), Op.cit.

<sup>386</sup> Réalisateur Yuri Zhiron, scénario de Violète Tsekov.

<sup>387</sup> Voir Annexe 1 et l'interview de Giergana Zhouleva avec Tsonka Boukourova dans le journal Citoyen. [сп. Гражданин, 2010 бр. Интервю на Гергана Жулева с Цонка Букурова.]

<sup>388</sup> АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008), Op. cit.



défense de la vie, la santé et la dignité humaine convergent à la création du *Comité public pour (la) défense écologique de la ville de Roussé*. Le 8 mars 1988 - jour international des femmes - à la Maison du cinéma à Sofia, les citoyennes de Roussé cherchant un soutien public plus large pour leur cause, viennent présenter le problème de la ville devant les dissidents de la capitale. Le *Comité* est fondé après la première du documentaire *Respire* (interdite par le Comité central du Parti)<sup>389</sup>. Le comité - auquel les autorités refusent la légalisation, inclut des intellectuels-dissidents et de hauts fonctionnaires du parti de la fraction réformiste : la chorégraphe et gymnaste Neshka Robeva, figure emblématique du sport bulgare, mondialement connue pour les succès de l'équipe nationale de Bulgarie de gymnastique artistique, le peintre-avant-gardiste Svetlin Roussev, tous les deux membre du Comité central du parti, et la réalisatrice Malina Petrova, alors présidente de l'Union des jeunes cinématographes. L'écrivain dissident Gueorgui Michev, député à Roussé, auteur de scénarios pour le cinéma et de romans critiquant les réalités du « socialisme réel », est élu président du Comité. Stéphane Gajtandjiev, philosophe à l'Académie des sciences, rédige les statuts<sup>390</sup>. De cette façon, les revendications écologiques et citoyennes dépassent le contexte local et acquièrent des dimensions nationales : les problèmes d'une ville se transforment en problème du système.

#### 1.4. Du Comité public de défense écologique de Roussé à l'Association indépendante *Ecoglasnost*

« ECOGLASNOST est un large mouvement social qui réunit les efforts bénévoles et non institutionnels de ces personnes qui sont sérieusement préoccupées par la situation écologique et participent aux initiatives du mouvement. ECOGLASNOST<sup>391</sup> n'a pas de prétentions de représenter l'unique garant de la sécurité écologique du peuple : l'engagement avec les valeurs du mouvement n'a d'autre sens que moral<sup>392</sup> ». (Déclaration d'*Ecoglasnost*)

Le Comité public pour la défense écologique de la ville de Roussé servira de base pour la création de l'Association indépendante *Ecoglasnost* (octobre - novembre 1989)<sup>393</sup>. L'activité de cette dernière, quoique assez réduite dans le temps, laissa une empreinte indéniable sur

389 АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008). *Демонтаж*, Op.cit; ДЪРЕВА, Велислава, МИШЕВ, Георги (2002). *Русенският комитет. Документален сборник*. София : “Фондация Д-р Желю Желев”

390 <[http://www.omda.bg/public/bulg/news/personal/gaitandjiev\\_st.htm](http://www.omda.bg/public/bulg/news/personal/gaitandjiev_st.htm)>, 20.10.2014.

391 Le nom de l'organisation est écrit avec des majuscules par l'auteur lui-même.

392 НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit. p. 154-156 (155).

393 Plus d'information sur cette enquête voir dans Annexe 2.

l'évolution et la nature des processus politiques dans le pays, qui ont amené à la chute du régime de Zhivkov (au 10 novembre 1989) et la mise en place du nouveau système politique<sup>394</sup>.

*Ecoglasnost* est née le 11 avril 1989. Avant sa “légalisation“, l'association s'auto-détermine comme “mouvement pour la protection écologique des citoyens“. Cette définition marque d'un côté la continuité avec le Comité (qui se manifeste même dans la formule adoptée afin de définir l'objectif de l'association) ainsi qu'une volonté d'élargissement de la préoccupation écologique“ à l'échelle nationale (le comité se transforme en „mouvement“ qui se propose à *rendre publics* les problèmes écologiques majeurs dans le pays). Il est important de noter que dès son naissance, cette organisation informelle annonce son ambition de constituer “un large mouvement social” (voir la citation plus haut), une ambition qu'elle va poursuivre et qu'elle va (du moins en partie) réaliser.

La majorité des militants sont de nouveau issus de *l'intelligentsia* dissidente. Parmi les membres actifs l'on retrouve des écrivains, traducteurs, scientifiques (une partie considérable desquels sont rattachés à l'Institut de philosophie et sociologie auprès de l'Académie des sciences de Bulgarie), artistes, cinéastes, réalisateurs et acteurs. Le premier président de l'association est Petar Slabakov, acteur aimé de la population qui fut puni plus d'une fois par le pouvoir pour ses qualifications “non orthodoxes” de la “politique écologique“ du régime<sup>395</sup>. Slabakov, ancien maquisard, fait partie de cette catégorie de communistes que le poète dissident Radoj Raline (lui-même ancien maquisard) qualifie de “vrais communistes”, par opposition aux membres du parti (“le partisan n'est pas communiste<sup>396</sup>”). D'ailleurs, à la différence du mouvement féminin à Roussé dirigé de citoyennes qui n'ont jamais adhéré au parti, la plupart des membres du *Comité de Roussé* et de *Ecoglasnost* sont des dissidents, membres du Parti communiste; il faut noter également que les dirigeants du Comité, après avoir été soumis à des répressions de toute sorte, sont “punis” par le Politbureau qui décide de leur exclusion du parti<sup>397</sup>.

Cela vient à démontrer que la préoccupation écologique est partagée dès le début par les communistes et les anti-communistes : le dénominateur commun étant qu'ils appartiennent toutes et tous, à *l'intelligentsia* critique par rapport au *statu quo*. Le mouvement écologique va conserver et faire perpétuer ces deux traits dans les périodes successives : il sera **un**

---

<sup>394</sup> Voir l'analyse de Brendt Baumgartl in BAUMGARTL, Brendt (1993) *Environmental Protest as a Vehicle for Transition. The Case of Ekoglasnost in Bulgaria*, Op.cit.

<sup>395</sup> *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit.

<sup>396</sup> DELL'AGATA, D. (2012). Op.cit.

<sup>397</sup> Voir les archives du Politbureau relatives au “cas Roussé“ In. - ДЪРЕВА, Велислава, МИШЕВ, Георги (2002), Op.cit.

**mouvement politique mais non (et même anti-) partisan**, un mouvement des éduqués, porteurs d'une "nouvelle culture".

La résonance publique des événements à Roussé attire l'attention de la jeune association sur d'autres problèmes écologiques : la construction de la cascade Rila-Mesta, la pollution chimique des rivières, le projet de construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Béléné. Après que la demande d'enregistrement officiel de l'association fut rejetée, l'activité du groupe citoyen se focalisa sur **une suite d'actions directes** en vue de gagner le support de la société.

A l'automne de 1989, *Ecoglasnost* organise la collecte de signatures pour deux pétitions dont l'objectif est de rendre transparents les plus graves problèmes écologiques dans le pays<sup>398</sup>. Cette pétition fit à l'origine d'un des événements-clés de l'histoire de la transition démocratique en Bulgarie : Le 3 novembre 1989, après une démonstration citoyenne à Sofia (auto-générée et organisée par les citoyens, sans l'autorisation du pouvoir – un précédent dans l'histoire contemporaine du pays après l'instauration du régime communiste en 1947), la pétition fut remise à l'Assemblée nationale, au dernier jour de travail de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, consacrée aux problèmes écologiques. La démonstration fut co-organisée par les trois plus importantes organisations non formelles – *Ecoglasnost*, le Club pour le soutien à la *Glasnost* et à la *Perestroïka* et la Société pour la défense des droits de l'Homme. La pétition – que l'histoire non officielle désigna du nom de "la petition de Cristal<sup>399</sup>" – fut accompagnée de revendications réclamant des réformes sociales plus vastes et de demandes d'élargissement des droits de l'Homme.

Les répressions auxquelles les participants furent soumis témoignent que le pouvoir ne s'attendait ni de l'envergure de l'événement, ni du support public que celui-ci fit révéler. Les raisons réelles du refus d'enregistrer le *Comité de Roussé*, ainsi que les véritables dimensions de la pression, psychologique et physique, que la plupart des militants ont dû subir au cours des années 1988-1989, ont été rendues publiques après la parution d'une partie des archives secrètes du Politbureau du Parti communiste<sup>400</sup>, et des mémoires des participants.

Les documents et les mémoires font dévoiler les efforts du pouvoir afin de détruire (ou à la rigueur à engloutir et annihiler) l'initiative citoyenne<sup>401</sup>, par l'infiltration d'agents des services secrets. La création immédiate de "structures parallèles" en vue d'affaiblir, de

---

<sup>398</sup> Voir le recueil documentaire *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit.

<sup>399</sup> A cette époque, le café éponyme et le jardin environnant furent presque « un endroit de culte » pour les soi disant "non formels" – la bohème de Sofia, les intellectuels dissidents et les représentants de la culture *underground* juvénile de la fin des années 1980, les "Fleurs de la fin des 1980" d'après la chanson très populaire du groupe de rock Review (Ревю).

<sup>400</sup> ДЪРЕВА, Велислава, МИШЕВ, Георги (2002). *Русенският комитет. Документален сборник*, Op.cit.

<sup>401</sup> БАЕВА, Искра (1998). Из историята на българското дисидентство. – Общественият комитет за екологична защита на град Русе и властта. *Известия на държавните архиви*, 76, 33-52.

désorienter et/ou de compromettre les structures authentiques, de même que “l’infiltration de camarades dévoués” dans le but de les contrôler « de l’intérieur », sont des procédés bien connus que l’État-parti maîtrise à merveille afin de bloquer les actes spontanés, et de mater l’émergence de tout groupe informel dont la naissance n’a pas été “bénite” par le pouvoir. Tsonka Boukourova témoigne de cette pratique du régime :

« Aussitôt qu’Ecoglasnost a été créée, une autre, fausse *Ecoglasnost*, a émergé : c’étaient des gens qui prétendaient représenter *Ecoglasnost* mais personne ne les connaissait. Ils se sont présentés comme *Ecoglasnost* lors de la rencontre avec l’organisation écologique roumaine qui a eu lieu sur le pont [du Danube]<sup>402</sup>. »

Cet exemple “d’intervention bienveillante” n’est pas isolé, il est caractéristique des régimes uni-partites en Europe centrale et orientale. D’ailleurs, la création de partis et organisations „vertes” en vue de s’approprier les succès des véritables acteurs écologiques ou de semer le discrédit sur leur activité, va redevenir un moyen fréquemment utilisé afin d’empêcher l’essor du mouvement pendant la période de la “post-transition”. De son côté, le mouvement a recours à différents procédés afin de faire face aux répressions, aux falsifications des structures authentiques et aux tentatives d’étouffement sa voix et de sa popularité : il réussit à attirer le soutien des médias occidentaux, des plus grandes organisations environnementales transnationales et celui des milieux académiques internationaux. Dans ses mémoires, Hristo Smolénov raconte :

« L’agressivité de la nomenclature contre le mouvement écologique a été bloquée dans une large mesure par le fait que nous avons manifesté notre décision ferme de provoquer un scandale internationale en faisant révéler des détails sur la production d’armes chimiques dans l’usine en Roumanie qui polluaient quotidiennement l’air à Roussé (...) La menace d’une telle scandale était toujours présente lorsqu’en Bulgarie arriva le leader de Greenpeace McTaggart. Il fut reçu par l’académicien Blagovest Sendov<sup>403</sup> lequel a un certain apport pour l’établissement de *Ecoglasnost*. Les professeurs G. H. Wright de Helsinki, Venan Coshy de Montréal et le professeur McLine de Washington, ont à leur tour apporté leur soutien au mouvement<sup>404</sup>. »

---

<sup>402</sup> Il s’agit de la rencontre historique de représentants du secteur écologique en Roumanie et des militantes de Roussé sur le pont du Danube en 1990 qui mit le début d’un long processus de négociations entre les autorités des deux pays et qui amena à la suspension progressive des travaux de l’usine en 1992.

<sup>403</sup> Alors président de l’Académie des sciences de Bulgarie.

<sup>404</sup> In *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit. p. 221.

Cette citation montre, entre autre, que le mouvement bulgare, entretient dès le début des rapports avec le réseau international des mouvements écologiques, et avec les organisations mondiales les plus influentes qui viennent “à leur secours“, en collaboration avec des représentants de la communauté scientifique internationale.

## **1.5. *Ecoglasnost* comme acteur lors de la mise en place du nouveau système politique**

« Durant les quarante-quatre dernières années en Bulgarie il n'existait aucune alternative au discours politique dominant. *Ecoglasnost* a fait changer cela. (...) Ce que les 110 écologistes ont commencé en novembre [1989] protestant contre la catastrophe écologique, causée par deux projets d'État, a amené par la suite à la chute non violente du gouvernement communiste de Bulgarie<sup>405</sup>. »

### **1.5.1. De l'association indépendante au mouvement national. De la pétition contre le projet Rila-Mesta à la première Loi démocratique pour la protection de l'environnement en Bulgarie**

La vie d'*Ecoglasnost*, dans sa qualité de formation dissidente, se termine le 9 décembre 1989 lorsque l'association devient une des neuf formations constitutives de l'Union des forces démocratiques (UDF), une coalition de partis et organisations idéologiquement très hétérogène qui durant la décennie suivante va représenter l'opposition anti-communiste incarnant, pour un nombre considérable de citoyens bulgares, la démocratisation du pays et l'alternative politique vis-à-vis du statu quo. Pendant la période assez courte de son existence comme organisation citoyenne informelle, *Ecoglasnost* va devenir **le symbole du mouvement dissident bulgare**, reconnu et respecté comme opposition réelle du régime par la majorité des citoyens. Son activité écologique fut sans doute une des raisons principales de cette reconnaissance publique.

Parmi les activités qui exercèrent un impact palpable sur la vie sociale et politique en Bulgarie, notamment sur la prise de conscience de l'importance de la question écologique, figurent la première campagne anti-nucléaire contre la construction de la centrale à Béléné, la pétition contre les projets de construction de cascades à Rila, et **la rédaction de la première Loi démocratique pour la protection de l'environnement**, adoptée par l'Assemblée

---

<sup>405</sup> [Prescott College Honors Bulgarians: Eco-glasnost honored with stained glass for ecological reforms.](#) The Prescott Courier, 21 January 1990. Trad. fr. R. Krastanova.

constituante de 1991<sup>406</sup>. De plus, lors de la constitution de l'UDF *Ecoglasnost* fut une des organisations-leaders ; les candidats désireux d'adhérer s'accroissent avec un rythme qui dépasse la capacité de l'association de gérer le processus; c'est pendant la même période que sont créées des filières locales dans le pays.<sup>407</sup> L'association réussit à attirer le soutien du mouvement féminin écologique de Roussé : les initiatrices Tsonka Boukourova, Dora Boveba, Vyara Nikolova fondent une filière de *Ecoglasnost* dans leur ville et rejoignent les activités de celle-ci déjà au niveau national<sup>408</sup>.

En réalité, c'est le moment qui marque la transformation de l'association indépendante en mouvement national. Certains des fondateurs comme Alexandar Karakatchanov, Edwin Sougarev, Krassen Stantchev, Petar Beron, Stéphane Gajtandjiev, Dimitrina Petrova, continuent par la suite à participer activement dans la vie politique et sociale et à occuper des postes importants dans les institutions et les organisations politiques<sup>409</sup> ; d'autres comme Petar Slabakov, premier président de l'association, demeurent jusqu'à présent des emblèmes de l'activisme écologiste en Bulgarie ; d'autres encore tels que Liliana Alexandrieva, Deyan Kiyranov, Guergana Zhouleva vont continuer leur activisme, en créant des organisations citoyennes locales et nationales<sup>410</sup> contribuant à la création du secteur non gouvernemental naissant<sup>411</sup>. En bref, la plupart des militants poursuivent les principes et les valeurs qui ont marqué la genèse et l'orientation générale du mouvement dissident et qui constituent son noyau dur : **la défense et la protection des droits et des libertés fondamentales de l'Homme et du citoyen y compris le droit d'un milieu de vie sain et digne** dont l'acquisition est impossible sans une réforme sociale générale et radicale.

---

<sup>406</sup> Cette Assemblée constituante marqua l'histoire contemporaine de Bulgarie avec sa décision d'abolir le fameux Article 1 de la Constitution de 1971 qui légalisait le monopôle absolu du Parti communiste sur le système et la société, posant de cette façon les fondements de la démocratie pluraliste.

<sup>407</sup> *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), op.cit. p. 181.

<sup>408</sup> АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008) *Демонтаж*, Op. cit. p. 121.

<sup>409</sup> Karakatchanov, après avoir créé le premier Parti vert bulgare, fut élu maire de Sofia en 1990, le second, poète et écrivain de renom fut député à l'Assemblée constituante du côté de l'opposition et continua sa carrière politique comme ambassadeur, Krassen Stanchev est un des experts reconnus des questions économiques, fondateur et membre de plusieurs ONG environnementalistes et de think-tank d'orientation néolibérale ; Petar Beron, chercheur- ornithologiste et explorateur de la faune, fut député et vice-président de l'Assemblée constituante ; Stéphane Gajtandjiev fut nommé président du Club politique Ecoglasnost qu'il dirigea jusqu'à sa mort.

<sup>410</sup> Liliana Alexandrieva milite depuis une décennie contre la pollution industrielle dans sa ville natale Pechtera; elle a créé aussi un journal intitulé du titre évocateur Citoyen (Гражданин) contenant des articles et informations sur l'activisme citoyen à une échelle locale, qu'elle fait publier avec le support d'un groupe de citoyennes de sa génération.

<sup>411</sup> Guergana Zhouleva est parmi les fondateurs de l'organisation non gouvernementale Programme d'accès à l'information Access (Програма Достъп до информация). Son activité se situe dans le sillage de la culture dissidente visant à assurer la transparence des décisions des institutions et des autorités publiques. Dans le contexte de la privatisation des biens publics et du nouveau type de non transparence (les autorités, défendant les intérêts corporatifs des investisseurs aux dépens de biens publics et des citoyens, refusent de donner de l'information concernant les firmes, les contrats et les projets des acteurs privés) des ONG telles que Access sont appelées à défendre les citoyens des deux côtés : des abus des fonctionnaires d'État et des abus des investisseurs.

### 1.5.2. De l'activisme informel à la formalisation : fondation des premiers partis écologistes en Bulgarie

Peu après la constitution de l'UDF *Ecoglasnost* subit une transformation qui correspond à la conjoncture politique nouvellement instituée. Le mouvement se divise en deux conformément à l'opposition partisane qui structura la vie politique du pays dans la première décennie de la transition démocratique : celle entre les « communistes » (ceux qui continuaient à soutenir et à voter pour le PCB (rebaptisé Parti socialiste bulgare)) et ses alliés et les “anti-communistes” (ceux qui soutenaient la principale force de l'opposition UDF).

Le premier parti vert en Bulgarie (*Зелена партия*) est créé par Allexandar Karakatchanov, un des fondateurs d'*Ecoglasnost*, un mois et demi après la chute du régime de Zhivkov (10 novembre 1989) et quelques jours seulement après la fondation de l'UDF (décembre 1989)<sup>412</sup>. Le parti va devenir partenaire des coalitions formées principalement par le PSB bien qu'il soutienne entre temps aussi des coalitions assez exotiques dont une coalition dirigée par un parti pro-monarchiste<sup>413</sup>.

*Ecoglasnost* se divise en deux organisations politiques : le Mouvement national *Ecoglasnost* (ou *Ecoglasnost* “bleue”), en tête d'Edvine Sougarev, qui va rejoindre les coalitions dirigée par l'UDF et le Club politique *Ecoglasnost* (ou *Ecoglasnost* “rouge”<sup>414</sup>) qui, étant au début une des organisations de l'UDF, va soutenir par la suite le PSB et ses alliés. Il convient de noter que conformément à l'esprit de l'époque, la période produit aussi un Parti écologique conservateur (*Консервативна екологична партия*) qui se veut représenter les éco -conservateurs anti-communistes. Le caractère purement instrumental de ce parti<sup>415</sup> ne lui permet pas à attirer du soutien public massif bien qu'il serve de tremplin pour la carrière politique de deux futurs premiers ministres bulgares, chefs de deux gouvernements de droite<sup>416</sup>. Ces transformations marquent la fin de la première période de l'évolution du mouvement : celle de la dissidence. Le mouvement sort du stade informel, se dote de structures politiques et tente de s'intégrer dans le système nouvellement créé.

Mais parallèlement à cela, **les formations vertes issues de la source dissidente commune subissent un processus de marginalisation** ; leur position dans le système politique demeure marginale même dans les rares moments où elles arrivent au pouvoir. Une

<sup>412</sup> Независимо сдружение Екогласност (2009), Op.cit.

<sup>413</sup> KRASTANOVA, Radosveta. (2012), Op.cit.

<sup>414</sup> <<http://www.omda.bg/page.php?title=Article=1286>>, Lors des élections pour l'Assemblée constituante, le Club gagne 17 places au Parlement, du côté de la coalition anti-communiste UDF.

<sup>415</sup> Le parti n'a jamais été dissout officiellement mais à présent il n'existe aucune trace de son activité dans l'espace public.

<sup>416</sup> Il s'agit de Fillippe Dimitrov, premier ministre de Bulgarie pendant la période 1991-1992 qui dirigea le premier gouvernement de l'UDF et Ivan Kostov, chef du gouvernement de la droite (1997-2001) qui fonda par la suite le parti conservateur Démocrates pour une Bulgarie forte (Демократи за силна България).

partie des personnages et des formations ayant nourri le mouvement dissident vert continuent à œuvrer pour la cause de l'écologie dans la “grande politique” - principalement le *Mouvement national Ecoglasnost* (qui va rejoindre 15 ans plus tard la coalition citoyenne *For the Nature* réunissant des organisations et des militants des trois générations vertes), et dans une moindre mesure Le parti vert (*Зелена партия*).

Or, les nouvelles réalités (géopolitiques, régionales et locales) des années 1990 requièrent de nouveaux acteurs. Les nouvelles priorités politiques de la Bulgarie – l'entrée du pays dans les processus d'intégration européenne, le rapprochement avec les États-Unis et l'adhésion à l'OTAN, l'adoption du modèle néolibéral économique et social, qui amenèrent au déclin des fonctions sociales de l'État-providence et son “abdication” aux domaines primordiaux pour l'entretien du bien public, ouvrent la voie aux organisations non gouvernementales. Dans cette nouvelle situation, les associations environnementalistes et les ONG vertes vont prendre le relais de leurs précurseurs dissidents. Elles vont devenir les acteurs majeurs, européanisés et pragmatiques au sein du mouvement, porteurs du nouveau *Zeitgeist*.

### 1.6. La Génération dissidente. Le militant comme dissident vert

La génération dissidente fut la génération de la contestation du socialisme “sans visage humain”. Mais la contestation reposait sur la volonté de réformer le système, non de le renverser. Ces deux impératifs – la contestation du système et l'*affirmation d'un nouveau système de valeurs*, en phase avec la “nouvelle situation”, déterminent le sens, la direction et l'éthique de l'activisme dissident. La génération éco-dissidente véhicula **une culture citoyenne, démocratique et individualiste**, opposée à la culture civique dominante (une culture prétendument collectiviste ; basée sur la peur, de l'hypocrisie, et de la passivité) du “socialisme réel” : ses piliers sont la liberté personnelle et la dignité individuelle. Elle valorise la prise de position publique sur les problèmes sociaux majeurs du temps, la responsabilité assumée en première personne et la solidarité forgée au sein de petits groupes citoyens auto-générés, émergés à la suite de **réels problèmes** concernant le milieu de vie. Toutes ces caractéristiques viennent nous renseigner à la fois sur le profil dominant des militants, les mobiles et les motivations caractéristiques (et communes) pour la génération dissidente verte, ainsi que les particularités des organisations de la période, leur structure et les modalités de l'engagement.



### 1.6.1. L'éco-dissident : un citoyen – artiste et intellectuel

La génération dissidente fut formée principalement, comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, de représentants de « la nouvelle force révolutionnaire » : *l'intelligentsia*. L'autorité publique de certaines personnalités des milieux intellectuels et savants furent énormes à cette époque-là : la raison principale en était, comme le montre l'historienne bulgare Nataliya Hristova, qu'ils incarnaient **l'opposition morale au régime** et jouaient l'indispensable rôle de vigie citoyenne éthique et critique, qui assurait (souvent faisant recours à un langage métaphorique appelé alors « le langage d'Eusope<sup>417</sup>») un exutoire salutaire pour le mécontentement public<sup>417</sup>. Deux exemples seulement : le philosophe Zhelio Zhelev, un des leaders informels de la contestation dissidente, auteur d'un ouvrage sur le fascisme, prohibé par le régime (qui avait reconnu dans sa description du fascisme des similitudes embarrassantes avec « le socialisme développé<sup>418</sup>»), devint ensuite premier président démocratiquement élu de Bulgarie (1990) ; Blaga Dimitrova, écrivaine dont les romans (contenant des observations critiques sur « le socialisme mûr<sup>418</sup>») ont marqué le goût éthique et esthétique des jeunes générations, fut élue après la chute du régime la vice-présidente de Bulgarie à côté de Zhelev.

Par ailleurs, il suffit de faire un examen non exhaustif des militants dans les organisations écologiques pour justifier la véracité de cette thèse : *Le comité de Roussé et Ecoglasnost* furent constitués presque exclusivement de scientifiques, chercheurs, universitaires, écrivains, artistes et acteurs : des philosophes tels que Stephane Gajtandjiev et Hristo Smolénov, des acteurs du théâtre et du cinéma tels que Petar Slabakov ; des écrivains tels que Guerogui Michev, des peintres tels que Svetlin Roussev, des cinéastes telles que Malina Petrova et Liliana Alexandrieva, des traducteurs tels que Rossitsa Siméonova, ou des journalistes tels que Roumijana Uzounova. Les femmes de Roussé quant à elles, furent des spécialistes respectées dans le domaine des espaces verts. **Cette “base sociale” du mouvement** explique pourquoi le mouvement écologique en Bulgarie fut marqué dès ses origines, d'une culture postmatérialiste et pourquoi l'écologie fut un élément crucial dans son système de valeurs et de revendications politiques<sup>418</sup>.

Le rôle des intellectuels au sein des nouveaux mouvements sociaux comme promoteurs d'un changement des mentalités, a été noté à plusieurs reprises et sous des angles différents dans nos travaux. Dans le contexte très spécifique de la dissidence anti-

---

<sup>417</sup> ХРИСТОВА, Наталия (2005). *Специфика на българското „дисидентство“*. Власт и интелигенция. 1956-1989. Пловдив, Лета.

<sup>418</sup> L'on ne peut pas prétendre, bien entendu, que ce facteur explique à lui seul la permanence de l'écologie comme facteur de mobilisation au sein du mouvement social en Bulgarie. S'y ajoutent d'autres facteurs, analysés ailleurs dans ce texte dont l'importance de la nature comme aspect constitutif de la culture nationale qui est examinée spécialement à la fin de la partie précédente.

communiste<sup>419</sup>, ils sont cette classe sociale qui lie la volonté de réforme du régime avec la volonté de faire valoir l'héritage européen de l'humanisme individualiste, notamment les droits et libertés universels de l'Homme. Dans un système où public et privé sont niés, comme le note Hannah Arendt<sup>420</sup>, ils militent à reconquérir la sphère privée comme domaine légitime d'autonomie individuelle tout en établissant la nécessité de “décoloniser” la sphère publique du monopole du Parti.

**L'écologie fait naturellement partie intégrante de la contestation du socialisme déshumanisé** car celle-ci constitue une partie intégrante de cet héritage européen à la fois moderne et “postmoderne”. Elle est indissociablement liée à la nécessité d'une (r)évolution des mentalités. Cette “révolution” est spirituelle, éthique et politique : les trois piliers qui soutiennent l'engagement citoyen au sein de la génération, sont envisagés par les militants comme complémentaires, soudés, non rivaux. En d'autres termes, c'est une révolution culturelle : il faut rappeler que le premier article qui fit dévoiler au grand public le crime écologique des autorités communistes contre la population de Roussé, rédigé par le peintre dissident Svetline Roussev, parut dans le journal culturel *Народна култура* (Narodna cultura), organe de l'intelligentsia culturelle. En attestent également les mots de Hristo Smolénov, membre actif à *Ecoglasnost*. Exprimant la motivation de l'engagement, il déclare :

« Ecoglasnost a été le premier mouvement à la fois **écologique et éco-humaniste** (...) Ce qui constituait le noyau dur de notre motivation, c'était l'idée que la pureté de la nature et la pureté de l'esprit humain sont menacés à un degré égal. Ceci faisait insuffler de l'énergie au rapport entre l'esprit de l'écologie et l'écologie de l'esprit<sup>421</sup> ».

Cette citation fait révéler **deux traits propres à la génération dissidente** : D'un côté, elle atteste de son esprit universaliste et élitiste (ses ambitions notamment d'être en phase avec les processus et phénomènes les plus actuels de l'Europe et du monde); de l'autre, elle porte l'empreinte de **l'esprit très spécifique du socialisme des années 1980**, notamment les effets d'une ambiance sociale imprégnée de la dégradation morale d'un système sans issue et sans débouchés historiques, une ambiance qui stimulait le mensonge, l'hypocrisie et l'autocensure et faisait s'épanouir l'égoïsme, le cynisme et la peur d'autrui. La première caractéristique fait

---

<sup>419</sup> Cette situation peut s'expliquer avec le statut particulier dont jouissait les intellectuels (surtout les artistes et les écrivains), durant les deux dernières décennies du régime de Zhivkov. Il faut noter spécialement le rôle de la fille du dictateur Lijoudmila Zhivkova, dont les ambitions de sortir le pays de sa situation périphérique via l'animation d'une activité spirituelle et artistique connue comme “socialisme ésotérique”, exercèrent un impact supplémentaire sur le processus d'émancipation idéologique et spirituelle de l'intelligentsia.

<sup>420</sup> ARENDT, Hannah (1964), Op.cit. p. 32.

<sup>421</sup> Cité d'après *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit. p.356.

révéler le parallélisme des mouvements de citoyens des deux côtés du Rideau de fer, appartenant à une même génération et partageant les mêmes valeurs ; la seconde fait du mouvement **un objecteur moral du *statu quo*** national, en panne d'honnêteté et de bon sens. C'est à la génération dissidente qu'incombe la tâche de faire sortir la société bulgare de l'impasse idéologique et morale et de réintroduire l'histoire (et par conséquent le mouvement), dans le monde déjà anachronique du “socialisme réel” tout en posant les fondements de la renaissance de la société civile.

### 1.6.2. Politique et dissidence : les aspects politiques de l'activisme dissident.

*Une politique citoyenne “antipolitique” : la société civile contre l'État*

« Il est important que les participants à ECOGLASNOST persistent dans leur volonté **de sauvegarder leur indépendance** par rapport à toutes les institutions étatiques afin de pouvoir défendre plus efficacement **les valeurs du pluralisme et de la démocratie** et de pouvoir jouir de la possibilité de proposer leur propre **position radical-démocratique** concernant tous les problèmes écologiques émergents. » (Déclaration du mouvement *Ecoglasnost*<sup>422</sup>)

La politique dissidente dont le moteur est la société civile naissante, est une *politique citoyenne* - expression récurrente dans le vocabulaire des militants de cette période - dirigée contre „le tout politique” de l'État-parti. Cette posture est logique dans un système uni-partite où règne le paradoxe : rien n'est politique, tout est (ou peut devenir) politique. Rien n'est politique, car la prise de décision concernant le bien commun est monopolisée par un parti interchangeable au pouvoir qui détient le monopole sur la vérité historique et la vérité politique, et dont la domination sur la société est „sacralisée » par l'article 1 de la Constitution de 1971 ; tout est politique (ou peut le devenir) car dans une situation de contrôle total sur le discours politique et la pratique du politique, la moindre déviation (geste, allure, coiffure, anecdote) peut être interprétée comme trahison idéologique, menaçant les fondements mêmes du *statu quo*.

De la même manière, chaque événement particulier, chaque acte dans la sphère “privée”, chaque comportement anodin peuvent être utilisés (et interprétés) comme défi lancé au système : la ligne de démarcation entre l'intime, l'individuel, le privé et la sphère publique, collective, politique, est effacée (ou bien est si floue qu'il est toujours possible de franchir la barrière invisible). Ce « totalitarisme d'atmosphère » comme l'appelle le chercheur hongrois

---

422

НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009). Op.cit. p.154-159.

Adam Takacs<sup>423</sup> fait que, pour utiliser une métaphore, même l'air qu'on respire est idéologisé et imprégné de politique, soumis lui-aussi à une répression invisible mais omniprésente.

L'écrivain bulgare Gueorgui Gospodinov a exprimé à merveille la fusion intime, sournoise et terrifiante entre les grands événements de la vie de l'individu et les événements aux “hauts étages” du pouvoir qui peuvent faire même d'un baiser un acte politique. L'initiation à l'amour s'imbrique avec la mort des premiers secrétaires du parti communiste soviétique, l'acte sexuel (thème-tabou pendant le socialisme réel) - provocation contre le régime, provoque la catastrophe écologique :

Premier baiser avec une fille.

Brejnev est mort.

Deuxième baiser (avec une autre fille).

Tchernenko est mort.

Troisième baiser ...

Andropov est mort.

Est-ce moi qui les tue?

Premier amour dans le parc (inhabitable).

Tcherobyl<sup>424</sup>.

Dans ce contexte, l'essence de l'action citoyenne et politique se résume en deux mots : **autonomie** (être dissident cela veut dire être différent, se révolter et agir contre le conformisme social et politique érigé en vertu) et **méfiance** par rapport au pouvoir. La nécessité d'autonomie, d'autre côté, rime avec l'impératif d'authenticité (être dissident, c'est être soi-même et refuser de faire part du „troupeau”) et le besoin de vérité (pouvoir s'exprimer librement en public, faire dévoiler les vices du système, sortir la société et les individus de l'hypocrisie pathologique dans laquelle ils demeurent quotidiennement). L'exercice du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour : d'une part car la plupart des militants ne croient pas que le système approche à sa fin, et d'autre part car celui-ci ne représente pas une fin à soi. Comme le dit Liliana Alexandrieva, en mettant en avant la représentation du politique, propre à cette génération:

« *Ecoglasnost* fut une organisation de politique citoyenne, sans prétentions à exercer le pouvoir (...) Nous avons réalisé les changements par nous-mêmes sans nous réaliser dans

---

<sup>423</sup> ТАКАЧ, Адам (2012). Комунизмът като атмосфера. В.- *Тоталитаризмите на XX в. в сравнителна перспектива*, Знеполски, И. (съст.) София: Институт за изследване на близкото минало, 113-123.

<sup>424</sup> ГОСПОДИНОВ, Георги (2007). *Балади и разпади*. Пловдив: Жанет 45, 2007. p.35.

la vie par l'intermédiaire des changements (...) Les militants qui aspiraient au pouvoir, en ont profité et y sont restés, étaient soit extérieurs au mouvement (...) <sup>425</sup>, soit leur participation à *Ecoglasnost* représentait pour eux une activité collatérale, ou bien, séparant inconsciemment la politique du pouvoir, éprouvait un penchant naturel pour le premier <sup>426</sup>. »

Perçue comme acte de responsabilité publique et bénévole, le dissident fait *une distinction assez nette entre politique et pouvoir*, le dernier ne coïncidant pas avec la première. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les militants ne se rendent pas compte des effets politiques de leur activité, sur le changement des mentalités, notamment pour la démocratisation du système et “la civilisation” (dans le sens primaire du mot) des mœurs. Ils introduisent la pluralité là où il n'y a que de l'uniformité, la vigilance civique et la volonté de contrôler les agissements du pouvoir là où règne l'indifférence, le cynisme et la peur des services secrets ; la responsabilité individuelle par rapport au bien commun là, où tout est laissé à la merci de la bureaucratie; le professionnalisme et le regard critique là où prime la loyauté aveugle et le dogmatisme partisan; la solidarité et tolérance vis-à-vis d'autrui là où domine l'aliénation, l'isolation et la peur d'autrui. Ils sont **les pionniers de la (re)naissance de la culture civique active**. Liliana Alexandrieva déclare :

« Elle [*Ecoglasnost*] fut un “être social” extrêmement fragile. De plus, elle était très jeune, encore à l'âge adolescent. Mais elle a su faire son chemin en passant de la réactivité [par rapport aux agissements du pouvoir] vers l'agir proactif du citoyen, conscient de ses droits et de ses devoirs. »

### *Une politique morale*

La “nouvelle politique” citoyenne véhiculée par les éco-dissidents est fondée sur un système de valeurs cohérent. Elle est une “politique morale” cherchant à corriger, à contrôler et à veiller sur le bien-être individuel et le bien commun.

### *Les valeurs : l'éco-humanisme*

« *Ecoglasnost* fut plus qu'un réseau écologique, elle fut un réseau éco-humaniste. Les rapports d'interdépendance au sein du réseau conditionnaient les responsabilités parmi les membres, tout en protégeant leur liberté d'agir et la diversité de leurs positions

---

<sup>425</sup> Ici, Alexandrieva cite le nom d'un militant, agent de la Sécurité d'État, “envoyé spécial” pour contrôler le mouvement, devenu par la suite député et vice-président de l'Assemblée constituante de 1991.

<sup>426</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЭКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit, p. 67.

idéologiques. Ce principe d'auto-organisation<sup>427</sup> explique aussi la capacité d'impact du mouvement: l'effet de résonance de celui-ci fut non-proportionnel au nombre des participants, lequel était assez réduit (Hristo Smolenov, *Ecoglasnost*)<sup>428</sup>. »

L'humanisme, un humanisme individualiste, européen et moderne, est le pivot idéologique du mouvement, c'est lui qui „fait courir les militants” de la première génération verte. Il se conjugue tout à fait naturellement avec la préoccupation écologique. La liberté d'agir *de chaque membre* est érigée en culte au sein des organisations. Il se révèle dans les demandes du mouvement féminin à Roussé dont le mobile majeur est la vie et la santé des habitants de la ville, notamment des enfants et des générations futures. Il est évident dans les déclarations d'*Ecoglasnost* et se fait sentir dans les mémoires des militants. Le principe même de fonctionnement des organisations du mouvement, qui adoptent la forme de „réseau citoyen” dé -hiérarchisé et pluri-centrique, est à la fois **radicalement écologique et radicalement démocratique**. Il est constitué de citoyens égaux (positionnés équitablement) par rapport à la prise de décision, et de structures auto-générées du type *grassroots*<sup>429</sup> (structurés de bas en haut).

*Les valeurs : vivre en vérité*

Je refuse de respirer votre air,  
Imbibé de mensonge.  
Mais je peux donner de mon sang à tout le monde  
Pour fonder les glaces! (Dimitar Voev<sup>430</sup>)

Nous savions : plus la vérité est grande, plus l'on va s'efforcer à la dissimuler.  
(Hristo Smolenov, *Ecoglasnost*)

---

<sup>427</sup> Il n'est pas inutile d'attirer ici l'attention sur le fait que ce type d'auto-organisation correspond aux thèses et aux valeurs de l'écologisme occidental et notamment à la théorie de la complexité morennienne que nous avons envisagées dans la Partie I. Ce qui veut dire que les dissidents de *Ecoglasnost* avaient été au courant des processus à l'Occident et avaient été familiarisés avec les thèses de l'écologie politique.

<sup>428</sup> Cité d'après *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009), Op.cit. p. 154-159.

<sup>429</sup> Terme, forgé dans la littérature anglo-saxonne des années 1980-1990 relative à l'action collective, en vue de faire face au nombre élevé et à l'importance croissante de ce type de mobilisations citoyennes qui est propre non seulement pour les démocraties.

<sup>430</sup> Le texte de la chanson Мераци est écrit par Dimitar Voev, poète et compositeur dissident, front man du groupe de musique Nouvelle génération, symbolisant la révolte libertaire de la génération des jeunes des 1980. Le texte est inspiré des événements à Roussé. Voir <<http://forum.buntarite.com/viewtopic.php?t=447>>.

Le principe « vivre en vérité » - un principe moral et politique à la fois - est probablement celui qui constitue le leitmotiv des luttes de la génération dissidente : **le combat contre le mensonge** sur lequel repose le système, est l'impératif inconditionnel qui organise la contestation et lui confère des **connotations positives, affirmatives et universelles**. La révélation publique de la vérité, dissimulée pendant quatre décennies, est perçue comme une responsabilité sociale de l'individu-citoyen: De cette façon, l'appel de Soljénitsyne de „ne pas vivre dans le mensonge” revendique **la correspondance absolue** entre discours et action ; entre parole et acte ; entre privé et public, entre comportement individuel et comportement collectif : cette exigence de *correspondance* entre l'éthique individuelle, et le comportement public, est d'abord auto-adressée avant d'être adressée aux responsables politiques. Dans cette optique, la contestation morale et la contestation écologique vont dans le même sens. « La pollution morale » de la conscience et la pollution de la nature sont les deux visages d'un seul et même vice du système : l'absence d'espace public autonome pour vivre en liberté, sans lequel « vivre en vérité » n'est pas possible. La corrosion de la morale publique et privée, est le résultat de la dégradation du lien social ; la morale individuelle et la morale collective en souffrent à un degré égal. Rossitsa Siméonova, militante à *Ecoglasnost*, déclare :

« J'en avais assez qu'on mêle les problèmes en mettant quelque chose de secondaire en avant dans le but de présenter comme insignifiant ce qui était vraiment important : regardez-les, ils fument, ils ne savent pas quand et comment l'on doit planter des arbres etc.! Oui, et pourtant, ils ne se résignent pas et refusent d'accepter ce qui leur est servi habituellement: la grogne quotidienne contre le pouvoir, assortie d'eau de vie et de salade leur ne suffit pas. J'accepte que fumer, c'est très nuisible; j'y souscris volontiers, mais les dégâts du mensonge ne sont pas moins graves. Il se peut qu'ils ne soient pas visibles pour les yeux mais ils font corrompre les âmes des gens et font détruire la nature<sup>431</sup>. »

*Les valeurs : solidarité, autonomie, authenticité.*

« *Ecoglasnost* fut une opposition auto-générée et dans une certaine mesure – assez opportune : elle a été mise en place avant que le système ne s'effondre, et non après ... Après les

---

431

НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЭКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit. p. 48.

changements, elle ne se vantait pas en vain et ne prétendait pas occuper des positions prioritaires. Ce a été ainsi car nous avons été authentiques ... » (Hristo Smolénov)

L'articulation entre autonomie et authenticité est emblématique pour la culture politique dissidente. Elle se trouve en rapport direct avec **une nouvelle logique de solidarité et de coopération** fondée sur la liberté et la responsabilité personnelles. Le nom que l'organisation a choisi : *association indépendante*, en dit long de cette nouvelle culture relationnelle. L'observation des structures organisationnelles et des modalités d'action préférées par les militants viennent en appui de cette thèse.

### 1.6.3. Une politique “écosystémique”

#### *Communautés citoyennes hétérarchiques et nouveaux modes organisationnels*

Cette articulation de valeurs, se reflète jusqu'à dans la structure organisationnelle adoptée en vue de s'opposer au régime. La structure est autant un résultat de considérations pragmatiques (éviter le contrôle des services secrets, se protéger contre des “traîtres”) qu'un choix « culturel » (elle révèle une philosophie toute différente des rapports entre les individus et la communauté que celle établie par le régime). **Les nouvelles communautés éco-dissidentes** sont bâties sur des principes que certains des fondateurs caractérisent comme écosystémiques : elles **sont hétérarchiques**<sup>432</sup>. Elles refusent la hiérarchie simple structurée „de haut en bas », et privilégient le principe de **coordination en réseau** dans lequel chaque membre à une valeur égale, se trouve à une distance égale par rapport à la prise de décision, autonome et lié à la fois dans une structure ouverte de type horizontal. Hristo Smolénov, activiste à *Ecoglasnost*, raconte dans ses mémoires :

« La hiérarchie des organes directeurs avait été réduite au minimum. Cela était dû au fait que nous avions déjà acquis une certaine expérience. Nous avons observé comment le régime avait agi afin de bloquer les activités du Comité de Roussé : en faisant recours à la pression et en isolant les dirigeants ... C'est la raison pour laquelle *Ecoglasnost*, encore dès ses débuts, a été bâtie à la base de la coordination, par analogie avec les schèmes intégraux, et non pas

---

<sup>432</sup> Dans les sciences sociales, l'hétérarchie est une structure organisationnelle sous la forme d'un réseau de coopération sans subordination, où chaque élément partage la même position "horizontale" de pouvoir et d'autorité: en théorie chaque acteur joue un rôle égal. Le terme et le principe sont empruntés du systémisme où ils désignent un système d'organisation qui se distingue de la hiérarchie parce qu'il favorise l'interrelation et la coopération entre les membres plutôt qu'une structure ascendante. Voir <<http://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9t%C3%A9rarchie>>.



comme les structures traditionnelles qui sont pyramidales (...) De cette façon, le mouvement a adopté une structure de type hétérarchique, un réseau oppositionnel qui de jour en jour augmentait son potentiel de résistance. Les adhérents se sentaient libres et en même temps - responsables par rapport à la cause commune. Ils n'étaient pas dépendants de supérieurs hiérarchiques mais n'étaient pas non plus des joueurs isolés, solitaires<sup>433</sup>. »

*Modes d'agir et modalités d'engagement opposés au principe de commande. Un engagement spontané et informel.*

Les modes d'action et d'engagement sont marqués par **le même souci d'autonomie et d'authenticité**. L'engagement de masse au sein des régimes totalitaires, comme le note Antony Todorov, se caractérise par une politisation manipulée, instrumentale<sup>434</sup>. Cette posture est « dictée » alors par le système qui refuse à reconnaître publiquement toute forme spontanée de vie sociale. Comme le note Liliana Alexandrieva dans ses mémoires, « *l'existence de n'importe quelle [structure] que l'Etat n'avait pas créée et qu'il ne pouvait pas contrôler, était insupportable pour le pouvoir.* » Stéphane Gajtandjiev rajoute : « *Toute initiative est destructrice pour la société reposant sur le principe de commande* (...) *La moindre initiative, la moindre démonstration d'indépendance démolissaient en pratique les structures du socialisme stalinien existant jusqu'à présent*<sup>435</sup>. »

Les organisations éco-dissidentes privilégient **l'action directe, l'exposition corps et âme en public** (démonstrations de rue, collecte de signatures, manifestations artistiques non conventionnelles<sup>436</sup>) car le système ne leur permet pas de faire autrement ; ce qui fait cimenter la conviction des militants que toute politique authentique, est par définition *informelle* et par excellence *oppositionnelle* : Nous allons voir comment cette posture (et culture) militante, incorporée par l'expérience de la génération dissidente au sein du mouvement, et relayée par la suite au sein des ONG et des associations des années 1990, va continuer à influencer le comportement public, les structures organisationnelles, le rapport à l'engagement politique et le rapport aux institutions du pouvoir des générations écologiques postérieures, notamment de la plus jeune génération.

---

<sup>433</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit p. 15 (trad. fr. R. Krastanova).

<sup>434</sup> ТОДОРОВ, АНТОНИЙ (2009). *Институционално-културен комплекс или за връзката между политически институции и културна среда*, Op.cit, p. 7.

<sup>435</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009). Op.cit, p. 232.

<sup>436</sup> L'acteur Petar Slabakov, profitant de son accès quotidien au large public avait prit l'habitude de suspendre ses monologues sur la scène pour lire au public une déclaration de Ecoglasnost ou pour familiariser les citoyens avec quelque nouveau crime contre la nature commis par le régime. Voir НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit. p. 23.

En ce qui concerne les modes d'engagement, l'on observe le même processus : **la prédilection pour l'informel** est marquée autant par la culture dissidente (garantir et conserver son indépendance par rapport aux instances du pouvoir) que par l'impossibilité *objective* de formalisation et d'institutionnalisation des groupements auto-générés dans le cadre du système. L'incapacité du mouvement de constituer un parti vert fort qui soit capable de s'intégrer durablement dans le système, est en partie la conséquence de la même **culture anti-systémique, contestataire et non formelle**.

## 1.7. Ecologie et changement

Je veux manger des changements (Nouvelle génération) <sup>437</sup>

### 1.7.1. La formule « démocratie plus écologie » comme synonyme de changement.

« Persuadés que le droit de sécurité écologique et de vie saine représentent des droits humains fondamentaux, les participants au mouvement considèrent leur activité comme l'un des aspects d'un mouvement démocratique de masse plus large destiné à promouvoir la paix, les droits de l'Homme, la liberté et la justice sociale. Ce mouvement est à présent encore en état embryonnaire dans notre pays<sup>438</sup>. »

La démocratie est une valeur par excellence : par opposition à « la démocratie populaire » inventée par les démagogues du régime communistes, les militants de la première vague verte en Bulgarie valorisent **une démocratie participative et directe** fondées sur « le droit de l'homme d'avoir des droits » (Hannah Arendt). Cette idée de démocratie résulte autant de la culture que de *l'expérience citoyenne et politique* réelle des militants : les résultats politiques de leur activisme proviennent de la *pression directe* sur le pouvoir, une politique protestataire inspirée de la désobéissance civique.

Par ailleurs, cette démocratie radical-libérale, va la main dans la main avec l'impératif écologique, tous les deux mis au service du besoin urgent de transformation totale. A l'opposé des thèses que l'écologie est instrumentalisée par les organisations éco-dissidentes en vue de servir d'autre objectifs, l'analyse minutieuse des événements, ainsi que des déclarations et les

---

<sup>437</sup> «Промяна искам да ям ». - Extrait de la chanson Narcissus'88 du groupe de rock underground bulgare Nouvelle génération qui a incarné la révolte contre le système et le désir de changements profonds de la jeune génération bulgare des années 1980.

<sup>438</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit, p. 317.

mémoires des acteurs, attestent catégoriquement que celle-ci est **un thème primordial et une valeur constitutive** du mouvement, partie intégrante et organique du projet de changement. Comme le rappelle Stéphane Gajtandjiev :

L'écologie n'est pas un thème isolé : si l'on analyse ses conséquences logiques, la demande de réforme écologique est en même temps un appel à des transformations sociales radicales<sup>439</sup>

Un extrait de la déclaration programmatique d'Ecoglasnost de 1989<sup>440</sup> trace succinctement les raisons de la mobilisation citoyenne et la nécessité urgente de changements éco-politiques. Les problèmes écologiques et le manque de démocratie réelle sont inter-liés :

« Notre vie économique et sociale se fonde sur le fait que les différents groupes sociaux disposent d'un accès inégal au processus décisionnel qui de sa part détermine la direction du développement social : Les gens qui prennent les décisions stratégiques ne sont pas ceux qui sont le plus touchés par leur exécution en pratique. **Ce fait social de base** imprègne sans aucun doute la politique écologique actuelle. Là aussi, il y a des cuisiniers privilégiés et des consommateurs qui ne le sont point. Il y a des coupables, mais il y a aussi des victimes. Qui plus est, **le degré d'implication responsable dans le processus de prise de décision pour chaque individu est à l'opposé exact du degré de l'impact néfaste de la pollution qu'il doit supporter.**<sup>441</sup> »

Ce qui attire l'attention dans cet extrait n'est pas seulement l'exactitude des constats et la radicalité de la critique ; c'est surtout *le lien de réciprocité* établi entre l'état et la qualité du milieu de vie (envisagée comme *conditio sine qua non*) et le degré de démocratie sociale et politique *réelle* au sein de la société : le constat de déficit démocratique (dont l'accès libre à l'information et la liberté d'expression) est érigé en facteur majeur du mécontentement citoyen. Le régime doit se réformer, sinon il doit s'en aller car il est dangereux pour la santé et menace même la vie des gens.

---

<sup>439</sup> Ibidem, p.171.

<sup>440</sup> Ibidem. pp.154-159 [154].

<sup>441</sup> Ibidem. p. 318.

### 1.7.2. La complexité de la question écologique

« Le problème écologique est un problème complexe (...) Ce n'est pas la nature qui fait produire la pollution, c'est la société. » (Stéphane Gaitandjiev, *Ecoglasnost*)

L'écologie est perçue d'abord comme un sujet politique et social incontournable :

« L'écologie et la politique, se trouvent dans notre société (...) en rapport immédiat et direct : dans cette société toute activité est déclarée comme politique, et celle-ci est en effet politique car le caractère directif de ce régime fait ce rapport inévitable<sup>442</sup>. »

Le combat écologique est considéré ensuite (en rapport direct avec le premier constat) comme un combat total, contre *toute sorte de pollution* : morale, idéologique, environnementale.

En même temps, il est indispensable de souligner que **l'écologie - comme thème social majeur, comme enjeu économique et comme priorité politique** - est abordé d'une manière tout à fait experte. Le bilan des problèmes environnementaux et l'inventaire des impératifs écologiques sont à la hauteur des professionnels de l'écologie. En attestent les priorités écologiques, présentées dans la *Charte '89* : celles-ci témoignent d'une connaissance approfondie des problèmes locaux dans leurs rapports d'interdépendance (et de correspondance) avec les préoccupations écologiques eu niveau européen et mondial. Par ailleurs, la cohérence de l'analyse et les politiques proposées sont comparables aux programmes des partis verts en Europe, dressant un inventaire exhaustif des problèmes, des priorités, des mesures à prendre, de la politique écologique générale et des politiques publiques indispensables pour la protection écologique des citoyens bulgares. *Last but not least*, cet inventaire de priorités ouvre **de nouvelles voies pour la démocratisation de la vie publique et la pratique politique en général.**

---

442

Ibidem, p. 117.

**TABLEAU 7. PRIORITES DE LA POLITIQUE ECOLOGIQUE DE BULGARIE  
D'APRES LA CHARTE '89<sup>443</sup>**

- transparence complète** concernant la pollution de l'air, des eaux, du sol et des produits alimentaires (y compris de l'information sur les sources de pollution principales);
- révélation des coupables et accusation publique des responsables des crimes contre la nature en Bulgarie ;
- garanties réelles pour **une expertise écologique indépendante**;
- lever le secret** sur toutes les données concernant de près, directement ou indirectement, la santé des gens et leur milieu de vie (y compris celles relatives aux déchets radioactifs et aux démarches entreprises par la Bulgarie au plan international dans le domaine de l'énergie atomique);
- publication des **données statistiques adéquates** sur la structure des maladies et des malformations infantiles à l'échelle régionale et locale ;
- mise en place d'un **système d'information permanente** de la population sur l'état écologique **actuel** des régions, des villes et des villages, et de la situation écologique générale dans le pays ;
- élaboration d'un programme de **rénovation technologique** de tous les domaines économiques, **accompagnée de débat public** avec la participation de toutes les couches de la population; transition d'un système économique destructeur de l'environnement, vers un système fondé sur les principes de **la protection écologique** ;
- élargissement des réserves et des parcs nationaux existants et création de nouveaux territoires protégés en vue d'**atteindre les normes internationales optimales**;
- adoption d'une **nouvelle législation sur l'activité éditoriale en vue de démocratiser celle-ci** et d'autoriser les associations et les groupes non formels à mettre en place leurs propres organes de presse informationnels ;
- garantir aux représentants de ECOGLASNOST l'**accès à tous les forums écologiques**

---

<sup>443</sup> Citées d'après [http://bg.wikisource.org/wiki/Xapra\\_89\\_за\\_опазване\\_на\\_българското\\_природно\\_наследство](http://bg.wikisource.org/wiki/Xapra_89_за_опазване_на_българското_природно_наследство). (Charte 89 pour conservation de l'héritage naturel de Bulgarie.), élaborée par Ecoglasnost, le Club pour le soutien de la Glasnost et les réformes et l'association (Fonds naturel).

**internationaux ;**

–**délocalisation** en dehors des agglomérations des toutes les entreprises dont l'activité n'est pas conforme aux normes écologiques en vigueur dans le pays ;

–**rendre publics tous les crimes écologiques** commis jusqu'à présent ainsi que les personnes et les intérêts derrière eux; garantir que les coupables seront jugés publiquement et qu'ils seront condamnés ;

–élaboration et mise en place d'une **législation écologique démocratique** (qui devrait être) adoptée à la suite d'une délibération générale et publique via les sources d'information de masse;

–intégration de la problématique écologique dans **les programmes éducationnels à tous les niveaux d'enseignement** et la mise en place de la discipline universitaire écologie<sup>444</sup>.

Auteur: Radosveta Krastanova. Source : Charte<sup>2</sup> 89 pour conservation de l'héritage naturel de Bulgarie<sup>445</sup>

Qui plus est, cette analyse fait preuve d'une **prise de conscience systémique, philosophique et politique de la question écologique** en tant qu'un enjeu civilisationnel, global *et* local, qui fait souvent défaut au sein des générations postérieures. La problématique écologique se présente ici comme *une problématique transversale*, qui requiert une approche complexe, pluri-sectorielle et pluri-dimensionnelle, seule apte à produire le changement nécessaire des mentalités: De là découle le rôle expressément souligné de la sensibilisation du large public et de l'éducation écologique. Qui plus est, les demandes ne restent pas sur papier : une partie (notamment les objectifs en matière législative et de sensibilisation des citoyens sur les enjeux écologiques) est réalisée par les militants dissidents ; les autres objectifs seront progressivement introduits dans l'agenda de la société et de la politique par les générations suivantes, au fur et à mesure du développement des organisations de la „société civile verte“. En bref, la première génération verte a tracé le programme d'action et a défini les impératifs : **démocratisation sociale, écologisation de la société et de la politique, éco-humanisme**. Son apport pour „l'alphabétisation » de la population bulgare avec les normes internationales

---

<sup>444</sup> НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989 (2009), Op.cit. p.239.

<sup>445</sup> <['89\\_за\\_опазване\\_на\\_българското\\_природно\\_наследство](http://bg.wikisource.org/wiki/Xapra)>

en la matière est indéniable ; elle fait approfondir la culture écologique des bulgares tout en y introduisant les principes et les valeurs de l'écologie politique.

Toutes ces caractéristiques font du mouvement **un parti vert “avant la lettre”**, un parti- mouvement écologiste accompli ; elles vont préparer la base sur laquelle s'appuiera la seconde génération au sein du mouvement : celle des écolos-experts.

### **1.8. En guise de conclusion : (une) Nouvelle génération pour toujours**

Pour moi, vingt ans plus tard, *Ecoglasnost* apparaît comme une idée qui a réuni des gens préoccupés de leur propre sort et du sort des gens et de la nature autour d'eux, qui désiraient et étaient prêts à prendre leur vie dans leurs propres mains. Ce n'était pas un mouvement de grande échelle, comparé surtout à l'envergure des organisations dissidentes dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Il paraît que nous autres Bulgares, nous ne pouvons pas agir à grande échelle. Quelque peu nombreux que nous ayons été, nous avons pourtant réussi à donner notre réponse au mensonge, au cynisme et à l'immobilisme, et j'espère que cela a contribué à faire de notre pays un lieu plus vivable. Pour nous, pour nos enfants et pour nos petits enfants aussi<sup>446</sup> (Rossitsa Siméonova)

Une dernière observation va clôturer ce chapitre : la génération dissidente fait preuve d'une conscience claire de son propre rôle dans l'histoire des changements survenus dans leur pays, au sein de leur société. En appui des thèses d'Alain Touraine que les nouveaux mouvements se distinguent par leur auto-réflexivité, les militants de cette période manifestent une remarquable capacité d'auto évaluation en ce qui concerne l'importance de leur engagement dans les processus sociaux et politiques, et cela, au moment même où l'action citoyenne a lieu. C'est probablement la caractéristique qui distingue le plus nettement cette génération de ses successeurs au sein du mouvement écologique en Bulgarie. Elle témoigne, comme l'a noté Petya Kabaktchieva, d'un certain “élitisme spirituel » de nature intellectuelle qui n'est propre ni aux écologues des années 1990, ni aux citoyens-écolos des années 2000. Les citations que nous avons choisies pour les objectifs de la thèse, illustrent d'une manière plus qu'éloquente cette spécificité. Les vers de la chanson *Nouvelle génération* écrits par Dimitar Voev, *front man* du groupe éponyme, et organisateur du premier *Eco Rock Fest* en Bulgarie sur le pont du Danube en 1991, incarnent la quintessence de l'esprit de cette génération, son pathos et le message qu'elle a souhaité transmettre aux générations futures :

---

<sup>446</sup> Rossitsa Siméonova, citée d'après *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2009). Op.cit. p. 152.

« Nous sommes une Nouvelle génération, pour toujours

Et nos questions sont pour toute une nation, pour toujours<sup>447</sup>. »

## **2. Le mouvement écologique pendant la période des changements. L'écologisme au sein des organisations non gouvernementales**

Au début des années 1990, la veine citoyenne et éco-humaniste qui anima le mouvement pendant la période dissidente, s'est vite essoufflée, engloutie par le grand conflit structurant l'espace public de la première décennie de la transition – celui entre „les anciens communistes“ et „les anti-communistes“. Le mouvement vert, tout en gardant son prestige, se dilua dans cette opposition antagoniste. La création d'un parti vert juste après la chute du régime – *Зелена партия* (Le Parti vert) (1989), resta sans effets considérables sur la scène politiques bulgare des années 1990. Qui plus est, ce parti, soupçonné d' être «parachuté» par l'Ancien régime, a participé au discrédit de la cause écologiste comme cause politique. L'organisation – mouvement *Ecoglasnost* continua à jouer un rôle dans le nouveau système politique mais elle aussi se divisa en deux suivant la conjoncture de la période : le *Mouvement national Ecoglasnost* faisant partie de la coalition Union des forces démocratiques (UDF), et *Club politique Ecoglasnost*, participant comme allié dans toutes les configurations de coalitions du Parti socialiste bulgare (PSB).

### **2.1. Le mouvement écologique comme ONG. Entre la science, l'expertise et les politiques publiques**

#### **2.1.1. Caractéristiques générales des organisations du mouvement pendant la période de la transition**

Pendant cette période un nouvel acteur apparaît sur la scène publique de Bulgarie: les organisations non gouvernementales. Celles-ci seraient, selon Anna Krasteva, “l'équivalent post-communiste des organisations de la société civile en Europe centrale et orientale<sup>448</sup>”. Leur émergence correspond aux nouvelles réalités sociopolitiques et économiques dans le pays. Les priorités sociopolitiques de cette période, acceptées presque à l'unanimité par la classe politique – la mise en place des institutions politiques de la démocratie libérale et de

---

<sup>447</sup> Cité d'après БОЕВ, Димитър (2012). *Поздравя от мен боговете*. София: Литавра. Trad.fr. R:Krastanova.

<sup>448</sup> Citée par ОТОВА, Илдико (2105). Bulgarian Political Studies and the Quality of Democracy. In. - *The Democracy in Bulgaria. Quality Content*, Op.cit. p. 601.



l'économie du marché – nécessitent, au moins en théorie, la création et la consolidation d'un secteur non gouvernemental autonome<sup>449</sup>.

L'évolution du mouvement écologique bulgare s'inscrit dans le processus de création des organisations de la société civile. Celle-ci cherche à se légitimer en accumulant des connaissances et du savoir-faire professionnels, et vise à acquérir de l'autorité publique. Au cours de cette période le mouvement fait bâtir de la capacité experte et organisationnelle: il est **un des acteurs principaux lors de la création de la législation écologique nationale et la promotion et l'institutionnalisation des priorités législatives et politiques européennes dans l'agenda du pays**<sup>450</sup>. Parallèlement à cela, le secteur des ONG vertes œuvre pour la création d'une "communauté environnementale". Le troisième aspect de l'activité du mouvement est lié à la nécessité de reconnaissance inter- et transnationale: celui-ci cherche des contacts avec des mouvements et acteurs analogues, notamment au sein de l'Union européenne, afin d'augmenter son poids devant la société et les autorités.

Ces trois dimensions du mouvement cependant, cohabitent difficilement. Quand même, il y a des succès qui sont les plus visibles dans les interactions avec les instances du pouvoir, dans la mise en place de politiques publiques, et dans la coopération internationale. Or, ce n'est que quinze ans après que le mouvement va arriver au consensus sur la nécessité d'union et de cohésion "interne". Cette période peut être envisagée donc comme **une étape de professionnalisation et de légitimation publique** en vue de la future consolidation du mouvement.

En ce qui concerne la professionnalisation, les organisations du mouvement mettent l'accent de leur activité sur l'acquisition d'expertise scientifique et organisationnelle: de là découlent les "fusions" entre ONG environnementalistes, départements et instituts de recherche, dont les membres sont pour la plupart les mêmes personnes<sup>451</sup>. En ce qui concerne la légitimation du mouvement, à l'opposé de la période précédente, pendant cette étape **l'on observe une tendance à la "formalisation"**: les organisations se focalisent sur la capacité organisationnelle, et cherchent à se rapprocher des instances spécialisées et les autorités publiques sous la forme de participation dans les conseils d'experts, les commissions auprès des ministères et du parlement national, le travail avec les pouvoirs locaux, l'initiative

---

<sup>449</sup> Rappelons-nous la célèbre formule d'un des classiques contemporains du libéralisme Ralf Dahrendorf que l'établissement des institutions démocratiques exige 6 mois, la mise en place de l'économie du marché – 6 ans et la création d'une véritable société civile – du moins 6 décennies, mais qu'en absence de celle-ci, l'instauration des deux premiers est peu probable.

<sup>450</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2010). *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria*. Op.cit.

<sup>451</sup> Une partie importante des activistes dans les plus grandes organisations écologistes de cette période sont chercheurs à l'Académie des sciences de Bulgarie et/ou enseignent dans les départements de biologie et écologie des universités. Le président de BALKANI Alexandre Doutssov déclare par exemple que la moitié des adhérents de l'association ont un doctorat, et les autres sont gradués d'un master. Voir Annexe I, Entretien avec Alexandre Doutssov.

législative et les recours de plus en plus nombreux à la justice (auxquels la nouvelle législation environnementale ouvre largement la voie). Les ONG vertes deviennent des acteurs incontournables dans le processus d'élaboration et de rédaction des plans de gestion des territoires protégés<sup>452</sup>, de la biodiversité (certaines espèces rares ou menacées)<sup>453</sup>, des forêts et des bassins d'eau, elles sont invitées à mettre au point des stratégies nationales<sup>454</sup> et à donner leur avis expert dans les rapports concernant la diminution de la pollution atmosphérique, la pollution chimique des sols et des eaux, etc.

### 2.1.2. Les origines de l'associationnisme vert en Bulgarie

La plupart des ONG écologiques des années 1990 tirent leurs origines de la période communiste. En effet, les premières tentatives de mise en place d'organisations écologiques „citoyennes“ remontent encore à l'époque du régime de Zhivkov. Ces premières organisations reflètent “l'esprit du temps” : elles mobilisent des personnes appartenant aux premières “générations éco-responsables” en Bulgarie, socialisées au cours de la décennie de la plus grande stabilité matérielle du “socialisme réel” (1970-1980) et la période des réformes de *Glasnost* et *Perestroika* (à partir de 1985).

Andrej Kovatchev, cofondateur de l'association pour la nature sauvage *BALKANI* et coprésident du parti Les verts (*Зелените*), atteste des particularités “spirituelles“ *objectives* du temps qui fit naître la génération à laquelle il appartient :

« Depuis l'âge de 5 ans je n'ai jamais trahi la “foi écologiste”. Ma vocation pour la nature sauvage est prédestinée (...) Dans ce monde-là, il y a des contaminations mentales... Ce sont des choses qui sont tout à fait matérielles – représentations, images, sensations qui t'envahissent. Moi, j'ai attrapé cette maladie quand j'étais tout petit et je n'arrive pas encore à guérir<sup>455</sup> ...»

A la fin des années 1980 sont fondées quelques organisations qui peuvent être qualifiées d'environnementalistes *stricto sensu*. Celles-ci font recruter leurs membres et sympathisants parmi les fervents de la nature - lycéens et étudiants - inscrits dans les clubs de biologie et d'écologie, ainsi que de certaines initiatives amateurs non formelles. L'on doit noter également le rôle des départements de biologie au sein des universités et des instituts de

---

<sup>452</sup> Voir KRASTANOVA, Radosveta (2012). *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria*. Op.cit, p. 22.

<sup>453</sup> Ibidem. p. 23.

<sup>454</sup> Ibidem, p. 24-25.

<sup>455</sup> A l'âge de 5 ans, Andrej demande à un bonhomme qui fait paître son troupeau dans le parc Vitocha « Grand père, tu ne sais pas que c'est un territoire protégé et que c'est prohibé d'y faire nourrir ton bétail ? »  
Annexe 1. Entretien avec Andrej Kovatchev.

recherche qui jouissaient de la bienveillance du régime. Des militants de cette génération comme Andrej Kovatchev, Rossen Vassilev et Petko Kovatchev, attestent, qu'en entrant aux lycées spécialisés et ensuite à la fac, ils ont rencontré des gens de leur génération qui « *indépendamment les uns des autres s'étaient fait bâtir un ensemble d'idées et de visions cohérent et assez identique* ». Selon Andrej Kovatchev, ce type de lycées, et certains départements des universités continuent « *à produire des éléments de cette caste verte*<sup>456</sup> », un véritable “état écologiste” qui serait le principal incubateur d'énergie du “courant naturaliste”, épris de la protection de la nature sauvage et passionné de l'étude de la biodiversité.

La plus influente organisation de cette période est la Fédération des associations environnementalistes *Зелени Балкани* (Balkans verts <sup>457</sup>), qui jusqu'à nos jours demeure non seulement l'organisation comptant le plus grand nombre d'adhérents et de sympathisants mais jouit aussi du statut inébranlable d'organisation écologique non gouvernementale plus importante et plus renommée en Bulgarie<sup>458</sup>. L'organisation fut initiée d'un groupe d'amateurs et de spécialistes, fondé à la fin des années 1970, réunissant des membres de la Centrale bulgare d'ornithologie et des étudiants et professeurs de l'Université de Plovdiv. Ses débuts comme organisation *de fait* remontent à la fin de 1988 lorsque, à la suite de la dissémination de quelques milliers de tonnes de pesticides dans l'agriculture sont empoisonnés plus d'un million d'oiseaux migratoires: Alors un groupe de lycéens, étudiants, chercheurs, et environnementalistes-amateurs est sorti dans la rue pour protester; l'organisation est déclarée peu après et est mise sous le contrôle des autorités. Au cours du dernier quart de siècle, *Zeleni Balkani* a mené plus de 400 campagnes, dont 180 d'importance nationale<sup>459</sup>. Selon l'avis des militants, l'organisation a su déjouer ou empêcher la réalisation de projets en cours jugés comme des « crimes contre la nature en Bulgarie » (la diminution à moitié du réseau bulgare de territoires protégés au sein de NATURA 2000; la levée du statut juridique du parc national Strandja en vue de servir les intérêts corporatifs de gens et firmes „proches au pouvoir“, etc.) Vers la fin de 2008, le réseau de la confédération compte 4500 membres, réunis dans quatre antennes régionales et vingt-cinq centres<sup>460</sup>.

---

<sup>456</sup> Voir Annexe 1, entretien avec Andrej Kovatchev.

<sup>457</sup> <[http://www.greenbalkans.org/category.php?language=bg\\_BG&cat\\_id=13](http://www.greenbalkans.org/category.php?language=bg_BG&cat_id=13)>, 20.09.2011.

<sup>458</sup> Ce constat est corroboré par les résultats du projet Citoyen vert, voir Annexe 2.

<sup>459</sup> Voir site internet de Зелени Балкани <[www.greenbalkans.org](http://www.greenbalkans.org)>. vu le 22.09.2014.

<sup>460</sup> <[http://www.greenbalkans.org/category.php?language=bg\\_BG&cat\\_id=13](http://www.greenbalkans.org/category.php?language=bg_BG&cat_id=13)>, vu le 20.09.2014.

### 2.1.3. Les ONG de la période transitionnelle

Les nouvelles organisations environnementalistes des années 1990 deviennent le creuset d'un environnementalisme moderne réunissant des représentants de «la nouvelle génération verte». Les priorités qui marquent cette période, sont la popularisation de la problématique écologique au sein de la société (la sensibilisation du large public avec les enjeux environnementaux), la mise en place d'un enseignement écologique (écoles vertes dans les collèges et les lycées; introduction de la discipline "écologie" dans le cursus académique des universités, fondation des premières organisations d'éducation écologique professionnelle) et l'accumulation d'expertise scientifique. S'y ajoutent la cause de la défense (plus l'étude) de la biodiversité – des organisations telles que l'association BALKANI sont fondées spécialement en vue de protéger la nature sauvage<sup>461</sup>, notamment la faune (l'ours, le mouflon, le loup) mais aussi la flore et les paysages (les forêts ; les écosystèmes des étangs et de marais ; les plantes rares; les zones à relief protégé). Des organisations telles que le Centre d'information et éducation écologiques (CEIE<sup>462</sup>), l'association pour la promotion de la culture biologique *Агролинк (Agrolink)*<sup>463</sup>, l'association *Priroda nazaem (Природа назаем)*<sup>464</sup>, font rallier l'activité éducationnelle et les campagnes de sensibilisation des populations locales avec des projets strictement scientifiques.

Par ailleurs, les ONG mettent à l'ordre du jour les problèmes écologiques les plus graves dans le pays tout en œuvrant à proposer des solutions aux instances spécialisées au niveau national et local. Certaines des campagnes lancées durant cette période – notamment celle qui tend à protéger le défilé de Kresna dans la montagne Pirine, contre le projet de construction de cascade, vont devenir de véritables emblèmes des luttes écologiques de cette génération. L'émergence de grandes organisations professionnelles telles que BALKANI, la fondation *Биоразнообразие (Biodiversité)*, *Ecoclub 2000*, l'association écologique *Za Zemjata*<sup>465</sup> (Pour la Terre), surtout dans la capitale et dans quelques grandes villes de province, s'accompagne de l'accroissement du nombre des organisations locales du type *grassroots*, ayant apparu à la suite de problèmes locaux spécifiques, liés à la dégradation du milieu de vie. Dans la plupart des cas, celles-ci sont animées et dirigées de femmes, comme en attestent les

---

<sup>461</sup> Site web de l'organisation <<http://balkani.org/en/>>.

<sup>462</sup> Voir le site internet de l'organisation <[http://www.ceie.org/index.php/en/about\\_us/](http://www.ceie.org/index.php/en/about_us/)>, vu le 08.08. 2014.

<sup>463</sup> L'association est fondée en 1999 par un groupe d'agronomes, botanistes, fermiers dans le but de populariser l'agriculture bio et traditionnelle en Bulgarie. L'organisation s'occupe notamment avec des campagnes visant à provoquer un débat public et politique sur l'utilisation des OGM. Voir le site internet de l'organisation <<http://www.agrolink.org/en/>>, 08.08.2014.

<sup>464</sup> Voir le site internet de l'organisation <<http://www.bornat.eu/bg/501030.htm>>; et <[http://www.bornat.eu/index\\_main\\_en.html](http://www.bornat.eu/index_main_en.html)>, 08.08. 2014.

<sup>465</sup> <<http://www-zazemiata-org/>>.

témoignages des militants de cette période dans leurs mémoires<sup>466</sup>. Selon les représentants du secteur environnemental, pendant cette période l'on observe le pic de l'activisme bénévole en faveur de la nature<sup>467</sup>.

Par ailleurs, au cours de la même période sont fondées des filières nationales de certaines des plus influentes organisations environnementales internationales, tels que le Programme régional pour le Danube et les Carpates de la WWF (qui en 2006 devient WWF - Bulgaria<sup>468</sup>) et la filière bulgare de *Birdlife International* – la Société bulgare pour la protection des oiseaux<sup>469</sup>. Celle-ci participe à l'élaboration de la Loi sur la diversité biologique, à la définition des zones incluses dans le réseau NATURA 2000 et dans plusieurs plans de gestions; son objectif principal est la lutte contre la perte de biodiversité – un des enjeux majeurs de la politique écologique au niveau global.

## 2.2. Les grands thèmes écologiques

### 2.2.1. La protection et la valorisation de la biodiversité

Parmi les grands thèmes écologiques de la période, **la protection et la valorisation de la diversité biologique et paysagère** est sans doute celui qui attire le plus de support public et suscite le plus d'intérêt: il représente **le dénominateur commun qui réunit les professionnels-écologues et les amateurs-environnementalistes**. Cette particularité est due en partie à la de-industrialisation de l'économie: la fermeture des usines de l'industrie lourde et chimique conduit à la diminution des risques relatifs à la pollution industrielle; les rivières et l'air dans les villes sont progressivement purifiées. D'autre côté, la priorité dont jouit la défense de la biodiversité peut s'expliquer avec les premiers effets négatifs de la privatisation de masse, laquelle, mise en place d'une manière non équitable et non transparente, conduit à l'exploitation et "la privatisation" renforcée des richesses naturelles qui dans le passé se trouvaient sous le contrôle étatique.

### 2.2.2. Le combat contre le nucléaire

D'autres organisations, surtout celles appartenant à la "vieille génération", continuèrent à poser les problèmes relatifs à la pollution industrielle, la sécurité technologique et leur impact sur la vie et la santé de la population. Le mouvement national *Ecoglasnost*

---

<sup>466</sup> Voir par exemple les témoignages de Rossen Vassilev, directeur de la fondation Biodiversité, dans l'Annexe 1.

<sup>467</sup> Voir le rapport *Volunteering across Europe – organizations, promotion, participation, Country report for Bulgaria* (2010). Sofia : BCNL  
<<http://www.bcnl.org/uploadfiles/documents/analyses/1bulgaria.pdf>>.

<sup>468</sup> < <http://www.wwf.bg/>>

<sup>469</sup> < <http://bspb.org/en/index.html>>.

notamment, milite contre la pollution générée par les centrales thermoélectriques et remet régulièrement sur l'agenda la sécurité des centrales nucléaires, les risques liés au dépôt et la conservation des déchets radioactifs et la question plus générale concernant le futur de l'énergie atomique en Bulgarie. Son activité pourtant, ne jouit pas d'un support considérable auprès du large public. Le développement du secteur nucléaire depuis le temps du communisme est perçu par la majorité de la population (malgré la dépendance presque féodale de la Bulgarie des importations russes) comme garantie stratégique d'indépendance énergétique, voire comme un gage de sécurité nationale. Dans une situation où les instances de l'UE demandent la suspension de deux (des quatre) réacteurs de la centrale atomique à Kozhlodouj, comme condition pour l'adhésion du pays à l'Union, la société bulgare n'est pas favorable aux revendications des écologistes de faire prohiber la construction d'une seconde centrale à Béléné, prévue encore sous le régime de Zhivkov.

### **2.2.3. La dégradation de la qualité de vie urbaine**

Les problèmes relatifs à l'organisation de la vie dans les grandes villes, sont aussi abordés quoique d'une manière encore assez périphérique. La mobilité qui s'intensifia après la levée de la loi sur la résidence obligatoire, eut un impact très prononcé sur l'accélération du processus d'urbanisation (principalement de la capitale). Logiquement apparurent des problèmes urbains renvoyant à l'infrastructure et l'aménagement du territoire.

Par ailleurs, les effets de la société consumériste "à l'occidentale", se font déjà sentir; ils vont s'aggraver provoquant de nouvelles mobilisations au début des années 2000 : la pollution (surtout les problèmes avec le stockage et le ménagement des déchets), due en partie à l'augmentation du nombre des véhicules privés, l'accroissement exponentiel des habitants, les problèmes liés à l'organisation des transports et du logement, vont amener à la désintégration rapide, des fois brutale, des espaces publics dans les villes, la diminution des espaces verts et la dégradation générale de la qualité du milieu de vie.

*Last but not least*, c'est la période au cours de laquelle apparaissent des organisations professionnelles qui essayent d'attirer l'attention des autorités et du public sur les risques écologiques de l'agriculture conventionnelle et la qualité de la nourriture. Tous ces problèmes, étroitement liés à la corruption rampante au sein de l'administration et la faible capacité des instances officielles à identifier, réagir et gérer les problèmes, ouvrent largement la voie devant les organisations non gouvernementales.

### 2.3. Un agenda vert européen dans les politiques publiques

Par ailleurs, les pas vers l'euro-intégration entamés par les gouvernements bulgares au cours de cette période, font rapprocher les priorités des organisations du mouvement à "l'agenda vert de l'Europe". Les ONG environnementales sont les actrices principales dans le processus d'intégration et d'harmonisation de la législation environnementale nationale avec celle de l'UE. Les ONG vertes participent en experts dans les nouvelles agences et les commissions auprès des ministères, dans les groupes interministérielles; elles contribuent notamment à la création d'une pratique judiciaire en matière environnementale. De cette façon, le mouvement non seulement participe à la mise en place des politiques publiques, ses organisations assurent l'initiative et le contrôle écologique via le pouvoir législatif et judiciaire. Un bon exemple en ce sens : le processus intégral concernant la définition des territoires bulgares qui furent inclus dans le réseau de zones protégées à haute valeur bio culturelle NATURA 2000 fut confié par le Ministère de l'environnement et des eaux aux plus importantes ONG environnementalistes : BALKANI, l'Association bulgare pour la protection des oiseaux, Biodiversité. Comme le note le président de BALKANI Alexandar Doutsov :

« Grâce à l'expertise accumulée par les plupart des ONG bulgares, il existe en Bulgarie un niveau élevé d'expérience en ce qui concerne les politiques publiques et certaines activités appliquées. L'on peut prétendre que dans certains domaines la seule expérience existante, assortie de compétences réelles, est celle des ONG, comme par exemple le travail avec les carnivores ou encore le réseau NATURA 2000 (...) Le plus important exemple de l'impact de cette compétence experte a été probablement la définition des zones du réseau NATURA 2000 – L'État affirmait que le réseau ne doit pas dépasser 12% alors que les ONG estimaient – à la base de critères objectifs, strictement scientifiques - qu'il ne peut être inférieur à 35-36% (...) L'histoire de la création du réseau a été épique mais au bout de compte les ONG ont su prouver leur thèse et celle-ci est devenue **décision politique de l'État**<sup>470</sup>. »

La mise en place de procédures garantissant la transparence des décisions gouvernementales (et des autorités locales) concernant les plans et les projets qui pourraient avoir un impact négatif sur l'environnement, est en partie résultat de l'activisme de la seconde génération verte. C'est au cours de cette période qu'un des **principaux instruments de la "démocratie environnementale"** - l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE)

---

<sup>470</sup> Voir Annexe 1, entretien avec Alexandar Doutsov.

requérant des consultations avec les populations concernées – **devient une pratique réelle** grâce à quelques campagnes qui font date<sup>471</sup>

De plus, **le droit citoyen d'accès à l'information et d'accès à la justice dans les cas concernant l'environnement**, proclamé par la Convention d'Aarhus (1998), se transforma en pratique quotidienne des groupes citoyens du début du nouveau millénaire, généralisée et banalisée à la suite des milliers recours et demandes d'information adressées au pouvoir exécutif et aux tribunaux. Le boum de ce genre d'activité au sein des plus jeunes générations s'explique pour une large part avec la tradition d'intervention civique établie par le secteur non gouvernemental vert. Son rôle pour **l'accumulation non seulement d'expertise mais aussi de compétence civique**, doit être soulignée spécialement. Cette double accumulation de compétences fait constituer la base sur laquelle va surgir "la nouvelle vague verte" des années 2000.

#### **2.4. Aspects généraux de la politique verte pendant "la période ONG" : une politique compétente**

Pour résumer, il convient de noter qu'au cours de cette période, le mouvement se développe, en se professionnalisant : à la base de plusieurs cas concrets, il réussit à accumuler une capacité impressionnante dans le domaine des politiques publiques. Alors que pendant la période dissidente, l'orientation politique est anti-systémique, contestataire, "antipolitique", les ONG vertes aspirent plutôt à s'intégrer dans le système, à acquérir de l'expérience administrative et professionnelle et à maîtriser les mécanismes de la "politique conventionnelle". De cette façon, elles développent aussi une importante expérience citoyenne, de la compétence civique et administrative indispensable pour le renforcement du secteur écologique comme partie prenante de la société civile en Bulgarie.

#### **2.5. La génération Écologie. Entre la nouvelle science, l'expertise et l'amour de la nature sauvage**

« Je suis un professionnel de l'écologie scientifique. Nous autres écologues, nous sommes des cybernéticiens. Nous travaillons avec des systèmes cybernétiques qui sont les systèmes les plus complexes existants dans le monde, comme mode de fonctionnement et comme liens

---

<sup>471</sup> Par exemple, la campagne contre l'extraction d'or à Tchelopetchéné et celle pour la défense du défilé de Kresna dans la montagne Pirine.



réciroques de contrôle et d'interdépendance. Ce sont des systèmes qui évoluent sans influences extérieures, nous les observons et nous les étudions. A l'opposé de ce type de système, se trouve les systèmes fondés sur le principe de commande : ils ont une structure pyramidale, les liens au sein du système sont verticaux, sans possibilité de contrôle et sans que les différents niveaux puissent entrer en rapports directs les uns avec les autres. Le contrôle vient du haut. **C'est aux antipodes du monde vivant** : ses systèmes sont extrêmement conservateurs et sont incapables de se développer, d'évoluer. Si l'on procède à une analyse de notre système de gouvernement, on voit que c'est un gouvernement construit sur le principe de commande ... Si nous n'empruntons pas des exemples à la manière dont fonctionne la nature et n'assurons pas les mécanismes de contrôle sur l'État, pareils à ceux qui permettent aux systèmes vivants de s' autoréguler, nous n'aurons jamais un État normal car, naturellement, **l'élément le plus important du bon fonctionnement de toutes les fonctions, c'est le citoyen**. Et celui-ci ne pourrait rien faire, tant qu'il ne lui sera pas assuré l'accès au contrôle sur ces liens. (Alexandyr Doutsov, président de l'association de protection de la nature sauvage BALKANI<sup>472</sup>)

### 2.5.1. Les professionnels de l'écologie

La deuxième génération peut être appelée à juste titre «La génération Écologie». C'est la génération des écologues – professionnels. Ses représentants créèrent la plupart des sociétés savantes et des associations environnementalistes en Bulgarie<sup>473</sup>. Ils participèrent en experts dans la conception et l'élaboration de la législation environnementale, dans la création et la mise sur pied des premières agences et conseils spécialisés en la matière auprès des ministères et des commissions parlementaires. C'est la génération qui, en l'absence de parti vert au pouvoir **institutionnalisa la thématique environnementale**<sup>474</sup>, en mobilisant, entre autre, les premières campagnes de défense de sites, et d'espèces menacés, en médiatisant les enjeux et en mobilisant l'opinion publique. De plus, la génération Écologie légalisa **la participation obligatoire de représentants des organisations de la société civile dans les conseils experts près des ministères**, les agences et près des différentes commissions parlementaires. Le Haut Conseil Expert d'Écologie fait inclure par exemple des représentants de quatre ONG vertes, élus à la suite d'une procédure démocratique ouverte par tous les membres de la

<sup>472</sup> Annexe 1, entretien avec Alexandyr Doutsov.

<sup>473</sup> Voir KRASTANOVA, Radosveta (2012). *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria*, op. cit.

<sup>474</sup> Pour plus de détails sur ce sujet voir GURMANLIEV, Radoslav. *Les instruments d'influence des organisations non-gouvernementales écologiques en Bulgarie sur le processus de formulation des politiques publiques*. Mémoire en langue française du 1er cycle en sciences politiques, Nouvelle université bulgare, octobre 2011. Consultable sur <<http://placeforfuture.org>>.

communauté environnementale, appelée *Ecofamily* (Famille écologiste)<sup>475</sup>. La culture civique, politique et administrative acquise par les militants fut très profitable pour les représentants de la jeune génération, notamment pour les combats législatifs et judiciaires multipliés dans la première décennie du nouveau siècle.

### 2.5.2. Acteurs d'eupéanisation et de globalisation de la société civile verte

Son mérite le plus incontestable reste cependant l'**ouverture de la « société civile verte » en Bulgarie au monde extérieur**, les contacts établis avec des représentants des organisations écologistes internationales WWF, Amis de la Terre et *Greenpeace*, les partis verts occidentaux et les Verts au Parlement européen. Elle poursuit aussi les efforts de la première génération dissidente qui se voulait incarner la modernisation «à l'eupéenne». Son activisme, au-delà de l'activité experte, contribue à la “dé-provincialisation” de l'agenda public et politique et à l'entrée de l'écologie comme *un enjeu politique global*. Par ailleurs, il convient d'ajouter que les représentants de cette génération ont vécu la vague de politisation sans précédent dans l'histoire contemporaine de la Bulgarie qui marqua les premières années de la transition (1989-1997) et s'y sont fortement impliqués, votant surtout «à droite» c.à.d. contre « les anciens communistes »<sup>476</sup>. C'est pourquoi, probablement, l'on rencontre ici le plus grand nombre d'objecteurs du système partisan, déçus de leur expérience dans la politique traditionnelle, mais également la plupart des fondateurs du nouveau parti vert *Zelenite* (Les Verts, fondée en 2008) qui espéraient créer, conformément à la tradition établie par les partis verts en Europe occidentale, un parti authentique qui changerait «de dedans» *le statu quo* politique<sup>477</sup>.

Pour toutes ces raisons, «la nouvelle politique» véhiculée par cette génération se veut modernisatrice, pro-eupéenne, opposée au provincialisme oriental et aux goûts “asiatiques” des élites politiques en place. C'est “la politique des compétents” qui savent pourquoi mais aussi *comment* agir, fondée sur un savoir et un savoir-faire hautement spécialisés. C'est aussi

---

<sup>475</sup> La structure et le règlement du Haut Conseil expert écologique est consultable sur <[http://www3.moew.government.bg/files/file/Industry/EIA/Pravilnik\\_VEES.pdf](http://www3.moew.government.bg/files/file/Industry/EIA/Pravilnik_VEES.pdf)> (23.10.2014).

<sup>476</sup> Ceci vient expliquer pourquoi, à la différence de nombre de partis verts en Europe dont la France qui sont orientés à gauche et font souvent des coalitions avec des partis socialistes ou autres parties de gauche, les militants écolos bulgares de la seconde et la troisième génération préfèrent garder des distances par rapport au PSB : Ils perçoivent celui-ci non seulement comme incarnation du statu quo qu'ils combattent, mais aussi comme le principal responsable des catastrophes écologiques durant le communisme (Tchernobyl, Roussé) et comme un des partis au pouvoir ayant participé à la destruction et la privatisation des richesses naturelles pendant la transition et la post-transition. C'est aussi la raison pour laquelle, le premier parti vert Зелена партия (1989), issu du mouvement dissident mais ayant gardé des rapports étroits de dépendance avec le Parti socialiste (alias Parti communiste) n'a pas su gagner la confiance des plus jeunes générations de verts.

<sup>477</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2012). *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria* Op.cit. pp. 35-41.

une politique européenne, visant à établir les valeurs, les objectifs stratégiques, les standards et les normes de l'Union, non seulement en matière environnementale.

### **2.5.3. Science avec conscience : la génération des pionniers d'une nouvelle écologie scientifique**

Mais cette compétence n'est pas seulement administrative et experte : elle est **écologique**, dans le sens qu'elle repose sur une passion partagée de la nature, et sur une profonde connaissance de la Nouvelle science du XXe siècle (systémisme, cybernétique, complexité) et que cette connaissance pose une empreinte certaine sur les idées politiques, la pratique organisationnelle et la pratique politique de nombre de représentants de la génération.

Ceci dit, c'est aussi la génération des amoureux de la nature sauvage qui, passionnés de la lecture des ouvrages de Jane Goodall, Joy Adamsson and Berhhard Grzimek lient la science fondamentale avec l'expérience du travail de terrain. Leur activité citoyenne et les contacts d'une part avec les populations locales, et d'autre part avec la nature, les préservent de la séduction éco-bureaucratique ; elles ajoutent aussi de la “plus-value” à leur activités de recherche. La plupart des militants pratiquent une « science avec conscience », pour reprendre la belle formule d'Edgar Morin car ils ont la possibilité d'examiner d'une manière palpable les effets de leur intervention experte et savante sur la nature. “La culture du mouvement” de cette période reflète donc un intérêt prononcé pour la conservation des richesses naturelles, une conviction innée que la protection de la nature fait partie de “l'air du temps” et la prise de conscience de l'importance et de la complexité des enjeux écologiques, incorporée comme valeur et comme vécu. Elle fait légitimer la thèse que la politique écologique doit être déléguée aux professionnels de l'écologie.

Par ailleurs, **la connaissance des principes écosystémique** qui sont à la base du fonctionnement des systèmes vivants, **contribue à développer la réflexion (puisée de l'expérience) sur les déviations du système politique, l'état de la démocratie, le fonctionnement des institutions étatiques et le rôle de l'engagement citoyen.** Comme le note Alexandar Doutsov, président de l'association BALKANI, et membre du Haut Conseil des Experts, le principe de commande et la structure hiérarchique sur lesquels reposent la prise de décision, la fermeture, la formalisation et la bureaucratisation des politiques publiques, sont contraires *dans leur essence* aux principes d'organisation et de fonctionnement du vivant, qui sont fondés sur la pluralité des formes de vie, la multitude (infinie) des variantes possibles, l'horizontalité des rapports et la non-formalité.

Certains représentants de cette génération sont persuadés que l'adoption des principes écosystémiques va conduire à des changements substantiels non seulement du processus de

prise de décision, et du système politique dans son ensemble, mais de la société et des rapports sociaux. La critique du système politique, la nécessité de changement radical, systémique, qui reposerait sur la complexité de la vie réelle, sont explicités d'une manière éloquente dans les propos de Doutsov :

« Tu sais ce qui est mis en place comme mécanisme en France ? Chaque ONG à but non lucratif peut faire des recours en justice (s'adresser au tribunal) pour toute question concernant des délits commis par des fonctionnaires d'État. N'importe quelle ONG! Même si 999 des ONG s'avèrent fausses, il y aura au moins *une* qui va mettre le mécanisme en marche. Et **c'est le principe cybernétique par excellence qui a la valeur de loi dans le cadre des systèmes vivants** (...) Il postule que lorsqu'une fonction - au sein d'un système vivant autorégulé, non soumis au principe de commande - est fragile, dans ce cas-là le système se met à faire doubler cette fonction et il procède à la reproduction de cette fonction autant de fois qu'il est nécessaire, de façon à garantir au système la possibilité qu'au moins une de ces reproductions accomplisse cette fonction. Ce qui veut dire que si tu permets à la société civile – qui est **une source infinie de potentialités** - d'agir, d'avoir de l'accès, alors il y aura toujours au moins une [organisation] qui va faire ce qu'il faut. Même si l'on ne réalisait que ce changement (sans mettre en place la décentralisation de l'administration et les référendums obligatoires au niveau municipal), **ceci amènerait à une avalanche de changements**. Et si tu les mets en place ensemble tous les trois, tu vas voir dans quelle société l'on vivra! Cette société serait si différente qu'elle aurait ressemblé à un modèle de société futuriste<sup>478</sup>. »

#### **2.5.4. Une génération marquée par la culture corporatiste. Les revers de l'environnementaliste professionnel et “sectoriel”**

« The more authentic civic activism is that of the informal groups... they act in most of the cases without any financing or leverages <sup>479</sup> »

Or, les performances avancées plus haut sont accompagnées de problèmes qui renvoient à la culture organisationnelle et comportementale dominant cette période : la culture corporatiste et marchande implantée par l'avènement du « modèle ONG ». Bien que les ONG contribuent au développement des structures de la société civile, elles demeurent “un corps

---

<sup>478</sup> Cité d'après l'entretien avec Alexandar Doutsov, Annexe 1, Op.cit.

<sup>479</sup> Cité d'après *Civil Society in Bulgaria. NGOs versus Spontaneous Civic Activism? Bulgarian report for the Study Has Our Dream Come True? Comparative Research of Central and Eastern European Civil Societies*. Kabakchieva, P., Hristova – Kyrzidlowsky, D. Arato, K, Nizak, P. Open Society Institute – Sofia, 2013, 69.

étranger“, “calquées“ comme structure et culture sur des modèles importés (principalement américains), elles n'arrivent pas à être reconnues comme formations authentiques, œuvrant au nom du „profit public“<sup>480</sup>. Petko Tzvetkov, expert à la Fondation bulgare *Biodiversité* et membre de plusieurs autres ONG écologistes, se souvient que dans les années 1990 les organisations de ce type étaient perçues par le large public soit comme des “entreprises privées“, soit comme „sectes “<sup>481</sup>, à l'instar des fondations et associations religieuses et des “nouvelles églises“ qui ont envahi l'espace publique bulgare après la levée de la prohibition de pratiquer librement un culte religieux et d'exprimer ouvertement (et publiquement) ses croyances.

La capacité experte, organisationnelle et politique acquise et attestée à un niveau international, national et local, ne peut pas compenser **l'absence de vision partagée**, celle-ci se heurte au déficit de pensée stratégique. Les ONG écologistes, n'arrivent pas à s'émanciper suffisamment en vue de définir des priorités communes et de surmonter leurs désaccords. Les rapports entre les organisations du mouvement sont conflictuels, voire antagonistes, guidés par la suspicion et nourris de méfiance réciproque. Ceci s'explique d'un côté avec **la conjoncture politique dans la décennie 1990 dominée par „un manichéisme“ simpliste** (communistes/anti-communistes; bons/mauvais etc.<sup>482</sup>) qui fait que même l'Église orthodoxe se divise en deux ailes (aile totalitaire et aile “démocratique“) ; d'autre côté cela résulte du profil même des organisations dites non gouvernementales et les spécificités de la culture (organisationnelle, politique, professionnelle) qu'elles font véhiculer. La dépendance financière **des** ONG de bailleurs de fonds étrangers (surtout américains), les batailles entre les organisations pour les fonds (assez restreints) dans une ambiance de concurrence interne acharnée<sup>483</sup> sont parmi les facteurs principaux de cette situation. Ces constats sont régulièrement corroborés par les rapports spécialisés des *think-tanks*<sup>484</sup>, les enquêtes

<sup>480</sup> Voir par ex. *Индекс на гражданското общество. Гражданско общество без гражданско участие 2008-2010*. Op.cit., *Civil Society in Bulgaria : NGOs versus Spontaneous Civic Activism*. (2012). Op.cit, et *Индекс за устойчивост на НПО в България 2012* (2013). София : Български център за нестопанско право.

<sup>481</sup> Annexe 1, Entretien avec Petko Tzvetkov.

<sup>482</sup> Voir à ce propos les analyses du politologue bulgare Gueorgui Karasiméonov dans son ouvrage *Le système des partis en Bulgarie*. - КАРАСИМЕОНОВ, Георги (2006). *Партийната система в България*. София : Горекс прес.

<sup>483</sup> Le nombre des ONG a doublé dans la décennie 1990 pour arriver à 35 000 en 2012, dont sont enregistrées sous le label “écologiques“ ou “environnementales“. Voir le Rapport du Centre bulgare pour Droit non lucratif “Индекс за устойчивост на НПО - 2012“ - . Consultable sur <[http://www.bcnl.org/uploadfiles/documents/news\\_docs/bulgaria.pdf](http://www.bcnl.org/uploadfiles/documents/news_docs/bulgaria.pdf)> [mai 2013].

<sup>484</sup> *Индекс за устойчивост на НПО* (2008, 2009) <[http://www.usaid.gov/locations/europe\\_eurasia/dem\\_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf](http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf)>; БЦНП (2009). Участие на НПО в процесите на вземане на решения в България, consultable sur <<http://www.bcnl.org/bg/articles/883-участие-на-нпо-в-процесите-на-вземане-на-решения-софия-2009>>

et <[http://www.bcnl.org/docs/NGO\\_participation\\_eng\\_logos\\_03\\_486.pdf](http://www.bcnl.org/docs/NGO_participation_eng_logos_03_486.pdf)> *Гражданското*

sociologiques et les études académiques.<sup>485</sup> Les témoignages des activistes sont les plus éloquentes. Andrej Kovatchev avoue que les conflits et les désaccords entre les organisations et leurs leaders étaient tellement graves qu' « *il était impossible de voir assis à la même table le chef de Zeleni Balkani et le chef du Eco Club* ». Le témoignage de Rossen Vassilev, président de *Biodiversité* va dans le même sens : « Nous, on voulait être médiateur entre les ONG vertes, en effet on est devenu leur concurrent. »

“Le déficit de communication“ entre les organisations atteste du déficit d'une culture de la solidarité, un déficit dont les racines remontent à l'époque du totalitarisme. L'absence de solidarité au sein de la société et au sein des communautés naissantes (éradiquées systématiquement comme menace pour le régime durant le communisme) empêche l'implantation des structures de la société civile et perturbe leurs relations au sein du secteur et en dehors de lui – avec le pouvoir et avec le large public. Ces “effets totalitaires“ se conjuguent avec les spécificités de la culture générationnelle, propre à la période de la transition : un individualisme égocentrique, cultivé encore dans les années du Komsomol et exacerbé par “l'économicisation des mœurs” à la suite de l'avènement du capitalisme néolibéral.

La “culture ONG“ déjoue la collaboration et fait dévaluer la coopération; elle instaure la concurrence comme principe fondamental, fait légaliser la compétition, propre au secteur du marché, dans les rapports entre les organisations et fait approfondir à l'extrême l'individualisme égoïste propre à la génération post-communiste. Il s'en suit que les représentants de cette génération - les “gens ONG” comme les appelle la langue du bois au sein du secteur - n'arrivent pas à surmonter leurs désaccords et conflits liés presque sans exception à l'accès aux financements réduits distribués par l'État et à la répartition des projets. La majorité des interviewés de cette génération sont unanimes sur ce sujet. - “La culture du mouvement” en est aussi profondément imprégnée. Le verdict de Andrej Kovatchev, vétéran des combats écologiques des années 1990, est très sévère : C'est une “culture du *projekting*” qui déjoue toute tentative de créer “une culture de coalition”. A la lumière de ces constats, il n'est point étonnant que certains auteurs en Bulgarie refusent d'accepter la thèse de la continuité du mouvement et à reconnaître les performances de cette génération ; c'est que celle-ci, imbriquée dans des combats acharnés pour attirer des sponsors et gagner du financement, perd souvent de vue les réels impératifs du temps, et les intérêts des citoyens.

---

общество без гражданите. Оценка на българското гражданско общество 2003-2005 (2005), София: Сдружение Болкан Асист. URL: <http://ngobg.info/bg/documents/49/728civilsocietywithoutthecitizens.pdf>. (12.12.2013).  
485 Civil Society in Bulgaria : NGOs versus Spontaneous Civic Activism. (2012). Op. cit.

Par ailleurs, le fait que les organisations de l'époque dissidente et les ONG expertes « se mettent rarement à la même table », pourrait être expliqué également avec des divergences de nature générationnelle qui sont aussi culturelles : les premières, éco-humanistes, ont milité pour l'intérêt général (un milieu de vie sain et vivable pour *tous*) et pour les droits individuels des citoyens; les secondes – éco-expertes, débordés des échéances des projets expirants et des documents stratégiques à rédiger, se retrouvent de plus en plus souvent dans le piège de « l'éco- bureaucratie » ou bien se capsulent dans l'étude “des oiseaux et des herbes”, s'éloignant du pathos humaniste et citoyen de leurs aînés. La constitution d'une communauté environnementale, réunie autour de causes et valeurs partagées, ne sera réalisée que dix ans après, grâce à la nouvelle culture de solidarité, d'entraide et de consensus, véhiculée par la génération Erasmus.

Mais le culte pour la compétence professionnelle révèle encore un aspect: les écolos-experts refusent à communiquer (ou le font à contrecœur) avec 'les écolos ordinaires'. Les grandes ONG, localisées en général à la capitale et dans quelques grandes villes (Plovdiv, Stara Zagora, Rousse, Varna, Montana) vont rarement à la rencontre des problèmes des gens des petites villes et des villages. Rossen Vassilev, président de la Fondation bulgare *Biodiversité* se souvient que dans les années 1990 le nombre des éco-activistes (dans leur écrasante majorité des femmes, selon les témoignages de Vassilev) et des campagnes écologiques en province fut si élevé que son organisation - faute de ressources humaines et de stratégie organisationnelle en la matière – arrivait rarement à travailler ensemble avec le locaux ou à répondre d'une manière pertinente à leurs appels d'aide. Vassilev explique cette situation avec « la ruée vers les projets » qui transformait en adversaires les organisations et réduisait presque à zéro les opportunités de financement pour les acteurs locaux. Aspirant à “européaniser” et écologiser les politiques, à nouer des contacts avec l'international, les écologues bulgares négligent le travail avec les riverains à moins que celui-ci ne concerne la conservation de plantes rares ou la protection des derniers ours. On est déjà loin de l'éco-humanisme qui „faisait courir » les citoyens à Roussé et les militants de *Ecoglasnost*. Le souci de conserver la nature sauvage souvent exclue la préoccupation pour l'environnement humain<sup>486</sup>.

---

<sup>486</sup> Ce constat est valable pour “le modèle ONG” en général. En atteste, par exemple, la critique des dissidents écolos au Québec adressée aux grandes organisations environnementales qui sont accusées d'avoir trahi la cause et d'avoir “lavé en vert” (le terme exact en anglais est *greenwashing*) leurs idéaux. Philippe Saint-Hilaire-Gravel documente les dissensions entre les groupes écologistes communautaires autonomes (plus critiques, mais aussi fragilisés par l'État) et les grandes organisations professionnalisées. Celles-ci, instrumentalisées, hiérarchisées, corporatives - sont perçues, par les citoyens-écolos, les adeptes et par le large public, comme non authentiques, servant les intérêts des “puissants du jour” car dépendant financièrement d'eux. Voir SAINT-HILAIRE-GRAVEL, Philippe (2012). *30 ans au RQGE. Une histoire dissidente du mouvement*

## 2.6. Conclusion

Au début du nouveau millénaire, le mouvement écologique en Bulgarie "a bouclé la boucle" : ayant démarré comme mouvement de la société civile non formelle, il s'est petit à petit empêtré dans l'expertise, s'est égaré dans des combats intestins médiocres et s'est éloigné des grands enjeux politiques et sociaux de son temps. De cette façon, il a perdu le support des larges couches sociales dont jouissait le mouvement éco-dissident. Les nouvelles campagnes et « les nouveaux citoyens verts » du début des années 2000, vont insuffler "du sang neuf" dans le mouvement et vont lui restituer sa place d'important acteur sur la scène sociopolitique de Bulgarie.

Par ailleurs, la contestation du modèle néolibéral, qui caractérise l'activité des mouvements citoyens au début du nouveau millénaire, servira de **point de départ d'une nouvelle étape d'évolution du mouvement vert en Bulgarie, plus informelle, plus autonome, plus (ou de nouveau) „dissidente“**. Dans cette nouvelle conjoncture, les grandes organisations écologistes en Bulgarie se rendent compte que leurs manière d'agir et leur culture "ne collent plus à la réalité".

La nouvelle vague verte va mettre en avant des groupes qui ne sont ni incorporés, ni financés et qui privilégient la démocratie directe et les actions directes pour s'opposer, *immédiatement*, à la destruction de l'environnement. Ouvrant la voie vers la mouvance altermondialiste, le mouvement va englober des personnes attestant d'une grande variété de discours environnementaux, et de positionnements idéologiques divers allant de l'anarchisme pour arriver au conservatisme. Le point de convergence des luttes sera la contestation du système global, via la contestation du système politique national. De cette façon, l'évolution du mouvement est marquée par une forte radicalisation des revendications et des modes de pression politiques qui un peu paradoxalement vont contribuer à la consolidation du mouvement et à l'accroissement de son prestige social et politique<sup>487</sup>.

---

*écologiste citoyen au Québec de 1982-2012*. En ligne. URL: <<http://rqge.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/30-ans-au-RQGE-version-%C3%A9lectronique>>.

<sup>487</sup> Si ces groupes radicaux ont jailli de façon informelle, c'est notamment parce qu'ils ne croient plus, comme à l'Occident des années 1970, que les organisations « mainstream » comme le World Wildlife Fund ou le Sierra Club existent vraiment pour protéger l'environnement. D'emblée, ces organisations semblent trop conciliantes, inefficaces, hypocrites et déconnectées de la réalité ; elles feraient plutôt partie du problème. Les nouveaux éco-citoyens leur reprochent de s'allier au pouvoir en place, de vendre une bonne conscience et de légitimer le système capitaliste qui crée les problèmes environnementaux. Pour eux, la bataille est perdue tant que le mouvement cherche des gains en surface. Il faut dorénavant s'attaquer aux sources : l'hyper capitalisme spéculatif globalisé.



### 3. Le mouvement des citoyens-écologues ou la “la nouvelle vague verte” du début du XXème siècle

« Nous poursuivons un objectif concret. Nous nous sommes fixés des résultats que nous voulons atteindre en utilisant des moyens politiques. Avant tout, nous devons renverser le *statu quo* et détruire les relations d'interdépendance entre les oligarques et la politique. Nous voulons que la suprématie de la Loi soit restaurée et que soient instaurées des normes valables pour tous. Nous souhaitons limiter au maximum l'abus de ressources bulgares et européennes. » (Dobromira Grigorova, candidate des *Verts*)

Pendant la première décennie du nouveau millénaire, le mouvement écologique en Bulgarie franchit une nouvelle étape : celle de la consolidation sous la forme de coalition et de la transformation d'une partie du mouvement en projet politique autonome (Le parti *Зелените* (Les Verts)). Au cours de cette période, de nouveaux acteurs émergent, de nouveaux enjeux se révèlent, de nouveaux thèmes d'intérêt général surgissent ; les modes d'engagement, les formes organisationnelles et les modalités d'action se multiplient et se diversifient.

Au bout d'une décennie d'exil public<sup>488</sup>, le mot “citoyen” - comme substantif et comme adjectif, “revient à la mode”. A partir de 2005, le nombre des campagnes environnementalistes et des groupes écologistes émergés spontanément (groupes citoyens ; comités de riverains ; comités d'initiative citoyenne ; campagnes thématiques ; réseaux citoyens) s'accroît d'un rythme exponentiel, en sorte que les journalistes et les analystes annoncent la naissance d'une « nouvelle vague verte » en Bulgarie<sup>488</sup>, voire d'une « nouvelle révolution verte<sup>489</sup> » et attestent de l'avènement d'un nouveau type de militantisme : celui des “Citoyens-écologues<sup>490</sup>”.

Les nouvelles mobilisations sont plus pragmatiques : elles se nourrissent souvent de cas ponctuels, locaux, tendent à résoudre des problèmes concrets, font recours à l'action directe et visent à atteindre des résultats immédiats, palpables. Paradoxalement, au lieu de

---

<sup>488</sup> Voir KRASTANOVA, Radosveta (2009). Ecologie et contestation. La nouvelle vague verte en Bulgarie. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A., Todorov, A. (dir), V. Tirmovo: Faber Publishers, 186-195; РАДЕВ, Иван (2009). Зелено гражданско общество. In. Канев, П., Кръстанов, Р. (сът. и ред.) *Място за бъдеще. Година първа*. София: СГС-Щастливеца, 2009, 101-105.

<sup>489</sup> Voir КЕНАРОВ, Димитър (2012). *Зелената революция: Как екоактивизмът отново разбуди България*. URL : [http://www.dnevnik.bg/evropa/novini\\_ot\\_es/2012/11/28/1956908\\_zelenata\\_revoljucija\\_kak\\_ekoaktivizmut\\_otn\\_ovo\\_razbudi/](http://www.dnevnik.bg/evropa/novini_ot_es/2012/11/28/1956908_zelenata_revoljucija_kak_ekoaktivizmut_otn_ovo_razbudi/) (décembre 2012).

<sup>490</sup> Selon GUEORGIEVA, Valentina (2014). Protection des biens communs et mobilisations réactives. In. - *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Rouet, G. (dir.) Paris: Harmattan, 85-95.

l'affaiblir, ces évolutions contribuent à renforcer la visibilité et la viabilité du mouvement, et font augmenter son prestige social et politique.

Sous l'impulsion de l'activisme de la jeune génération, les militants et les organisations issues des deux périodes précédentes arrivent à surmonter leurs désaccords et se réunissent au sein de la coalition *For the Nature in Bulgaria* (За да остане природа в България, fondée en 2006) qui va devenir le principal promoteur de la politique écologique en Bulgarie. Les effets politiques de l'activisme écolo font de lui un acteur incontournable de la société civile. Et pourtant, quoique le mouvement “produise” un parti qui se veut authentique et aspire à changer le système „de dedans” (*Зелените*), la majorité des acteurs du mouvement persiste dans sa volonté de garder son autonomie (et ses distances par rapport au pouvoir) et de changer le statu quo “de dehors” par une “politique citoyenne” : vigilance civique permanente sur les décisions des gouvernants, **pression citoyenne quotidienne et directe** sur l'oligarchie politique et économique, contrôle public exercé sur toutes les instances de prise de décision, imprégnés d'un désir de “re-moraliser” la politique”. De cette façon, le mouvement renoue avec ses racines dissidentes écocitoyennes et éthico-politiques.

Les efforts de changer le système de dehors et de dedans correspondent d'un côté à la nouvelle situation dans le pays ; d'un autre côté, les développements au sein du mouvement attestent du rôle de “la génération Erasmus” dont l'entrée massive sur la scène publique de Bulgarie coïncide avec le processus d'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne (2007).

Par ailleurs, la nature des évolutions au sein du mouvement, sa direction et les demandes sociopolitiques dont il se fait la porte-parole, révèlent des processus et phénomènes communes pour toutes les démocraties contemporaines : la méfiance croissante envers les élites dirigeantes et de classe politique dans son ensemble, le rejet des modes conventionnels d'engagement; l'apathie citoyenne – autant de signes de la perte de confiance dans les institutions politiques de la démocratie représentative : élections et vote, adhésion à et support durable pour une organisation traditionnelle (parti, syndicat, association), militantisme fondé sur la loyauté envers une classe, ou une cause idéologique<sup>491</sup>. Ce n'est pas surprenant que dans cette situation, à la différence des partis verts en Europe occidentale (ayant apparu dans un contexte de relative stabilité des systèmes), et en présence de toutes les composantes nécessaires (exacerbation des problèmes environnementaux ; nouvelle vague d'éco-activisme ; considérable support public), le parti vert bulgare n'arrive pas à attirer le soutien électoral des citoyens “verts” : c'est que les partis politiques en Bulgarie sont

---

<sup>491</sup> Voir *L'engagement politique. Déclin ou mutation?* (1994). Pascal Perrineau (dir.) Paris : Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques, SUE, Roger (2003). *La société civile face au pouvoir*. Presses de la fondation nationale de science politique, et BEVOR, Antoine (2001). *Pour une démocratie participative*. Presses de Sciences Po, Paris.

tellement compromis (surtout aux yeux des décombres de la classe moyenne, notamment de l' *intelligentsia*) que la minorité active préfère utiliser d'autres canaux d'influence et d'autres moyens pour exprimer et représenter ses intérêts.

Tous ces phénomènes ont été renforcés par le “retrait de l'État” et la dérégulation de l'économie, prônés et réalisés par les chantres de la nouvelle prophétie : la “prophétie néolibérale”. Or, ces évolutions sont ambiguës : la globalisation et l'affaiblissement de l'Etat national sèment la dépolitisation, mais elles encouragent également des processus divers de démocratisation fondés plus que dans le passé sur l'émancipation individuelle et l'implication personnelle. “La criminalisation du politique”, pour reprendre les propos du politologue Daniel Smilov<sup>492</sup>, pousse la minorité active des citoyens à réinventer l'action et l'engagement politiques, et à tisser de nouvelles formes de “faire collectif”. L'émergence de formes innovantes de démocratie – faisant revivre la démocratie directe dans « des habits neufs », sans renoncer à la démocratie représentative “classique” font mélanger les modes traditionnels d'implication dans les affaires de la *Cité* avec les inventions d'un « nouvel âge de la participation<sup>493</sup> ». De plus, elles font tisser un capital social de nouveau type (moins hiérarchisé, moins contraignant, non héréditaire, plus souple et responsabilisant, plus individualisé et autrement solidaire) au sein des nouveaux réseaux (de) citoyens<sup>494</sup>. Où, pour reprendre la formule d'Inglehart et al, d'une démocratie des élites on passe à une démocratie défiant d'une manière compétente les élites en place<sup>495</sup>.

L'émergence du mouvement altermondialiste à la fin du siècle passé et son évolution au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, font poser déjà à l'échelle du globe la question des rapports (ambigus) entre mondialisation et démocratie<sup>496</sup> et la nécessité de fonder une alternative plausible, plus humaine, plus juste et équitable, et plus effectivement démocratique, du modèle du capitalisme globalisé. Un mouvement se constitue qui « a congédié la raison historique » et dont le but est de « bâtir une société planétaire axée sur l'être humain<sup>497</sup>. »

---

<sup>492</sup> СМИЛОВ, Даниел (2008). Партиите и фрустрираната демокрация. Анализ на изследването „Състояние на обществото 2007“, В. - *Състояние на обществото*, София : Институт Отворено общество, 38-57.

<sup>493</sup> Voir par exemple BARTHELEMY, Martine (2000). *Associations : un nouvel âge de la participation*, Presses de Science Po, Paris.

<sup>494</sup> ION, Jacques et al. (2005). *Militer aujourd'hui*, Op. cit.

<sup>495</sup> INGLEHART, Ronald (1997). *Modernization and Postmodernization. Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

<sup>496</sup> Voir BERTHO, Alain (2009). Citoyenneté et mondialisation. Perspectives et contradictions de l'altermondialisme. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A., Todorov, A. (dir.) V. Tarnovo: Faber Publishers, 167-175.

<sup>497</sup> Ibid. p. 172.

### 3.1. La nouvelle situation: la Bulgarie et la mondialisation

Au début du XXI<sup>e</sup> s. le système politique en Bulgarie subit des transformations qui correspondent aux processus plus larges de changement social, économique et culturel. L'instabilité du système des partis, la volatilité électorale et la méfiance grandissante vis-à-vis des gouvernements (et des gouvernants “de toute couleur”) – qui caractérisent la vie politique (non seulement) en Bulgarie – mettent en péril la légitimité des institutions démocratiques, encore fragiles<sup>498</sup>; ils reproduisent en effet la logique et les effets pervers de la mondialisation fondée sur la primauté des considérations (et des valeurs) d'ordre marchand sur tout autre type de considérations et valeurs.

Le modèle néolibéral, imposé à la société bulgare par les élites de la transition, presque sans consensus et sans délibérations publiques, impacte d'une manière “révolutionnaire” sur les rapports économiques, et fait bouleverser la vie sociale et politique. L'entrée de la Bulgarie dans le système des économies mondialisées fait accélérer le processus de fusion de sujets économiques et sujets politiques, entamé avec le début de la transition : ceux-ci profitent de l'affaiblissement du contrôle régulateur étatique et supra-étatique, afin de s'infiltrer dans l'océan non régulé de la mondialisation. Les constats formulés ci-dessous, bien entendu, ne se rapportent pas uniquement à la situation bulgare<sup>499</sup>; dans le contexte local pourtant, ce modèle fait révéler des traits, typiques pour la région, liés à l'héritage du communisme et à la spécificité de la transition post-totalitaire.

#### 3.1.1. Les aspects sociaux

Au plan social, l'imposition de la logique néolibérale fait accélérer le processus de paupérisation au sein de la société et conduit à la disjonction (sociale et psychologique) croissante entre statut matériel et statut social<sup>500</sup> ; ces processus font approfondir le fossé entre de larges couches de la population, y compris la classe moyenne de plus en plus frustrée et marginalisée (les perdants de la “transition”), d'une part, et la mince couche de gens aisés et super- riches ( les gagnants de la transition), d'autre part. Une spécificité du “contexte local”

---

<sup>498</sup> Voir les analyses de Dobrin Kanev et Antony Todorov “Политически избори и демокрация” (“Elections politiques et démocratie”) et “Политическите партии, партийната система и качество на демокрацията в България” ( “Les partis politiques, le système de partis et la qualité de la démocratie en Bulgarie”) In. - The Democracy in Bulgaria: Quality Content (2014) Op.cit. pp. 141-224 et pp. 225-292.

<sup>499</sup> Voir par exemple l'ouvrage de Naomi KLEIN (2007). *The Shock Doctrine. The Rise of Disaster Capitalism*, Knopf Canada, qui représente une des analyses les plus subtiles des origines, de l'implantation et des effets sociaux et politiques du capitalisme des désastres pratiqué par les multinationales à l'échelle du globe.

<sup>500</sup> Voir l'article *La classe moyenne en Bulgarie a diminué de 200 000 personnes de 2005 à 2010* publié par l'agence Medapool, consultable sur < <http://www.mediapool.bg/srednata-klasa-v-bulgaria-e-namalyala-s-200-000-dushi-ot-2005-do-2010-godina-news207187.html>> (23.10.2014) qui se fonde sur les résultats d'un sondage réalisé par l'Institut d'économie du marché. Les personnes à revenus élevés ne représentent que 9,7% de la population en 2010.

est que la catégorie des grandes fortunes <sup>501</sup> est constituée presque exclusivement des “nouveaux riches” : entrepreneurs industriels et sportifs, magnats des médias, bosses des secteurs énergétique et des constructions, issus et recrutés souvent des milieux des ex-agents des services secrets de l'État communiste et/ou liés au crime organisé à une échelle nationale, régionale<sup>502</sup> et internationale dont les intérêts sont garantis au plus haut niveau politique<sup>503</sup>.

### 3.1.2. Les aspects politiques

Au plan politique, le paradigme néolibéral fait accuser les traits du vacuum idéologique qui se succéda aux deux vagues de politisation de masse de 1989-1991 et de 1996-1997<sup>504</sup>. La cartélisation et le clientélisme deviennent des caractéristiques durables des organisations politiques et d'une partie considérable des ONG de la post-transition<sup>505</sup>. Ils font dicter leurs relations avec le pouvoir et les bailleurs, mais aussi avec leur électorat (les partis) et leurs prestataires de services (les ONG). Par ailleurs, après le déclin de la confrontation idéologique manichéenne<sup>506</sup> entre communistes (PSB) et anti-communistes (UDF), qui domina la vie politique durant la décennie 1990, la crise des projets politiques idéologiques fit ouvrir la voie à la constitution de formations populistes et nationalistes et a pavé le chemin de leur accession au pouvoir<sup>507</sup>. Dans un contexte national, hérité du totalitarisme communiste, où le parti principal (se déclarant) de gauche (le Parti socialiste bulgare, alias Parti communiste) est considéré (et se comporte dans le pouvoir) comme un parti conservateur, héritier et défenseur du statu quo, promoteur d'une politique digne de la droite néo-conservatrice<sup>508</sup>, et où la force politique majeure de la contestation contre le statu quo

---

<sup>501</sup> Voir РАЙЧЕВ, Андрей, СТОЙЧЕВ, Кънчо (2008) *Какво се случи? Разказ за прехода в България и малко след него (1989-2004)*. София: Изток Запад.

<sup>502</sup> Voir HOLMS, Leslie (1997). *Post-Communism - An Introduction* et BAFOIL, François (2006). *Europe Centrale et Orientale : Mondialisation, européanisation et changement social*. Op.cit..

<sup>503</sup> Ahmed Dogan, fondateur et leader du Parti des droits et des libertés (PDL), présenté souvent – et à tort – dans les médias occidentaux comme “le parti de la minorité turque en Bulgarie”, n'a jamais caché la dépendance de son parti de ce qu'il appelait “le cordon (chaîne, liasse) de firmes” dont les sources de financement n'ont jamais été annoncées publiquement.

<sup>504</sup> Voir КАБАКЧИЕВА, Петя (2001). *Гражданското общество срещу държавата. Българската ситуация*. София: ЛИК.

<sup>505</sup> ЛЮБЕНОВ, Милен (2010). *Партии на ръба. В : Демокрацията в България през 21 век*. В.Търново: Информационен център, pp. 123-155, et KANEV, Dobrin (2014) *The Political Parties and Quality of Democracy in Bulgaria*. In.- *The Democracy in Bulgaria: Quality Content* (2014), Op.cit., pp. 141-224.

<sup>506</sup> Voir KARASIMEONOV, G. (1999). *Past and New Cleavages in Post-Communist Bulgaria*. In. - Lawson, K., Rommele, A., Karasimeonov G. (eds). *Cleavages, Parties, and Voters. Studies from Bulgaria, the Czech Republic, Hungary, Poland, and Roumania*, Praeger.

<sup>507</sup> Le parti nationaliste Ataka (Attaque) entra à l'assemblée nationale en 2005 ; celui-ci doubla cette performance lors les élections de 2009 qui ont été remportées par un nouveau parti populiste de centre-droite GERB (ГЕРБ, acronyme bulgare de Citoyens pour développement européen de Bulgarie).

<sup>508</sup> Par exemple, à la suite d'une initiative de la coalition tripartite entre le PSB, PDL et NDSV (MNSD, Mouvement national Siméon II), parti centriste fondé par l'ex-tsar de Bulgarie Siméon II (2005-2009), en tête avec le PSB, le parlement national fit voter une imposition uniforme sur les revenus de 10% dans le but d'encourager le business et les entrepreneurs, faisant augmenter de cette façon l'impact fiscal sur les revenus moyens et plus faibles.

communiste (la soi-disant “droite” de l'UDF) fut pendant longtemps constituée de partis se proclamant de gauche (sociale-démocrates, socialistes alternatifs, non communistes) ou libéraux (démocrates, radical-démocrates etc.), les lignes de démarcations gauche/droite, et libéraux/conservateurs sont restées assez floues et n'ont jamais acquis des contours stables<sup>509</sup> ; ils ont été brouillées davantage par l'impossibilité (objective) des partis de représenter les intérêts réels de leurs électeurs en raison du fait que ceux-ci ne sont plus représentatifs des bases sociales qu'ils prétendent incarner<sup>510</sup>.

Ces caractéristiques des partis en combinaison avec la méfiance grandissante de la population à l'égard de la classe politique, ont nourri davantage le sentiment, approfondi de l'expérience amère de la transition, que « tous au pouvoir sont les mêmes ». Qui plus est, la logique marchande, légitimée par les élites de la transition comme projet de modernisation sociétale et économique (voire comme “choix civilisationnel”), ont réduits les partis au statut de vecteurs dociles des intérêts prétendument économiques de lobbies situés à l'ombre du contrôle public et étatique; leurs capitaux, provenant souvent de l'activité de firmes créées par la *nomenclatura* communiste (à la suite de la privatisation très rapide et non transparente du début des années 1990), héritières des sociétés fondées hors frontière par le Parti communiste lui-même pendant la Guerre froide<sup>511</sup> sont soupçonnés être „acquis » via le blanchiment d'argent, résultant de toute sorte de fraudes (alcool, tabac, fraude avec le TVA etc.), et au trafic international lié aux réseaux internationaux du crime organisé. La décision de voter au dernier moment (de plus en plus répandu) et l'achat des votes, notamment les voix des électeurs de la minorité rom, reflètent et reproduisent les vices de cette même logique marchande du court terme.

Toutes ces spécificités de la réalité post-communiste ont conduit à la fusion symbiotique de structures économiques et politiques reposant sur une logique court-termiste : les premiers visent des gains rapides avec minimum d'investissements; les seconds tendent à accumuler un maximum de profits en termes matériels et en termes d'influence durant leurs mandats. La culture corporatiste et monopoliste véhiculée par l'idéologie de l'ultra-libéralisme, dans les conditions de la transition post-communiste contredit au principe fondateur du libéralisme classique prôné par les architectes de la transition et dont le cœur est la libre initiative. Le manque de “départ égal” (car avorté) pour les acteurs économiques (proclamé solennellement comme objectif principal par quelques gouvernements successifs), en combinaison avec la corruption économique et politique omniprésente, constatée

---

<sup>509</sup> Voir ПРОДАНОВ, Георги. (2014). Качество на елитите и качеството на демокрацията, Op.cit. pp. 389-419.

<sup>510</sup> Ibidem, p. 418.

<sup>511</sup> ХРИСТОВ, Христо (2009). *Империята на задграничните фирми*. София, Сиела/Институт за изследване на близкото минало, p. 23.

périodiquement par les agences sociologiques, les *think-thank* nationaux<sup>512</sup> et les organisations internationales<sup>513</sup>, rend l'idée même d'économie de marché non seulement non efficace; mais aussi *amorale* aux yeux de la population.

Cette situation vide de sens la démocratie libérale et son émanation idéologique - l'État de droit<sup>514</sup>. L'équité des citoyens devant la loi garantie par la constitution ne peut devenir réelle face à non équité *de fait*, approfondie par les inégalités économiques et sociales rampantes qui font bafouer (fragiliser) les droits et libertés politiques des personnes à capital social faible.<sup>515</sup> Les très bas niveaux de confiance dans les institutions politiques principales (parlement, gouvernement, système judiciaire, partis politiques, oscillant entre 0%-10%), les syndicats et l'administration publique, attestés périodiquement par les sondages, est accompagné d'un niveau assez élevé de confiance aux organisations transnationales (UE, ONU), les nouveaux médias électroniques, et certains secteurs de la société civile (organisations de femmes, organisations caritatives, de protection de l'environnement et même l'Église)<sup>516</sup>

Il s'en suit qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle une partie des acteurs économiques “émancipés” du contrôle de l'État <sup>517</sup> font élargir leur influence politique via l'achat de politiques et via des “commandes” législatives et judiciaires. - Il s'agit d'amendements de lois et de règlements, d'annulation (ou de restauration) de décisions judiciaires, de corrections et rectifications de stratégies et plans de gestion, de prise de positions dans les parlements locaux garantissant l'accès aux marchés publics. La tendance d'inclusion *plus directe* dans la compétition politique, par l'intermédiaire de formations politiques financées et même dirigées *en personne* de certains „gros investisseurs” (mécontents de leurs “paravents” au pouvoir) marque le bémol de cette évolution<sup>518</sup>.

---

<sup>512</sup> Voir par ex. les rapports de Transparency International – Bulgaria « Прозрачност и почтеност в изборния процес », <[http://www.transparency.bg/media/publications/Report\\_Chastichni\\_Izbori\\_BG-1.pdf](http://www.transparency.bg/media/publications/Report_Chastichni_Izbori_BG-1.pdf)> et « Индикатор за прозрачност при обществените поръчки » <<http://www.transparency.bg/bg/publications/2013/>>.

<sup>513</sup> EUROBAROMETRE, Freedom House.

<sup>514</sup> Voir МИЛАЧИЧ, Слободан. (2014). Демокрацията под сянката на неолиберализма. In - КАЧЕСТВО НА ДЕМОКРАЦИЯТА В БЪЛГАРИЯ, Op.cit. pp. 85-100.

<sup>515</sup> ХРИСТОВ, Христо (2009). *Империята на задграничните фирми*, Op.cit.

<sup>516</sup> Selon les enquêtes de World Alliance for Citizen Participation (CIVICUS) <[http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport\\_full.pdf](http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport_full.pdf)> (24.09.2014).

<sup>517</sup> Une partie desquels sont issus de la mafia post-communiste, constituée d'ex-agents des services secrets et d'ex-sportifs, ce que la langue de bois en Bulgarie appelle “le secteur gris” et le langage populaire “moutri” (мутри) (appellation à connotations fort négatives et péjoratives ; synonyme de personnage moralement et physiquement moche, vulgaire et sans scrupules.) Voir sur ce thème KRASTANOVA, Radosveta (2013). Les nouvelles mobilisations urbaines : Humaniser et esthétiser par l'espace. In.- *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. ROUET, G. (dir). Paris : Harmattan, 2014. pp.31-53.

<sup>518</sup> Les élections parlementaires ont été assez révélatrices de cette tendance. Le nouveau parti LIDER (Leader) a failli entrer à l'Assemblée nationale bien que son président, businessman et propriétaire de la centrale électrique et des mines Bobovdol, soit sous le coup de plusieurs poursuites judiciaires pour abus de sources et biens publics.

### 3.2. Les aspects écologiques : l'impact sur la nature et le milieu de vie

Si nous nous sommes arrêtés en détails sur tous ces processus, c'est qu'ils ont exercé, entre autre, et dans un laps de temps assez court, un impact destructeur sur l'état des ressources naturelles et ont dégradé la qualité générale de l'environnement en Bulgarie. D'après une étude menée en 2007, au cours de la période 2002-2007, le pays a perdu plus de ressources en termes **de diversité biologique et paysagère que pendant les 20 années précédant cette période.**<sup>519</sup> Le boom des secteurs des constructions et du tourisme de masse durant la première décennie du siècle, notamment la période après 2005, dans le contexte des constats formulés si-dessus, fait paver le chemin devant des “investisseurs” et businessman dont les intérêts et les valeurs sont incompatibles avec les valeurs écologistes de protection durable de la nature.

Lors du gouvernement de la coalition tripartite (2005-2009) entre le PSB, le Mouvement pour droits et libertés (MDL)<sup>520</sup> et le parti de l'ex- tzar de Bulgarie Siméon II, des compagnies *off-shore* et des sociétés écrans, sous prétexte de développer le business local, se mettent à “investir” dans les zones protégées, à déboiser les forêts dans les réserves et parcs nationaux et de “bétonner” des sites (sur le littoral de la mer Noire et dans les hautes montagnes) uniques en terme de biodiversité et de valeur paysagère. Tous ces projets, réalisés dans beaucoup de cas grâce au soutien des autorités locales et nationales conduisent au changement du statut juridique des sites (ou bel et bien à la déclaration de leur nullité); de cette façon de larges zones faisant partie des territoires protégées par la législation nationale sont privatisés, exploités, et/ou détruites.

Un des cas les plus frappants fut une décision de la Cour administrative suprême de 2007 d'annuler le statut de zone protégée du Parc naturel Strandja, plus grand parc naturel des Balkans, afin de satisfaire aux besoins de la municipalité (et “ses” investisseurs) de « développer la région » ; cette décision provoqua des protestations citoyennes de masse à Sofia et dans quelques grandes villes bulgares et européennes (Amsterdam notamment, où la protestation fut organisée par le lobby bulgare y habitant<sup>521</sup>) et amena au bout de compte à la restitution du statut juridique du parc. L'achat de terrains, classés propriété exclusive de l'État,

---

<sup>519</sup> "Общественте нагласи по темите за опазване на природата в България и за степента на възприемане на зеления начин на живот – 2007“, проучване на Българска фондация „Биоразнообразие“ и Института по социология на БАН, в сайт на Коалиция За да остане природа в България, <<http://forthenature.org/documents/category/54>>, (11.11.2011).

<sup>520</sup> Connue en France comme parti de la minorité turque en Bulgarie.

<sup>521</sup> L'on peut citer ici, à titre d'exemple, l'achat d'une mine, propriété exclusive de l'État selon la constitution du pays, par un businessman proche au pouvoir ainsi que la pratique d'échange de terrains (forêts séculaires, dunes, sites d'une biodiversité exceptionnelle à la mer), mentionnée plus haut et banalisée par le temps du gouvernement de la coalition tripartite dont les effets sur la perte de biodiversité et de richesses naturelles rares en général furent désastreux.



à des prix assez modiques (pour les acheteurs) et la pratique d'échange de terrains privés (situés presque sans exception dans des régions sous-développées) contre des terrains publics (d'Etat) localisés dans des endroits stratégiques - au bord de la mer, autour des parcs nationaux ou dans les montagnes – est une nouvelle tendance que l'on observe depuis quelques ans<sup>522</sup>.

Les deux gouvernements qui ont suivi la coalition tripartite - celui de GERB<sup>523</sup> (2009-2013) et le gouvernement sortant - la coalition large entre le PSB, le MDL et le parti nationaliste *Attaka* (2013-2014) - n'ont pas mis fin de cette tendance : bien que GERB ait déclaré l'arrêt de cette pratique et la punition des coupables comme priorité de son gouvernement, la privatisation de la nature en vue de satisfaire les intérêts des « sponsors du pouvoir », a continué, provoquant pendant l'été 2012 les plus grandes protestations citoyennes pour la défense des montagnes et de la forêt bulgare (le Mouvement *Citoyens pour Vitocha*<sup>524</sup>).

La situation dans les métropoles est identique : Les investisseurs achètent des terrains publics afin d'y faire construire des *malls*, s'approprient des parcs et jardins publics destinés autrefois aux loisirs des citoyens, transforment des centres culturels, cinémas et librairies en supermarchés, banques, parkings et casinos, à la suite de marchés publics non transparents et des “négociations secrètes” avec l'administration municipale et les conseils municipaux. De cette façon, en l'espace de 15 ans ils ont réussi à refaçonner le paysage urbain, en déchirant le tissu des espaces verts, en détruisant des reliques architecturales et en privatisant, effaçant et /ou dé-esthétisant les espaces publics<sup>525</sup>. L'émergence de coalitions citoyennes urbaines telles que *Citoyens pour une Sofia verte* qui fait agréger le mécontentement d'une multitude de groupes citoyens et d'associations locales, représentent des “mouvements de réaction” face à ces processus.

---

<sup>522</sup> СТОИЛОВА, Румяна, БИЕРИ, Франческа (2010). *Опазване на природата: Стратифицираното обществено мнение*, сп. Социологически проблеми 3-4, 2010 София, p. 227.

<sup>523</sup> Parti populiste de centre- droite, acronyme bulgare de Citoyens pour le développement européen de Bulgarie.

<sup>524</sup> Une des plus grandes montagnes en Bulgarie et sur la péninsule Balkanique. La capitale bulgare Sofia est située au pied de cette montagne.

<sup>525</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2014). Les nouvelles mobilisations urbaines. Humaniser et esthétiser par l'espace. Op.cit.

**TABLEAU 8 : QUI EST LE PRINCIPAL RESPONSABLE DE LA DEGRADATION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT EN BULGARIE**

Le Business	4(17%)
L'exécutif - le Ministère régional, le Ministère de l'environnement et des eaux, le Ministère de l'agriculture et les forêts et le Conseil des ministres	12 (52%)
Les autorités locales	13 (56%)
La Cour	4 (17%)
Le Parquet	6 (26%)
Le Parlement	8 (34%)
La Police	3 (13%)
Tous ensemble	10 (43%)
Je ne sais pas	1 (4%)

(Source : Groupe des Organisations écologistes citoyennes GEO 2007)

### **3.3. L'engagement citoyen entre la méfiance, la contestation et la réinvention de la participation**

« C'est lorsque la démocratie représentative fait sourde oreille et tranche en faveur des compagnies privées, condamnant les communautés et l'environnement naturel, que plusieurs délaissent les abstractions et envisagent des actions plus directes. Ils reprennent alors la maxime de la désobéissance civile: «lorsque l'injustice est loi, la résistance devient un devoir. » (François Dennis)

Le nouveau contexte fait révéler encore un aspect qui concerne l'engagement citoyen et la participation politique. La non correspondance frappante entre les étiquettes programmatiques des partis et leurs activité réelle sur la scène politique, l'arrogance et l'irresponsabilité des élites et la privatisation des biens publics à la suite de la corporativisation de la politique, provoquent un “malaise démocratique”: le sentiment de faillite de l'État de droit se nourrit davantage de la fusion des milieux politiques et la mafia

économique, une fusion qui exerce une influence corrosive sur la confiance politique et la sensibilité démocratique des citoyens. Tous ces facteurs mènent à l'approfondissement du discrédit des institutions de l'État et au retrait des modes "conventionnels" de participation. La méfiance vis-à-vis du système des partis qui met en question l'efficacité et le sens même de la représentation politique, repousse une partie considérable des citoyens actifs de la participation classique. Issus le plus souvent de la classe moyenne, la plus touchée de l'émigration de masse, frustrée économiquement et marginalisée socialement, ces citoyens, assez représentatifs notamment pour la minorité active des jeunes <sup>526</sup>, préfèrent agir dans le secteur de la société civile qui leur garantit plus d'autonomie, sont plus enclins à soutenir ou à rejoindre des groupements non formels (jugés plus authentiques)<sup>527</sup>; ils fuient l'engagement partisan et le militantisme conventionnel, mettent en question la nécessité (et l'efficacité) politique des partis et contestant comme "anachronisme politique" la délégation de l'action et de la médiation politique<sup>528</sup>. Ainsi, selon Ivajlo Ditchev «Nous sommes témoins d'une lourde crise de la représentation : les jeunes ne sont pas enclins à déléguer leurs leur activité de citoyens à des partis ou à des médiateurs formels, et préfèrent agir individuellement, sans médiateurs quelconques<sup>529</sup> ».

En même temps, la majorité des citoyens bulgares reste attachée à la démocratie comme forme de gouvernement politique et d'organisation des rapports sociaux : ceci, attestant de la démocratisation des mentalités<sup>530</sup> représente une raison de plus qui canalise l'énergie citoyenne en dehors de la "politique traditionnelle".

---

<sup>526</sup> ДИЧЕВ, Ивайло, СПАСОВ, Орлин (2009). *Новите млади и новите медии*, Институт „Отворено общество”- София, р. 235. Dans cette étude anthropologique de la génération de jeunes âgés de 18-30 ans, les auteurs Ditchev et Spasov envisagent le refus du politique des "nouveaux jeunes" comme expression d'une "lutte entre les générations".

<sup>527</sup> Voir les résultats de l'une étude anthropologique sur la motivation de l'engagement au sein de la nouvelle vague verte, de Radosveta Krastanova, КРЪСТАНОВА, Радосвета (2010). *От демокрация на елитите към демокрация на участието? Анализ на мотивацията на участници в природозащитното движение в България* (2005-2009). В. - *Демокрацията в България през 21 век*. Информационен център : В.Търново, 82-91.

<sup>528</sup> Ibidem.

<sup>529</sup> ДИЧЕВ, Ивайло, СПАСОВ, Орлин (2009). *Новите млади и новите медии*, Op.cit. p. 191.

<sup>530</sup> Voir les résultats de l'enquête de INETRATIONAL IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance) <[http://www. idea.int/](http://www.idea.int/)>, 11.10.2011. Certains analystes occidentaux ininterprètent ces données comme partie prenante du "paradoxe Est-européen" lequel se traduit par un attachement fort et un malaise non moins fort envers la démocratie. Вж. ÉTHIER, Diane. "Le paradoxe est-européen : attachement et insatisfaction envers la démocratie", *Transition*, n° 39 ( 4), nov. 1998. En effet, cette tendance est propre également pour les sociétés occidentales.

**TABEAU 9. ATTITUDE DES CITOYENS BILGARES VIS-A-VIS DE LA DEMOCRATIE**

Vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante :

LA DEMOCRATIE EST LA MEILLEURE FORME DE GOUVERNEMENT	OUI	NON	JE NE SAIS PAS
% des répondants	47.6	22.9	29.5

(Source: Mediana 2013)

\* \* \*

La troisième période de l'évolution du mouvement écologique reflète toutes les particularités de ce contexte. A partir de 2005, l'on observe un véritable boum d'initiatives écologiques, de campagnes environnementales et de groupements citoyens qui, partant de cas locaux, particuliers, se transforment assez rapidement en “coalitions citoyennes” regroupant différents acteurs de la société civile bourgeonnante.

Cette nouvelle étape met en avant de nouveaux sujets de mobilisation qui se traduisent au travers de nouvelles formes et structures organisationnelles, animées par de nouveaux acteurs, et met en exergue les valeurs de la nouvelle génération de jeunes : les citoyens/nes - écolos de la génération Erasmus.

### **3.4. La nouvelle vague verte**

#### **3.4.1. Nouvelles mobilisations citoyennes et problèmes de l'environnement urbain.**

##### **Les débuts: la crise dure trois ans**

« Dans un certain sens, les crises sont des zones exemptes de démocratie – “des endroits vides” dans la politique qui annulent l'exigence de consensus. » (Naomi Klein)

La première grande campagne éco citoyenne de cette période vient contredire (tout en les corroborant) ces propos de Naomi Klein. Nous allons nous arrêter en détail sur ce cas, car

**il est typique de la manière dont les nouvelles communautés du début des années 2000 émergent, évoluent, se transforment et se consolident.**

Déclenchée par la crise du traitement des déchets de la capitale, cette série de mobilisations locales déboucha en la première véritable coalition éco citoyenne, secondée par la suite par d'autres acteurs. Ses débuts remontent à l'automne 2005, lorsque les firmes de collecte des ordures de la capitale refusent pendant quelques semaines de ramasser les déchets alors que les habitants du quartier Souhodol où se trouve le dépôt, refusent d'accepter le stockage. Au début, elle représente un cas classique de mobilisation locale du type "NYMBY" (*Not in my Backyard*). La municipalité de Sofia, incapable de résoudre le problème avec le dépôt légal des ordures (l'unique dépôt correspondant aux exigences sanitaires, bâti encore pendant le socialisme, est déclaré "épuisé", la capitale ne dispose pas d'entreprise pour traiter l'ordure; le tri des déchets n'est pas encore mis en place), décide de mettre sur pied "temporairement" une technologie polluante - paquetage sans tri des déchets dangereux - pour une période de trois ans sur des terrains non appropriés, situés près de quelques quartiers de Sofia, à proximité illégale des habitations des riverains<sup>531</sup>.

La décision est mise en application sans consultations avec la population des quartiers destinés à "accueillir" les déchets de la capitale comptant plus de 2 millions d'habitants. De plus, les mesures entreprises contredisent à plusieurs réglementations administratives et normes sanitaires. Quant à la "crise" elle-même, elle est déclarée après quelques amendements législatifs, qui font produire des contre-sens d'un corpus de lois inter liées, dont la Loi sur les crises et les avaries

La campagne mobilise pendant plus d'un an les agglomérations les plus touchées par „la résolution de la crise“ qui, cherchant **une issue favorable et conforme à la loi** de cette situation, exercent une pression compétente non seulement sur les instances locales et nationales mais aussi sur les institutions européennes (Parlement, Commission, Cour des communautés<sup>532</sup>). Des représentants des comités de riverains des quartiers Trebitch, Kremikovtsi et Droujba et du village Mramor se mettent à protester et font bloquer l'autoroute afin d'empêcher la transportation et le stockage de l'ordure, en même temps leurs représentants font la navette entre la population mécontente et les institutions : Ministère de l'environnement et des eaux, Commission parlementaire de l'environnement et des eaux, les

---

<sup>531</sup>

Voir<[http://www.dnevnik.bg/evropa/novini\\_ot\\_es/2007/10/14/386716\\_brjuksel\\_zapochva\\_nakazatelni\\_proceduri\\_sreshu/](http://www.dnevnik.bg/evropa/novini_ot_es/2007/10/14/386716_brjuksel_zapochva_nakazatelni_proceduri_sreshu/)> D'après le blog de la coalition des organisations écologistes ciotyennes (GEO) “<<http://grupa-geo.blogspot.com/search?updated-min=2006-12-31T14:00:00-08:00&updated-max=2007-11-13T10:51:00%2B02:00&max-results=50&start=24&by-date=false>> (12.12.2013).

<sup>532</sup> Une pétition est adressée au président du Parlement européen Josep Borrel, une autre est soumise à la Commission.

commissions municipales dont les ressorts sont liés au problème. Les citoyens s'adressent aussi au Président, et requièrent son intervention de chef d'État, mettant en exergue l'importance de l'enjeu : la santé des habitants et la qualité de l'environnement d'une capitale européenne<sup>533</sup>.

Le réseau de groupes informels et d'associations locales fait appel aux instances de l'UE de forcer la municipalité de Sofia à faire cesser le paquetage (qui se fait à ciel ouvert et sur des terres cultivables) insistant sur le fait que la technologie est prohibée par l'Union européenne et qu'elle menace la santé de la population habitant aux environs des terrains de paquetage, empiète sur les droits fondamentaux des citoyens, dont le droit à un environnement sain et le droit de qualité de vie, garanties par la Constitution bulgare de 1991<sup>534</sup>. Les citoyens posent aussi un problème qui renvoie aux fondements mêmes de la cohabitation en démocratie : Est-il démocratique que la santé et le bien-être d'une minorité soient sacrifiés à l'autel du bien-être de la majorité ?

En effet, le mécontentement des citoyens est exacerbé par la découverte qu'un des conseillers municipaux, originaire d'un des quartiers-cibles, a “emprunté” la technologie à une firme en provenance de Sicile<sup>535</sup> et qu'une de ses propres firmes a gagné le marché public pour le service municipal « paquetage des déchets ». Le choix de la nouvelle technologie amène à l'amendement de la législation : sont modifiées la Loi sur l'environnement, la Loi d'aménagement du territoire, la Loi de gestion des déchets.

Malgré les efforts de la municipalité et des médias à semer le désaccord parmi les groupes citoyens (population « autochtone » des endroits concernés contre les habitants du centre-ville et des quartiers éloignés), une coalition citoyenne solidaire se constitue, englobant des organisations de type différent (comités d'initiative des riverains, associations écologiques, ONG locales et nationales) qui tire la sonnette d'alarme en faisant recours à des procédés multiples : protestations et blocages d'autoroutes, démonstrations de rue et désobéissance civique (quelques associations font appel aux habitants de Sofia de boycotter les élections municipales pour le poste maire de Sofia<sup>536</sup>), pression sur les instances

---

<sup>533</sup> Voir „Екоорганизации: Кметът да поеме отговорност за отпадъците”, consultable sur <[http://old.bluelink.net/zero-waste/camp\\_opinions.shtml?x=8531](http://old.bluelink.net/zero-waste/camp_opinions.shtml?x=8531)> (08.10.2011).

<sup>534</sup> Des experts-citoyens font même des analyses et des études prouvant que les courants d'air sont plus favorables pour les riverains et que les citoyens des autres quartiers seront beaucoup plus touchés par les effusions vénéneuses en raison de la direction spécifique de la rose des vents. Ils tirent la sonnette d'alarme sur le fait que l'infiltration du résidu des déchets dangereux dans le sol est susceptible de contaminer les nappes phréatiques.

<sup>535</sup> Au cours de ces événements à Sofia, Naples est secoué par une grave crise de traitement des déchets qui suscite des débats publics au sujet du monopole de la “mafia ordurière” sur le système de gestion de secteur.

<sup>536</sup> A moins que les candidats proposent une stratégie pour résoudre le problème et arrêter la pollution.

responsables<sup>537</sup>, à tous les niveaux de prise de décision, accompagnée de campagnes informationnelles, médiatiques et éducationnelles destinées au grand public de Sofia.

Un des résultats majeurs de cette coalition est l'acceptation officielle de celle-ci **comme partenaire des autorités** : En février 2006, à la suite de quelques mois de pression incessante de la part des groupes citoyens, la Commission de l'environnement et des forêts près de la Municipalité reconnaît la légitimité des demandes des citoyens et prend la décision de faire inclure la coalition citoyenne dans le processus décisionnel concernant la gestion des déchets de la capitale<sup>538</sup>.

Or, les effets de ces campagnes sont plus larges encore : D'un côté, elle réussit à attirer l'attention du public sur le problème de plus en plus compliqué relatif à la conservation et la gestion des déchets dans les métropoles<sup>539</sup>. D'autre côté, elle représente un exutoire du mécontentement public, notamment lorsqu'elle dévoile les liens étroits existant entre la mafia ordurière et l'administration municipale.<sup>540</sup> Par ailleurs, elle fait intégrer dans l'agenda des médias et de la Municipalité le débat sur le choix de technologie appropriée pour traiter les déchets - de cette manière, elle joue le rôle d'« éveilleur des esprits » familiarisant le public avec les standards écologiques de l'UE en la matière. Qui plus est, la coalition qui émerge à la suite de la campagne portant le nom évocateur *Zero Waste* (Déchets zéro) **fait rapprocher et fait travailler ensemble des citoyens et des organisations des trois générations vertes**. Elle regroupe une multitude d'acteurs divers – associations nationales de la première génération verte telles que le Mouvement national *Ecoglasnost*, ONG expertes de la seconde génération, jeunes associations et comités de riverains des endroits concernés, ainsi que des associations locales des villes et des villages aux environs de la capitale, et d'autres groupes citoyens non formels <sup>541</sup>.

La coalition met le début d'un débat public (relayé par la suite par les médias et repris par les instances compétentes) sur la nécessité de la mise en place d'une stratégie nationale pour le traitement des déchets faisant inclure **tous les groupes concernés**. Elle propose également à la Municipalité une stratégie de gestion intégrée des déchets (élaborée par les experts de la coalition) qui aurait réduit au minimum la nécessité de déposer l'ordure. La

---

<sup>537</sup> Les associations font un recours en justice contre l'Inspection régionale de l'environnement et des eaux le quel elles remportent au bout d'un procès de trois ans.

<sup>538</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2012). Op.cit. p.12.

<sup>539</sup> Après la décision du tribunal de première instance, et les avertissement de la Commissions européenne, la Municipalité de Sofia négocie avec Plovdiv, seconde ville en Bulgarie en terme d'influence économique et culturelle, d'y faire transporter via le réseau ferroviaire et d'y déposer les déchets paquetés de la capitale. Les habitants des endroits destinés à y stocker les ordures se mettent à leur tour à protester.

<sup>540</sup> La collecte des déchets est usurpée pendant plus d'une décennie par la firme Wolf propriété du businessman Roumen Gajtanski connu sous le surnom assez évocateur Le Loup.

<sup>541</sup> КРЪСТАНОВА, Радосвета (2009). Гражданско общество и природозащита в България в контекста на европейските ценности. В. - *Европейски ценности и гражданско общество*. Канева, Л, Мизов, М. (съст.) София: Фондация Солидарно общество и Фондация Жан Жорес, 179-194.

stratégie prévoit la diminution des déchets “à la source” (tri, recyclage et réutilisation) et la mise en application stricte de l'évaluation stratégique sur l'environnement, notamment **l'obligation de consultations publiques pour tout grand projet**, en conformité avec la législation nationale et européenne<sup>542</sup>.

De cette façon la coalition se constitue en véritable acteur de „la démocratie environnementale » - **elle se fait le porte-parole des plus hauts standards et normes écologiques nationaux et européens, et des normes de vie en démocratie** où la qualité de vie est indissociable de la possibilité d'implication des citoyens dans les décisions politiques les concernant de près. Un exemple éloquent : pour Noël 2005, les citoyens font remettre au maire de la capitale en guise de carte de vœux, une copie de la Convention d'Aarhus faisant rappeler à l'autorité que la législation internationale en matière environnementale a consacré la participation et le contrôle citoyens dans les questions relatives au milieu de vie.

En effet, la coalition citoyenne arrive aussi à des résultats palpables qui profitent aux riverains – au bout de trois ans l'ordure emballée quitte ces endroits et s'achemine en dehors de la capitale et à l'étranger<sup>543</sup>. Au lieu d'être résolu - comme il arrive en réalité avec la plupart des problèmes écologiques - le problème sort de son contexte local et se généralise. Les similitudes de ces mobilisations avec les premières écomobilisations à Roussé sont évidentes : Là aussi, en l'espace de quelques mois, le problème local d'une ville se transforme en problème systémique (devient un problème de tout le système) qui concerne déjà les politiques d'une entité supranationale: l'Union européenne.

### **3.4.2. Le combat pour la nature sauvage : la campagne *Sauvons Irakli* (Да спасим Иракли)**

« Pour quelques générations de bulgares Irakli fut un symbole de la liberté d'esprit. Aujourd'hui, le lieu s'est transformé en emblème de la nouvelle vague écologique, d'une nouvelle génération verte. » (Ildiko Otova<sup>544</sup>)

La pression des investisseurs sur le littoral de la Mer Noire qui conduit à la bétonnisation de la côte et des stations estivales, vont provoquer la première campagne

---

<sup>542</sup> “Граждански организации настояват за прекратяване на балирането и въвеждане на стратегията за “Нулеви отпадъци” в столицата” [13.06.2006].URL < <http://old.bluelink.net/zero-waste/barometer.shtml>>, 29.09.2011. (“Les organisations citoyennes réclament l'arrêt du paquetage des déchets et la mise en place de la stratégie « Déchets zéro »).

<sup>543</sup> De plus, dans les deux endroits où les protestations citoyennes ont été les plus intenses, la firme renonça à son idée d'y faire déposer les déchets.

<sup>544</sup> ОТОВА, Илдико (2013). Екологичните мобилизации в България оф- и он-лайн. В. - *Дигиталният гражданин*. Кръстева, А. (съст) София: Нов български университет. 148-160 [151].



citoyenne majeure pour la protection des richesses naturelles de Bulgarie. Cette campagne pionnière, menée déjà depuis déjà huit ans par le groupe citoyen *Da spassim Irakli*<sup>545</sup> (Sauvons Irakli) est importante pour notre analyse pour plusieurs raisons dont voici les principales :

- **c'est la première campagne écologique en Bulgarie dont l'envergure, la couverture médiatique et l'impact politique sont comparables – et même supérieurs – à ceux des premières mobilisations écologiques dissidentes.** La campagne commence au printemps 2006 comme initiative d'un groupe de citoyens dont l'objectif est de protéger une des peu nombreuses plages non urbanisées sur la côte - la plage d'Irakli, partie du réseau européen NATURA 2000. Au bout de deux mois seulement elle devient une campagne nationale, approuvée et soutenue par le public (6000 signatures sont collectées en une journée le 24 juin 2006 au cours de l'événement “24 heures de musique pour Irakli<sup>546</sup>”) ; son impact se fait sentir à l'étranger, notamment en Europe occidentale, grâce au lobby des immigrés bulgares. Des événements (protestations de rue, défilés, blocages, concerts en plein air accompagnés de collecte de signatures) sont organisés périodiquement à Sofia et dans quelques autres grandes villes bulgares et européennes dont Plovdiv, Varna, Stara Zagora, Roussé, Blagoevgrad, Pernik, mais aussi Amsterdam et Berlin ;

- le groupe citoyen *Sauvons Irakli* réussit non seulement à gagner du support public pour la cause; il arrive aussi à « contraindre » le Ministère de l'environnement à signer un moratoire (prolongé deux fois) sur les projets de constructions sur le site<sup>547</sup>

- la mobilisation fait vite surmonter le stade de “*one issue movement*” (un mouvement, un problème) ; en l'espace de six mois la campagne ayant démarrée comme initiative de défense d'une plage pittoresque, se transforme en campagne nationale pour la protection du littoral de la mer Noire **symbolisant la renaissance du mouvement écologique en Bulgarie.** En janvier 2007, des représentants des nouveaux groupes citoyens et des vétérans des ONG vertes des années 1980 et 1990, vont soumettre au président de l'Assemblée nationale une pétition signée de plus de 50 000 citoyens bulgares. La pétition, qui sera déposée aussi au Parlement et à la Commissions européens, réclame **la nécessité d'adoption de stratégie nationale pour la protection des richesses naturelles (biodiversité et paysagère) de la côte de la Mer noire**

---

<sup>545</sup> Site web du groupe citoyen <<http://daspasimirakli.org>> (12.11.2009).

<sup>546</sup> Site web du groupe citoyen <<http://daspasimirakli.org>>. (12..11.2009)

<sup>547</sup> URL: <[http://daspasimirakli.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=125&Itemid=17](http://daspasimirakli.org/index.php?option=com_content&task=view&id=125&Itemid=17)> (28.09. 2011).

**dans leur qualité de richesse bio-culturelle à l'échelle européenne**<sup>548</sup>. Le document met en avant notamment l'urgence de définir la protection du littoral comme priorité nationale ; elle invite le législateur national à élaborer des lois qui garantiraient la défense de la plage Irakli et des autres sites encore vierges comme « **territoires pour les générations futures** »<sup>549</sup> Cette pétition va devenir le premier pas vers la création d'un nouvel parc national: Le parc national du Littoral, soumis au vote du Parlement national en 2014<sup>550</sup>.

–la campagne fait rapprocher les militants des différentes générations vertes, fait révéler la nécessité d'action politique conjointe et **fait poser ainsi les fondements de la coalition** *За да остане природа в България* (For the Nature);

–*last but not least*, la campagne, animée presque exclusivement de jeunes de la génération Erasmus, **fait rapprocher le mouvement écologique bulgare avec les mouvements de justice sociale au travers le monde**. Ces similitudes sont visibles autant dans les moyens d'action et d'expression publique que dans les revendications d'équité, de justice sociale et environnementale et de défense de la diversité. La préoccupation pour les générations futures, message-clé et objectif du développement durable, cesse d'être le privilège d'une élite éveillée, se démocratise et acquiert des dimensions politiques réelles. Elle se fait le miroir des valeurs, des attitudes et des représentations de la génération – „produit” de la transition démocratique, grandie et socialisée parallèlement au processus de démocratisation, elle porte tous ses traits positifs, mais aussi ses déformations<sup>551</sup>.

– De cette façon, *Sauvons Irakli* apparaît, selon la formule de Petar Kanev, comme « la semence des initiatives écocitoyennes spontanées<sup>552</sup> » en Bulgarie du début du nouveau millénaire.

### **3.4.3. De la mer à la montagne : les campagnes *Citoyens pour Rila, France-Rila et Sauvons Strandja***

Dans les deux années suivantes les campagnes gagnent en intensité, les cas se multiplient et se diversifient. Le groupe *Citoyens pour Rila* (*Граждани за Рила*) émerge comme campagne militant contre la construction de nouvelles ski -pistes dans les territoires

---

<sup>548</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2009). Op.cit.

<sup>549</sup> Site web de la coalition For the Nature, consulté le 21.09.2011. URL: <<http://www.forthenature.org>>

<sup>550</sup> Voir ЛЮЦКАНОВА, Мила (2011). Нови, млади, „зелени“ : Онлайн измерения в развитието на зелената идея. In. - *Нови медии – нови мобилизации*. София: Институт Отворено общество, 90-101 et le site web de la coalition For the Nature, consulté le 21.09.2011. URL: <<http://www.forthenature.org>>.

<sup>551</sup> ОТОВА, Илдико (2013). Екологичните мобилизации в България оф- и он-лайн. Op.cit. p.151.

<sup>552</sup> КАНЕВ, Петър (2009). В търсене на място за бъдеще. In. - Канев, П., Кръстанова, Р. (съст.). *Място за бъдеще. Година първа*. София : СГС Щастливеца, 11-53 [23].

protégés du parc national Rila, notamment contre le projet prévoyant la construction d'un huitième lac artificiel à côté des sept emblématiques lacs de Rila.<sup>553</sup> A la suite de l'activisme d'un réseau de citoyens français et bulgares, coordonné par David Morand, la campagne s'élargit et acquiert des dimensions trans-européennes sous l'appellation *France-Rila*<sup>554</sup>.

Or, **les cas concrets renvoient à des questions d'intérêt général** ; ils soulèvent des débats publics sur certains grands thèmes passés sous silence, sous-estimés ou occultés par les élites politiques : les rapports entre intérêt public et intérêt privé en matière de gestion des richesses naturelles, la nécessité de définir des priorités nationales en matière environnementale; le besoin d'approche stratégique, écologique et intégrée lors de la planification de l'aménagement du territoire (notamment des villes); le besoin de dépasser l'opposition sacro-sainte entre développement économique et protection de l'environnement naturel.

Les interactions avec le pouvoir gagnent aussi en intensité et en qualité et se font doter de modes d'action et d'expression nouvelles : pour la première fois après la période de début de la transition (1989-1991 et 1996-1997) **l'espace public est envahi de démonstrations de masse**. Celles-ci dépassent les modalités conventionnelles et les formes autorisées par la loi : à côté des manifestations et des défilés pittoresques, se multiplient les blocages de rue et de boulevards réalisés via des mobilisations - éclairs (*flash-mobs*<sup>555</sup>), les démonstrations thématiques; les spectacles théâtraux à plein air, présentés devant les bâtiments des institutions – Parlement, Conseil des ministres, ministères et agences, municipalités etc. mais aussi à la plage, au bord de la mer ou à la montagne. Des événements ludiques tels que « Le plus long baiser dans toute l'histoire du jour de Saint Valentin » (dédié à la conservation amoureuse de la nature bulgare) ou « Le Défilé des fous naturels » (visant à faire reconnaître le droit de Cité de la diversité biologique et humaine) font date dans l'histoire du mouvement, faisant preuve de l'énergie créatrice des „nouveaux éco-jeunes“. L'avènement de la nouvelle culture de communication par Internet et les réseaux sociaux fait dynamiser ce processus tout en multipliant **les formes insolites et surprenantes de mobilisation, de communication avec des publics différents et de pression sur les autorités**.

Par ailleurs, les campagnes pour la défense des sites naturels et des parcs nationaux s'accompagnent d'une vague d'éco-activisme en faveur du milieu de vie dans les grandes

---

<sup>553</sup> Il s'agit de la construction d'un bassin de neige artificielle.

<sup>554</sup> Voir Site web de la coalition For the Nature < <http://forthenature.org/partners/4>> (02.10. 2014).

<sup>555</sup> Terme anglais, traduit généralement par "mobilisation-éclair" ou "foule éclair", est le rassemblement d'un groupe de personnes dans un lieu public pour y effectuer des actions convenues d'avance, avant de se disperser rapidement. Le rassemblement étant généralement organisé au moyen d'Internet, les participants ne se connaissent pas pour la plupart. Le terme foule éclair s'applique généralement aux rassemblements organisés via des médias sociaux ou courriels viraux (e-mails viraux), plus qu'à ceux organisés par des sociétés de relations publiques ou pour une « cascade publicitaire ».

villes : La coalition *Citoyens pour une Sofia verte* émerge comme mouvement de réaction contre la privatisation et la destruction du tissu urbain vivant (parcs, jardins publics, monuments et lieux de mémoires) pour se transformer en union. Après des batailles acharnées avec la Municipalité elle arrive à gagner le statut d'organisation citoyenne ayant le droit à participer à l'élaboration du nouveau Plan d'aménagement de la ville. Les associations et les groupes citoyens de la coalition participent notamment à la désignation de tous les espaces verts de la métropole. Une autre coalition ; de nouveau créée spontanément par des architectes, ingénieurs et artistes, milite à Varna, plus grand port bulgare sur la Mer noire, pour la conservation du Jardin maritime.

*La politique de protestation* qui devient l'un des emblèmes de la période, mène souvent à des résultats politiques plus efficaces et a la mise en application plus rapide des décisions prises par les instances : Ni les recours en justice et les poursuites lancées (devenus une pratique quotidienne au cours de cette période), ni les demandes d'accès à l'information, ni la pression directe dans les commissions des instances nationales et locales, ni le lobbysme près des politiciens, ne sont susceptibles de les égaler<sup>556</sup>. Un exemple : les protestations de masse provoquées par la décision de la Cour suprême administrative (ayant déclaré la nullité juridique du statut du parc naturel Strandja en été 2007 sous la pression des „gros investisseurs »), ont contraint les juges à revisiter leur décision. La désobéissance civile amena à la restitution du statut du parc et fit produire une décision judiciaire plus générale faisant dorénavant impossible la pratique récurrente d'annulation ou de réduction du territoire des sites protégés<sup>557</sup>.

Voici le témoignage d'un participant, parlant des motivations de ce nouvelles éco-mobilisation et des nouveaux modes de “faire politique autrement” :

« J'ai participé à la protestation improvisée et je me sens encore très ému (...) Mais je ne suis pas ému car quelque chose d'extraordinaire soit arrivé au cours de la protestation ; ce qui m'a touché c'est que j'ai vu peut-être les véritables prémices de société civile en Bulgarie. (...) La prise de conscience que qu'il n'y a personne pour te défendre ; qu'il n'y a personne non plus à défendre ta nature, ici, en Bulgarie. C'est pour cela que les gens se sont rassemblés.... pour tenter de faire quelque chose. Peut-être pas la chose la plus sage. Mais ils l'ont fait d'une manière improvisée. Sans organisateurs. Sans leaders. Sans plan. Sans objectifs

<sup>556</sup> Dans le cas d'Irakli la Cour administrative suprême a décidé en 2011 de faire arrêter les travaux de la firme investisseur Swiss Properties au bout d'un combat judiciaire qui a duré six ans. Voir la page web du groupe citoyen Sauvons Irakli (Da spassim Irakli). URL: [http://daspasimirakli.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=366&Itemid=1](http://daspasimirakli.org/index.php?option=com_content&task=view&id=366&Itemid=1) (22.09.2011).

<sup>557</sup> Page web de la coalition For the Nature. URL: <<http://forthenature.org/cases/10>> (02.10.2013).

politiques intéressés. Ils l'ont fait comme ça, pour eux. Et pour tous ceux qui, comme moi, vivent toujours ici<sup>558</sup>.»

#### 3.4.4. Européanisation des enjeux : la campagne citoyenne NATURA 2000

En été 2007, à la suite d'une campagne citoyenne qui dure huit mois, le Conseil des ministres accepte et l'Assemblée nationale vote les territoires nationaux destinés à faire partie du réseau européen NATURA 2000. En effet, la campagne émerge comme réaction à la décision du gouvernement de faire réduire de 16 % (presqu'à moitié) les zones protégées en Bulgarie, prévues à être intégrées dans le réseau éponyme, et couvrant 34% du territoire du pays. Cette campagne jouit d'une reconnaissance publique considérable : en atteste le fait qu'après la campagne, les citoyens bulgares sont **plus sensibilisés que tous les autres citoyens de l'Union européenne** du sens et des objectifs de cette initiative européenne, ainsi que des sanctions judiciaires en cas de non observation<sup>559</sup>. En effet, cette victoire citoyenne est décisive pour l'évolution du mouvement : les enquêtes et les analyses sociologiques démontrent le support du public pour les campagnes environnementales qui sont reconnues comme représentant l'intérêt général face aux intérêts des lobbies au pouvoir. L'approbation vis-à-vis des écologistes, et le soutien public pour les organisations écologiques et leurs campagnes, apparaissent régulièrement dans les rapports relatifs aux organisations de la société civile<sup>560</sup>, et l'état et la qualité de la démocratie en Bulgarie<sup>561</sup>.

La vague d'éco-activisme de cette période fait intensifier les contacts avec les institutions européennes ; elle fait aussi accroître la qualité et l'efficacité des interactions du

---

<sup>558</sup> Cité par OTOVA, Ildiko (2013). Le mouvement écologiste en Bulgarie : on et off-line. In. - *E-Citoyenneté*. Krasteva, A. (dir). Paris: Harmattan. p. 153.

<sup>559</sup> Ainsi par exemple, selon une étude de l'opinion publique, menée par l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Bulgarie, 87% des répondants soutiennent les protestations contre les projets de constructions à Irakli, 86.7% - celles pour la protection du parc Strandja, 75.1% se déclarent contre la construction de nouvelle ligne du funiculaire dans la zone des sept lacs de Rila, 73.1% et 72.1% sont opposés à la construction de nouvelles ski pistes dans les Rhodopes et à Pirine. « En général, ces niveaux élevés de soutien attestent de l'efficacité des activités destinées à sensibiliser le public avec les problèmes. » In.- БИЕРИ, Ф., СТОИЛОВА, Р. (2010) *Опазване на природата: Стратифицираното обществено мнение*, Op.cit, p. 246. En conclusions, les auteures démontrent que la défense de la nature échappe à la stratification sociologique : toutes les strates sociales en Bulgarie approuvent le militantisme écologiste.

<sup>560</sup> Voir par exemple ИНДЕКС ЗА УСТОЙЧИВОСТ НА НПО (2008, 2009) <[http://www.usaid.gov/locations/europe\\_eurasia/dem\\_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf](http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf)> et CIVIL SOCIETY IN BULGARIA. NGOs VERSUS SPONTANEOUS CIVIC ACTIVISM? (2013). Bulgarian report for the Study "Has Our Dream Come True?" Comparative Research of Central and Eastern European Civil Societies. Kabakchieva, P., Hristova – Kyrzidlowsky, D. Sofia: Open Society Institute.

<sup>561</sup> Voir les conclusions de l'analyse « Обществени нагласи по темите за опазване на природата в България » de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences, pour la période 15.10.-26.10.2007, Op. cit. et les observations de l'étude des perceptions publiques relatives à la protection de la nature en Bulgarie, effectuée par l'agence sociologique Alpha Research, commanditée par la coalition For the Nature et WWF-Bulgarie „Проучване на обществените нагласи за опазване на природата в България“. Consultables sur le site de la coalition For the Nature. URL: <<http://forthenature.org/documents/category/54>> (11.11.2011).

mouvement à l'échelle européenne. En résultat de la pression exercée sur la Commission européenne (plusieurs signaux de violation à législation environnementale de l'Union européen en Bulgarie sont déposés périodiquement couvrant les plus importants “cas chauds”), les nombreuses pétitions remises au Parlement (la pétition pour la défense de Rila à elle seule fit recueillir plus de 170 000 de signatures de citoyens bulgares, français, allemands et néerlandais<sup>562</sup>) et la constitution d'un réseau international de pression citoyenne, le mouvement vert bulgare gagne en visibilité sur la scène européenne.

En décembre 2005, à la suite des campagnes citoyennes pour résolution de la crise avec les déchets et pour la protection des espaces verts, le commissaire responsable de l'environnement de l'Union européenne Stavros Dimas, rend une visite officielle en Bulgarie. Un de ses objectifs est de rencontrer la société civile verte<sup>563</sup>. La visite de représentants de la Commission des pétitions de l'UE en octobre 2008 de sa part, est provoquée par les nombreux signaux d'infraction à la législation européenne en matière de protection de l'environnement, et par le succès de la campagne citoyenne NATURA 2000. Celle-ci, comme nous l'avons fait remarquer, contraint le gouvernement bulgare à renoncer à sa décision de faire exclure du réseau des sites à haute valeur économique, culturelle et symbolique afin de satisfaire aux demandes de personnalités politiques haut placées<sup>564</sup> et de “gros investisseurs” proches au pouvoir<sup>565</sup>. De plus, l'intervention citoyenne fait épargner au contribuable bulgare des milliers d'euro d'amendes et conduit à la restitution complète du réseau, défini par les scientifiques et les experts du secteur environnemental<sup>566</sup>.

**TABLEAU 10. Sensibilisation des citoyens européens aux enjeux de la perte de biodiversité et au sens du réseau européen de sites bio culturels protégées NATURA 2000**

Pays	Je connais	Je connais et je peux expliquer	Je ne connais pas du tout
1. Finlande	81%	40%	19%
<b>2. Bulgarie</b>	<b>73%</b>	<b>38%</b>	<b>27%</b>

<sup>562</sup> КАНЕВ, Петър (2009) В търсене на място за бъдеще. Op.cit.

<sup>563</sup> <[http://daspasimirakli.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=338&Itemid=1](http://daspasimirakli.org/index.php?option=com_content&task=view&id=338&Itemid=1)> (29.09.2011).

<sup>564</sup> L'ex- tsar de Bulgarie et chef du parti NDSV Siméon II demanda la restitution de forêts séculaires dans le Rila, ayant appartenu, à son avis, personnellement à la famille royale.

<sup>565</sup> Le frère du premier ministre socialiste, s'apprêtait à faire construire une station estivale sur une des dernières plages non urbanisées de la Mer noire, site du réseau NATURA 2000. Il s'agit de Dimitrii Stanichev, frère du président du groupe du Parti des socialistes européens (PSE) Serguej Stanichev.

<sup>566</sup> „Министерски съвет разшири НАТУРА 2000“, в сайт на коалиция За да остане природа в България. [„Le Conseil des ministres a élargi NATURA 2000“ Consultable sur <<http://forthenature.org/news/1969>>, 11.11.2011].

3. Estonie	60%		40%
4. Slovaquie	55%		45%
5. Grèce	53%		47%
6. Portugal	53%		47%
7.			
8.			
9.			
10.			
11. <b>France</b>	<b>31%</b>	<b>12%</b>	<b>69%</b>

(Source: Eurobaromètre 2010<sup>567</sup>)

### 3.4.5. Consolidation du mouvement : La coalition For the Nature in Bulgaria (*За да остане природа в България*)

La vague de campagnes éco-citoyennes et l'apparition de nouveaux acteurs verts vont rapprocher le secteur non gouvernemental et les nouveaux réseaux citoyens. L'élargissement de la base sociale du mouvement est couronné à la fin de l'année 2006 par la création de la coalition *За да остане природа в България* (For the Nature in Bulgaria).

Avec la coalition, **le mouvement renoue avec la participation citoyenne directe et la non formalité**, propres aux organisations de la période dissidente. Les procédures au sein de la coalition (notamment l'adhésion des nouveaux membres) sont soumises aux principes de l'ouverture, la transparence et l'équité: La taille, le statut juridique et le nombre formel des adhérents de la structure ne sont pas pris en considération. **La prise de décision par consensus est adoptée**, les délibérations (concernant des cas courants ou des questions d'urgence) se font régulièrement à vive voix et quotidiennement sur Internet. Comme le dit l'un des initiateurs de la coalition Andrej Kovatchev, un des plus grands mérites de la coalition est la mise en place « de la culture du travail en coalition » où **toute la diversité des acteurs du mouvement (générationnelle; formelle ; thématique) est représentée** : les organisations de protection de la nature sauvage côtoient les associations de protections des espaces verts et des monuments architecturaux des villes; les formations créées pendant la période dissidente

<sup>567</sup> Dans le rapport de 2010-2012 la perte de biodiversité est reconnue par 50% des citoyens bulgares (6ème place parmi les pays de l'UE) comme “un problème très grave”, contre seulement 1% qui déclarent que “ce problème n'existe pas”. URL: <[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/flash/fl\\_290\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_290_en.pdf)>.



et les ONG des années 1990 collaborent avec les nouveaux “groupes citoyens” et les réseaux de “la génération Internet”. Une partie considérable des organisations membres sont non formelles, le nombre des adhérents qui ne sont pas des experts – écologistes ou biologistes, s'élargit : Il est à noter que **la coalition elle-même n'est pas déclarée ni enregistrée juridiquement.**

Dans la période 2006-2012 la coalition se fait la promotrice principale de la thématique environnementale dans l'agenda politique de Bulgarie ; **jusqu'à la période présente elle demeure le plus important acteur de la politique écologique dans le pays.**

Ceci est dû à des facteurs différents. D'abord, à la diversité des instruments d'influence politique (conventionnels et non-conventionnels) dont elle se sert. Les mobilisations sur Facebook se combinent avec protestations de rue classiques ; les *flash-mobs* et les défilés provocatifs s'accompagnent d'analyses minutieuses de la législation et de propositions de lois ; les recours en justice viennent compléter les rencontres quotidiennes avec les autorités à tous les niveaux de prise de décision. Ensuite, ses succès sont dus à sa structure démocratique et à la formule de prise de décision interne (le consensus). Cette formule fait quelquefois ralentir ou alourdir le processus décisionnel mais contribue d'une manière décisive à démocratiser le mouvement en soumettant à la délibération de **tous les membres** les solutions recherchées, et en mettant sur un pied d'égalité des organisations dont la taille, l'origine, l'appartenance générationnelle, les objectifs et les effectifs, donc – la culture - se distinguent sensiblement. Une des caractéristiques les plus intéressantes étant que certains des membres et des partenaires adhèrent **individuellement, comme personnalités** (un photographe, quelques avocats etc.) De cette façon, la coalition fait répandre une culture civique participative fondée sur l'équité.

Par ailleurs, son prestige est lié à ses **performances politiques réelles et visibles** : *3a да остане природа в България* fait initier et adopter des lois et des modifications législatives (la Loi de la protection de l'environnement, la Loi sur les forêts, la Loi sur la diversité biologique, la Loi sur les aires protégées, la Loi sur la chasse, la Loi sur l'aménagement du territoire<sup>568</sup>) qui freinent la privatisation accélérée des richesses naturelles du pays. La coalition a participé au processus de modification de la législation sur les OGM en Bulgarie (un cas que nous allons examiner dans le chapitre suivant) ; sous son initiative les échanges spéculatifs de terrains appartenant à l'État ont été réduits, prohibés plus strictement par le législateur. De plus, elle exerce un impact sur le processus décisionnel du pouvoir exécutif au plan local (les moratoires imposés sur les travaux de constructions dans des sites protégés au bord de la mer, et dans les montagnes), national (la campagne NATURA 2000) et européen

---

<sup>568</sup>

Coalition *For the Nature*. URL: <<http://forthenature.org/documents/category/34>> (11.11.2011).



(la loi sur les OGM en Bulgarie est une des plus restrictives à l'UE<sup>569</sup>) et fait créer des précédents dans la pratique judiciaire (le cas de la restitution du statut du parc naturel Strandja par exemple<sup>570</sup>).

Les performances de la coalition sont dues au fait que les nouveaux groupes de citoyens de la plus jeune génération réussissent à faire travailler ensemble les représentants des trois générations vertes, en les encourageant à surmonter leurs conflits et désaccords. L'activité conjointe des écologues-experts et des citoyens-écologistes fait augmenter la qualité des interactions avec les autorités et les “instances compétentes” et fait accroître la visibilité des campagnes et de leurs résultats politiques. **La nouvelle logique directrice de travail** instaurée au sein du mouvement, qui met l'accent sur la continuité des campagnes et des objectifs au moyen et à long terme, **fait répandre les messages écologiques auprès d'un public très large et contribue à la soutenabilité des résultats**. Qui plus est, grâce à son pragmatisme (les campagnes sont orientées vers des résultats palpables) la coalition gagne la confiance de la majorité des citoyens. Ce constat se justifie par les pétitions concernant des sujets écologiques soutenus par des dizaines de milliers (dans certains cas - par des centaines de milliers de bulgares); il est corroboré par le degré très élevé d'approbation des campagnes clés initiées par le mouvement<sup>571</sup>.

**TABLEAU 11. L'opinion publique sur le rôle des organisations écologistes en Bulgarie**

	% de tous
<b>1. Les organisations écologistes garantissent la protection de la nature et de l'environnement en Bulgarie</b>	<b>83.1</b>
<b>2. Les organisations écologistes freinent le développement économique de la Bulgarie</b>	16.9
	100 %

(Source : Institut de sociologie, Académie des sciences de Bulgarie 2008<sup>572</sup>)

<sup>569</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2012). *Green Movement and Green parties in Bulgaria*. Op.cit.

<sup>570</sup> „Българският съд окончателно обяви за незаконен комплекса „Златна перла“ в Природен парк Странджа“, <<http://forthenature.org/news/669>> и „Странджа остава природен парк“. Site de la Coalition For the Nature, URL: <<http://forthenature.org/news/74>> (10.11.1011).

<sup>571</sup> Cette étape importante de l'évolution du mouvement est examinée en détails par Petar Kanev, In. - Петър Канев, КАНЕВ, Петър (2009). В търсене на място за бъдеще, Op.cit et КРЪСТАНОВА, Радосвета (2008). Гражданското общество и природозащитата в България в контекста на европейските ценности, Op.cit.

<sup>572</sup> L'étude est consultable sur le site de la coalition For the Nature. URL: <<http://forthenature.org/documents/category/54>> / (12.08.2014).

Le mérite principal du mouvement-coalition est qu'il réussit à se constituer en **porte-parole de l'intérêt général** délaissé par les gouvernements de la transition. Dans une période où les adjectifs “public” et “commun” et les substantifs “bien” et “moral” sont perçus comme « politiquement incorrects », la coalition lutte à dé-privatiser les espaces naturels comme *espaces publics* et fait conquérir de nouveaux espaces de délibération et de débat – souvent insolites - indispensables pour la vie en démocratie. Dans ses messages publics et au travers ses revendications éco-politiques, il combat la corporativisation de la vie politique, la fusion de la démocratie avec le marché et devient “le champion vert” de la défense des principes de l'État de droit. Postulant que la qualité de l'environnement et la conservation des ressources naturelles, sont indissociables du respect de la loi par tous, le mouvement se fait d'une part défenseur d'une démocratie libérale classique, d'autre part il annonce la montée des revendications altermondialistes en Bulgarie dont il est un des principaux vecteurs.

En bref, au travers la thématique écologique, le mouvement gagne la sympathie et attire le support de citoyens appartenant à différents camps idéologiques car il se constitue en **pilier citoyen de la contestation du statu quo**, en champion de la légalité, en défenseur du bien public, et de l'État – providence. Dans le même temps, suivant la tradition tracée par ces prédécesseurs dissidents, il continue à lutter pour les droits écologiques individuels des citoyens bulgares, dans leur qualité de partie intégrante des droits individuels de l'Homme. En ce sens, il est **un mouvement de verts “de toutes les couleurs”** : la base sociale des militants et des sympathisants et très large et englobe des représentants de différentes idéologies politiques. En conséquence, **l'écologie et, en général, la protection de la nature – devenu synonyme d'intérêt public dans le contexte de la transition et de la “marchandisation” de la vie politique** - est acceptée facilement comme le dénominateur commun d'un activisme au service de la Loi, de la société, du bien commun.

TABLEAU 12. APPROBATION DES MOBILISATIONS ET CAMPAGNES ECOLOGISTES EN BULGARIE (2005-2008)

<b>Campagnes</b>	Approbation publique (%)	Désapprobation publique (%)
<b>Sauvons Irakli</b> , campagne pour la protection de la plage Irakli et	86.7%	13.3%

contre les projets de constructions sur le site		
<b>Sauvons Strandja</b> , campagne pour la protection du parc naturel Strandja, plus ancien parc naturel dans les Balkans	75.1%	24.9%
<b>Citoyens pour Rila</b> , campagne contre la construction de nouvelle ligne du funiculaire dans la zone des Sept lacs de Rila,	73.1%	26.9%
<b>Citoyens pour Pirine</b> , campagne contre la construction de nouvelles ski-pistes dans les Rhodopes et à la montagne Pirine	72.1%	27.9%

(Auteur: Radosveta Krastanova. Source: Fondation bulgare *Biodiversité* et Institut de sociologie, Académie des sciences de Bulgarie)

### 3.4.6. Formalisation du mouvement : fondation et évolution du second parti vert en Bulgarie Les verts (Зелените)

Une des caractéristiques les plus intéressantes du mouvement pendant cette période est qu'il arrive à réconcilier les adeptes de la "nouvelle politique" (refusant toute sorte d'engagement partisan et suspicieux par rapport aux partis politiques) et les partisans de la "vieille politique" (croyant à la nécessité de fonder leur propre parti vert ou de "faire verdier" tous les partis en s'y infiltrant).

Le premier parti vert en Bulgarie - *Зелена партия*<sup>573</sup> (*Le Parti vert*) – apparut au moment du plus grand essor du mouvement dissident, notamment du mouvement autour de *Ecoglasnost*. Fondé en décembre 1989, il demeure jusqu'à nos jours un des deux partis verts bulgares jouissant d'une reconnaissance à l'échelle européenne<sup>574</sup>. Ses performances sur la

<sup>573</sup> Voir la page web du parti Зелените <<http://www.greenparty.bg/>>. (07.11.2014) .

<sup>574</sup> Le parti est représentant des verts bulgares dans le groupe des Verts européens depuis 2004. Page web du parti Зелените. URL: <<http://www.greenparty.bg/index.php/2010-05-10-21-27-04>>. (23.10.2014).

scène natale sont pourtant assez modestes : à l'exception d'une campagne pour la protection de la montagne Vitocha en 1997, *Зелена партия* ne réussit pas à réaliser une percée plus significative de la thématique environnementale dans la politique de cette période. Le fait que le parti participe aux élections le plus souvent du côté du Parti socialiste (alias communiste) empêche les potentiels électeurs et sympathisants des verts à reconnaître en lui un véritable parti anti- systémique, combattant le statu quo. De plus, la plupart des anciens militants de *Ecoglasnost* refusent à y adhérer, certains pour des raisons de principe ( “la politique citoyenne et incompatible avec la politique partisane”) ou encore parce qu'une partie des dissidents craignent que le parti soit fondé à l'instigation des services secrets communistes en vue de s'infiltrer parmi les verts et de “mettre la main” sur le mouvement.

*Ecoglasnost*, de sa part, mouvement-co-fondateur de l'Union des forces démocratiques (UDF), se divise en deux “sous-partis”, suivant la ligne de démarcation partis du statu quo/partis du changement : le Club politique *Ecoglasnost*, s'allia avec les coalitions constituées par le PSB ; le Mouvement national *Ecoglasnost* resta fidèle à l'UDF. Le dernier participa activement à la campagne pour la résolution de la crise avec les déchets de Sofia et fut un des initiateurs de la coalition *Zero Waste* ; il fut également l'unique acteur vert en Bulgarie (dans la continuité tracée par les dissidents de la première *Ecoglasnost*) qui fit poursuivre le thème de l'énergie atomique.

Aucun de ces partis cependant n'osa se présenter seul aux élections, ce qui empêcha que la cause écologique soit reconnue comme une cause d'importance politique par la génération des électeurs des années 1990. Bien que certains des militants de la génération Écologie ont rejoint Le Parti vert et *Ecoglasnost*, la plupart sont restés „apolitiques” et ont choisi le secteur non gouvernemental pour développer leurs idées et faire valoir leurs convictions écologiques. Une raison supplémentaire expliquant cette situation est qu'une partie des militants écologistes de cette période ont sympathisé à la coalition du changement et ont voté pour l'UDF: Selon la majorité des représentants de cette génération l'impératif dominant de la période fut de « démocratiser la Bulgarie à l'européenne, faite démonter le parti communiste et de chasser les flics du système“.

### *Le parti vert Зелениме. Un Anti -Party Party*

Le nouveau parti vert *Зелениме*<sup>575</sup> (Les verts), fondés en 2008 dans la foulée de l'essor des campagnes citoyennes de la dernière décennie, profita du prestige public conquis par le mouvement à la suite des succès politiques de la coalition *For the Nature* et des réseaux

---

<sup>575</sup> Pour plus d'informations sur Зелена партия voir le site Internet du parti <<http://www.bulgariangreens.org>> (12.10. 2014).

citoyens de la nouvelle génération. Il est envisagé comme “l'aile politique de la Coalition *For the Nature in Bulgaria*<sup>576</sup>”, pour reprendre la formule de Boyan Yotzov, membre du Conseil d'administration du jeune parti.

Le parti déclare ouvertement ses liens généalogiques avec le mouvement. La continuité générationnelle au sein du mouvement est incarnée par ses coprésidents : Petko Kovatchev est issu de la première génération dissidente, Andrey Kovatchev, co-fondateur d'une des plus grandes ONG naturalistes de protection de la nature sauvage des années 1990 BALKANI, représente “la génération Ecologie”, Dennitsa Petrova, experte, et volontaire dans les campagnes citoyennes des années 2000, symbolise la génération Erasmus. « Le triumvirat » à la présidence vient attester que le parti souhaite se situer dans les meilleures traditions démocratiques des partis verts en Europe.

Dès le début pourtant, il est marqué par ce même antagonisme qui est propre pour tous les mouvements écologiques, en Europe ou ailleurs. *Зелените* est composé principalement de “réformateurs pragmatiques” qui ont emprunté la formule de « parti vert », faute de mieux, afin de changer le *statu quo* de dedans. Parmi eux, l'on découvre des militants de longue date et des citoyens-écologues de la plus jeune génération, estimant que les mécanismes de pression écologique de l'extérieur sont épuisés et qu'ils nécessitent à être renforcés par l'entrée d'un “vrai parti vert” dans le système. Les “vieux” partis verts - *Зелена партия* et *Ecoglasnost* - seraient déjà épuisés, non authentiques (soupçonnés d'être “pollués”, instrumentalisant l'écologie pour d'autres fins) et anachroniques (ne répondant pas aux impératifs du temps) ; il est grand temps, estiment les verts que la nouvelle génération fasse elle aussi un effort à “percer le système”.

L'évolution postérieure du parti fait révéler les difficultés des jeunes Verts à s'adapter au statu quo – difficulté dont témoigne l'expérience de la plupart des partis verts “anti partisans” (*Anti Party-Parties*), pour reprendre la formule de l'écologiste allemande Petra Kelly. La décision de se présenter indépendamment aux élections (les européennes et les législatives en été 2009, les municipales en automne 2009 ; les législatives en printemps 2013), ne mène pas aux résultats attendus : les votes pour Les Verts ne dépassent pas les scores de 0,5 % (avec quelques exceptions logiques dans la capitale et quelques villes de province) la majorité des sympathisants du parti s'abstenant de voter “par principe” ou votant pour d'autres partis. Les résultats pour *Зелена партия* sont encore plus modestes (0,3 % aux élections de 2013<sup>577</sup>).

---

<sup>576</sup> Cité d'après ЛЮЦКАНОВА, Мила (2011). Нови, млади, „зелени“ : Онлайн измерения в развитието на зелената идея. Op.cit. 90-101[93].

<sup>577</sup> Les trois partis verts qui se sont présentés indépendamment aux élections (Le parti vert, Le parti des Verts et Les Verts) ont recueilli environ 26 000 voix soit 1,2 % des suffrages exprimés. Site de la Commission électorale centrale, URL: <<http://results.cik.bg/ep2014/rezultati/index.html>> (12.10.2014). Le profil des

Comme résultat de son comportement au cours des campagnes électorales - aux victoires écologiques de la coalition s'ajoutent le refus des jeunes Verts à faire des coalitions avec les partis du *statu quo*<sup>578</sup> - le jeune parti jouit auprès du public d'une assez bonne réputation - celle d'un parti authentique, issue de la société civile verte et représentant les intérêts *réels* des larges couches sociales sacrifiées au nom du modèle du „marché démocratique“. Or, malgré cette réputation et bien que son programme soit rédigé en correspondance avec les programmes les plus progressifs des formations écolos<sup>579</sup> les résultats électoraux ne sont pas satisfaisants. En l'espace de six ans, le parti change plusieurs fois de présidence, le nombre des sympathisants et des bénévoles dépasse largement celui des adhérents dont les effectifs demeurent assez modestes<sup>580</sup>. Le parti est sympathique mais les sympathisants, (lorsqu'ils votent) préfèrent « le vote pragmatique » (voter contre les parti au pouvoir, contre le PSB ou encore contre les nouveaux partis populistes et nationalistes) ou bien s'abstiennent de voter<sup>581</sup>.

Par ailleurs, avec la montée de la popularité des formations du type populiste et nationaliste, résultant en partie de l'épuisement du modèle de la transition et du dégoût croissant envers les partis du statu quo (accusés d'avoir trahi les intérêts nationaux) communément partagé au sein de la population, nombre de citoyens sont attirés par les messages des verts qui mettent en avant la défense des richesses naturelles comme **priorité nationale et priorité de l'État**. C'est la raison pour laquelle, un peu paradoxalement, conservateurs du type traditionnel, socialistes et démocrates adeptes de l'État providence et même communistes et skinheads de l'extrême droite, partagent en Bulgarie le même goût pour la protection de la nature comme valeur idéologique par excellence ; avec les anarchistes, les écologistes dévoués et les citoyens-écolos, ils se retrouvent au sein d'un “patriotisme vert”.

Les démonstrations récentes pour la protection de la montagne Vitocha de l'été 2012 (contre la décision du gouvernement d'amender la Loi de la forêt en vue de satisfaire aux intérêts d'un des principaux sponsors du parti gouvernant GERB) - qui ont marqué le pic de

---

électeurs ayant voté pour les verts correspond à celui dans les autres pays européens. Les votes sont concentrés principalement dans la capitale et quelques grandes villes (une exception intéressante : tous les habitants du village H. ont voté pour le jeune parti Les Verts); en ce qui concerne l'âge et le statut social et professionnel, les adeptes des écolos se retrouvent le plus souvent parmi les jeunes, les représentants des professions libérales, le secteur académique et éducationnel, et les étudiants.

<sup>578</sup> La nouvelle formule adoptée lors des législatives en 2014 – se présenter ensemble avec une coalition de partis de droite (Le Bloc réformateur) – est vu sous un mauvais œil par la majorité des militants. Après avoir testé l'opinion des adhérents et des sympathisants pour les élections anticipées de 2014, la direction des Verts se rend compte que cette formule n'est pas au rendez-vous de l'humeur dominant au sein de la communauté environnementaliste en Bulgarie.

<sup>579</sup> Développement durable ; élargissement de la démocratie participative, justice sociale, contrôle étatique sur les ressources naturelles rares et régulation de leur utilisation ; accent prioritaire sur l'éducation. Consulter le site des Verts bulgares <<http://www.bulgariangreens.org>>.

<sup>580</sup> Aucun parti écologiste bulgare n'a communiqué le nombre de ses membres sur sa page électronique.

<sup>581</sup> Voir Annexe 1.

la « nouvelle vague verte » - ont prouvé encore une fois que la cause écologique en Bulgarie est *primo* une cause nationale, une des rares causes susceptibles de mobiliser des gens de “toutes les couleurs”<sup>582</sup> et *secundo*, que cette cause est perçue comme incarnation de la défense du bien commun et de l’État de droit, délaissés par la classe politique. La nature apparaît comme cette dernière source d’inspiration civique qui provoque un activisme authentique et peut surmonter le pessimisme, le désespoir et le cynisme qui dominent de plus en plus nettement les attitudes et le comportement politique des Bulgares au cours de la dernière décennie.

De cette façon, **la surévaluation de la nature** et l’importance extrême accordée à la cause écologique par les citoyens s’avère en même temps (et assez paradoxalement) **une des raisons principales** du manque de performances électorales des Verts en tant que parti politique, ce qui fait renforcer et légitimer le mouvement, notamment la coalition *For the Nature* comme **le véritable acteur de l’écologie politique en Bulgarie. Le fait d’être perçue comme une cause nationale, commune, civique,** ne permet pas que celle-ci soit reconnue comme une cause politique **partisane**.

Par ailleurs, les batailles entre Les Verts et le vieux parti vert *Зелена партия* (Le parti vert) en vue d’être reconnu comme “le parti vert légitime bulgare” font aiguïser les désaccords entre les militants et nuisent à la reconnaissance des deux partis par les citoyens. Après deux décennies passées dans le système sans performances significatives, *Зелена партия* se met à défendre son plus important attribut : le fait d’être accepté parmi les verts européens. En effet, avec l’adhésion de la Bulgarie à l’UE (2007), la force d’attraction de l’écologie augmente en raison des fonds considérables pour l’environnement. Ceci fait produire un véritable « avalanche » de formations vertes spéculatives – *Зелена България* (Bulgarie verte), *Зелени тигри* (Tigres verts), *Партия на зелените* (Parti des verts), désireux de s’approprier l’héritage du mouvement et d’en profiter (de son prestige social notamment) afin d’entrer dans la politique à l’échelle européenne. Ces formations vont rester dans l’histoire du mouvement principalement avec leurs efforts de semer le désaccord au sein de verts et de „piquer“ les succès de la coalition *For the Nature in Bulgaria*, les présentant aux nombreux sympathisants de la cause écologique comme « performances personnelles ». Ce dernier facteur pourrait expliquer aussi en partie la faible visibilité des « jeunes verts » : en raison du brouillage médiatique (les pseudo-verts ont à leurs disposition plus de ressources matérielles et par

---

<sup>582</sup> La présence d’adeptes et de militants de différentes idéologies politiques parmi les protestants lors des grandes manifestations pour la protection des montagnes en 2012 n’est en aucun cas accidentelle : le rédacteur en chef de l’organe du PSB *Rabotnitchesko delo* (Работническо дело) manifestaient aux côtés d’ex députés de la droite libérale et de la droite conservatrice.

conséquent – davantage de possibilités d'être aperçus durant les campagnes électorales), les citoyens “ordinaires” distinguent difficilement les verts authentiques des pseudo-écologistes.

### 3.4.7. Les partis verts et la “nouvelle politique”

Nous allons nous arrêter ci-dessous sur quelques aspects de l'évolution et de la nature du nouveau parti *Зелените* qui font de lui **un véritable représentant de la culture et des contradictions propres à la “nouvelle politique”**.

- **Un premier aspect** est l'attitude des militants et des sympathisants par rapport à l'engagement partisan qui impacte sur le support pour le parti vert: La majorité des militants au sein du mouvement (les réformateurs) quoique acceptant (et même soutenant) le parti, refusent à y adhérer; d'autres (les radicaux) ont pris catégoriquement leurs distances par rapport au parti, rejetant cette forme de participation politique comme inutile, voire – nuisible pour le mouvement. Ce type d'attitude est dû d'une part à la conjoncture spécifique bulgare – la méfiance vis-à-vis des partis politiques en général, est un des aspects les plus stables de l'attitude citoyenne face au système; elle caractérise tant la majorité des citoyens actifs que « le citoyen lambda ». Les propos de Kristina Boyanova, leader de la campagne NATURA 2000, une des initiatrices de la campagne *Sauvons Istrakli*, et permanente du parti *Les Verts*, en dit long de cette attitude :

Il est plus que bizarre lorsqu'une personne normale se réveille (comme) homme politique<sup>583</sup>

D'autre part cependant, ce comportement est typique pour les nouveaux mouvements citoyens en général : ce type de contradictions a toujours été propre aux mouvements écologiques à l'Occident.

- **Un deuxième aspect** concerne la structure organisationnelle et le principe de prise de décision propre aux “nouveaux verts”. Ceux-ci font révéler notamment la même incompatibilité entre **la forme** le parti avec sa structure rigide et sa logique de fonctionnement désuètes) et **le contenu** (les militants de nouveaux types et leur “nouvelle culture”). Le principe de centralisme démocratique, la hiérarchie organisationnelle et la bureaucratisation du travail des structures, propres à toute organisation de ce type répugnent à la majorité des militants, porteurs d'une culture citoyenne et politique libertaire. Comme le dit Boryana Shivatcheva, présidente de l'association *Beli Brezi*<sup>584</sup>: « *Je refuse d'être représentée par un parti politique.* » Nadejda Maximova, inspiratrice principale de la campagne *Sauvons*

---

<sup>583</sup> Voir l'entretien avec Kristina Boyanova, Annexe 1. Consultable sur : <http://eprints.nbu.bg/2693/1/Doctorat%20Radosveta%20Ktastanova%20plus%20Annexes.pdf>.

<sup>584</sup> L'organisation est membre de la Coalition Citoyens pour Sofia verte. Cette coalition est tout à fait informelle ; elle ne dispose même pas de Site Internet.



*Irakli* et une des principales adversaires de la fondation du parti Les Verts, renchérit : « *Je ne vais jamais fonder un parti ou faire politique en ce sens. Mon rôle politique dans ce pays est d'être citoyenne, de surveiller, de m'informer et de ne jamais soutenir aveuglement qui que ce soit (...) Ce n'est pas important qui gouverne; ce qui importe c'est qui a le sens moral de le faire, et de le faire comme il faut.* »

- **Un troisième aspect** reflète l'importance de l'**expérience politique et citoyenne** insolite, non traditionnelle, des sympathisants et des adhérents, qui fait d'eux **des objecteurs naturels de leur propre créature** (voire un “corps étranger” dans leur propre milieu) : le parti. Habitué à travailler et à animer des réseaux de citoyens souples (reposant sur une diversité de formes et acceptant différents modes d'engagement), démocratiques (chacun y dispose du droit et de la possibilité d'initier des activités et d'y participer à sa guise) et artistique-créateurs, les militants se reconnaissent peu ou pas dans les structures rigides, les débats ennuyants et vains et les machinations derrière les coulisses des partisans “professionnels”. Habitué à l'action directe, et à la délibération en petits groupes, ces „citoyens professionnels” et “amateurs politiques” refusent de laisser la résolution des problèmes à la merci des professionnels politiques et de déléguer leurs voix à des gens qui ne jouissent pas de leur respect. En bref, se sentant (est étant) politiquement plus compétents et plus expérimentés que leurs collègues, ils rejettent la représentation de ce type comme anachronique et inefficace, mais aussi comme *non légitime*.

- **Dans un sens plus large**, l'incapacité du parti de s'intégrer au système et d'être accepté en tant que représentant légitime du mouvement (par les militants et par les sympathisants) découlerait **de la logique politique propre à la „nouvelle politique” et le “nouveau citoyen”** qui la fait promouvoir. Le nouveau citoyen critique et le nouveau type de politique qu'il fait promouvoir ne peut plus subsister dans le moule suranné des partis politiques. Comme le dit Martin Zaimov, ex-conseiller municipal et candidat pour le poste maire de Sofia, promoteur du transport vert en Bulgarie, **la formule même du parti politique est en contradiction radicale avec la philosophie de la nouvelle politique véhiculée par l'écologisme :**

« Les partis verts ne sont pas très influents en Bulgarie. (...) Les raisons pour cela sont différentes. La raison principale en est que les partis verts ont évolué difficilement même dans les régions plus développées du monde. Une des raisons étant notamment que leur attitude envers le pouvoir est négative, ils sont contradictoires à celui-ci, ce qui rend plus difficile leur ascension au pouvoir. Ce qui est vrai ailleurs, est deux fois plus vrai en Bulgarie où le pouvoir politique est dépourvu de consistance, il est dur, simple, basique. Les structures

du pouvoir ont une attitude et un comportement assez négatifs par rapport à des personnes dont les idées et la vision du monde, sont plus paisibles, plus humanistes, plus écologistes, plus intelligents. Il en est ainsi car, imaginez-vous, ces structures fonctionnent d'une manière obsolète non seulement en Bulgarie mais aussi à l'étranger. Elles proviennent d'une époque qui tire ses origines des Lumières, et notamment de la fin du XIX et du début du XXe siècle, de l'idée du progrès qui a fait naître le communisme, le fascisme (...) Moi, personnellement, j'aurais été séduit d'initier un tel parti ou de collaborer avec mais j'ai l'impression qu'il est encore tôt pour cela. Celui-ci ne jouirait pas d'un soutien politique important car il existe une profonde contradiction entre les institutions politiques actuelles et l'idéologie écologiste<sup>585</sup>. »

**Pour conclure**, c'est à l'avenir de montrer si le parti et le mouvement vont pouvoir évoluer en cohabitation, se renforçant mutuellement : Ceci dépend surtout de la capacité du parti *Les verts* (ou d'un autre parti vert authentique qui aurait émergé entre-temps) à poursuivre une politique qui soit à la hauteur des valeurs, et des performances du mouvement. Le projet de parti écologique autonome peut s'attendre à un plus grand support auprès de ses adeptes et d'un public plus large s'il continue à défendre et faire promouvoir les revendications citoyennes qui se résument en garanties d'égalité devant la loi pour tous les citoyens bulgares, protection des biens communs, élargissement des mécanismes politiques de participation citoyenne plus directe dans le processus décisionnel. En bref : **faire une percée dans le système qui aurait garanti un changement systémique**. Pour le moment ce ne sont que des hypothèses ; le parti n'est pas encore prêt à répondre aux attentes irréalistes des larges couches de la société (enclins à percevoir les écolos-citoyens comme des “anges innocents”, jeunes idéalistes seuls capables à insuffler un peu de moral au système, nouveaux sauveurs qui vont redonner du sens à la démocratie et à « la vraie politique ») et aux exigences extrêmement sévères de leurs adeptes (la minorité active de citoyens préférant à agir hors du cadre du système, en vue de bâtir, à l'instar des altermondialistes, « un autre monde possible dans celui-ci »).

### **3.4.8. Vers l'altermondialisation du mouvement : de la contestation du modèle néolibéral à la culture de coalition**

A partir de 2009, le mouvement franchit une nouvelle phase : la base sociale (des activistes et des sympathisants) s'élargit davantage, les mobilisations émergent en réaction à des problèmes locaux mais révélant des processus et enjeux transnationaux et globaux, liés aux effets pervers de la globalisation ; **la formule de la coalition-réseau s'établit comme**

---

<sup>585</sup> Voir Annexe 1, Entretien avec Martin Zaimov.

**modèle d'action citoyenne et politique.** Des revendications altermondialistes se font entendre – exigeant la mise en place d'un contrôle sévère sur les multinationales ; la défense des intérêts nationaux (mais aussi des populations locales) via une législation plus responsable et des politiques fondées sur la régulation et le protectionnisme<sup>586</sup> ; la sauvegarde des services sociaux et d'autres biens publics "vendus" et privatisés au cours des années de "l'idylle néolibérale" ; l'interdiction des paradis fiscaux ; la punition des responsables et, ce qui est le plus important : **la participation plus directe dans le processus décisionnel des citoyens ordinaires, garantie par la législation, acceptation des formes novatrices et des réseaux citoyens non formels émergés pendant la dernière décennie comme égaux**, à côté des acteurs politiques et sociaux traditionnelles (partis, syndicats, ONG).

Les mobilisations éco citoyennes de la fin de la première décennie des années 2000 ouvrent le débat public sur des questions-tabous, perçus comme politiquement « incorrectes » pour une période assez prolongée : La démocratie est-elle inséparable (est indissociable) de l'économie du marché ? Cette démocratie de marché, appelée par certains „démocratie de façade“ est-elle ce à quoi des millions de gens ont aspiré au début de la période des changements ? Pourquoi cette démocratie prétendument libérale, tellement vantée, fondée sur la primauté des droits individuels, n'arrive-t-elle pas à défendre via ses institutions et la Loi les gens ordinaires, dans leurs combats contre la dégradation de leur milieu et la qualité de leur vie ? Elles mettent en question l'affirmation de Francis Fukuyama que la dérégulation des marchés dans la sphère économique en combinaison avec la démocratie libérale dans la sphère politique s'avère « le point final de l'évolution idéologique humaine.... et la forme finale du gouvernement humain<sup>587</sup>. » Ce postulat, annoncé au début des années 1990, comme "fin de l'histoire" n'apparaît plus plausible. Les mouvements altermondialistes à la fin des années 1990 sont parmi les pionniers à démontrer en pratique que l'évolution humaine continue et que des alternatives idéologiques de gouvernance locale et globale peuvent réapparaître. La crise financière déclenchée en 2008 vient en appui de leurs thèses : et le mouvement environnemental bulgare fait son apport dans le processus de contestation du capitalisme corporatiste et dans la définition **d'alternatives historiques** d'issue de la crise. La coalition-réseau *Bulgarie- Zone libre d'OGM* est cas exemplaire de la vigueur de ces tendances.

---

<sup>586</sup> Les mêmes tendances sont constatées par della Porta et Diani au sein des mouvements citoyens à l'échelle internationale, Voir della PORTA, Donatela, DIANI, Mario (2006), Op.cit. p.293.

<sup>587</sup> FUKUYAMA, Francis (1992). *The End of History and the last Man*. Free Press, p. 12.

« Les protestations contre les modifications de la Loi sur les OGM sont devenues emblématiques. Dans d'autres pays européens des voix se font déjà entendre que les Bulgares doivent servir d'exemple à suivre comment il faut défendre la nature (...) Les protestations contre les OGM se sont transformées en batailles d'arguments, ce qui est assez rare pour l'agenda public et politique en Bulgarie. L'Assemblée nationale ne connaît pas des batailles pareilles depuis des lustres ... » (Nadélina Anéva<sup>588</sup>)

Cette campagne démarre en hiver 2009, à la suite des tentatives du gouvernement, (notamment des lobbyistes de multinationales telles que Monsanto au sein du pouvoir), de libéraliser via des amendements législatifs la culture de plantes transgéniques sur le territoire de Bulgarie. La campagne - qui en l'espace de deux mois se transforme en coalition nationale<sup>589</sup> – contraint l'Assemblée nationale à voter une Loi sur les OGM qui, à la base du large pourcentage de zones incluses dans le réseau NATURA 2000 (34% de l'ensemble du territoire de Bulgarie) fait légalement et pratiquement impossible (car non rentable) la culture d'OGM dans le pays. Les modifications imposent des réglementations strictes (étiquetage obligatoire ; instauration d'un plafond pour les ingrédients OGM dans le contenu des produits etc.) pour la commercialisation des produits contenant des ingrédients transgéniques conformément aux normes et standards européens. Cette combinaison de régulations fait de cette loi **une des législations les plus restrictives en la matière au sein de l'Union européenne**<sup>590</sup>. La décision du législateur national est encore plus importante à la lumière de la politique de plus en plus “laxiste” de la Commission européenne vis-à-vis des OGM<sup>591</sup>

La cause principale de ce succès est la formule de coalition très large que la campagne adopte progressivement : Initiée par le réseau „e-démocratique” du Forum électronique des Mères Bg.mamma - une véritable “institution citoyenne<sup>592</sup> composée uniquement de femmes-mères” - elle attire un spectre varié d'acteurs civiques et politiques, locaux et nationaux : le parti *Зелените* (Les verts), la coalition *For the Nature in Bulgaria*, des organisations

---

<sup>588</sup> Journaliste dans le quotidien *Sega*.

<sup>589</sup> Voir « Кампания България – Зона, свободна от ГМО », article consultable sur le site du réseau éducationnel PLACE FOR FUTURE. URL: < <http://placeforfuture.org/?p=748> > (15.07.2014).

<sup>590</sup> Les modifications de l'article le plus controversé (Article 80) postulent: “Sont interdites la culture et la dissémination d'OGM dans les territoires à statut protégé et dans les territoires faisant partie du réseau européen NATURA 2000, ainsi qu'à une distance moindre de 30 km de ceux-ci.” Le texte est approuvé par 144 députés qui votent pour les modifications contre seulement 1 député qui vote contre la proposition et 3 députés qui préfèrent garder de la neutralité. Voir l'article „Граждани извоюват победа в битката над ГМО” [Des citoyens remportent la victoire dans le combat contre les OGM] consultable sur le site de la coalition *For the Nature*. URL:<<http://forthenature.org/news/1413>> (10.11.2011).

<sup>591</sup> Voir DUBOIS, Franck (2013). *Les organisations environnementales en Europe*. Thèse de doctorat, Université de Dijon, octobre, 2013.

<sup>592</sup> Voir ANEBA, Наделина (2011). Протестът срещу ГМО преподреди пасианса на политиците. In. - *Нови медии – нови мобилизации*. София: Институт Отворено общество, 215-224.

professionnelles telles que l'Association bulgare des bio producteurs, l'Association nationale des cordons bleus en Bulgarie, le Conseil régional des coopératives agricoles - Veliko Tırnovo; des ONG régionales et nationales, le Comité d'initiative des parents et des citoyens, des clubs étudiants, sociétés savantes, scientifiques, des experts et groupements de citoyens non formels<sup>593</sup>.

Les experts écologistes et généticiens organisent une campagne médiatique afin de sensibiliser le large public avec les risques relatifs à la culture et la consommation d'OGM, postulant la nécessité de la mise en application plus stricte du principe fondamental de l'UE en matière environnementale : le *principe de précaution* ; les mères assaillent les institutions avec des demandes de bloquer le processus au nom du bien-être des générations futures: leurs enfants; les “avocats verts” de la coalition *For the Nature in Bulgaria* font la navette entre le Parlement, les ministères et Bruxelles, exerçant une pression compétente sur le processus de modification de la loi, familiarisant les parlementaires et les ministres avec la législation européenne et la législation respective dans les pays membres. Gouvernement et Parlement sont forcés à souscrire à ces demandes<sup>594</sup>. La coalition *For the Nature* assume le rôle de coordinatrice du processus décisionnel au niveau de la campagne : la communauté anti-OGM y discute quotidiennement les pas à entreprendre, commente le déroulement des négociations avec les autorités, échange des informations sur les OGM, vote les décisions destinées à être présentées publiquement<sup>595</sup>.

Il convient de noter que dans cette campagne, *Les Verts* bulgares préfèrent se présenter en public *en citoyens* ou *en experts*, comme représentant de la société civile verte et des organisations dont ils sont issus. La raison de ce comportement serait sans doute leur désir d'attirer le maximum de support public; il conditionne pour une large part le message universel, trans-partisan, et citoyen de la coalition dont le cible est le bien commun et l'intérêt national : en s'opposant à la libéralisation du régime de culture des OGM, la coalition défend la compétitivité de l'agriculture nationale et son prestige international.

Dans ses déclarations publiques et dans les pétitions adressées aux autorités, la coalition exige que le gouvernement adopte une stratégie qui aurait garantie la place de l'agriculture nationale sur le marché européen via la stimulation de l'agriculture biologique et des subventions pour une agriculture extensive du type traditionnel lesquelles excluent tout

---

<sup>593</sup> Voir IVANOV, Hristo (2010). *La campagne contre les OGM en Bulgarie*. Mémoire d'études en sciences politiques du premier cycle, soutenu le 3.11.2010 à la Nouvelle université bulgare. Texte en français consultable sur: le site Internet du réseau éducationnel PLACE FOR FUTURE <<http://placeforfuture.org>>.

<sup>594</sup> Voir АНЕВА, Наделина (2011). *Протестът срещу ГМО преподреди насианса на политиците*. Op.cit.

<sup>595</sup> Voir les déclaration de la coalition au sujet des OGM sur le site web de la coalition <<http://forthenature.org>>.

contact avec les cultures génétiquement modifiées.<sup>596</sup> La coalition revendique également que cette priorité soit intégrée dans les programmes de tous les partis politiques en Bulgarie. Elle requiert notamment **la mise sous protection spéciale de cultures rares, à haute valeur économique et symbolique pour le pays : la rose bulgare, la vigne bulgare, le tabac bulgare.**

Le soutien public pour la coalition et la résonance de la campagne en Bulgarie et en Europe furent tels<sup>597</sup> qu'ils forcèrent l'ambassadeur des États-Unis en Bulgarie, James Warlick, grand promoteur des OGM (et instigateur du lobby pro-OGM au sein des partis, du gouvernement et à l'Assemblée nationale) que ce type de décisions en Bulgarie sont impossibles sans consultations avec la société civile et large débat public. Après quelques discours incongrus, Warlick se voit obligé de présenter ses excuses à la société civile publiquement devant les médias<sup>598</sup>. Le Président du Parlement européen Jerzy Buzek, de sa part, lors de sa rencontre en 2010 avec les étudiants de l'Université de Sofia, est surpris de l'intérêt et la compétence pour le sujet dont les jeunes font preuve.

La campagne contre les OGM fait révéler **quelques aspects nouveaux** :

**D'abord**, elle témoigne d'une sensibilité publique accrue concernant la culture de consommation et atteste de l'existence d'une "culture écologique" auprès de la population.. Dans une analyse, Roumyana Stoilova et Francesca Bieri constatent que le cas OGM en Bulgarie marque certainement une nouvelle étape dans l'évolution de la culture écologique des bulgares<sup>599</sup>. La campagne fait démontrer que les thèmes écologiques les plus contemporains sont connus du public : du problème concernant la sécurité alimentaire jusqu'aux dimensions écologiques, économiques et éthiques de l'ingénierie génétique mettant en question la direction et les usages politiques, économiques mais aussi **éthiques** du progrès technologique.

---

<sup>596</sup> Il n'est pas sans intérêt à noter que la part des financements de l'UE destinée à ces deux types d'agriculture a été considérablement augmentée dans le cadre de la Stratégie Europe 2020.

<sup>597</sup> Selon un sondage commandité par la Fondation Biodiversité en janvier 2010, 98% des Bulgares soutiennent les objectifs et les demandes de la coalition, et sont contre la libéralisation de la culture des OGM en Bulgarie. Voir <<http://forthenature.org>>.. (12.12.2010).

<sup>598</sup> Voir l'interview avec Warlick sur le site de la coalition For the Nature <<http://forthenature.org>>.. (12.12.2010).

<sup>599</sup> In. - СТОИЛОВА, Р. БИЕРИ, Ф. (2010), Op.cit, p. 228.

TABLEAU 13. PROBLEMES ECLOGIQUES MAJEURS : L'OPINION DES CITOYENS BULGARES

**Avez-vous personnellement fait face à un problème écologique ? Lequel?**

Pollution de l'air	41%
Pollution de l'eau	31%
<b>Déboisement, abattage de forêts</b>	<b>30%</b>
<b>Constructions illégales</b>	<b>18%</b>
Pollution du sol	17%
<b>Traitement des déchets, stockage illégal de déchets</b>	<b>15%</b>
Extermination et extinction d'espèces animales	5%
Ecosystèmes perturbés à la suite de construction de centrales hydroélectriques	1%
Personnellement, je n'ai pas fait face à un problème écologique	28%

(Source: Sondage national de l'opinion publique effectué par l'agence sociologique Alfa Research, commandité par le journal *Capital*, 7-15 avril 2007).

**En troisième lieu**, la réaction des citoyens et le succès de la campagne expriment une volonté de contrôle plus sévère sur les agents du marché et une régulation accrue au niveau national et transnational et cela – par l'intermédiaire de l'élargissement des mécanismes de contrôle et de participation citoyens dans la prise de décision. La campagne a démontré le pouvoir acquis par “la société civile verte” qui a su constituer un espace politique et public pour débattre sur ce sujet. Les discussions publiques qui ont commencé en décembre 2009 et ont pris fin en mars 2010, ont joué comme le note Nadelina Aneva, **le rôle de référendum sur ce sujet**<sup>600</sup>. Le débats, toujours selon Aneva « ont même dépassé le niveau du référendum et ont fait générer une énergie citoyenne supplémentaire » qui a « fait structurer des noyaux citoyens susceptibles de représenter **une alternative de l'action politique**<sup>601</sup>” De plus, la campagne a posé publiquement sur la table le problème avec le lobbyisme au sein du pouvoir et des partis, au niveau national mais aussi comme pratique européenne.

La coalition met de nouveau en exergue **la compétence experte et la nouvelle science** : une partie considérable du travail relatif à „l'alphabétisation » du large public et des députés, est pris en charge par les généticiens, écologues, biologistes et autres spécialistes,

<sup>600</sup> АНЕВА, Наделина (2011). Протестът срещу ГМО преподреди пасианса на политиците, Op.cit. p. 222.

<sup>601</sup> Ibidem, p. 216.

faisant déjà partie de la coalition *For the Nature* ou s'y étant intégré au fur et à mesure du déroulement de la campagne. L'un d'eux, le jeune généticien Assen Nénov, va devenir par la suite un des promoteurs du Mouvement européen pour la Décroissance en Bulgarie.

La campagne met également en avant l'importance de **la défense de la terre** comme bien public, comme condition du bien-être individuel mais aussi dans ses dimensions les plus physiques. Nadejda Maximova explique ses motifs de soutenir la campagne ainsi : « Si les gens permettent que la terre soit “mafiotisée“, alors il faudra dissoudre l'État. Les gens peuvent survivre en misère mais si l'on laisse anéantir la terre, on est tous perdu. »<sup>602</sup> Un des slogans des Mères du Forum Bg Mamma – les véritables “mères“ et “grand-mères“ de la coalition – annonce “Terre propre, enfants sains<sup>603</sup>!”

**Last but not least**, le soutien public sans précédent pour la campagne - 97 % de citoyens se déclarent opposés à la libéralisation de la culture des OGM en Bulgarie<sup>604</sup> – traduit entre autre, une culture nationale **profondément imprégnée par la tradition agricole et vouant un culte spécifique à la nature**. Il importe de rappeler que jusqu'à la fin des années 1940, presque 80% de la population bulgare fut composée de paysans-agriculteurs possédant du moins un lopin de terre, et que la majorité d'eux furent petits et moyens propriétaires ; il faut noter aussi que l'agriculture industrielle communiste occupa une place importante dans l'exportation du pays et que les fruits et les légumes bulgares ont été connus de leur goût et fraîcheur semi-légendaires à l'Union soviétique, les pays du bloc communiste et les pays arabes. Les niveaux élevés d'approbation pour la coalition *Bulgarie-zone libre d'OGM*, ainsi que ses performances, ont en effet démontré que le mouvement écologique et les partis verts devraient s'engager plus sérieusement avec ce type de causes afin d'élargir leur soutien social et de gagner du prestige politique.

TABLEAU 14. ATTITUDES DES BULGARES VIS-A-VIS LA PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET LES ZONES PROTEGEES

Réponses	%
Les activités économiques doivent être <b>strictement prohibées (interdites)</b> dans les	<b>54%</b>

<sup>602</sup> De plus, cet impératif est compréhensible dans une société postagrarienne, encore (et toujours) très attachée émotionnellement et pragmatiquement à la terre. “L'économie de la compote“, comme les Bulgares appellent l'économie d'auto-provisionnement d'aliments en conserves pour l'hiver demeure très importante pour la population bulgare afin de subvenir à ses besoins de nourriture bon marché et écologiquement pure.

<sup>603</sup> АНЕВА, Наделина (2011). Протестът срещу ГМО преподреди пасианса на политиците, *Op.cit.* p.220

<sup>604</sup> Ibidem, p. 216.



zones protégées	
Les activités économiques <b>peuvent être autorisées au cas où elles correspondraient à l'intérêt général</b>	28%
Les activités économiques <b>sont acceptables dans les zones protégées</b> même lorsqu'elles freinent le développement économique	6%
Je n'ai pas d'opinion	12%
Total	100%

(Auteur: Radosveta Krastanova. Source: Attitudes of Europeans towards the Issue of Biodiversity. 2010 Report)

**Pour conclure**, dans cette étape plus récente de son évolution, le mouvement fait révéler quelques caractéristiques nouvelles.

**Premièrement**, il fait intégrer dans l'agenda de la société et du système politique de nouveaux sujets et propose une nouvelle lecture aux problèmes déjà connus.

**Deuxièmement**, le mouvement contribue à faire de la défense de la nature et la protection de l'environnement une priorité nationale, et une responsabilité gouvernementale (qui devrait être) partagée par tous au pouvoir : à partir de cette étape-là, tous les partis politiques parlementaires en Bulgarie se dotent de textes spécialement destinés à „la question écologique“; certains d'entre eux s'adressant même au parti *Les verts* pour rédiger leurs programmes verts.

**En troisième lieu**, le mouvement se situe en contre-courant de la logique économique et politique dominante : il défend la thèse que **la prospérité économique est inséparable de la qualité de l'environnement et que cette dernière est en dépendance directe du niveau de justice sociale et économique** : en d'autres mots, les crimes contre la nature sont des crimes contre les citoyens, l'injustice environnementale est l'autre face de l'injustice socioéconomique.

**Quatrièmement**, le mouvement devient la vivrière (et le tremplin) pour **un nouveau type d'acteurs citoyens et politiques, qui émergent et se structurent « du bas en haut »**, défendent leurs autonomie par rapport au pouvoir et réclament haut et fort leur droit d'exercer “leur politique citoyenne” directement, sans s'institutionnaliser et sans être obligés à adopter les formes propres au *statu quo*. En ce sens, elles apparaissent non seulement comme réaction

mais aussi comme remède du “déficit démocratique” des institutions tout en contribuant au renouveau démocratique des formes d'engagement, des modalités d'action et des organisations civiques et politiques. **L'authenticité et la créativité politique** sont les deux caractéristiques des acteurs écologiques qui font attirer envers eux le plus de sympathie et de support public.

**En cinquième lieu, l'élargissement de la base sociale du mouvement**, notamment l'entrée des groupes citoyens de la jeune génération, contribue à la consolidation du mouvement **transformant le « secteur environnemental » en communauté écologique** - un fait qui est reconnu par les militants et par le public comme une des majeures performances de la période. La coalition *For the Nature* et la coalition contre les OGM **abritent (et représentent) toute la diversité organisationnelle et générationnelle** du mouvement et **tous les types de militants** – radicaux et réformateurs; professionnels et amateurs; politiciens et citoyens; libéraux et conservateurs ; patriotes et cosmopolites.

Le mouvement réussit **enfin** à faire transcender le contexte local et national **en inscrivant les grands thèmes et problèmes écologiques nationaux dans un contexte européen et transeuropéen** : la succès de la campagne NATURA 2000 en est un exemple patent. La victoire législative de la coalition *Bulgarie- zone libre d'OGM* atteste de la compétence et la capacité du mouvement de créer des précédents à l'échelle de l'UE. Des réseaux transnationaux tels que *France- Rila* témoignent non seulement du caractère transnational des enjeux environnementaux, ils révèlent que le mouvement est capable d'attirer un support international pour ses causes <sup>605</sup> La coalition balkanique contre l'énergie nucléaire initiée récemment par le parti Les Verts (*Зелените*) atteste de la prise de conscience de l'importance de coopération écologique au niveau régional<sup>606</sup>. A la fin, des initiatives telles que la Coalition climatique de Bulgarie créée en 2005, fait ranger les verts bulgares parmi les acteurs dans la combat mondialisé contre des défis écologiques globaux <sup>607</sup>.

Toutes ces campagnes, laissent souvent perplexe la classe politique. Comme le note Nadelina Aneva, citant Alvin Toffler, elles « accélèrent l'histoire » : leur quantité, leur intensité, leur vitesse et leurs performances sont susceptibles « de produire **une nouvelle qualité** (en) politique<sup>608</sup> ».

---

<sup>605</sup> Page web du réseau <<http://www.france-rila.fr/>> (27.09. 2008)

<sup>606</sup> La coalition est fondée le 26 mars 2011. Elle inclut des partis écologistes et des organisations citoyennes de Bulgarie, Macédoine, Serbie, Roumanie et Turquie. Voir site du parti *Зелените*, URL: <<http://www.zelenite.bg/3654>>, (10.10.2011).

<sup>607</sup> Plus d'information de cette initiative sur le site de la Coalition <<http://www.france-rila.fr/>> (12.09.2011).

<sup>608</sup> АНЕВА, Наделина (2011). Op.cit., p.223.

### 3.5. La génération ERASMUS

« Nous sommes toujours les mêmes, probablement, mais protestant contre des choses différentes. Ces protestations viennent maintenant d'en bas. Elles sont évidemment politiques - la solution [des problèmes] consiste dans le changement du système politique, ça c'est sûr, mais *les choses se passent maintenant de bas en haut*, viennent des citoyens, alors que dans les années quatre-vingt-dix les protestations étaient organisées par les partis politiques, et les étudiants aussi, mais ils étaient mobilisés par les mêmes partis politiques. » (Kristina Boyanova, campagne citoyenne *NATURA 2000*)

« Nous sommes la génération-médiateur (...) ceux qui ont eu la chance de jouir de la nature sauvage et de l'harmonie, et qui s'efforcent à en faire une mode pour les générations suivantes, qui, elles, sont privées de l'accès aux plages vierges et jouent avec des jouets chinois en plastique (...) Ce sont les risques pour la génération suivante : saura-t-elle discerner clairement ce qui est *authentique*, ou bien passera-elle du côté du l'éco blanchiment ? Pour moi, c'est une des priorités les plus importantes. » (Nadejda Maximova, leader informel de la campagne *Sauvons Irakli*).

Nous allons terminer ce chapitre par une synthèse non exhaustive des traits les plus significatifs qui caractérisent la troisième génération verte : la génération Erasmus.

#### 3.5.1. La génération Erasmus : entre patriotisme vert et cosmopolitisme

« La toute première direction de ton militantisme doit être la Bulgarie. »  
(Nadejda Maximova, coordiatrice du réseau citoyen *Sauvons Irakli*)

« Nous avons toujours agi pour défendre la position bulgare mais nous nous sommes aussi toujours appuyés sur l'Europe. » (Andrej Kovatchev, cofondateur et coprésident du parti *Les Verts*)

Le citoyen-écologiste, est **un cosmopolite-patriote**. Cette symbiose n'est paradoxale qu'apparemment. Ayant passé (assez jeune) à l'étranger des mois et souvent des années de sa vie (pour y faire des études, pour travailler ou tout simplement pour profiter de la liberté de voyager après la chute du Rideau de fer), il se sent "un citoyen du monde" globalisé, sans frontières. Le fait d'avoir connu et de s'être familiarisé avec des cultures et des modes de vie divers, lui ont donné le goût de l'observation et de la comparaison; le contact permanent avec l'Altérité (enrichi par la maîtrise de quelques langues ) a été décisif pour qu'il se forge une

attitude plus objective et *plus positive* non seulement des “autres” mais aussi des “siens”; de sa propre culture, de son pays, et d'apprendre à relativiser les côtés négatifs et les côtés positifs de” la situation bulgare”, dans le monde-réseau globalisé, les soumettant à une analyse plus critique, mais aussi plus bienveillante. Une partie importante des leaders informels et des activistes de la nouvelle vague verte se retrouvent (et se ressemblent) dans leur désir d'être utiles pour l'amélioration du milieu de vie dans leur quartier, leur ville, leur pays, de “faire quelque chose” pour la communauté et la société, bref, de renouer avec leurs origines culturelles nationales, tout en y apportant une expérience et une culture puisées ailleurs. Par ailleurs, ils s'opposent au pessimisme des plus vieilles générations, et combattent l'attitude cynique et défaitiste de ceux qui n'ont jamais quitté le pays et qui ont supporté les effets de la transition post-communiste : « J'entendais souvent dire : rien n'arrivera ... En Bulgarie les choses n'arrivent jamais. Et moi, je croyais que les choses doivent commencer à arriver », déclare l'initiatrice de la campagne *Sauvons Irakli*.

Le patriotisme dont la génération Erasmus se fait la porte-parole, est donc un patriotisme “retrouvé”, *self made* pour ainsi dire, fondé sur une expérience réelle et un amour de la « Terre-patrie » pour reprendre la formule d'Edgar Morin ; il est incompatible avec le nationalisme d'apparat, pompeux, cultivé par les institutions de socialisation du socialisme tardif, à commencer par l'école et l'armée ni avec le patriotisme négative et désespéré de la transition (se résumant en « Nous sommes une des nations les plus douées du monde mais il y a une conspiration à l'échelle internationale contre nous qui nous empêche à progresser »)<sup>609</sup>. Il s'en suit que la revalorisation de la culture et de la nature bulgares, vont la main dans la main; cette revalorisation représente une motivation puissante et constante pour l'engagement citoyen dans la multitude des campagnes vertes que nous avons examinées. Le large support public pour celles-ci vient à l'appui de cette thèse : Car ce que l'on défend et ce qu'on met en valeur dans ces campagnes, c'est nature bulgare comme **bien commun**, et ce qui est contesté, c'est l'irresponsabilité, l'arrogance, et l'absence de priorités politiques nationales, propres à la ploutocratie oligarchique de la transition, toutes couleurs confondues. Ainsi, la protection de la nature, la défense du bien public et la contestation du système deviennent-elles synonymes: le succès des “nouveaux verts” est dû au fait qu'ils ont su conjuguer l'indignation morale par rapport à l'injustice sociale, la contestation de la « démocratie de façade<sup>610</sup> » et l'énergie créatrice de ceux qui cherchent une issue à la crise : écologique, politique, morale, que traverse le pays.

---

<sup>609</sup> La rebaptisation des turcs bulgares, à la fin du régime de Zhivkov, en est seulement un exemple parmi d'autres.

<sup>610</sup> БАДЖАКОВ, Момчил. (2007). *Елементи на фасадната демокрация*. New Media Review, април 2007.

Le patriotisme vert, cette “invention” de la génération Erasmus, fait bâtir une sorte de plate- forme publique pour exprimer le mécontentement des citoyens des dégâts de la transition, tout en se proposant à construire **un nouveau agora politique transpartisan**, où les clivages habituels ne comptent plus, et où “une nouvelle politique citoyenne” se met en marche. Quelles en sont ses particularités?

### **3.5.2. La génération Erasmus : entre la défense de l’État de droit et la justice sociale et écologique**

Le combat écologique et aussi – et surtout - un combat pour l’équité des citoyens devant la Loi. A l’instar des mouvements de justice environnementale émergés au début du millénaire au sein de la mouvance altermondialiste, la plus jeune génération verte en Bulgarie fait démontrer que **l’injustice écologique est l’autre face de l’injustice sociale et économique**. A l’instar des autres nouveaux mouvements citoyens, en Bulgarie et ailleurs, contestant la mondialisation sans visage humain, qui “privatise le vivant”, le combat écologique est aussi **un combat moral pour la dé-privatisation et la protection des espaces et richesses naturelles comme espaces et richesses publiques**. « Où se trouve la limite de ton droit de posséder de la propriété privée, et qu’est-ce que c’est que l’intérêt public ? » - se demande une militante du réseau citoyen *Sauvons Irakli*. Voici sa réponse : « Il est indispensable de définir *un intérêt public et commun pour tous les humains* qui dépasse les aspirations privées. »

### **3.5.3. La génération Erasmus : vers une participation plus individualisée et plus pragmatique**

Le militantisme au sein de la nouvelle génération verte se caractérise par *un nouveau type d’engagement*. Il est **plus individuel, “fait sur la mesure “ du militant**. C’est la génération des « engagés non engagés » : les citoyens sont prêts à s’engager corps et âme, et pour cette raison ils fuient le formalisme, l’esprit bureaucratique et la hiérarchie propres aux grandes organisations traditionnelles. Ils préfèrent l’engagement informel, l’agir humble, le soutien modeste pour un cas (ou une cause) mais qui vient à-propos, ce qui leur permet de faire un apport plus personnel au groupe tout en sauvegardant leur autonomie. En effet, l’on peut affirmer que ce n’est pas le militant qui choisit la cause qu’il va soutenir, c’est en quelque sorte la cause qui le choisit. C’est ainsi car **les causes sont plus pragmatiques, terre-à-terre, et plus proches du vécu immédiat, et du milieu de vie des citoyens**. Les campagnes de cette génération visent à obtenir des résultats plus palpables, et cherchent des améliorations du cadre de vie qui profiteraient davantage aux gens les plus concernés des problèmes : en cela elles s’opposent diamétralement aux campagnes de la génération

précédente, qui se fondaient dans la majorité des cas, sur des causes préétablies et répondent à des impératifs venus « de dehors » (les donateurs, l'Union européenne, etc.).

### *Un engagement au pluriel*

Il s'en suit que l'engagement lui-même est souvent « un engagement au pluriel », comme l'appellent Jacques Ion et al.<sup>611</sup> : les citoyens s'impliquent *simultanément* dans les campagnes et les activités de différents groupes et associations dont les objectifs et l'objet peuvent paraître, de prime abord, incompatibles : sécurité alimentaire et initiatives caritatives au profit de groupes sociaux marginalisés, protection des espaces verts et protection des droits des mères, sauvegarde du patrimoine culturel des villes et préservation de la biodiversité, protection des animaux et traitement écoresponsable des déchets; défense du droit d'expression libre sur Internet et dissémination de pratiques de vie alternatives ; implication dans des initiatives “culturelles” non marchandes (*book crossing* par exemple), défense des droits du créateur et campagnes dans les centres culturels locaux (*tchitalishta*).

Le dénominateur commun de cet engagement au pluriel est primo l'importance de ces enjeux pour les groupes concernés mais aussi pour *toute la société*, et secundo, le désintérêt manifeste des élites à s'attaquer à ces problèmes. De là découle une autre caractéristique remarquable des personnes actives de cette génération : elles font constituer **une nouvelle forme d'élites**, que l'on peut appeler, faute de mieux, “des élites par nécessité“. Celles-ci n'aspirent pas à prendre la place des “élites officielles“, mais pourtant, par le fait même de savoir **repérer et mettre sur l'agenda public les enjeux les plus importants de leur temps**, de leur communauté ou de leur milieu, ils se font, souvent contre leur gré, l'avant-garde d'une “aristocratie citoyenne” sans titres de noblesse et sans privilèges autres que le privilège d'être sujets agissants, impliqués consciemment, *de leur propre choix*, sans coercition et sans formalisme, dans les affaires de leur temps et de leur milieu, et non des spectateurs-badeaux, forcés à agir au dernier moment, à cause des circonstances ou suivant la volonté directrice d'une instance supérieure.

### *Une autre façon de faire collectif : un engagement ouvert à l'infini*

Les caractéristiques de l'engagement et du militantisme correspondent aux structures organisationnelles propres à cette génération. Sous l'influence de la révolution numérique, notamment de Internet et des réseaux sociaux, celles-ci adoptent de plus en plus souvent **la forme de réseau, constitué d'un nombre non défini de petits groupements citoyens, formels et non formels** et très souvent de **personnes indépendantes** n'appartenant à aucune structure, se présentant et agissant de leur propre nom. Ainsi, la coalition *For the Nature in*

---

611

ION, Jacques et al. (2005). *Militer aujourd'hui*. Op.cit., p. 52.

*Bulgaria* que nous avons examinée plus haut, est constituée de structures organisationnelles très variées, mais fait également inclure des personnes qui y participent justement en leur qualité de personnalités : l'on peut citer à titre d'exemple un professeur des universités, un "avocat vert" et un citoyen amateur-écologue d'une petite ville au bord de la Mer noire.

Le type de **structure ouverte** correspond donc au souci de garder leur liberté, propre aux représentants de cette génération. Elle est également le résultat direct du **caractère spontané des mobilisations** : l'action précédant souvent la réflexion, ces **clusters citoyens** ont la qualité de s'auto-structurer au fur et à mesure de l'évolution de la mobilisation en adoptant entre temps des formes assez insolites, et même de changer de structure et de direction, si les circonstances l'exigent. Cette caractéristique reflète la culture spécifique propre à la génération Erasmus qui lie mobilité et dynamisme, un éclectisme culturel, propre aux citoyens cosmopolites et un souci d'indépendance personnelle, collective, organisationnelle, qui entre autre, empêche les tentatives de manipulation et de falsification. En cela, la génération Erasmus renoue avec l'héritage de la génération dissidente, tout en y apportant le souffle du nouveau millénaire.

#### **3.5.4. Modes d'agir et expression publique : le retour du surréalisme**

C'est aussi la génération qui réussit à populariser le mieux – en les exposant publiquement – l'importance des enjeux écologiques. Elle a su **vulgariser, au sein propre du terme, les messages de l'écologisme élitiste en les traduisant dans les différents registres** propres aux différents groupes sociaux. Son mérite est d'avoir traduit physiquement et métaphoriquement ce message dans la langue de la rue qui réunit par nécessité tous les registres connus. Le spectacle – sous la forme de défilé pittoresque, de protestation burlesque, de *sitt-in* symbolique ou de *flash mob* provocateur – envahit et transforme non seulement les espaces publics des grandes villes mais aussi l'imaginaire des citoyens. En effet, les protestations servent moins à protester, au sens propre du terme, que de faire exhiber en public une cause, un endroit menacé, un problème à résoudre, une question qui doit être posée *ici est maintenant*<sup>612</sup>. Ainsi, "Le défilé des fous naturels", organisé par le groupe citoyen *Sauvons Irakli*, vise à exprimer autant le mécontentement des citoyens de la destruction d'un lieu unique en terme de diversité biologique et de beauté naturelle, que d'attirer l'attention des autorités et du public sur **l'importance de la défense de toute diversité et de toute Alterité** : en l'occurrence celle des "fous naturels", citoyens engagés de la protection des derniers sites sauvages et authentiques, non soumises encore à la logique de la démocratie

---

612

СПАСОВ, Орлин (2011). *Нови медиуми - нови мобилизации*. Op.cit.

marchande. Car l'authenticité des humains, et l'authenticité des endroits naturels, sont menacées à un degré égal. Voici le témoignage des organisateurs :

« La première grande promenade des fous naturels et le carnaval “Devinez qui est le fou?” n’étaient ni protestation ni meeting, c’était un acte symbolique démontrant que c’est nous qui sommes les fous, nous qui aimons notre pays et qui n’évaluons pas en devises le mètre carré (...) L’union des fous naturels revendique que soient respectés ses droits en tant que minorité dans le pays et qu’une réserve lui soit accordée pour y exercer son droit de vivre normalement ou de s’éteindre tranquillement comme une rare espèce en voie de disparition<sup>613</sup>. »

### **3.5.5. Les messages. Entre l'amour et l'humour**

Un autre spectacle citoyen en plein air, « Le plus long baiser dans toute l'histoire de la Saint Valentine », fait réunir l'humour, la provocation; l'auto-ironie et l'amour (de la nature, de la vie et de l'humour) dans le but de mobiliser la sympathie des citoyens et de populariser la campagne et l'endroit protégé :

« Viens (Venez) nombreux (euses) vous embrasser parmi les milliers de gens amoureux de la nature et d'Irakli! Venez afin de montrer que même le kitsch vaut lorsqu'il est mis au service de la cause la plus importante – celle de l'avenir – une politique propre pour un environnement propre<sup>614</sup> »

Les jeunes de la campagne NATURA 2000 pendant huit mois organisent chaque jeudi un “événement” devant le Conseil des ministres. Les événements se distinguent par leur créativité ironique qui frôle le scandale. Les ministres fuient l'entrée principale du bâtiment et se fauillent par des entrées secrètes car les citoyens les ridiculisent sans cesse et les assaillent de leurs provocations imprégnées d'un humour assez burlesque. Ainsi, les défenseurs du réseau organisent la collecte de monnaie devant l'institution demandant des sous aux passants et aux ministres. La somme collectée est par la suite déposée à la Banque nationale, sous la forme de don au Conseil de la part des citoyens souhaitant de cette manière anticiper les amendes que l'État bulgare devrait payer en cas de lancement de procédure judiciaire pour violation des directives de l'Union européenne<sup>615</sup>. Un autre spectacle en plein air montre les

---

<sup>613</sup> Cité par KRASTANOVA, Radosveta (2009). Écologie et contestation. La nouvelle vague verte. Op.cit. p.222.

<sup>614</sup> Site du groupe citoyen Sauvons Irakli (Da spassim Irakli). URL : <[http://daspasimirakli.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=270&Itemid=6](http://daspasimirakli.org/index.php?option=com_content&task=view&id=270&Itemid=6)> (23.10.2014).

<sup>615</sup> KRASTANOVA, Radosveta (2009). Écologie et contestation. La nouvelle vague verte en Bulgarie. Op.cit. p. 227.



activistes avec un maquillage outré et en habits de travestis, protestant et ridiculisant le travestisme politique des gouvernants.

L'action publique de la génération Erasmus est donc fortement marquée par **une culture surréaliste. Le scandale et la provocation**, sont parmi les procédés préférés des “nouveaux jeunes”, ils font partie intégrante de leur inventaire culturel. Leur objectif est double : attirer l'attention du public sur les enjeux d'importance cruciale pour toute la société, faire une démonstration ludique d'une nouvelle approche au monde, à la personnalité et à la politique. Or, pour celle-ci la désobéissance civique, le boycott, rime tout à fait naturellement avec l'exigence de “normalisation de la politique”.

La radicalité des formes d'expression se conjugue avec une prédilection pour l'exhibition corps et âme en public, dans la rue, sur le boulevard ou en face des bâtiments abritant les institutions étatiques. C'est à la fois un acte de dé-privatisation de l'espace en tant qu'espace public, commun, ouvert à la diversité sociale et la diversité individuelle, et une manifestation unique de la capacité créatrice de cette génération de faire **personnaliser les enjeux majeurs de notre temps**.

### **3.5.6. Revisiter l'espace comme lieu public et lieu politique**

C'est la génération Erasmus qui a laissé les exemples les plus emblématiques de sacralisation citoyenne d'espaces urbains, mais aussi de “**démocratisation**” d'**endroits naturels**, qui, en raison des mobilisations fréquentes qu'ils “abritent” durant des semaines et même des mois entiers, se transforment en lieux de mémoire des luttes écocitoyennes. De cette façon, **la nouvelle génération redessine et refait à sa manière la géographie de la ville, de la campagne, ou des sites de la nature vierge**, en y intégrant des connotations politiques et citoyennes physiques et spatiales fortes. Deux exemples. La campagne *Sauvons Strandja*, démarrée comme mobilisation-éclair en été 2007, a amené au blocage du Pont des Aigles (*Orlov most*), lieu symbolique pour les habitants de Sofia et artère principale de la ville. A partir de cette campagne, accompagnée d'actes de désobéissance civile, cet endroit de la ville est choisi naturellement par les citoyens verts pour y manifester leurs messages au public et aux autorités. Les mobilisations récentes pour la défense de la montagne Vitocha de l'été 2012 ont presque fait répéter l'itinéraire, et les revendications tout en élargissant leur portée. Cette fois-ci, cet endroit devenu culte a su réunir les énergies de toutes les générations : les participants au *Mouvement Orlov most*. se réunissaient tous les jours sous un panneau publicitaire portant le slogan évocateur *All your Friends are here* (« Tous vos amis sont ici »). La campagne *Sauvons Irakli* a presque “mythologisé” un des derniers

endroits vierges du littoral – la plage Irakli - tout en le transformant en un haut lieu de mémoire des combats éco citoyens de la plus jeune génération.

### 3.5.7. Revisiter la politique citoyenne : les amateurs de la politique et de l'écologie

« Ce qui était différent dans cette campagne, c'est qu'elle a mobilisé des gens qui ont des problèmes concrets, ponctuels, liées à leur quotidien le plus immédiat. Ceux qui s'y sont impliqués ont une vie différente, qui n'a rien à voir avec l'écologie experte et même avec la protection de la nature. » (Jordanka Dineva, coordinatrice de la coalition *For the Nature in Bulgaria*)

L'idée de politique véhiculée par cette génération se nourrit de la nécessité urgente de contrôle citoyen direct sur la prise de décision. Ce constat est d'abord justifié par la faillite de l'État de droit, menaçant les fondements mêmes de l'ordre démocratique et du pacte social. C'est de là que découle la conviction: Tout un chacun a non seulement **le droit** de Cité à participer dans les affaires politiques, il /elle a l'obligation de le faire. Le droit et le devoir civique et politique font un. De cette façon, cette posture **fait valoriser l'amateurisme** : ce n'est pas nécessaire d'appartenir à la classe (caste) politique pour légitimer ton implication dans les affaires communes. Ce qui est valable pour la participation politique, vaut aussi pour les questions écologiques : ni les professionnels du politique, ni les professionnels de l'écologie (sans sous-estimer l'importance de leur rôle social), ne sont pas à même de garantir le nouveau pacte social, et d'assurer la transition socio-écologique. La nouvelle génération fait donc re-démocratiser la politique tout en re-démocratisant l'écologie. Son message est „la politique et l'écologie sont trop importantes pour les laisser aux politiciens et aux écologistes.“

### 3.5.8. Moraliser et esthétiser la politique et l'écologie

« Il est clair que l'humanité est moins mûre que je ne la croyais. J'étais persuadée que le moment est venu où l'humanité doit réévaluer et repenser le sens de son existence ... Serons-nous capables de trouver un mode d'existence où les intérêts matériels ne dominent pas sur la simple nécessité de survie ? » (Militante du groupe citoyen *Sauvons Irakli*)

La génération dissidente voulait moraliser la politique, c'est aussi un des objectifs de la jeune génération : elle se veut le garant d'une politique morale qui s'oppose à la politique citoyenne, en panne d'honnêteté et de bon sens. Ce qui est vraiment nouveau, c'est le désir de cette génération d'esthétiser **la politique en postulant l'interdépendance entre éthique et**

**beauté.** Les paysages naturels ; les sites uniques ; les monuments architecturaux faisant partie intégrante de l'environnement culturel et naturels, doivent être préservés et pris en charge par les autorités publiques non seulement car qu'ils sont utiles mais aussi qu'ils sont beaux et qu'en étant beaux ils sont nécessaires pour le bien être spirituel, et matériel de la société et des individus. Ce n'est pas un hasard que le journaliste bulgare Yassen Borislavov a intitulé un des premiers articles dédiés à la nouvelle vague verte « Révolte contre la laideur<sup>616</sup> » : la laideur physique des constructions monstrueuses qui se substituent à la beauté des paysages, la laideur morale (et le goût esthétique déviant ) des investisseurs, la laideur politique des responsables, décideurs et fonctionnaires ayant autorisé ces crimes « contre le bon goût et contre le bon sens ». La destruction de cette beauté est par conséquent immorale ; elle porte atteinte à la santé spirituelle de la vie en commun, et fragilise le pacte social.

Il est possible de dire que si la première génération verte a politisé l'écologie (et a écologisé la politique), et que la seconde l'a expertisée et professionnalisée, la plus jeune génération l'a moralisée et l'a esthétisée à la fois.

### **3.5.9. Des enjeux locaux aux logiques globales : une génération de l'écologie du quotidien**

Les campagnes de la nouvelle génération émergent des cas de cas concrets, ponctuels, ancrés souvent dans le local pour se transformer ensuite – parfois en l'espace de quelques semaines - en campagnes ou coalitions nationales traitant des enjeux d'importance transnationale, voire planétaire. Ainsi, la campagne nationale pour la protection de la cote de la mer Noire, commence comme initiative d'un groupe de citoyens pour la défense d'une plage (*Sauvons Irakli*); le mouvement national pour la protection de la forêt bulgare démarre avec la campagne pour la sauvegarde de Rila (laquelle, de sa part, va évoluer en campagne transnationale *France-Rila*) ; la coalition *Citoyens pour une Sofia verte*, avant de se transformer en facteur incontournable dans la prise de décision de la Municipalité concernant la gestion et l'aménagement de l'infrastructure verte de la capitale bulgare, commence comme réaction citoyenne contre la construction illégale d'une station-service et l'abattage d'arbres séculaires, à haute valeur *culturelle et émotionnelle* non seulement pour les habitants des quartiers concernés mais pour tous les sofïotes ; la coalition *Zero Waste* (Déchets zéro) est le résultat de la synergie des mobilisations citoyennes émergées avec la crise ordurière à la capitale.

---

<sup>616</sup> БОРИСЛАВОВ, Ясен. (2009). Странджа: Бунт срещу грозното. В. - Канев, П, Кръстанова, Р. (съст. и ред.) *Място за бъдеще. Година първа*. Op.cit. 121-128.

Cette particularité s'explique autant avec les atteintes récurrentes sur la qualité du milieu de vie, devenues norme avec l'avènement du néolibéralisme, qu'avec l'existence d'une conscience écologique, voire d'une **culture écologique héritée, et incorporée comme paradigme de pensée** qui fait que la qualité de l'environnement le plus proche fait partie de la qualité de la vie en général. Les résultats des sondages sociologiques et des enquêtes anthropologiques récentes viennent en appui de cette thèse. Une étude effectuée en 2012 fait démontrer que malgré les effets sensibles de la crise économique, plus de la moitié des répondants estiment que la conservation de la qualité de l'environnement et la protection de la nature priment sur des considérations économiques d'ordre plus “pragmatique” telle la conservation du nombre des emplois<sup>617</sup>.

**Tableau 15. Les représentations de la politique**

**D'après vous, qu'est-ce qui est plus important:**

	% de tous
Conserver les emplois même s'ils peuvent causer des dégradations de l'environnement	44.3
<i>ou</i>	
Conserver la nature et la qualité de l'environnement même si cela peut amener à la perte d'emplois	<b>55.7</b>
	100 %

(Source: Agence sociologique Mediana, “Les représentations sur la politique” 2012<sup>618</sup>)

### **3.5.10. “La nouvelle politique” de la génération Erasmus : entre la politique citoyenne, la participation directe et la normalisation de la politique**

La politique véhiculée par la plus jeune génération est construite sur un paradoxe : elle repose, comme nous l'avons déjà noté à plusieurs reprises, sur **l'exigence de radicalisation de la démocratie** comme *conditio sine qua non* de sa normalisation. Les revendications politiques de cette période se résument en deux termes : **démocratie directe plus normes**

<sup>617</sup> Ce constat est corroboré par les résultats du projet Citoyen vert. 80% des interviewés indiquent que la qualité de l'environnement est partie prenante de la qualité de vie et de l'épanouissement personnel ; presque tous déclarent que le développement économique et la protection du milieu naturel doivent aller de pair ; l'opposition entre bien-être matériel et non matériel est perçue comme obsolète.

<sup>618</sup> “Представите за политиката”, Медиана, 2012. (Les représentations de la politique, Agence Mediana 2012).

**pour tout le monde.** Le second ne peut se réaliser sans le premier. Elle se fait donc le défenseur et le promoteur d'une nouvelle normalité qui aurait rétabli les principes d'égalité et de justice sociale via le respect de la Loi et l'établissement de normes et de standards pour tous. Si le leitmotiv de la génération dissidente était les libertés individuelles, bafouées par le régime totalitaire, le leitmotiv de la génération Erasmus est la justice, sociale et écologique, revendiquée comme indispensable pour le bien commun, et pour le bien-être individuel, qui ne pourraient garantir que *conjointement* le bien-être écologique. De cette façon, celle-ci se constitue en acteur de la contestation du système néolibéral, et en acteur principal d'un processus que la majorité des activistes du mouvement vert en Bulgarie ont désigné du terme **“dé-mafiotisation“ de la politique**, visant le cercle vicieux qui lie la classe politique, les gros investisseurs et la mafia. Pour les militants, dé-mafiotisation rime avec normalisation.

Ces considérations expliquent pourquoi les représentants de cette génération refusent systématiquement de déléguer leur responsabilité civique et politique aux professionnels de la politique (soupçonnés d'être les marionnettes de la mafia) et font de plus en plus souvent recours à différentes modalités de démocratie participative : démocratie délibérative (la prise de décision par consensus adoptée par la coalition *For the Nature*), démocratie directe (prédilection pour les référendums surtout en ce qui concerne les problèmes des communautés locales<sup>619</sup>) ou encore une démocratie radicale de nouveau type qui conjugue la responsabilité assumée en première personne et l'expression publique et politique *personnifiée* des revendications.

### 3.5.11. La génération Erasmus et « l'esprit du temps »

On nous posait beaucoup de questions du genre "Est-ce légal de construire sur ces sites ?" Ce n'est pas tellement essentiel. Ce qui est essentiel c'est : faudrait-il laisser détruire une plage vierge et en faire un site touristique, ou bien il faudra trouver le moyen de la conserver au maximum pour les enfants qui viennent après moi ? (...) Moi, je ne milite pas pour défendre la nature : elle va survivre. Je milite pour que les hommes puissent survivre, et pour qu'ils se rendent compte de ce problème le plus vite possible. (Nadejda Maximova, leader informel de la campagne *Sauvons Irakli*)

Un constat va clôturer ce chapitre. Au-delà des caractéristiques mentionnées ci-dessus, la génération Erasmus se fait la porte-parole d'un **nouvel éco-humanisme** qui lie la

---

<sup>619</sup> Ainsi, par exemple, la population de Novi Han, petite ville aux environs de la capitale, a décidé de soumettre à un référendum la décision de la Municipalité de conserver des déchets radioactifs à proximité de la ville. Le référendum, lancé par l'association locale Novi Han-Evropiesko selichte, membre de la coalition Zero Waste, a révélé que la majorité de la population s'oppose au dépôt des déchets. La campagne informationnelle qui a précédé le référendum, a contribué à la sensibilisation de la population locale avec les caractéristiques des déchets nucléaires et leurs effets sur l'environnement à moyen et à long terme.

conscience déjà planétaire de l'urgence des enjeux écologiques avec un humanisme retrouvé, fondé sur le principe *Small is Beautiful*. Le souci pour les générations futures n'exclut point la préoccupation quotidienne pour les générations présentes. L'objectif principal n'est plus de construire de “nouveaux lendemains qui chantent” mais plutôt de conserver et transmettre à ceux qui viendront après nous non pas un monde meilleur, mais **un monde vivable**, du moins aussi vivable qu'il permette aux êtres humains, comme le note Hans Jonas, de mener une vie authentiquement humaine sur Terre<sup>620</sup>. Cet impératif éco-humaniste puise sa force et sa capacité de persuasion sur son *pathos* moral et ses messages émotionnels, enthousiastes et enthousiasmants. Encore Benjamin Constant, périphraseant Aristote, souligne “la nécessité d'enthousiasme” qui fait nourrir l'empathie pour autrui et représente un des fondements de la vertu civique<sup>621</sup>.

L'on peut dire (en schématisant à l'extrême) que les militants de la première génération – les dissidents -écolos, sont guidés par l'*éthos* (l'impératif moral); ceux de la seconde génération – par le *logos* (la connaissance scientifique), alors que les écolos-citoyens de la plus jeune génération mettent en avant (et font légitimer) *un pathos* citoyen, désireux à travers les multiples événements publics théâtraux, émotionnels, spectaculaires, à toucher non seulement la conscience morale et de de leurs concitoyens (et des politiciens), mais de provoquer aussi de l'empathie pour leurs causes. Car ils savent par leur propre expérience : l'engagement passe autant par le cœur que par l'esprit. Ce n'est pas seulement l'indignation morale du citoyen, provoquée par la destruction du bien public, ni le malaise démocratique ressenti à la suite de l'illégalité flagrante dans les agissements des autorités qui “font courir les militants”. L'amour et la sympathie valent autant comme facteurs de motivation et comme *valeurs* – que l'aspiration démocratique, les revendications d'équité et de vérité, ou encore le souci de justice et d'égalité. L'amour pour un endroit, tels la plage d'Irakli, les lacs de Rila, une allée à Vitocha ou bien un arbre séculaire, ou quelque endroit chéri dans la ville, liés à un passé, à une enfance heureuse ; l'attachement pour un lieu physique comme symbole constructif spatial dans la géographie d'une identité, n'ôtent rien à la logique raisonnable de l'engagement au nom du bien commun; tout au contraire, de cette façon elle devient plus proche et plus humaine car elle plus compréhensible pour le large public. Cette “nouvelle situation” où les raisons du cœur ne sont plus opposées aux raisons de la raison, fait révéler encore un aspect peu attendu : elle fait “désidéologiser” l'activisme écologique, en n'atterrissant et en lui prêtant une dimension d'authenticité, de singularité, et de consistance.

---

<sup>620</sup> JONAS, Hans (1987). *Le principe responsabilité*, Op. cit.

<sup>621</sup> Cité d'après TODOROV, Tzvetan (1998) *Le Jardin imparfait. La pensée humaniste en France*, Grasset & Fasquelles, p. 23.

## Conclusion

---

L'évolution du mouvement écologiste, atteste de l'importance du thème écologique au sein de la société bulgare. Par ailleurs, ces performances sociopolitiques mettent en avant la capacité réelle du mouvement de mettre sur l'agenda public les enjeux majeurs du temps présent dont l'enjeu crucial du **devenir de la démocratie**. Le mouvement se constitue en acteur d'un changement social et politique dont la visée principale est la transformation du *statu quo* via une démocratie environnementale plus participative susceptible de “démocratiser la démocratie”.

En même temps, il fait promouvoir une nouvelle culture, y compris politique, fondée sur des **nouvelles synthèses** qui des fois peuvent paraître paradoxales. Cette culture fait combiner amateurisme et expertise, élitisme et égalitarisme, autonomie individuelle et responsabilité collective, esprit de liberté, revendications d'équité et une expérience réelle de la solidarité. Mais elle fait nourrir aussi un individualisme hors mesure, une incapacité (et une absence de bonne volonté) de déléguer les tâches et la responsabilité aux autres, une instabilité (psychologique, mais aussi organisationnelle) constante, une frustration permanente qui fait nourrir le sentiment que les enjeux majeurs du moment présent échappent au contrôle des citoyens ordinaires.

L'ambiguïté permanente que la nouvelle culture porte en soi, située à mi-chemin entre la modestie et l'exhibition, entre l'engagement corps et âme et la tentation toujours présente de désengagement, entre volonté de normalisation de la politique et désir de transformation radicale du système, est à la fois le garant majeur et l'obstacle le plus sérieux pour la pérennité du mouvement. Car cette culture et la “petite” politique qu'elle véhicule reposent, comme dans la nature, sur **la diversité** : des formes de faire collectif, des modes d'action, des pratiques, des objectifs et des priorités. Il n'en reste pas moins qu'au travers cette diversité constitutive, les activistes partagent un corpus de valeurs, représentations, et croyances mais aussi des convictions, pratiques et un vécu communs, qui nous permettent de reconstituer une image plus cohérente de “la nouvelle politique” et de la “nouvelle écologie du XXI<sup>e</sup> siècle en étudiant un des représentants typiques du nouvel individu : le Citoyen-écologiste.

**Les traits de la nouvelle personnalité – le citoyen- sujet**, en rapport avec la nouvelle politique et la “nouvelle écologie”, telles qu'elles se manifestent au sein du mouvement écologique bulgare, **vont faire l'objet de la dernière partie de notre étude**. Au-delà des différences et les divergences constatées, et des spécificités (historiques, générationnelles, conjoncturelles) mises en exergue dans la seconde partie, elle va tenter de dessiner le portrait

dynamique du nouvel individu - le militant vert, à travers sa perception du politique et ses représentations de la nouvelle politique, toutes périodes et générations confondues.



**Troisième partie**  
**Le mouvement écologique au singulier. Le**  
**nouvel individu et la nouvelle politique**

« Depuis, ma vie a changé, mes priorités et mes objectifs ont changé, eux aussi ... J'ai appris beaucoup de choses que je n'avais même pas soupçonnées, sur moi-même, d'abord et sur le monde autour de moi... C'était comme si je sortais de chez moi pour la première fois de ma vie<sup>622</sup>... » (Kristina Boyanova, militante, membre des Verts bulgares)

« Quand j'étais étudiante, je me passionnais de la communication interculturelle. Comment communiquent les différentes cultures, qu'est-ce qui les empêche, ou au contraire - les aide à communiquer, quels sont les préjugés qu'elles portent en soi, et comment elles arrivent à les surmonter. Plus tard, je me suis intéressée au rôle des gens ordinaires dans les changements sociaux : qu'est-ce qui les réunit, qu'est-ce qui les incite à s'organiser pour entreprendre des actions qui correspondent à leurs désirs de changer le monde qu'ils habitent. J'ai commencé progressivement à m'intéresser à l'Homme – comment nous découvrons, exprimons et réalisons le potentiel que nous portons en nous depuis notre naissance comme des êtres humains. Comment nous nous associons avec les autres et comment nous arrivons à préserver ces liens. Au bout de compte, j'ai compris que mon activité au cours des années a été liée, dans un sens large, à la communication, à l'aptitude de créer et d'entretenir des relations de qualité, libres de préjugés, de m'exprimer, d'écouter et d'entendre, d'apprendre à mieux faire comprendre aux autres mes pensées, et d'inspirer les gens. Je souhaite pouvoir transmettre aux autres ce que j'ai appris et ce que je sais. Mon rêve intime, c'est de vivre dans un monde où nous tous aurions la possibilité de nous exprimer d'une manière authentique, dans lequel nous pourrions croire en notre capacité de changer la réalité, et où nous vivrions en interaction et en relation consciente avec nous-même, les autres gens, la nature et la vie ! » (Emilia Kraynova, activiste dans le secteur non gouvernemental)

---

<sup>622</sup> Toutes les citations sont extraits de l'étude de cas 1, Annexe 1. Les entretiens peuvent être consultés dans leur intégralité sont disponibles sur l'archive électronique de la NUB. URL: <<http://eprints.nbu.bg/2693/1/Doctorat%20Radosveta%20Ktastanova%20plus%20Annexes.pdf>>

# I. Introduction

---

La première partie du présent travail a dessiné le portrait complexe, dynamique et paradoxal des mouvements sociaux, dans leurs avatars dynamiques et multiples de la fin du XXe et du début du XXIe siècle. Nous nous sommes arrêtés plus spécialement sur les rapports d'interdépendance existant entre les nouveaux mouvements sociaux, la nouvelle situation, et l'émergence d'un individu nouveau au sein de nos sociétés contemporaines hypermodernes, porteur et vecteur d'une culture de nouveau type. Nous avons mis en exergue notamment les relations entre ce « nouvel individu », la nouvelle culture (valeurs, croyances, représentations, attitudes, comportement et expérience) qu'il véhicule et ce que nous avons appelé, en conformité avec une tradition établie dans la science sociale et politique du dernier quart de siècle, la nouvelle politique (*New Politics*) : une politique alternative défiant en permanence le *statu quo* et traçant de nouvelles perspectives devant la démocratie.

La deuxième partie a été dédiée à l'examen d'un cas concret – le mouvement écologique en Bulgarie en tant qu'un exemple **à la fois typique et spécifique des nouveaux mouvements citoyens** de la Nouvelle Europe, porteur des messages, valeurs et pratiques de cette politique alternative. L'analyse de celui-ci, reposant sur la confrontation et la synthèse de données empiriques, d'études analytiques et théoriques sur le sujet, nous a permis d'abord, d'examiner le spécifique dans l'universel, et de déceler l'universel dans ce cas spécifique; elle nous a aidé ensuite à dresser un tableau non exhaustif des performances politiques et de l'impact social du mouvement vert bulgare au sein des trois générations de militants.

Si dans la seconde partie nous nous sommes intéressés à la constitution et l'évolution historique du mouvement comme acteur social et politique et avons mis l'accent sur ces particularités au niveau générationnel, dans cette partie nous allons tenter de détailler les traits essentiels qui caractérisent l'engagement au niveau individuel. C'est dire que "l'acteur principal" sera le Citoyen-Écologiste. Nous nous proposons à peindre un portrait du militant vert qui, inspiré de l'idéal-type wébérien, va chercher à englober certaines traits spécifiques et durables, sans prétention d'épuiser la grande, voire inépuisable variété des individus engagés au sein du mouvement.

La dernière partie des travaux va donc revenir sur l'individu, dans son rapport avec la politique, la démocratie, et l'engagement en faveur de la nature et de l'environnement. Elle va chercher à démontrer les caractéristiques de la nouvelle politique et de la «nouvelle écologie » à travers de l'analyse des mobiles et les motivations des militants toutes périodes et générations confondues. Si la seconde partie a cherché à révéler les particularités de l'engagement écologiste relatives aux périodes historiques et au vécu générationnel, la

troisième partie va se focaliser sur **les traits communs du militantisme vert**, sur ce qui transcende les différences et fait bâtir “des ponts et des passerelles” entre les générations. Ce qui nous autorise à penser le mouvement dans une logique processuelle comme **un et pluriel**, se renouvelant sans cesse et demeurant pourtant un acteur important sur la scène sociale et politique de Bulgarie. Acteur de la contestation du *statu quo*, certes mais aussi de l'affirmation d'une “autre politique” qui ne puisse plus son inspiration ni des “lendemain qui chantent”, ni d'un passé enchanté dans un monde désenchanté mais de l'expérience et du vécu *ici et maintenant* de citoyens modestes, souvent méconnus et pourtant dévoués à leurs causes. Ceux-ci font perpétuer le message écologiste qui s'appuie sur deux piliers : la défense du bien commun (message politique *et* moral), condition indispensable pour une vie authentiquement humaine sur Terre (message éco-humaniste). Cette culture nouvelle, lie plus étroitement les fins et les moyens, l'acte et la parole, l'expérience, le vécu et l'autoréflexion.

Cela dit, l'étude se fonde principalement sur l'analyse des entretiens avec les militants du mouvement présentés dans leur intégralité dans l'Annexe 1. Les citations (à l'exception de celles dont la source est indiquée en bas de page) en sont également tirées. Le fil rouge de l'étude est tissé de **l'analyse des rapports entre motivation et engagement**; le passage des représentations et des convictions à l'acte et à l'activisme, et le retour à la réflexion enrichie d'une expérience nouvelle. Nous allons essayer à répondre à deux questions : pourquoi et comment se mobilise-t-on, au niveau “micro”, et quel portait de la nouvelle politique et du nouveau militantisme font révéler les motivations, les représentations et l'expérience politiques des citoyens/nes actifs/ves.

## II. Le nouvel individu au pluriel : les différents visages du militant-écologiste

---

### 1. Le militant écologiste et son double. Quelques oppositions binaires

Il convient de mentionner d'abord qu'au sein de chaque période, il est possible de déceler quelques types de militants constituant – aussi bien au niveau des motivations qu'au niveau de l'engagement - quatre types d'oppositions binaires : Radicaux versus Réformateurs ; Politiciens versus Citoyens; Professionnels versus Amateurs; et Progressistes versus Conservateurs-Traditionalistes. Cette classification, bien entendu, demande à être validée par d'autres études.

#### Les Radicaux versus les Réformateurs

**Les Radicaux** revendiquent que le système soit transformé en profondeur et que cela se fasse sans compromis et concessions ; alors que **les Réformateurs** sont enclins à envisager le *statu quo* comme un système qui se prête à des améliorations et qui pourrait évoluer à un stade “plus écologiste et plus démocratique” sans le recours à des transformations radicales. Ainsi, par exemple, les réformistes acceptent de travailler avec les multinationales et le gros business national espérant que celui-ci est susceptible de “verdir” alors que les radicaux sont sceptiques par rapport à la capacité (et la bonne volonté) de celui-ci de se réformer sans qu'un changement général des priorités des sociétés, de leur organisation sociopolitique, et de leur direction générale, ne survienne. Pour eux, le changement systémique devrait être le résultat inévitable et logique des bouleversements sociaux, politiques et économiques auxquels toutes les sociétés sont exposées. En ce sens, la crise écologique est envisagée comme bénéfique car elle pourrait amener à la réorientation générale de nos priorités, et pourrait “faire révolutionner” nos modèles de pensée - “les grands coupables”, selon les écologistes, de l'impasse globale que traverse la civilisation humaine.

#### Les Politiciens versus les Citoyens

**Les Politiciens**, de leur part, croient que le changement des mentalités et les changements sociaux sont impossibles sans que le mouvement et ses revendications ne soient intégrés dans le système via les mécanismes de la politique traditionnelle : fondation d'un parti politique écologiste, participation aux élections, intégration durable dans le système de la démocratie représentative qui pourrait garantir à l'avenir la normalisation de la politique ”de

l'intérieur": il s'agit notamment du "verdissement" de l'opinion publique, des autres partis politiques et des politiques publiques. A leur opposé se trouvent **les Citoyens** qui sont persuadés que la voie la plus appropriée et la plus performante pour changer le système serait d'exercer une pression "de l'extérieur" dirigée "du bas vers le haut", sans se mêler aux jeux politiques et partisans (ce qui leur garantit plus d'autonomie et une plus grande marge de manœuvre) tout en produisant des effets politiques (ce qui leur fait gagner la confiance des citoyens ordinaires, déçus du système politique, ses institutions et ses acteurs).

### **Les Professionnels versus les Amateurs.**

Dans le couple antinomique **Professionnels/Amateurs**, la ligne de démarcation est celle de la compétence : **les Professionnels** (de la politique ou de l'écologie) croient fermement que la formation et l'expérience spécialisées sont indispensables pour mener à bien leurs projets ; ils érigent souvent en culte le savoir et le savoir-faire fondés sur l'expertise. **Les Amateurs**, quant à eux, rejettent l'affirmation que les titres académiques, les connaissances techniques ou encore l'expérience de "la grande politique" (ou bien de l'écologie scientifique) soient suffisants afin de légitimer et de rendre performant l'activisme en faveur de la nature et du bien commun. Ils sont persuadés que tout un chacun a le droit et le devoir de faire politique et de « parler écologie ». Ils ne sous-estiment ni "le gouvernement des sages", ni leurs compétences (ils font souvent partie des "sages" eux-mêmes). Or, leur propre expérience leur a fait apprendre que le savant-expert et le professionnel politique, dépourvus de sens civique et d'engagement moral, peuvent être manipulés et même "achetés", aussi bien que l'ignorant non expérimenté, pour servir des causes diamétralement opposées à celles qui servent les droits de l'homme, ou le bien public.

### **Les Progressistes versus les Conservateurs (Traditionalistes).**

L'opposition entre **Libéraux** et **Conservateurs** enfin, se fonde sur leur rapport à la tradition, le passé, les autorités et institutions établies et les droits individuels. Il est possible de voir les deux types de militants combattre main dans la main pour l'élargissement des réserves naturelles et la défense des zones protégées ; toutefois, leurs motivations profondes sont très différentes. Même si l'on peut dire que le **Progressiste** et le **Conservateur** sont tous les deux "conservationnistes" en ce qui concerne la question de la préservation de l'environnement, les raisons de leur engagement ne sont pas toujours compatibles : alors que le premier est mu par la conviction que les générations futures doivent profiter **du même droit et de la même liberté** que lui de jouir de la beauté de la nature, des ressources naturelles et de la qualité d'un environnement décent, qui lui aurait garanti une existence

digne et des possibilités d'accomplissement individuel, le second, en revanche, persuadé que le progrès technologique et social est nuisible aux équilibres naturels, et aux relations sociales et humaines, envisage la protection de l'environnement et sa pérennisation, dans un état (cadre) immuable, comme **un devoir moral, individuel et public, envers ses propres origines**, son passé, sa nature et la nature.

Ceci étant, les militants de la minorité active verte se prêtent difficilement à une typologisation stéréotypée. Il est néanmoins possible de distinguer au sein de mouvement quelques types de militantisme qui se retrouvent au sein de chaque période. Dans leur **ensemble synergique** ils forment le portrait inachevé et paradoxal du Citoyen-écologiste. Car celui-ci n'est pas mono-centré mais polycentré, il est **pluridimensionnel et complexe**. Il révèle les traits d'un individu- personnalité en quête d'auto-accomplissement, en recherche permanente de repères - existentielles, sociales, idéologiques - partagées avec d'autres, et constamment déchiré des contradictions externes et internes propres à notre époque où les crises planétaires, globales, systémiques se mêlent aux crises identitaires qui traversent les individus, les groupes, et les communautés.

Par ailleurs, les motivations individuelles et les caractéristiques de l'engagement écologiste dessinent **la pluralité (et la diversité) intrinsèque de l'écologisme** comme une nouvelle idéologie politique qui ne se réduit pas à la simple combinaison d'idées puisées de différents courants de pensée mais les incorpore tout en les transcendant.

## 2. Portrait synergique du militant vert

### 2.1. L'Écologue

Il est un "expert passionné" de la nouvelle science laquelle constitue le noyau dur de ses représentations sur la société, la politique, l'État et l'engagement. Fervent de la complexité et du systémisme, il/elle est enclin/e à donner une explication éco-savante à chaque phénomène (social, politique ou naturel) et à réduire son fonctionnement, ses particularités et ses finalités aux lois éco systémiques qui selon lui régissent la nature *et* l'Homme.

« Si nous n'empruntons, pour peu que ce soit des exemples de la manière dont fonctionne la nature et n'assurons pas des mécanismes de contrôle sur l'État, pareils à ceux qui permettent aux systèmes vivants de s'autoréguler, nous n'aurons jamais un État normal car, naturellement,

l'élément le plus important du bon fonctionnement de toutes les fonctions, c'est le citoyen<sup>623</sup>. »

En ce sens, il apparaît souvent comme un prophète *naturel* d'une philosophie de vie *holiste*, envisageant le monde comme un tout organique et indivisible, où rien ne peut être modifié sans produire des réactions en chaîne souvent imprévisibles. Il se délecte à expliquer les phénomènes sociaux et les événements politiques en utilisant des métaphores puisées de la nouvelle science de la vie et de la matière telles que l'effet papillon, l'effet de cumul, ou le principe de précaution. L'importance, parfois cruciale, de l'acte individuel, et de l'action collective, même la plus minime et la plus modeste, est pour lui évidente. Il n'y a pas besoin qu'elle soit prouvée car cela fait partie des lois fondamentales de l'univers connu. Pour lui/ou pour elle, la question posée par la nouvelle science “Un simple battement d'ailes d'un papillon peut-il déclencher une tornade à l'autre bout du monde ?” n'est que rhétorique. Il/elle est persuadé/e que cela vaut la peine d'être actif et engagé car tout acte (y compris le refus d'agir) mène, ou peut amener, à des changements essentiels. De plus, pour lui/elle, les conditions *initiales* de l'action et de l'activisme valent autant que les résultats finaux, qui, eux, sont presque toujours *incertains* et dans la plupart des cas – inattendus. Cette philosophie de vie lui permet d'être persévérant, de ne pas désespérer facilement et de poursuivre avec une “ardeur logique et raisonnable” ses buts.

Par ailleurs, pour lui, en tant qu'écologiste dévoué, il n'existe pas de hiérarchie entre l'Homme et les autres êtres vivants : ils ont une valeur égale. “La nature humaine” vaut autant que les celle des animaux et des plantes qu'il connaît à merveille : un fait qui paradoxalement, l'aide à surmonter non seulement l'anthropocentrisme, propre à la culture moderne, mais aussi le bio- centrisme misanthrope, propre à certains défenseurs de la nature. La vie parmi les loups (un des interviewés a passé une période assez longue de sa vie plus près de ceux-ci que de ses semblables) ne l'amène pas à la conclusion que *Homo Homini lupus est* ; au contraire, elle l'incite à comparer les deux types d'habitat et d'organisation de la vie commune, ce qui lui permet non seulement de mieux comprendre les deux, mais aussi à transférer “de bonnes pratiques” des deux côtés de la barrière séparant culturellement les espèces. La connaissance de la nature “non humaine” ou “extrahumaine “ fait susciter en lui des réflexions qui mettent en avant la nécessité d'aborder le monde dans sa complexité inhérente, ce qui aurait permis aux hommes à mieux comprendre les effets de leurs propres actes et en assumer moralement la responsabilité.



« Pour moi, la nature est un bon exemple de ce principe – si tu touches une seule fois à quelque chose, les effets de cet acte vont revenir sur toi sous mille autres formes ... C'est très édifiant lorsqu'on observe les relations humaines. Selon moi, il n'existe ni bien, ni mal ; il n'y a ni péché, ni rédemption ; il n'y a que des causes et des conséquences ... C'est-à-dire que si tu fais quelque chose, ceci va mettre en marche d'autres choses, elles vont faire bouger encore d'autres et les effets, au bout de compte, vont encore revenir vers toi<sup>624</sup>. »

Les études de biologie, ou d'écologie et/ou l'implication durable - comme expert ou comme bénévole – dans les activités d'une ONG écologiste et dans des campagnes spontanées accompagnent logiquement le parcours dans la vie de cet amoureux de la nature sauvage, un amour que celui-ci préfère expliquer avec « l'air du temps » où il est né et où il (ou elle) a grandi, et avec une prédisposition individuelle, naturelle et innée, qu'il porte en soi dès sa naissance :

« Depuis l'âge de 5 ans je n'ai pas trahi la “foi écologiste”. Ma vocation pour la nature sauvage est prédestinée (...) Il existe dans ce monde des contaminations mentales... Ce sont des choses qui sont tout à fait matérielles – représentations, images, sensations qui “ t'attrapent ” comme des maladies. Moi, j'ai attrapé cette maladie quand j'étais tout petit et je n'arrive pas encore à guérir<sup>625</sup> ... »

Son chemin vers l'engagement citoyen et politique, est marqué par la combinaison entre convictions écologistes, compétence professionnelle et expérience de terrain. Il fait “écologiser” la politique, et pour cette raison reste souvent incompris, mal compris, et même mal aimé par ses proches au sein de la communauté verte. Il est le grand vulgarisateur de l'écologie scientifique, et comme tel, il souffre souvent du fait que la plupart des gens autour de lui ne sont pas capables de le comprendre et de le suivre. Pour la même raison il s'occupe souvent d'activités éducationnelles et fait répandre ses connaissances, ses convictions et sa vision du monde parmi les enfants et les jeunes.

## 2.2. Le Cosmopolite

Il/elle est ici et ailleurs, d'ici et d'ailleurs. Pour lui/elle **le lien entre le local et le global** ne relève pas de quelque logique abstraite mais d'un vécu et d'une expérience réelle des limites et des opportunités qu'offre la vie dans le “village planétaire”. En ce sens, il peut être

---

<sup>624</sup> Entretien avec Kaline Nenov, Annexe 1.

<sup>625</sup> Entretien avec Andrej Kovatchev, Annexe 1.

qualifié « d'un individu sans frontières ». Accoutumé à voyager sans cesse à travers le monde, à se déplacer et à communiquer avec des représentants de différentes cultures, mentalités et styles de vie, il/elle se porte mal dans les espaces fermés, fuit les doctrines rigides et les organisations “prêt-à-porter”. Il est celui/celle qui apporte le plus souvent au mouvement, à la communauté, à la politique, le souffle de la nouveauté, le goût des innovations (au niveau des idées mais aussi des pratiques jusqu'aux structures organisationnelles). Il a fait souvent ses études à l'étranger, et porte en soi la nécessité naturelle de confronter et de comparer les réalités observées et vécues. Il/elle est le grand expérimentateur, celui qui puise du savoir et de bonnes pratiques de partout pour les intégrer ensuite dans son groupe, ou sa communauté dont il est souvent l'initiateur, le leader, l'âme.

Vous pouvez le voir le plus souvent à la tête d'une initiative spontanée, d'une organisation *ad hoc*, d'un groupe citoyen ou d'une démonstration ludique, qui malgré leurs dimensions modestes, locales mettent en avant des questions globales et font introduire dans l'agenda de la société “un autre regard” sur des enjeux bien connus. Il/elle véhicule les valeurs de la “nouvelle époque” qu'il a incorporées et qu'il considère comme innées : pour lui „Tout homme (et femme) naît déjà vert/e.”

Il se sent également Européen, un véritable citoyen de l'Europe et un citoyen du monde globalisé :

« Je me réjouis du fait que nous fassions déjà partie d'un système plus ouvert qui s'appelle Union européenne. Dans un village près de Gabrovo un des conseillers municipaux est Anglais ; d'autres Anglais font bâtir en Bulgarie des maisons passives, écoresponsables, et sont contents de leur œuvre<sup>626</sup>. »

Il est en même temps un individu paradoxal : son cosmopolitisme le pousse tout à fait naturellement vers un patriotisme nouveau-né qui est rarement hérité de ses parents ou cultivé par les instances de socialisation traditionnelles ; celui-ci serait plutôt “l'enfant” de sa nostalgie et le fruit de ses propres réflexions, observations et convictions hétéroclites. C'est un patriotisme *self-made* qui lui fait voir plus clairement les avantages et les désavantages des différentes sociétés qu'il a connues, et de mieux apprécier les côtés positifs et négatifs de son pays, de sa société, de son milieu local. Il est fier de déclarer son attachement émotionnel envers son lieu de naissance :

« Les racines profondes de mon énergie se trouvent ici. Ici, je vis les situations et les choses beaucoup plus intensément. La fréquence avec laquelle mes cordes vocales ont vibré pendant si longtemps dans cet endroit, y est sans doute pour quelque chose<sup>627</sup>. »

Il a bénéficié plus que les autres de ses rapports avec la diversité du monde et il veut partager avec ses compatriotes ses compétences et son savoir. Pour lui, “le retour parmi les siens” et le désir de faire quelque chose pour le bien de la communauté, est un droit, un devoir moral, mais aussi un bonheur. Car comme le disait encore Benjamin Constant « ce qui définit la morale, c'est qu'elle montre aux hommes comment ils peuvent être heureux tout en rendant heureux leurs semblables<sup>628</sup>. » De cette façon il apparaît, dans ses motivations, et dans ses actes, comme un individualiste mais aussi comme un altruiste, car il a compris qu'il a besoin de communauté, qu'il a besoin de société et qu'il est impossible d'être heureux au prix de la misère des autres. Il pratique souvent une profession libérale : PR, journaliste, *free lancer*, artiste ou “avocat vert”, défenseur des droits des citoyens ordinaires et de la nature. Pour lui/elle, la liberté est une donne naturelle et une valeur inconditionnelle. Cela explique son penchant vers la justice sociale - “Né(e) en liberté”, il se bat pour l'équité des citoyens devant la loi et s'insurge contre l'oligarchisation de la politique et de l'économie faisant produire des inégalités qui à ses yeux sont immorales car ces inégalités empêchent l'aspiration légitime des êtres humains de s'auto-accomplir en liberté.

Il est souvent un admirateur de l'État providence protectionniste (une militante rêve d'instaurer en Bulgarie le socialisme norvégien, qui à son avis est aussi bon pour les hommes que pour l'environnement et la nature), réclamant des restrictions sévères et des régulations strictes pour le capital multinational sans lesquelles, à son avis, la justice écologique, l'équité sociale et les libertés individuelles sont impensables. Or, c'est également la raison pour laquelle il fait paraître souvent aux yeux des “locaux” comme “communiste” (un gros mot au sein de la communauté environnementale, surtout parmi les représentants de la génération des années 1990): sa volonté de se solidariser et de bâtir une société plus équitable et plus juste qui est pour lui naturelle, se heurte encore (toujours) aux préjugés profondément ancrés et au vécu du totalitarisme et du post-totalitarisme qui font rimer “socialisme” avec “communisme stalinien” rétrograde.

---

<sup>627</sup> Ibidem.

<sup>628</sup> CONSANT, Benjamin. Additions, p. 525, cité in Todorov, Tzvetan (1998). *Le Jardin imparfait*, La pensée humaniste en France, Grasset & Fasquelles, 352.

### 2.3. Le Juste

Il est mu par un sentiment moral qui est pour lui/elle un devoir éthique, un droit citoyen, et une nécessité individuelle, voire une prédisposition naturelle de l'esprit. Pour lui, la correspondance et l'interdépendance entre *logos* et *ethos*, est indiscutable : L'homme (la femme) ne peut prétendre être intelligent sans être bon (ne).

« A mon avis, celui qui prétend être un homme intelligent ne peut ne pas être aussi *un homme bon*. Ces gens-là qu'on montre au cinéma, ceux qui sont tout à la fois très intelligents et très méchants, ils sont soit imaginés, soit ils sont des victimes de troubles psychiques pathologiques : ils ne sont pas des hommes complets. L'on ne peut pas porter un regard correct sur les choses si l'on n'agit uniquement pour son propre intérêt utilitaire<sup>629</sup>. »

Il s'insurge contre toute injustice et aide les autres par solidarité, par indignation, et par conviction profonde. Ses raisons d'agir et ses motivations ne relèvent pas pourtant d'une idéologie quelconque mais de son désir de se sentir en conformité avec soi-même, et sa propre conscience, en tant que citoyen, et en tant que personnalité cultivée, éduquée et responsable :

« Ce qui a été le plus stimulant pour moi dans ce cas-là c'était que *je voyais* le délit, *je voyais* l'injustice, *je voyais* la corruption, et je ne pouvais pas rester passive. Car lorsque *tu vois*, il est impardonnable de ne pas réagir, de ne pas être actif .... Ceux qui *ne les voient pas* peuvent être pardonnés. »

Son “ idéologie ” politique est en fait sa fidélité envers ses propres principes qu'il/elle tente de ne jamais trahir :

« J'étais absolument persuadée que le moment était venu où les hommes ont le droit et le devoir moral de défendre des principes et d'y croire. »

Pour toutes ces raisons, ces choix politiques et son comportement de militant peuvent paraître volatiles : il fuit l'adhésion « pour la vie » à un parti, une communauté ou une cause, car son unique cause c'est son intégrité morale. Il ne vote jamais (ou le fait à contre-cœur) pour un parti politique, bien qu'il soit un démocrate convaincu, et ne soutient jamais des campagnes et des organisations qui sont contraires à sa philosophie de vie. Derrière son inconstance apparente se cache une persévérance remarquable qui se fonde sur un système de

---

<sup>629</sup> Entretien avec Kaline Nenov, Annexe1.

convictions et de règles éthiques. Il est guidé par celles-ci et exige la même chose des autres. Lorsqu'il constate l'inconsistance de ces attentes, il exprime avec amertume sa déception :

« Il est clair que l'humanité est moins mûre que je ne la croyais. J'étais persuadée que le moment est venu où l'humanité doit réévaluer le sens de son existence ... Serons-nous capables de trouver un mode d'existence où les intérêts matériels ne dominent pas sur l'impératif catégorique de survie<sup>630</sup> ? »

Or, cette déception ne dure pas longtemps. Guidé par un enthousiasme qui fait partie intégrante de sa personnalité paradoxale, il se livre parfois à une misanthropie élitiste (les gens en général ne sont ni prêts, ni mûrs pour faire face à leur devoir envers la société, la nature et la planète) qui est vite surmontée lorsqu'une nouvelle injustice émerge. Ces convictions et principes le conduisent directement et logiquement à la protection des démunis, de la nature, des animaux, des enfants, de ses voisins ou des générations futures. Car il est conscient que ses semblables, même au sein de la communauté, ne sont pas nombreux et que sa vocation est “d'ouvrir les yeux des autres”, de les guider, voire de se sacrifier pour eux lorsqu'ils ne sont pas à la hauteur “des enjeux du temps présent.”

Son penchant naturel pour la justice et la responsabilité volontairement assumée pour autrui, le pousse à participer à des initiatives fort divergentes, voire incompatibles, et peut l'amener à défendre des causes qui peuvent paraître opposées. L'on peut le voir lutter pour la protection d'une plage ou une forêt, militer contre la destruction d'un espace vert ou la construction d'une station-service près de son immeuble, prendre soin des animaux domestiques abandonnés, ou maltraités, et faire en même temps partie d'une organisation humanitaire de protection des handicapés, un organisme caritatif d'aide aux orphelins, une campagne de riverains de préservation d'un monument architectural ou une initiative législative en faveur des droits des mères. Toutes ces activités étant considérées comme cohérentes car correspondant à *sa nature*. Il/ (et plus souvent elle) justifient les propos de Constant qu' « *il y aura toujours des hommes pour qui la justice est une passion et la protection des faibles – un besoin profond. C'est la nature qui a voulu instaurer une telle règle, personne ne l'a jamais contredite, et personne ne saura jamais l'abolir*<sup>631</sup> ».

---

<sup>630</sup> Entretien avec Nadejda maximova, Annexe 1.  
<sup>631</sup> Conquête, II ; 18, 221.

## 2.4. Le Pragmatique

« Le schéma est très simple : avec les “bons”, tu joues selon les règles, alors qu’avec les “méchants” tu travailles et tu essayes de les aimer (...). Dans la situation actuelle, on peut atteindre des résultats meilleurs si on apprend à travailler avec “l’ennemi”... Il y a pas mal d’organisations qui pensent que la WWF a trahi la cause et qu’elle s’est “vendue”. Or, les résultats – la diminution de l’impact négatif sur l’environnement au cours des dernières 10 années et la prise de conscience de la part de ces business, sont plus importants que ceux des 30-40 années de la période précédente (...) Il n’existe plus de média, de business ou de personne qui ne voie l’impact de l’homme sur la nature et ne comprenne la nécessité de changer ce modèle de développement qui a été instauré au cours des derniers deux siècles<sup>632</sup>. »

Il est celui/ou plus rarement celle qui va fonder un parti vert, rejoindre une organisation “traditionnelle” et communiquer le plus facilement avec le *statu quo*. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu’il est une personne sans principes. Son “pragmatisme” politique et citoyen est subordonné à un amour réel pour la nature, et à un devoir volontairement assumé envers la société, son pays, ses proches. Mais, en même temps, il croit au compromis, se livre avec ardeur aux jeux politiques et se sent à l’aise dans le rôle de médiateur entre le mouvement, les autorités ou le gros business. Il est persuadé qu’il est impensable de changer le système sans apprendre en détail ses rouages, ses règles et la logique de leur fonctionnement. Il est utilitariste, et estime que les résultats palpables sont le meilleur remède contre la démoralisation qui souvent prend le dessous au sein du mouvement. Il se fixe des objectifs concrets, œuvre pour leur réalisation et fait tout ce qui est nécessaire pour se faire reconnaître par les institutions du *statu quo*. Bien qu’il participe à des protestations ou autres actes politiques «extrêmes», il le fait en général lorsque *c’est indispensable*. Il est prêt à négocier avec ses adversaires, et à faire des concessions pourvu que celles-ci n’empiètent pas sérieusement sur ses principes.

Il a souvent un long stage dans une ONG environnementale et a compris par son propre expérience que la fin peut parfois justifier les moyens : pour combattre *le statu quo* il ne suffit pas de faire pression de dehors ; si l’on veut le changer, il est nécessaire de s’y intégrer.

Sa qualité la plus incontestable est probablement la légèreté avec laquelle il se livre à des débats et discussions avec ses “adversaires” : à la différence de la plupart de ses

---

632

Entretien avec Gueorgui Stefanov, Annexe 1.

camarades qui prennent un air dégoûté et hautain lorsqu'il s'agit de communiquer avec les corporations ou les partis, il/elle est toujours prêt à expliquer, à préciser sa position, à peser les pour et les contre, à réconcilier les points de vue divergents, mais aussi à éduquer les autres, et à disséminer au sein du grand public les principes et les valeurs de l'écologie politique. Il est aussi le plus grand optimiste au sein du mouvement, celui qui sait apprécier à juste titre le rôle de celui-ci pour le changement de l'attitude des institutions vis-à-vis des questions environnementales : « Ce qui est bien, c'est qu'en Bulgarie les accords signés par l'État sont déjà respectés par les instances politiques et que les ONG écologistes et les institutions se sont mises à collaborer ... » Pour toutes ces raisons, il est respecté par ses adversaires pour son don diplomatique, son professionnalisme et sa connaissance de la "bienséance politique" qui lui permet de "traduire" les idées du nouveau paradigme dans le langage du "vieux". Toutefois, il est critiqué souvent de ses camarades pour son collaborationnisme et ses allures trop "politique politicienne".

## 2.5. Le Surréaliste

« Qu'est ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas : c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement. » (Albert Camus)

Il/elle est le grand révolté, un objecteur radical du système. Il s'oppose de toutes ses forces aux institutions politiques, aux règles de vie et aux valeurs sociales dominantes et réclame qu'elles soient changées en profondeur. Il peut être vu dans la rue à la tête d'un défilé théâtral, ou d'une manifestation excentrique et pittoresque ; il est aussi celui/celle qui va le plus souvent initier un acte de désobéissance civile et va chercher à se faire arrêter (parfois exprès) par la police. Il s'investit corps et âme car sa nature de révolté éternel le pousse à faire bouger les esprits, à démolir les barrières, à transgresser les normes établies de comportement social et politique. Il est l'instigateur des campagnes les plus provocatrices et des actes de contestation les plus absurdes qu'il anime et inspire avec son don incomparable d'artiste-gavroche. D'autre côté, son sens de l'humour "le met à l'abri" du fanatisme intégriste et lui permet de pardonner à ses adversaires. Il est aussi un extrémiste, mais son extrémisme est pacifiste<sup>633</sup>.

Dans sa vie professionnelle, qu'il soit homme ou femme des lettres, traducteur, enseignant, chercheur ou tout simplement un amateur de l'art, il est toujours un artiste,

---

<sup>633</sup> Ainsi, un militant dans la campagne NATURA 2000, écrivain, traducteur, et architecte de plusieurs initiatives citoyennes, apprenant à la veille du Nouvel an que l'Assemblée nationale s'apprête à acheter 200 nouvelles Mercedes pour les députés, lance avec ses amis la campagne "Soyons humains, et redonnons de l'espoir à nos députés !" "La campagne vise à faire collecter de l'argent pour l'achat des automobiles qui seraient par la suite offerts comme cadeaux de Noël aux élus.

Persuadé (e) que l'art ne sert à rien s'il n'est pas partagé (et co-créé) avec d'autres, et que l'un acte politique est aussi un acte poétique, il “fait poétiser la politique” et fait rétablir la correspondance entre acte et parole, tout en les démocratisant. Il se délecte à faire exhiber en public ses graffitis, ses idées et ses goûts personnels, pour se sentir moins seul, pour partager ses émotions avec les autres mais aussi par conviction morale. Pour cette même raison il fuit les espaces clos, les conversations dans les couloirs des institutions et le lobbying auprès des “puissants du jour” : il refuse de faire des concessions et préfère les barricades de rue aux négociations avec les autorités.

Il est, par conséquent, un homme d'action, et il fait de la politique avec sa vie. Il veut la révolution, *ici et maintenant*, la prépare et y participe presque quotidiennement car pour lui, la vraie révolution est « la révolution permanente ». Selon lui, il est impensable de changer le *statu quo* sans revisiter tous les rapports: hommes/femmes, Homme /Nature, adultes/enfants, liberté/égalité, public/privé, vie pour soi/vie pour les autres. Il est persuadé qu'il faut révolutionner l'éducation, la science, la politique, le travail. Ce à quoi il aspire, n'est ni plus ni moins, une révolution de l'esprit, des mentalités, des représentations, des objectifs et des moyens à les atteindre. Elle consiste en un effort quotidien d'être *auteur de sa vie* mais en conformité avec le monde et *dans* le monde existant. Car le surréaliste sait qu' “un autre monde est possible mais il est dans celui-ci”. L'autre réalité, la réalité qu'il s'efforce à dévoiler, ne peut être atteinte par la voie de “la vieille révolution” : il fait révolutionner aussi la révolution elle-même. Sa révolution est non violente, elle est « lente », et silencieuse, elle ne vise pas à renverser le pouvoir des “bleus “ ou des “rouges“ afin de mettre à leur place les verts mais de changer le gouvernement lui-même, sa signification, ses symboles, sa raison d'être. De la même façon, il n'aspire pas à changer de politique mais à changer *la* politique.

On rencontre le Surréaliste parmi les dissidents qui, s'opposant au *statu quo* communiste, désirent le transformer et le ré-humaniser de l'intérieur, en y établissant les fondements d' une politique de l'Homme; il apparaît aussi dans les rangs de la génération Écologie où il se distingue par son approche non linéaire, paradoxale et complexe au monde, qui fait révolutionner les représentations sur les phénomènes sociaux en les confrontant aux découvertes de la nouvelle science de la matière et de la vie; il est se présente enfin au sein de la génération Erasmus comme le porteur des messages et des valeurs de l'alter mondialisme.

Il est toujours à l'avant-garde car il a un don prophétique. Son esprit lucide qui le tient à distance des idées reçues et des préjugés idéologiques, en combinaison avec son intransigeance morale radicale envers soi-même et envers les autres, fait de lui un compagnon respectable et respecté, mais aussi difficilement supportable. Son individualisme le rend souvent hautain et orgueilleux, l'incapacité des autres de le suivre l'agace ou provoque en lui



une amertume mal déguisée. Il a quelquefois besoin, après une période intense d'engagement, de se retirer, pour restituer sa cohérence interne mais aussi pour recentrer sa vue, pour retrouver la direction générale de sa vie et pour se remettre en marche. Bien qu'il soit souvent entouré d'adeptes et d'admirateurs, grâce à son charme insolite, son enthousiasme créateur, sa dévotion à la cause et son don de voyant, il est aussi (et probablement pour les mêmes raisons) un solitaire, enclin à sombrer dans la mélancolie ou de désespérer à cause de l'incompréhension de la part de ses proches, ou de sa propre incapacité de "tenir le coup".

## 2.6. Le Tolstoïste

Il croit que la vocation naturelle de l'être humain est de vivre en petites communautés, auto-générées et autonomes, et de s'autogouverner : c'est là où il/ou elle va pouvoir retrouver dans sa plénitude son potentiel unique, se faire apprécier par les autres et réaliser ses dons spécifiques. Il exerce le plus souvent une profession libérale - architecte, ingénieur, journaliste, traducteur, enseignant, ou entrepreneur, qu'il conjugue facilement avec une activité citoyenne foisonnante en faveur de son milieu de vie le plus proche. En ce sens, il est un des promoteurs de "l'écologie du quotidien" tissant un véritable écosystème de relations et d'interactions avec ses collègues, voisins, et amis. Comme architecte et ingénieur, il milite à faire bâtir une *Cité* sans centre et sans périphérie, qui aurait fait les ghettos peu probables, aurait ralenti l'exode de la campagne vers la capitale et aurait réduit la distance entre les individus et la satisfaction de leurs besoins à travers un usage plus intelligent, plus efficace et plus moral des ressources locales.

Dans sa vie professionnelle, il n'aspire pas à faire une carrière et ne se bat pas pour occuper des postes à responsabilité. Pour lui/elle, ce n'est pas un *objectif important* qui puisse donner un sens durable à la vie. Il en est ainsi, car d'abord, ceci est contraire à ses valeurs et principes qui le font détester la bureaucratie, rejeter la hiérarchie et le principe de commande : il est convaincu que ce n'est pas le poste qui fait l'homme, c'est l'homme qui fait le poste. Ensuite car il n'y trouve pas assez d'opportunités de s'auto-exprimer et s'auto-accomplir. La petite communauté est le milieu propice qui correspond à son désir profond d'être pionnier, d'être indépendant, et de contribuer à l'amélioration de la vie des autres, *avec* les autres.

Il n'aspire pas non plus au pouvoir politique, comme d'ailleurs la plupart des militants verts, mais ces motivations ne sont pas idéologiques : ce n'est pas qu'il diabolise le pouvoir comme le lieu par excellence de la corruption et de la dégradation morale, c'est que par son essence même celui-ci est contraire à son éducation, à ses représentations du monde, donc à ses convictions et ses aspirations. Car ses ambitions sont plus grandes et en même temps beaucoup plus modestes que celles d'exercer le pouvoir. Il préfère être citoyen, et veut rester citoyen : il en est fier. Or, il veut être en même temps un bon professionnel et réaliser son

talent pour assouvir sa propre soif de perfection et sa volonté de perfectionner son propre milieu de vie. Cela fait partie de son devoir citoyen et de ses obligations politiques. Sa politique est "la petite politique", celle qui se nourrit des soucis concrets des gens concrets faisant partie d'un milieu concret. Il se croit plus utile (et plus important) au sein de la communauté dont il a été le coauteur avec d'autres comme lui et avec qui il partage le besoin de se faire construire des repères identitaires "de bas en haut". Il est anticonformiste pour ainsi dire, par nature. « Le conformiste n'est pas citoyen », déclare un activiste de l'union *Citoyens pour une Sofia verte*.

Dans la même logique, il a besoin de se sentir proche de la terre, du sol, des gens autour de lui et des problèmes très concrets de la communauté locale (son immeuble, son quartier, son village ou sa ville natale) laquelle prend souvent sous son impulsion la forme d'une "famille augmentée". Il/ (plus souvent elle) est une personnalité forte, un individualiste-altruiste qui fait gagner naturellement le respect des autres grâce à son don inné de leader informel, un leader autonome, respectable et respecté, laissant volontiers aux autres la possibilité de guider et de prendre des décisions. Car il a besoin d'auto-estime, mais aussi de l'estime des autres, c'est à travers cet estime qu'il réaffirme en permanence son identité, et sa dignité.

Le contact avec la nature est essentiel pour lui car il lui permet de renouer quotidiennement ses liens avec l'univers et avec soi-même, et de ne pas céder à la "perversion de la vie urbaine" comme l'appelle Claude Lévy-Strauss, celle-ci étant nuisible pour la "santé psychique" de l'homme contemporain<sup>634</sup> : c'est aussi un remède contre ses angoisses et frustrations qui le découragent au point de perdre ses repères. Son rapport à la nature est marqué souvent par une sensibilité panthéiste ou païenne qui est tout à la fois „prémoderne“ et "post-moderne", mais en tous cas propre aux représentants d'un « milieu urbain éclairé et éduqué ». L'effort de maintenir une communauté auto- générée, informelle, bigarrée, traversée sans cesse de conflits, instable car soumise à la bonne volonté des membres d'y participer (ou de ne pas le faire), épuise ses forces et fait ébranler son enthousiasme. La constance de la nature lui permet de pallier la déception provoquée par l'inconstance des hommes.

De plus, comme il a besoin de voir quotidiennement les fruits de ses efforts, il éprouve un penchant vers le travail manuel, le labour de la terre, le jardinage et la culture des plantes : pour ses propres besoins mais aussi pour ceux des autres il cultive sans relâche son jardin. Il s'occupe souvent d'agriculture biologique (de plus en plus souvent en milieu urbain), défend les espaces verts, s'engage à faire cultiver des espaces publics, ou en fait de nouveaux avec le support de ses voisins et de ses amis. De cette façon, il symbolise « le retour vers la nature »

---

634

LEVY-STRAUSS, Claude (1973). *Antropologie structurale deux*. Paris: Pion, p.13.

de l'homme urbain, dans le sens d'une vie plus simple, plus frugale, plus conviviale et moins consumériste – que ce soit en choisissant de “renouer avec ses racines” et de retourner à la campagne, ou de rester dans la ville afin d'y faire instaurer de nouvelles pratiques communautaires étroitement liées à son milieu de vie.

Il est aussi un admirateur et protecteur de la tradition – il collecte, étudie et met en application les savoirs et les pratiques des générations précédentes en vue de faire perpétuer leur sagesse, leur expérience, et leurs œuvres (du labour de la terre à l'ancienne à la préservation de l'ancienne architecture dans les villes ou encore la maîtrise de la manière spécifique de bâtir des immeubles dans les villages). De cette façon, il/elle assure la collecte, la circulation et la pratique d'un savoir accumulé au cours des siècles, marginalisé et devenu obsolète par les temps modernes, créant de véritables “lieux de mémoire” pour les générations présentes et futures.

## **2.6. Le Penseur (Le Philosophe)**

« Nous pouvons déclarer avec une certaine fierté que nous avons déclenché un processus très important: nous avons vu des gens se réunir autour d'une cause qui n'est pas lié à l'argent. Les protestations de toutes les autres organisations étaient dominées par des revendications matérielles alors qu'en défendant la nature tu défends une valeur, tu défends quelque chose qui n'est pas que matériel<sup>635</sup> ... »

Il est celui/celle à qui incombe le devoir – qu'il accepte volontiers - de déceler l'universel dans le spécifique et de faire valoir le général dans le particulier. Il est doué de la capacité de voir dans une perspective très large les processus et les phénomènes, et possède le don d'entrevoir l'essentiel au-delà des apparences conjoncturelles du moment ; de faire assembler les détails et les impressions subjectives souvent éphémères en des corpus solides de réflexions inter-liées, logiques et convaincantes :

“Elle [Ecoglasnost] fut un “être social” extrêmement fragile, de plus, elle était très jeune, encore à l'âge adolescent. Mais elle a su faire son chemin en passant de la réactivité [par rapport aux agissements du pouvoir] vers l'agir proactif du citoyen, conscient de ses droits et ses devoirs<sup>636</sup>.”

---

<sup>635</sup> Entretien avec Gueorgui Stefanov, Annexe 1.

<sup>636</sup> Mémoires de Liliana Alexandrieva, citée in *НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ ЕКОГЛАСНОСТ 1989* (2010), Op.cit. p. 23.

Il/elle sait révéler les grands enjeux, comparer, mesurer et relativiser les performances, les échecs, et les contradictions, les mettant en rapport avec l'expérience de ses semblables, éloignés dans l'espace et dans le temps :

« Pour moi, vingt ans plus tard, le mouvement apparaît comme une idée qui a réuni des gens préoccupés de leur propre sort et du sort des gens et de la nature autour d'eux, qui désiraient et ont été prêts à prendre leur vie dans leurs mains. Ce n'était pas un mouvement de grande échelle, comparé surtout à l'envergure des organisations dissidentes dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Il paraît que nous autres Bulgares, nous ne pouvons pas agir à grande échelle. Quelque peu nombreux que nous ayons été, nous avons pourtant réussi à donner notre réponse au mensonge, au cynisme et à l'immobilisme, et j'espère que cela a contribué à faire de notre pays un lieu plus vivable. Pour nous, pour nos enfants et pour nos petits enfants aussi<sup>637</sup>. »

Si le Tolstoïste est celui/ou celle qui fait créer des lieux de mémoire, le Philosophe est celui qui incarne “la mémoire vivante” du mouvement, celui qui s'est chargé de l'obligation de faire perpétuer le souvenir du militantisme écolo aux générations suivantes et de les populariser dans un milieu très large. Car il est celui qui à force d'observer, et d'accumuler des impressions et des faits, se rend le plus facilement compte de la continuité du mouvement et de son impact, souvent méconnu, comme auteur des changements en cours. Pour cette raison il se montre moins attentif et moins critique que la plupart de militants aux échecs temporaires et réussit à mettre en exergue ce qui constitue sont “cœur vivant” :

« Ceci, c'est quelque chose de vivant. Ce n'est pas une structure formelle, rigide ... Chacun a le droit de Cité, chacun a le droit d'exister et de déclarer haut et fort. – Je fais part de l'énorme océan de la société et mon opinion mérite d'être prise en compte<sup>638</sup>. »

Il est aussi celui/celle qui, possédant le penchant naturel de contempler la situation “du haut”, du sommet, se livre volontiers à des conclusions concernant la situation générale, la politique, la démocratie, les particularités de sa génération et de son milieu. Il emprunte naturellement le rôle de porte-parole du mouvement, et s'exprime le plus souvent à la première personne de pluriel :

---

<sup>637</sup> Ibidem, p. 131.

<sup>638</sup> Entretien avec Andrej Kovatchev, Annexe 1.

« Nous sommes la génération - médiateur (...) ceux qui ont eu la chance de jouir de la nature sauvage et de l'harmonie et qui s'efforcent à en faire une mode pour les générations suivantes, qui, elles, sont privées de l'accès aux plages vierges et jouent avec des jouets chinois en plastique<sup>639</sup> (...) »

Ses prises de positions et ses réflexions cherchent à établir, au-delà de la multitude des motivations temporaires ou durables caractérisant la période, la génération, les événements et les actes ponctuels, des repères explicatifs plus généraux, voire universels concernant **le sort de l'homme** dans le monde, son rôle et sa destination. Ces observations renvoient aux fondements de la vie et lient l'homme aux grandes questions existentielles :

« Le monde pourrait devenir *substantiellement différent*. Les hommes devraient se rendre compte qui ils sont, d'où ils viennent, où ils vont (...) Si je suis né, c'est que je dois faire aussi quelque chose pour les autres<sup>640</sup>. »

Son don philosophique **est** autant le fruit des prédispositions innées de son caractère et tempérament, qu'une capacité qu'il a fait forger au fur et à mesure de son parcours de militant. En ce sens, les observations et les réflexions sur la nature, la société, la politique et le mouvement, sont sans cesse nourries et soumises à l'examen de son expérience individuelle, singulière. Ses prises de position philosophiques sont toujours des positions engagées dans le sens qu'ils n'échappent (et ne peuvent pas échapper) à son propre sort "d'animal politique", d'être humain confronté sans cesse à l'évaluation pragmatique, politique et morale de ses propres actes et de leur impact sur la communauté et la société. La distinction que fait Tzvetan Todorov entre Rousseau et la plupart de ses collègues philosophes, se rapporte parfaitement à la philosophie de vie et à la philosophie de l'engagement propre aux citoyens-philosophes des « nouvelles minorités actives » :

« Eux [les philosophes] soutiennent des doctrines sans aucunement aspirer à faire correspondre celles-ci avec leur vie. C'est une sorte d'irresponsabilité qui caractérise en général le comportement de l'intellectuel contemporain. Rousseau, en revanche, tend à établir une continuité entre la parole et l'acte, entre la réalité et l'idéal (...) Mais il va encore plus loin : partant de la réalité, il arrive à souder idéal et réalité car le modèle sur lequel il s'appuie, c'est sa propre existence, sa propre vie qui, qui change aussi au cours du temps. »

---

<sup>639</sup> Entretien avec Nadejda Maximova, Annexe 1.

<sup>640</sup> Entretien avec Nikolai Vesselinov, Annexe 1.

## 2.8. Le (Nouvel) Humaniste

« Le travail sur le réseau NATURA 2000 nous a permis, à moi et à mes collègues, de comprendre mieux que la majorité des gens, les valeurs que ce réseau fait promouvoir; surtout que l'objectif principal de celui-ci n'est pas la protection de la nature mais la préservation des formes naturelles de vie établies entre l'Homme et la Nature ... Car l'Homme, comme on le sait bien, est présent ici, sur nos terres, depuis une époque très éloignée, probablement depuis qu'il a adopté le mode de vie qui l'a conduit ici. Et l'interaction entre l'Homme et son environnement a fait changer l'environnement tout en créant des relations d'interdépendances entre eux<sup>641</sup>. »

C'est le type de militant qui réussit à expliciter le mieux **le nouveau rapport à la nature de l'homme/la femme hypermoderne**, et à la nécessité qu'éprouve celui-ci à protéger son environnement dans le sens de **milieu** (milieu de vie, milieu amical, milieu professionnel, milieu social) tout en le recréant en permanence, avec d'autres, pour les autres :

« Moi, je ne suis pas un accro de la nature. Il m'arrive quelquefois de passer un certain temps dans la nature, mais il vient toujours un moment où je commence à me sentir seul ... Moi, j'ai besoin de communiquer, j'ai besoin d'une communication spirituelle avec les gens (...) Mon engagement en faveur de l'environnement est pour moi une tentative de travailler avec les gens, d'être au sein d'un milieu de gens le plus large possible, sans frontières artificielles, c'est le milieu le plus durable qui ouvre le plus de perspectives. C'est aussi ce type de milieu qui m'incite à réfléchir dans un contexte très large. Ce qui m'a toujours posé des problèmes, c'est que je vois davantage les arbres. Cela veut dire que je dois développer mon aptitude à voir la forêt, voir le plus largement possible ... La cause écologique est aussi la cause qui m'apporte le plus de satisfaction personnelle car elle ne me semble pas vaine, elle me donne un sentiment de plénitude ... elle est [la cause] qui me pousse le plus à évoluer, à m'accomplir<sup>642</sup>. »

Tirailé en permanence entre satisfaction et insatisfaction, entre le présent et le futur, entre le devoir et le désir, entre la volonté de se solidariser avec ses semblables et son esprit trop libertaire, il est un être tissu de contrastes, mais également et paradoxalement, une personnalité assez cohérente. Il a le goût pour l'action mais aussi pour l'observation et pour la

---

<sup>641</sup> Entretien avec Gueorgui Stefanov, Annexe 1.

<sup>642</sup> Entretien avec Kaline Nenov, Annexe 1.

réflexion qui l'amènent à de véritables découvertes sur la nature humaine. Car en effet, la nature qui l'intéresse, c'est la nature humaine. Et son engagement écologiste est une quête spirituelle pour la défense de la dignité de la nature humaine, source inépuisable de surprises, d'innovations, de complications et de paradoxes. Il échappe avec légèreté aux oppositions antagonistes entre anthropocentrisme et bio centrisme, et dénonce l'opposition entre l'Homme et le reste de la nature vivante. Il est très attentif aux séductions de la pensée holiste qui peut conduire même les gens les mieux intentionnés à un éco-fascisme inacceptable de point de vue humaniste quoique déguisé sous arguments tout à fait acceptables : il n'est pas d'accord que pour sauver la forêt l'on peut se passer de quelques arbres. Il ne croit pas non plus que la crise écologique soit provoquée par l'accroissement ex-potentiel de la population mondiale produisant une pression sur les ressources et les équilibres naturels. Pour lui, les menaces écologiques devant l'humanité ne sont pas non plus le résultat de quelque prétendue corruption originelle (déformation originelle) de la nature humaine. C'est l'organisation sociale qui en est beaucoup plus coupable ; celle-ci se fonde sur un système de valeurs qui est par son essence même contraire à tout humanisme car il réduit les hommes à des individus unidimensionnels, consommateurs passifs d'une existence qu'ils sont accusés de supporter afin d'être acceptés par leurs semblables.

Le Nouvel humaniste est donc un observateur critique mais toujours bienveillant quoique radical de la société de consommation. Il en est ainsi car la diversité humaine est pour lui aussi précieuse que la biodiversité : il est persuadé qu'il faut défendre la pluralité et pour cette raison il apparaît comme un des admirateurs les plus passionnés de la démocratie pluraliste. C'est le système politique qui à son avis correspond le plus à son idée de l'Homme en tant qu'un être "en voie de développement", susceptible de choisir librement et de créer d'une manière autonome son milieu, sa communauté, son destin. Il sait avec Montaigne que la société est un jardin imparfait où la plante de l'autonomie a besoin d'air pur pour qu'elle s'épanouisse.

Il porte une nouvelle spiritualité, y compris en politique, qui est imprégnée autant de passion humaniste que de bon sens : la protection des équilibres naturels est pour lui un acte raisonnable et leur destruction – une folie. Et il milite afin d'instaurer le règne de la raison car il sait "Tant est vrai qu'à de certaines époques il faut parcourir tout le cercle des folies pour revenir à la raison. " Pour les mêmes raisons, il est ennemi de la violence dans toutes ses formes, qu'elle soit adressée aux hommes, aux animaux ou à la nature non vivante. Or, son humanisme présente des fois des revers inquiétants : comme le dit un des répondants, "Je suis pacifiste mais mon pacifisme est teinté d'un extrémisme que je n'arrive pas toujours à dominer". La conscience de l'urgence écologique et des risques encourus, et le poids

psychologique de la responsabilité planétaire qu'il assume en première personne, font souvent de lui un être fragile, névrotique, agressif et inconstant, tissé de complexes et de contradictions et incapable de faire face à ces propres attentes et exigences surhumaines.

Pour conclure, nous tenons à rappeler que les types que nous avons décrits représentent **les différents aspects** du citoyen engagé. Le portrait du militant écolo que nous avons tracé est bien entendu inachevé, il se prête à d'autres interprétations et appelle à d'autres lectures.



### III. Au-delà des différences. Le nouvel individu au singulier : le nouvel individu et la nouvelle politique

---

#### 1. Les motivations. Quatre aspects majeurs

Bien que étude de “l'engagement vert” fasse révéler une multitude de motivations, très souvent contradictoires, il est possible de mettre en avant **quatre types de facteurs** qui font mobiliser les citoyens et les amènent à l'action et une participation durable. Ces quatre types de motivations se combinent en proportions différentes chez les différents militants mais sont présentes au sein de chaque génération.

##### 1.1. La vénération pour la nature.

Nikolay Vesselinov, ingénieur, militant à la coalition *Citoyens pour une Sofia verte* explique ainsi une des raisons majeures de son engagement et celui de ces collègues au sein du groupe :

« La nature, car elle est parfaite. Si l'on a la possibilité de l'observer, l'on voit qu'elle est créée parfaitement, l'ordre [dans la nature] est parfait. »

##### 1.2. L'indignation par rapport au *statu quo*

Andrej Kovatchev, écologue, expert et homme politique, résume les raisons de cette indignation ainsi :

« Les gens ont le droit d'être pessimistes. En effet, l'État, le gouvernement sont organisés de façon à ne pas permettre le contrôle des citoyens. Tout cela est fait exprès. Les citoyens n'ont aucun impact. L'État est construit sur un principe de commande – hiérarchique, vertical, militaire, de haut en bas et de bas en haut. »

##### 1.3. La défense du bien commun, et de l'intérêt général : condition indispensable du bien-être individuel et collectif.

Boryana Chivatcheva, architecte, leader d'une association écocitoyenne de Sofia, déclare ses motivations:

« En réalité, il n'y a personne à défendre l'intérêt général ... La Municipalité doit agir contre elle - même et doit s'opposer à ses propres décisions. C'est absurde ... Notre grand combat, c'est de modifier la Loi d'aménagement du territoire en vue de permettre à plus de citoyens de représenter et de défendre l'intérêt général dans les tribunaux, car il est évident que la

Municipalité en est incapable, elle se trouve en conflit d'intérêt avec elle –même »

#### **1.4. Le désir d'accomplissement de soi (vu comme partie intégrante du bien collectif)**

Parlant des motivations de son engagement dans les campagnes écologistes, le jeune architecte Martine Micouch décrit de la manière suivante le lien interdépendance entre son besoin d'accomplissement (professionnel *et* personnel) et la nécessité de servir d'exemple à suivre pour d'autres gens:

« Mon rôle, je le vois comme une évolution personnelle. Si je m'accomplis, si j'évolue, alors le monde, lui-aussi, ira mieux. Si je réussis à construire mieux, à bâtir mieux .... Il y aura plus de personnes qui comprendront ce qu'ils doivent faire dans la vie. »

## **2. Le Citoyen-écologiste et la nouvelle politique**

### **2.1. L'attitude et les représentations du politique : faire politique autrement**

« Bien que la majorité des Bulgares détestent les hommes politiques, ils doivent se rendre compte que toute intervention de la part des citoyens est en fait une intervention dans la politique<sup>643</sup>. »

L'attitude des citoyens actifs envers la politique est ambivalente : les activistes font une distinction assez claire entre *la* politique, et le modèle de politique établi pendant la période de la Transition<sup>644</sup>. Les militants partagent une acception très large du politique et de la politique. Pour eux/elles, d'abord, faire politique ne se réduit plus à l'engagement partisan : « Je ne fais pas de politique en ce sens », déclarent la plupart des citoyens-écologistes. Comme le dit Rostislav Kandilarov, initiateur de l'association étudiante *Harmonia* et militant dans plusieurs campagnes écologistes:

« La politique est un mode d'agir sur la société, un mode d'agir qui se focalise sur des résultats .... En ce sens, je suis un activiste politique absolu mais mon champ politique n'est pas le parti politique, moi, je me sers d'autres structures. »

---

<sup>643</sup> Entretien avec Gueorgui Stefanov, Annexe 1.

<sup>644</sup> Le rapport à la politique au sein du mouvement pendant la période communiste, comme nous avons pu le démontrer dans la seconde partie, est assez particulier ; il est l'effet direct d'un modèle sociopolitique où rien n'est politique et en même temps tout est ou peut devenir politique lorsqu'il concerne de quelque manière que ce soit, le gouvernement totalitaire et son idéologie.

La politique au sens de la politique "politicienne" maintes fois évoquée dans les entretiens, est rejetée car elle est considérée vidée de son substance. A son oppose se trouve le politique, ou ce que nous avons désigné sous le terme "nouvelle politique". La nécessité d'une nouvelle politique apparaît au moment où les citoyens constatent l'absence de politique à proprement parler. Ce constat concerne le système politique dans sa totalité et dans ses différents aspects: la politique ne se fait plus ni par les acteurs traditionnels (gouvernement, partis, syndicats, associations), ni dans les lieux de politique « canoniques » (Parlement, Conseil des ministres, centrales des partis), ni par les formes et procédures conventionnelles établies durant les deux siècles passés (vote, militantisme partisan ou syndical, adhésion à un parti). Les grands enjeux d'actualité exigeant la confrontation de points de vue, des décisions politiques et des visions stratégiques ont déserté la scène politique. Les conflits structurants, organisés de plus en plus sur des enjeux qui lient politique et éthique : ONG et bioéthique, responsabilités des États et des sociétés face aux changements climatiques, équité sociale, justice économique et environnementale, probité publique, ou encore les rapports entre centre et périphérie (au plan national et au plan européen), sont le plus souvent abordés et mis sur l'agenda public et politique par des acteurs "non conventionnels", ignorés, sous-estimés et/ou mal aimés par le *statu quo*. Les différences idéologiques se sont estompées, laissant la place vacante à la foire managériale du commerce et du commérage politiques. La politique, chassée de ses fiefs par le marchandage, s'installe dans des lieux insolites et envahit des terrains nouveaux.

L'influence politique ne se mesure donc plus avec les standards établis et ne correspond plus ni à la visibilité publique de l'acte politique ni au prestige de l'instance qui est censée "faire politique"; très souvent ses dimensions et ses effets ne sont pas proportionnelles au niveau de prise de décision :

« Je connais des gens qui n'affichent nulle part leur influence sur la politique mais ils impactent réellement sur celle-ci. La politique, par exemple, peut être même la décision que nous avons prise ensemble avec un voisin. Je *peux faire politique* même quand je réponds à une personne ou je réagis à une situation qui n'est même pas liée à la Bulgarie<sup>645</sup>. »

Cette nouvelle politique rime donc avec **une implication directe dans les affaires publiques**, elle lie plus étroitement acte et parole : elle est toujours une prise de position individuelle et singulière impactant sur la *res publica* même lorsqu'elle se fait collectivement.

---

645

Entretien avec Martine Micouch, Annexe 1.

Elle fait estomper également la ligne de démarcation entre la sphère publique et la sphère privée. « Le jardin devant mon immeuble est-il public ou privé ? » - se demande un militant de Sofia. – « Et si j'y plante des fleurs, à qui incombe l'obligation d'en prendre soin ? » Cette représentation du politique et de la politique conduit à la nécessité de « plus de démocratie dans le quotidien » et appelle à une radicalisation démocratique.

## 2.2. L'État

Dans les représentations de la minorité active verte l'État est « un mal indispensable » ; il doit être fort mais sa force doit reposer sur l'équité de tous les citoyens devant la Loi. « L'État écologique » est un État démocratique, respectueux du souverain du pouvoir - les citoyens actifs et doit savoir garantir leurs droits et libertés individuels. En même temps, l'État doit défendre les biens publics et doit représenter l'intérêt général. Il doit savoir répondre aux multiples intérêts privés des groupes et des individus sans pour autant permettre qu'ils empiètent sur le bien commun et qu'ils détruisent l'équilibre fragile dans la nature et dans la société. Il doit pouvoir réconcilier liberté individuelle et solidarité collective et servir de garant tant politique que moral, de **la cohérence sociale** :

« Il y a des gens qui ne sauront jamais surmonter leurs intérêts personnels et qui ne permettront jamais qu'une valeur commune ou un principe moral partagé dictent leur comportement. La question est pourquoi les États existent-ils et pourquoi il est nécessaire de vivre en société. Ils existent afin d'assurer l'équilibre entre ces intérêts et convictions divergentes des individus dans la société. Il est indispensable de trouver le juste milieu qui serait bénéfique pour le bien commun. En Bulgarie cet État est inexistant, c'est ce qui fait produire tous ces conflits (...) Et la question qui se pose est : qui gouverne cet État<sup>646</sup> ? »

Pour y arriver, l'État doit définir des priorités : le droit de propriété privée doit être garanti s'il va dans le sens du bien commun, mais il doit être restreint lorsqu'il s'oppose à celui-ci.

« Si tu possèdes des terres arables, tu as des droits sur ces terres, le droit de les cultiver et c'est à l'État qu'incombe l'obligation de t'aider. Mais si tu veux en changer le statut pour y faire construire, c'est toujours l'État qui doit te dire « non » et qui doit te sanctionner<sup>647</sup>. »

---

<sup>646</sup> Entretien avec Nadejda Maximova, Annexe 1.

<sup>647</sup> Ibidem.

Pour les écologistes, le problème n'est pas que l'État soit fort; au contraire le pouvoir étatique est faible car il défend les intérêts de l'oligarchie, et pour cette raison il est privé de son fondement politique et moral : la confiance de la majorité des citoyens, donc sa légitimité. Le système empêche toute forme authentique de représentation citoyenne dans la politique, ce qui selon les citoyens-écologistes est néfaste pour tout le système car cela fait perturber les processus naturels au sein de la société et de la politique :

« Je vois la nécessité qu'une structure authentique de gouvernement émerge, et qui aurait représenter *le nouveau statu quo*<sup>648</sup>. »

Pour résumer, l'État et l'Etat de droit sont la même chose. Une des caractéristiques principales de l'engagement au sein du mouvement écologique bulgare est la défense de l'État de droit, garant des droits individuels. Comme le dit Toma Belev, ex-directeur du Parc naturel Vitocha et un des fondateurs de la coalition *For the Nature in Bulgaria* :

« Les busines liés à la mafia n'en veulent pas d'État de droit, alors qu'au cours des dernières décennies les environnementalistes ne militent que pour cela – que tout le monde se conforme à la Loi. (...) Car le droit à un environnement sain, le droit d'opinion, le droit à un procès judiciaire juste, et le droit de s'exprimer librement dans les médias sont tous des droits humains<sup>649</sup>. »

## **2.3. Les institutions et les acteurs politiques**

### **2.3.1. Le gouvernement**

Les institutions et les acteurs de la démocratie représentative sont irrémédiablement discrédités aux yeux des citoyens : le vote, les pouvoirs, les élites politiques, les partis politiques. Il existe un consensus parmi les répondants que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le contrôle citoyen ; ils sont intéressés non seulement de conserver mais aussi d'augmenter la distance séparant les gouvernants et les gouvernés :

« Le gouvernement s'éloigne de plus en plus des citoyens, ceux-ci disposent de moins en moins de possibilités à le contrôler (...) Toutes ces règles et réglementations qu'on met en

---

<sup>648</sup> Entretien avec Petar Kanev, Annexe 1.

<sup>649</sup> Cité d'après <<http://www.vecherni-novini.bg/80>>, 10.02.2015.

place, au lieu de créer des liens entre les citoyens et les gouvernants, font accuser davantage le fossé et font briser les liens existants<sup>650</sup>. »

L'évolution des élites politiques qui au début de la période de la Transition jouissaient d'un certain prestige, suit la même trajectoire: la consolidation de la démocratie constatée régulièrement dans les rapports et les analyses, n'est pas suffisante afin de "consolider" leurs liens avec les citoyens ordinaires, ni la transparence de leurs décisions vis-à-vis des questions concernant l'intérêt général dont la question écologique:

« A l'époque, malgré la pression de la mafia, une partie de l'élite politique possédait encore un certain sens moral et était attentive à la réaction des citoyens ... Maintenant ce n'est plus le cas<sup>651</sup> ... »

Bien que le bien-fondé de ces constats soit évident (il est corroboré par maintes analyses sociologiques et politologiques en Bulgarie), cette attitude critique vis-à-vis du fonctionnement du système démocratique a un autre aspect important : l'on peut admettre que la mise en place du nouveau système politique et économique ait contribué davantage au processus de démocratisation des mentalités, des attentes sociales et politiques des citoyens qu'à la démocratisation des institutions. L'attitude du citoyen critique, compétant et mécontent, a un double sens: elle peut s'expliquer autant avec les défauts réels du système et ses institutions, qu'avec le fait que les représentations de la démocratie, les attentes démocratiques et *l'expérience démocratique* réelle acquise durant le quart de siècle de "transition vers la démocratie " ont rendu ces défauts de moins en moins tolérables dans les yeux des citoyens actifs. La vie en démocratie et la culture démocratique qui en découle requièrent encore plus de démocratie et produisent tout à fait naturellement des objecteurs du système qui font rejeter celui-ci tout en le faisant évoluer.

Qui plus est, **l'approbation générale pour la démocratie comme régime de gouvernement reste remarquablement stable** en dépit de la frustration et même du dégoût ressentis et exprimés régulièrement par la majorité des citoyens bulgares vis-à-vis du système politique et les politiciens. En ce sens, les opinions des citoyens actifs au sein du mouvement correspondent entièrement avec l'opinion du public. **Ce qui est mis en question, en effet, ce n'est pas le principe démocratique mais le modèle de démocratie représentative établie, ses principales procédures et institutions.**

---

<sup>650</sup> Entretien avec Andrej Kovatchev, Annexe 1.

<sup>651</sup> Ibidem.

**Vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante:**

<b>LA DEMOCRATIE EST LA MEILLEURE FORME DE GOUVERNEMENT</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>JE NE SAIS PAS</b>
<b>% des répondants</b>	47.6	22.9	29.5

(Source: Mediana 2013)

### **2.3.2. Le vote et les élections**

Bien qu'il soit extrêmement critique, le rapport à la démocratie représentative n'est pas univoque. L'attitude générale est quand même négative; elle concerne comme nous avons pu le démontrer à plusieurs reprises, autant le vote et les élections que les partis politiques censés représenter les intérêts et les aspirations des différents groupes sociaux au sein de la société. Bien que certains militants, surtout ceux des plus vieilles générations, continuent à pratiquer le vote – par conviction ou par nostalgie du temps “des grands espoirs démocratiques” du début des années 1990, ils ne croient plus que les jeunes doivent suivre leur exemple. Le vote lui-même se conditionne de plus en plus rarement par un attachement durable envers un seul parti politique:

« Moi, je ne veux pas être représentée par un parti ... Je vote toujours mais avec un dégoût toujours croissant... J'ai voté pour le Parti vert aux dernières élections car ils avaient un quota citoyen. Je souhaite qu'on mette en place le vote majoritaire ... Mais les jeunes, eux, ils ne doivent pas continuer comme ça<sup>652</sup> (...) »

Il est intéressant (mais en aucun cas bizarre) que la compétence politique et la culture civique, au lieu d'amener le citoyen devant les urnes, l'éloigne souvent du suffrage :

« Avant les élections, je vais chez des amis regarder la télé (moi, je n'en ai pas) pour prendre connaissance des candidats, et je lis toujours très attentivement les programmes ... pour décider en fin de compte que personne ne mérite que je lui accorde ma confiance, et je m'abstiens de voter<sup>653</sup>. »

<sup>652</sup> Entretien avec Boryana Chivatcheva, Annexe 1.

<sup>653</sup> Entretien avec Nadejda Maximova, Annexe 1.

### 2.3.3. Les partis politiques : de la déception au dégoût

L'attitude envers les partis du *statu quo* est imprégnée de dégoût. C'est le mot qui caractérise le mieux le rapport extrêmement négatif vis-à-vis d'un des emblèmes de la démocratie délégative. En ce sens, l'attitude de la minorité active coïncide entièrement avec celle du "citoyen moyen": « *Ce n'est pas de l'apathie (...) tout simplement, il n'y avait pour qui voter ... Et quand même, j'aurais voté pour ne pas permettre à Attaka [parti xénophobe et nationaliste] de gagner, si je n'avais pas été empêchée pour des raisons techniques (...)* », avoue le leader informel du groupe citoyen *Sauvons Irakli*. « Ce n'est pas de l'apathie, c'est du dégoût », précise ses propos un des coprésidents des *Verts*.

Pour la majorité des militants les partis politiques de la transition, à commencer par le Parti socialiste bulgare, sont des organisations oligarchiques représentant et reproduisant un *statu quo* immoral car illégitime. Ceux-ci ne sont pas perçus comme "authentiques" c'est-à-dire ayant émergés "normalement", comme le disent les militants, de bas en haut, pour exprimer **les intérêts réels de groupes sociaux réels** mais comme des formations "parachutées" du haut, créatures artificielles de la *nomenclatura*. Les interviewés affirment que cette stratégie politique, adoptée par les structures de l'Ancien régime afin de contrôler la société et de canaliser l'énergie sociale dans la "bonne direction" a été poursuivie et raffinée par le *statu quo* de la transition et de la post-transition. Il suffit de signaler, en citant les répondants, la multitude de "formations vertes" qui a accompagné la création de la coalition *For the Nature* et la fondation du parti *Les Verts* afin de « faire duper le public ». La coalition citoyenne *Pour la Nature et les Hommes* créée en 2009 sous la tutelle d'un banquier et homme d'affaires, proche au pouvoir, serait une imitation de la coalition *For the Nature in Bulgaria*, alors que le *Parti des Verts* (*Партия на зелените*) représente une tentative de certains milieux économiques de s'emparer des suffrages des sympathisants des *Verts* ou bien de les discréditer dans les yeux du grand public.

Une des motivations principales des citoyens-écologistes d'adhérer au nouveau parti *Les Verts* (malgré leur conviction que le parti politique, en tant qu'institution politique de la démocratie, est un "dinosaur politique") est en réalité le désir (et le devoir) de soutenir une structure authentique, naturelle, citoyenne et politique qui ne provient pas du *statu quo*. L'émergence d'un tel parti malgré serait un signe de **normalisation de la vie politique en Bulgarie**:

« Le parti s'est constitué naturellement et spontanément, il n'a pas été commandé par les services secrets comme il était de règle jusqu'à peu : occuper une niche politique lorsqu'ils ont



senti que “quelque chose bouge“ quelque part dans la société. C'est la voie **normale** de créer d'une manière **normale** un mouvement politique **normal**<sup>654</sup>. »

**La représentation démocratique n'est donc pas rejetée** ; ce qui change c'est sa logique, ses origines, et sa base. De nouveaux partis politiques sont nécessaires mais ce sont «des partis authentiques », représentant les intérêts réels de leur base et de tous les citoyens et qui sauraient définir et défendre les priorités stratégiques de la population; de plus, ils devraient représenter les réels enjeux du pays, d'Europe et de la planète :

« Je suis persuadé qu'un tel parti est indispensable mais je n'entends pas par là un de ces partis du *statu quo* ; je suis pour les choses neuves, j'aurais soutenu un parti qui s'engagerait à défendre des priorités stratégiques, le développement stratégique de la Bulgarie, de l'Union européenne et du monde, qui se focaliserait sur des choses durables et qui nous garantirait de l'avenir. Mais je suis contre n'importe quel parti qui servira à qui que ce soit de satisfaire ses ambitions personnelles, d'entrer au pouvoir, d'assouvir ses impulsions narcissiques ou de servir les intérêts des magnats et des escrocs<sup>655</sup>. »

## 2.4. Démocratie et citoyenneté

### 2.4.1. La démocratie représentative

Les citoyens partagent à l'unanimité l'opinion que le modèle de démocratie parlementaire établi dans le pays au cours du dernier quart de siècle, ne reflète ni les besoins de la société, et des groupes sociaux réels, ni **les réalités et les besoins** de la vie sociale et politique en Bulgarie. La nécessité la plus urgente pour la majorité des citoyens est **le rapprochement des citoyens du processus décisionnel** et l'implication directe dans celui-ci. Ce rapprochement est perçu comme un remède du „déficit démocratique“ qui garantirait tout à la fois **la participation** du souverain du pouvoir dans les politiques et l'exercice de **contrôle** sur les gouvernants :

« L'État, le gouvernement sont organisés de façon à ne pas permettre le contrôle des citoyens. Tout cela est fait exprès. Les citoyens n'ont aucun impact. L'État est construit sur un principe de commande – hiérarchique, vertical, militaire, de haut en bas et de bas en haut. (...) La Constitution et la législation en vigueur sont fondées sur le même principe<sup>656</sup>. »

---

654 Entretien avec Jordanka Dineva, Annexe 1.

655 Entretien avec Petar Kanev, Annexe 1.

656 Entretien avec Andrej Kovatchev, Annexe 1.

### 2.4.2. Quelle démocratie ?

La démocratie participative dans ses avatars divers – classiques (référendums, pétitions, initiative législative) et plus “novateurs” (prise de décision par consensus, jurys citoyens, comités de riverains, comités d'initiative, réseaux citoyens etc.) - est celle qui “fait courir les militants”, celle qui les enthousiasme; c'est aussi celle qu'ils ont apprise à pratiquer “par nécessité” ensemble avec leurs collègues, amis, voisins et proches au sein des campagnes qu'ils ont animées.

« La démocratie représentative ne peut fonctionner seule. Laissée à elle-même, elle ne peut rien faire (...) Ce qu'il nous faut, c'est la démocratie directe, participative, c'est ce que je veux. »

« Je crois que la démocratie partisane a son alternative, et c'est la participation citoyenne. »

« Pour moi, l'adhésion à un parti est un compromis qu'il m'est difficile à accepter. Je ne me suis jamais cru capable d'adhérer à un parti. »

#### *Radicaliser la démocratie. Vers une démocratie plus directe*

La participation démocratique dans le processus décisionnel peut revêtir différentes formes : à côté de la démocratie directe, les citoyens mettent en avant la nécessité d'innover, de combiner différents modèles de **démocratie de proximité**. La mise en place du référendum obligatoire<sup>657</sup> au niveau local est indispensable pour garantir le contrôle et la participation **régulières** des citoyens dans le processus décisionnel, il n'en demeure pas moins qu'il doit être accompagné de possibilités d'une **participation directe, réelle, physique des citoyens dans les instances** dont dépend le sort des biens publics : les commissions et conseils municipaux, les sessions parlementaires ou encore dans les tribunaux. C'est la raison pour laquelle des garanties législatives nouvelles sont requises ; de plus, les tentatives de limiter ou d'arrêter l'accès libre des citoyens à ces instances est un des déclencheurs majeurs

---

<sup>657</sup> Le programme du parti Les Verts propose des modifications législatives qui auraient fait obligatoire la tenue de référendums au niveau municipal et local, pour toute décision municipale concernant la propriété publique ou relative à l'intérêt général de la population locale. Le programme prévoit la mise en place d'un système législatif qui aurait plus efficace le contrôle citoyen sur les décisions politiques via notamment la possibilité de convocation d'un référendum national à la suite d'une pétition initiée par 50 000 citoyens bulgares et la tenue obligatoire d'un référendum local lorsqu'il est initié du moins de 4% des citoyens inscrits dans les listes électorales. Voir le site des Verts bulgares : <<http://izbori.zelenite.bg/platforma#priaka-demokratsia>>. (04.12.2014).

du mécontentement citoyen, ainsi qu'une source inépuisable de nouveaux foyers d'innovations démocratiques.

*Vers une démocratie plus communicative. La démocratie délibérative*

**La démocratie délibérative** est une autre forme d'innovation politique qui est largement approuvée et spontanément pratiquée par les citoyens au sein du mouvement : les groupes et les organisations du mouvement – de *Ecoglasnost* à la coalition *For the Nature in Bulgaria* pratiquent ce modèle et prennent souvent leurs décisions par consensus. De cette façon, ils font évoluer une sorte de culture démocratique qui sans nier le débat, ni la confrontation des points de vue, vise à les synthétiser en vue d'une prise de décision commune, acceptée (même si elle n'est pas approuvée) en général par tout le monde.

En ce sens, les citoyens-écologistes corroborent les observations sur l'engagement démocratique formulées récemment par Pascal Perrineau

A partir d'une analyse des mouvements sociaux et des mobilisations collectives des dernières années, notre recherche apporte **une confirmation de l'articulation entre démocratie représentative et démocratie participative**, du moins dans les représentations et les pratiques des citoyens. On peut parler même d'un « nouveau type d'action démocratique : une démocratie de l'entre-deux, une démocratie intermédiaire qui se situe entre la classique démocratie représentative et la mythique démocratie directe<sup>658</sup>.

*D'une démocratie (plus) écologique vers une « démocratie planétaire »*

Les citoyens écologistes savent que la démocratie représentative contemporaine n'est pas en mesure de répondre ni aux attentes de démocratisation sociétale, ni aux problèmes écologiques contemporains. Ils réfléchissent sur les solutions, tant institutionnelles que délibératives, pour relever le défi et refonder notre **sens du bien commun**<sup>659</sup>. Sauvegarder la biosphère, et continuer à mener une vie authentiquement humaine, exigent de repenser la démocratie elle-même. Des termes comme “biens communs nationaux”, “biens communs mondiaux”, biens universels environnementaux, ou encore biens communs destinés aux générations futures, reviennent souvent dans les interviews comme *conditio sine qua non* d'une **démocratie planétaire** qui requière d'autres mécanismes de représentation des intérêts – des humains et des non humains, d'autres institutions au niveau local, national et mondial afin de gérer ces intérêts, d'autres lois qui auraient intégré d'une manière plus raisonnable et plus conforme à la situation actuelle **les intérêts de l'humanité et les intérêts de la nature**. Pour cette raison, la

---

<sup>658</sup> PERRINEAU, Pascal (2013). *Le désenchantement démocratique*. Paris : Editions de l'Aube, p. 23.

<sup>659</sup> Voir à ce propos BOURG, Dominique, WHITESIDE, Kerry (2010) *Vers une démocratie écologique : le citoyen, le savant, le politique*. Paris: Le Seuil.

démocratie écologique est intimement liée à l'écologisation de l'éducation, à l'émancipation de la nouvelle science et la nouvelle éducation au sein des sociétés démocratiques. Car la démocratie demeure le système qui, offrant les meilleures possibilités pour l'émancipation individuelle et collective, peut amener à l'émancipation écologique des esprits via l'éducation.

## 2.5. L'engagement

### 2.5.1. Entre le bien commun et l'accomplissement de soi

Ces représentations et cette pratique de la politique et de la démocratie expliquent le rapport à l'engagement et à la participation ainsi que les motivations qui les sous-tendent – ceux-ci lient étroitement **le besoin d'accomplissement personnel (y compris politique) et bien-être collectif**.

Il est nécessaire de noter d'abord que les militants perçoivent et évaluent leur engagement au sein du mouvement comme **un engagement politique** ; la protection de la nature et la défense de la qualité de l'environnement sont perçus aussi comme **des objectifs politiques**. Qui plus est, malgré le mécontentement exprimé régulièrement vis-à-vis des institutions étatiques et des acteurs politiques du *statu quo*, la démocratie est considérée comme le système politique par excellence qui permette l'éclosion d'une véritable culture écologique, et qui garantisse le meilleur contrôle citoyen et politique sur l'état des ressources naturelles et la qualité du milieu de vie. En ce sens, les citoyens actifs au sein du mouvement estiment que leur participation est susceptible d'amener à l'amélioration de la qualité du milieu de vie au plan individuel et au plan collectif.

Le dénominateur commun le plus large de l'engagement est par conséquent **la défense de l'intérêt général**. Dans une situation où l'État qui devrait être le garant du bien public, se met du côté des intérêts privés ou corporatistes, les citoyens actifs se sentent appelés non seulement de protéger mais aussi de **représenter** l'intérêt commun : il s'ensuit assez paradoxalement que les citoyens actifs se substituent à l'État, ils assument des prérogatives et accomplissent ses fonctions, en bref, **ils sont l'État** : comme le déclarent souvent dans leurs messages publics les citoyens participant dans le réseau NATURA 2000 « Nous sommes l'État ! »

D'autre côté, la prédilection pour l'investissement direct révèle une autre dimension : il apparaît aux yeux des militants comme une possibilité d'accomplissement personnel au sein d'un collectif ou une communauté qui lui garantit suffisamment l'autonomie tout en l'autorisant à assumer des responsabilités correspondant à ses compétences professionnelles et ses qualités individuelles uniques :

L'engagement citoyen m'a servi de tremplin pour ma réalisation professionnelle, il m'a aidé à découvrir ma propre place dans le monde.

« Je pourrais faire politique dans une structure qui ait du sens ; il est possible qu'il y ait de la hiérarchie mais celle-ci doit être une hiérarchie des opportunités, non pas des droits et des obligations. Que chacun prenne la place qui lui convient, là où il est compétant. (...) Ce que bien de gens n'ont pas compris lors des dernières protestations, c'est qu'une des revendications majeures a été le professionnalisme. Je peux avouer que la politique ne me fait plus peur mais je ne veux pas non plus que d'autres gens dépendent de moi. L'engagement m'a appris que ce n'est pas si terrifiant d'assumer des responsabilités (...) Et cependant, si jamais je fais de la politique, je la ferai comme traducteur, je m'y impliquerai avec mes compétences de traducteur<sup>660</sup>. »

### 2.5.2. Un engagement direct à la première personne

L'action politique directe et l'engagement direct qui est propre au militant-écologiste ont donc un double sens : la participation directe est envisagée comme **un droit et un devoir du citoyen en démocratie** lui servant à réaffirmer son rôle de souverain du pouvoir, mais elle est aussi le moteur **de la réaffirmation permanente de sa propre valeur en tant que personnalité**. Les racines profondes de cette attitude envers l'engagement se nourrissent de deux sources : le manque de confiance envers les élites, les hommes politiques et les institutions, et l'assurance en soi quant à ses propres qualités et compétences citoyennes, politiques et professionnelles. De là découle le caractère radical de l'engagement : l'implication directe est politiquement indispensable pour garantir que l'intérêt public soit protégé, mais elle découle également d'un besoin individuel de s'impliquer effectivement et d'impacter réellement sur son propre milieu de vie.

Cette implication **en première personne de singulier** a aussi ses revers : assumant une responsabilité politique et morale qu'il ne peut (et ne veut) pas déléguer aux politiciens, le nouvel activiste arrive à une situation où il/elle ne peut et ne veut pas déléguer ses responsabilités à ses collègues, ses camarades, ses proches. Suivant fidèlement, par conviction, le message rousseauiste que la souveraineté ne peut se déléguer sans se pervertir, il/elle apparaît souvent comme un homme/femme – orchestre incapable de déléguer des tâches en raison de son individualisme et de son ambition démesurée de faire ses preuves. Il s'ensuit que le nouveau type de communautés (groupes, coalitions, réseaux etc.) sont constituées de personnalités que l'on peut appeler à juste titre des “individus-institutions”. Ayant renoncé à se conformer à toute autorité ou institution qui ne soient pas approuvée par sa

propre conscience et sans sens moral, cet individu-institution “craque” souvent sous les nombreuses responsabilités qu'il/elle a volontairement assumées.

### 2.5.3. Engagement et organisation : de nouvelles formes au service de la personnalité

L'engagement se définit aussi par la nécessité d'équité parmi les membres du groupe, de l'association. Chaque individu, chaque membre du groupe est perçu comme individualité autonome, son apport est aussi précieux que celui des autres car c'est un apport bénévole et libre, dépourvu de toute formalité. Ce qui explique la prédilection pour **la communication et l'organisation bâties sur la logique horizontale**. Les militants sont unanimes sur ce sujet : la hiérarchie, le principe d'organisation du haut en bas et les structures verticales sont anti-démocratiques, voire antihumaines. Ce type de rapports spatiaux empêchent l'éclosion de formes d'engagement authentiques, vives. C'est une des raisons principales du dégoût avec lequel les militants refusent de s'intégrer au système, adhérer à une organisation traditionnelle formelle ou encore mettre en place une telle organisation. Le nombre croissant de comités, groupes et réseaux citoyens sans statut juridique et sans répartition hiérarchique des postes et des responsabilités, est une des caractéristiques les plus typiques du mouvement écologique, non seulement en Bulgarie. Cette position est le prolongement naturel d'une des idées qui se trouvent au cœur même de la motivation des écologistes : la participation au sein du mouvement écologique est perçue par les militants comme un droit politique, un devoir citoyen et un impératif moral.

Par ailleurs, la structure même que prend l'engagement citoyen est souvent une structure *ad hoc* qui s'organise et établit des règles de travail qui ne correspondent à aucun modèle préétabli. Les citoyens actifs préfèrent fonder un groupe ou mettre en place une initiative *ex nihilo* que rejoindre des organisations déjà existante. Un militant, initiateur dans plusieurs campagnes citoyennes, explique ainsi les caractéristiques du réseau qu'il a créé avec ses camarades :

« Il est tout à fait normal qu'une association qui émerge spontanément élabore petit à petit une structure. Or, le fait **de créer par toi-même** une structure et d'adhérer à une structure qui existe déjà, ce sont deux choses tout à fait différentes (...) Des mouvements comme le nôtre, ils créent une structure qui est la leur, comme c'est le cas avec la coalition *For the Nature in Bulgaria*. Pour moi, c'est ça la structure authentique ; pour moi l'évolution naturelle des choses (...) est de les laisser se développer comme dans la nature, avec une intervention minimale de dehors<sup>661</sup>. »

#### 2.5.4. L'engagement comme exemple à suivre

Or, l'engagement est souvent le résultat d'un choix individuel motivé par un exemple concret d'activisme. Beaucoup de militants au sein du mouvement soulignent le rôle décisif de l'exemple humain qu'ont exercé sur eux des amis, des proches, des parents, des professeurs : les effets de ces exemples concrets ont impacté sérieusement sur leur motivation d'adhérer au mouvement, de soutenir les groupes et les campagnes et de s'y engager durablement. Cette explication de la motivation de l'engagement correspond à un besoin, ressenti comme vital, de trouver des repères plus concrets, plus personnalisés et moins idéologisés de l'implication citoyenne et politique sans pour autant nier la nécessité de se réunir autour de projets. “La défense et l'illustration” de la nature, et la ré-humanisation du milieu de vie sont en effet les aspects cruciaux d'un “nouveau projet” qui redonnent de la consistance à l'engagement au niveau individuel et au niveau collectif.

#### 2.5.5. Engagement et milieu de vie

Le rapport du nouvel individu (citoyen, militant politique *et* écologiste) à son environnement est donc de plus en plus politique, mais aussi de plus en plus chargé d'un sens moral et d'une “plus-value émotionnelle”. L'engagement se fonde autant sur les raisons de la raison (il faut préserver les équilibres naturels sinon on risque de voir notre civilisation s'effondrer) que sur les raisons du cœur (un attachement émotionnel, teinté de souvenirs, à un endroit aimé ou à *son* endroit). Le mariage entre la raison et l'éthique n'est jamais un mariage d'amour s'il ne fait pas éveiller un engagement passionné de la nature, de l'environnement, du milieu de vie. L'activisme écologiste fait (re)légitimer l'union (ou plutôt la réconciliation) entre *logos*, *pathos* et *éthos* dont l'incompatibilité, proclamée par une certaine tradition politique et philosophique de la modernité, devient de moins en moins certaine au début du XXI<sup>e</sup> siècle. En revendiquant la nécessité de correspondance entre politique et éthique, l'activisme écolo fait revivre le pathos dans la vie politique, *un pathos raisonnable* et fait éveiller *le sentiment moral* des citoyens et des politiciens ; qu'il s'agisse de la destruction d'une beauté naturelle unique, de la pollution d'une ville ou de l'extinction d'une espèce rare, il fait toujours un appel naturel aux émotions qui sont rapidement transformés en moteur puissant d'activisme citoyen et politique.

#### 2.5.6. L'engagement entre le local et le global

Par ailleurs, la nature et l'écologie **élargissent et en même temps rétrécissent leur sens et leur champs** : on agit beaucoup plus souvent en raison d'une atteinte sur le milieu de vie le plus immédiat, on se mobilise plus vite lorsqu'un endroit chéri est mis en danger. Or, cet activisme est plus localisé et localisable, mais aussi plus conscient de l'importance de enjeux

---

globaux. Le militant sait qu'il fait partie d'une "communauté de destin " et qu'il peut compter sur la compréhension et la solidarité des gens comme lui, qui partagent avec lui les mêmes attitudes, représentations et valeurs concernant la politique, la participation, l'accomplissement de soi et le milieu de vie: « *Je ne suis pas seul. A l'échelle globale, je ne suis pas seul* », déclare un des militants. Le nouveau militant - écologiste est plus enclin à soutenir une cause d'intérêt général, à signer une pétition transnationale sur la criminalisation de l'écocide à l'Union européenne ou à rejoindre un groupe Facebook revendiquant la prohibition de l'utilisation de technologies polluantes. C'est que le nouvel individu se rend compte qu'il habite un village planétaire où tous les enjeux sont inter-liés et que son propre sort et celui de ses enfants, est plus que jamais dépendant des agissements, des décisions et du comportement de gens qu'il ne connaît pas mais qu'ils reconnaît néanmoins comme ses semblables, ses Alter ego appelés comme lui à agir pour faire créer ensemble **un monde plus viable**.

### 2.5.7. L'engagement comme une "nouvelle synthèse"

D'autre côté, les termes mêmes d'environnement naturel et d'environnement culturel, tendent à devenir échangeables : les nouveaux citoyens écolos se rendent compte que cette division est vaine. Elle est bel et bien inexistante, non seulement parce que, comme le note Michel Serre « il n'y a plus de lieu naturel sur Terre qui ne soit pas exploré ou envahi par l'Homme<sup>662</sup> » mais aussi (et surtout) car pour cette nouvelle personnalité éprise de l'idée d'un accomplissement personnel (spirituel et matériel), l'état et la qualité du milieu de vie sont déjà **une valeur en soi**, consubstantielles au bien-être individuel, mais aussi au bien-être collectif (qu'il soit le groupe informel qu'il a créé avec ses propres efforts, l'organisation à laquelle il adhère, la (les) communauté (s) qu'il partage, ou bien la société). De cette façon, il se fait le promoteur d'une écologie, qui ne repose plus sur les oppositions simplistes Homme/Nature, Nature/Culture, Civilisation/Sauvagerie, Tradition/Innovation, Protection de l'Environnement/Protection du Milieu de vie mais tente d'amalgamer dans **une nouvelle synthèse** le cultivé et le naturel, le passé et le présent, le présent et le futur, la partie et le tout, l'être et le monde. Cette nouvelle écologie politique repose sur une conception beaucoup plus modeste et en même temps - plus ambitieuse, du rôle de la personnalité dans sa propre vie et dans la vie de la Cité planétaire. Elle a appris que le petit est beau, car elle sait que le beau est presque toujours petit :

« J'ai réfléchi beaucoup sur toutes ces choses et je suis arrivée à des modèles de comportement que j'essaye de suivre ... Mon principe c'est : fais ce que tu devras, advienne

---

<sup>662</sup>

SERRES, Michel (2000). *Le contrat naturel*, Op.cit.



que pourra. Et cela, chacun peut le faire. Il n'est pas nécessaire de consacrer sa vie mais il est obligatoire que tu aies montré une certaine attitude, que tu aies réagi, que tu aies fait ce que tu as pu faire dans les limites de tes possibilités. C'est ce qui t'apporte une réelle satisfaction<sup>663</sup>. »

### 2.5.8. La nouvelle temporalité de l'engagement

Un autre aspect important de l'engagement écolo, se découvre dans le souci pour les générations à venir : celui-ci fait révéler des motivations de nature post-matérialiste qui mettent au premier plan la nécessité – morale *et* politique – de **revalorisation du long terme**. A l'opposé des adeptes de la “politique traditionnelle” qui attendent *ici et maintenant* des récompenses matérielles et morales de leurs efforts, le militant écolo se rend compte que les effets les plus significatifs de son activisme ne se feront sentir que par **les générations futures**, car, pour s'intégrer dans les mœurs, pour devenir *culture*, ils nécessitent du temps:

« Ce ne sont pas des choses pragmatiques, on n'aspire pas à ces résultats utilitaires dont les gens s'attendent. On va sortir dans la rue, on va crier, on va protester quelques jours et on va mettre tous les investisseurs en taule. Le paradis sur terre va descendre des cieux et tout sera parfait jusqu'à la fin des temps. Ce n'est pas la même chose que d'aller dans le magasin, acheter un poulet, le cuisiner et le manger. La logique des choses spirituelles n'a rien à voir avec la logique des préoccupations matérielles. Elles ont une logique toute différente et leurs effets sont différents eux aussi. Ce ne sont pas des résultats que **tu** pourras consommer (...) Ce sont des résultats que **nous ne pourrons pas consommer** : ils sont pour les autres, pour ceux qui viennent après nous<sup>664</sup>. »

Cette culture écologiste est post- matérialiste ; elle fait possible le mariage entre individualisme et solidarité, entre accomplissement personnel et accomplissement pour servir le bien-être commun.

### 2.5.9. L'engagement entre bonheur public et bonheur privé

« Ceci, c'est quelque chose de vivant. Ce n'est pas une structure formelle, rigide ... Chacun a le droit de Cité, chacun a le droit d'exister et de déclarer haut et fort – Je fais part de l'énorme océan de la société et mon opinion mérite d'être prise en compte. »

---

<sup>663</sup> Entretien avec Dennitsa Kiyranova, Annexe 1.

<sup>664</sup> Entretien avec Petar Kanev, Annexe 1.

Une caractéristique récurrente de l'engagement écolo toutes générations confondues, est la capacité et la nécessité des militants de se sentir et de se comporter en sujets de leur propre vie. La réflexion sur la politique, la démocratie, la participation et la nature se mêle naturellement avec des réflexions sur le sens, la direction et la finalité de la vie, la destination ultime et le sort de l'Homme (de l'être humain concret et de l'humanité): Il en découle une conviction politique et philosophique rousseauiste, que nous avons souligné à plusieurs reprises dans nos travaux, que la représentation sociale et politique n'est ni morale, ni même possible. La raison étant que *primo* comme chaque personnalité est unique et incomparable, elle ne peut pas déléguer sa volonté sans renoncer à *sa* unicité, et *secundo* que cet acte serait immoral et illégitime tout à la fois car il la ferait renoncer à sa liberté.

Ce refus de la représentation qui se fonde sur la méfiance envers la représentativité, une représentativité qui, comme le note Pascal Perrineau « ne représente plus », est résultat autant de la foi en la démocratie directe, propre aux écologistes qu'aux particularités du nouvel individu, qui est le moteur des nouveaux mouvements sociaux. A un niveau paradigmatique, il fait révéler les paradoxes de la “démocratisation de la démocratie” qui pousse de plus en plus de gens en dehors et au-delà du champ de la politique traditionnelle tout en leur découvrant les délices du « bonheur public ». Car l'engagement se révèle également pour les personnes le pratiquant, une source de bonheur, appelé au XVIII<sup>e</sup> siècle « bonheur public ». Paraphrasant Hannah Arendt, l'on peut dire que l'engagement citoyen ouvre vers une dimension de l'expérience humaine qui ne se révèle que lorsque l'on participe à la vie publique, et qui constitue d'une certaine manière, partie intégrante du “bonheur complet

### 3. En guise de conclusion. Vers un nouvel humanisme écologique

Je me présente pour défendre l'Homme.

(Comte de Lautréamont)

La nouvelle écologie et la nouvelle démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle apparaissent dans les représentations, les valeurs, les réflexions et le vécu des nouveaux citoyens écolos comme une écologie et une démocratie **au service de l'Homme en première personne du singulier**. Cet écologisme ré-humanisé et cette démocratie « à la première personne », rapprochent les écolos bulgares aux « nouveaux » nouveaux mouvements citoyens aux combats et aux valeurs de l'altermondialisme qui aspire à un ordre planétaire « fondé sur l'être humain », une citoyenneté civile globale avec son espace alternatif, sans pour autant prétendre à instaurer

comme le note judicieusement Alain Bertho, ni « un État démocratique mondial », ni, ajoutons-nous un empire écologiste mondial qui, en s'efforçant à sauver la forêt (l'humanité) risque d'abattre les arbres (les êtres humains). Dans la même logique, l'on peut affirmer que les citoyens-écolos, dans leur majorité, aspirent à créer une société civile verte sans pour autant prétendre fonder un Régime vert ou un État écologique. Pour eux, la protection de la qualité du milieu de vie et la préservation de la vie sur Terre ne peuvent se réaliser sans la présence quotidienne et le contrôle continu d'une "démocratie verte" (*Grassroots Democracy*) qui agit du bas en haut, et qui est capable à organiser la résistance des forces du vivant contre les structures en décrépitude morale et physique du *statu quo*. L'important est de changer le système, de le transformer de dedans, sans pour autant le renverser, car en s'écroulant, il pourrait emporter dans son élan destructeur le nouveau monde alternatif du XXI<sup>e</sup> siècle qu'il a nourri, à son insu, dans son sein. Plus que jamais le message altermondialiste appelle à être entendu : un autre monde est possible mais il est dans celui-ci. Les deux coexistent difficilement mais ne peuvent pas exister l'un sans l'autre.

Le mouvement écologique bulgare offre une nouvelle perspective face à tous ces processus et tendances. La singularité du mouvement, ancré dans une culture locale, s'avère en même temps révélatrice des tendances générales dont les nouveaux mouvements écologiques se font la porte-parole; l'étude de celui-ci enrichit la connaissance empirique et la réflexion générale sur les évolutions et les nouveaux avatars des mouvements citoyens au début du nouveau millénaire.

Le nouvel humanisme éco-démocratique qu'il véhicule, est individualiste et altruiste, égocentré et alocentré, anthropocentré et écocentré. Il repose sur l'amitié, l'empathie, la sympathie, l'amour : pour la nature, pour les proches, les amis, pour soi-même. Une perspective, développée encore par Michel de Montaigne dans ses *Essais* : il n'y a pas de société sans amitié et confiance. Il n'y a pas de société sans capital social, déclare Robert Putnam, dans une version plus contemporaine de Montaigne. Celui-ci est tissé, pour chaque individu, de deux types de liens - liens avec ses semblables (même groupe social, même métier, même âge ou même sexe), et liens avec *les autres* ; plus les liens du second type sont intenses et divers, plus le capital social est fort. La qualité du capital social de sa part contribue à la qualité du gouvernement, au bon fonctionnement des institutions politiques, à leur efficacité et à leur transparence.

# Conclusion

Le mouvement écologique en Bulgarie est **un exemple typique et assez spécifique des nouveaux mouvements sociaux de la fin du XXe et du début du XXIe siècle**. Il fait englober, traduire, reproduire et valoriser la diversité constitutive de la société, et fait démontrer que la question écologique est **une préoccupation transversale** qui n'est pas réservée à un groupe social distinct. Au cours des étapes successives de son évolution – de son émergence au sein des organisations de la mouvance dissidente sous le régime du communisme totalitaire à la fin des années 1980, jusqu'à sa consolidation et transnationalisation réalisées par la “nouvelle vague verte” qui se manifeste à partir de la première décennie du nouveau millénaire, au sein du mouvement apparaissent, se côtoient, collaborent, cristallisent et disparaissent des organisations diverses (grandes et petites, formelles et non-formelles, locales, nationales et transnationales), réunissant de multiples formes d'expression et d'action politique et différents types de militants, issus de générations et de milieux sociaux différents, chacun avec son propre expérience sociale et politique, et son propre système de représentations, pratiques et priorités.

Néanmoins, malgré la diversité des formes, les différences des visées et des objectifs, dictées par la conjoncture politique, et les divergences internes dues aux spécificités générationnelles, le mouvement **réussit à forger une unité certaine en assurant sa continuité, autant au niveau des valeurs partagées qu'au niveau des pratiques**. Les manifestations et les effets politiques des acteurs qui portent le message et les valeurs écologiques en Bulgarie attestent non pas de mobilisations sporadiques, mais d'un mouvement continu qui s'en nourrit tout en les excédant. Il tire **son unité** du fait que des individus et des groupes gravitent dans un même système d'action, c'est-à-dire qu'ils **poursuivent des objectifs communs, partagent des symboles, et une certaine identité et circulent dans un espace physique et symbolique partagé**. Cet espace est un espace alternatif, il est le milieu constitutif d'une “nouvelle politique” une politique qui se veut authentique, fondée sur la participation directe, qui s'oppose à la politique “officielle” du *statu quo*.

Cela dit, le mouvement écologique en Bulgarie n'est en aucun cas homogène. De façon générale, derrière la cohésion apparente du mouvement, les motivations, les représentations et les comportements collectifs sont marqués par **le caractère hétérogène, voire contradictoire des modes d'action politique** : des groupements citoyens informels, en passant par les ONG pour arriver aux partis verts ; de la désobéissance citoyenne à l'expertise citoyenne dans les agences et les ministères. Le mouvement se caractérise par sa pluralité intrinsèque et sa diversité constitutive, par la multiplicité des formes d'expression et des modes d'engagement et d'action. L'hétérogénéité même du mouvement, est en partie le résultat d'une nouvelle

culture politique **fondée sur la valorisation de la diversité** naturelle, humaine, organisationnelle, sociale.

Par ailleurs, cette même hétérogénéité, ainsi que les contradictions internes au sein du mouvement, attestent du **caractère authentique** de celui-ci : il se constitue comme un acteur d'une "politique vive" qui s'oppose à la centralisation, au formalisme et au principe de commande, propres à la philosophie de "la vieille politique", et qui pour cette même raison souvent n'arrive pas à faire face à ses propres faiblesses, ni à ses déchirements. De plus, le soutien public pour le mouvement est dû aussi en partie à **sa base hétéroclite et bigarrée** (socialement et idéologiquement), celle-ci s'élargit et se diversifie davantage avec l'approfondissement des problèmes écologiques, sociaux et politiques en Bulgarie ressentis comme résultats directs de la faillite de l'État de droit. Il en est ainsi car **le mouvement est perçu comme représentant authentique des intérêts de la nature qui sont aussi les intérêts des hommes ordinaires** (indépendamment des préférences idéologiques et les affiliations partisans) contre les intérêts corporatistes de l'oligarchie en place. La cause écologique comme cause politique, est donc perçue comme une **cause commune, trans-partisane**.

**Le message écologique, au sein du mouvement, lie étroitement, et d'une manière conséquente, la politique, la société (dans sa pluralité) et l'intérêt général.** De cette façon, le mouvement se constitue comme un acteur social et politique. Il joue un rôle particulier notamment pour la "démocratisation de la démocratie" : en élargissant les possibilités de participation directe des citoyens dans le processus décisionnel à tous les niveaux, il s'inscrit dans la tradition de la démocratie environnementale établie par les mouvements écologistes, tout en y apportant sa contribution originale.

Or, pour toutes ces raisons, **l'influence du mouvement sur le système social et politique s'est exercée de façon parfois indirecte**, par le biais de la diffusion aléatoire de modèles de comportement communs ou de représentations partagées. Cela s'explique avec le caractère ambigu de la nouvelle politique, une politique citoyenne qui défie les élites et impacte sur le processus décisionnel, tout en gardant ses distances par rapport au pouvoir. Les faibles performances des partis verts bulgares attestent autant du dégoût croissant des citoyens bulgares actifs par rapport aux acteurs politiques du *statu quo*, que de l'émergence d'une **culture civique et politique** qui rejette la formalisation, l'institutionnalisation, les rapports hiérarchiques et le compromis et refuse de se conformer aux règles du jeu du système. Cette particularité – qui est cruciale pour la compréhension de l'impact public du mouvement – explique également la faible **visibilité** de ses performances sociales et politiques, ainsi que le manque de reconnaissance de ses succès réels. **Car, d'importants enjeux et thématiques**

**politiques sont portés par le mouvement**, qui comblent le vide laissé par le silence des partis : **des questions “proprement écologiques”** telles que la défense de l’environnement local et mondial, la prise en charge responsable des changements climatiques, la protection de la diversité biologique et culturelle, ou encore le futur des manipulations génétiques, mais aussi **des enjeux politiques classiques** tels que la défense des droits humains et des libertés individuelles et collectives, la contestation du système oligarchique de la ploutocratie, ou encore la fusion entre la mafia, le business et le pouvoir politique en Bulgarie mettant quotidiennement en péril la suprématie de la loi comme garant d'une démocratie *de fait*.

Pour résumer, l'unité du mouvement, ainsi que son influence au sein de la société se fondent principalement sur **son orientation critique par rapport au statu quo et son rôle transformateur dans le système**. Cette orientation et ce rôle font de lui un acteur du changement social et politique de son pays. Comme tel, il exerce **plusieurs fonctions sociales et politiques**, dont l'importance et l'impact se distinguent suivant les périodes. En voici les plus importantes :

- **D'abord**, le mouvement écologique en Bulgarie exerce une influence sur les instances du pouvoir, les institutions politiques et les politiques publiques, dont l'impact sur la vie politique et système politique du pays est considérable en termes quantitatifs et qualitatifs. Les résultats politiques du mouvement et leur impact social, justifient ce constat.
- **Ensuite**, il est un acteur **authentique** de la société civile en construction. Il est également un de ces acteurs sociaux trop peu nombreux qui a su produire des événements et des sujets politiques authentiques, émergés et construits « de bas en haut ».
- **Qui plus est**, le mouvement se manifeste comme *modernisateur* social et politique, en ouvrant les espaces publics et l'agenda politique de la Bulgarie aux grands thèmes et débats du monde contemporain, notamment de l'Europe dont la question environnementale comme *question politique transnationale* par excellence.

Dans toutes ces manifestations, il met simultanément en avant **la nécessité d'une « nouvelle politique », une politique citoyenne, trans - partisane, alternative** fondée sur l'élargissement de l'autonomie individuelle et collective, l'émancipation par rapport aux structures politiques traditionnelles et *la participation directe* dans les processus décisionnel. Elle exige (et instaure) un contrôle public permanent sur la vie politique en général, et les élites gouvernantes, en particulier. Le mouvement fait naître de nouveaux acteurs sociaux et politiques – partis, ONG, associations, coalitions, groupes informels et réseaux dont certains tendent à s'intégrer dans le système pour le changer *de dedans*, alors que d'autres préfèrent le

transformer *de dehors*. Ceux-ci, au-delà des priorités spécifiques des périodes, réussissent à attirer l'approbation de larges couches de la population et de réaliser des percées significatives à tous les niveaux de prise de décision : local, national, régional (européen). La raison principale de ce succès s'explique, comme nous l'avons constaté, par le refus catégorique de collaboration ou compromis avec le *statu quo*.

Par ailleurs, le mouvement environnemental en Bulgarie se fait **l'incubateur et le vecteur d'une culture postmatérialiste**, dont les ferments se découvrent encore pendant la période du socialisme et qui est portée par des minorités actives de citoyens – durant la période dissidente ce sont prioritairement des intellectuels, artistes et scientifiques, constituant une *intelligentsia* éclairée; dans les années 1990 ils sont des experts-écologues et naturalistes mais aussi des volontaires environnementalistes, passionnés de la nature bulgare ; au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ils se recrutent principalement parmi les jeunes gens hautement éduqués de la génération Erasmus, cosmopolites et patriotes à la fois, enfants du dégel culturel et de l'ouverture de Bulgarie vers l'Europe et le monde. En même temps, et sans contradiction, le mouvement **se fait la porte-parole d'un patriotisme vert** - renforcée par les effets de la mondialisation - dont les racines culturelles sont liées au sort historique du peuple bulgare. Cette singularité “du cas bulgare“, de sa part, est susceptible d'éclairer sous un autre angle le constat que le mouvement, malgré sa base postmatérialiste, est soutenu par des citoyens représentant un large spectre d'idéologies et valeurs politiques.

De plus, dans ses derniers avatars du début du XXI<sup>e</sup> siècle, **le mouvement participe aux réseaux transnationaux d'activisme citoyen en Europe et hors du continent européen**, se rapprochant aux revendications et la visée globalisatrice de la mouvance altermondialiste, donc – des 'nouveaux' nouveaux mouvements sociaux; ainsi se manifeste-t-il comme **facteur de la globalisation de la société civile bulgare**.

Le mouvement agit **enfin** – et cela demeure probablement sa fonction la plus constante - comme **un acteur moral**, contestant d'une position citoyenne, **éthique et esthétique**, les raisons d'être du *statu quo*; une sorte de vigie citoyen, assurant le contrôle public et la surveillance morale sur le pouvoir et ses instances. C'est dans ce rôle notamment que le mouvement a gagné une notoriété publique encore pendant la période dissidente, et il a su sauvegarder cette autorité morale dans la période actuelle.

Dans un sens plus “écologique“, **le mouvement environnemental en Bulgarie fait son apport particulier à la ré-humanisation des combats écologiques**, vers un écologisme moins misanthrope, moins autocentrée et plus anthropocentrée. Le mouvement fait ériger l'importance du facteur « personnalité humaine » au sein d'un éco-humanisme du XXI<sup>e</sup> siècle qui le rapproche culturellement aux autres nouveaux mouvements citoyens, notamment à la



mouvance altermondialiste, et l'éloigne de l'environnementalisme rigide et dogmatique de certains courants écologistes, mais aussi de "l'expertocratie verte" des grandes organisations écologistes, tous les deux jugés obsolètes car appartenant au XXe siècle. Ceci étant, le mouvement écologique en Bulgarie, est de plus en plus proche au message de la mouvance altermondialiste dont le but serait de bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

Dans ses formes les plus explicites et élaborées que dans ses manifestations les plus modestes et discrètes, l'engagement des citoyens au sein du mouvement indique *une volonté d'implication* accrue dans les processus de contrôle et de prise de décisions politiques; et dans un sens plus large représente une tentative de mise en œuvre d'un modèle alternatif d'action politique et sociale, fondé sur des valeurs et mentalités nouvelles. A la société fermée des élites politiques, des milieux experts et des lobbys il oppose la société ouverte de la participation et de l'autonomie en faveur du plus grand nombre; à la logique corporatiste abstraite et aux cartels économique-politiques déracinés, il oppose des revendications citoyennes prégnantes, ancrées dans le concret, le local, l'immédiat, le petit. Face au court-termisme propre à la logique technocratique, il instaure la prévoyance, l'approche stratégique et le souci pour le long terme. A la politique sans visage, déshumanisée et cynique, il oppose une politique de la responsabilité à visage humaine. Dernier moment qui marque le bémol de cette nouvelle culture vive – l'engagement écologiste tend à exercer un contrôle citoyen *éthique* sur la politique, en contribuant à y réintroduire des questions d'ordre moral.

Or, ces traits de l'activisme citoyen dans les mobilisations écologistes présentent autant de vertus que des défauts: le mouvement demeure « exotique » sur la scène publique, accusés souvent par les médias, les « professionnels » politiques et les analystes d'utopisme social, de naïveté politique ou encore d'enthousiasme juvénile. L'impact de ce nouveau type d'attitude politique sur la société bulgare est encore instable, superficiel, il a besoin d'un effet de cumul afin de conduire à des transformations socioculturelles et politiques plus palpables. Ainsi, malgré ses performances indéniables, le mouvement écologique en Bulgarie reste-il méconnu ; ses succès sont considérés souvent – tant par les politistes et les journalistes que par ses sympathisants et même par les adhérents, comme résultats éphémères, fruits de mobilisations sporadiques qui se dissolvent rapidement après que la demande concrète a été entendue ou que le cas ponctuel est entré dans l'agenda politique. Cela est dû autant à des facteurs externes (les falsifications et les manipulations dont se servent les acteurs du statu quo en vue d'affaiblir le mouvement et de le discréditer aux yeux du public) qu'au nouveau type de culture politique, "la petite politique" que le mouvement véhicule. Cette petite politique, fondée sur la valorisation et l'expérimentation du concret, de l'informel, de l'authentique et du spontané, rend pratiquement invisible la continuité du mouvement et fait

dévaluer ses performances sur la scène de “la grande politique“, tant aux yeux du grand public, que dans ceux des adeptes les plus dévoués.

Pour résumer, le mouvement environnemental en Bulgarie dans ses avatars successifs, pourrait être interprété comme un mouvement social, structurant une opposition et proposant une alternative sociale et politique. Serait-il capable de continuer à supporter les revendications pour une Nouvelle politique, une politique *authentique* à travers lesquelles se manifesteraient des enjeux nouveaux, un certain *Esprit du temps* du début du XXI<sup>e</sup> siècle? Période, célébrée par certains auteurs comme transition anthropologique vers la troisième modernité - une modernité qui saura réunir dans une nouvelle synthèse ce que la première avait séparé: public et privé, individuel et collectif, raison et émotion, égoïsme et altruisme, égalité et liberté, politique et morale? Marque-il et dans quelle mesure, la fusion d'une partie de la société civile bulgare avec la société civile globale, consolidée à la suite de la montée des mouvements altermondialistes, ancrée sur la solidarité, la justice inter et intra-générationnelle et la responsabilité morale face au corporativisme amoral et la dépolitisation pervertie véhiculés par une certaine « élite mondialisatrice » ? Saurait-elle accoucher d'une ou plusieurs formations politiques nouvelles qui auraient intégrer le système et aurait changé *le statu quo* “ de dedans”?

Une dernière question qui a émergé au cours de l'analyse et à laquelle notre étude n'a pas su donner de réponse : La question écologique continuerait-elle à générer, comme à présent, les formes les plus importantes et innovantes d'activisme citoyen et politique en Bulgarie ? Le mouvement social bulgare continuerait-il à lier étroitement la question écologique et la question de l'avenir de la démocratie ? Les protestations citoyennes qui ont littéralement envahi l'espace public bulgare en 2013 provoquant une vague de politisation inouïe, amenant entre autre à la démission de deux gouvernements successifs, ont porté certains des messages, des pratiques et des revendications des écologistes. Qui plus est, les écologistes ont participé activement dans ce nouveau soulèvement d'énergie sociale et politique. Ces processus indiquent-ils que le message éco - démocratique va se diluer et va se confondre dans l'élan citoyen visant la re-politisation de la vie et la ré-démocratisation du système politique ? Ou bien, resurgirait-il de plus belle, dans un nouveau cycle de contestation au sein d'une nouvelle “vague verte“ qui saurait impliquer de nouvelles strates de la société, angoissés par le triomphe des populismes, écœurés par les effets pervers du néolibéralisme et cherchant un refuge plus solidaire qui garantirait, entre autre, des repères identitaires plus *naturelles* ? Cherchant enfin à bâtir, telle une Arche de Noé, un nouveau récipient susceptible d'abriter les décombres de la démocratie du XX<sup>e</sup> siècle et le besoin de plus en plus prégnant d'une possible démocratie ouverte à tout un chacun. L'on ne peut

négliger non plus la possibilité – assez vraisemblable lorsqu'on observe de près les attitudes, les messages et les motivations de participation de certains acteurs et groupes au sein du mouvement - qu'une partie des militants s'engage dans la voie d'un “populisme vert”, et s'éloigne de ses origines éco-démocratiques.

La réponse à toutes ces questions appartient aux futures évolutions du mouvement et ses multiples acteurs qui requièrent des études plus approfondies – tant quantitatives que qualitatives – de l'engagement individuel et collectif et des motivations complexes et souvent contradictoires qui le structurent et façonnent.

# **Bibliographie**

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES EN LANGUE FRANCAISE ET ANGLAISE**

**ABELES Marc, JEUDI, Henri-Pierre (1997).** *Anthropologie du Politique*. Paris : Armand Colin.

**ALBERTINI, Pierre (1997).** *La crise du politique*. Paris: Harmattan.

**ALMOND, Gabriel, VERBA, Sydney (1963).** *The Citizen Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press.

**ARENDT, Hannah (1994) [1958].** *La condition de l'homme moderne*, trad. fr. Georges Fradier. Paris: Pocket. [Titre original *The Human Condition*. London, Chicago: University of Chicago Press, 1958].

**ARENDT, Hannah (1989) [1972].** *La crise de la culture*, trad. fr. P. Lévy, Paris: Gallimard. [Titre original: *Between Past and Future : Six Exercises in Political Thought*, New York, 1961, augmenté de deux essais en 1968].

**ARENDT, Hannah (1963) [1954].** *Between Past and Future. Six Exercises in Political Thought*. Cleveland and New York : Meridian Books.

**ARIES Paul (2005).** *Décroissance ou Barbarie*, Villeurbanne, Golias.

**BAFOIL, François (2005).** *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

**BAFOIL, François (1999).** *Le Post-communisme en Europe*. Paris : La Découverte.

**BAJOIT, Guy (2003).** *Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*. Paris: Armand Colin.

**BAKHTINE, Mikhaïl (1978).** *Esthétique et théorie du roman*. Paris: Gallimard.

**BAKER, Randall (2010).** *Environment: Science, Policy and Value*. Sofia : Paradigma.

**BALANDIER, Georges (1967).** *Anthropologie politique*, Paris : PUF.

**BALIBAR. Etienne (2011).** *Citoyen Sujet et Autres essais d'anthropologie philosophique*, Paris : PUF.

**BARNES, Samuel, KAASE, Max (eds) (1979).** *Political Action: Mass Participation in Five Western Democracies*. Beverly Hills, Sage Publications.

**BARTHELEMY, Martine (2000).** *Associations : Un nouvel âge de la participation*. Presses de Science Po.

**BARTHELEMY, Tiphanie, WEBER, Florence (1986).** *Le Territoire en question: Associations et militants écologistes bretons*, ENS.

**BAUDRILLARD, Jean (1970).** *La société de consommation*. Paris: Denoël.

**BAUMGARTL, Brendt (1993).** Environmental Protest as a Vehicle for Transition. The Case of Ekoglasnost in Bulgaria. In. Vari, Anna and Pal, Tamas (eds). *Environment and Democratic Transition: Politics and Policy in Central Eastern and Eastern Europe*. Kluwer Academic Publishers, Boston, Dordrecht.

**BAUMGARTL, Brendt. (1993).** Green Protest against Red Politics. Environmentalists' Contribution to Bulgaria's Transition. *Green Politics 3*, University of Strathclyde.

**BAUMGARTL, Bernd (1997).** *Transition and Sustainability. Interests and Actors in Eastern European Environmental Policy*. Series Environmental Law and Policy. Kluwer Law International, The Hague, London, Boston.

**BEHART, Henri, CARRASSOU, Michel (1992) [1982].** *Le surréalisme*. Paris : Librairie générale française.

**BENNAHMIA, Jean-Luc, ROCHE, Agnès (1995).** *Des verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie des mouvements écolo*. Paris : Albin Michel.

**BEROUS, Sophie, René MOURIAUX et Michel VACALLOULIS (1995).** *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*. Paris : La Dispute.

**BERTAUX, Daniel (1976).** *Histoires de vie ou récits de pratiques. Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*. Paris : Cordès.

**BERTHO, Alain (2009).** Citoyenneté et mondialisation. Perspectives et contradictions de l'altermondialisme. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A., Todorov, A. (dir.) V. Tirnovo: Faber Publishers, 167-175.

**BEVOR, Antoine (2005).** Le défi de la démocratie participative, entretien. In. - *Lettre de prospective du Sénat*, janvier 2005.

**BEVOR, Antoine, LALLEMENT, Mivhel (dir.) (2006).** *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris: La Découverte.

**BEVOR, Antoine (2001).** *Pour une démocratie participative*. Paris : Presses de Sciences Po

**de BLIC, Damien et Cyril LAMIEU (2005).** *Le scandale comme épreuve. Éléments de sociologie pragmatique*. Politix, N 71.

**BLOWERS, Andrew, GLASBERGEN, Pieter (eds) (2003) [1996].** *Environmental Policy in an International Context: Prospects*, Elsevier Ltd, Oxford.

**BOBINEAU, Olivier (2011).** La troisième modernité ou « l'individualisme confinitaire » . *SociologieS* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 06 juillet 2011. Consulté le 05 février 2015. URL : <<http://sociologies.revues.org/3536>>.

**BOUDON, Raymond (2007).** *Renouveler la démocratie. Mode d'emploi*. Fondation pour l'Innovation politique, Février 2007. Vu le 14.12.2012. URL : <[http://www.asmp.fr/fiches\\_academiciens/textacad/boudon/renouveler\\_democratie.pdf](http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/textacad/boudon/renouveler_democratie.pdf)>.

**BUDGE, Jan and Kenneth NEWTON (1997).** *The Politics of the New Europe*. London: Longman.

**BOUDON, Raymond (2006).** *Renouveler la démocratie, Éloge du sens commun*. Paris : Odile Jacob.

**BOOKCHIN, Murray (1976).** *Pour une société écologique*. Paris : Christian Bourgeois.

**BOURDER, Yvon (1976).** *Qu'est-ce qui fait courir les militants ? Analyse sociologique des motivations et des comportements*. Paris : Stock.

**BOURDIEU, Pierre (2006).** Le capital social. Notes provisoires. In. - Bevort, A. et M. Lallement (dir.) *La capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris : La Découverte, 31-35.

**BOURDIEU, Pierre (2002).** *Interventions (1961- 2001). Science sociale et action politique*. Textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo. Marseille : Agone.

**BOURDIEU, Pierre (1980).** *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit.

**BOURG, Dominique (2003).** *Le nouvel âge de l'écologie*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer, Descartes& Cie.

**BOUTELET, Marguerite, OLIVIER, Juliette (2009).** *La démocratie environnementale. Participation du public aux décisions et politiques environnementales*. Dijon : Éditions universitaires de Dijon.

**BOUVIER, Pierre (2005).** *Le lien social*. Paris : Gallimard.

**BOY, Daniel, Vincent Jacques le SEIGNEUR, Agnès ROCHE (1995).** *L'écologie au pouvoir*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

**BOY, Daniel (2007).** Le mouvement vert. In. - *La politique en France et en Europe*, Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 311-332.

**BOZONNET, Jean-Paul (2002).** Les jeunes européens se désengagent-ils ? In. - : AGORA, *Débats/Jeunesse, Jeunes, engagement et démocratie*, revue trimestrielle, 4ème trimestre, N° 30, Paris : Harmattan.

**BOZONNET, Jean-Paul (2009).** Écocitoyenneté et inégalités sociales. Contribution au Forum de l' EOS "L'écologie sociale: quel lien entre le social et l'environnement?", Bruxelles, 25 avril 2009.

**BOZONNET, Jean- Paul (2009).** Sociologie de l'environnement. Écologie et socialisation. Consulté le 12.05.2010.

URL: < <http://bozonnet.googlepages.com/sociologiedel'environnement2>>

**BOZONNET, Jean-Paul (2012).** Le "verdissement" de l'opinion publique. *Revue des Sciences humaines*. Consulté le 02.08.2013.

URL : <[http://www.scienceshumaines.com.index.hph\\_article\\_13887](http://www.scienceshumaines.com.index.hph_article_13887)> .

**BRETON, André (1924).** *Manifeste du surréalisme*. Site Wikilivres. Consulté le 03.04.2014.  
URL: <[http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste\\_du\\_surréalisme](http://wikilivres.ca/wiki/Manifeste_du_surréalisme)>.

**BRAUD, Philippe (1991).** *Le jardin des délices démocratiques*. Paris: Presses de Sciences Po.

**BRAUDEL, Fernand (1958).** Histoire et sciences sociales. La longue durée. In. - *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 13<sup>e</sup> année, N. 4, 1958, 725-753.

**BRETON, André (1988) [1962].** *Nadja*. In. - *Œuvres complètes. Tome 1*. Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, Paris, 643-753.

**CAIN, Bruce, Russel J. DALTON and Susan SCAROW (2004).** Democracy Transformed? Expanding Political Opportunities in Advanced Industrial Democracies. *Journal of Democracy* 15, 124-38.

**CAMUS, Albert (1951).** *L'Homme révolté*. Paris: Gallimard (Folio).

**CAPITANT, Sylvie, LECLERC-OLIVE, Michèle (2013).** A t-on enterré l'espace public? Enquête sur les avatars récents d'un concept. *Sens Public*, Juillet 2013.

**CARSON, Rachel. (2002)** [1st. Pub. Houghton Mifflin, 1962]. *Silent Spring*. Mariner Books.

**CARTER, Neil (2007).** *The Politics of the Environment – Ideas, Activism, Policy*. London : Cambridge University Press, 2th ed.

**CASTELS, Manuel (1998).** *La société en réseaux*. Paris: Fayard.

**CASTELLS, Manuel (2006).** *The Network Society: From Knowledge to Policy*. Washington, DC, Center for Transatlantic Relations.

**CASTELLS, Manuel (2012).** *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age*. Cambridge, MA, Polity Press.

**CEFAI, Daniel (2007).** *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris: La Découverte.

**CEFAI, Daniel, et Danny TROM (dir.) (2001).** *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*. Paris : Editions de l'EHESS.

**CHAMBOREDON, Jean-Claude (1983).** Les temps de la biographie et les temps de l'histoire. Remarques sur la périodisation à propos de deux études de cas. In. - Philippe Fritsch (dir.) *Le sens de l'ordinaire*. Lyon: Éditions du CNRS.

**CIVIC ENGAGEMENT AND CIVIC ATTITUDES IN TRANSNATIONAL PERSPECTIVE (2008).** By: Howard, Marc Morjé, Gilbert, Leah, Citrin, Jack, Sides, John, Stolle, Dietlind, Soroka, Stuart, Johnston, Richard, Dalton, Russell J. *Political studies* 2008 (3), v.56 (no. 1).

**CIVIL SOCIETY. DEMOCRATIC PERSPECTIVES (1997).** Robert Fine and Chirin Rai (eds.) London : Franc Cass.

**CIVIL SOCIETY IN BULGARIA. NGOs VERSUS SPONTANEOUS CIVIC ACTIVISM? (2013).** Bulgarian report for the Study "Has Our Dream Come True?" Comparative Research of Central and Eastern European Civil Societies. Kabakchieva, P., Hristova – Kyrzidlowsky, D. Sofia : Open Society Institute.



- CISAR, Ondrej (2012).** *Social Movement Research on Eastern Europe*. Three Ongoing “Debates”. URL: <[http://www.academia.edu/1952896/Social\\_Movement\\_Research\\_on\\_Eastern\\_Europe\\_Three\\_Ongoing\\_Debates](http://www.academia.edu/1952896/Social_Movement_Research_on_Eastern_Europe_Three_Ongoing_Debates)> (03.02.2015)
- UNIS DANS LA DIVERSITE. HYMNES ET DRAPEAUX DE L'UNION EUROPEENNE. (2013).** Cloet, P.-R., Légué, B., Martel, K. Notre Europe : Institut Jacques Délors.
- COMBES, Josette (2010).** Pour en finir avec l'économicisme, une autre rationalité économique. Xèmes Rencontres du RIUESS, 2, 3, 4 juin 2010, Luxembourg. Consultable sur <http://base.socioeco.org/docs/index99.pdf>. (23.02.2014).
- COMMONER, Barry (1971).** *The Closing Circle: Nature, Man, and Technology*. New York: Knopf.
- COTEGROVE, S. & DUFF, A. (1980).** Environmentalism, Middle-Class Radicalism and Politics. *The Sociological Review*, 1980, Vol 28, N 2, 333-351.
- CROISIER, Michel, FRIEDBERG, Erhard (1977).** *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris : Le Seuil.
- CRUIKSHANK, Barbara (1999).** *The Will to Empower. Democratic Citizens and Other Subjects*. Cornell University Press.
- DALTON Russel J., Manfred KUECHLER and Wilhelm BURKLIN (1990).** The Challenge of New Movements. In. - *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Dalton, R. J. and M. Kuechler (eds), Cambridge, Polity Press, pp. 10-16
- DALTON, Russel J. (2002).** *Citizen Politics, Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Societies*. New York, London.
- DALTON, Russel J. and Martin WATTENBERG (eds) (2000).** *Parties Without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press.
- DALTON, Russell J. (2006).** Democratic Challenges, Democratic Choices: the Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies. In. - *West European politics*, 2006 (9), v.29 (no.4), 836 – 852.
- DAHRENDORF, Ralf (1997).** *After 1989 - Morals, Revolution and Civic Society*. Palgrave Macmillan Ltd.
- DELLA PORTA, Donatella, DIANI, Mario (2006).** *Social Movements. An Introduction*. Wiley-Blackwell.
- DELLA PORTA, Donatella (2013).** *Can Democracy Be Saved? Participation, Deliberation and Social Movement*. Hardcover.
- DELCOURT, Laurent, Bertrand DUTERME et Aurélie LEROY (2009).** *Mondialisation. Gagnants et perdants*. Charleroi: Couleurs livres.

**DELWIT, Pascal, Jean-Michel De WAELE (eds) (1999).** *Les partis verts en Europe*, Bruxelles: Éditions Complexe, Collection Interventions.

**DENIS, Serge (2005).** *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui: Le déclin du politique comme procès de politisation ?* Presses universitaires de Laval.

**DE ROOSE, Frank, VAN PARIJS, Philippe (1991).** *La pensée écologiste. Essai d'inventaire à l'usage de ceux qui la pratiquent comme de ceux qui la craignent*. Bruxelles: De Boeck Université, De Boeck-Wasmael.

**DEMAZIERE, Didier, DUBAR, Claude (1996).** *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*. Paris : Nathan.

**DEVELOPPER PAR LA DEMOCRATIE. Injonctions occidentales et exigences planétaires (1995).** Sophia Mappa (dir.) Paris : Karthala.

**DIAMOND, Jarred (1997).** *Guns, Germs and Steel. The Fates of Human Societies*. W.W. Norton & Co.

**DIAMOND, Jarred (2005).** *Collapse. How Societies Choose to Fail or Succeed*. New York : Penguin.

**DICTIONNAIRE DE L'ENVIRONNEMENT (2007).** Yvette Veyret (dir.). Paris : Armand Colin.

**DICTIONNAIRE DES SCIENCES HUMAINES (2004).** Jean- François Dortier (dir.) Presses universitaires de France.

**DIESING, P. (1991).** *How Does Social Science Work ?* Pittesburgh, University of Pittesburgh Press.

**DONEGANI & SADOON (2007).** *Qu'est-ce que la politique ?* Paris: Éditions Gallimard.

**DRAYFUS, Michel, Bruno GROPPPO, Claudio INGLEFORM, Ronald, LEW, Claude, PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (2004) [2000].** *Le siècle des communismes*. Paris: Éditions du Seuil.

**DREANO, Bernard (1995).** Les mouvements de citoyens œuvrent-ils en faveur de la démocratie participative ? In. - *Développer par la démocratie. Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Sophia Mappa (dir.). Paris : Karthala, 33-55.

**DUBAR, Claude (1994).** Socialisation politique et identités partisans : pistes de recherche. In. - *L'identité politique*. Paris : PUF-CURAPP.

**DUBET, François (1994).** *Sociologie de l'expérience*. Paris : Fayard.

**DUBOIS, Franck (2013).** *Approche des questions environnementales par les institutions européennes 1949-2002*. Thèse de doctorat. Université de Bourgogne.

**DUCHESNE, Sophie, HAMIDI, Camille (2001).** Associations, politique et démocratie : Les effets de l'engagement associatif sur le rapport au politique. In. - *Associations et champs politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Claire Andrieu, Gilles le Béguec et Danielle Tartakowsky (dir.). Paris : Publications de la Sorbonne, 625-642

**DUFOULON, Serge (2009).** Développement durable: analyse sociologique de la domestication de l'environnement. Claude Martin et Jaroslav Kita (dir.). *Les défis du développement durable: politiques industrielles et commerciales dans l'Union européenne*. Travaux scientifiques du Réseau PGV, Université de Grenoble.

**DUFOULON, Serge, ROUET, Gilles (2013).** *Europe partagée, Europe de partages?* Paris : Harmattan, coll. Local/Global.

**DUMONT, René (1974).** *L'écologie ou la mort* (Recueil de textes de la campagne de Dumont). Paris : Pauvert.

**DUVIGNAUT, Jean (1986).** *La Solidarité. Liens de sang et liens de raison*. Paris: Fayard.

**DUYVENDAK, Jean Willem (1994).** *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris : Harmattan.

**ELIAS, Norbert (1991).** *La société des individus*. Paris : Fayard.

**ELLUL, Jacques (2004).** *L'illusion politique*. Paris : Éditions de la Table ronde.

**ÉTHIER, Diane (1998).** Le paradoxe est-européen : attachement et insatisfaction envers la démocratie. *Transition*, n° 39 (4), nov. 1998.

**FAUCHER, Florence (1999).** *Les habits verts de la politique*. Paris: Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques.

**FAVRE, Pierre, FILLEULE, Olivier (1994).** « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique». - In. - *L'Engagement politique: déclin ou mutation ?* Perrineau, P. (dir.) Paris: Presses de Sciences Po, 87- 137.

**FERRY, Jean- Luc (1992).** *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal, l'homme*. Paris : Grasset.

**FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PECHU, Cécile (dir.) (2009).** *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses des Sciences Po.

**FILLIEULE, Olivier (dir.) (2005).** *Le désengagement militant*. Paris: Éditions Belin.

**FILLEULE Olivier et Nonna MAYER (2001).** Devenirs militants. *Revue française de science politique* 1/2001 (Vol. 51), p.19-25.

**FILLIEULE, Olivier (2001).** Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique* 1/2001 (Vol. 51), 199-215.

**FILLIEULE, Olivier (dir) (1993).** *Sociologie de la protestation: Les formes de l'action collective dans la France*, préf. de Pierre Favre. Paris : Harmattan.

**FILLIEULE, Olivier, PECHU, Cécile (1993).** *Lutter ensemble. Théories de l'action collective*. Paris: Harmattan.

**FOREMAN, David (1991).** *Confessions of an Eco-Warrior*. Crown Publishing Group.

**FOUGIER, Eddy (2004).** *Altermondialisme. Le nouvel mouvement d'émancipation ?* Paris : Lignes de Repères.

**FROMM, Erich (1964) [1964].** *Le cœur de l'homme, sa propension au bien et au mal* (traduit de l'anglais par Sylvie Laroche), Petite Bibliothèque Payot. [Titre original en anglais *The Heart of Man, its Genius for Good and Evil*].

**FROMM, Erich (1974) [1968].** *The Revolution of Hope. Toward a Humanized Technology.* Harper & Row.

**FROMM, Erich. (1978) [1976].** *Avoir ou être: un choix dont dépend l'avenir de l'homme.* Traduit de l'américain par Théo Carlier. Paris: Laffont (Réponses) [Titre original: *To have or to be?*, édité chez Harper & Row, 1976].

**FROSE Michel, H. MENDRAS, (1991) [1983]** *Le changement social: tendances et paradigmes.* Paris: Armand Colin.

**FROSE Michel (1998).** *Analyse du changement social.* Paris: Le Seuil.

**FUKUYAMA, Francis (1992).** *The End of History and the Last Man.* Free Press.

**GEERZ, Clifford (1986) [1983].** *Savoir local, savoir global? Les lieux du savoir,* Paris : PUF, 8-24. [Titre original en anglais *Local Knowledge*, New York 1983].

**GELNER. Ernest (1993).** *The Conditions of Liberty. The Civil Society and Its Rivals.* Harmondsworth, Penguin Press.

**GIRAN, Jean-Pierre (2001).** *Proximité et politique.* Paris : Economica.

**GIUNI, Marco, McADAM, Doug, TILLY, Charles (1998).** *From Contention to Democracy.* Lanham (Md.), Rowman and Littlefield.

**GIUNI, Marco, McADAM, Doug, TILLY, Charles (1999).** *How Social Movements Matter.* Minneapolis, University of Minnesota Press.

**GOIRAND, Camille (2010).** Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. In. - *Revue française de science politique* 3/2010 (Vol. 60), p. 445-466.

**de GHON, Maria (1997).** *Teorias dos movimentos sociais, Paradigmas clássicos e contemporâneos.* São-Paulo, Loyola.

**GORZ, André (2008).** *Ecologica.* Paris : Galilée.

**GUATTARI, Felix (1989).** *Les trois écologies.* Paris: Galilée, Coll. « L'espace critique ».

**GUEORGUEVA, Valentina (2014).** Protection des biens communs et mobilisations réactives. In. - *Mobilisations citoyennes dans l'espace public.* Rouet, G. (dir.) Paris: Harmattan, 85-95.

**GOUL ANDERSEN, Jorgen (1990).** Environmentalism, "New Politics" and Industrialism: Some Theoretical Perspectives. *Scandinavian Political Studies* 1990, Vol 13, N 2, 102-118.

**GOURMANLIEV, Radoslav (2011).** *Les instruments d'influence des organisations non-gouvernementales écologiques en Bulgarie sur le processus de formulation des politiques publiques.* Mémoire en langue française du 1<sup>er</sup> cycle en sciences politiques, Nouvelle université bulgare, octobre 2011. Consultable sur le site du réseau éducationnel Place for Future <<http://placeforfuture.org>>.

**GUERIN, Serge (2011).** La troisième modernité est arrivée. De l'État providence à l'État accompagnant. In. - Site de Emploiparlonsnet.fr. Consulté le 03.05.2014. URL: <<http://www.emploiparlonsnet.org/figures-libres/la-troisieme-modernite-est-arrivee>>.

**HABERMAS, Jurgen (1987).** *Théorie de l'agir communicationnel.* Paris : Fayard (trad.all.).

**HAVEL, Václav (1989).** *Living in Truth.* Twenty-One Essays Published on the Occasion of the Award to the Erasmus Prize to Václav Havel, Faber & Faber.

**HAVEL, Václav (1985).** The Power of the Powerless. In - Kaine, John, (eds) *The Power of the Powerless: Citizens against the State in Central and Eastern Europe*, London: Hutchinson.

**HAY, Colin (2007).** *Why Do We Hate Politics?* Cambridge: Polity Press.

**HERMET, Guy (2001).** Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine /Europe de l'Est. *Revue internationale de politique comparée*.2/ 2001 (Vol. 8), p. 285-304. Consulté le 17 mai 2010.

URL:<<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-2-page-285.htm>>.

**HOFSTEDE, Geert (2010).** *Culture and Organizations. Software of the Mind.* (with Gert Jan Hofstede and Michael Minkov). 3rd Edition, McGraw-Hill USA.

**HOLMES, Leslie (1997).** *Post-Communism – An introduction.* Cambridge: Polity Press.

**HOLLOWAY, John (2002).** *Change the World without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, Pluto Press.

**IDEOLOGIES, PARTIS POLITIQUES ET GROUPES SOCIAUX (1989).** Études réunies par Yves Mény. Paris: Presses de Sciences Po.

**ILLICH, Ivan (1973).** *La Convivialité.* Paris : Le Seuil. (Titre original *Tools for Conviviality*. 1973).

**INGLEHART, Ronald (1977).** *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton: Princeton University Press

**INGLEHART, Ronald (1990).** Values, Ideology, and Cognitive Mobilization in New Social Movements. In. - Dalton and Kuetchler (eds) *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*. Cambridge/Oxford/PolityPress, 43-66.

**INGLEHART, Ronald (1993) [1990].** *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris : Economica. (Titre original *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton University Press 1990).

**INGLEHART, Ronald (1997).** *Modernization and Postmodernization. Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies.* Princeton, N.J.: Princeton University Press.

- ION, Jacques, FRANGUIADAKIS, Spyros et VIOT, Pascal (2005).** *Militer aujourd'hui*, Paris: Les éditions Autrement.
- ION, Jacques (1994).** L'évolution des formes d'engagement. In. - Perrineau P. (dir.), *L'Engagement politique - Déclin ou mutation ?* Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques, p. 23-41.
- IVANOV, Hristo (2010).** *Rôle des intérêts et des mobilisations citoyens pour la modification de la Loi sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en Bulgarie*. Mémoire de licence en sciences politiques (non publié), Nouvelle université bulgare, novembre 2010. Consultable sur : <<http://placeforfuture.org>>
- JACOB, Jean (1999).** *Histoire de l'écologie politique*, Paris : Albin Michel.
- JASPERS, James M. (2008).** *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.
- JONAS, Hans (1995) [1979].** *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Traduction de l'allemand et présentation par Jean Greisch. Paris : Flammarion Champs Essais (3ème édition). [Titre original *Das Prinzip Verantwortung: Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation*. Frankfurt/Main: Insel-Verlag, 1979).
- JOUTARD, P. (1979).** Historiens à vos micros! Le document oral, une nouvelle source pour l'histoire. *L'Histoire*, N 12, mai 1979, 106-112.
- KANEV, Dobrin, TODOROV, Antoniy (eds) (2015).** *The Democracy in Bulgaria. Quality Content*. Sofia : Iztok-Zapad.
- KANEV, Petar (2002).** Religion in Bulgaria after 1989: historical and socio-cultural aspects. In. *South East European Review*, vol. 5, N1. Baden-Baden: Hans Boekler Stiftung, 75-96.
- KANEV, Petar (2009).** Models of interaction between ethno-religious communities in the Central and East Rhodope Mountains. Does a uniform Bulgarian ethnic model exist? In. - Todorova, B. (dir.) *Balkan as Reality. Living Faithfully, Living Together*. Sofia: Avangard Prima, 344-356.
- KANEV, Petar (2009).** The Dialogue as a Precondition for the Freedom of Belief and as Prerequisite for the Christian Inculturation: The Experience of the Bulgarian Orthodox Priests after 1989. In. - Patalon, M. (dir.) *The Philosophical Basis of Inter-religious Dialogue: The Process Perspective*. Cambridge: Cambridge Scholars Publishing, 118-139.
- KANEV, Petar (2014).** Les espaces publics alternatifs en Bulgarie. In. - Rouet, G. (dir.) *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Paris: Harmattan, 55-84.
- KARASIMEONOV, G. (1999).** Past and New Cleavages in Post-Communist Bulgaria. In. - Lawson, K., Rommele, A., Karasimeonov G. (eds) *Cleavages, Parties, and Voters. Studies from Bulgaria, the Czech Republic, Hungary, Poland, and Roumania*, Praeger.
- KECK, Margaret E. and Kathryn SIKING (1998).** *Activists beyond Borders: Transnational Activist Network in International Politics*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, New York.

**KINGUEL, Marc (2012).** *Unruly Voices: Essays on Democracy, Civility and the Human Imagination*. Toronto: Biblioasis.

**KITSCHOLT, Herbert (1994).** *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge University Press, Cambridge.

**KLEIN, Naomi (2001).** Reclaiming the Commons. In. - *New Left Review* 9, May-June 2001. Consulté le 23.02.2012.

URL: <<http://www.newleftreview.org/II/9/naomi-klein-reclaiming-the-commons>>.

**KLEIN, Naomi (2007).** *The Shock Doctrine. The Rise of Disaster Capitalism*, Knopf, Canada.

**KLINGEMANN Hans Dieter and Dieter FUCHS (1995).** *Citizens and the State*. Oxford: Oxford University Press (paperback 1998).

**KOLEVA, Svetla (2014).** Espace urbain et action citoyenne. Rapports à géométrie variable. In. - Rouet, Gilles (dir.) *Mobilisations citoyennes dans l'espace publics*. Paris: Harmattan, 17-29.

**KRASTEVA, Anna (2014).** Citizen Protests, E-Democracy and New Mobilizations. In. - *The Democracy in Bulgaria. Quality Content*, Sofia : Iztok-Zapad, 449-488.

**KRASTEVA, Anna (dir.) (2013).** E-citoyennetés. Paris : Harmattan.

**KRASTEVA, Anna et Antony TODOROV (dir.) (2010).** Les sciences politiques en Bulgarie. Sofia : Presses de la Nouvelle Université Bulgarie

**KRASTEVA, Anna et Antony TODOROV (dir.) (2004).** *Conflits, confiance, démocratie*. Sofia: NBU.

**KRASTEVA, Anna et Antony TODOROV (dir.) (2004).** *La mondialisation et les nouvelles limites du politique*. Sofia: EON 2000.

**KRIESI, Hanspeter et al (1995).** *New Social Movements in Western Europe: A comparative Analysis*. Minneapolis, (Minn.) University of Minnesota Press.

**KRIESI, Hanspeter (1996).** The Organisational Structure of New Social Movements in a Political Context. In. - Doug McAdam, John McCarthy and Mayer Zald (eds). *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.

**KRISTEVA, Julia (1974).** *La révolution du langage poétique, L'avant-garde à la fin du XIXe Siècle, Lautréamont et Mallarmé*. Paris: Éditions du Seuil.

**KRASTANOVA, Radosveta (2009).** Écologie et contestation: La nouvelle vague verte en Bulgarie. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A, et A. Todorov (dir.) Sofia : Faber Publishers, 111-121.

**KRASTANOVA, Radosveta (2012).** *The Green Movement and Green Parties in Bulgaria. Between System Integration and System Change*, Sofia: Friedrich Ebert Foundation.

**KRASTANOVA, Radosveta (2013).** Nouveaux mouvements citoyens et Nouvelle politique. Le mouvement environnemental en Bulgarie entre la contestation du *statu quo* et la

redéfinition du bien commun. In. - *Divinatio*. Studia culturologica series. Znepolski, I. et Ginev, D. (dir.), vol.37, Spring- Summer 2013, 177-193.

**KRASTANOVA, Radosveta (2014).** Les nouvelles mobilisations urbaines. Humaniser et esthétiser par l'espace. In. – *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*, Rouet, G. (dir.) Paris: Harmattan, 31-53.

**KRASTANOVA, Radosveta (2015).** Civil Society in Bulgaria and the Quality of Democracy. In. - Kanev, D., Todorov, A. (eds) (2015). *The Democracy in Bulgaria. Quality Content*. (à paraître).

**KUHN, Thomas S. (1970).***The Structure of Scientific Revolutions*. Enlarged (2nd ed.). University of Chicago Press.

**LA DEMOCRATIE CONTINUE (1995).** Dominique Rousseau (dir.). Actes du Colloque de Montpellier organisé par CERCOP avec le parrainage de l'Association française de Sciences politiques., Paris: Bruylant.

**LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE (2007).** François Robbe (dir.) Paris: Harmattan.

**L'ENGAGEMENT POLITIQUE. Déclin ou mutation? (1994).** Perrineau, P. (dir.) Presses de la Fondation nationale de Sciences Politiques.

**LA GLOBALISATION ET LES NOUVEAUX ENJEUX DU POLITIQUE (2003).** Krasteva, A. et Todorov, A.(dir.) Sofia: Nouvelle université bulgare.

**LAGREE, Jean-Charles (2002).** Les jeunes se désintéressent-ils de la politique ? In. - *AGORA, Débats/Jeunesse, Jeunes, engagement et démocratie*, revue trimestrielle, 4ème trimestre, № 30, Paris : Harmattan.

**LAHIRE, Bernard (1998).** *L'homme pluriel, les ressorts de l'action*. Paris: Nathan.

**LA POLITIQUE EN FRANCE ET EN EUROPE (2007).** Perrineau, P. et L. Rouban (dir.). Presses de Sciences Po.

**LAUTREAMONT, Compte de (1995).** *Les chants de Maldoror et autres œuvres*. Paris : Booking International.

**LECA, Jean (1989).** Réflexions sur le participation politique des citoyens en France. In. - *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Études réunies par Yves Meny*. Presses de Sciences Po, 43 -71.

**LEFORT, Claude (1981).** *L'Invention démocratique*. Paris: Fayard.

**LEFORT, Claude (2000).** *Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*. Paris: Gallimard, «Folio Essais».

**LE CITOYEN (2000).** Mélanges offerts à Alain Lancelot. Badie, B. et P. Perrineau (dir.). Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

**LEVI, Margaret, MURPHY, Gilian (2002).** Coalition of Contention : The Case of the WTO Protests in Seattle. *Political Studies*, 54 (4), 12.



- LEVY-STRAUSS, Claude (1973).** *Anthropologie structurale deux*. Paris: Pion.
- LEXIQUE DES SCIENCES SOCIALES (2000).** Madeleine Grawitz (dir.) Paris : Dalloz.
- LIEGEY, Vincent et al. (2013).** *Projet de décroissance. Pour une Dotation inconditionnelle d'autonomie*. Paris : Utopia.
- L'INDIVIDU CONTEMPORAIN. REGARD SOCIOLOGIQUE (2006).** Coordoné par Xavier Molénat. Paris: Sciences Humaines.
- LINZ, Juan J. and Alfred STEPAN (1996).** *Problems of Democratic Transition and Consolidation*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press.
- LIPIETZ, Alain (1999).** *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXe siècle*, collection 'Sur le vif', Paris: La Découverte.
- LIPOVETSKY, Gilles (1983) [1993]** (postface). *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*. Paris: Gallimard.
- LIPOVETSKY, Gilles (2004).** *Les temps hyper-modernes* (avec Sébastien Charles). Paris : Grasset.
- LIPOVETSKY, Gilles (2008).** *La Culture- monde. Réponse à une société désorientée* (avec Jean Serroy). Paris : Odile Jacob.
- LOCKE, John (2003) [1997].** *Deux traités du gouvernement*. Paris : Librairie philosophique J. Vrin, (trad. fr.)
- LONDES, Vivien, PATCHETT, Lawrence, STOKER, Gerry (2006).** *Diagnosing and Remediating the Failings of Official Participation Schemes: the CLEAR framework*. Social Policy Society, 5(2).
- LUHMANN, Niklas (1982).** *The World Society as a Social System*. International Journal of General Systems, 8:3, 131-138.
- MALER, Norman (1970) [1968].** *Les Armées de la nuit. L'histoire en tant que roman, le roman en tant qu'histoire*. Paris: Grasset. [Titre original: *The Armies of the Night, The History as Novel. The Novel as History*. New American Library, New York. Trad.fr. Michel Christian].
- MARX, Karl (1867).** *Misère de la philosophie*, rééd : Editions sociales.
- MASLOW, Abraham (2008) [1954].** *Devenir le meilleur de soi-même. Besoins fondamentaux. Motivation et personnalité*. Paris : Eyrolles [Titre original : *Motivation and Personality*. Trad. fr. Laurence Nikolaieff].
- MASLOW, Abraham (1954).** *Motivation and Personality*. New York, Harper.
- MAYER. Nonna, PERRINEAU, Pascal (1992).** *Les comportements politiques*, Paris : Armand Colin.
- McADAM, Doug (2005).** Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. In. - Filleule, O. (dir.). *Le désengagement militant*. Paris: Éditions Belin, 49-75.

- McCARTHY, John D. and Mayer N. ZALD (2001).** The Enduring Vitality of the Resource Mobilization Theory of Social Movements. In. - Jonathan H. Turner (eds). *Handbook of Sociological Theory*, 533-565.
- MEADOWS, Donella, Dennis MEADOWS, Jorgen RANDERS et William W. BEHRENS (1972).** *The Limits to Growth*. New York, Universe Books.
- MELUCCI Alberto (1989).** *Nomads of Present. Social movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Philadelphia, Temple University Press.
- MELLUCI, Alberto (1994).** What's "New" in New Social Movements ? In. - Enrique Laraña, Hank Johnston and Joseph R. Gusfield (eds.) *New Social Movements: From Ideology to Identity*, Philadelphia. PA : Temple University Press, 101-130.
- MELUCCI, Alberto (1996).** *Challenging Codes. Collective Action in Information Age*. Cambridge: Cambridge University Press.
- MEMMI, Dominique (1985).** L'engagement politique. In. - Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.). *Traité de Science politique, L'action politique*. Vol. 3, Paris : PUF, 311-366.
- MERCIER, Jérémy (2012).** Malaise dans la démocratie. *Le monde diplomatique*, Octobre 2012. URL: <<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/10/MERCIER/48266>> (12.02.2015).
- MICHELAT, Guy (1975).** Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie. *Revue française de Sociologie*, XVI, 229-247.
- MYRA. M, FERREE, Frederick D. MILLER (1985).** Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Psychological and Resource Perspectives on Social Movements. *Sociological Inquiry*, 55, 1985, 36-61.
- MILBRATH, Lester W. (1984).** *Environmentalists - a Vanguard for a New Society*. New York: State University of New York Press.
- MILBRATH, Lester and Madan Lal GOEL (1977).** *Political Participation. How and Why People Get Involved in Politics?* Chicago Rand McNally College Pub. Co.
- MILITANTISME ET MILITANTS (2000).** Ouvrage collectif coordonné par José Gotovitch et Anne Morello. Bruxelles – Charleroi : EVO.
- MORIN, Edgar (2005) [1990].** *Introduction à la pensée complexe*. Paris: Le Seuil.
- MORIN, Edgar (1973).** *Le paradigme perdu. La nature humaine (science de la vie et science de l'homme)*. Paris : Le Seuil.
- MORIN, Edgar (1981).** *Pour sortir du XXe siècle*. Paris : Nathan.
- MORIN, Edgar (1982).** *Science avec conscience*. Paris : Fayard.
- MORIN, Edgar (1984).** *Sociologie*. Paris : Fayard.
- MORIN, Edgar (1993).** *Terre-Patrie* (avec la collaboration d'Ann-Bridgitte Kern). Paris: Le Seuil.

**MORIN, Edgar (2004).** *La Méthode 6, Éthique*. Paris : Le Seuil.

**MORIN, Edgar (2004).** *Pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Le Seuil.

**MORIN, Edgar (2008).** *Pour une politique de civilisation*. Paris : Arléa.

**MORIN, Edgar (2008).** *Mon chemin. Entretiens avec Djénane Kakeb Tagek*. Paris: Fayard.

**MORIN, Edgar (2012).** Edgar Morin et la communauté de destin : un rôle à jouer. Site de l'organisation Humanité unie. Consulté le 03.05.2014.

URL < <http://www.humaniteunie.org/1/post/2012/12/december-10th-2012.html>>.

**MOSSUS-LAVAL, Jeannine (1994).** *La crise de la politique en France*. Paris: Fondation nationale des sciences politiques. Working Paper № 93, Barcelone. Consultable sur : <[http://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP\\_I\\_93.pdf](http://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP_I_93.pdf)>

**MUCCHIELLI, Alex (1994).** *Les méthodes qualitatives*. Paris : PUF.

**MULLER-ROMEL, F. (1989).** *New Politics in Western Europe. The Rise and Success of Green Parties and Alternative Lists*. Boulder, CO : Westview Press.

**MUXEL, Anne (2001).** *L'expérience politique de jeunes*. Paris: Presses de Sciences Po.

**NADEAU, Morice (1970) [1945].** *Histoire du surréalisme*. Paris: Points-Seuil.

**NAY, Olivier (2004).** *Histoire des idées politiques*. Paris : Armand Colin.

**NORRIS, Pippa (1999).** *Critical Citizen, Global Support for Democratic Governance*. Oxford University Press.

**NORRIS, Pippa (2002).** *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*. New York: Cambridge University Press.

**NORRIS, Pippa. (2011).** *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*. New York: Cambridge University Press.

**OBER, Josia (1998).** Démocratie directe. In. - *Démocratie*. Robert Darnton et Olivier Duhamel (dir.) Paris : Éditions du Rocher, 146-151.

**O'DONNEL, Guillermo, CHMITTER, Phillipe C., WITHEHEAD, Lawrence (eds) (1989).** *Transitions from Authoritarian Rule, Respects for Democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

**OLLITRAULT, Sylvie (2005).** Les écologistes français, des experts en action. Consulté le URL : <[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=RFSP\\_511\\_0105](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RFSP_511_0105)>.

**OLLITRAULT, Sylvie (2008).** *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*. Presse Universitaires de Rennes.

**OLSON, Mancur (1965).** *The Logic of Collective Action. Public good and the Theory of Groups*. Cambridge: Cambridge University Press.

**OTOVA, Ildiko (2013).** Le mouvement écologiste en Bulgarie : *on et offline*. In. - *E-Citoyenneté*, Krasteva, A. (dir). Paris: Harmattan.

**PAHLKE, R. (1989).** *Environmentalism and the Future of Progressive Politics*. New Haven, CT: Yale University Press.

**PAILLE, Pierre et Alex MUCHIELLI (2008) [2003].** *L'analyse qualitative en Sciences humaines*. Paris : Armand Colin.

**PASSERON, Jean-Paul (1980).** Biographies, flux, itinéraires, trajectoires. *Revue française de sociologie*, 31 (1), janvier-mars 1980, 3-22.

**PENEFF, Jean (2009).** *Le goût de l'observation. Comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales*. Paris : La Découverte.

**PENEFF, Jean (1979).** Autobiographie de militants ouvriers. *Revue française de science politique*, 29 (1), février 1979, 53-82.

**PERCHERON, Annick (1993).** *La socialisation politique*. Textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxell. Paris : Armand Collin.

**PESTEL, Eduard, Club de Rome (1999).** *L'Homme et la croissance. Près de vingt ans après 'Halte à la croissance'*. Paris : Economica.

**POLANYI, Karl, 1983 [1957].** *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard. trad, fr. (Titre original Polanyi, K. *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, 2nd ed.).

**POLET, François (2009).** Mouvements sociaux au Sud: entre contestation et altermondialisation. In. - *Mondialisation. Gagnants et perdants*. Delcourt, Laurent et al. (dir.) Bruxelles : Éditions Couleurs livres asbl, 149-164.

**POLLOCK, Detlef, WIELGOHS, Jan (2004).** *Dissent and Opposition in Communist Eastern Europe. Origins of Civil Society and Democratic Transition*. Farnham : Ashgate Publishing.

**PRENDIVILLE, Brendan (1993).** *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris: Harmattan.

**PRONIER, Raymond et Vincent Jacques le SEIGNEUR (1992).** *Génération verte. Les écologistes en politique*, Paris : Presses de la Renaissance.

**PUTNAM, Robert D. (2000).** *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.

**PUTNAM, Robert D. (2006).** Bowling alone : le déclin du capital social aux Etats-Unis. In. - Bevort, A. et M. Lalement (dir.) *La capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris: La Découverte, 35-51.

**REZSOHAZY, Rudolf (2006).** *Sociologie des valeurs*. Paris: Armand Colin.

- RIESMAN, David et al. (1964) [1950].** *La foule solitaire*, Paris : Arthaud, tr. fr. de l'américain (Titre original RIESMAN, David, GLAZER, Nathan and Reuel DENNEY, *The Lonely Crowd*, 1950).
- ROBBE, François (dir.) (2007).** *Démocratie participative*. Paris : Harmattan.
- ROCHON, Thomas R. (1998).** *Culture Moves : Ideas, Activism and Changing Values*. Princeton, (N.J.), Princeton University Press.
- RODDOTA, Stefano (1999).** *La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques*. Paris: Apogée.
- ROHRSCNEIDER, R (1993).** New Parties versus Old Left Realignments. *Journal of Politics* 55 : 687-701.
- ROSA, Harmut (2010).** *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris : La Découverte.
- ROSENVALLON, Pierre (2000).** *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*. Paris : Gallimard.
- ROSENVALLON, Pierre (2006).** *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris: Le Seuil.
- ROUDET, Bernard (2009).** Les jeunes européens et l'engagement démocratique. In. - *Engagement citoyen*. Krasteva, A., Todorov, A.(dir.) Sofia: Faber Publishers.
- ROUET, Gilles (dir.) (2014).** *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Paris : Harmattan.
- ROUET, Gilles (2009).** L'abstention aux élections européennes de juin 2009. *Cahiers Sens public* 3/2009 (n° 11-12) , 239-286.  
URL : <[www.cairn.info/revue-cahiers-sens-public-2009-3-page-239.htm](http://www.cairn.info/revue-cahiers-sens-public-2009-3-page-239.htm)>.
- de ROUGEMONT, Denis (1977).** *L'Avenir est notre affaire*. Paris : Stock.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques (2001).** *Du Contrat naturel ou Principes du Droit politique*. Flammarion, GF (préface de Bruno Bernardi).
- SAINTENY, Guillaume (1991).** *Les Verts*, Paris : PUF.
- SAINT-HILAIRE-GRAVEL, Philippe (2012).** *30 ans au RQGE. Une histoire dissidente du mouvement écologiste citoyen au Québec de 1982-2012*. En ligne. URL: <<http://rqge.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/30-ans-au-RQGE-version-%C3%A9lectronique>>.
- SCAROW, Susan and Thomas POGUNTKE (1996).** The Politics of Anti-Party Sentiment. *European Journal of Political Research*, 29, 257-62.
- SCAROW, Susan (2003).** New Forms of Democracy? Reforms and Transformation of Democratic Institutions. In. - *Democracy Transformed?* Bruce Cain, Russell Dalton and Susan Scarow (eds). Oxford University Press.

- SCHUMMAHER, Ernst Friedrich (1979) [1973].** *Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris: Seuil, collection Points. (Titre original: Schummaher, E. F. *Small is Beautiful. An Economics as if People Mattered*).
- SCHWEISGUTH, Etienne (1997).** Le postmatérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe. *Revue française de science politique*, Vol 5, N 47, 623-659.  
URL:<[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp\\_0035-2950\\_1997\\_num\\_47\\_5\\_395208](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1997_num_47_5_395208)>. Vu le 02.11.2013.
- SERRES, Michel (1990).** *Le contrat naturel*. Paris: François Bourin.
- SERRES, Michel (2001).** *Hominescence*. Paris: Éditions Le Pommier.
- De SINGLY, François (2005).** *L'individualisme est un humanisme*. La Tour d'Algues, Éditions de l'Aube.
- SMESLER, Neil J. (1962).** *Theory of Collective Behavior*. New York: Free Press.
- SOMMIER, Isabelle (2003).** *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion.
- SUE, Roger (2003).** *La société civile face au pouvoir*. Paris: Presses de la fondation nationale de science politique.
- TARROW, Sidney (2005).** *The New Transnational Activism*. Cambridge, Cambridge University Press.
- TARROW, Sydney (1998)** (with David S. Meyer) *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*. Rowman & Littlefield.
- TASSIN, Étienne (2013).** Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public. In. – *A-t-on enterré l'espace public?*. Sens Public, Les cahiers 15-16, juillet 2013, 20-31.
- THEVENOT, L. (2006).** *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*. Paris : La Découverte.
- THOMPSON, Paul (1988).** *The Voice of the Past*. Oxford, Oxford University Press.
- TILLY, Charles (2004).** *Social Movements, 1764-2004*. Paradigm Publishers.
- TILLY Charles, TARROW, Sidney (2008).** *Politiques du conflit. De la grève à la révolution*. Presse des Sciences Po. (Titre original : *The Politics of Contention*).
- de TOCQUEVILLE, Alexis (1981) [1835].** *De la Démocratie en Amérique I*, Paris : Flammarion.
- TODOROV, Tsvetan (1982).** *La conquête de l'Amérique : La Question de l'Autre*. Paris: Le Seuil.
- TODOROV, Tzvetan (1998).** *Le jardin imparfait. La pensée humaniste en France*. Paris : Grasset & Fasquelle.

**TODOROV, Tzvetan (2000).** *Mémoire du mal, tentation du bien. Enquête sur les siècle.* Paris : Robert Laffont.

**TODOROV, Tzvetan, (2012).** *Les ennemis intimes de la démocratie.* Paris : Robert Laffont.

**TODOROV, Antony (2009).** Y a-t-il démocratie sans participation ? In. - Krasteva A., Todorov A. (dir.) *Engagement citoyen.* Sofia : Faber Publishers 16-27.

**TODOROV, Antony (1993).** Une génération à la recherche d'une politique nouvelle.- „*La Nouvelle Alternative*“, No 31, Septembre 1993.

**TODOROV, Antony (2003).** Communisme et modernité. In. - Vigreux J. et S. Wolikow (dir.) *Cultures communistes au XXe siècle. Entre guerre et modernité.* Paris : La Dispute, 245-252.

**TODOROV, Antony (2004).** Un clivage centré sur le passé communiste. In. - De Waele J.-M. (édité par). *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale.* Éditions de l'université de Bruxelles, 257-269.

**TODOROV, Antony (2008).** Le rite démocratique des élections : démocratie versus élections. In : *Les autres lieux du politique*, Benoît Caritey et Serge Wolikow (dir.) Territoires contemporains, nouvelle série – 1 – mis en ligne le 26 juin 2008. URL : <[http://tristan.u-bourgogne.fr/UMR5605/publications/autreslieux/A\\_Todorov.htm](http://tristan.u-bourgogne.fr/UMR5605/publications/autreslieux/A_Todorov.htm)>.

**TODOROV, Antony (2010).** Les élections européennes de juin 2009 en Bulgarie : la confirmation de l'éclatement du système partisan. *Revue internationale de politique comparée* 2009/4.

**TONKIN, Elisabeth (1992).** *Narrating Our Past, The Social Constructions of Oral History*, Cambridge.

**TORRES, Rodrigo (2014).** Espace public et esthétisation des mobilisations. L'exemple des jeunes Chilliens. In. - Rouet, G. (dir.). *Mobilisations citoyennes dans l'espace publics.* Paris: Harmattan, 141-157.

**TOURAINÉ, Alain (2002).** Y a-t-il des valeurs naturelles ? *Revue du MAUSS* 1/2002 (no 19), p.65-72. Consulté le 12.04. 2012. URL : <[www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-1-page-65.htm](http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-1-page-65.htm)>.

**TOURAINÉ, Alain (1977).** *Pour la sociologie.* Paris : Le Seuil.

**TOURAINÉ, Alain (1994).** *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris : Fayard.

**TOURAINÉ, Alain (1978).** *La voix et le regard*, Paris : Le Seuil.

**TOURAINÉ, Alain (1984).** *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie.* Paris : Fayard.

**TOURAINÉ, Alain (1992).** *Critique de la modernité.* Paris: Fayard.

**TOURAINÉ, Alain, DUBET, François, HEGEDUS, Zsuzsa, WIEWIORKA, Michel. (1980).** *La prophétie anti-nucléaire.* Paris : Le Seuil.

**TOURAINÉ, Alain (2005).** *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui.* Paris: Fayard



**TRENTMAN, Frank (2003)[2000].** *Paradoxes of Civil Society*. Breghahn Books.

**UNIS DANS LA DIVERSITE. HYMNES ET DRAPEAUX DE L'UNION EUROPEENNE (2013).** Cloets, P.-R., Lègué, B., Martel, K. Notre Europe : Institut Jacques Déléors.

**VARI, Anna and PAL, Tamas (eds) (1993).** *Environment and Democratic Transition: Politics and Policy in Central Eastern and Eastern Europe*. Kluwer Academic Publishers, Boston, Dordrecht.

**VIALATE, Jérôme (1996).** *Les partis verts en Europe Occidentale*. Paris : Economica.

**VEDEL, Georges (1992).** La politique et le citoyen. *Bulletin d'informations générales du Centre d'information civique* n° 108/4ème trimestre 1992.

**VIGNA, Xavier Vigna et Jean VIGREUX [dir.] (2010)** *Mai-juin 1968 Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon Dijon: Éditions universitaires de Dijon.

**WALLERSTEIN, Immanuel (1990).** *Transforming the Revolution: Social Movements and the World-System*. (with Samir AMIN, Giovanni ARRIGHI and Andre Gunder FRANK). New York, Monthly Review Press.

**WALLERSTEIN, Immanuel (1998).** *Utopistics: Or, Historical Choices of the Twenty-first Century*, New York, New York Press.

**WERNER, Eric (2000).** *L'après démocratie*. Lausanne : L'Âge d'Homme.

**WOLIKOW, Serge (1994).** *Écrire des vies, biographie et mouvement ouvrier, XIXe-XXe siècles*. Avec la collaboration de Thomas Bouchet et Jean Vigreux, Dijon : EUD.

**WOLIKOW, Serge, POIRRIER, Philippe (1997).** *Où en est l'histoire du temps présent? Notions, problèmes et territoires*. Éditions de l'Université de Bourgogne. Consulté le 03.05.2013.

URL:<<http://tristan.ubourgogne.fr/CGC/publications/ouenesthistoiretemps/ouenhistoiretempspresent.pdf>>.

**WOLIKOW, Serge (1997).** L'histoire du temps présent en question. In. - Wolikow, Serge et Poirrier, Philippe (dir.) *Où en est l'histoire du temps présent? Notions, problèmes et territoires*. Éditions de l'Université de Bourgogne, 9-25. Consulté le 03.05.2013.

URL:<<http://tristan.ubourgogne.fr/CGC/publications/ouenesthistoiretemps/ouenhistoiretempspresent.pdf>>.

**WOLIKOW, Serge, VIGREUX, Jean (2003).** *Cultures communistes au XXe siècle. Entre guerre et modernité*. Paris: La Dispute.

**ZEMOR, Pierre (2003).** *Pour un meilleur débat public*. Presses de la fondation nationale de Science politique.

**ZNEPOLSKI, Boyan (2014).** La Bulgarie sous la vague des protestations civiques. Les protestations des étudiants bulgares et leurs détracteurs. In. - *Divinatio*. Studia culturologica series. Znepolski, I. and Ginev, D. (dir.), vol.37, Spring- Summer 2013, 139-159.





## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES EN LANGUE BULGARE**

**АНЕВА, Наделина (2011).** Протестът срещу ГМО преподреди пасианса на политиците. In. - *Нови медии – нови мобилизации*. София: Институт Отворено общество, 215-224. [ANEVA, Navelina. (2011). Les protestations contre les OGM ont fait perturber les jeux des politiciens. In. - *Nouveaux médias -nouvelles mobilisations*. Sofia : Open Society Institute, 215-224].

**АНТОНОВА, Веселина, КАМЕНОВА, Детелина (2008).** *Демонтаж*, Русе: Авангард Принт [ANTONOVA, Veselina, KAMENOVA, Detelina (2008). *Demontage*. Russe].

**БАДЖАКОВ, Момчил. (2007).** *Елементи на фасадната демокрация*. New Media Review, април 2007. [BADJAKOV, Momtchil (2007). *Eléments de la démocratie de façade*. New Media Review, avril 2007].

**БАЕВА, Искра (1998).** Из историята на българското дисидентство. - Общественият комитет за екологична защита на град Русе и властта. *Известия на държавните архиви*, 76, 33-52. [BAEVA, Iskra (1998). Un moment de l'histoire de la dissidence bulgare. - Le comité public pour défense écologique de la ville Roussé et le pouvoir. *Nouvelles des archives d'État*, 76, 33-52].

**БОРИСЛАВОВ, Ясен (2009).** Странджа : Бунт срещу грозното. В. - Канев, П., Кръстанова, Р. (съст.) *Място за бъдеще. Година първа*. София: СГС-Щастливеца, 121-128. [BORISLAVOV, Yassen (2009) Strandja : révolte contre la laideur. In. - Kanev, P., Krastanova, R. (dir) *Un lieu pour futur*. Sofia].

**БРУНБАУЕР, Улф (2010).** За отношенията между държава и общество в комунистическа България. В. - Знеполски, И. (съст.) *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*. София: Институт за изследване на близкото минало, pp. 183-192 (183). [BRUNNBAUER, Ulf (2010). [Des rapports entre l'État et la société en Bulgarie communiste. In.- ZNEPOLSKY, I. (dir.) *Les totalitarismes au XXe siècle dans une perspective comparée*, Sofia].

**БЦНП (2012).** Индекс за устойчивост на НПО – 2012 [BNCL (2012). Index de soutenabilité des ONG - 2012].

**ВОЕВ, Димитър (2012).** *Поздрави от мен боговете*. София: Литавра. [VOEV, Dimitar (2012). *Salue les dieux de ma part*. Sofia].

**ГЕОРГИЕВ, Пламен (2000).** *Българската политическа култура*. София: K\$M. [GUEORGUIEV, Plamen (2000). *La culture politique bulgare*, Sofia].

**ГЕЧЕВ, Стефан (1992).** *Френски поети-сюрреалисти*, София: Народна култура. [GUETCHEV, Stephane (1992). *Potes- surréalistes français*, Sofia].

**ГОСПОДИНОВ, Георги (2006).** *Аз живях социализма. 171 лични истории*. София: Институт за изследване на близкото минало [GOSPODINOV, Gueorgui (2006). *J'ai vécu le socialisme. 171 histoires personnelles*. Sofia].

**ГОСПОДИНОВ, Георги (2007).** *Балади и разпади*. Пловдив : Жанет 45 [GOSPODINOV, Gueorgui (2007). *Balades et déchirements*. Plovdiv].

**ГРАЖДАНСКОТО ОБЩЕСТВО БЕЗ ГРАЖДАНИТЕ. ОЦЕНКА НА БЪЛГАРСКОТО ГРАЖДАНСКО ОБЩЕСТВО 2003-2005 (2005).** София: Сдружение Болкан Асист. [LA SOCIETE CIVILE SANS LES CITOYENS. LA SOCIETE CIVILE EN BULGARIE 2003-2005. Association Balkan Assist : Sofia].

**ГЪЛЪБОВ, Антоний (2010).** Политическа социализация и ценности в генерационен аспект, В.- *Демокрацията в България през 21 век*, В.Търново, 129-139. [GALABOV, Antony (2010). Socialisation politique et valeurs: aspects générationnels. In. - *La démocratie en Bulgarie au 21e siècle*. Veliko Tırnovó].

**ДАРЕНДОРФ, Ралф (2000).** *След 1989. Морал, революция, гражданско общество.* София, Гражданин [Trad. bulgare de DAHRENDORF, Ralf (1997). *After 1989 - Morals, Revolution and Civic Society*. Palgrave Macmillan Ltd.] Préfacé en bulgare par l'auteur.

**ДАСКАЛОВ, Румен (2005).** *Българското общество 1878-1939. Държава, политика, икономика.* София: Гутенберг [DASKALOV, Roumen (2005). *La société bulgare 1878-1939. Etat, politique, économie*. Sofia].

**ДЕЛ АГАТА, Джузепе (2014).** Гласове на опозицията и постоянство на идеалите в България. В.- *Българистични изследвания*. София, Университетско издателство „Св. Климент Охридски“, 172-192 (174). [DELL' AGATA, Giuseppe (2009). Voci di opposizione e coerenza di ideali nella Bulgaria dal 1944 al 1989. In: *1989-2009. La caduta del muro : venti anni dopo*. Ante del Convengo Internazionale di Studi. Venezia 17-18 dicembre 2009, Bologna, 2011, p.71-84].

**ДИЧЕВ, Ивайло, СПАСОВ, Орлин (съст.) (2009).** *Новите медии и новите млади*, София: Институт „Отворено общество“ (DITCHEV, Ivaylo, SPASSOV, Orlin (dir.) (2009). *Novite medii i novite mladi*, Open Society Institute - Sofia).

**ДЪРЕВА, Велислава, МИШЕВ, Георги (2002).** *Русенският комитет*, документален сборник. София : “Фондация Д-р Желю Желев”. (DYREVA, Velislava, MICHEV, Georgi (2002). *Russenskiat komitet*, Sofia: Fondatsia “D-r Zheliyu Zhelev”).

**ЗНЕПОЛСКИ, Боян (2006).** От индивидуалност към субективност или от субективност към индивидуалност. *Критика и хуманизъм*, 22, 131-138. [ZNEPOLSKY, Boyan (2006). De l'individualité a la subjectivité ou de la subjectivité a l'individualité. *Kritika i humanizam*, 22, 31-138].

**ЗНЕПОЛСКИ, Ивайло (съст.) (2010).** *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*. Институт за изследване на близкото минало. София: Сиела. (ZNEPOLSKI, Ivajlo (2010) *Les totalitarismes au XXe siècle dans une perspective comparée*. Sofia).

**ЗНЕПОЛСКИ, Ивайло (съст.) (2012).** *Българският комунизъм. Социокултурни черти и властова траектория*. София: Институт за изследване на близкото минало. [ZNEPOLSKI, Ivajlo (2012). *Le communisme bulgare. Caractéristiques socioculturelles et trajectoire du pouvoir*. Sofia].

**ИВАНОВ, Мартин (2008).** *Реформаторство без реформи. Политическа икономия на българския комунизъм 1963-1989 г.* Институт за изследване на близкото минало, София. [IVANOV Martin (2008). *Réformer sans faire des réformes. Économie politique du communisme bulgare 1963-1989*. Sofia, Institut d'études du passé récent].

**ИНДЕКС ЗА УСТОЙЧИВОСТ НА НПО (2008, 2009) (INDEX DE SOUTENABILITE DES ONG 2008, 2009)**

URL:<[http://www.usaid.gov/locations/europe\\_eurasia/dem\\_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf](http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2009/bulgaria.pdf)>

**КАБАКЧИЕВА, Петя (2001).** *Гражданското общество срещу държавата. Българската ситуация.* София: ЛИК [КАБАКТСНIEVA, Petya (2001). *La société civile contre l'État. La situation bulgare.* Sofia].

**КАБАКЧИЕВА, Петя (2009).** Национални политики и европейско гражданство. В. - *Политики БГ.* Брой 03-09. (13.02.2013).[КАБАКТСНIEVA, Petya (2009). *Politiques nationales et citoyenneté européenne. Politiki BG,* 03-09.

**КАНДИЛАРОВ, Евгений, КАНЕВА, Лиляна и Максим МИЗОВ (съст.) (2011).** *Изследвания по история на социализма в България. Преходът.* Т.3. София: Център за исторически и политологически изследвания.

**КАНДИЛАРОВ, Евгений, КАНЕВА, Лиляна и Максим МИЗОВ (съст.) (2013).** *Изследвания по история на социализма в България. Преходът - II.* Т.4. София: Център за исторически и политологически изследвания. [KANDILAROV, Evgueni, KANEVA, Liliana, MIZOV, Maxime (dir) (2013). *Études sur l'histoire du socialisme en Bulgarie. La transition – II. Volume 4.* Sofia].

**КАНЕВ, Петър, КРЪСТАНОВА, Радосвета (съст. и ред.) (2009).** *Място за бъдеще. Година първа.* София: СГС-Щастливеца. [KANEV, Petyr, KRASTANOVA, Radosveta (dir.) (2009). *Un lieu pour futur. Année 1.* Sofia: SGS-Chtastlivetsa].

**КАНЕВ, Петър (2009).** В търсене на място за бъдеще. В. - Канев, П., Кръстанова, Р. (съст.), *Място за бъдеще. Година първа.* София: СГС-Щастливеца , 16-57. (KANEV, Petyr (2009). *A la recherche d'un lieu pour pour le futur.* In. - Kanev, Petyr i Radosveta Krastanova (dir.) *Un lieu pour futur. Année 1.* Sofia, 16-57).

**КАНЕВ, Петър (2013).** В. - Проблемът за свободата на съвестта, мисълта и вероизповеданието в българския преход в контекста на липсата на автентична публична сфера за личностна и общностна себеизява В: *Изследвания по история на социализма в България. Преходът - II,* том 4. Кандиларов, Е., Мизов, М. (съст.). София : Център за исторически и политологически изследвания, [KANEV, Petar (2013). *Problemat za svobodata na savestta, misalta i veroizpovedanieto v balgarskiya prehod v konteksta na lipsata na avtentichna publiczna svera za lichnostna i obshtnostna sebeizyava.* In. – *Izsledvaniya po istoria na socializma v Balgaria.* Kandilarov, E., Mizov, M. (dir). Sofia]

**КАНЕВ, Петър (2013).** Екологизмът между нова мизантропия и нов хуманизъм В: *Философски алтернативи* 5/2013 Година XXII, София: ИИОЗ при БАН, ISSN 0861-7899, р. 80 -99 [KANEV, Petar (2013). *Ekologismat mezhdu nova mizantropia i nov humanizam.* In. *Filosofski alternativi* 5/2013, 80 -99 : BAS. Sofia].

**КАНЕВ, Петър (2014).** Екологичният хуманизъм като нова макропарадигма на модерността. В. - *Социални движения, идеи и политики.* Кандиларов, Е., Мизов, М. (съст.), София : Национален политически институт „Димитър Благоев“, 127- 149. [KANEV, Petar (2014). *L'humanisme écologique comme un nouveau macroparadigme de la modernité.* In. - *Mouvements sociaux, idées et politiques.* Kandilarov, E., Mizov, M. (dir). Sofia].

**КАНЕВ, Петър (2014).** *Τέχνη и Φιλία: Двете Европи*, София : “ИК О писменех – За буквите” [KANEV, Petar (2014). *Τέχνη i Φιλία: Dvete Evropi*, Sofia].

**КАНЕВ, Петър (2014).** Двете Европи, В : *Списание на Институт за Модерността*, София / бр. 18 “Европейско”/Септември 2014: <http://www.journal-informo.eu/> [KANEV, Petar (2014). Dvete Evropi. In Spisanie na Institut za Modernostta, Vol. 18 “Evropeisko” 09/2014, Sofia : <http://www.journal-informo.eu/>].

**КАНЕВ, Добрин (2014).** Партиите и партийната система и качеството на демокрацията в България. В. - *Качество на демокрацията в България*. Канев, Д., Тодоров, А. (съст.). София: Изток-Запад, 226-293. [KANEV, Dobrin (2014). Partis, système des partis et qualité de la démocratie en Bulgarie. In. - *Qualité de la démocratie en Bulgarie*, Kanev, D., Todorov, A. (dir) Sofia, 226-293].

**КАРАСИМЕОНОВ, Георги (2006).** *Партийната система в България*. София : Горекс прес. [KARASIMEONOV, Gueorgui (2006). *Le système des partis en Bulgarie*. Sofia.]

**КАЧЕСТВО НА ДЕМОКРАЦИЯТА В БЪЛГАРИЯ (2014).** Канев, Д., Тодоров, А.(съст. и ред.). София: Изток-Запад. [QUALITE DE LA DEMOCRATIE EN BULGAIRE (2014).] Kanev, D., Todorov, A. (dir). Sofia].

**КЕНАРОВ, Димитър (2012).** *Зелената революция: Как екоактивизмът отново разбуди България*. [KENAROV, Dimitar (2012). *Comment l'écoactivisme a de nouveau réveillé la Bulgarie*.]

URL:<[http://www.dnevnik.bg/evropa/novini\\_ot\\_es/2012/11/28/1956908\\_zelenata\\_revoljuciia\\_kak\\_ekoaktivizmut\\_otново\\_razbudi/](http://www.dnevnik.bg/evropa/novini_ot_es/2012/11/28/1956908_zelenata_revoljuciia_kak_ekoaktivizmut_otново_razbudi/)> (décembre 2012)

**КРЪСТАНОВА, Радосвета (2014).** От демокрация на елитите към демокрация на участието. Анализ на мотивацията на участници в природозащитното движение в България. В. – *Социални идеи, движения и политики*. Кандиларов, Е, Мизов, М. (съст.) София: НПИ „Димитър Благоев“, 156-177. [De la démocratie des élites vers une démocratie participative. Analyse de la motivation de l'engagement au sein du mouvement environnemental en Bulgarie. In. - *Mouvements sociaux, idées et politiques*. Kandilarov, E., Mizov, M. (dir). Sofia].

**КРЪСТАНОВА, Радосвета (2014).** Състояние на гражданското общество и качество на демокрацията в България. В. – *Качество на демокрацията в България*. Канев, Д., Тодоров, А. (съст. и ред.). София: Изток-Запад, 211-268. [KRASTANOVA, Radosveta (2014). Société civile et qualité de la démocratie en Bulgarie. In. - *Qualité de la démocratie en Bulgarie*, Kanev, D., Todorov, A. (dir) Sofia, 211-268].

**КРЪСТАНОВА, Радосвета (2013).** Зеленото движение в България между Прехода и Промяната. В. - *Изследвания по история на социализма в България. Преходът - II*, том 4. Кандиларов, Е., Мизов, М. (съст. и ред.), София : Център за исторически и политологически изследвания, 617-641. [KRASTANOVA, Radosveta (2014). Le mouvement vert en Bulgarie entre la Transition et le Changement. In. - *Études sur l'histoire du socialisme en Bulgarie. La transition – II*. Volume 4, Kandilarov, E., Kaneva, L. Et Mizov, M. (dir). Sofia, 617-641].

**КРЪСТАНОВА, Радосвета (2012).** *Зеленото движение и зелените партии в България. Между интеграция в системата и системна промяна*. София: Фондация „Фридрих Еберт“. [KRASTANOVA, Radosveta (2012). *Le mouvement écologique et les partis verts en Bulgarie. Entre l'intégration dans le système et le changement systémique*. Sofia]

**КРЪСТАНОВА, Радосвета. (2009).** Има ли време за бъдещето? Устойчиво развитие и гражданско участие. В : *Място за бъдеще. Година първа*, Канев, П., Кръстанова, Р. (съст. и ред.). София: СГС - Щастливца, 99-121. [KRASTANOVA, Radosveta (2009). Y-a-t-il du temps pour le futur ? Développement soutenable et participation citoyenne. In. - Kanev, Petyr i Radosveta Krastanova (dir.) *Un lieu pour futur. Année 1*. Sofia, 99-121].

**КРЪСТАНОВА, Радосвета. (2008).** Гражданско общество и гражданско участие в природозащитата в България в контекста на европейските ценности. В. - *Европейски ценности и гражданско общество*. Канева, Л., Мизов, М. (съст.) София : Център за исторически и политологически изследвания, 170-189.[KRASTANOVA, Radosveta (2008). Société civile et participation écocitoyenne en Bulgarie à la lumière des valeurs européennes. In. - *Valeurs européennes et société civile*. Kaneva.L, Mizov, M. (dir). Sofia, 170-189].

**КРЪСТЕВА, Анна (съст.) (2013).** *Дигиталният гражданин*, София: Нов български университет. [KRASTEVA, Anna (dir) (2013). *E-citoyenneté*. Sofia : Nouvelle université bulgare].

**ЛЪОФОР, Клод (2010).** Моят път в осмислянето на тоталитаризма. В. - Знеполски, И. (съст.) *Тоталитаризмите на XX век в сравнителна перспектива*. Институт за изследване на близкото минало. София : Сиела, 11-19. [LEFORT, Claude (2010). Mon chemin dans l'élaboration d'un cadre théorique du totalitarisme. In. - Znepolski, Ivajlo (dir) (2010) *Les totalitarismes au XXe siècle dans une perspective comparée*. Sofia, 11-19].

**ЛЮБЕНОВ, Милен (2009).** Партии на ръба. В. - *Демокрацията в България през 21 век*. В. Търново: Информационен център, 123-155. [LUYBENOV, Milen (2009). Les partis politiques mis au coin. In. - *La démocratie en Bugarie au XXe siècle*. V. Tirnovo, 123-155].

**ЛЮЦКАНОВА, Мила (2011).** Нови, млади, „зелени“ : Онлайн измерения в развитието на зелената идея. В. - *Нови медии – нови мобилизации*. София: Институт Отворено общество, 90-101. [LIYTSKANOVA, Mila (2011). Nouveaux, jeunes, “verts“: les deimensions on-line de l'évolution des idées écologistes. In. - *Nouveaux medias, nouvelles mobilisations*, Spassov, O. (dir). Sofia, 90-111].

**МИЛАЧИЧ, Слободан (2014).** Демокрацията под сянката на неолиберализма. В. - *Качество на демокрацията в България*. Канев, Д, Тодоров, А. (съст. и ред.) София: Изток-Запад, 85-100. [MILACIC, Slobodan (2014). La démocratie à l'ombre du néolibéralisme. In. - *Qualité de la démocratie en Bulgarie*, Kanev, D., Todorov, A. (dir) Sofia, 85-100].

**МИНЧЕВА, Любов (2009).** Значението на 1989 година. Гражданско общество, политическа култура и ленинско наследство. В. - *Демокрацията в България през 21 век*. Информационен център: Велико Търново, 118-129. [MINTSCHEVA, Liyoubov (2009). La signification de l'année 1989. Société civile, culture politique et héritage léniniste. In. - *La démocratie en Bugarie au XXe siècle*. V.Tirnovo, 118-129].

**ПРОДАНОВ, Георги (2014).** Качество на елитите и качество на демокрацията. В. - *Качество на демокрацията в България*. Канев, Д., Тодоров, А. (съст. и ред.) София: Изток-Запад, 389-418. [PRODANOV, Gueorgui (2014). Qualité des élites et qualité de la démocratie en Bulgarie. In. - *Qualité de la démocratie en Bulgarie*, Kanev, D., Todorov, A. (dir) Sofia, 389-418].

**РАДЕВ, Иван (2009).** Зелено гражданско общество. В. Канев, П., Кръстанова, Р. (съст. и ред.) *Място за бъдеще. Година първа*. София: СГС-Щастливеца, 101-105. [RADEV, Ivan (2009). Société civile verte. In. - Kanev, P., Krastanova, R. (dir). *Un lieu pour futur*. Sofia, 101-105].

**РАЙЧЕВ, Андрей, СТОЙЧЕВ, Кънчо (2008)** *Какво се случи? Разказ за прехода в България и малко след него (1989-2004)*. София: Изток Запад.

**СИМОВА, Олга (2009).** Гражданските движения в България преди и сега. В - *Демокрацията в България през 21 век*. Информационен център – В.Търново, 221-239. [SIMOVA, Olga (2009). Les mouvements citoyens en Bulgarie : avant et maintenant. In. - *La démocratie en Bulgarie au XXIe siècle*. V.Tirnov, 221-239].

**СМИЛОВ, Даниел (2008).** Партиите и фрустрираната демокрация. Анализ на изследването „Състояние на обществото 2007“. В. - *Състояние на обществото*, София - Институт Отворено общество, 38-57. [SMILOV, Daniel (2008). *Les partis et la démocratie frustrée*. Analyse du sondage “État de la société 2007”, Sofia, 38-57].

**СМИЛОВ, Даниел, ВАЙСОВА, Леа (2013).** *Протестът. Анализи и позиции в българската преса*. София: Изток-Запад.

**СПАСОВ, Орлин (2011).** Нови медии - нови мобилизации. София -Институт Отворено общество. [SPASSOV, Orline (2010). *Nouveaux médias, nouvelles mobilisations*. Sofia]

**СТОИЛОВА, Румяна, БИЕРИ, Франческа (2010).** Опазване на природата: Стратифицираното обществено мнение, сп. *Социологически проблеми*, XLII, 3-4. [STOILOVA, Rumyana, BIERI, Francesca (2010). Préservation de la nature : l’opinion publique stratifiée, revue *Sotsiologicheski problemi*, XLII, 3-4].

**ТАКАЧ, Адам (2012).** Комунизмът като атмосфера. В. - *Тоталитаризмите на XX в. в сравнителна перспектива*. Знеполски, И. (съст. и ред.). София: Институт за изследване на близкото минало, 113-123.

**ТОДОРОВ, Антоний (2014).** Политически избори и демокрация. В. - *Качество на демокрацията в България*. Канев, Д., Тодоров, А. (съст. и ред.). София : Изток-Запад, 141-224. [TODOROV, Antony (2012). Elections politiques et démocratie. In. – *Qualité de la démocratie en Bulgarie*. Kanev, D. Todorov, A. (dir.), Sofia].

**ТОДОРОВ, Антоний (2012).** *Елементи на политиката*. София: Нов български университет [TODOROV, Antony (2012). *Eléments de la politique*. Sofia].

**ТОДОРОВ, Антоний (2011).** *Българската политическа култура и гражданското участие*. София: Фондация „Фридрих Еберт“ [TODOROV, Antony. (2011). *Bulgarian Political Culture and Civic Participation*, Sofia].

**ТОДОРОВ, Антоний (2010).** *Граждани, партии, избори. България 1879-2009*. София : Изток Запад. [TODOROV, Antony (2010). *Citoyens, partis, élections. La Bulgarie 1879-2009*].

**ТОДОРОВ, Антоний. (2009).** Институционално-културен комплекс или за връзката между политически институции и културна среда. Сп. *Политически изследвания*, 1-2, София,17-36. [TODOROV, Antony. (2009). Ensemble institutionnel et culturel ou des

rapports entre institutions politiques et milieu culturel. In.- *Polititicheski izsledvanija*. 1-2, Sofia, 17-36).

**ТОДОРОВ, Антоний (2001).** *Модерната политическа мисъл*. София: Планета 5. [TODOROV, Antoniý (2001). *La pensée politique moderne*. Sofia].

**УЧАСТИЕ НА НПО В ПРОЦЕСИТЕ НА ВЗЕМАНЕ НА РЕШЕНИЕ В БЪЛГАРИЯ (2009).** София: БЦНП. [PARTICIPATION DES ONG DANS LE PROCESSUS DE PRISE DE DECISION (2009). BNCL: Sofia].

**ФОЛ, Александър (1995).** *Тракийската култура. Казано и премълчано*. София : ИК Борина. [FOL, Alexandar (1995). *La culture thrace. Le dit et le non-dit*. Sofia]

**ХАБЕРМАС, Юрген (1999).** *Морал, право и демокрация*. София: Дом на науките за човека и обществото.

**ХАДЖИЙСКИ, Иван (1997).** *Оптимистична теория за нашия народ. Исторически корени на нашите демократични традиции*. София: Отечество. [HADJISKI. Ivan (1997). *Théorie optimiste de notre peuple. Racines historiques de nos traditions démocratiques*. Sofia]

**ХРИСТОВ, Христо (2009).** *Империята на задграничните фирми*. София: Сиела/Институт за изследване на близкото минало. [HRISTOV, Hristo (2009). *L'empire des firmes hors frontière*. Sofia : Ciela/Institut d'étude du passé récent].

**ХРИСТОВА, Наталия (2005).** *Специфика на българското „дисидентство“. Власт и интелигенция. 1956-1989*. Пловдив, Летера. [HRISTOVA, Nataliya (2005). *Spécificités de la “dissidence” bulgare. Le pouvoir et l'intelligentsia.1956-1989*. Plovdiv].



## **DOCUMENTS EN LANGUES FRANCAISE ET ANGLAISE**

**AGENDA 21. UNCED (1992).** Sustainable Development Knowledge Platform.

URL: <<https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&nr=23&type=400>>.

**ATTITUDES OF EUROPEANS TOWARDS THE ISSUE OF BIODIVERSITY. 2010 REPORT.** URL: <[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/flash/fl\\_290\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_290_en.pdf)>

**BCNL (2010).** *Volunteering across Europe – Organizations, Promotion, Participation.* Country report for Bulgaria. Sofia : BNCL. Consulté le 03.03.2013.

URL: <<http://www.bcnl.org/uploadfiles/documents/analyses/1bulgaria.pdf>>.

**CONVENTION D'AARHUS (1998).** Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Site de l'Organisation des Nations unies.

URL: <<http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/documents/cep43f.pdf>>.

**EUROPEAN VALUE SURVEYS, 2007, 2008.**

**THE EARTH CHARTER (2000).** Preamble. Consultable sur le site de Earth Charter Initiative. URL: <<http://www.earthcharterinaction.org/content/pages/Read-the-Charter.html>>.

**CHARTRE DES PRINCIPES DU FORUM SOCIAL MONDIAL DE PORTO ALEGRE (2002).** Site officiel du FSM. Consulté le 29.04.2014.

URL:<[http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias\\_01.php?cd\\_news=3321&cd\\_language=3](http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias_01.php?cd_news=3321&cd_language=3)>

**NOTRE AVENIR A TOUS (1989) [1987].** Rapport Brundtland. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Paris : Editions du Fleuve.

**SECOND MANIFESTE DU SURREALISME (1929).** *La Révolution surréaliste*, N 12, 29 décembre 1929.

En ligne: <[http://melusine-surrealisme.fr/site/Revolution\\_surrealiste/Revol\\_surr\\_12.htm](http://melusine-surrealisme.fr/site/Revolution_surrealiste/Revol_surr_12.htm)> (21. 03.2015)

## **DOCUMENTS EN LANGUE BULGRE**

**АГЕНЦИЯ АЛФА РИСЪРЧ (2007).** Проучване на общественото мнение – 7-15 април 2007. [Agence sociologique Alpha Research (2007). Sondage d'opinion des attitudes politiques – 7-15 avril 2007].

**АГЕНЦИЯ АЛФА РИСЪРЧ (2011).** Социологическо изследване на политическите нагласи - юни 2011. [Agence sociologique Alpha Research (2011). Sondage d'opinion des attitudes politiques – juin 2011].

**АГЕНЦИЯ АЛФА РИСЪРЧ (2012).** Социологическо изследване на политическите нагласи - юни 2012. [Agence sociologique Alpha Research (2012). Sondage d'opinion sur les attitudes politiques – juin 2012].

**АГЕНЦИЯ АЛФА РИСЪРЧ (2013).** Социологическо изследване на политическите нагласи - юни 2013. [Agence sociologique Alpha Research (2013). Sondage d'opinion sur les attitudes politiques – juin 2013].

**АГЕНЦИЯ МЕДИАНА (2010).** Социологическо изследване. Политика и демокрация. [Agence sociologique Mediana (2010). Sondage d'opinion politique et démocratie].

**АГЕНЦИЯ МЕДИАНА (2012).** Оценка на демокрацията. Представите за политиката 2012. [Agence sociologique Mediana (2012). Evaluation de la démocratie. Les perceptions et les représentations de la politique 2012].

**АГЕНЦИЯ СОВА ХАРИС (2013).** Качество на демокрацията – 2013. [Agence sociologique Sova Harris (2013). Qualité de la démocratie -2013].

**БЪЛГАРСКА ФОНДАЦИЯ „БИОРАЗНООБРАЗИЕ“ И ИНСТИТУТ ПО СОЦИОЛОГИЯ, БАН (2007).** Обществения нагласи по темите за опазване на природата в България и за степента на възприемане на зеления начин на живот – 2007. [FONDATION BULGARE BIODIVERISTE, INSTITUT DE SOCIOLOGIE, ACADEMIE DES SCIENCES DE BULGARIE (2007). Attitude des citoyens face à la protection de la nature en Bulgarie. Perceptions et attitudes relatives aux modes de vie écoresponsable - 2007]. URL: <<http://forthenature.org/documents/category/54>> (11.11.2011).

**ЕВРОБАРОМЕТЪР (2007).** Проучване на общественото мнение за осведомеността на гражданите на ЕС за европейската мрежа от защитени територии НАТУРА 2000. [EUROBAROMETRE (2007). Enquête Eurobaromètre relative à la sensibilisation des citoyens de l'UE avec le réseau européen NATURA 2000].  
] URL : <[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_295\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_295_en.pdf)>

**ИНСТИТУТ ОТВОРЕНО ОБЩЕСТВО - СОФИЯ. ИНДЕКС НА ГРАЖДАНСКОТО ОБЩЕСТВО 2008-2010.** [OPEN SOCIETY INSTITUT – SOFIA. INDEX DE LA SOCIETE CIVILE 2008-2010].

**КОНСТИТУЦИЯ НА НАРОДНА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ 1971.** [CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE 1971].  
URL: <[http://bg.wikisource.org/wiki/Конституция\\_на\\_Народна\\_република\\_България\\_\(1971\)](http://bg.wikisource.org/wiki/Конституция_на_Народна_република_България_(1971))>

**НЕЗАВИСИМО СДРУЖЕНИЕ “ЕКОГЛАСНОСТ” 1989 (2009).** Александриева, Лиляна, Каракачанов, Александър (съст.). София : Сиела софт енд паблишинг. [ASSOCIATION INDEPENDANTE “ECOGLASNOST” 1989 (2009). Alexandrieva, Liliyana, Karakatchanov, Alexandar (dir.) Sofia].

**ЦЕНТРАЛНА ИЗБИРАТЕЛНА КОМИСИЯ. РЕЗУЛТАТИ ОТ ИЗБОРИТЕ ЗА НАРОДНО СЪБРАНИЕ 2013.** [COMMISSION ELECTORALE CENTRALE. Résultats des élections législatives de 2013.]

URL: <<http://results.cik.bg/pi2013/rezultati/index.html>> (22.10. 2014).

**ЦЕНТРАЛНА ИЗБИРАТЕЛНА КОМИСИЯ. РЕЗУЛТАТИ ОТ ИЗБОРИТЕ ЗА ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ 2014.** [COMMISSION ELECTORALE CENTRALE. Résultats des élections européennes de 2014 en Bulgarie.

URL : < <http://results.cik.bg/ep2014/rezultati/index.html> > (23.10.2014).

**ХАРТА'89 ЗА ОПАЗВАНЕ НА БЪЛГАРСКОТО ПРИРОДНО НАСЛЕДСТВО (1989).** [CHARTÉ'89 POUR LA PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL DE BULGARIE (1989)]. Сайт wikisource, vu le 19. 02.2013.

URL: <[http://bg.wikisource.org/wiki/Харта\\_'89\\_за\\_опазване\\_на\\_българското\\_природно\\_наследство](http://bg.wikisource.org/wiki/Харта_'89_за_опазване_на_българското_природно_наследство)>

## **PAGES ELECTRONIQUES**

Centre national de Ressources textuelles et lexicales :

<http://www.cnrtl.fr>

Dictionnaire Larousse:

[<http://www.larousse.fr/dictionnaires/>](http://www.larousse.fr/dictionnaires/)

Portail documentaire sur la transition en Bulgarie Omda.bg :

[<http://prehod.omda.bg/>](http://prehod.omda.bg/)

DW Deutsche welle:

[<http://www.dw.de/>](http://www.dw.de/)

Forum *Бунтарите* (Les révoltés) :

[<http://forum.buntarite.com/>](http://forum.buntarite.com/)

Федерация на природозащитните сдружния *Зелени Балкани* (Fédération des associations environnementalistes Balkans verts):

[<http://www.greenbalkans.org/>](http://www.greenbalkans.org/)

Сдружение за дива природа БАЛКАНИ (Association pour la nature sauvage BALKANI)

[<http://balkani.org/en/>](http://balkani.org/en/)

Екологично сдружение “За Земята” (Association écologiste *For the Earth*):

[<http://www-zazemiata-org/>](http://www-zazemiata-org/)

Информационен и учебен център по екология (Centre d'information et éducation écologique) :

[<http://www.ceie.org/>](http://www.ceie.org/)

Сдружение “Агролинк” (Association *Agrolink*) :

[<http://www.agrolink.org](http://www.agrolink.org)

Réseau citoyen *France-Rila*:

[<http://www.france-rila.fr/>](http://www.france-rila.fr/)

WWF- Bulgarie:

[<http://www.wwf.bg/>](http://www.wwf.bg/)

Българско сдружение за защита на птиците (Association bulgare pour la protection des oiseaux) :

[<http://bspb.org/en/>](http://bspb.org/en/)

Български център за нестопанско право (Centre bulgare pour droit non lucratif) :

[<http://www.bcnl.org/>](http://www.bcnl.org/)

Блулинк - Мрежа за гражданско действие (Réseau d'action citoyenne BlueLink)

[<http://www.bluelink.net>/](http://www.bluelink.net/)

Образователна мрежа *Място за бъдеще* (Réseau éducationnel *Place for Future*) :

[<http://placeforfuture.org/>](http://placeforfuture.org/)

Сдружение за пряка демокрация « Болкан Асист » (Association bulgare pour la promotion de la démocratie directe *Balkan Assist*) :

[<http://www.balkanassist.bg/en>](http://www.balkanassist.bg/en)

Българска фондация *Биоразнообразие* (Fondation bulgare Biodiversité):

[<http://www.bbf.biodiversity.bg/>](http://www.bbf.biodiversity.bg/)

Балканска климатична коалиция (Coalition balkanique pour le climat) :

[<http://www.climatebg.org/>](http://www.climatebg.org/)

Коалиция *За да остане природа в България* (Coalition *For the Nature in Bulgaria*):

[<http://forthenature.org/>](http://forthenature.org/)

Portail des ONG en Bulgarie :

[<http://ngobg.info/bg/>](http://ngobg.info/bg/)

Parti politique *Зелените* (Les verts) :

[<http://www.bulgariangreens.org/>](http://www.bulgariangreens.org/)

Parti politique *Зелена партия* (Le parti vert) :

[<http://www.greenparty.bg/>](http://www.greenparty.bg/)

Група на гражданските екологични организации (ГЕО) (Groupe des organisations écologistes citoyennes (GEO):

[<http://grupa-geo.blogspot.com/>](http://grupa-geo.blogspot.com/)

Гражданска група *Да спасим Иракли* (Groupe citoyen *Sauvons Irakli*):

[<http://daspasimirakli.org/>](http://daspasimirakli.org/)

Ministère de l'environnement et des eaux de Bulgarie:

[<http://www3.moew.government.bg/>](http://www3.moew.government.bg/)

Blog de la journaliste Rouja Lazarova sur les nouvelles mobilisations citoyennes en Bulgarie:

[<http://roujainsofia.wordpress.com/category/mouvement-citoyen-2013/>](http://roujainsofia.wordpress.com/category/mouvement-citoyen-2013/)

Site Назад към градовете (Retournous aux villes):

[<http://www.dw.de/назад\\_към\\_градовете/>](http://www.dw.de/назад_към_градовете/)

# **Annexes**

## **Annexe 1. ETUDE DE CAS 1.**

**Étude de l'engagement citoyen dans le mouvement écologique en Bulgarie à travers l'analyse d'entretiens recueillis auprès de 40 activistes du mouvement. Les entretiens sont collectés pendant la période 2009 à 2014.**

L'étude cherche à reconstruire dans leur complexités et indivisibilité, les facteurs, les étapes et les événements (liés à la “grande histoire” et à la “petite” histoire individuelle) qui ont marqués la construction la personnalité de chaque militant. Cela correspond à notre objectif d'étudier les dimensions historico-politiques du militantisme verts au travers de l'appropriation quotidienne d'une expérience « de terrain ».

Les entretiens se focalisent en particulier sur le vécu des militants en tant qu'activistes éco-politiques et tendent à révéler leurs perceptions, représentations, opinions, jugements mais aussi des souvenirs personnels, des sentiments, ainsi que des “non-dits” traduits d'une manière implicite, relatifs à la politique, l'écologie, la nature, la démocratie, le système en général. Un accent particulier est mis sur la nature, le sens, les finalités et la raison d'être de l'engagement citoyen. Dans cette optique, nous nous sommes intéressés particulièrement aux motivations individuelles des militants, à la réflexion sur leurs actes, choix et sur leur parcours en général, dans la perspective de l'hypothèse d'un changement de valeurs au niveau de l'individu (une “nouvelle culture”) qui exerce un impact sur les représentations, les convictions et les pratiques politiques.

**Méthodologie : Entretien semi-directif à éléments biographiques, centré sur quelques noyaux thématiques.**

**Groupe cible : militants dans le mouvement écologique en Bulgarie**

L'étude a pour objectif d'étudier l'engagement des leaders et de militants au sein du mouvement écologique en Bulgarie.

**Critères de sélection de l'échantillon :**

L'étude établit trois critères de “couverture” - générationnelle, événementielle et organisationnelle

- **Couverture au niveau des trois étapes d'évolution du mouvement (la période dissidente, la période ONG et la période de la « Nouvelle vague verte » )**. Cette approche rend possible la comparaison des motivations et des formes de militantisme au niveau générationnel et permet de poursuivre l'évolution de celles-ci au sein du mouvement dans le contexte très dynamique des transformations politiques, économiques et sociétales survenues après l'effondrement du système communiste.

- **Couverture au niveau des initiatives et des événements les plus significatifs** au sein du mouvement, en fonction de leur impact public *et* politique (premières protestations écologistes contre le régime communiste ; participations dans les campagnes contre les OGM, ou encore pour la défense du littoral et les montagnes ; participation à la rédaction de lois, création d'une association ou fondation d'un parti vert etc.)

- **Couverture au niveau des plus grandes organisations, coalitions et campagnes écologistes**

**a) Organisations traditionnelles** (partis politiques, organisations non gouvernementales et associations de citoyens) :

- **locales** (par exemple сдружение Бели брези, сдружение Зелен Лозенец – София (les Associations *Beli Brezi* et *Zelen Lozenets* - Sofia)

- **nationales** (Association indépendante *Ecoglasnost*; Association BALKANI; Association écologique За земята (For the Earth); Parti vert (Зелена партия), Les Verts (Зелените) etc.)

- organisations représentant des **organisations internationales et mondiales** pour la protection de la nature (WWF- Bulgarie ; Amis de la Terre ; Bird Life International etc.)

- **réseaux de citoyens internationaux** (France-Rila)

**b) Initiatives non formelles** (réseaux, groupes, coalitions et campagnes):

- **Groupes et réseaux citoyens** (Sauvons Irakli (Да спасим Иракли), Да Sauvons Standja (Да спасим Странджа ), Citoyens pour Rila (Граждани за Рила), Група ГЕО (Groupe citoyen GEO).



- **Comités d'initiative et comités de riverains** (Обществен комитет за екологична защита на град Русе (Comité public pour défense écologique de la ville Roussé), Еко Требич (Eco Trebitch), Еко Мрамор (Eco Mramor).

- **Coalitions environnementales et coalitions citoyennes** (Коалиция За да остане природа в България (Coalition *For the Nature in Bulgaria*), коалиция България – зона свободна от ГМО (Coalition “Bulgarie-zone libre d'OGM”), Обединение на софийските граждански сдружения и Граждани за Зелена София (*Communauté des associations de citoyens de Sofia - Citoyens pour une Sofia verte* ).

**NB:** Des critères sociologiques classiques tels que sexe, âge, études, professions, ou encore lieu d'habitation quoique pris en compte, ne sont pas observés systématiquement lors du choix de l'échantillon. Ceci est dû au fait que ces critères ne correspondent pas aux objectifs de l'analyse qui est centrée sur une anthropologie historique s'intéressant en particulier au **rôle historique des acteurs et à l'impact historique de leur activisme**.

Le fait que le nombre des campagnes et organisations indiquées ci-dessous dépasse le nombre des répondants, s'explique par l'appartenance et la participation **de presque tous les militants** dans plusieurs organisations, campagnes et initiatives. Cette particularité du militantisme vert corrobore **la thèse de la pluralité de l'engagement parallèle** au sein d'initiatives à caractère formelles et non formelles, **assurant en même temps la continuité et la cohérence interne du mouvement**.

#### Liste des interviewés<sup>665</sup> :

Tsonka BOUKOUROUVA, leader non formel des protestations citoyennes contre la pollution chimique de la ville de Roussé en 1987- 1988, une des fondatrices du Comité public pour défense écologique de Roussé, membre de l'Association indépendante *Ecoglasnost* et présidente de *Ecoglasnost – Roussé*.

Liliana ALEKSANDRIEVA, co-fondatrice à l'Association indépendante *Ecoglasnost* (1988), militante à *Ecoglasnost* (1988-1992), présidente d'une association d'instruction civique dans sa ville natale Pechtera.

---

<sup>665</sup> La transcription des entretiens recueillis par Radosveta Krastanova et Radoslav Gourmanliev en bulgare dans leur intégralité est disponible sur l'archive numérique de la NUB. URL: <http://eprints.nbu.bg/2693/1/Doctorat%20Radosveta%20Ktastanova%20plus%20Annexes.pdf>.

Andrej KOVATCHEV, cofondateur de l'Association pour protection de la nature sauvage BALKANI (1992), cofondateur de la coalition nationale *For the Nature* (2006), ex-coprésident du parti politique *Зелените* (Les Verts) (2008-2014), expert au Conseil national de biodiversité auprès du Ministère de l'environnement et des eaux.

Aleksandyr DUTSOV, cofondateur et président de l'Association pour protection de la nature sauvage BALKANI (1992), chercheur à l'Académie bulgare des sciences, Institut de zoologie, expert au Conseil national de la biodiversité auprès du Ministère de l'environnement et des eaux.

Petko TSVETKOV, président de la Fondation bulgare *Biodiversité* (1999-2011), membre de l'Association pour la protection de la nature sauvage BALKANI, coprésident du parti *Зелените* (Les verts), à partir de 2014.

Petar CHOUROULINKOV, membre de l'Association pour protection de la nature sauvage BALKANI, et de la Société bulgare pour protection des oiseaux, chercheur à l'Académie bulgare des sciences (Institut de zoologie) et au Musée d'Histoire naturelle de Sofia, expert auprès du Conseil national de biodiversité du Ministère de l'environnement et des eaux.

Nadejda MAXIMOVA, fondatrice et leader du groupe d'action citoyen *Да спасим Иракли* (*Sauvons Irakli*), de à partir 2006, membre de la coalition *For the Nature in Bulgaria*.

Kristina BOYANOVA, militante au groupe d'action citoyen *Да спасим Иракли* (*Sauvons Irakli*), une des initiatrices de la campagne *NATURA 2000* (2006-2007) et membre du Conseil national du parti politique *Зелените* (Les Verts). Bénévole pour Greenpeace-Bulgaria. Expert au Ministère de l'Aménagement du territoire.

Yanina TANEVA, cofondatrice du groupe citoyen *Да спасим Иракли* (*Sauvons Irakli*), fondatrice de l'initiative citoyenne *Работилница за идеи* (*Atelier pour des idées innovantes*).

Yordanka DINEVA, militante dans le groupe d'action citoyen *Да спасим Иракли*, coordinatrice de la campagne *За да остане природа в България* (*For the Nature in Bulgaria*), responsable des campagnes de la Fondation bulgare *Биоразнообразие* (*Biodiversité*).

Snejinka TSVETANOVA, leader du Comité d'initiative citoyenne *EcoMramor* (2005-2006), membre du Groupe d'action écologique citoyen GEO et de la coalition *Нулеви отпадъци* (Zero Waste) (à partir de 2005).

Velitchka MARINOVA, cofondatrice et membre du Comité d'initiative citoyenne *EcoTrebitch* (à partir de 2005), expert auprès de la Commission de protection de la concurrence en Bulgarie.

Dennitsa KUJURANOVA, militante à l'association citoyenne *Zelen Lozenets* (depuis 1999), Sofia, membre de la *Communauté citoyenne des associations de Sofia et Citoyens pour Sofia verte*.

Boryana CHIVATCHEVA, présidente de l'association de citoyens *Beli Brezi* (1999-2014), Sofia, membre de la *Communauté citoyenne des associations de Sofia et Citoyens pour Sofia verte*.

Petar KANEV, cofondateur de l'association *Chtastlivetsa* (2006), membre de la coalition nationale *For the Nature in Bulgaria*, ex-membre du Conseil de contrôle du parti politique *Зелените* (Les Verts).

Kaline NENOV, militant dans les réseaux citoyens *Да спасим Иракли* (Sauvons Irakli) et *Да спасим Странджа* (Sauvons Strandja), membre de l'Association *Chtastlivetsa*, cofondateur de la Fondation *Човешката библиотека* (La Bibliothèque humaine), bénévole pour la fédération écologiste *Зелени Балкани* (Green Balkans)

Borislav SANDOV, fondateur du Club étudiant pour écologie et développement durable UNECO auprès de l'Université de Sofia « Sveti Kliment Ohridski » (2006), secrétaire de l'Association bulgare des producteurs biologiques *Биопродукти* (*Produits Bio*), membre du Conseil national du parti politique *Зелените* (Les Verts) et coprésident du parti (2012-2014), cofondateur de la Coalition balkanique contre l'énergie nucléaire (2011).

Vera PETKANTCHINE, leader informel du groupe d'action citoyen *Граждани за Рила* (Citoyens pour Rila), 2006, membre de la coalition nationale *For the Nature in Bulgaria*.

Hristo NIKOLOV, président de la Fédération des associations environnementales *Зелени Балкани* (Balkans verts), plus ancienne et plus importante organisation

environnementaliste en Bulgarie, membre de la coalition nationale For the Nature in Bulgaria.

Vesselina KAVRAKOVA, directrice administrative de WWF – Bulgarie (à partir de 2007), membre de la coalition *За да остане природа в България* (For the Nature in Bulgaria), membre de plusieurs organisations et militante dans plusieurs campagnes écologistes (1990-2012) dont *Зелени Балкани*, БАЛКАНИ (BALKANS), NATURA 2000.

Gueorgui STEFANOV, WWF - Bulgarie, coordinateur de la Coalition pour le climat en Bulgarie, activiste auprès du Centre informationnel d'information et d'éducation à l'écologie et de l'Association *Щастливцеца*, membre du Conseil national du parti politique *Зелените* (Les Verts) (à partir de 2008) et candidat des Verts aux élections législatives de 2009 et de 2013.

Nikolaj VESSELINOV, militant dans les initiatives de la *Communauté citoyenne des associations de Sofia -Citoyens pour Sofia verte*.

Zlatina STANKOVA, coordinatrice de la coalition *България – зона свободна от ГМО* (Bulgarie- zone libre d'OGM), animatrice des initiatives du forum électronique BG- Mamma, membre du conseil national du parti politique *Зелените* (Les Verts) (2008-2012).

Konstantin DITCHEV, expert à la Fédération des associations environnementalistes *Зелени Балкани* (Green Balkans), activiste dans les campagnes NATURA 2000 et *Да спасим Странджа* (Sauvons Strandja).

Tzveta HRISTOVA, animatrice des premières campagnes du groupe d'action citoyen *Граждани за Рила* (*Citoyens pour Rila*) et de campagnes contre la pollution industrielle de la ville de Stara Zagora, membre de l'association écologique *За земята* (For the Earth).

Maya BOUROVA, fondatrice de l'association citoyenne *Зелен живот – Русе* (Vie verte-Roussé), expert auprès de l'Inspectorat régional pour l'environnement et les eaux – Roussé.

Martin MIKOUCH, militant dans la campagne citoyenne *Да спасим Странджа* (Sauvons Strandja) coordinateur du forum citoyen *Forum Sofia* de la *Communauté*

*citoyenne des associations de Sofia et Citoyens pour Sofia verte*, membre Conseil de contrôle du parti *Зелените* (Les Verts) - 2008-2009.

Radostina MARINOVA, associaton citoyenne *Велоеволюция* (Véloévolution) – membre de la Coalition *За да остане природа в България* (For the Nature in Bulgaria).

Rostislav KANDILAROV, initiateur et fondateur du groupe étudiant *Хармония* (*Harmonie*), initiative citoyenne lancée contre le monopole des fournisseurs d'Internet; membre de l'associaton citoyenne *Велоеволюция* (*Véloévolution*).

Teodor VASSILEV, militant dans les campagnes citoyennes *Граждани за Рила* (Citoyens pour Rila), membre de l'associaton citoyenne *Велоеволюция* (Véloévolution), fondateur du Centre d'animation culturelle *Бъдеще сега* (L'avenir - maintenant).

Vessela TONTCHEVA, présidente du Comité citoyen pour protection du patrimoine culturel de Sofia *Спасение 2000* (Salut 2000), membre actif dans les initiatives de la *Communauté des associations citoyennes de Sofia - Citoyens pour Sofia verte*.

Toma BELEV, membre du conseil d'administration de l'Association des parcs naturels en Bulgarie et de la fédération *Зелени Балкани* (Balkans verts), directeur du Parc naturel Vitocha, candidat de *Зелена партия* (Le Parti vert) aux élections européennes de 2009.

Svilen OVTCHAROV, fondateur du groupe *Les avocats verts*, membre de la coalition nationale *For the Nature in Bulgaria*, coprésident du Conseil de contrôle du parti politique *Зелените* (Les Verts); avocat auprès du Comité de Helsinki en Bulgarie.

Aleksandyr KODJABACHEV, fondateur et président de l'association écologique *Деметра*, membre du groupe citoyen *Les avocats verts*.

Daniel POPOV, Centre d'information et d'éducation à l'écologie (IUCE), coordinateur national de la Coalition contre l'utilisation de cyanures en Bulgarie *България без цианиди* (Bulgarie sans cyanures).

Petko KOVATHCEV, militant à *Ecoglasnost* (1989-1992), fondateur du Centre d'information et d'éducation à l'écologie (CEIE), et de l'Institut de politique verte, co-président du parti *Зелените* (Les verts) (2008 -2009).

David MORAND, fondateur de l'association *France- Rila*, coordinateur du réseau international citoyen *France-Rila*.

Ivan HRISTOV, coordinateur de la campagne citoyenne *Да спасим Странджа* (Sauvons Strandja), militant dans le groupe d'action citoyen *Да спасим Иракли* (Sauvons Irakli) et NATURA 2000.

Lijoubomir POPJORDANOV, cofondateur de la Coalition *For the Nature in Bulgaria*, président de l'Association bulgare pour tourisme alternatif et l'Agence de tourisme alternatif *Odisseya In*.

Dessislava ALEXOVA, militante dans plusieurs campagnes citoyennes dont la coalition citoyenne *Citoyens pour Vitocha*, expert à l'Association des parcs en Bulgarie, expert de tourisme alternatif auprès de la Chambre touristique de Bulgarie.

#### **IV. Structuration des thèmes et des grandes directions des entretiens**

Pour la structuration des “noyaux” thématiques des entretiens, nous avons opté pour le modèle à quatre critères définissant les facteurs de participation politique de Milbrath and Goel (Milbright, L, Goel, M.L. *Political participation* : 1976) - facteurs liés au processus de socialisation politique, facteurs conditionnés par les particularités du système socio-politique respectif, facteurs relevant des caractéristiques individuelles (traits de personnalité) et stimulus provenant de milieu environnant (influence de certains événements, influence de proches - amis, collègues, professeurs, cas de conscience, exemples à suivre etc. ).

Dans le souci d'éviter les inconvénients de ce modèle statique, nous y avons rajouté des facteurs relatifs aux opportunités politiques qui permet de faire inclure dans l'analyse la conjoncture politique assez dynamique des décennies de la transition et post-transition ainsi que l'impact de celle-ci au niveau individuel et générationnel. Ce modèle est complété, en vue des choix opérés au niveau théorique, de critères portant sur les facteurs culturels qui tendent plus particulièrement à évaluer l'existence de valeurs à dominante postmatérialiste (Inglehart : 1977, 1993) et de vérifier leur pertinence et leur impact autant au niveau de la

motivation qu'au niveau de la direction, les finalités et les modalités d'action. Les questions (facteurs) relatifs aux sujets de la nature, l'environnement et la qualité de vie s'inscrivent dans la même lignée.

Les thèmes abordés tendent à lier les représentations et les convictions au niveau de la politique, et le rapport à la nature et l'environnement des interviewés, et d'évaluer l'impact et les formes que revêt cette relation au niveau de l'engagement. **Ils sont focalisés notamment sur l'inter-dépendance écologie-politique-engagement.**

–**Les facteurs de socialisation** - Facteurs traditionnels, étudiés par les science sociales en vue de l'évaluation du rôle de la socialisation dans le processus de construction d'identités sociales et politiques durables - parents, milieu familial, études, cercle amical, statut social, profession.

### **1.Expérience sociale et politique précédant le militantisme dans les initiatives**

**écologiques** - Participation ou animation d'activités individuelles ou collectives, formelles ou non formelles, au sein d'un parti politique, syndicat, association, ONG ou autre forme ou modalité d'activisme; préférences électorales, vote, bénévolat, adhésion partisane ou militantisme, engagement au sein d'organisations de la société civile

### **Effets conjoncturels sociopolitiques et leur impact sur les motivations conduisant au militantisme**

- l'impact de la situation politique et économique dans la période envisagée, les particularités du système politique, les caractéristiques du gouvernement et de la politique gouvernementale, les caractéristiques du secteur citoyen au cours de la période donnée - organisations, campagnes, initiatives. Le chercheur tend à évaluer leur influence sur les militants et leurs activités.

### **Effets des valeurs, représentations, convictions et principes au niveau de l'individu et leur rapport à la culture politique et l'engagement.**

Ce noyau thématique tend à évaluer leur rôle et leur impact sur les perceptions et représentations concernant le politique en général, le système politique en place, l'État et ses institutions, le régime démocratique, les changements survenus au cours de la transitions, la démocratie comme ordre politique, la citoyenneté en démocratie, la société civile et la participation. Il tend à établir également l'existence et le poids des valeurs de nature post matérialiste et leur impact au niveau des représentations, des convictions et des modalités d'action au sein de chaque génération.

### **Effets des événements et des facteurs extérieurs - stimulus de l'environnement**

(événements importants, historiques - la chute du régime de Zhivkov, la crise politique et économique déclenchée par le gouvernement de Videnov, etc.; événements affectant ou perturbant le milieu ou la qualité de vie, l'influence d'un proche ou d'un ami, représentant pour l'interviewé un exemple à suivre etc. ).

### **Effets des caractéristiques de la personnalité du répondant** prédisposant à

l'engagement (Traits de caractère, personnalité forte - leader ou personnalité autonome, refusant à rejoindre des formes d'activisme préexistantes et souhaitant construire et diriger des organisations autonomes)

**Effets de la “socialisation à la nature”.** Les niveaux d'analyse exposés ci- dessus sont complétés et confrontés à un septième noyau thématique qui tend à évaluer la perception de la nature et les représentation des répondants concernant la relation Homme- Société- Nature, et le rôle de celles-ci sur la construction des motivations d'un activisme en faveur de la nature et de l'environnement.

**A la suite de cette analyse, une double typologie a été établie.**

#### **1. Une typologie fondée sur quatre oppositions binaires :**

- a. Politiciens versus Citoyens
- b. Progressistes versus Traditionalistes
- c. Professionnels versus Amateurs
- d. Radicaux versus Réformateurs.

2. Une typologie traduisant les différents **récits** existant au sein du mouvement qui dans leur ensemble constituent le portrait paradoxal du Militant vert et du militantisme.

Nous avons établi huit idéals types : récit philosophique (représenté par la figure du « Philosophe »), récit communautariste ( le Tolstiste); récit pragmatique (le Pragmatique); récit systémiste - cybernétique (l'Ecologue); récit humaniste (le Nouvel Humaniste); récit libertaire (le Surréaliste); récit cosmopolite et globaliste (le Cosmopolite) et récit « social et solidaire » (le Juste).



La typologie est construite non pas à la base de types nets (une personne = un type) mais à la base de l'analyse **du discours** des militants concernant les sept noyau thématiques décrits plus haut. Une personne peut appartenir à plusieurs type ; un type englobe les traits, les représentations et les comportements de plusieurs répondants. La typologisation se fonde sur les discours concrets des militants qui nous permettent d'avancer l'hypothèse de l'existence d'un **nouveau récit politique**. Ceci étant, ce nouveau récit n'est en aucun cas typique uniquement pour les mouvements écologiques, Nous considérons pourtant que c'est au sein de ces mouvements que ce nouveau récit politique est le plus visible et le mieux élaboré, car il s'agit d'un récit incorporé et un niveau d'auto réflexion et d'auto évaluation.

**Entretiens recueillis pour les objectifs de l'étude** « *Les instruments d'influence des organisations non gouvernementales écologiques sur le processus de formulation des politiques publiques* »<sup>666</sup>

**Méthode** : Entretien semi-directif centré.

#### **Questionnaire :**

- A votre avis, les ONG environnementales en Bulgarie, exercent-elles un impact réel sur le processus de conception, élaboration et mise en place de politiques publiques ? Donnez des exemples concrets à l'appui de vos thèses et observations.
- Croyez-vous que les ONG vertes jouent un rôle important pour le développement régional durable en Bulgarie?
- Présentent-elles des critères publics que les responsables publics doivent prendre en considération au cours du processus décisionnel? Pourriez-vous en donner des exemples concrets?
- Les ONG environnementales contribuent-elles à la résolution de problèmes importants liés à la protection de l'environnement?
- Quelles sont les particularités des rapports qui lient les ONG vertes et l'Etat en Bulgarie? Pourriez-vous comparer la situation en Bulgarie avec celle dans d'autres pays membres de l'UE, en particulier la France?

---

<sup>666</sup> GURMANLIEV, Radoslav. *Les instruments d'influence des organisations non gouvernementales écologiques sur le processus de formulation des politiques publiques*. Mémoire de licence en langue française. Filière francophone de Sciences Po, Nouvelle université bulgare, Octobre 2011. Encadrant Radosveta KRASTANOVA. Les entretiens semi-directifs sont collectés auprès de professionnels des organisations non gouvernementales écologiques et avec des représentants des pouvoirs publics (députés, conseillers municipaux, et experts dans les organismes publics chargés de la protection de l'environnement).

- Le citoyen bulgare, est-il suffisamment sensibilisé aux enjeux relatifs à l’environnement ? Quelle est la contribution des ONG vertes pour cela?
- Les ONG environnementales en Bulgarie représentent-elles une nouvelle forme de “diplomatie non gouvernementale “ ?
- Quelles sont selon vous les plus actives et performantes ONG vertes en Bulgarie ? Comment vous expliquez-vous leurs performances et leur succès ?
- Connaissez-vous les sources de financement principales des ONG vertes en Bulgarie ? Savez-vous quelles sont leurs revenus moyens?
- De quelle façon les ONG vertes sont-elles organisées et comment elles travaillent? Leur mode d’organisation diffèrent-il sensiblement de celui qu’on peut observer dans d’autres pays européens?
- Pourrions-nous affirmer qu’il existe en Bulgarie des prémices d’un développement durable ? Sinon, quelles initiatives les ONG vertes devraient-elles entreprendre en vue de se développer dans cette direction? Dans l’affirmative, argumentez votre opinion en donnant des exemples concrets puisés de votre expérience?
- Que pensez-vous de l’influence des partis écologistes en Bulgarie sur le processus de formulation de politiques publiques et sur le processus de prise de décision, en général?
- On constate un certain regain d’intérêt pour les partis verts au sein de l’Union européenne. Quelle en est, d’après vous, la cause? Observe-t-on le même processus en Bulgarie?

### **Liste des répondants :**

Alexandar DOUTSOV et Andrej KOVATCHEV - Société pour la nature sauvage BALKANI

Petar KANEV - Association *Shtastlivetsa*, membre de la coalition *За да остане природа в България* (For the Nature in Bulgaria).

Diana ZAHARIEVA - Présidente de l’Association pour la protection du quartier Lozentets, Sofia

Hristo NIKOLOV - Président du Conseil d’administration de la fédération *Зелени Балкани* (Green Balkans)

Petar SHOUROULINKOV- Ornithologiste, Académie des sciences de Bulgarie, et expert à la Société bulgare pour la protection des *oiseaux* (*Българско сдружение за защита на птиците*).

Vesselina KAVRAKOVA – Directrice exécutive de WWF – Bulgarie

Gueorgui BOJINOV- Député, Parti socialiste bulgare (PSB), ex-président de la Commission parlementaire de l'environnement et des eaux.

Martin ZAIMOV – Conseiller municipal du parti *Démocrates pour une Bulgarie forte* (DBF), candidat pour le poste maire de Sofia aux élections locales de 2005.

Hristo STOEV - Expert en chef, Service de l'Évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), Ministère de l'environnement et des eaux.

Iskra MIHAILOVA - Député, Mouvement pour les droits et les libertés (MDL), Présidente de la Commission parlementaire de l'environnement et des eaux.

Lorita RADEVA – Présidente de la Commission municipale de l'environnement et des eaux auprès du Conseil municipal de Sofia, conseillère municipale du parti sortant GERB (*Citoyens pour développement européen de la Bulgarie*); ex-présidente du Conseil d'administration de l'association *Droujba-Sofia*; chef du groupe expert ayant conçu et élaboré le programme relatif à la politique environnementale du parti politique GERB.

## **ANNEXE II. ETUDE DE CAS 2.**

### **PROJET DE RECHERCHE *CITOYEN VERT***

**Le projet** est réalisé par des étudiants de la Filière francophone de sciences politiques de la NUB sous la direction de Radosveta Krastanova, dans la période 2011-2015 par le biais d'une enquête auprès de 50 personnes majeures. L'échantillon est composé de répondants originaires de différentes régions et villes de Bulgarie, dans un souci de parité entre les deux sexes (24 hommes et 26 femmes). La majorité des répondants possède un diplôme d'études supérieures (licence ou master).

**Méthode : Entretien directif** couvrant quelques grandes problématiques via des questions ciblées. Le questionnaire a été conçu en vue de vérifier le niveau général de la culture écologique des citoyens bulgare ainsi que le degré de sensibilisation de ceux-ci aux problèmes écologiques majeurs et aux acteurs liés à la protection de l'environnement à l'échelle nationale et globale. Le projet tend en particulier à évaluer l'impact de l'activité des acteurs du mouvement écologique en Bulgarie.

**Questionnaire** (constitué de 5 noyaux thématiques) :

**- Premier noyau thématique** (ce noyau tend à tester l'intérêt et le degré de familiarisation des répondants par rapport aux questions écologiques en général.

A votre avis, quels sont les plus importants problèmes écologiques mondiaux ?  
Pourquoi ? (Argumentez-vous en bref).

Associez-vous certains partis écologistes ou des organisations environnementales internationales à la résolution de ce type de problèmes. Lesquels ? A quels problèmes les associez-vous ?

Quels sont, selon vous, les problèmes écologiques majeurs en Bulgarie ? Pourquoi ?

**- Deuxième noyau thématique.** Ce noyau vise à révéler le degré de familiarisation des citoyens à la thématique écologique en Bulgarie et de tester la visibilité et la popularité des partis verts et des organisations et ONG environnementales.

Associez-vous les partis politiques ou les organisations environnementales en Bulgarie à la résolution des problèmes écologiques ? Auxquels plus particulièrement ?

Que pensez-vous des partis verts en Bulgarie ? Pouvez-vous nommer un ou plusieurs partis verts ? Les associez-vous à certains problèmes écologiques ? Lesquels ? A des politiques vertes ? Lesquelles ?

Quelle est votre opinion des organisations et les ONG de protection de la nature dans notre pays ? Pourriez-vous en nommer une ou plusieurs ? Les associez-vous à des problèmes concrets et à des initiatives concrètes (proposition législative, loi, pétition) ?

Associez-vous le mouvement écologique à quelque chose de concret – acte, activité, événement, personnalité ?

**- Troisième noyau thématique** (tend à mettre la thématique verte dans un contexte politique).

Est-il nécessaire, à votre avis, que chaque gouvernement, indépendamment de son orientation politique, adopte et fasse promouvoir une politique « verte » ?

Quelle devrait être, selon vous, la politique verte du gouvernement actuel ?

Une « politique écologique nationale », est-elle nécessaire ? Pensez-vous que la protection de la nature bulgare doive faire partie intégrante des priorités politiques nationales ?

A votre avis, qu'est-ce qui est plus important : la croissance économique, la protection de l'environnement et la qualité de la vie ? Pourraient-elles coexister, et comment ?

Pensez-vous que le Ministère de l'environnement est des eaux dispose d'autorité et de prérogatives suffisantes ?

Pensez-vous que les organismes spécialisés (ministères, agences, inspectorats) soient les seuls compétents à s'occuper les problèmes relatifs à l'environnement ?

Pensez-vous que l'état et ses organismes doivent allouer une partie plus considérable du budget public pour des politiques vertes ? Pour la mise en place d'une éducation

écologique dans les maternelles, les écoles primaires et secondaires et les universités ? Pour stimuler le business vert ? Afin de soutenir les organisations environnementales ?

**- Quatrième noyau thématique** (vise à évaluer les représentations des citoyens bulgares concernant le degré général de la culture écologique de leurs concitoyens, et leur propre culture écologique).

Pensez-vous que les connaissances et les attitudes des bulgares en matière d'écologie et de protection de l'environnement soient suffisamment développées ? Pensez-vous que votre propre « culture écologique » soit suffisante ?

Quelles « bonnes pratiques écologiques » connaissez-vous (tri des déchets ; covoiturage ; utilisation des transports en commun en vue de protéger la qualité de l'air ; économies d'électricité et d'eau à la maison ...) ? En avez-vous déjà pratiqué quelques-unes ? Lesquelles ?

Que signifie pour vous le terme qualité de vie ? Quel sens y mettez-vous personnellement ? Quelles sont, à votre avis, les composantes essentielles de la qualité de vie ?

**- Cinquième noyau thématique.** (Il a pour objectif de tester le degré d'engagement individuel dans des initiatives écologistes ou les activités relatives à l'amélioration de la qualité du milieu de vie. Il vise à étudier également la culture civique et politique des répondants).

Avez-vous participé dans (ou avez-vous initié) une activité liée à la protection de la nature et de l'environnement – pétition, demande d'accès à l'information concernant un problème environnemental, participation à une discussion publique, rencontre avec un conseiller municipal ou avec un député au sujet d'un problème relatif au milieu de vie, démonstration de rue, défilé, protestation, diffusion d'informations écologiques par Internet et dans les réseaux sociaux ?

Avez-vous participé en tant qu'adhérent ou bénévole, dans les activités d'une ou plusieurs organisations ou associations environnementales, ou bien dans d'autres formes d'association en vue de résoudre un problème écologique ?

Adhériez-vous (avez-vous adhéré) à un parti politique vert ?

Avez-vous jamais voté pour un parti écologiste ? Pourquoi ?

Qu'est-ce qui vous inciterait à rejoindre une organisation environnementale ou un parti vert (au cas où la réponse aux deux questions précédentes serait négative) ?

Associez- vous, et dans l'affirmative – à quoi, les noms d'organisations et de campagnes suivantes?

Граждански комитет за екологична защита на град Русе

Независимо сдружение Екогласност

Да спасим Иракли

Граждани за Рила

За да остане природа в България

Коалиция България – свободна от ГМО

Граждани за Витоша

НАТУРА 2000

Зелена партия

Партия „Зелените“

Зелена България.